

K. Polanyi et C. Arensberg

les systèmes économiques

les systèmes économiques

dans l'histoire et dans la théorie

K. Polanyi et C. Arensberg

préface

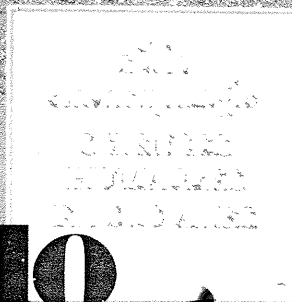
de Maurice Godelier

Les sciences humaines et sociales recouvrent tant les disciplines qui étudient les comportements de l'individu pris en lui-même (psychologie expérimentale, psychophysique, psychophysiologie, psychologie de l'enfant, pédagogie), ou en comparant les aptitudes des individus (psychologie différentielle), que celles qui définissent les fonctionnements de groupe (psychologie sociale) et analysent le rapport de groupe particulier, notamment la communication (sociologie, linguistique).

Les sciences sociales étudient le groupe humain soit en référence à son fonctionnement global (sociologie, ethnologie, anthropologie), soit en référence à un aspect particulier de la vie du groupe (économie, géographie, démographie, éducation, etc.), placant leur perspective dans l'histoire humaine (histoire politique, idéologique, culturelle). En étudiant ces phénomènes qu'elles posent, un public averti pourra aussi faire le lien avec un débat qui domine notre temps.



LAROUSSE





Sciences humaines et sociales

les systèmes économiques *dans l'histoire et dans la théorie*

par

Karl Polanyi

professeur d'économie à l'université Columbia

et

Conrad Arensberg

professeur d'anthropologie à l'université Columbia

préface de Maurice Godelier

sous-directeur à l'Ecole pratique des Hautes Etudes

traduction de Claude Rivière

maître-assistant à l'Université de Paris V et

Anne Rivière

licenciée ès lettres

LIBRAIRIE LAROUSSE

17, rue du Montparnasse ; 114, Boulevard Raspail-PARIS

Dans la même collection

SÉRIE PSYCHOLOGIE

RODOLPHE ROELEN : *Introduction à la psychopathologie*

HENRY HÉCAEN : *Introduction à la neuropsychologie*

SERGE MOSCOVICI : *Introduction à la psychologie sociale* (2 vol.)

PHILIPPE GUTTON : *Le jeu chez l'enfant*

WILLIAM N. TAVOLGA : *Introduction à l'étude du comportement animal*

SÉRIE SOCIOLOGIE

PIERRE ROLLE : *Introduction à la sociologie du travail*

LOUIS HENRY : *Démographie, analyse et modèles*

HAYWARD R. ALKER : *Introduction à la sociologie mathématique*

FRANCIS BALLE et JEAN G. PADIOLEAU : *Sociologie de l'information ; textes fondamentaux*

ALAIN GRAS : *Sociologie de l'éducation, textes fondamentaux*

SÉRIE ANTHROPOLOGIE SOCIALE

JOHN MIDDLETON : *Anthropologie religieuse, textes fondamentaux*

LOUIS-VINCENT THOMAS et RENÉ LUNEAU : *La terre africaine et ses religions ; traditions et changements.*

SÉRIE LINGUISTIQUE

H.-A. GLEASON : *Introduction à la linguistique*

JOSEPH SUMPFF : *Introduction à la stylistique du français*

SÉRIE LOGIQUE

DOMINIQUE DUBARLE et ANDRÉ DOZ : *Logique et dialectique*

à paraître :

ROGER MARTIN : *Eléments de logique formelle*

SÉRIE INFORMATIQUE

JEAN-PIERRE MEINADIER : *Structure et fonctionnement des ordinateurs*

à paraître :

CHARLES CORGE : *Informatique et démarche de l'esprit*

les auteurs

Conrad M. Arensberg

*professor of anthropology
co-director : interdisciplinary project
columbia university*

Rosemary Arnold

*instructor in economics
barnard college*

Francisco Benet

*research associate in anthropology
interdisciplinary project
columbia university*

Anne C. Chapman

*research associate in anthropology
interdisciplinary project
columbia university*

Daniel B. Fusfeld

*assistant professor of economics
michigan state university*

Terence K. Hopkins

*instructor in sociology
columbia university*

Walter C. Neale

*instructor in economics
yale university*

A. L. Oppenheim

*professor of assyriology
oriental institute
university of chicago*

Harry W. Pearson

*assistant professor of economics
executive secretary : interdisciplinary project
adelphi college*

Karl Polanyi

*visiting professor of economics 1947-1953
director : interdisciplinary project
columbia university*

Robert B. Revere

*research assistant in history
interdisciplinary project
columbia university*

Titre original : Trade and Market in the Early Empires

Economies in History and Theory

© The Free Press, New York, 1957

Tous droits pour la langue française:

© Librairie Larousse 1975.

Librairie Larousse (Canada) limitée, propriétaire pour le Canada des droits d'auteur et des marques de commerce Larousse. - Distributeur exclusif au Canada : les Éditions Françaises Inc., licencié quant aux droits d'auteur et usager inscrit des marques pour le Canada.

I.S.B.N. 2-03-070374-5

Table des matières

Présentation par Maurice Godelier	9
Préface	33
Introduction	39
PREMIÈRE PARTIE. NAISSANCE DE L'ÉCONOMIE	41
Chapitre 1. Un siècle de débat sur le primitivisme économique (Harry W. Pearson)	43
1.1. Le théorème de l'oïkos : Karl Rodbertus	44
1.2. Karl Bücher et Eduard Meyer	45
1.3. Max Weber et Michael Rostovtzeff	47
Chapitre 2. Le commerce sans marché au temps d'Hammourabi (Karl Polanyi)	51
2.1. Pseudo-économie et inversion des perspectives	52
2.2. Problèmes de l'économie babylonienne	53
2.3. Un ancien comptoir assyrien	55
2.4. Un commerce sans risque	57
2.5. Transactions et dispositions	59
2.6. Le tamkâroum	60
Chapitre 3. Vue d'ensemble sur l'histoire économique de la Mésopotamie (A. L. Oppenheim)	63
Chapitre 4. Les ports de commerce de la Méditerranée orientale et la neutralité des côtes (Robert B. Revere)	71
4.1. La Mésopotamie et l'Égypte	72
4.2. Les Hittites	75
4.2.1. Refoulement de l'ennemi sur le littoral	76
4.2.2. Allusions péjoratives à la côte	77
4.2.3. Bannissement vers la côte	79
4.2.4. Politique hittite à l'égard des États tampons de la côte ..	79
4.2.5. Premières migrations et voies d'expansion	80
4.2.6. Frontière culturelle entre l'Est et l'Ouest	81

4.3. La politique du port de commerce	82
4.4. Symbiose	85
Chapitre 5. Aristote découvre l'économie (Karl Polanyi)	93
5.1. L'anonymat de l'économie dans la société antique	96
5.2. Les intuitions d'Aristote	104
5.3. Le penchant sociologique	106
5.4. Commerce naturel et juste prix	108
5.5. Echange des équivalences	111
5.6. Les textes	114
 DEUXIÈME PARTIE. LES AZTÈQUES ET LES MAYAS ; LE DAHOMEY ; LES BERBÈRES ; L'INDE ..	 119
Chapitre 6. L'anthropologie en tant qu'histoire (Conrad M. Arensberg)	121
6.1. L'approche empirique	121
6.2. Conclusions méthodologiques	129
Chapitre 7. Les enclaves des ports de commerce dans les civilisations aztèque et maya (Anne C. Chapman)	137
7.1. Le problème du commerce entre Aztèques et Mayas	137
7.2. Les Aztèques du Bassin de Mexico	139
7.3. Les Mayas du Yucatán	150
7.4. Le golfe du Mexique : Xicalango	155
7.5. La côte du Pacifique : Xoconochco	161
7.6. L'intérieur : Acallan	161
7.7. Le golfe du Honduras	164
Chapitre 8. Ouidah : port de commerce sur la côte de Guinée (Rosemary Arnold)	169
8.1. Guerre et commerce dans le Dahomey traditionnel	171
8.2. Le contrôle lointain d'Ouidah	175
8.3. Une enclave étrangère	177
8.4. Un commerce officiel régi par traités	180
Chapitre 9. Séparation du commerce et du marché : le grand marché d'Ouidah (Rosemary Arnold)	187
9.1. Zobeme, le marché indigène	187
9.2. Le commerce officiel régi par traités et la répartition des denrées alimentaires locales	191
Chapitre 10. Les marchés explosifs dans les montagnes berbères (Francisco Benet)	195
10.1. Siba et makhzen	196
10.2. Le marché dans le siba	200
10.3. Sauf-conduit	203

10.4. Les marchés explosifs	207
10.5. La rigueur et la loi du marché	210
10.6. Anarchie segmentaire et prix « libres »	211
10.7. Conclusions	214

Chapitre 11. Réciprocité et redistribution dans le village indien : suite à quelques célèbres discussions (Walter C. Neale)	217
11.1. L'économie du village	221
11.2. Nature du revenu foncier	226

TROISIÈME PARTIE. ANALYSE INSTITUTIONNELLE

Chapitre 12. Place de l'économie dans les sociétés (Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg et Harry W. Pearson)	235
---	------------

Chapitre 13. L'économie en tant que procès institutionnalisé (Karl Polanyi)	239
13.1. Les sens formel et substantif d'« économique »	241
13.2. Réciprocité, redistribution et échange	244
13.3. Formes de commerce, usages de la monnaie et éléments de marché	249
13.3.1. Formes de commerce	250
13.3.2. Les usages de la monnaie	255
13.3.3. Les éléments de marché	257

Chapitre 14. La sociologie et la conception substantive de l'économie (Terence K. Hopkins)	261
---	------------

14.1. Critique des conceptions sociologiques courantes de l'économie	265
14.1.1. Conception fondée sur la division du travail	265
14.1.2. Conception fondée sur l'action rationnelle	268
14.1.2.1. Perspective fondée sur le modèle de marché	271
14.1.2.2. L'économie définie en termes de « rareté »	276
14.1.3. Conclusion de la première partie	279
14.2. La conception substantive de l'économie	280
14.2.1. Le procès économique et la société	280
14.2.2. L'institutionnalisation du procès économique	283
14.2.3. Les changements de lieu et les mouvements d'appropriation comme types d'action économique	285
14.2.4. Conclusion	288

Chapitre 15. L'économie selon Parsons et Smelser (Harry W. Pearson)	291
--	------------

Chapitre 16. L'économie n'a pas de surplus : critique d'une théorie du développement (Harry W. Pearson)	301
--	------------

16.1. Une construction rationaliste	303
16.2. Réification du concept de profit	307

16.3. Le surplus, aspect économique du changement institutionnel	313
Chapitre 17. Un mauvais usage de la théorie économique : son application à la société primitive (Daniel B. Tufeld)	319
17.1. L'anthropologie économique	319
17.2. L'approche sociale	321
17.3. L'usage de la théorie économique	324
17.4. Une économie de cultures comparées	329
Chapitre 18. Le marché des points de vue théorique et historique (Walter C. Neale)	331
18.1. Les marchés créateurs de prix	331
18.1.1. L'offre	332
18.1.2. La demande	332
18.1.3. Le mécanisme du marché	332
18.2. Les types de marchés selon la conception de l'économiste	333
18.2.1. Les marchés des produits	333
18.2.2. Les marchés des facteurs de production	334
18.2.2.1. Le marché de la propriété foncière	334
18.2.2.2. Le marché du travail	334
18.2.2.3. Le marché des capitaux	335
18.2.3. Le marché autorégulateur, le système de marché, le système autorégulateur de marché	336
18.3. Les marchés dans l'histoire de l'économie	339
Conclusion	345
Index	347
Bibliographies	
(1) Présentation (Maurice Godelier)	30
(2) Les ports de commerce aztèque et Maya (Anne C. Chapman) ..	165
Cartes	
(1) d'Asie occidentale (Archéologie)	86
(2) La Mésopotamie (Archéologie)	134
(3) d'Afrique guinéenne (XVII ^e -XIX ^e s.)	168

Présentation

« Ce sont les économistes qui ont défini les problèmes sociologiques qui existent à l'intérieur de la sphère de l'économie. Le résultat est qu'aujourd'hui nous ne savons presque rien des économies autres que la nôtre. Même celle-ci nous ne la comprenons qu'en partie faute d'une sociologie de l'économie de marché. » (Terence K. Hopkins.)

Cette citation, tirée du livre montre déjà pourquoi cet ouvrage, publié en 1957, a franchi rapidement et bien au-delà le cercle d'intérêt de quelques spécialistes de civilisations disparues auxquels apparemment son titre académique originel, sans éclat, le destinait : *Trade and Market in the Early Empires*. Il n'en est pas ainsi, et pour une raison fondamentale suggérée par les mots plus ambitieux qui faisaient suite : *Economies in History and Theory*, et que nous avons adoptés pour la version française sous la forme « les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie. »

La question posée était de savoir si les théories développées depuis le début du XIX^e siècle pour expliquer le fonctionnement de l'économie capitaliste industrielle et marchande fournissaient aux historiens et aux anthropologues les concepts et les méthodes dont ils ont besoin pour rendre compte des logiques originales de fonctionnement et d'évolution des multiples formes d'organisation économiques et sociales qu'ils étudient et dont la plupart ont depuis longtemps à jamais disparu ou sont condamnées à le faire sous le formidable effet d'érosion, de mutation ou de destruction radicale qu'entraîne la domination, aujourd'hui mondiale, de ce même système capitaliste.

La réponse de Polanyi et de son groupe fut négative mais la question n'était pas nouvelle ni la réponse originale puisqu'un siècle exactement auparavant, en 1857, paraissait une autre *Contribution à la critique de l'économie politique* où Marx, beaucoup plus radicalement, ne se contentait pas de contester qu'on puisse « généraliser » les théorèmes de l'économie politique aux modes de production pré-capitalistes mais refusait même à l'économie politique la capacité d'expliquer la logique profonde de ce mode de production capitaliste, la nature cachée de son moteur essentiel, le profit et les conditions sociales de son accumulation.

Pour comprendre à la fois les raisons qui poussèrent Karl Polanyi à critiquer la pensée économique de son temps et les limites de cette critique qui ne remet pas en cause, malgré des réserves, la validité des théories économiques en ce qui concerne l'économie marchande capitaliste, il n'est pas inutile de rappeler, en nous aidant de l'article de S. C. Humphreys, quelques moments significatifs de sa vie et de son œuvre. Né en 1886 à Budapest, au sein de la fraction radicale de la bourgeoisie hongroise — qui, au tournant de ce siècle contestait de plus en plus la domination politique et économique de l'aristocratie terrienne magyare, sans être capable de passer à l'action politique —

Polanyi fit des études de droit et d'économie politique. A cette époque en Allemagne et en Europe centrale, l'intelligentsia trouvait dans la sociologie et le marxisme des théories qui n'avaient pas droit de cité à l'université mais qui lui servaient à analyser les problèmes politiques et économiques qui se posaient avec urgence. Dès 1922, alors que la révolution soviétique s'orientait à peine vers un développement planifié de son économie et que d'éminents économistes libéraux — Heinrich Von Hayek, Michael Polanyi, Gaétan Pirou et quelques autres — lui déniaient toute chance de survie et encore moins de progrès, Karl Polanyi s'efforce de démontrer la supériorité « sociale et morale » d'une économie socialiste planifiée et guidée par la « demande sociale » sur l'économie de marché et le système de la libre-entreprise pour promouvoir le développement économique et social des pays arriérés de l'Europe centrale.

En 1933, il fuit le fascisme et l'antisémitisme, et émigre en Angleterre alors que les pays capitalistes sortent à peine de la « grande dépression ». Il y enseignera l'histoire économique et s'efforcera de s'expliquer les causes du fascisme, de la crise économique et de la guerre mondiale. Il se sent très proche du socialisme anglais et sympathise avec certaines de ses fractions les plus utopistes qui élaborent des programmes de reconstruction de la société pour l'après-guerre. En 1944, il publie aux Etats-Unis, sous le titre *The Great Transformation*, ses conclusions sur la naissance et la chute du capitalisme libéral qui lui semble en plein recul devant le rôle grandissant de l'Etat. Il affirme à nouveau la supériorité d'une économie planifiée, guidée par un humanisme socialiste. Ainsi la société pourra de nouveau dominer l'économie au lieu d'être dominée par elle, comme c'est le cas depuis le XIX^e siècle avec l'économie de marché. Selon Polanyi, l'économie en s'organisant entièrement sur la base du marché s'est séparée radicalement des autres institutions sociales et, en s'établissant à part, a contraint le reste de la société à fonctionner en se pliant à ses propres lois. Or c'est ici, à la jointure de l'analyse scientifique et de l'utopie, qu'apparaissent en mineur les premières références aux sociétés primitives et aux tendances de quelques anthropologues, Thurnwald, Malinowski, Radcliffe-Brown. Car dans ces sociétés l'économie n'existe pas à part, mais est « encastrée » dans d'autres institutions : la parenté, la religion, etc. De plus — et ici s'exprime une vision romantique des primitifs — ces sociétés ne connaissent guère la compétition et les conflits sociaux. Elles sont « intégrées ».

En 1947, Polanyi est nommé professeur d'histoire économique générale à l'Université Columbia de New York* et reprend, dans un violent pamphlet contre notre « obsolete market mentality », les thèses qu'il avait développées dans *The Great Transformation*. A Columbia, il se fixe un programme de recherches sur les origines des institutions économiques et se détournant des problèmes des économies contemporaines, capitalistes ou socialistes, il se tourne de plus en plus vers l'anthropologie et l'histoire antique. Peu à peu, un groupe se forme autour de lui comprenant des anthropologues, des historiens de l'antiquité, des sociologues et des économistes, et Polanyi oriente leurs travaux dans trois directions : la critique de la théorie économique, la construction d'une typologie des systèmes économiques, l'origine et l'histoire des institutions économiques, en particulier le commerce administré, le marché libre, les usages divers de la monnaie, etc. En 1957, ces travaux sont réunis dans le livre que nous préférons.

* POLANYI résidera en fait au Canada, près de Toronto, car sa femme, qui avait été membre du parti communiste hongrois de 1919 à 1922, ne fut pas autorisée à séjourner aux Etats-Unis.

Après 1957, Polanyi retourne à l'étude de l'histoire économique et sociale du Dahomey pour laquelle il avait, à partir de 1949, commencé à rassembler des matériaux ethnographiques et historiques. Il laissera presque achevée une monographie, *Dahomey and the Slave Trade*, que Dalton publiera après sa mort. Mais en même temps, une fois encore, il revient aux problèmes de l'économie planifiée et aide à la fondation de la revue *Co-Existence* au sein de laquelle il recherche — ainsi que Paul Medow, un de ses disciples économiste et mathématicien — un dialogue avec les économistes des pays socialistes et un débat sur l'humanisme socialiste. Il meurt en 1964.

Pour Polanyi donc, la tâche était « non pas de rejeter l'analyse économique mais d'en fixer les limites institutionnelles et historiques... et d'en dépasser les limites au sein d'une théorie générale de l'organisation économique ». La formule est sans équivoque. Par « analyse économique », il entend le corpus entier des théories économiques enseignées dans les universités, à l'exception du marxisme qui lui semble une conception erronée de la valeur et des prix. Il ne met donc pas en doute le caractère scientifique de ce corpus théorique qui, en gros, coïncide avec le néo-marginalisme contemporain. Ce qu'il dénie, c'est que ces théories puissent s'appliquer hors du contexte institutionnel et historique particulier des économies de marché généralisé. Il est donc absurde et vain de les utiliser hors de ce contexte pour interpréter le fonctionnement des économies pré-marchandes ou même les mécanismes marchands qui existaient au sein de sociétés dont l'économie relevait essentiellement de mécanismes non marchands. Les théories économiques n'ayant pas de portée générale ne peuvent donc constituer les fondements d'une théorie générale des institutions économiques. Une telle théorie ne peut être qu'une théorie comparée et une théorie comparée doit prendre ses matériaux et ses modèles chez les historiens et les anthropologues. En fait, ces deux disciplines ne sont pas mises sur le même plan par Polanyi. Pour lui l'anthropologie est appelée à fournir à l'histoire, en dernière analyse, les modèles qui lui sont nécessaires pour rendre compte du fonctionnement original des institutions antiques et de leur évolution. Donc non seulement l'anthropologie fournit les modèles-clefs de l'histoire mais, à la limite, anthropologie et histoire économique sont destinées à se fondre en une discipline nouvelle à créer, l'anthropologie économique appelée à devenir à la fois théorie générale de l'économie et histoire comparée des institutions économiques de l'humanité.

On aperçoit immédiatement le réseau complexe des idées et des écoles que Polanyi et son groupe venaient heurter de face. Les discussions, voire les disputes, allaient s'allumer sur tous ces fronts et s'étendre à travers les revues et les ouvrages jusqu'à nos jours où, bien que les principaux protagonistes ne soient pas prêts de désarmer, pour beaucoup de spectateurs ce soit là des combats largement dépassés ou dans l'impasse. Les premiers visés étaient évidemment les économistes qui prétendaient avoir défini les principes universels de la rationalité économique et jeté les bases d'une théorie générale de l'économie. Mais du même coup c'était atteindre tous ceux qui les avaient crus sur parole et avaient partagé leur « myopie ethnocentrique ».

Les plus coupables de ces partisans crédules des économistes étaient, bien entendu, les anthropologues tels C. S. Coon, R. Firth, D. M. Goodfellow, G. Wagner, M. J. Herskovitz qui avaient déjà commencé à développer une anthropologie économique à partir des thèses formalistes des économistes. Et ils étaient d'autant plus coupables de s'être fourvoyés dans cette voie que la bonne voie, celle qui part d'une définition substantive de l'économie leur avait

été montrée dès 1921 par leur modèle à tous, Bronislaw Malinowski. Polanyi revendiquait donc l'héritage conceptuel d'un des héros fondateurs de l'anthropologie moderne, l'homme du « terrain » par excellence, face à ses héritiers naturels devenus sourds à ses enseignements pour être retombés dans l'ethnocentrisme. Mais par-delà ces anthropologues qui lui faisaient directement concurrence sur le même terrain, le projet de Polanyi de comparer des systèmes économiques allait à l'encontre des multiples anthropologues et historiens « culturalistes » tel Sombart, pour qui le caractère unique de chaque culture rendait vaine et absurde toute tentative de les comparer. Cependant Polanyi se retrouvait d'accord avec tous ceux, culturalistes ou non, qui rejetaient l'idée même d'une évolution nécessaire des institutions sociales. Celles-ci ont certes une histoire, mais qui n'exprimait ni les lois ni les stades d'une évolution nécessaire. Et puisque le marxisme, qui se présentait souvent à l'époque sous la forme vulgaire d'une interprétation de l'histoire de l'humanité en cinq stades nécessaires, se distinguait fort mal de l'évolutionnisme, Polanyi avait là une raison supplémentaire de le rejeter.

Mais la critique la plus vive, la plus développée puisqu'elle fait l'objet d'un chapitre entier et de la moitié de deux autres, est dirigée contre Talcott Parsons et, à travers lui, contre son maître Max Weber. Celui-ci, beaucoup plus âgé que Karl Polanyi (il était né vingt-deux ans avant lui, en 1864) avait laissé inachevé, lorsqu'il mourut en 1920, un gigantesque ouvrage consacré au thème même des recherches de Polanyi, *Wirtschaft und Gesellschaft (Economie et société)* dont les fragments les plus importants avaient ensuite été traduits et introduits auprès du public américain par Talcott Parsons lui-même. Or, en 1953, alors que Polanyi qui vient de prendre sa retraite décide de poursuivre ses recherches sur les conditions d'une « théorie générale de l'organisation économique », Talcott Parsons présente dans une suite de conférences : les « Marshall Lectures », dédiées à la mémoire d'Alfred Marshall et de Max Weber, les lignes d'ensemble d'une « sociologie économique générale » qu'il voulait applicable à toutes les économies, marchandes et non marchandes. C'était là, semblait-il, l'objectif même que poursuivaient Polanyi et son équipe, mais pour Parsons ce n'était qu'un aspect de l'élaboration d'une œuvre beaucoup plus ambitieuse et qui devait dominer pendant deux décennies la sociologie empirique américaine, sa *Théorie générale de l'action*, dont le texte allait paraître l'année suivante, en 1954. Et en 1956, un an avant l'ouvrage de Polanyi, Parsons publiait, en collaboration avec Neil J. Smelser, le texte remanié des « Marshall Lectures », sous un titre *Economy and Society*, qui copiait simplement celui de l'ouvrage de Max Weber. Entre temps, il en avait communiqué le manuscrit à Polanyi qui n'y répondit pas lui-même. Ce furent Terence K. Hopkins et Harry W. Pearson qui le firent avec courtoisie mais sans ménagement.

Tout d'abord il leur fallait souligner les points d'accord entre les deux approches. Ce sont ceux du fonctionnalisme. L'analyse ne doit pas partir des individus mais des sociétés envisagées comme des totalités. L'économie d'une société fonctionne donc toujours à l'intérieur d'un contexte structural. La fonction universelle de l'économie est de fournir à la société les moyens d'atteindre ses objectifs, tout en s'adaptant au contexte d'un environnement extérieur. Or, comme de multiples niveaux d'organisation de la société peuvent « participer » à l'accomplissement de cette fonction, aucune institution, aucune unité sociale concrète ne peut être entièrement et seulement économique, mais est une réalité « multifonctionnelle ». Cependant, pour Parsons et Smelser, toutes les sociétés globales « tendent à se différencier en sous-systèmes aux fonctions

spécialisées ». Pour Polanyi au contraire — et c'est là à nos yeux une idée qui relève d'une vision romantique des sociétés pré-capitalistes et n'est pas confirmée par l'expérience — que l'économie puisse exister sous forme d'institution séparée, spécialisée dans cette fonction est une exception historique et non la tendance de toute société globale à se différencier.

L'essentiel du différend n'est pas là. Parsons, plus radicalement que Max Weber, avait toujours combattu l'approche « institutionnaliste », celle des Allemands comme des Américains, particulièrement Thorstein Veblen, sous prétexte que cette approche faisait perdre complètement à l'aspect économique de l'action sociale sa « spécificité théorique » et rejetait les théories des économistes néo-marginalistes. Parsons, au contraire, faisait de Pareto et des thèses des économistes formalistes le point de départ de toute analyse des réalités économiques. On connaît ces théories qui figurent dans les premières pages de tous les manuels scolaires d'économie politique du monde occidental et ont reçu de Lionel Robbins leur formulation la plus courante. L'activité économique est une réponse à la rareté des moyens de satisfaire nos besoins. L'activité économique rationnelle est celle qui cherche à « combiner le mieux possible des moyens rares pour atteindre des fins alternatives ». Le marché dès lors apparaît comme l'institution économique par excellence puisqu'il fournit le contexte social le plus favorable à l'exercice d'une activité économique rationnelle. Les thèses formalistes des économistes se révèlent être une apologie de l'économie de marché, un préjugé ethnocentrique en faveur de leur propre système économique posé sinon comme le seul rationnel, mais comme le plus rationnel.

Hopkins montre donc que la théorie générale de l'économie de Talcott Parsons est privée d'avance de toute généralité puisqu'elle participe de ce préjugé ethnocentrique qui fait implicitement du marché le prototype de toute institution économique rationnelle. Avec elle s'anéantit également la généralité de la fameuse « Théorie générale de l'action » et ceci d'autant plus facilement que l'échange marchand rationnel avait servi implicitement à Parsons de paradigme de toutes les relations sociales d'échange. Enfin, plus grave encore, Hopkins montre que toute la théorie de Parsons suppose qu'il envisage la société comme un « agent », ce qui correspond à une conception non scientifique de la société et de la sociologie. En définitive, Parsons n'aurait réussi à remplacer les catégories « non pertinentes » des économistes que par des catégories sociologiques « vides » et l'œuvre entière n'est qu'« une série de constructions métaphoriques erronées dans leur principe comme dans leurs conclusions ». Exit l'empirisme abstrait de Talcott Parsons.

Que propose donc Polanyi ? Un empirisme également mais qui, dès le départ, se veut débarrassé de tout *a priori* ethnocentrique concernant les lieux qu'occupe, les formes que prend, les effets qu'exerce l'économie au sein des multiples sociétés qui sont apparues dans l'histoire. Cet empirisme s'établit donc à partir d'une certaine critique, limitée certes mais réelle, de quelques-uns des pré-supposés idéologiques des économistes libéraux, de leur attitude apologétique implicite à l'égard de l'économie de marché et de leur impuissance à reconnaître la portée relative de leur propre doctrine théorique. Cette critique des économistes libéraux ne porte pas sur le contenu de leurs théories, mais seulement sur leur aveuglement et leur prétention à s'en servir hors des limites où elles s'appliquent, l'économie de marché généralisée. Cependant, plus ou moins explicitement, Polanyi critique le système lui-même, l'économie de marché, mais c'est une critique morale et politique d'inspiration socialisante qui dénonce

le fait qu'au sein de ce système, les hommes sont subordonnés à l'économie et non plus l'économie aux hommes. Il va moins loin que le jeune Marx de 1844 qui venant à peine de lire, en philosophe, les grands économistes classiques, dénonçait déjà quelque chose de plus que les méfaits du marché, ceux de la propriété privée.

Dans quelle direction pouvait donc se développer l'empirisme critique de Polanyi ? Il lui fallait au départ se donner une définition générale de l'économie qui en puisse subsumer d'avance toutes les formes possibles et soit vierge de tout préjugé concernant ces formes possibles. Il fallait également que cette définition ne désigne pas des principes formels de comportement mais une fonction spécifique de certains rapports sociaux qui en soit la substance même. Il propose donc comme définition « substantive » de l'économie celle-ci :

« ... procès institutionnalisé d'interaction entre l'homme et son environnement, cette interaction lui fournissant de façon continue les moyens matériels de satisfaire ses besoins ».

On notera sans peine que cette définition concorde avec la notion spontanée que le sens commun se fait de l'économie et avec les notions générales plus élaborées que les économistes classiques plaçaient en tête de leurs ouvrages et que Marx avait reproduites et analysées dans sa célèbre « Introduction » à la *Contribution à la critique de l'économie politique*. L'activité économique est un processus, c'est-à-dire, comme le souligne avec force Polanyi, un ensemble de « mouvements » de production, de circulation et d'appropriation de biens matériels. Mais ce procès n'a « d'unité et de stabilité » que parce qu'il est « institutionnalisé », fonctionne comme ou à travers des institutions, c'est-à-dire des rapports sociaux généraux des hommes entre eux au sein d'une société donnée.

Nous sommes donc ici en présence de concepts empiriques généraux, « abstraits », qui résument un certain nombre de caractères communs à un ensemble de réalités concrètes. Ces concepts ne sont ni vides ni inutiles. Ils constituent, pour reprendre les termes de Marx à propos des concepts de « production », de « consommation » et même de « travail », des « abstractions rationnelles qui évitent des répétitions inutiles ».

Dans la réalité, et là encore nous pouvons suivre Marx, « il n'existe pas plus de production en général que de production générale » et les concepts abstraits « ne correspondent à aucun stade historique réel de la production ».

« Le travail est, semble-t-il, une catégorie toute simple et l'idée de travail en général est vieille comme le monde. Conçu sous l'angle économique, dans toute sa simplicité, le « travail » est cependant une catégorie aussi moderne que les rapports qui engendrent cette abstraction pure et simple. Cet exemple du travail montre d'une manière frappante que les catégories les plus abstraites, bien que valables pour toutes les époques en raison de leur abstraction, n'en sont pas moins, si abstraites soient-elles, le produit de conditions historiques et ne sont pleinement valables que dans les limites de celles-ci. »

Marx ne tombe donc pas sous le reproche de « myopie ethnocentrique et d'éclectisme aveugle » que Polanyi adresse aux économistes libéraux. Non seulement il s'interdisait lui aussi de projeter sur toutes les formes de société les rapports capitalistes et les catégories qui les expriment, bien ou mal, mais il recommandait les plus grandes précautions dans l'usage de concepts plus généraux, en apparence plus neutres idéologiquement, tel le concept de travail. Et il en était de même des catégories de monnaie, d'échange, de capital, etc.

Pour Polanyi comme pour Marx, un procès économique n'a de « réalité véritable » que sous une forme sociale concrète, spécifique ou, pour employer

son vocabulaire, « institutionnalisée ». Sous cette forme il s'inscrit dans un « contexte de structures sociales » qui constituent en quelque sorte « la sémantique » de ses formes et de ses fonctions, et lui assurent « unité et stabilité ». Allant plus loin, Polanyi constate alors — et il ne fait toujours que rappeler des faits d'expériences — que « selon les temps et les lieux », le procès économique peut « s'enchasser et s'enchaîner » dans les institutions les plus diverses, la parenté, la politique, la religion, donc des institutions qui ne sont pas seulement « économiques », c'est-à-dire « destinées à fournir de façon continue les moyens matériels » de l'existence sociale. Il insiste sur le fait qu'il est « primordial de ne pas oublier cet aspect non économique car religion et gouvernement peuvent être aussi importants pour la structure et le fonctionnement de l'économie que les institutions monétaires ou la disponibilité d'outils et de machines qui allègent le labeur du travail ». La tâche d'une anthropologie économique d'un type nouveau, qui devrait conjoindre la théorie économique et l'histoire économique, est précisément :

« ... l'étude de la place changeante de l'économie dans la société qui n'est rien d'autre que l'étude de la manière dont le procès économique est institutionnalisé en divers temps et lieux ».

L'objet de la « théorie de l'économie » était donc trouvé, mais comme nous le verrons, la réponse à ce problème crucial, non seulement dans le domaine de la connaissance mais aussi de l'action, implique toute autre chose que la construction d'une discipline de plus, l'anthropologie économique, même investie du privilège de fournir à l'histoire les modèles-clefs nécessaires pour penser ses matériaux. Et c'est pour des raisons de fond que Polanyi n'a pu véritablement progresser dans la direction qu'il avait entrevue. Mais avant d'ouvrir ce débat décisif, revenons rapidement sur la notion d'économie « encastrée et enchaînée » ou non à d'autres institutions sociales.

L'idée n'était pas nouvelle. E. Evans-Pritchard en 1940 venait de la reprendre dans sa monographie sur les Nuer, lorsqu'il avait montré que dans cette société les rapports de parenté fonctionnaient comme une sorte « d'institution générale » puisqu'ils réglaient non seulement les rapports de filiation et d'alliance, mais aussi la vie économique et politique. Mais si nous voulions la suivre de M. Mauss à F. Tönnies, de L. H. Morgan à H. S. Maine, de K. Marx à G. W. F. Hegel, l'idée nous entraînerait fort loin, jusqu'au XVIII^e siècle et même, à en croire Polanyi, jusqu'à Aristote. Bien entendu, il n'est pas question d'oublier ce qui sépare la distinction faite par Tönnies entre *Gemeinschaft* (communauté) et *Gesellschaft* (société) de la formule célèbre de Maine selon laquelle « le mouvement des sociétés en évolution a été jusqu'ici un mouvement allant du statut au contrat ». Et nous savons également que la pensée de Maine n'est pas celle de Morgan et encore moins celle de Marx. Mais ce que l'on retrouve sous la diversité des formules et des perspectives est une donnée d'expérience presque banale à force d'être soulignée à propos de multiples sociétés antiques ou exotiques, à savoir la difficulté d'y découvrir des institutions économiques séparées et distinctes d'autres institutions. A partir de là, les interprétations divergent. Pour les uns les diverses formes d'économies « encastrées » ou « séparées » correspondent à des stades nécessaires et successifs de l'évolution économique de l'humanité. Pour d'autres, et pour Polanyi lui-même si l'on en croit certains passages, ce n'est là qu'un effet de la diversité contingente de l'histoire des sociétés. Il n'y a donc pas à chercher les raisons et les mécanismes du passage d'une forme à l'autre, d'un lieu à un autre ! Il faut se borner à en faire l'inventaire le plus complet et à découvrir les effets que

quelles est la condition de cet encastrement 'compatibilité' de certaines formes d'économie et de certains types de rapports sociaux

telle ou telle « place » de l'économie dans la société, tel « encastrement » dans tel ou tel « contexte structural » déterminent sur ses principes et ses mécanismes de fonctionnement.

Aussi, à aucun moment, Polanyi ne pose-t-il sérieusement la question des raisons pour lesquelles l'économie occupe tel ou tel emplacement dans la société, fonctionne « encadrée » ou non à l'intérieur soit de rapports de parenté, soit de rapports politiques ou religieux. Certes il mentionne, pour expliquer comment l'économie moderne s'est peu à peu « désencadrée » du reste de la société et s'est mise à fonctionner comme une institution quasi autonome dominant notre société, le fait que « la force de travail avait été transformée en une marchandise libre que l'on pouvait acheter pour le marché ». Mais il ne dit rien de plus de ce problème complexe des conditions d'apparition du capitalisme marchand et industriel moderne, le problème que les économistes classiques avaient baptisé d'une formule restée célèbre, « Accumulation primitive du capital ». Et cependant Polanyi rejoignait là Marx pour qui :

« ... le fait typique ce n'est pas que la marchandise force de travail soit à vendre mais que la force de travail apparaisse comme une marchandise ». (*Le Capital*, Editions sociales, tome II, vol. 1, p. 32).

Mais la notion d'« *embeddedness* », d'« encastrement » fait elle-même problème et aurait mérité discussion. Peut-on imaginer que n'importe quelle forme d'économie puisse « se loger », être compatible avec n'importe quelle forme de parenté ou de religion ou de gouvernement ? Dans leur préface, les auteurs semblent ne pas le penser et posent clairement le problème, au moins une fois :

« Dans le monde occidental au sein duquel l'institution du marché « libre » a émergé et a connu son épanouissement extrême dans l'Angleterre du XIX^e siècle qui ressemblait à celle peinte par l'Ecole de Manchester, ne fut-il qu'un pur accident historique si le système de la libre-entreprise, le système de la démocratie libre et égalitaire, un système de classes « ouvert », la liberté de choisir son appartenance religieuse ou politique, la liberté de choisir son conjoint au sein d'une structure familiale de petite taille et centrée sur ego, si toutes ces institutions en sont venues à coïncider historiquement ? ».

Malheureusement, sous prétexte que leurs recherches ne leur avaient pas permis « de prendre position sur d'aussi vastes problèmes d'histoire et de sociologie », ils ne fournissent pas au lecteur de réponse.

En fait, s'il existe réellement des rapports de compatibilité réciproque entre certaines formes d'économie et certains autres types de rapports sociaux, il faut alors en chercher le fondement. Or ce fondement, à nos yeux, ne peut être que dans les propriétés mêmes de ces rapports sociaux. Ces propriétés, étant des propriétés de rapports, existent indépendamment de la forme de conscience, du mode de représentation que peuvent avoir les individus qui vivent au sein de ces rapports. Ceci ne veut en aucune façon dire que les rapports eux-mêmes n'évoluent pas sous l'action consciente des hommes, que les modes de conscience n'interviennent pas dans cette évolution. Mais si les modes de conscience font évoluer les rapports sociaux, ils n'en font changer d'aucune manière les propriétés immanentes. Ce sont ces propriétés qui sont la cause inintentionnelle, la source des effets que chaque type de rapport social peut avoir sur l'organisation interne, l'aménagement intérieur des autres rapports sociaux qui se retrouvent combinés au sein d'un même système social. Et c'est le réseau complexe des effets réciproques de leurs propriétés qui articule les uns aux autres, d'une façon spécifique et plus ou moins stable, les structures sociales au sein d'un système social qui reçoit précisément de cette articulation son unité et une stabilité relative, c'est-à-dire historiquement provisoire.

à un peu d'un essor de l'économie (introduction économique de marché) avant des institutions

On ne peut donc, quand on se propose d'édifier une théorie comparée de la « place » changeante de l'économie dans la société, s'abstenir — même par manque de temps pour y répondre — de poser la question non pas de la place mais du « rôle », des « effets » des rapports économiques sur le fonctionnement et l'évolution des sociétés. Le problème fondamental alors est de savoir jusqu'à quel point et par quels mécanismes l'économie détermine ce fonctionnement et cette évolution. Mais pour commencer à résoudre un tel problème, il faut analyser la causalité spécifique de tous les types de rapports sociaux sur la reproduction des systèmes auxquels ils appartiennent, sur la reproduction de différents « modes de vie », d'existence sociale. C'est seulement en étudiant l'histoire d'un système que l'on peut déterminer le rôle spécifique, l'importance relative de chaque structure sociale, de chaque niveau d'un système pour le maintien de l'unité et de la stabilité de ce système. Chacun sait que tous les niveaux, toutes les formes de la pratique sociale n'ont pas la même importance pour la reproduction d'un système social, pour son maintien ou sa transformation, voire sa disparition. Cette importance inégale, cette hiérarchie des effets des formes de la pratique sociale supposent et révèlent en même temps l'existence d'une causalité différentielle de ces niveaux et de ces formes de la pratique sociale, l'existence d'une hiérarchie de ces causes et donc d'une hiérarchie de ces niveaux de l'organisation sociale. On doit donc chercher à découvrir quelles sont les causes qui occupent le premier rang dans cette hiérarchie, quels sont les rapports sociaux qui déterminent — non pas seuls mais en premier lieu, donc en dernière instance — la reproduction des systèmes sociaux ; la reproduction, c'est-à-dire aussi bien leur fonctionnement que leur évolution. On voit déjà combien cette tâche est plus et autre chose que de constituer une anthropologie économique ou toute autre discipline qui s'ajouterait aux cloisonnements fétiches et aux divisions, le plus souvent arbitraires, qui partagent déjà les sciences humaines.

Mais la question est alors de savoir si ce qui détermine en dernière analyse la reproduction d'un système social se confond ou non avec ce qui en domine visiblement le fonctionnement et l'évolution ? Est-ce que les rapports sociaux, les institutions qui occupent la première place dans la pratique et la conscience des individus et des groupes qui composent une société sont ceux là même qui déterminent en dernière instance la reproduction de cette société ? Pour tous ceux qui pensent que l'apparence des choses ne se confond pas avec leur essence, la question se pose légitimement de savoir si la hiérarchie visible des institutions et l'importance inégale, en apparence, qu'ils ont dans et pour la conscience des individus se confondent avec la hiérarchie invisible des causes réelles ; hiérarchie réelle qui, elle, ne peut jamais apparaître comme telle à la conscience spontanée mais doit être reconstruite par la conscience scientifique.

Mais pour un empiriste — et Polanyi se réclame de l'être — cette question n'a pas de sens car il n'y a rien derrière les institutions que celles-ci dissimuleraient. Il suffit donc, après avoir fait l'inventaire des sociétés étudiées par les anthropologues et les historiens, de découvrir en chacune l'institution qui la domine pour connaître la place qu'occupe et le rôle particulier qu'y joue l'économie, et comprendre dès lors les formes spécifiques que celle-ci doit revêtir, les principes particuliers auxquels elle doit, du fait de cette dominance, soumettre son fonctionnement. Ensuite, en comparant les divers principes que l'on aura isolés et identifiés, on établira une typologie des différents « modèles » de systèmes économiques qui se rencontrent dans l'expérience.

C'est en partie à une telle tâche que s'est consacré Polanyi en analysant les travaux d'un certain nombre d'anthropologues, particulièrement ceux de

des principes généraux ordonnant les aspects
économiques de la vie sociale selon 3 modèles

R. Thurnwald et de B. Malinowski sur les sociétés mélanésiennes, les travaux des historiens de la Grèce antique et ceux des assyriologues. Il en conclut à l'existence de trois principes généraux de fonctionnement de ces divers systèmes, trois « modèles » possibles « de leur intégration en tant que systèmes » : les principes de réciprocité, de redistribution et d'échange. Il souligne que cette liste n'est pas exhaustive et Hopkins insiste également sur le fait que nous sommes en présence d'une typologie provisoire. Que sont exactement ces principes ou modèles d'intégration qui ont donné lieu aux interprétations et aux critiques les plus diverses sinon les plus obscures ?

Il faut, pour en saisir la nature, repartir de la thèse que le procès économique est au sein des sociétés pré-capitalistes « encastré » à l'intérieur de diverses institutions et que, de ce fait, ses divers aspects et moments se trouvent dispersés au sein de ces institutions. Pour que ce procès puisse exister réellement, c'est-à-dire remplir sa fonction qui est de « fournir de façon continue les moyens matériels de satisfaire les besoins sociaux », il faut que tous ces aspects, tous ces moments soient intégrés en un mécanisme unique qui lui assure continuité et stabilité. Ces mécanismes unificateurs répondent donc à une nécessité fonctionnelle et peuvent être de plusieurs types selon que les principes qui les règlent sont ceux de la réciprocité, de la redistribution ou de l'échange.

« Sur le plan empirique... la réciprocité sous-entend des mouvements entre points de corrélation de groupes sociaux symétriques ; la redistribution désigne les mouvements d'appropriation vers un centre puis de celui-ci vers l'extérieur. L'échange est ici relatif aux mouvements de va-et-vient comme ceux qui s'effectuent dans les changements de « mains » dans un système marchand. »

Mais la présence, et surtout la dominance, de tel ou tel de ces principes, de ces modèles d'intégration ne sont pas le fait du hasard. Elles sont à la fois l'expression et la conséquence directe de la présence, à l'arrière-plan, de rapports sociaux déterminés, de « supports institutionnels déterminés ». Ces principes règlent certes les formes intentionnelles de comportement individuel, les relations interpersonnelles, mais Polanyi insiste sur le fait qu'ils ne sont pas « le simple agrégat des diverses formes de comportement individuel ». Ils traduisent la présence et la logique de fonctionnement de structures sociales. Il faut donc, pour les comprendre, partir des structures sociales, des rapports sociaux donnés et non des individus :

« Ce qui est significatif c'est que les simples agrégats des comportements individuels n'engendrent pas par eux-mêmes de telles structures. La conduite de réciprocité entre individus intègre l'économie seulement si des structures symétriquement organisées, tel un système symétrique de groupes de parenté, sont données. Mais un simple comportement de réciprocité au niveau personnel ne pourra jamais donner lieu à un système de parenté. Il en est de même en ce qui concerne la redistribution. Elle implique la présence d'un centre d'attribution dans la communauté. »

Ici apparaissent en toute clarté la nature et les limites de la démarche de Polanyi : celui-ci ne cherche en aucune façon à expliquer les raisons de la présence au sein d'une société déterminée de telle ou telle structure sociale, tel un système symétrique de groupes de parenté, c'est-à-dire un système segmentaire, lignager ou cognatique. Il ne cherche pas non plus à découvrir pour quelles raisons le procès de production des moyens matériels se trouve « logé » à l'intérieur de ces rapports de parenté. Il se borne à chercher l'effet particulier sur le mécanisme de l'économie de cet « encastrement » et cet effet consiste ici en l'émergence des mécanismes de réciprocité entre les individus et entre groupes sociaux, et en la domination du principe de réciprocité sur tous les autres principes. Il constate par ailleurs que la présence d'un mécanisme de réciprocité n'est pas liée seulement à la présence d'un système symétrique de groupes de

parenté, mais généralement à l'existence « de groupes sociaux ordonnés symétriquement » qui peuvent être d'ordre militaire, religieux, politique, constituer des associations volontaires ou non, etc.

Polanyi en conclut donc que le principe de réciprocité est le principe dominant du mécanisme d'intégration du processus économique à chaque fois que des rapports sociaux, quels qu'ils soient, « ordonnés symétriquement » dominent l'organisation sociale. Mais la dominance d'un principe ne signifie pas l'absence ou l'exclusion des autres principes. Dans les sociétés où domine la réciprocité, des mécanismes de redistribution et d'échange existent également, mais ils « n'intègrent » pas l'ensemble du processus économique et restent subordonnés, mais articulés, au principe dominant, tout en jouant le premier rôle à certains niveaux de l'organisation sociale et dans certaines activités. Par exemple, alors que les mécanismes de réciprocité domineront dans une société dominée par des rapports de parenté segmentaires, la redistribution dominera à l'intérieur des groupes de parenté et l'échange dominera une partie des relations de ces groupes avec des étrangers appartenant aux sociétés voisines.

Au contraire, dans les empires archaïques de « type redistributif » tels l'Égypte ancienne ou le Pérou, les mécanismes et le principe de redistribution intègrent l'ensemble de l'économie et jouent le rôle dominant, alors que les principes de réciprocité jouent un rôle à l'intérieur des groupes locaux, ou même régissent, sous forme de « don et de contre-don », le « commerce avec l'extérieur ». Dans certains États industriels modernes, dont « l'Union soviétique est un exemple ultime », l'échange marchand ne joue plus qu'un rôle mineur et le principe de redistribution a pris à nouveau la plus grande importance. « La redistribution existe [donc] pour de nombreuses raisons et à tous les niveaux de la civilisation. »

L'échange marchand ne domine le procès de l'économie que « dans la mesure où la terre et la nourriture étaient mobilisées par cet échange et où la main-d'œuvre devenait une marchandise que l'on pouvait librement acheter sur le marché ». Ceci ne s'est produit que récemment et à une époque que l'on peut déterminer. Auparavant existaient, parfois à côté de l'échange marchand, d'autres formes de « commerce » entre communautés. Ce commerce ne passait pas par une « place de marché », mais par un « port of trade », un port de commerce. Ce commerce était le plus souvent « affaire d'État », c'est-à-dire était un « commerce administré » par l'État qui organisait lui-même des expéditions commerciales à longue distance pour se procurer des matières premières indispensables ou confiaient le soin de ces expéditions à des castes de marchands qui en tiraient avantage, mais moins sous forme d'un profit direct en argent sur les « prix » des marchandises que sous la forme d'un statut social ou d'une « rente » de fonction octroyée par le roi. Bien entendu, les taux pratiqués, les « prix », étaient eux-mêmes fixés par accord entre les États et n'avaient rien à voir avec les prix « créés » sur un « marché libre » à travers les fluctuations de l'offre et de la demande.

Bien entendu également, la monnaie dans ces différents contextes remplissait des fonctions différentes. Ce n'est que dans le cadre de l'économie moderne de marché qu'elle est devenue pleinement « une monnaie à tous usages », c'est-à-dire permettant à son possesseur d'acquiescer tous les facteurs de production, la terre, le travail et les outils. Dans ce cadre, les trois fonctions de la monnaie, en tant que moyen de paiement, étalon et mesure de la valeur et instrument d'échange opèrent ensemble et sont unifiées. Mais dans d'autres formes d'échange et de commerce, l'une ou l'autre, ou deux seulement de ces

trois fonctions pouvaient exister seules. Il n'est donc pas licite de supposer que ces trois fonctions sont apparues en même temps et caractérisent toute forme de monnaie dès l'origine. On comprend donc comment les économistes et ceux qui les suivent, historiens ou anthropologues, se rendent la tâche impossible, combien ils obscurcissent les faits lorsqu'ils projettent sur toute forme d'échange et sur toute forme de monnaie les concepts qui servent à penser les formes modernes du marché « libre et créateur de prix » et des monnaies qui y circulent. Et l'on comprend que leur échec soit plus grave, mais plus nécessaire encore, lorsqu'ils veulent penser des mécanismes non marchands, les mécanismes de réciprocité et de redistribution, à l'aide des mécanismes et des principes qui règlent l'échange marchand généralisé.

Tel est, trop brièvement résumé et en quelque sorte « reconstruit » le corpus des idées théoriques de Polanyi sur la diversité des systèmes économiques que l'on rencontre dans l'histoire, et sur la nature de leurs principes fondamentaux de fonctionnement. Polanyi n'en est cependant pas resté à ces analyses abstraites, mais s'est toujours efforcé, jusqu'à la fin de sa vie, de les confronter à des matériaux concrets empiriques. Dans ce livre même, il s'est attaché à s'en servir pour analyser deux problèmes appartenant à l'histoire antique.

Il a essayé d'une part d'interpréter le commerce « sans marché » de l'Etat babylonien à l'époque d'Hammourabi et de l'autre à tenté, après beaucoup d'autres dont Marx et Schumpeter, d'interpréter les textes d'Aristote sur l'échange et la monnaie. Et c'est à ce même genre de travail d'« interprétation » de diverses formes antiques ou exotiques de commerce et de monnaie, dans l'Orient ancien — chez les Maya et les Aztèques au XVI^e siècle, aux Indes ou dans le royaume du Dahomey au XVIII^e, ou parmi les tribus berbères du Maghreb à la fin du XIX^e siècle — que se livrent, en partant des concepts proposés par Polanyi, quelques-uns des historiens, anthropologues, économistes qui ont collaboré pendant plusieurs années à son enquête sur l'histoire des institutions économiques. Tous ces chapitres écrits par Anne Chapman, Rosemary Arnold, Harry Pearson, Robert Revere, Francisco Benet, Walter Neale et Leo Oppenheim sont intéressants et importants mais particulièrement ceux de Pearson et de Neale.

Dans son texte consacré aux mécanismes de réciprocité et de redistribution dans « le village indien », Walter Neale montre que le système des castes dépasse le cadre villageois et ne peut se comprendre que dans le cadre plus vaste du fonctionnement des « royaumes » hindous. La « redistribution » des produits agricoles entre les castes de cultivateurs et les autres castes exprime donc la dépendance générale et réciproque de toutes les castes au sein d'une hiérarchie de statuts dominés par les Brahmanes et le Roi. Neale anticipait ici l'une des analyses les plus remarquables de Louis Dumont dans son *Homo Hierarchicus* (1967). Mais en même temps — sans le savoir — il avait développé l'une des analyses que, un siècle auparavant, Marx avait faites dans les *Gundrisse* et *Le Capital*, du problème de la nature de la propriété et de la rente foncières en Inde. Marx, comme Maine quelques années plus tard, s'appuyait sur l'immense débat qui avait opposé de grands administrateurs coloniaux britanniques du XVIII^e siècle sur la question de savoir qui, en Inde, était propriétaire du sol et devait payer l'impôt foncier à l'Etat, contrôlé désormais par la puissance coloniale. Marx concluait que les catégories modernes de la rente foncière capitaliste ou de l'impôt foncier ne s'appliquaient pas réellement à la rente en nature que payaient aux castes de Brahmanes et au Roi les castes de cultivateurs. Dans ce prélèvement, impôt et rente foncière étaient confondus.

C'est à un autre débat célèbre, mais cette fois chez les historiens de la Grèce

antique, que Harry Pearson a consacré le premier chapitre de ce livre. En fait, il faisait siennes les analyses et les conclusions d'une synthèse remarquable qu'Eduard Will avait présentée en 1954 dans *Les Annales*, de « Trois quarts de siècle de recherches sur l'économie grecque antique ». E. Will montrait comment les historiens s'étaient divisés depuis la fin du XIX^e siècle en deux camps opposant les « primitivistes » rangés autour de Karl Bücher et plus tard de J. Hasebroek, aux « modernistes », disciples d'Eduard Meyer et de Michael Rostovtzeff. Pour les premiers, l'économie grecque était toujours restée largement fondée sur l'*oikos* et sur les rapports de réciprocité ou de redistribution existant entre les membres de la *politeia*, de la communauté des hommes libres. La monnaie certes existait, mais était encore fort proche dans ses usages des blasons, des objets précieux, du métal non ouvré qui composaient traditionnellement les trésors des groupes locaux et des cités. L'idéal économique restait l'autarcie, celle de l'*oikos* comme celle de la *polis*. Les seconds soulignaient au contraire la présence de la monnaie frappée dans de multiples transactions et prétendaient qu'on ne pouvait comprendre l'économie grecque en ignorant l'existence d'une production marchande d'allure déjà industrielle et le dynamisme d'un commerce extérieur d'échelle déjà internationale. E. Will avait critiqué l'aspect unilatéral de chacune de ces thèses, tout en insistant sur le fait que la thèse « moderniste » et la tendance à projeter sur l'économie grecque antique les catégories modernes du capitalisme industriel et marchand étaient beaucoup plus loin encore de la réalité que celle des « primitivistes ». H. Pearson fera sienne cette conclusion. Et, en 1954 également, E. Will mettait en évidence — dans un autre article paru dans la *Revue historique* — « L'aspect éthique des origines grecques de la monnaie ». Polanyi n'en connut pas l'existence mais ceci ne fait que mettre en relief l'originalité de son analyse des Etats de l'Afrique et de la politique d'Aristote qui converge profondément avec les conclusions de E. Will.

Si l'on veut rendre pleinement justice à l'effort théorique de Polanyi, mesurer la portée épistémologique de ses concepts, il faut s'attarder sur ce texte de Polanyi. Un autre éminent spécialiste de l'histoire économique grecque Moses I. Finley l'a fait en 1970 dans son article « Aristotle and Economic Analysis ». Il a dressé le bilan des erreurs de Polanyi qui portent sur quatre points. Selon Polanyi, Aristote aurait été le témoin de la naissance d'un commerce de marché et aurait pressenti, à partir de cet embryon, ce que serait le spécimen achevé. Par ailleurs Aristote ignorait le mécanisme de l'offre et de la demande dans la formation des prix car ce mécanisme ne se serait développé qu'au III^e siècle, dans le commerce international ; enfin, d'une manière générale au temps d'Aristote, l'économie n'était pas quantifiée.

Finley a montré qu'au IV^e siècle le commerce de marché n'était plus en train de naître et que les contemporains d'Aristote ne l'ignoraient pas. Par ailleurs, la quantification n'était pas absente du domaine de l'économie ; dans le texte même de *La Politique* (1258, b. 39) Aristote fait lui-même référence aux traités des agronomes Chares de Paros et Apollodore de Cernnos. On trouve en fait des éléments de calcul dans les traités de botanique d'un disciple d'Aristote, Théophraste. Ce n'est d'ailleurs pas là une erreur de détail concernant seulement Aristote et l'Antiquité. Polanyi ignore par exemple complètement les œuvres des agronomes romains qui, de Varon au traité des « *Sasserna* », de Caton à Columelle et Posidonius se préoccupaient de définir la taille optimale d'une entreprise agricole esclavagiste (moyenne propriété ou latifundium), le nombre des esclaves à employer, leur origine ethnique et ses effets sur leur docilité au travail et leur capacité d'apprendre et de bien faire sans saboter ou

s'enfuir, le choix des cultures à organiser dans ce cadre. On pourrait de même citer les travaux des agronomes anglais du XIII^e siècle. Dans tous ces cas, le souci de bien gérer existe et signifie un souci d'exploiter de façon efficace le travail d'autrui. Sur ces textes et sur les rivalités sociales qu'ils impliquent, Polanyi est resté muet, et pour une raison de fond.

Il considère — à tort selon nous — que seule l'économie de marché généralisé moderne rend possible, sur le plan formel, et nécessaire sur le plan de la pratique, le « calcul » économique. En fait, dans toutes les sociétés il existe une connaissance empirique souvent très poussée des capacités productives de la société ainsi que des règles d'usage mesuré de ces ressources pour assurer la reproduction, et avec elle, la reproduction de la vie sociale. Richard Lee l'a montré à propos d'une population de chasseurs-collecteurs vivant dans le désert de Kalahari, les Bushmen. On l'a montré pour les horticulteurs sur brûlis de Mélanésie (R. A. Rappaport) ou les pasteurs nomades d'Asie ou d'Afrique orientale (O. Lattimore, N. Dyson-Hudson, P. H. Gulliver). Et la pratique d'un véritable calcul mathématique est plus nécessaire encore lorsqu'elle sert, comme dans les Etats théocratiques de l'ancienne Mésopotamie ou de l'ancien Mexique, à l'exploitation des masses paysannes par une classe-Etat. Pour ces raisons, une partie de la querelle faite par Polanyi aux « formalistes » est mal fondée et n'a pas d'autre contenu que les illusions idéalisantes, inspirées d'un certain humanisme socialiste, que Polanyi se faisait sur la nature des systèmes économiques non marchands, précapitalistes.

Mais malgré ces erreurs de fait sur la Grèce antique, ou cette erreur de fond beaucoup plus grave, car de portée générale, sur la prétendue absence de calcul économique au sein des sociétés précapitalistes, le texte de Polanyi sur Aristote présente un grand intérêt. Son mérite est d'abord d'être parti du contexte même du passage qu'Aristote a consacré aux échanges et à la monnaie. Dans *L'Ethique à Nicomaque* (livre V), le sujet traité est la justice dont Aristote distingue deux niveaux : la justice universelle et la justice particulière, qu'il subdivise elle-même en deux espèces, la justice distributive (*dianemêtikos*) et la justice corrective (*diorthôtikos*). La justice distributive concerne la redistribution, à l'intérieur de la Cité et par la communauté des citoyens, des biens, des honneurs et d'autres possessions de la communauté. Elle doit être proportionnelle à la « valeur » de la personne, donc reposer sur les règles de l'égalité géométrique et non pas arithmétique. La justice corrective, au contraire, corrige des injustices qui ont pu être commises dans les transactions (*synallagmata*) privées, directes entre des hommes libres. Aristote ne discute donc pas de prix « juste ou injuste » mais de fraude et de bris de contrat. Il insiste sur le fait que les échanges entre hommes libres doivent reposer sur la réciprocité, « *antipeponthos* », celle qui correspond aux sentiments de *philia*, d'amitié mutuelle, qui doit régner au sein d'une *koinônia*, d'une communauté politique ou d'autres associations volontaires. La « réciprocité honnête » fixe donc des équivalences entre le travail de l'architecte et celui du cordonnier qui n'ont rien à voir avec les « prix » qui se formeraient sur un « marché libre ». Aristote, dans *L'Ethique à Nicomaque* n'était donc pas à la recherche d'une théorie des prix, encore moins du « juste prix », telle que devaient l'élaborer les théologiens du Moyen Age.

De même, Polanyi est pratiquement le premier à avoir vu que la notion de chrématistique dans *La Politique* désignait deux choses à la fois : d'une part, l'art d'administrer une unité domestique, l'*oikos*, ou « économique » et, d'autre part, l'art d'acquérir des *chremata*, des choses utiles à l'existence y compris de l'argent ou « chrématistique ». Ce qu'Aristote condamne, ce n'est pas la chrématistique en son premier sens, générique, mais en son deuxième sens, parti-

culier, d'art d'accumuler de l'argent *au-delà* des besoins du maintien de l'*oikos* et de la *polis* dans l'*autarkeia*, c'est-à-dire dans la non-sujétion des hommes libres ou de la Cité à des volontés étrangères à l'*oikos* ou à la *polis*. Ce qu'Aristote condamne est non pas l'existence du commerce ou de la monnaie, mais l'existence d'un commerce pour le commerce et la recherche du profit monétaire « au détriment des autres ». Marx avait interprété de façon fort proche de Polanyi ce texte de *La Politique*, alors qu'il n'avait pas vu le contexte exact de *L'Ethique à Nicomaque*. Mais pour Marx comme pour Polanyi, ce qui caractérisait l'économie grecque était le fait que la terre, base d'une civilisation agricole, échappait presque complètement au marché. Avec leur argent les « métèques », les commerçants ne pouvaient l'acquérir. Polanyi met en évidence les trois points de la sociologie d'Aristote : communauté, autarcie, justice et montre avec raison que le concept moderne d'« économie » ne pouvait être dégagé, pensé chez les Grecs car les éléments de l'économie existaient à l'état dispersé au sein de relations sociales distinctes, politiques, religieuses.

Et M. I. Finley abonde dans le sens de Polanyi en rappelant que de multiples textes et événements prouvent que les Grecs avaient une approche « substantive » des faits économiques. Ils savaient en effet pertinemment que les moyens matériels de leur existence dépendaient de ce qu'on appelle l'agriculture, les mines, le commerce, la monnaie, qu'il y avait plusieurs manières « institutionnalisées » de se procurer ces moyens matériels et que les leurs étaient socialement plus complexes que celles des Barbares et que leurs technologies également étaient supérieures à celles des Barbares ou à celles qu'avaient leurs ancêtres. Et Finley loue la pénétration du commentaire de Polanyi qu'il oppose au jugement de Schumpeter qui ne voyait dans ces textes d'Aristote que du « decorous, pedestrian, slightly mediocre and more than slightly pompous common sense ».

Ce que montre à l'évidence la publication simultanée de ces divers articles par des auteurs qui s'ignoraient et traitaient de domaines d'érudition historique ou anthropologique habituellement fort cloisonnés et surtout ce que révèle l'immense bibliographie de ces articles qui renvoient leurs lecteurs à des travaux et des débats vieux d'un siècle ou plus parfois, c'est que le souci de ne pas projeter des réalités et des idées modernes sur des réalités antiques ou exotiques fut une nécessité épistémologique constante, une condition critique permanente du développement des sciences humaines, même au niveau des approches les plus empiriques. L'empirisme critique de Polanyi n'est pas une nouveauté ni même sa distinction des trois modèles d'intégration de l'économie « réciprocité », « redistribution », « échange », ni non plus celle des différents types de commerce ou les diverses fonctions de la monnaie. K. Polanyi se trompait sur ce point lorsqu'il faisait crédit à R. Thurnwald et surtout à B. Malinowski d'avoir été les premiers, avant lui, à formuler clairement ces trois principes et à prédire qu'on les rencontrerait chaque fois qu'on découvrirait des formes symétriques ou hiérarchiques d'organisation sociale. Il serait trop facile de citer de multiples auteurs qui avaient formulé ces mêmes principes.

Et ce fait même est normal puisque ces concepts ne sont que des concepts descriptifs d'aspects communs, formels de certains rapports sociaux. Ce sont des concepts empiriques qui résument de façon abstraite et utile des traits communs, des déterminations communes appartenant à la forme de rapports sociaux qui sont en réalité profondément, sinon totalement différents. L'approche empirique débouche en fait sur des concepts abstraits, formels qui privilégient les ressemblances apparentes entre des faits mais laissent de côté leurs différences. Elle est incapable de rendre compte à la fois des différences et des

ressemblances en découvrant qu'ils sont le produit nécessaire des mêmes lois de transformations structurales. Seule une approche structuraliste ou une approche marxiste se préoccupent explicitement de rechercher, sous la diversité des ressemblances ou des différences, un ordre sous-jacent, la logique invisible des propriétés objectives des rapports sociaux et de leurs lois de transformation. Le grand mérite — et la limite — de l'effort de Polanyi est d'avoir explicité et codifié clairement en un corpus cohérent des concepts descriptifs empiriques qui étaient largement en usage chez les historiens et les anthropologues. Mais il s'était condamné d'avance à ne pouvoir que décrire « la place » changeante de l'économie dans diverses sociétés, sans jamais pouvoir vraiment poser le problème théorique de son « rôle », de ses effets sur le fonctionnement et l'évolution des sociétés, de son rôle dans l'histoire. C'est ce problème que nous allons poser de nouveau avant de conclure.

Que les trois « principes d'intégration » des divers systèmes économiques qui sont apparus dans l'histoire soient des « principes formels », que ces concepts ne fassent que décrire des mécanismes appartenant à des systèmes économiques totalement différents et qui ne se ressemblent que dans leur forme, Polanyi serait le premier à en convenir :

« La redistribution existe pour de nombreuses raisons et à tous les niveaux de civilisation depuis les pratiques de la tribu de chasseurs primitifs jusqu'aux vastes systèmes d'emmagasinage de l'Égypte ancienne, de Sumer, Babylone ou du Pérou... La redistribution est également pratiquée au sein de groupes plus petits que la société... les exemples les plus connus sont le Kraal de l'Afrique centrale, l'unité domestique patriarcale hébraïque, le domaine grec du temps d'Aristote, la familia romaine, le manoir médiéval ou la grande unité domestique qui caractérise la société paysanne avant que n'existe un marché général de céréales. »

Il n'est pas difficile de voir que le concept de « redistribution » décrit des traits apparents communs à des modes de production et à des réalités historiques totalement dissemblables. Polanyi en tire argument pour attaquer l'évolutionisme et le marxisme (il réduit celui-ci à la théorie « historiquement insoutenable des stades de l'esclavage, du servage et du prolétariat », c'est-à-dire à la vulgate stalinienne de la pensée de Marx et d'Engels) :

« Les formes d'intégration ne représentent en aucun cas des « stades » de développement. Aucune succession de périodes n'est sous-entendue. Plusieurs formes secondaires peuvent être présentes en même temps que la forme dominante qui peut elle-même se répéter après une éclipse temporaire. »

Nous n'irons certes pas contredire Polanyi sur ce point. Les « formes d'intégration » qu'il décrit et classifie ne désignent que des aspects extrêmement abstraits, des « traits communs à la forme » de réalités historiquement et concrètement tellement différentes qu'il serait absurde d'interpréter leur présence ou leur absence comme l'effet nécessaire d'une succession régulière de « stades de développement ». Mais l'affaire n'est pas aussi simple car on peut interpréter, non pas la présence ou l'absence, mais la dominance ou la subordination de ces formes, donc la présence d'une hiérarchie spécifique de ces formes comme l'effet d'un stade atteint par l'évolution des formes d'organisation économique et sociale de l'humanité. C'est ce qu'ont fait Marshall Sahlins, Elman Service, Eric Wolf, Morton Fried et tous les néo-évolutionnistes américains qui se sont vus offrir par Polanyi lui-même cette possibilité. Pour eux la société humaine a vu se succéder des formes d'organisation de plus en plus différenciées, les bandes primitives de chasseurs collecteurs, les tribus acéphales, les chefferies

et enfin les Etats et les premières sociétés de classes. Selon eux la dominance des rapports de parenté dans les bandes et les tribus acéphales explique la dominance de la réciprocité alors que la dominance de la politique dans les chefferies et les Etats s'accompagnerait de la dominance des mécanismes de redistribution. L'échange marchand apparaîtrait une première fois avec l'organisation tribale segmentaire, s'effacerait ensuite au sein des chefferies et des Etats pour laisser la première place à la redistribution et reparaitrait ensuite, mais différent dans son contexte, son contenu et ses formes. Or Polanyi ne dit pas autre chose :

« Les sociétés tribales pratiquent la réciprocité et la redistribution tandis que les sociétés archaïques (i.e. les sociétés étatiques de l'Antiquité) sont surtout caractérisées par la redistribution... Les marchés déterminant la formation des prix qui seuls constituent un système marchand étaient inexistantes, selon toutes les informations recueillies, jusqu'au premier millénaire avant Jésus-Christ, puis furent éclipsés par d'autres formes d'intégration. »

Polanyi lui-même n'a donc pu s'empêcher de constater empiriquement l'existence d'une certaine régularité statistique de la dominance de telle ou telle forme d'intégration de l'économie à telle ou telle époque de l'histoire de l'humanité, dans telle ou telle forme d'organisation économique et sociale. Mais il n'a pas voulu aller plus loin et pourtant il l'aurait pu s'il avait analysé rigoureusement ce qu'il désignait sous le terme générique de « forme d'intégration » et s'il avait su distinguer les deux réalités qu'il confondait sous ce même concept, les rapports sociaux de production et les formes sociales de circulation du produit du procès de production. Par rapports sociaux de production, nous entendons les rapports sociaux, quels qu'ils soient, qui déterminent l'accès des individus et des groupes et leur contrôle des moyens de production et du produit social, et qui règlent à la fois le procès de travail et le procès de circulation de ces produits.

Or ces deux aspects de la réalité ne sont pas sur le même plan. Les rapports de production parce qu'ils contrôlent l'usage des moyens de production, des conditions matérielles et sociales de la reproduction de la société, constituent le caractère principal et le trait spécifiques des modes de production, des « systèmes » économiques et déterminent le nombre, la forme et l'importance respectives des formes de circulation du produit social qui existent au sein de chaque système. Il existe donc un ordre hiérarchique dans toute société, un rapport de compatibilité et de subordination structurales entre le contenu des rapports de production et les formes de circulation des produits matériels. Et c'est la dominance de tel ou tel rapport de production, c'est-à-dire la dominance de tel ou tel rapport des hommes entre eux, vis-à-vis du contrôle et de l'appropriation des moyens de production, à la fois la terre (les ressources naturelles), le travail et les autres moyens de production, qui caractérise un mode de production dans son ensemble et détermine la dominance en son sein de telle ou telle forme de circulation du produit social. Or Polanyi a reconnu lui-même ce rapport invariant de compatibilité et de subordination structurales lorsqu'il explique longuement que :

« Ce qui permet d'identifier une forme d'intégration comme dominante est le degré auquel elle intègre la terre et le travail dans la société. La société dite sauvage est caractérisée par l'intégration de la terre et du travail dans l'économie à travers les relations de parenté. Dans la société féodale, les liens de féauté déterminent le sort de la terre et de la main-d'œuvre qui l'accompagne. Dans les empires reposant sur l'usage des crues dans l'agriculture, la terre était généreusement distribuée et redistribuée par le temple ou le palais et il en était de même de la main-d'œuvre, du moins celle qui en était dépendante. On a pu déterminer l'époque à laquelle le marché est devenu une force dominante dans l'économie en notant la mesure dans laquelle la terre et la main-d'œuvre étaient mobilisées par l'échange et la main-d'œuvre devenait une marchandise que l'on pouvait librement acheter sur le marché. »

On ne peut donc comme l'ont fait, en se réclamant du marxisme, P.-P. Rey et G. Dupré accuser Polanyi d'avoir adopté la vue classique des économistes bourgeois qui accordent la priorité aux formes de circulation sur les rapports de production. Polanyi aurait certainement pu accepter l'idée que les formes, l'importance et le mode de développement du marché ne pouvaient être les mêmes lorsque les rapports de production étaient esclavagistes, « asiatiques », féodaux ou capitalistes. Mais ce que n'acceptait d'aucune manière Polanyi était « la théorie historiquement insoutenable... que le *caractère* de l'économie est déterminé par le statut de la main-d'œuvre. L'intégration de la terre à l'économie devait être considérée comme tout aussi importante ». Voilà donc le fond de sa position, la raison essentielle de son refus de Marx et, à nos yeux, et à ceux de P.-P. Rey et de G. Dupré, de son impuissance à critiquer *radicalement* la théorie des économistes libéraux. C'est la raison pour laquelle il se borne à les combattre, non pour le contenu de leurs thèses mais pour leur prétention absurde, leur éclectisme aveugle et ethnocentrique à les appliquer à d'autres systèmes que le système « de marché généralisé » comme il désigne de préférence le système capitaliste industriel. Le fond de sa position — ce qui l'inscrit en définitive dans le même champ théorique que les économistes libéraux — c'est son *refus de la théorie de la valeur* de Marx, de la théorie marxiste du profit capitaliste ou de la rente foncière seigneuriale comme d'autant de *formes de l'exploitation* du travail des producteurs directs par une ou des classes sociales qui contrôlent l'accès et l'usage des moyens de production.

Pour expliquer les mécanismes internes de l'économie de « marché généralisé » à laquelle il reconnaît une place exceptionnelle, à la fois sur le plan abstrait des représentations théoriques que nous nous faisons de l'économie et sur le plan de la réalité historique concrète puisque c'est le système qui domine le monde depuis près de deux siècles, Polanyi devait disposer d'une théorie de ces mécanismes que sont le procès de formation des prix, le procès de formation des profits, le procès de l'accumulation du capital, etc. Or, la théorie à laquelle il adhère est la plus banale, la plus idéologique parce que la plus empirique qui soit. Pour lui la valeur des marchandises n'est rien d'autre que leur prix. Ce prix est « créé » sur le marché par le mécanisme de l'offre et de la demande. Salaires, rentes et profits sont les « revenus » des différents facteurs de production, le travail, la terre et le capital. On s'explique dès lors la raison du chapitre de Pearson, « L'économie n'a pas de surplus : critique d'une théorie du développement » qui critique à la fois les économistes classiques ainsi que Marx, Engels et l'archéologue « marxiste » Gordon Childe. Les critiques qu'il adresse à la notion de surplus absolu, c'est-à-dire d'un surplus par rapport aux besoins de la « simple subsistance biologique », sont pertinentes. Il reconnaît que ce n'est pas la thèse de Marx qui aurait eu le mérite d'avoir dégagé la thèse des économistes classiques de la « valeur-travail » de son contexte naturaliste originel pour la replacer dans le contexte précis de la production capitaliste, mais n'aurait pu résoudre « les contradictions logiques contenues dans la théorie de la valeur-travail ». Celle-ci, tout en restant une théorie non scientifique, se serait transformée dans la main de Marx en une idéologie de combat contre l'exploitation de l'homme par l'homme, idéologie qui relève de la dénonciation morale et non de la critique scientifique.

« Pour ceux qui étaient *moralement* opposés à la distribution de la richesse qui existe dans un système capitaliste, le dilemme classique du surplus était un outil trop commode pour le négliger. Ce fut à Karl Marx qu'échoya le rôle de transformer les contradictions de ce « véritable Eden des droits de l'Homme » en une théorie de l'exploitation... Aussitôt que la théorie économique reconnut, au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, qu'une marchandise *vaut le prix* qu'elle atteint sur un marché, elle cessa de se tourmenter du problème logique, sinon du problème moral du surplus. »

Ainsi se trouve réglée la question de Marx et de la portée théorique du *Capital*. On peut montrer sans peine les contresens un peu caricaturaux que Pearson accumule sur Marx, alors qu'il avait eu moins de difficulté, ou peut-être plus de scrupule à comprendre les thèses de Karl Bücher et d'Eduard Meyer sur l'économie grecque antique. Marx, par exemple, n'a pas « repris » la théorie de la « valeur-travail » des classiques. Il l'a réélaborée en fait de façon radicale en montrant que le travail en lui-même n'a pas de valeur. Seule la force de travail en a une qui se mesure comme la valeur de n'importe quelle marchandise, par le temps de travail socialement nécessaire à sa production, c'est-à-dire à la production des moyens matériels exigés pour sa formation et son entretien. Lorsqu'il travaille, lorsqu'il dépense sa force de travail au service du capitaliste, l'ouvrier crée non seulement l'équivalent de la valeur que représente son salaire, mais crée aussi de la valeur en plus qui ne lui est pas payée. Ce travail *non payé*, cette valeur en plus, constitue l'origine et l'essence de la plus-value. Le rapport capitaliste-ouvrier se montre donc immédiatement comme un rapport d'exploitation de l'homme par l'homme, exploitation que dissimule le salaire :

« Cette forme salaire qui n'exprime que les *fausses* apparences du travail salarié *rend invisible* le rapport réel entre capital et travail et en *montre* précisément le contraire ; c'est d'elles que dérivent toutes les notions juridiques du salarié et du capitaliste, toutes les mystifications de la production capitaliste. » (*Le Capital*, livre I, section VI, ch. 19 ; Editions sociales, vol. 2, p. 211.)

Dans la pratique, en effet, tout se passe, aux yeux des capitalistes et des ouvriers, comme si le salaire payait tout le travail fourni par l'ouvrier (au salaire s'ajoutent les primes, les heures supplémentaires, etc.). Le salaire donne donc au travail non payé l'apparence du travail payé et, corrélativement, il fait apparaître *nécessairement* le profit comme le produit du capital. Le profit n'est qu'une forme de la plus-value, « forme où se voilent et s'effacent son origine et le mystère de son existence ». Chaque classe sociale semble donc tirer de la production et de la circulation des marchandises le revenu auquel elle a droit. Les catégories économiques de salaire, profit, intérêt du capital, rente, expriment donc les relations *visibles* de la pratique quotidienne des affaires et en tant que telles ont une *utilité pragmatique* mais n'ont aucune valeur scientifique. La circulation des marchandises *ne crée pas* de valeur, mais la *réalise*, et par cette circulation la plus-value créée dans le processus de production *se partage* entre les différentes variétés de capitalistes (industriels, financiers, propriétaires fonciers) et prend les formes de profit d'entreprise, d'intérêt ou de rente foncière. En apparence tout se passe *comme si* le capital, le travail et la terre étaient des sources *autonomes* de valeur et qui s'additionnaient, se combinaient pour faire la valeur des marchandises. L'apparence des rapports économiques en dissimule et en contredit l'essence.

« La forme achevée que revêtent les rapports économiques telle qu'elle se manifeste en surface, dans son existence concrète, donc aussi telle que se la représentent les agents de ces rapports et ceux qui les incarnent quand ils essaient de les comprendre, est très différente de leur *structure interne essentielle* mais *cachée*, et du concept qui lui *correspond*. En fait, elle en est même l'inverse, l'opposé. »

Mais la thèse de Marx a une portée beaucoup plus générale. Elle montre que le rapport du capital au travail n'est qu'une forme historique *parmi d'autres* de l'exploitation de l'homme par l'homme, une forme *spécifique, différente*, puisqu'elle repose entièrement sur un mécanisme de création et d'accumulation de valeur d'échange :

« Le capital n'a point inventé le surtravail. Partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur libre ou non est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production. Que ce propriétaire soit kalos kagathos athénien, théocrate étrusque, citoyen romain, baron, maître d'esclaves américain, boyard valaque, seigneur foncier ou capitaliste moderne peu importe ! Mais avant d'aller plus loin, constatons d'abord un fait. Quand la forme d'une société est telle, du point de vue économique, que ce n'est point la valeur d'échange mais la valeur d'usage qui y prédomine, le surtravail est plus ou moins circonscrit par le cercle de besoins déterminés : mais le caractère de la production elle-même n'en fait point naître un aspect dévorant. Quand il s'agit d'obtenir la valeur d'échange sous sa forme spécifique, par la production de l'or et de l'argent, nous trouvons déjà, dans l'Antiquité, le travail le plus excessif et le plus effroyable. »

On voit donc tout ce qui sépare et oppose l'approche empirique de Karl Polanyi et l'approche de Marx. Pour le premier il existe d'un côté des ressemblances visibles et de l'autre des différences visibles, et il n'y a rien derrière le visible. Pour le second, faire œuvre scientifique c'est « réduire le mouvement visible, simplement apparent, au mouvement interne réel » et trouver le fondement commun des ressemblances et des différences. Le premier se retrouve incapable de voir et encore moins d'expliquer l'existence et les formes multiples de l'exploitation de l'homme par l'homme, et il reste muet sur le plan de la science devant les contradictions, les conflits et les luttes que ces formes d'exploitation supposent et entraînent. C'est là une conséquence nécessaire de l'approche fonctionnaliste qu'il partage avec Radcliffe-Brown et Talcott Parsons, et qui lui fait donner tant d'importance au concept d'intégration. Cependant, dès 1949, Robert King Merton avait critiqué les implications de ce concept chez Talcott Parsons et, ici dans ce livre, Hopkins rappelle que « la notion d'intégration laisse dans l'ombre la présence et l'action des contradictions » et produit « par inadvertance l'apologie de l'exploitation de l'homme par l'homme ». Polanyi ne voulait certainement pas cela. Il était socialiste, mais son socialisme humaniste était avant tout une attitude morale, philosophique plus qu'une attitude justifiée par une analyse scientifique de l'histoire.

Nous avons démontré que les trois formes d'intégration de l'économie confondaient chaque fois sous un seul terme deux réalités différentes et hiérarchisées, les rapports de production et les formes de circulation du produit social. Nous avons démontré que Polanyi n'ignorait pas cette hiérarchie et soulignait lui-même que c'est la nature même des rapports de production qui explique la dominance ou la subordination de telle ou telle forme de circulation. Polanyi était donc parvenu à mettre en évidence une propriété générale, invariante du rapport entre production et circulation. Mais il lui restait toujours à expliquer non seulement la « place » changeante de l'économie, c'est-à-dire la forme même des rapports de production, mais le « rôle » de l'économie dans la société.

Or ce « rôle » visiblement semble changer avec la dominance même des institutions non économiques au sein desquelles l'économie se trouve « encastée ». Dans un cas il est subordonné à la parenté, dans d'autres, comme à Sumer, à la religion. C'est seulement dans l'économie capitaliste que l'économie, après s'être séparée du reste de la société, la domine. Karl Polanyi, en empiriste, se borne à constater et à conclure au « rôle changeant de l'économie dans l'histoire ». Mais toute la question est de savoir si la hiérarchie des causes qui déterminent en dernière analyse la reproduction d'un système social se confond avec la hiérarchie des institutions qui en dominent visiblement le fonctionnement. Car si les niveaux et les formes de la pratique sociale ont des effets inégaux sur la reproduction d'une société, quels sont les rapports sociaux qui déterminent, non pas seuls mais en premier lieu, donc en dernière instance la

reproduction des systèmes sociaux, c'est-à-dire tout autant leur fonctionnement que leur évolution ?

A cette question fondamentale qui domine toutes les sciences humaines et déborde de loin le champ de l'anthropologie, de l'économie politique, de la sociologie, etc., nous pensons qu'il existe une réponse. Nous la présentons comme une hypothèse de travail mais nous pouvons la démontrer dans quelques cas. Notre hypothèse est que des rapports sociaux ne jouent un rôle dominant dans une société que s'ils assument la fonction de rapports de production, que s'ils déterminent l'accès et l'usage des moyens de production et du produit social, s'ils donnent une forme sociale aux différents procès concrets de travail et de circulation des produits. Mais ce contrôle de l'accès et de l'usage des moyens de production et du produit signifie également autorité et sanctions sociales, donc rapports politiques et rapports juridiques.

Si nous prenons par exemple le cas d'une Cité-temple sumérienne, nous voyons que la cité tout entière est la demeure du dieu et que ce dieu est propriétaire de la plupart des terres de la cité. Au centre de la cité se dresse le temple, demeure du dieu et des prêtres. L'économie est au service du dieu et de ses prêtres, et fonctionne comme un vaste système centralisé au sein duquel les communautés villageoises et les individus sont placés sous l'autorité des prêtres et du temple auxquels ils doivent une partie de leur travail et de leurs produits. Dans ce type de société, le commerce existe également mais il est placé directement sous l'autorité de l'Etat qui contrôle par ailleurs des groupes d'artisans spécialisés au service des temples et des palais. Nous pourrions comparer ce cas à celui des aborigènes australiens parmi lesquels les rapports de parenté fonctionnent comme rapports de production, ou à celui de la Cité grecque classique où l'on voit les rapports politiques fonctionner comme tels, puisque être citoyen c'est disposer d'un accès exclusif à la propriété foncière, base de la civilisation agricole grecque, d'un accès exclusif aux magistratures et aux responsabilités politiques, et c'est bénéficier pleinement de la protection des dieux de la Cité.

A travers ces cas se manifeste une propriété générale des « fonctions » de l'économie dans la société. S'il est vérifié que c'est seulement lorsqu'ils assument la fonction de rapports sociaux de production que parenté, politique ou religion dominent l'organisation générale de la société, lui confèrent une « forme d'ensemble », cela signifie que, dans la hiérarchie des causes qui déterminent le fonctionnement et l'évolution des sociétés, les conditions sociales de la production occupent toujours le premier rang. C'était là l'hypothèse centrale de Marx.

A la différence du marxisme habituellement pratiqué et qui tourne très vite au matérialisme vulgaire, nous affirmons que Marx — lorsqu'il a distingué infrastructure et superstructure, et supposé que la logique profonde des sociétés et de leur histoire dépendait en dernière analyse des transformations de leur infrastructure — n'a rien fait d'autre que de mettre pour la première fois en évidence une hiérarchie de distinctions fonctionnelles et de causalités structurales, sans préjuger aucunement de la nature des structures qui à chaque fois prennent en charge ces fonctions (parenté, politique, religion) ni du nombre des fonctions que peut assumer une structure. Marx, à la différence de la plupart des « marxistes » n'a pas assigné d'avance une forme, un contenu et un lieu invariables à ce qui peut fonctionner comme rapports sociaux de production. Le marxisme n'est pas une théorie de « l'histoire » en général qui est un concept sans objet qui lui corresponde, c'est une hypothèse sur le rôle des conditions sociales de la production dans le fonctionnement et l'évolution des

sociétés. Bien entendu, prendre au sérieux cette hypothèse ne signifie pas la transformer en dogme ou en recette assortis d'un discours incantatoire et volontiers terroriste qui masque avec peine les ignorances de ses auteurs sous la dénonciation sans nuances de la « faillite » des sciences « empiriques, positivistes, bourgeoises ». Ce dogmatisme ou cette facilité sont d'autant moins de mise que poser les problèmes dans les termes où nous les posons ne nous fournit d'avance aucune réponse toute faite et nous laisse face à une immense zone d'ombre. Car il s'agit de chercher *les raisons et les conditions* qui ont amené dans l'histoire le déplacement du lieu de la fonction de rapports de production dans les diverses sociétés humaines et avec ces changements de lieu les métamorphoses de ses formes et de ses effets structurels.

Il s'agit donc de tout autre chose que de développer une discipline de plus, l'anthropologie économique. Mais c'est certainement là le moyen de faire converger les travaux des anthropologues, des historiens, des sociologues et des économistes, et d'abattre les cloisonnements fétiches au sein desquels les uns et les autres, trop souvent encore, parquent leur pensée et mutilent leurs efforts. Le grand mérite de Karl Polanyi est d'avoir pesé dans ce sens, autant par son échec que par son succès ; mais aujourd'hui, pour aller de l'avant, il ne s'agit plus de revenir en arrière et de reprendre le chemin de Polanyi.

Nos derniers mots iront aux traducteurs, Claude et Anne Rivière, pour les féliciter de la traduction fidèle et claire qu'ils ont su donner de textes souvent difficiles et d'une écriture pesante.

Maurice Godelier
Paris, avril 1974.

Bibliographie

Karl Polanyi (Collection de ses principaux articles et ouvrages) :

- 1935 « The Essence of Fascism », in *Christianity and the social Revolution*, Polanyi et Kitchen ed. Londres, Victor Gollancz.
- 1937 *Europe Today*. Londres, Workers Educational Trade Union Council. Introduction de G. D. G. Cole.
- 1944 *The Great Transformation*. New York, Rinehart (Paperback, Beacon Press, 1957).
- 1947 « Our obsolete market mentality », *Commentary*, Feb. (reproduit dans les Bobbs Merrill Series).
- 1957 *Trade and Market in the Early Empires*, Glencoe, Illinois, The Free Press.
- 1960 « On the comparative treatment of economic institutions in Antiquity, with illustrations from Athens, Mycenae and Alalakh », in *City Invincible*, an Oriental Institute Symposium. Chicago, University of Chicago Press.
- 1963 « Ports of trade in early societies », *The Journal of Economic History*, March : 30-45.
- 1964 « 'Sorting' and 'Ounce Trade' in the West African Slave Trade », *The Journal of African History* 3 : 381-393.
- 1966 *Dahomey and the Slave Trade : an Analysis of an Archaic Economy*. University of Washington Press.
- 1968 *Primitive, Archaic and Modern Economies. Essays of Karl Polanyi*. George Dalton ed. Doubleday-Anchor Books, New-York.
- 1971 « Primitive foundations and the feudalism of decay », in *Economic Development and Social Change*, sous la direction de G. Dalton, The Natural History Press : 141-147.
- 1971 « Carl Menger's two meanings of Economic », in G. Dalton, *Studies in Economic Anthropology*, American Anthropological Association : 16-24.

Articles consacrés exclusivement à l'œuvre de K. Polanyi :

- 1968 G. DALTON, Introduction de *Primitive, Archaic and Modern Economies. Essays of Karl Polanyi*. Doubleday-Anchor : IX-LIV.
- 1969 S. C. HUMPHREYS, « History, Economics and Anthropology : the work of Karl Polanyi », *History and Theory*, 8 : 165-212.

- 1973 Y. GARLAN, « L'œuvre de Karl Polanyi : La place de l'économie dans les sociétés anciennes », *La Pensée*, 171 : 118-127.

Ouvrages et articles consacrés à l'anthropologie économique :

- 1925 O. LEROY, *Essai d'introduction critique à l'étude de l'économie primitive*. Paris.
- 1932 R. THURNWALD, *Economies in Primitive Communities*, Oxford University Press. Trad. française, *L'Economie primitive*, Paris, Payot, 1937.
- 1934 D. FORDE, *Habitat, Economy and Society*. Methuen.
- 1939 D. GOODFELLOW, *Principles of Economic Sociology*. London, Routledge.
- 1940 M. HERSKOVITZ, *The Economic life of Primitive Peoples*. New York, A. Knopf.
- 1965 M. GODELIER, « Objet et méthode de l'anthropologie économique », *L'Homme* V (2). Reproduit dans *Rationalité et irrationalité en économie*. Paris, Maspero, 1966 : 232-293.
- 1966 M. NASH, *Primitive and Peasant Economic Systems*, Chandler.
- 1967 G. DALTON ed., *Tribal and Peasant Economies : Readings in Economic Anthropology*, The Natural History Press.
- 1967 R. FIRTH ed., *Themes in Economic Anthropology*. London, Tavistock.
- 1968 E. LECLAIR, Harold K. SCHNEIDER ed., *Economic Anthropology : Reading in Theory and Analysis*, New York, Holt, Rinehart and Winston.
- 1971 G. DALTON ed., *Studies in Economic Anthropology*, American Anthropological Association.
- G. DALTON, *Economic Anthropology and Development*, New York, Basic Book Publishers.
- 1973 H. T. VAN DER PAS, *Economic Anthropology, 1940-1972. An Bibliography*. Oosterhout, Anthropological Publications.
- 1974 M. GODELIER ed., *Un domaine contesté : l'anthropologie économique*, Paris-La Haye, Mouton.

Monographies d'anthropologie économique (sélection) :

- 1904 S. STITES, *Economics of the Iroquois*, Lancaster, New Era Printing Company.
- 1922 B. MALINOWSKI, *Argonauts of the Western Pacific*, London, Routledge.
- 1929 R. FIRTH, *Economics of the New Zealand Maori*, Wellington, R. Owen.
- 1933 K. OBERG, *The Social Economy of the Tlingit Indians* ; American Ethnological Society Monograph, N° 55, University of Washington Press, 1973.
- 1939 R. FIRTH, *Primitive Polynesian Economy*, London, Routledge.
- A. RICHARDS, *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia*, Oxford University Press.
- 1941 M. GLUCKMAN, *Economy of the Central Barotse Plain*, The Rhodes-Livingstone Papers 7.
- 1943 H. STEVENSON, *The Economics of the Central Chin Tribes*, Bombay, The Times of India Press.
- 1949 D. THOMSON, *Economic Structure and the Ceremonial Exchange Cycle in Arnhem Land*, Melbourne, Mac Milan.
- 1956 J. MURRA, *The Economic Organization of the Inca State*, Chicago University Thesis.
- 1963 L. POSPISIL, *Kapauku Papuan Economy*, Yale University Press.
- 1965 Cl. MEILLASSOUX, *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire*, Paris-La Haye, Mouton.
- 1968 P. et L. BOHANNAN, *Tiv. Economy*, Northwestern University Press.
- 1970 H. K. SCHNEIDER, *Wahi Wanyaturu : Economics in an African Society*, Chicago, Aldine.
- 1972 M. SAHLINS, *Stone Age Economics*, Chicago, Aldine.

Marxisme et sociétés précapitalistes :

- Textes de K. MARX et F. ENGELS, *Sur les sociétés précapitalistes*, Editions Sociales, 1970, 400 p.
- 1966 M. GODELIER, *Rationalité et irrationalité en économie*. Paris, Maspero.
- 1969 *Sur le mode de production asiatique*. Recherches du CERM, Editions Sociales, Paris.
- E. TERRAY, *Le Marxisme devant les sociétés primitives*, Paris, Maspero.
- P.-P. REY et G. DUPRÉ, « Réflexions sur la pertinence d'une théorie de l'histoire des échanges », *Cahiers internationaux de Sociologie* : 133-162.
- 1970 M. GODELIER, « Parties mortes, idées vivantes dans la pensée de Marx sur les sociétés primitives », introduction à *Sur les sociétés précapitalistes*, Paris, Editions Sociales, p. 9-142.
- 1971 P.-P. REY, *Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme*, Paris, Maspero.
- 1973 M. GODELIER, *Horizon. Trajets marxistes en anthropologie*, Paris, Maspero.
- *La Pensée*, numéro spécial consacré à « Ethnologie et Marxisme », N° 17.

Autres auteurs auxquels il est fait référence dans cette préface :

GRÈCE

- 1954 E. WILL, « Trois quarts de siècle de recherches sur l'économie grecque antique », *Annales* : 7-22.

- E. WILL, « De l'aspect éthique des origines grecques de la monnaie », *Revue historique*, 212 : 209-231.
- 1955 E. WILL, « Réflexions et hypothèses sur les origines du monnayage », *Revue de Numismatique* : 5-23.
- 1970 M. FINLEY, *Aristotle and Economic Analysis, Past and Present* 47 : 1-25.
Il faut ajouter désormais :
- 1972 M. AUSTIN et P. VIDAL-NAQUET, *Economies et sociétés en Grèce antique*, Paris, A. Colin.

ROME

- 1844 *Les Agronomes latins, Caton, Varron, Columelle, Posidonius*. Trad. française de M. Nisard, Paris, Dubochet.
- 1973 J. KOLENDO, *Le Traité d'agronomie des Saserna* ; Varsovie, Polska Akademia Nauk.

SUMER

- 1920 A. SCHNEIDER, *Die Anfänge der Kulturwirtschaft : Die Sumerische Tempelstadt*, Essen.
- 1954 A. FALKENSTEIN, « La Cité-Temple sumérienne », *Cahiers d'Histoire mondiale* I : 784-814.
P. R. KRAUS, « Le Rôle des temples depuis la Troisième dynastie d'Ur jusqu'à la Première dynastie de Babylone », *Cahiers d'Histoire mondiale* I : 522-536.
- 1964 L. OPPENHEIM, *Ancient Mesopotamia : Portrait of a Dead Civilization* ; University of Chicago.
Trad. française, *La Mésopotamie*, Paris, Gallimard, 1970.

BUSHMEN

- 1969 R. LEE, « Kung Bushmen Subsistence : An input-output analysis », in *Contributions to Anthropology : Ecological Essays*, Ottawa, National Museum of Canada.

Autres références :

- L. ROBBINS, *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, Paris, Médicis, 1947.
J. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, Oxford University Press, 1954.

Toutes les autres références (à Henry Summer Maine, Karl Bücher, Eduard Meyer, Max Weber, Talcott Parsons, Robert Merton, Neil Smelser, etc), se trouvent dans la suite de l'ouvrage.

Les éditeurs américains ont désiré publier une préface un peu longue. Une étroite coopération s'exerçant dans un climat de totale liberté a permis au présent ouvrage de prendre forme et de s'élaborer progressivement. De nombreux facteurs, chacun à leur manière, en ont influencé le plan, la structure et la forme interdisciplinaires. Tout d'abord, ceux qui ont eu l'idée du projet et leurs anciens étudiants ont écrit ensemble une partie importante de l'ouvrage ; l'un d'entre eux, le professeur Harry W. Pearson, d'Adelphi College, a joué également le rôle de coéditeur ; les institutions, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université, ont soutenu pendant une décennie les diverses entreprises dont les phases interféraient ; les objectifs personnels des éditeurs ont été orientés selon des lignes convergentes. Chacun des auteurs de cette préface parlera en son propre nom, puis ils exprimeront ensemble leurs idées communes.

Au printemps 1947, Karl Polanyi fut nommé Visiting Professor of Economics à Columbia University. Jusqu'au moment de sa retraite, en 1953, il enseigna l'histoire générale de l'économie à la Graduate Faculty. Il redéfini ce sujet dans le bulletin annuel comme étant « la place occupée par la vie économique dans la société ». En 1948, le Council for Research in the Social Sciences (C. R. S. Sc.) de Columbia University prit en charge et confia à sa direction un projet de recherche sur les origines des institutions économiques. Après qu'il eut pris sa retraite, à l'âge de soixante-sept ans, on lui attribua la charge honoraire de professeur adjoint d'économie. Avec le professeur Conrad M. Arensberg, il sollicita de la Ford Foundation, section des sciences du comportement, une subvention pour mener à bien un projet interdisciplinaire sur les aspects économiques de la croissance des institutions, projet qui devait être exécuté par Columbia University. En acceptant le don, Columbia University mit en relief la continuité de l'effort qui unissait le projet du C. R. S. Sc. et la nouvelle subvention. Mais tandis que la charte du C. R. S. Sc. interdisait aux étudiants participant à l'élaboration du projet d'en utiliser les résultats pour l'obtention d'un diplôme académique, aucune restriction de ce genre ne s'appliquait au projet interdisciplinaire : celui-ci visait plutôt à former un centre de recherche servant les objectifs d'études des anciens auteurs et de leurs associés. A partir de 1956, Polanyi se consacra entièrement au projet interdisciplinaire qui, en 1953, fut prorogé pour deux ans par la Ford Foundation. Harry W. Pearson fut nommé secrétaire exécutif. Au niveau de la Faculté, dans un séminaire universitaire organisé à Columbia University et portant sur l'institutionnalisation du procès économique, on débattit du même sujet de 1953 à 1955.

Un par un, un certain nombre d'étudiants que Polanyi avait eus en 1947 se joignirent à ses recherches. Harry W. Pearson et Rosemary Arnold (Barnard) apportèrent un stimulant théorique ainsi qu'une aide littéraire appréciable. La contribution de Charles S. Silberman (Columbia University) et de Walter C. Neale (Yale University) se situa au niveau des applications empiriques ; George Woodard (Goddard College) dégagait les données de l'Ancien Testament relatives à la Mésopotamie ; Daniel B. Fusfeld (Michigan State University) établit un lien méthodologique avec l'anthropologie économique ; Roxane Eberlein élaborait un fichier d'une valeur inestimable pour l'ensemble du travail de recherche ; Laura P. Striker, Ph. D. (histoire), s'offrit à travailler pendant plusieurs années sur la traduction allemande des textes cunéiformes. Un peu plus tard, Terence K. Hopkins (Columbia University) fournit une approche sociologique fort utile au concept d'économie substantive ; le professeur Murray C. Polakoff (University of Texas) apporta une contribution allant dans le même sens ; Abe Rotstein (Sir George Williams College, Montréal) qui, de bien des manières, seconda Polanyi dans son travail, écrivit également l'introduction du présent ouvrage.

Vers 1953, des progrès avaient été accomplis. La distinction entre institutions de commerce et institutions de marché se révélait un instrument efficace pour rectifier des interprétations fort erronées sur les données économiques dans les sociétés primitives. Partant des travaux de chercheurs antérieurs, nous avions largement résolu le problème des usages de la monnaie dans les sociétés primitives et dans les sociétés archaïques. En ce qui concerne les prix, l'existence de l'institution complexe des « équivalences » était découverte. Les conséquences qui en découlaient pour notre compréhension de la manière dont s'ordonnait le procès économique en Mésopotamie et dans la Grèce antique commençaient à se manifester.

A ce stade, Arensberg, dont les tentatives parallèles d'approche institutionnelle des problèmes de sociologie et d'anthropologie étaient formulées dans des publications s'étendant sur plusieurs années, joignit ses efforts à ceux de Polanyi. A. L. Oppenheim, de l'Oriental Institute de Chicago, accepta de jouer le rôle de consultant pour les problèmes d'assyriologie. Les auteurs de cette préface entreprirent alors les études d'anthropologie, d'histoire économique et d'assyriologie dont cet ouvrage est le résultat.

Pour Arensberg, cette étude collective fournit une bonne occasion de montrer que l'anthropologie pouvait constituer plus qu'une réserve de données originales pour l'histoire économique. Les anthropologues, en étroite collaboration avec lui-même, ont compris sous un jour nouveau les régularités que l'on rencontre, et dans les données ethnographiques, et dans celles d'une économie substantive. L'approche grâce à laquelle, à son avis, ils y sont parvenus est une méthode opérationnelle récemment désignée sous le nom de « théorie de l'interaction ».

Il est bon de consacrer quelques paragraphes à ce lien existant entre les arrangements sociaux et les traits culturels d'une part, les institutions d'autre part. Ce lien se révèle par l'usage systématique de trois opérations portant sur les observations directes et la généralisation des documents qui en résultent en réponse à la question suivante : qui fait telle chose et pour qui, selon quel ordre, avec quelle fréquence, et où ? Les opérations consistent : (1) à spécifier les personnes qui agissent l'une sur l'autre, (2) à distinguer l'ordre de l'action (initiative et réponse), (3) à comparer des événements décrits dans le temps du point de vue de leur fréquence ou de leur répétitivité. Les institutions économiques prennent alors l'apparence de manipulation et de réception de biens, tandis que les données ethnographiques peuvent nous révéler qui a transféré les

marchandises et à qui, selon quel ordre, avec quelle fréquence et avec quelle réponse de la part des receveurs. Ceci devrait, par exemple, nous permettre de relier les données ethnographiques avec la classification tout à fait empirique des rôles dans le processus de manipulation et de réception des biens tels que l'indiquent les termes de réciprocité, de redistribution, de marché, comme Polanyi l'a suggéré.

La séquence de réciprocité parmi des partenaires fixes AB/BA ou AB/BC/CA indique l'existence d'une similitude entre arrangements sociaux et traits culturels, que les institutions relèvent, pour les gens qui pratiquent cette réciprocité dans un ordre semblable, d'activités liées au prestige, à la parenté, à la communauté ou à la religion, etc.

Dans un contexte de redistribution, nous ne trouvons, le cas échéant, que de rares enchaînements simples ou complexes d'action avec réciprocité, ou que quelques cercles fermés d'action-réaction. Au lieu de suivre ces schémas, l'action affecte un mouvement centripète qui va d'un grand nombre de participants en direction d'un personnage central, auquel succède sur initiative de ce personnage central un mouvement en direction de ces mêmes participants. Formellement, BA/CA/DA/EA/FA est suivi d'une distribution A/BCDEF collective ou séparée. L'autorité centrale, foyer de l'organisation humaine, a été créée, et elle constitue maintenant un cadre fréquent dans lequel s'insère l'action humaine. L'économie de redistribution possède d'ailleurs des éléments communs avec les autres institutions des époques au cours desquelles se développe l'autorité centrale qui est à l'origine de phénomènes déterminés. Mais l'identité de A, personnage centralisateur, constitue encore un élément fixe. Son identité n'est pas réversible : dieu du temple ou grand prêtre, roi ou empereur, ou même, dans une république, citoyen fonctionnaire assumant à son tour, pour un jour ou pour un an, une charge elle-même déterminée. Ce personnage A est un point fixe autour duquel les autres sont également attachés, assujettis et fixés.

Nous avons posé le même type de question détaillée à propos du marché. De nouveau, notre interrogation a abouti à saisir des arrangements et des traits culturels que nous pensons être des dénominateurs communs, et nous a conduits à un système d'observations légèrement différentes de celles faites par nos économistes. Nous nous sommes demandé abstraitement et analytiquement quelle action sociale le marché libre suscite et, de plus, où il était possible de trouver, dans le registre des données ethnographiques, de telles formes d'action sociale avant l'époque moderne.

Notre question a suscité quelques difficultés chez les économistes de notre groupe. Pour eux, des prix libres et fluctuants étaient la marque distinctive du marché libre ; une production organisée en fonction d'une vente tenant compte de ces prix (la production variant à son tour avec l'offre et la demande du marché) constituait la marque distinctive d'une économie de marché. Mais ceci n'est pas suffisant pour l'anthropologue qui doit mettre en relation les détails spécifiques et complexes d'un trait culturel, notamment ses traits externes et spectaculaires qui lui valent d'être reconnu et notifié, avec ses traits internes, ses arrangements sociaux, son histoire passée et ses fonctions pour l'homme, pour la société et pour le maintien des institutions qui lui sont extérieures. Mais ils se sont finalement accordés avec nous sur l'essai de formulation suivante : dans le marché libre où dominent l'offre et la demande, un individu peut renverser les rôles, être vendeur ou acheteur, selon son gré ou ses possibilités. Un homme peut fréquenter tel ou tel marché selon ce qu'il estime avantageux : il est sans obligation précise et déterminée à l'égard d'un centre ou d'un partenaire. Il agit au hasard, selon son gré ou selon l'attraction des prix. Il peut faire des offres à tous et à chacun,

opérer des distributions parcimonieuses ou des partages, « accaparer le marché », de sorte que tous paient son prix et dansent au son de sa flûte. Mais à la prochaine variation des prix, ou bien lors de la transaction suivante ou d'un marché ultérieur, officiellement, il fera partie de la « foule », et suivra en chœur le son de la flûte de celui qui a peut-être à son tour « accaparé le marché » aux dépens de tous. Ainsi, jugées selon nos critères, les actions sont conduites au hasard en ce qui concerne les personnes et relèvent formellement de la libre initiative de n'importe qui. La position d'autorité centrale dans le marché se déplace de tel concurrent ou de tel accapareur à tel autre. Ici, à la différence des systèmes de redistribution, l'identité du personnage central est fluctuante, mobile, réversible, tributaire du hasard. En outre, elle est fonction non des autres institutions, mais du marché lui-même.

Nulle part dans le registre des données ethnographiques nous ne trouverions autant d'imprécision et d'instabilité, nulle part n'apparaîtrait un modèle d'arrangements sociaux aussi différent des modèles de réciprocité et de redistribution. Nous avions ici un modèle ordonné en fonction de la volonté de l'acteur, un modèle qui ne donnait à l'acteur que le rôle qu'il devait réaliser, non pas le rôle qui lui était attribué de l'extérieur. Et ce modèle organisait et réorganisait les situations des autres personnes autour de l'acteur en même temps que cet acteur lui-même modifiait ses motivations et son comportement. Donc, formellement, A/BCDEF n'était pas plus courant que B/ACDEF ou F/ABCDE et les êtres humains avaient probablement appris, en quelque sorte, à accepter les rôles prescrits par le mouvement de l'institution elle-même, le marché, en même temps qu'ils avaient acquis une liberté pour tenter de soumettre les autres à leurs intérêts. Dans le monde occidental, où cette institution était arrivée à émerger et à trouver son expression la plus raffinée dans une Grande-Bretagne dominée par l'Ecole de Manchester, au XIX^e siècle, était-ce uniquement par suite d'un accident historique que vinrent à coïncider des éléments tels que la « libre entreprise », une démocratie libre et égalitaire, un système de classes « ouvert », un libre choix dans l'appartenance à une religion ou à une association, et un libre choix du conjoint au sein d'une structure familiale restreinte et centrée sur l'individu ?

Dans le cadre de notre projet, il n'était pas possible de résoudre d'aussi vastes problèmes d'histoire et de sociologie, cependant nous pouvions poser la seconde question mentionnée plus haut : où, en dehors du monde occidental récent, trouverions-nous, dans le registre des données ethnographiques, des faits identiques ou analogues ? S'ils existaient ailleurs, s'était-il établi des rapports analogues entre comportement économique, arrangements sociaux et institutions ?

En vue d'obtenir une réponse à cette seconde question, nous aurions pu nous tourner vers différents pays, peut-être vers le Japon, le Mexique, la Mélanésie ou la Grèce antique, c'est-à-dire vers autant d'endroits à propos desquels des auteurs ont affirmé qu'existaient des marchés libres ou presque libres. Mais nous avons préféré nous tourner vers la partie de l'Algérie où les tribus berbères des montagnes ont des marchés qu'on pourrait appeler libres, et où, mutatis mutandis, d'autres institutions libres, pour ne pas dire anarchiques, témoignent d'une très ancienne et très intéressante civilisation qui a peut-être des origines communes avec la nôtre, mais qui actuellement se situe de toute évidence en dehors d'elle. Un chapitre de cet ouvrage relate ce qui semble être un autre cas de marchés presque libres. Puisque le lecteur va juger les efforts collectifs de l'économiste et de l'anthropologue, lorsqu'ils traitent dans cet ouvrage des problèmes de comportement économique, de motivations et de systèmes différents

ou alternatifs, qu'il apprécie par lui-même, si nous avons, dans ce cas comme dans les autres, oui ou non, découvert des connexions existant entre les traits culturels, les institutions économiques et les arrangements sociaux qui leur servent de communs dénominateurs.

Le présent ouvrage reflète la recherche menée collectivement par les auteurs dans un climat de libre coopération au cours des années 1953-1955. Le manuscrit d'un travail précédent de Polanyi — qui résumait les résultats de recherches d'un type plus personnel, effectuées entre 1948 et 1952 — devrait cependant être mentionné. Polanyi l'a préparé en collaboration avec ses étudiants Charles S. Silberman et Rosemary Arnold, alors assistants de recherche dans l'équipe qui travaillait au projet du C. R. S. Sc. ; sa femme, Ilona Polanyi, y a contribué en tant qu'assistante de rédaction. Lors d'un congé au cours de l'hiver 1949-1950, et avec l'aide du C. R. S. Sc., Polanyi a effectué des études sur le Dahomey au British Museum. Les chapitres 8 et 9, rédigés par Rosemary Arnold sur ce sujet, doivent beaucoup au C. R. S. Sc. Le chapitre 8 est composé de passages rassemblés à partir de textes antérieurs destinés au séminaire universitaire de 1953 ; le chapitre 9, tel qu'il est rédigé, a été écrit par Rosemary Arnold dans le cadre du projet du C. R. S. Sc. Polanyi profite de l'occasion qui lui est offerte pour reconnaître la contribution primordiale que Rosemary Arnold et Charles S. Silberman lui ont apportée pour l'établissement du texte.

Introduction

Nous avons presque tous été habitués à considérer qu'une institution qui nous est familière, le marché, constitue le signe distinctif de l'économie. De la même manière, nos investigations dans le domaine de l'histoire générale de l'économie se sont dans l'ensemble orientées vers les activités de marché ou ce qui les a précédées.

Cependant que faire lorsqu'il apparaît que certaines économies ont fonctionné selon des principes tout à fait différents, et que ces économies laissent entrevoir un usage très répandu de la monnaie, des activités commerciales de grande envergure, sans pourtant offrir un indice témoignant de l'existence d'un marché ou de profit acquis par l'achat et la vente ? C'est alors qu'il nous faut réviser les notions d'économie qui sont les nôtres.

Le problème conceptuel se pose dans les économies sans marché où n'existe pas de « processus qui économise les moyens », c'est-à-dire de cadre institutionnel qui contraigne l'individu à une activité économique « rationnelle » et « efficace » ou à une affectation « optimale » de ses ressources. L'action « d'économiser les moyens » peut être présente dans divers aspects du comportement, par exemple par rapport au temps, à l'énergie ou à des hypothèses théoriques, mais il n'est pas nécessaire que l'économie renferme des institutions d'échange qui reflètent ces principes dans la vie quotidienne de l'individu ainsi qu'elles le font actuellement. Dans ce cas, l'économie ne saurait être soumise à l'analyse économique, puisque celle-ci suppose un comportement tendant à économiser les moyens, ainsi que l'appareil institutionnel qui le sous-tend, par exemple les marchés créateurs de prix, la monnaie « à tous usages » et le commerce de marché.

Le principal objet de cet ouvrage est donc d'ordre conceptuel et vise à démontrer qu'il n'existe qu'un nombre restreint de modèles pour organiser les moyens de subsistance de l'homme. L'ouvrage nous fournit aussi des outils pour l'examen des économies sans marché. Ces outils sont utilisés dans une série de recherches empiriques, bien que la théorie sous-jacente les dépasse.

Notre but n'est pas de rejeter l'analyse économique, mais de fixer nommément ses limites historiques et institutionnelles aux économies où existent des marchés créateurs de prix, et de transcender ces limites dans une théorie générale de l'organisation économique.

C'est principalement en tant qu'économistes et historiens de l'économie que nous pouvons avoir à réviser nos hypothèses traditionnelles. Certains

auront tendance à rejeter comme sans intérêt les économies qui « n'économisent pas les moyens », c'est-à-dire qui n'ont pas d'institutions dont le but est l'absence de gaspillage. Ils peuvent considérer le travail empirique et conceptuel présenté ici comme n'apportant rien d'autre que des bribes sans importance ni rationalité situées aux confins de l'histoire. D'autres peuvent même soutenir que rien n'est présenté ici qui ne soit susceptible d'être traité par l'analyse économique ou par quelque variation sur le théorème de la maximisation.

Cependant bien des conséquences malheureuses découlent d'une approche qui réduit notre conception de l'économie à l'activité de marché. C'est une histoire économique appauvrie qui limite sa préoccupation aux marchés ou à leurs antécédents, car ceux-ci peuvent n'être que des aspects fragmentaires de l'économie. Il semblerait à tort dans ce cas que l'économie ait suivi une évolution linéaire jusqu'à nos jours, alors qu'en fait il n'est pas nécessaire que les autres économies aient été des miniatures ou des spécimens primitifs de la nôtre. Elles ont fort bien pu être totalement différentes en ce qui concerne à la fois les motivations des individus et l'organisation générale.

Le progrès technologique est cumulatif et illimité. Il en va autrement de l'organisation économique. Il n'existe que quelques possibilités générales selon lesquelles l'économie peut être organisée. C'est cette limitation des modèles possibles d'organisation économique et de leurs combinaisons effectives qui donne quelque actualité aux idées et aux données exposées ici. La régression du marché dans le monde moderne laisse apparaître des formes qui rappellent l'organisation économique des temps anciens. Evidemment, nous sommes très confiants dans les progrès et les libertés qui constituent la promesse de la société moderne. Mais un usage avisé du passé peut nous aider à faire face à notre optique actuelle, obnubilée par l'économie, et à réaliser un niveau d'intégration humaine qui inclut l'économie sans être absorbé par elle.

Une telle attitude donne vie à l'histoire économique et éclaire les rôles changeants des économies dans l'histoire et la société.

Première Partie

NAISSANCE DE L'ÉCONOMIE

Harry W. Pearson

Un siècle de débat sur le primitivisme économique

Depuis le siècle dernier, le domaine de l'histoire économique est agité par un débat. Bien des traits s'en sont estompés, certains par manque de pertinence dès l'origine. Pourtant ce débat contenait — et contient encore — les éléments d'une des controverses les plus significatives des sciences humaines. Il serait difficile de trouver une meilleure introduction que cette controverse aux problèmes d'interprétation que soulève l'étude des institutions économiques archaïques.

Le théorème à propos duquel éclata finalement la discussion fut tout d'abord énoncé par Rodbertus vers 1865. La véritable controverse débuta quelque trente ans plus tard entre Karl Bücher et Eduard Meyer ; elle atteignit sa plus forte intensité au début du siècle. Plus tard, Max Weber et Michael Rostovtzeff prirent position. Plusieurs autres auteurs y apportèrent d'importantes contributions (1).

On se saurait trouver une introduction qui éclaire mieux ce conflit d'idées que l'exposé fréquemment cité des problèmes tels que les a résumés Friedrich Oertel en 1925 :

« Faut-il concevoir l'économie de l'antiquité comme ayant atteint un niveau élevé de développement ou, au contraire, comme essentiellement primitive ? Devrions-nous considérer les IV^e et V^e siècles avant J.-C. comme une époque de commerce national et international, de récession agricole, de progrès industriel, de fabrication à grande échelle en constante expansion et régie par des principes capitalistes, avec des usines produisant pour l'exportation et se concurrençant mutuellement pour vendre sur le marché mondial ?

Ou bien devrions-nous, au contraire, affirmer que le stade de l'économie domestique fermée n'était pas encore dépassé ; que l'activité économique n'avait pas encore atteint une échelle nationale, encore moins internationale ; que ne se pratiquait aucun commerce organisé impliquant des échanges à longue distance et que, par conséquent, n'existait aucune industrie d'envergure produisant pour les marchés étrangers ? En bref, la vie économique était-elle encore à caractère agraire plutôt qu'industriel ? Le commerce était-il encore limité au colportage de quelques marchandises particulières provenant du travail non mécanisé d'artisans qui utilisaient les matières premières localement disponibles ? » (2)

(1) Nous n'avons pas tenté de résumer dans ce chapitre toutes les contributions à cette controverse ; nous avons seulement voulu en présenter les lignes essentielles. On trouvera les meilleures bibliographies dans M. I. ROSTOVTZEFF, *Social and Economic History of the Hellenistic World III*, Oxford, 1941, 1327-28, fn. 25 ; et plus récemment dans Eduard Will, « Trois quarts de siècle de recherches sur l'économie grecque antique », *Annales*, IX, janvier-mars 1954.

(2) Friedrich OERTEL, Supplément et commentaires en appendice à Robert PÖHLMANN, *Geschichte der sozialen Frage und des Sozialismus in der antiken Welt*, 3^e éd., III, Munich, 1925, 516-7.

Oertel parle de théorie positive dans le premier cas, de théorie négative dans le second. De manière plus adéquate, Johannes Hasebroek qualifie la première conception de moderniste, la seconde de primitiviste. Mais un examen attentif des termes utilisés par Oertel pour exposer les objets de la discussion, aussi bien que les tentatives diverses pour caractériser les positions opposées, montre bien le manque de clarté conceptuelle qui a marqué la controverse dès ses débuts. Les débats de cet ordre se résolvent soit par l'apparition d'une preuve nouvelle, soit par la clarification conceptuelle du problème, de sorte que la preuve déjà existante se situe dans une perspective nouvelle. Dans ce cas, les faits, au niveau que nous appellerons opérationnel, ne peuvent plus être discutés. C'est plutôt l'interprétation de ces faits au niveau institutionnel qui demeure incertaine.

1.1 Le théorème de l'oïkos : Karl Rodbertus

Les origines de cette controverse remontent à l'essai de Rodbertus : *Economic Life in Classical Antiquity*, paru entre 1864 et 1867. La seconde partie de cet essai traitait de l'histoire du tribut romain depuis le temps d'Auguste (3). Rodbertus y opposait nettement les systèmes moderne et ancien d'imposition. Son approche était fort suggestive. L'imposition moderne, écrivait-il, distingue les impôts sur les personnes et les impôts sur les biens ; ces derniers peuvent être des impôts sur la propriété foncière ou des impôts sur le capital ; ce capital, à son tour, est industriel ou commercial et, dans ce second cas, il est investi ou bien dans des marchandises ou bien dans des opérations monétaires (c'est-à-dire dans l'industrie ou dans la finance). Tous ces types de biens apparaissent distincts les uns des autres. En fait, ils appartiennent à des classes sociales différentes. Des distinctions analogues à celles concernant les biens sont opérées en ce qui concerne les revenus. Nous distinguons les revenus strictement personnels, tels que salaires ou traitements qui sont dus pour l'emploi d'une puissance de travail, des revenus qui découlent d'une propriété non personnelle ou d'un titre de propriété telle une rente ; cette dernière peut provenir soit du loyer d'une terre soit d'un bénéfice, lequel bénéfice se divise à son tour en intérêt et en bénéfice d'entreprise.

« Cet état de choses », conclut Rodbertus, « se traduit par une économie moderne en expansion (4) : les divers stades de la production sont, dans ce cas, liés entre eux par le processus d'achat et de vente. De cette façon, se créent des droits divers à une part du dividende national qui prennent la forme de revenus en espèces. Cette conception remarquablement moderne de la fonction sociale de l'argent n'a pas été estimée à sa juste valeur. Rodbertus comprit que le passage d'une « économie naturelle » à une « économie monétaire » n'était pas simplement un problème technique qui résultait de la substitution au troc d'un achat monnayé. Il insista au contraire sur le fait qu'une économie monétaire impliquait une structure sociale entièrement différente de celle qui allait de pair avec une économie naturelle. Il pensait que devait être mis en relief le changement de structure sociale qui accompagnait l'emploi de l'argent plutôt que le fait technique de cet emploi.

(3) Karl RODBERTUS, « Zur Geschichte der römischen Tributsteuern », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, IV, 1865, 339 et passim.

(4) *Ibid.*, p. 342.

Si l'on avait approfondi cette optique de manière à inclure les diverses structures sociales qui accompagnaient l'activité commerciale dans le monde antique, la controverse aurait pu être résolue avant même de commencer.

Au lieu de cela, l'oïkos (« foyer ») devint la préoccupation centrale. Pour Rodbertus, l'oïkos n'était rien d'autre qu'une construction logique, sorte d'anticipation d'un « idéal type » weberien. Il inventa l'expression « maître de l'oïkos » (5) pour désigner le détenteur de tous les divers titres de propriété et des revenus correspondants mentionnés ci-dessus. Tout cela visait à illustrer comment les anciens Romains ne connaissaient, au lieu d'une multitude d'impôts différenciés, qu'un impôt unique, le *tributum*, payé par le maître de l'oïkos qui bénéficiait de toutes les espèces de revenus diversifiées ensuite par l'« économie monétaire » moderne.

Pour Rodbertus, l'oïkos était symbolisé par le vaste domaine familial romain où travaillaient les esclaves, mais une confusion historique apparaît dans la tendance à parler de l'oïkos sans référence à une période déterminée. Le terme « oïkos » devint ainsi un simple clou où accrocher le concept d'économie naturelle dans laquelle l'argent, les marchés, l'échange n'occupaient qu'une place restreinte en dépit de l'existence d'une organisation élaborée de la production.

L'élément essentiel de cette théorie spéculative, sur lequel s'articula plus tard la controverse, est la déclaration de Rodbertus selon laquelle, dans cette économie d'oïkos,

« nulle part n'interviennent les achats et les ventes ; les marchandises ne changent pas de mains. Puisque le dividende national ne subit jamais de transfert, en aucun cas il ne se fractionne, comme dans le monde moderne, en des catégories différentes de revenus [...]. Tout ceci exigeait donc une économie en nature. L'argent n'était pas nécessaire pour faire passer le dividende national d'une phase de production à une autre dès lors que n'intervenait aucun changement de propriétaire » (6).

1.2 Karl Bücher et Eduard Meyer

L'affaire aurait pu en rester là si n'était paru, en 1893, l'ouvrage de pionnier de Karl Bücher, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*. Le grand mérite de Bücher a été de lier l'étude de la vie économique dans le monde antique à l'économie primitive. Il visait à construire une théorie générale du développement économique depuis les temps primitifs jusqu'aux temps modernes. Il n'assimilait pas l'Antiquité classique à la société primitive, mais en mettant l'accent sur les origines tribales relativement récentes de la société antique grecque et romaine, il indiquait que la vie économique antique serait peut-être mieux comprise si on la considérait dans la perspective d'une société primitive plutôt que d'une société moderne.

Pour ce qui touche à notre propos, il soutenait que nous ne trouvons pas, avant l'apparition de l'état moderne, de *Volkswirtschaft*, c'est-à-dire de vie économique complexe qui dépasse l'échelle de la cité. Jusqu'à l'an 1000 après J.-C., l'économie se maintint au stade de l'économie domestique fermée, dans laquelle la production ne visait qu'à satisfaire les besoins de la maison et n'impliquait aucun échange entre les différentes unités domestiques. La

(5) *Ibid.*, p. 344.

(6) *Ibid.*, p. 345-6.

vie économique des Grecs, des Carthaginois et des Romains, disait-il, se caractérisait par cette économie d'oïkos (il se référait ici à Rodbertus) (7).

Bücher concéda plus tard que le travail librement rémunéré, les services professionnels et les échanges en général occupaient une place plus importante avant qu'après le développement d'une économie esclavagiste à grande échelle. Cependant il maintint encore sa thèse sous la forme suivante : la vie économique complexe à caractère territorial et à grande échelle résulte d'un développement couvrant des milliers d'années et ne se manifeste pas avant l'état moderne. Antérieurement, et pendant de longues périodes, l'humanité vécut sans aucun système d'échanges de marchandises et de services qui méritât le nom de vie économique complexe à l'échelle nationale (8).

En choisissant l'oïkos qui assurait sa propre subsistance comme élément fondamental de la société antique, et en plaçant cette construction dans une théorie spéculative du développement économique, Bücher se trouva obligé de nier la signification du commerce et de la monnaie dans la société antique. C'est ainsi que le malheureux théorème de l'oïkos décida du sort de la controverse qui s'ensuivit et fournit une cible facile à Eduard Meyer qui contesta vigoureusement la position de Bücher en 1895 (9).

Meyer résuma sa thèse polémique dans cette affirmation : « La période la plus récente de l'Antiquité était d'essence entièrement moderne » (10). A l'appui de cette assertion, il fournit des preuves sur un certain nombre de points qui semblaient décisifs. « Le monde antique possédait une vie économique organisée avec un système de transport très développé et des échanges intensifs de marchandises » (11). « Dans l'Orient antique, nous trouvons, depuis la période la plus reculée sur laquelle nous possédions des informations, une industrie de transformation très importante, un système général de commerce et l'utilisation des métaux précieux comme moyens d'échange » (12). Il continuait en disant que dès 2500 avant J.-C., Babylone nous offrait de nombreux documents traitant de transactions commerciales privées d'esclaves, de terres, d'immeubles et de la division de la propriété après un décès, etc. Nous y découvrons un système de comptabilité élaboré en termes d'or et d'argent qui se répandit dans tout le monde civilisé et qui servit de base de référence pour la frappe de la monnaie. Un point essentiel semblait prouver le modernisme économique du monde antique : « Le commerce et la monnaie revêtaient une importance fondamentale dans la vie économique des Anciens » (13).

La position de Meyer correspond à ce que Hasebroek a appelé l'attitude « moderniste », qui fut décrite par Oertel comme approche « positive » et qualifiée par Salvioli de conception historique. On pourrait peut-être, avec plus de précision, caractériser cette position de conception « orientée vers le marché ». Notre monde moderne se définit en fait par un développement sans précédent de la capacité de production, un réseau commercial international et l'emploi de la monnaie comme moyen universel d'échange. En suggé-

(7) Karl BÜCHER, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, qui a été traduit en anglais : New York, 1912, p. 96-7.

(8) *Ibid.*, p. 88.

(9) Ce défi fut lancé par MEYER dans la conférence qu'il prononça au 3^e congrès des historiens allemands à Francfort en 1895. Cette conférence, « Die wirtschaftliche Entwicklung des Altertums », est publiée dans Eduard MEYER, *Kleine Schriften*, Halle, 1924, p. 79 et suiv.

(10) *Ibid.*, p. 89.

(11) *Ibid.*, p. 88.

(12) *Ibid.*, p. 90.

(13) *Ibid.*, p. 88.

rant que le monde antique s'était engagé sur cette même voie, Meyer adoptait évidemment une attitude « moderniste » qui était également « positive » en ce sens qu'elle attribuait les caractéristiques du monde moderne à la civilisation antique et qui, en outre, représentait la conception historique du XIX^e siècle. Mais ces qualificatifs ne rendent pas l'idée essentielle de la position de Meyer. L'institution fondamentale de l'économie moderne est le marché. C'est par lui que la production, le commerce, la monnaie sont intégrés dans un système économique autonome. Et le point crucial de la position de Meyer et des « modernistes » est qu'en affirmant l'existence d'une industrie de transformation à grande échelle, d'un commerce et d'une monnaie, ils supposent également que ces éléments sont *organisés* sur le modèle du marché. Or, savoir si ces éléments d'une économie spécifique sont ou non organisés sur ce modèle constitue un sujet d'investigation au moins aussi fondamental que la recherche de l'existence de ces éléments. Le fait que le débat ait porté presque exclusivement sur l'importance de l'oïkos rejeta dans l'ombre cet aspect particulier et par le fait même affaiblit la position des « primitivistes ». Les « preuves » jouèrent nettement en leur défaveur.

Le transport sur de longues distances et l'échange des marchandises, de même que l'utilisation d'objets à valeur monétaire, étaient en fait des traits de la vie économique antique largement répandus, et, en 1932, Michael Rostovtzeff était en mesure d'affirmer que la thèse de l'oïkos n'était pratiquement plus soutenue par qui que ce soit (14). Mais, pour les tenants de l'économie de marché, ce fut une victoire désastreuse. L'oïkos avait été un problème faussé dès le départ. Une fois cette thèse complètement discréditée, l'argumentation pouvait se situer au niveau qu'elle aurait dû adopter dès l'origine. A ce niveau, on ne conteste pas les « faits » tels que les transferts d'esclaves, de céréales, de vin, d'huile, de poteries, leur passage en des mains diverses entre des peuples éloignés, pas plus que l'on ne nie l'existence d'échanges locaux entre ville et campagne. L'utilisation d'objets à valeur monétaire n'est pas non plus mise en doute. La question est de savoir comment ces éléments de la vie économique furent institutionnalisés, de manière à entraîner les continus déplacements de biens et de personnes essentiels à une économie stable.

1.3 Max Weber et Michael Rostovtzeff

En définitive, ce fut le génie de Max Weber qui permit à la controverse d'atteindre ce niveau. Rejetant et l'approche « primitiviste », et l'approche « moderniste » du problème, Max Weber reconnut qu'il existait des analogies entre l'économie du monde antique européen à l'apogée de son développement et celle de la période la plus récente du Moyen Âge, mais il mit l'accent sur les caractères différentiels de la culture antique qui, pour lui, en constituaient toute la spécificité (15).

La force qui, selon Weber, entraînait les économies grecque et romaine dans leur direction propre était l'orientation politico-militaire générale de la

(14) Cf. sa critique de J. HASEBROEK, *Zeitschrift für die Gesammete Staatswissenschaft*, 92, 1932, 334.

(15) « Die sozialen Gründe des Untergangs der antiken Kultur », *Gesammelte Aufsätze zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, Tübingen, 1294, p. 289-311. Cf. également *Wirtschaft und Gesellschaft*, ch. 8, Tübingen, 1922.

culture antique. Dans les temps anciens, la guerre était une chasse pour se procurer des hommes, et des combats incessants découlaient des avantages économiques qui, en temps de paix, s'acquerraient par des moyens politiques. Même les villes, bien qu'apparemment semblables à celles du Moyen Âge dans leur cadre économique, en différaient essentiellement dans l'ensemble de leur conception et de leur organisation.

« Prise dans son intégralité [...] la démocratie de la cité antique reposait sur une guilde politique. Le tribut, le butin, les sommes versées par les cités confédérées étaient simplement distribués aux citoyens. La guilde politique détenait le monopole des cléroutiques, de la distribution des territoires conquis aux citoyens et de la répartition des dépouilles de guerre ; enfin, avec les bénéfices de son activité politique, la cité payait les entrées au théâtre, les attributions de céréales, les services des jurés et des ministres du culte » (16).

Weber ouvrait ainsi la voie à une nouvelle interprétation des « faits » à propos desquels le débat était maintenant presque clos. Son approche, libre de toute théorie préconçue d'un développement économique par étapes, montrait la possibilité d'un niveau relativement élevé d'organisation économique dans un cadre social fondamentalement différent du système moderne de marché.

Il est cependant difficile de dire que Weber a résolu les problèmes de ce débat d'un siècle, car s'il esquaissa les contours d'une approche nouvelle, il ne fournit pas les instruments conceptuels qui auraient permis de répondre à des questions spécifiques sur l'organisation du commerce, les emplois de la monnaie et les méthodes d'échange. Et bien que l'étude détaillée et magistrale de Johannes Hasebroek sur la thèse de Weber en 1931 (17) assurât une importante victoire aux dits « primitivistes », les contestations et remises en question de Michael Rostovtzeff montrèrent que tous les problèmes n'avaient pas été résolus pour autant.

Rostovtzeff concéda que la lutte des classes et les révolutions qui engendrèrent la démocratie des États-cités de la Grèce étaient d'un type différent de celles qui instaurèrent le capitalisme dans le monde occidental moderne et que les idéaux de la société nouvelle conservaient la marque de la société clanique qui l'avait précédée (18). Mais ces arguments ne firent que situer plus avant l'origine du débat. Rostovtzeff argua que le débat devait se concentrer sur le grand moment du développement de l'économie antique, c'est-à-dire à la période hellénistique et au début de la période romaine. À propos de cette période, Rostovtzeff soutint avec fermeté qu'à son avis « la différence entre la vie économique de cette époque et celle du monde moderne n'était que quantitative et non pas qualitative » (19). Nier cette thèse, déclara Rostovtzeff, reviendrait à nier que le monde antique soit parvenu à un développement économique quelconque pendant quatre mille ans.

Comme Oertel, Rostovtzeff affirma que la controverse se résumait en ce dilemme : le monde antique a-t-il, au cours des siècles, connu un développement semblable à celui du monde moderne, ou reposait-il entièrement sur une vie économique de type primitif ? Il qualifia le théorème de l'économie domestique fermée de construction idéale qui n'avait jamais existé, surtout pas en Grèce où l'on commerçait activement avec les empires orientaux très développés. Les Grecs ioniens ne bénéficièrent-ils pas de leur contact avec les

cités du Proche-Orient où ils s'installèrent ? « Certainement, il avait dû se passer quelque chose » (20) !

Cette prise de position de Rostovtzeff sur les problèmes de la controverse de l'oïkos parut en 1932 et représenta le point culminant d'un débat qui durait depuis près de quarante ans, c'est-à-dire depuis la publication du livre de Bücher en 1893. Il convient cependant de noter combien les problèmes s'étaient peu clarifiés. Les parties adverses s'opposaient encore dans une semi-obscurité conceptuelle.

L'origine de la confusion apparaît maintenant avec évidence. Les deux parties, à l'exception de Weber sur quelques points, se montrèrent incapables de concevoir une économie élaborée avec son commerce, sa monnaie, ses lieux de commerce, qui fût organisée selon un système autre que le système de marché. Les « primitivistes », qui insistèrent sur la différence entre le monde antique et le monde moderne, cherchèrent une confirmation de leur thèse dans l'oïkos qui pour eux représentait un stade ancien du développement de ce même système de marché. Pour les « modernistes », la Grèce et Rome reposaient sur des fondements dont la construction avait pris quatre mille ans et dans lesquels s'intégrait le Proche-Orient antique avec sa vie économique et culturelle florissante. Meyer mit l'accent sur l'important développement de cette zone, et Rostovtzeff sur son contact avec la culture grecque et romaine. Il leur semblait inconcevable qu'une si longue période, si riche en réalisations culturelles, n'ait pu produire une économie qui n'atteignît au moins le niveau de la période la plus récente du Moyen Âge. Comme le déclarait Rostovtzeff : « Il avait dû se passer quelque chose ! ».

Et si ces quatre mille ans de développement s'étaient écoulés selon des directions différentes de celles du monde moderne ? Alors il faudrait réviser les perspectives pour l'étude de la Grèce et de Rome. Afin de porter un jugement sur la grande période de l'économie antique, il faudrait donc adopter, non pas le capitalisme, mais un autre modèle d'organisation de la vie économique. Cette conception du problème avait été suggérée par la perspective primitiviste de Bücher et par l'approche politico-militaire de Weber. Mais ni Bücher, ni Weber n'avaient fourni des instruments conceptuels permettant de reconnaître ce qui s'était passé, c'est-à-dire de déterminer les fondements institutionnels de ce type différent de développement économique.

C'est à cette tâche que sont consacrés les chapitres qui suivent. En examinant à nouveau la place du commerce, de la monnaie et du marché dans les empires méditerranéens, on découvre une perspective radicalement nouvelle pour considérer la vie économique du monde antique. Cette perspective donne aux problèmes de la controverse de l'oïkos une portée beaucoup plus vaste, car, maintenant, les éléments concernant les marchés et les échanges commerciaux, qui apparaissent au cours de la période grecque classique et de la période hellénistique, ne sont pas regardés comme l'héritage de plus de quatre mille ans de développement mésopotamien, mais comme de remarquables innovations qui cherchent à prendre place dans la culture grecque.

(20) *Ibid.*, p. 338.

(16) MAX WEBER, *General Economic History*, Glencoe, 1950, p. 331.

(17) *Griechische Wirtschafts- und Gesellschaftsgeschichte*, Tübingen, 1931.

(18) *Op. cit.*, p. 337.

(19) *Ibid.*, p. 335, n. 1.

Karl Polanyi

Le commerce sans marché au temps d'Hammourabi

Dans presque tous les secteurs de recherche, il peut arriver, à un moment ou à un autre, qu'à mesure que s'élargit le domaine des faits connus, ceux-ci semblent moins s'intégrer dans un cadre défini. En ce qui concerne l'économie babylonienne, dès 1909, Max Weber se montra conscient de profondes difficultés, mais ne revint jamais sur ce problème. Parmi les assyriologues eux-mêmes, les symptômes de malaise ne se firent jour que relativement tard, mais d'une manière d'autant plus significative. Paul Koschaker qui, à plusieurs reprises, mit en garde contre certaines suppositions émises par les premiers chercheurs, regretta finalement que ses propres efforts aient abouti à une impasse. Son étude sur l'administration économique du vieil Etat babylonien (1942) se terminait, selon ses propres termes, sur « une note de désaccord et de scepticisme ». Il indiquait qu'il n'avait pas été possible d'appliquer de manière satisfaisante notre vocabulaire relatif aux transactions au développement du commerce gouvernemental tel que le décrivaient les documents de Larsa. Il se pourrait, ajoutait-il, que nous devions, pour le moment, nous résigner à l'imperfection des concepts rationnels pour rendre compte des irrationalités administratives de ce qu'il accusait d'être des méthodes commerciales très bureaucratiques. On peut attribuer cette phraséologie particulière à un parti pris qui aurait diminué la perspicacité de ce grand savant ; mais cette idée conduit à passer à côté du problème. Le rien moins qu'anti-socialiste V. Gordon Childe ne réussit pas non plus à dissiper l'obscurité qui enveloppait la première forme de vie économique de cette région. Sa théorie d'une « révolution urbaine » reflétant les résultats d'une avance spectaculaire de l'archéologie de la préhistoire ne répond pas cependant à la question de savoir comment étaient organisés la production et le commerce. On pourrait donc affirmer que les obstacles à une compréhension plus approfondie outrepassaient les centres d'intérêt de la philosophie historique ou de la politique économique. En fait, il y a peut-être de fortes raisons de croire que la frustration ressentie par le chercheur dans le domaine de l'économie babylonienne n'est que la dernière phase de cette confusion qui, pendant presque un siècle, subsista sous le nom de controverse de l'oïkos et qui a été présentée dans le chapitre précédent. Il s'agissait en gros de savoir si, à l'apogée de son développement, la société de la Grèce classique et de Rome, dans ses orientations économiques, était essentiellement moderne ou bien primitive.

2.1 Pseudo-économie et inversion des perspectives

Rétrospectivement, il n'est pas très difficile de s'apercevoir pourquoi l'interprétation demeurerait vague, même lorsque se réalisait un large accord sur les faits. En réalité, il s'agissait de savoir dans quelle mesure l'économie, dans ses différentes sphères, était organisée dans des marchés. Les indices qui témoignent de marchés organisés ne sont pas aussi faciles à trouver qu'on pourrait l'imaginer. Même dans les conditions actuelles, il est souvent délicat d'affirmer qu'à un moment donné et en un lieu déterminé fonctionne un mécanisme offre-demande-prix pour une marchandise ou un service défini. Pour ce qui est du passé lointain, les preuves directes peuvent faire défaut. Nous sommes alors contraints de nous fonder sur des preuves indirectes telles que les traits culturels qui révèlent généralement la présence de marchés et d'activités de marché dans une société. Mais ce type de preuves est trompeur. Certains traits, qui en apparence rappellent une culture de type commercial, peuvent se présenter indépendamment des marchés et même de l'économie tout entière. Des exemples célèbres de pseudo-économies tels que le *potlatch* ou le *kula*, dont certains détails apparaissent presque comme une imitation des activités du spéculateur, abondent chez les Manus de l'archipel de l'Amirauté, chez les Tolowa-Tututnis de Californie ou chez les Kwakiutls de la côte Nord-Ouest. Des habitudes qui ne sont pas essentiellement économiques, telles l'incitation à la spéculation, la concurrence dans les enchères, une comptabilité rigoureuse, le goût du risque, la fierté de brasser des affaires, qui apparaissent dans la vie commerciale moderne, jouent également un rôle vital dans l'édifice social des communautés primitives. De toute évidence, la présence de ces traits pseudo-économiques ne prouve pas l'existence de marchés organisés. De plus, et c'est une ambiguïté supplémentaire, on découvre que certaines institutions purement économiques dont nous estimons, à juste titre, que l'apparition, dans leur forme élaborée, date de l'époque moderne, existaient également dans les communautés primitives. Cependant bien que dans leur structure les institutions puissent être analogues, dans leur fonction elles peuvent très largement différer. Dans leur forme première, elles palliaient l'absence de marchés ; dans leur forme ultérieure, elles apparaissent, au contraire, comme un *complément* à l'existence du marché. Ainsi, au cours des siècles récents, la vie commerciale donna naissance à des structures de crédit complexes et à des systèmes de clearing, à des formes compliquées de courtage et à des monnaies à usage spécifique. Tous ces éléments peuvent être considérés comme nouveaux. Pourtant, dans les sociétés archaïques, avaient existé sous des formes moins complexes des institutions analogues. L'explication en est simple. Lorsque le troc est largement répandu, le crédit, le courtage, le clearing ou la monnaie utilisée comme étalon permettent le maintien de ce troc et compensent l'absence de monnaie d'échange et de marchés.

En termes modernes, on peut dire que dans ce cas, l'absence de marchés organisés exige un substitut fonctionnel. En l'absence de monnaie utilisée comme moyen d'échange, il existe souvent d'importantes réserves publiques de denrées de base qui s'accompagnent de pratiques de clearing et de l'habitude de comptabiliser les dettes individuelles. Bien que la monnaie ne soit pas utilisée comme moyen d'échange, elle peut être employée comme étalon aussi bien que comme moyen de paiement. A des buts différents correspondent des marchandises différentes. Le courtage et la vente aux enchères sont alors les procédés habituels d'organisation de l'échange. Avec le développement

des marchés, de telles pratiques deviennent évidemment superflues et tendent à disparaître jusqu'au moment où, beaucoup plus tard, elles resurgissent, mais cette fois sous une forme compliquée et avec un nouveau rôle qui est d'aider le fonctionnement de marchés très développés. Typique de la résurgence actuelle de ces traits institutionnels et de ces procédés opérationnels est le domaine de ce que nous appelons les opérations bancaires. Historiquement, l'apparition des changeurs, ces premiers banquiers, *précéda* l'emploi général de la monnaie frappée. Même la banque à succursales atteignit un niveau élevé de développement dans l'Égypte ptolémaïque où elle servit à gérer une économie en nature, avancée et planifiée, sans marché ni monnaie comme moyen d'échange. En fait, le règlement des obligations comptabilisées entre commerçants semble avoir été général mille cinq cents ans avant l'Égypte ptolémaïque, dans le commerce de l'Assyrie antique, non seulement en l'absence de marchés pour fixer les prix, mais aussi de monnaie frappée.

En résumé, l'élément d'indécision dans la controverse de l'oïkos était le rôle du marché sur lequel les problèmes se concentrèrent en réalité sans que les parties adverses en prennent suffisamment conscience. Considérant la question en ces termes, Rodbertus souligna qu'en l'absence de système de marché dans l'ancien empire romain, l'imposition devait naturellement s'opérer sur la base d'une taxe générale de la propriété portant sur les domaines familiaux des grands propriétaires de terres et d'esclaves qui vivaient pratiquement en autosubsistance. Bücher, dans cette même perspective, reconnut que les économies modernes étaient intégrées grâce à des marchés nationaux qui eux-mêmes étaient en grande partie des créations de l'État. Pareil développement n'avait jamais existé auparavant. Enfin, la position de Weber sur le capitalisme dans l'Antiquité aussi bien que celle de Rostovtzeff se résument en une question de fait : celle de savoir dans quelle mesure, importante ou infime, le développement économique de la Rome antique, dans ses diverses périodes et ses divers aspects, s'était produit grâce à des marchés. Mais en affirmant la présence des marchés, il nous faut éviter avec soin une pierre d'achoppement. Les activités économiques développées dans des conditions de marchés peuvent ressembler à des activités analogues développées dans des conditions antérieures à l'apparition des marchés, mais leur fonction diffère très largement. La distinction entre économie pré-marchande et économie marchande doit aider à éviter « l'inversion des perspectives », comme on pourrait l'appeler, qui pousse souvent les historiens à voir dans l'Antiquité des phénomènes tout à fait « modernes » alors qu'en réalité ils se trouvent en face de phénomènes typiquement primitifs ou archaïques.

2.2 Problèmes de l'économie babylonienne

En fait, en 1942, Paul Koschaker se montrait beaucoup moins sûr de notre compréhension de l'économie babylonienne que ne l'avait été Eduard Meyer en 1895. Nous allons maintenant dégager les raisons fondamentales de cette évolution.

Peu après le conflit qui opposa Bücher et Meyer, on découvrit la stèle d'obsidienne sur laquelle était gravé le code d'Hammourabi. Il s'agissait en fait d'un code de droit commercial qu'à l'époque on estima dater d'environ

vingt-cinq siècles avant notre ère (21). La signification des nombreuses tablettes d'argile que l'on avait précédemment exhumées, et qui se rapportaient à des sujets commerciaux, apparut alors. Tout portait à croire que la civilisation était née des instincts commerciaux de l'homme et que le berceau de notre propre monde, celui d'une culture d'homme d'affaires, avait été découvert à Babylone. Face à de tels faits, démontrer le caractère primitif de la vie économique de l'Antiquité aurait alors relevé de la folie. Un groupe de savants, dont le sérieux était indiscutable, se porta garant des découvertes collectives. Les divergences entre eux ne manquaient cependant pas sur des points de détail, non plus que la reconnaissance d'importantes lacunes, mais aucun doute ne pouvait subsister quant au caractère général de l'économie, à l'*ethos* des participants, aux attitudes et échelles des valeurs qui orientaient leur comportement. Nous nous trouvions ici face à l'essence même d'une communauté commerçante à l'esprit capitaliste, dans laquelle le temple et le palais s'adonnaient l'un et l'autre au négoce, usant au mieux de leurs chances en prêtant de l'argent à un taux usuraire et inspirant l'esprit de profit à une civilisation tout entière pour des millénaires. C'est par rapport à ce courant d'opinion que devraient être pris en considération les doutes exprimés ici à propos de l'organisation réelle de la vie économique du Proche-Orient antique.

En fonction de notre interprétation de la controverse de l'oïkos, l'impasse théorique peut être formulée en quelques mots. La vie économique babylonienne était nécessairement apparue comme un ensemble complexe d'activités dépendant en fin de compte du fonctionnement d'un système fondamental de marché. Les marchés représentaient les assises sur lesquelles reposait, comme dans une axiomatique, la détermination des diverses formes de commerce, des usages de la monnaie, des prix, des transactions commerciales, de la comptabilité des profits et des pertes, de l'insolvabilité, de l'association, en bref, des éléments essentiels de la vie commerciale. Il s'ensuivait qu'en l'absence de tels marchés les explications données concernant les institutions économiques et leur mode de fonctionnement devaient s'écrouler.

Or nous nous trouvons précisément dans ce cas. Babylone ne possédait, en fait, ni places de marché, ni système de marché organisé de quelque sorte que ce fût.

Cette affirmation, qui constitue la thèse principale de ce chapitre, s'appuie sur un certain nombre de groupes de faits qui se corroborent :

(1) Hérodote qui visita Babylone entre 470 et 460 avant J.-C. souligna avec insistance : « Les Perses ne fréquentent pas les places de marché et en réalité il n'en existe pas une seule dans leur pays » (I, 153). Ce passage fut évidemment ignoré par les historiens économiques de la Mésopotamie.

(2) Même une étude superficielle du caractère légal des transactions économiques depuis l'époque de la vieille Babylone jusqu'à celle des Perses montrait la valeur de la thèse admise, selon laquelle, en dépit des distorsions dues à l'« Ere des Ténèbres », aucun changement frappant ne s'était jamais produit dans la nature et le caractère de ces transactions.

(3) Il apparaissait comme de simple bon sens que si les places de marché avaient existé à l'époque d'Hammourabi, elles n'auraient pu, quelle que soit leur importance, disparaître au point de ne pas resurgir avec la reprise des

activités commerciales qui eut lieu un millénaire plus tard, c'est-à-dire, avant qu'Hérodote ne visitât Babylone.

(4) Selon des preuves archéologiques sérieuses, les villes de Palestine entourées d'une enceinte, à la seule exception de Jérusalem au temps des Grecs, ne possédaient, jusqu'à leur destruction, aucune sorte d'espace ouverts.

(5) Il aurait été difficile de ne pas trouver d'indice de la principale place de marché de Babylone. Pourtant, les documents littéraires contemporains relatifs aux noms, aux emplacements et aux tracés des temples et avenues de cette cité, que l'on découvrit dans la bibliothèque d'Assurbanipal, ne mentionnaient aucun espace ouvert de cette sorte.

(6) Une demi-douzaine de mots différents rencontrés dans divers documents cunéiformes et traduits dans des contextes variés par le mot « marché », révélèrent après un examen plus approfondi, ou bien qu'ils ne signifiaient pas du tout « place de marché », ou bien que leur sens demeurait pour le moins douteux.

(7) Finalement, en février 1953, A. L. Oppenheim fournit une confirmation partielle de cette thèse dans les termes suivants : « En ce qui concerne ces problèmes spécifiques, l'évidence archéologique témoigne contre l'existence de « places de marché » dans les cités du Proche-Orient antique. »

2.3 Un ancien comptoir assyrien

L'étude sommaire des descriptions d'un ancien comptoir assyrien qui, à l'époque d'Hammourabi, subsista pendant un siècle au centre de l'Asie Mineure, nous donnera une version généralisée de la manière dont les assyriologues concevaient, il y a seulement quelques décennies, l'organisation du commerce, dans ce cas reconnu comme particulier. Une telle recherche mettra en relief les problèmes qui doivent surgir, s'il faut que la conception traditionnelle fondée sur l'hypothèse des marchés laisse place à une autre conception qui, bien que s'appuyant sur les mêmes données, rejette cette hypothèse. Il sera presque impossible d'éviter certaines répétitions, lorsque nous opposerons le tableau composite tel qu'il se dégage de nos sources — notamment l'ouvrage de Landsberger paru en 1925 et celui d'Eisser-J. Lewy paru en 1935 — à l'esquisse que nous suggérons ici comme étant son répondant. La première publication était inévitablement conjecturale et reconnue comme telle, étant donné le caractère lacunaire des informations ; aussi son auteur réclamait-il, à juste titre, le droit de rendre librement les matériaux sélectionnés à l'appui, de façon à donner corps aux textes originaux qui, réunis avec une précision méticuleuse, ne se seraient présentés que comme des fragments incohérents. La seconde publication, parue dix ans plus tard, comprenait l'ensemble des tablettes alors transcrites et s'accordait pour l'essentiel avec la première, mais s'en différenciait — mis à part des problèmes de détail — principalement par l'exactitude littéraire et l'élaboration juridique. Landsberger avait présenté une suite brillante de scènes vivantes évoquant le scénario du commerce. Eisser-J. Lewy offrait un commentaire philologique et une systématisation juridique. Nous nous bornerons, dans ce rappel succinct et forcément sélectif de leur présentation, à trois points : les personnes et leurs incitations, la nature des marchandises et le caractère des activités.

Près de Kanesh, sur l'Halys, se trouve une colonie de marchands assyriens, membres de ce que l'on appelle le *kâroum*, hommes d'affaires qui tirent leurs

(21) Plus récemment, on a jugé qu'il remontait approximativement à la seconde moitié du XVII^e siècle avant J.-C.

bénéfices d'achats, de ventes, d'associations, de prêts et d'investissements. Les documents sont importants : ils couvrent quelque trois générations, puis s'arrêtent brusquement. Les marchands servent d'intermédiaires entre d'une part la ville lointaine d'Assour à laquelle ils appartiennent par leur race, leur religion, leur langue, et d'autre part les sujets d'un prince (ou des princes) indigène d'Anatolie centrale. Quelle que soit son origine, la raison d'être du comptoir, tel qu'il est organisé en fait, est d'acquérir du cuivre pour la Cité. Les bénéfices proviennent des achats et des ventes de marchandises, des prêts — à long ou à court terme —, des participations et des profits, comme pour les membres d'une société commerciale. La société commerciale est une affaire de famille, mais pas exclusivement. Fréquemment, pour récompenser un commis ou un jeune associé des services qu'il rend en tant que voyageur, on lui accorde un prêt sans intérêt, en espèces ou en marchandises, qu'il peut investir pour faire du commerce à son propre compte (be'oulatoum). Le principal moteur du commerce est l'homme puissant d'Assour (oummeanu) qui fournit les marchandises, prête l'argent, investit des sommes à long terme moyennant soit un intérêt, soit une participation, soit les deux à la fois. Cependant, quelques-uns des riches marchands de la guilde de Kanesh peuvent l'imiter. Le transport des marchandises est organisé sur une base commerciale avec le concours d'un groupe spécial de commissionnaires. Outre ces personnes, apparaît très nettement la silhouette anonyme du *tamkâroum* dont les fonctions, les intérêts et les activités, bien que manifestement de grande importance, demeurent confus. L'essentiel des marchandises est constitué, comme nous l'avons mentionné, par le cuivre dont le *kâroum* en tant que tel détient le monopole. En second lieu, il y a les marchandises en consignment comme le plomb (l'étain ?) et les étoffes précieuses qui viennent de la capitale. De Kanesh, on exporte des étoffes fabriquées localement et d'autres marchandises. Les barres d'argent circulent dans les deux sens. En troisième lieu on mentionne les marchandises « libres », c'est-à-dire qui ne font l'objet ni d'un monopole ni d'une consignment. L'achat et la vente, principalement des marchandises en consignment, sur lesquelles le marchand peut réclamer une commission, constituent sa principale activité. Pour le reste, son travail consiste à trouver un client pour ses marchandises et à tirer le plus grand profit des aléas du marché. Les prix et les taux d'intérêt varient presque à la manière boursière, aussi doit-il les surveiller continuellement. Les tractations entre marchands donnent lieu à des querelles qui se résolvent souvent par arbitrage. En d'autres cas, des sanctions sévères, morales aussi bien que physiques, semblent menacer le délinquant aux mains des autorités. Tout ceci s'accorderait parfaitement avec un système de commerce fondé sur le marché avant que n'apparaisse la monnaie et que ne soient établis des organes exécutifs capables de faire respecter les décisions de la cour.

D'autres points semblaient ne pas aussi bien cadrer avec ces suppositions. Landsberger ne manquait pas de remarquer qu'on ne mentionnait presque jamais explicitement les bénéfices, qu'on ne parlait jamais de pertes, que les prix ne représentaient pas le centre d'intérêt et que les tractations entre marchands n'étaient pas garanties par une caution ou par un engagement, comme il est de coutume dans le commerce archaïque. Les données impliquaient aussi que les transactions autres que celles au comptant étaient prohibées, au moins en ce qui concernait les marchandises en consignment. De plus, on notait que les règles étaient parfois applicables sous la menace de la peine de mort.

Terminons ici l'étude sommaire de cette présentation traditionnelle.

2.4 Un commerce sans risque

Il devient maintenant impossible de ne pas jeter un nouveau regard sur la colonie de commerçants assyriens et de ne pas suggérer des méthodes de commerce répondant aux circonstances générales telles que nous les apercevons. Pourtant nous ne ferons, pour l'essentiel, que réinterpréter les données ci-dessus.

Dans tous ses éléments fondamentaux, un commerce sans marché — c'est là le point crucial — diffère d'un commerce avec marché. Ceci s'applique aux personnes, aux marchandises, aux prix, mais peut-être encore plus nettement à la nature de l'activité commerciale elle-même.

Les commerçants du *kâroum* de Kanesh n'étaient pas des marchands au sens où nous l'entendons. Ils n'étaient pas des gens qui gagnent leur vie en achetant et en revendant, c'est-à-dire en dégageant un bénéfice sur les différences de prix au cours d'une transaction. Ils étaient commerçants par statut, généralement en vertu d'un droit de succession ou d'un apprentissage précoce et peut-être en certains cas par nomination. A moins que la nomination ne s'accompagne d'un don substantiel de terrain — comme, on peut le supposer, dans le cas du *tamkâroum*, mais non dans celui des membres de la guilde — leur revenu provenait de la circulation des marchandises qui donnait lieu à une commission. Telle était l'origine de tout « profit », c'est-à-dire de ce fonds de marchandises, l'argent y compris, que partageaient en définitive les membres de la société commerciale elle-même aussi bien que les membres extérieurs, c'est-à-dire les créanciers et les associés.

Les marchandises étaient des marchandises commercialisables — emmagasinables, interchangeables et standardisées, *quae numero, pondere ac mensura consistunt*, comme dit le droit romain. En dehors des étoffes courantes, les principaux produits étaient les métaux, probablement l'argent, le cuivre, le plomb et l'étain, toutes marchandises estimées en fonction de leur équivalent en argent. L'argent, outre son rôle d'étalon, était également, dans une certaine mesure, un moyen de paiement. Dans ces deux cas, le rôle de l'or apparaît comme beaucoup plus restreint.

Les « prix » prenaient la forme d'équivalences fixées par l'usage, par la loi ou par proclamation. Les marchandises d'importance vitale étaient supposées être soumises à des équivalences permanentes, en fait, elles subissaient à long terme des changements corrélativement aux méthodes qui servaient à les fixer. Ceci n'affectait en rien le revenu du commerçant, indépendant des variations de prix. En principe, il existait toujours un « prix », c'est-à-dire une équivalence en fonction de laquelle le commerçant achetait et revendait. Mais les règles d'applications des équivalences étaient à peine les mêmes, suivant qu'il s'agissait de marchandises de monopole, de marchandises en consignment ou de marchandises « libres ». Les nombreux adjectifs qui accompagnent le terme d'équivalences se réfèrent à ces diverses règles et à leurs conséquences. L'équivalence pour le cuivre, marchandise de « monopole », était fixée par un traité commercial à long terme. L'extraction du cuivre, telle qu'elle était organisée par les autochtones, comportait, de la part des chefs, des assurances pour qu'une partie au moins des équivalences, probablement en marchandises que les gens désiraient, soit versée en quantités définies. Quant aux marchandises en consignment, principalement les étoffes précieuses fabriquées à Assour et le plomb (ou l'étain ?) importé, leurs « prix » étaient également fixés et les marchandises achetées et vendues à ce « prix ». Les « prix »

des marchandises libres sont particulièrement importants car ils pourraient être à l'origine des orientations éventuelles vers un commerce de marché ; en d'autres termes, la signification actuelle du prix s'est peut-être développée à partir des équivalences établies pour les marchandises « libres ». Les nombreux et divers adjectifs qui qualifient les équivalences dans le code de Sumer (que l'on retrouve également à Ougarit), de même que la terminologie particulière utilisée dans les documents de Larsa, montrent que le système des « équivalences » doit avoir été l'objet de règles administratives très compliquées. Au ^{xx}^e siècle après J.-C., ceci ne devrait surprendre personne.

Cependant, la principale différence entre le commerce administratif ou régi par traité d'une part, et le commerce avec marché d'autre part, se situe au niveau des activités mêmes du commerçant. A la différence du commerce avec marché, les activités sont dans le premier cas dénuées de risque, en ce qui concerne aussi bien les prévisions de prix que l'insolvabilité du débiteur.

Le risque sur les prix se trouve exclu en l'absence de marchés qui fixent les prix, qui en déterminent les variations, et du fait que l'organisation générale du commerce dépend, pour le profit, non pas des différences de prix, mais plutôt de la circulation des marchandises. De là, ce manque relatif d'intérêt pour les prix, cette absence de références, dans les affaires en cours, à des bénéfices, et qui plus est à des pertes. En effet, participer aux affaires, c'est participer à des bénéfices. Cette constatation a entraîné des conséquences d'une portée incalculable pour les formes d'association commerciale que l'on ne peut comprendre si, en règle générale, on ne fait mentalement abstraction des pertes sur les prix.

Il n'existe aucun risque quant à l'insolvabilité du débiteur et par conséquent les pertes sur de mauvaises créances sont à peine mentionnées. Pour l'organisation du commerce, ce fait s'avère aussi important que l'est l'absence de risque sur les prix.

Contrairement à ce qui se passe dans la société moderne, l'état archaïque traite comme matière de droit les obligations à l'égard du pouvoir public, mais pas toujours celles à l'égard du secteur privé. Celui à qui sont confiées des marchandises publiques doit être à tout moment en mesure de présenter soit les marchandises elles-mêmes soit leur équivalent. Ceci correspond bien à la pratique des transactions *in rem* (*Zug um Zug, didontes kai labontes*) et à l'exclusion du crédit. Voici quelques aspects connus du commerce pratiqué par le kâroum : (1) aucune vente à crédit ; (2) le commerçant de Kanesh reçoit son lot de marchandises contre une caution qui équivaut à la valeur des marchandises ; (3) les obligations contractées envers des tiers doivent être enregistrées près de l'autorité compétente : la Cité, le kâroum ou le Palais (pour les autochtones), donc, en principe, toutes les obligations sont garanties par les pouvoirs publics. Ce principe est largement attesté dans le commerce régi par traité ; (4) les pouvoirs publics n'assument ici aucun risque, dès lors qu'ils peuvent refuser de garantir des obligations dépassant la caution disponible.

En cas de fraude ou d'infraction aux principes de droit, on applique les sanctions les plus sévères.

Tout cet ensemble d'éléments explique pourquoi apparemment il n'existe pas de dettes insolubles ; pourquoi les décisions des arbitres sont exécutées sans problème ; comment les autorités qui tiennent les comptes peuvent simplement débiter le délinquant d'une somme qu'elles accordent à l'autre partie ; comment la qualité de membre du kâroum et une honorable position dans la Cité sont des conditions préalables à l'exercice du commerce ; pourquoi on ne trouve aucun engagement pour garantir un paiement ; pourquoi

le prêt sans intérêt dont se sert l'employé pour commercer à son propre compte (le be'oullâoum) n'est jamais perdu ; pourquoi le commerce est uniquement source de profit et non de perte.

Dans ce cas d'un commerce sans risque sur des bases administratives, le terme « transactions » convient à peine ; nous désignerons donc ce type d'activités par le terme de « dispositions ».

Les activités du commerçant étaient multiples : l'acquisition du cuivre impliquait l'extraction du minerai, sa collecte et son transport, l'affinage, l'emmagasinage et le paiement. Son travail consistait à stimuler l'activité extractive des autochtones par des avances et peut-être des investissements à long terme, d'une durée de plusieurs années, à assurer la livraison et le dépôt du cuivre près de la guilde de Kanesh. Mais il lui fallait surtout payer le cuivre et les autres produits qu'il avait achetés. Une partie pouvait être payée par l'affinage du cuivre, une autre avec de l'argent, de l'étain ou des étoffes importées de premier choix. Le reste du cuivre était exporté de même que les étoffes du pays, celles-ci après avoir peut-être été achevées sur les lieux. Tout ce qui était acheté avec des marchandises en consignment allait à Assour.

Bien que tout au long des transactions, les principes de « prix fixé », de « paiement à la livraison », de « garantie légale » et de « commission sur le volume des affaires » aient prévalu, la tâche du commerçant était loin d'être simple : il lui fallait établir des contacts avec les populations autochtones, juger correctement de leurs besoins en marchandises, organiser à temps ses arrangements financiers, se conformer strictement aux lois et règlements, disposer avec précision des marchandises qui lui avaient été confiées, veiller à la qualité des marchandises présentées d'un côté comme de l'autre, se procurer des fonds pour les avances aux futurs fournisseurs et pour le dépôt près du gouvernement, etc. Les erreurs et les omissions entraînaient des retards, des difficultés à obtenir des prêts, un approvisionnement réduit, des dépenses inutiles, des désagréments domestiques, une perte d'autorité au sein de l'association familiale, des problèmes avec les collègues et les autorités, une réduction du volume des affaires. Pourtant, dans ce commerce sans marché, n'existaient ni la perte sur les prix, ni la spéculation, ni l'insolvabilité des débiteurs. C'était une profession intéressante, mais un commerce sans risque.

2.5 Transactions et dispositions

Cette manière de négocier par dispositions était la principale caractéristique de l'ancien commerce assyrien. L'élément essentiel du comportement du commerçant n'était pas un acte bilatéral se traduisant par un contrat négocié, mais une suite de déclarations d'intention unilatérales, auxquelles s'attachaient des conséquences précises conformément aux *principes de droit* qui gouvernaient l'organisation administrative du commerce régi par traité, dans lequel le commerçant était engagé. Il est maintenant facile de dégager les critères du commerce par dispositions.

(1) L'acquisition de marchandises venant de loin — critère de tout commerce authentique — en constituait l'élément fondamental. L'approvisionnement en objets utiles s'effectuait pacifiquement. Les marchandises circulaient dans les deux sens. Un grand nombre de commis spécialisés travaillaient à l'acquisition et même au transport des marchandises. Les commerçants tiraient un revenu des activités dans lesquelles ils avaient un intérêt financier direct.

(2) Bien qu'agissant dans le cadre d'une organisation gouvernementale, et d'un système d'institutions officielles et semi-officielles, le commerçant restait un agent indépendant. Il n'était l'employé de personne, ne recevait d'ordre d'aucun supérieur, il lui était loisible d'étendre son commerce à son gré ou d'y mettre fin. S'il était inexpérimenté, paresseux ou imprévoyant, ses gains diminuaient, mais il n'avait pas à craindre les remontrances de son employeur ou d'une autorité supérieure, aussi longtemps qu'il observait la loi. La règle du *principe de droit* était souveraine.

(3) Cependant, même en principe, les transactions ou les *tractations privées* ne pouvaient être interdites. La raison d'être du « principe de droit » était donc la séparation institutionnelle des dispositions du commerçant relatives aux affaires publiques d'avec ses transactions privées. Le commerçant avait besoin d'un capital qui lui était fourni par des prêts à long ou à court terme ou bien par association ; de partenaires, membres de la société ; d'employés qui voyageaient pour lui et transportaient les marchandises sur de courtes distances ; il était libre d'acheter et de vendre des marchandises non consignées, de prêter de l'argent à des sociétés et de participer à leurs bénéfices. Pourtant, à aucun moment il ne devait y avoir de doute quant au caractère ou « public » ou « privé » de la transaction, que le commerçant ait agi dans l'exercice de sa fonction publique au cours de l'acquisition du cuivre qui impliquait des consignations de marchandises gouvernementales ou en dehors de cette fonction publique, c'est-à-dire de façon privée. Dans le premier cas, ses démarches revêtaient un caractère formel et ses actes étaient désignés comme des dispositions, dans le second cas, elles étaient informelles et pouvaient être décrites comme des transactions. Mais la nature des institutions qui dans les divers domaines de l'activité économique permettaient à une telle séparation de devenir effective nous demeure encore en grande partie inconnue. La séparation se situait-elle au niveau des différentes espèces de marchandises en question, au niveau des quantités, ou plutôt à celui de l'origine des fonds utilisés, ou résultait-elle d'une combinaison de ces critères ? Nous ne le savons pas encore.

(4) Les documents étaient rédigés par des scribes publics sous la surveillance de fonctionnaires publics, et une copie en était probablement classée dans les archives officielles sous une rubrique facilement identifiable. On pouvait à n'importe quel moment constater au siège administratif à quel stade en était les affaires. Les documents eux-mêmes étaient rédigés avec brièveté et précision, ce qui permettait à l'administrateur public, le tamkâroum, d'engager, à n'importe quel moment, une action à la requête d'une partie intéressée en possession légitime d'une copie du document justificatif.

2.6 Le tamkâroum

Les fonctions du tamkâroum trouvent leur explication dans les méthodes et l'organisation du commerce ; et réciproquement, ces méthodes ne se comprennent que par référence à l'office du tamkâroum. Son personnage et sa fonction sont *sui generis*. Ses charges primordiales sont celles d'un administrateur public ; il intente une action en justice aussitôt qu'une personne autorisée lui a présenté (ou plutôt lui a lu) la tablette d'argile adéquate en lui en laissant probablement une copie ; selon le cas ou la situation, il avance les frais de transport ou d'autres petites sommes ; il accepte les gages, par exemple un esclave donné à un marchand de la guilde pour carence d'un débiteur du

pays ; il sert d'intermédiaire entre la Cité et le marchand de la guilde : il fait acheter par ce dernier les marchandises en provenance de la Cité, et (bien que ceci n'apparaisse pas nettement) il livre à la Cité des marchandises pour le compte du commerçant ; il facilite le transport des marchandises en prenant sous sa responsabilité la monnaie et les marchandises confiées aux transporteurs, de même qu'il assure la sécurité des marchandises achetées dans la Cité pour le compte du marchand de la guilde (dans ces derniers cas, un document est rédigé et adressé au tamkâroum ; ce document, le créancier peut le transférer à un autre marchand de la guilde s'il est dans le besoin) ; il fait vendre des marchandises aux enchères à la demande d'un commerçant et il lui crédite la somme ainsi reçue, qu'elle soit « supérieure ou inférieure » au montant des équivalences. Il se charge d'autres services de moindre importance en matière de conseil juridique et d'intervention légale, près du kâroum notamment, si des différends surgissent avec les gens du pays. En cas de mort subite d'un commerçant puissant de la guilde, la séquestration de ses biens et de ses fonds, de même que la liquidation de la société, s'effectuent grâce à son intervention directe. Le tamkâroum ne retirait aucun revenu des affaires traitées, bien qu'il ait peut-être fait payer aux commerçants, selon un barème fixé, des honoraires pour les petits services qu'il rendait. La propriété foncière qui lui avait été accordée lors de sa nomination assurait sa subsistance.

Si la description du personnage du tamkâroum repose surtout sur des présomptions, celui de l'oummeanoum demeure franchement obscure. Les suggestions avancées ici ne sont que des tentatives de construction qui peuvent s'accorder avec le modèle d'un commerce sans marché et sans risque, organisé dans l'intérêt public, principalement en vue d'acquérir du matériel de guerre pour le gouvernement. Le financement de telles importations était un service public. Alors que les aspects commerciaux du problème étaient laissés au kâroum et au tamkâroum qui veillaient l'un et l'autre à la réussite des opérations, l'aspect financier revenait à l'oummeanoum. Celui-ci s'occupait, en premier lieu, des comptes des commerçants de la guilde, y compris des transferts du compte du débiteur au compte du créancier ; en second lieu, des investissements directs dans le secteur du commerce avec l'étranger, de façon à accroître l'approvisionnement et à le rendre plus régulier. L'oummeanoum, sans aucun doute, était un personnage public semblable au tamkâroum. Ses investissements et sa participation sont ce qu'on pourrait appeler des avances de trésor ; celles-ci se font généralement par comptes ronds, en onces d'or (on utilise des unités de deux onces), ce qui montre le caractère prestigieux de la transaction puisque l'or est un trésor. Nous ne savons pas avec certitude si l'on donnait aux « puissants » de l'endroit une chance d'investir dans ce commerce privilégié et de bénéficier ainsi des produits d'une main-d'œuvre assujettie (principalement féminine). Bien des indications laissent supposer que ce commerce s'étendait du palais à quelques privilégiés. Cléomène de Naucratis indemnisa les grands propriétaires fonciers d'Egypte après avoir introduit le monopole d'exportation du blé en leur accordant une part appréciable du consortium gouvernemental. Le roi du Dahomey traitait son entourage avec une semblable libéralité lorsqu'il s'agissait du commerce royal des esclaves dont il restait cependant le principal bénéficiaire.

En définitive, ce type d'organisation du commerce est probablement unique dans l'histoire. La mesure dans laquelle il a servi de modèle au port de commerce d'Ougarit et peut-être de Sidon, de Tyr et de Carthage ne peut, jusqu'à présent, que faire l'objet de suppositions. Il faut déjà tenir pour certain que contrairement aux notions traditionnelles, les activités commerciales

babyloniennes *n'étaient pas* à l'origine des activités fondées sur le marché.

Le chapitre suivant présente un survol de l'histoire économique de la Mésopotamie qui, à plus d'un titre, apporte des simplifications inattendues. L'absence de place de marché dans ce tableau dressé par un expert peut être considérée comme étayant, en un point crucial, les hypothèses qui servent de base à notre présentation. Il faut admettre qu'en aucun détail l'étude qui suit n'appuie les nombreuses présomptions que nous avons formulées dans ce chapitre pour donner vie aux vues exprimées ici et les rendre plausibles.

Si notre interprétation est née des faits, la question se pose de savoir comment, quand et où sont apparus le commerce avec marché, les variations de prix, les comptes débiteurs et créditeurs, les méthodes commerciales, les classes commerciales et tout l'attirail d'une économie organisée de marché. On s'apercevra peut-être alors que l'histoire du commerce avec marché s'est déplacée d'un millier d'années dans le temps et de quelques degrés de longitude Ouest dans l'espace, vers l'Ionie et la Grèce du premier millénaire avant J.-C.

3.

A. L. Oppenheim

Vue d'ensemble sur l'histoire économique de la Mésopotamie

brevis esse laboro,
obscurus fio ; sectantem levius nervi
deficiunt animique ; professus grandia turget
Ars Poetica, 25-27.

Si, pour écrire l'histoire économique d'une civilisation lointaine disparue, il suffisait de disposer d'une abondante documentation, le nombre même des textes cunéiformes portant sur tous les aspects de la vie économique de la Mésopotamie permettrait à l'historien de mener à bien cette tâche. Peu d'époques, s'il en est, avant l'épanouissement du Moyen Âge européen, sont aussi bien documentées sur les activités commerciales privées et les transactions des offices administratifs des temples et des palais que certaines périodes de l'histoire de Babylone et de l'Assyrie. Nulle part ailleurs — sauf peut-être en Chine et en Inde — il n'est possible d'observer pendant plus de deux millénaires l'apparition et le développement des institutions économiques.

Le nombre des tablettes d'argile relatives à ces sujets augmente chaque année par milliers sans que l'on puisse envisager la fin de cette accumulation, et le total des documents édités et non édités est proche de cent mille. La nature pratiquement inaltérable des matériaux supports de l'écriture s'ajoute à l'habitude de consigner par écrit les transactions administratives aussi bien que privées pour offrir une moisson aussi abondante que puisse l'espérer un historien de l'économie. Pourquoi alors les assyriologues de même que les historiens de l'économie n'ont-ils pas réussi à tirer le maximum de cette source d'information ?

La première raison réside dans le nombre même des textes disponibles que seuls quelques érudits veulent et peuvent utiliser convenablement. Cependant, plus important encore est l'obstacle conceptuel qui empêche une parfaite compréhension tant de la nature réelle d'une transaction consignée que de la complexité de son arrière-plan institutionnel. Imprégnés des théories économiques du XIX^e siècle qui influencent même les assyriologues très inexpérimentés en matière de théorie économique, nous nous trouvons contraints de placer chaque situation économique dans les coordonnées traditionnelles de monnaie, de marché, de prix, etc., telles qu'elles ont été définies et acceptées au cours des cent dernières années de notre civilisation. Constam-

ment nous appliquons ce cadre de référence sans même nous rendre compte qu'en fondant notre analyse sur un ensemble d'hypothèses que nous présumons être universellement applicables, nous déformons l'image de la Mésopotamie dans ses aspects les plus essentiels.

Mais cet obstacle n'est en aucune manière insurmontable. Les quelques chercheurs qui se sont intéressés aux institutions légales et à la religion de la Mésopotamie se sont rendu compte il y a quelque temps — même sans parvenir nécessairement au but souhaité — que toute tentative de compréhension des phénomènes complexes et fondamentalement étrangers d'une civilisation archaïque doit être orientée vers les modalités selon lesquelles cette civilisation elle-même les concevait. Lorsqu'il s'agit d'une civilisation de l'écriture, le moyen le plus efficace de parvenir à cette compréhension est d'étudier la sémantique de termes clés choisis, plutôt que d'utiliser comme voies d'approche les catégories modernes d'organisation. De l'avis général, ceci est extrêmement difficile lorsqu'il s'agit d'une langue morte que les historiens ne peuvent totalement exploiter en raison de la nature des matériaux écrits qui ont été accidentellement conservés.

La réaction contre les modes de pensée apparus au XIX^e siècle dans les domaines de l'histoire des religions, de la linguistique, de la sociologie, etc., nous a enseigné à respecter les civilisations étrangères et à aiguïser nos facultés critiques dans ces domaines de recherche ; mais il n'en va pas de même en ce qui concerne l'économie. Les discussions épistémologiques, traditionnelles ou non, y ont créé une atmosphère fermée à toute compréhension d'un modèle économique différent de celui qui est né du spectaculaire développement économique du monde occidental depuis le XVIII^e siècle. En conséquence, l'attitude des historiens de l'économie, qu'ils aient subi l'influence du matérialisme historique ou celle du libéralisme traditionnel, se caractérise par un manque de pertinence dans l'analyse des économies des peuples dits primitifs aussi bien que par une totale indifférence vis-à-vis des éléments essentiels de l'économie des grandes civilisations antiques.

Le projet interdisciplinaire de Columbia University a ouvert la voie à une approche nouvelle du problème, qui a été expérimentée dans plusieurs domaines avec un très grand succès.

L'avantage fondamental de cette approche est qu'elle nous offre un nouvel ensemble de concepts qui peuvent être utilisés pour décrire d'importants fragments de cette somme complexe et variée de données que les assyriologues recueillent dans les textes à caractère économique. Ces concepts servent d'abord à des fins de description et parviennent à révéler certains traits structurellement pertinents de l'économie mésopotamienne. Ils offrent des catégories adéquates pour organiser et pour présenter beaucoup d'observations importantes qui demeureraient autrement inintelligibles ; le plus important de ces concepts est celui de « redistribution ». Ceci n'implique pas que chaque période ou chaque zone dont témoignent les documents cunéiformes puisse être complètement et même convenablement caractérisée par ce terme ; en fait, le développement de l'économie mésopotamienne tout entier est marqué par des déplacements continuels de forces par lesquels est mise en évidence temporairement telle ou telle forme d'intégration économique, sans qu'à aucun moment les autres disparaissent complètement. L'approfondissement de la relation exacte entre le concept de « redistribution » et d'autres concepts, tel celui de « réciprocité », devient par conséquent la tâche primordiale de la recherche qui doit en outre s'étendre au domaine de l'histoire sociale, car ces

formes d'intégration économique sont en fait profondément incorporées à l'édifice social du pays.

De toute évidence, la nouvelle approche multipliera les problèmes bien plus qu'elle n'offrira de solutions faciles, mais sous son impulsion la recherche trouvera sans doute de nouveaux points d'attaque et elle obligera peut-être même l'assyriologue à abandonner l'excuse commode du manque de preuves qui entrave ses chances de résoudre les problèmes. Dans ces circonstances, la nécessité d'une réévaluation et d'un réexamen de tous les documents relatifs à des sujets économiques s'impose. En outre, cette manière de procéder devrait non seulement être appliquée à tous les matériaux écrits qui concernent directement le problème, mais aussi aux documents historiques, religieux et littéraires. Evidemment, l'envergure d'un tel projet ne permet pas à une personne de la mener seule convenablement à bien, et le sujet est trop nouveau et trop difficile pour promettre un succès facile. Pour cette raison, les pages qui suivent ne visent qu'à faire ressortir les possibilités de la nouvelle interprétation et se proposent plus une illustration de l'approche qu'une démonstration de son efficacité.

Trois facteurs principaux seront ici choisis comme ayant contribué à élaborer la base socio-économique singulière de la civilisation mésopotamienne, telle qu'elle se dégage des documents écrits de l'époque. Chacun d'entre eux se retrouve soit isolément soit en des combinaisons différentes dans d'autres civilisations du Proche-Orient antique, mais nulle part ailleurs n'apparaît l'association spécifique qui se produit dans le Sud du territoire de Babylone.

Il y a tout d'abord l'agriculture céréalière fondée sur l'irrigation qui est en mesure de fournir, même sans pluie, de bonnes récoltes et d'augmenter la superficie cultivée pour faire vivre une population en accroissement constant. Aux avantages de ce type d'agriculture — une récolte facile à emmagasiner et à diviser avec précision pour être distribuée, et qui rend au maximum en échange des efforts requis dans de telles conditions climatiques et technologiques — correspond le second facteur : un type unique d'occupation du sol. Une situation est ainsi créée qui, indubitablement, diffère de celle de l'Égypte, où dans des circonstances apparemment semblables, on peut observer le type relativement primitif d'intégration qui caractérise une économie d'emmagasinement. La différence déterminante semble résider dans la nature de l'urbanisation qui se matérialisa très tôt en Mésopotamie, en donnant naissance à un concept de cité spécifique. Dans ces cités, si petites qu'elles soient, un lien communal s'était si complètement substitué à toutes les allégeances des habitants, hormis celle envers leur famille proche, qu'on ne parvient même pas à trouver des vestiges des autres allégeances. Ce mode de relations interindividuelles trouve son expression dans la manière dont la cité s'administre et se comporte envers ses propres citoyens, envers les autres cités et envers l'autorité centrale. Le trait essentiel et unique de l'urbanisation dans la Mésopotamie du Sud-Est est le fait qu'une cité pouvait y devenir un centre d'activité culturelle sans le stimulant ou la présence de conditions sociales inhérentes au pouvoir politique.

L'organisation économique interne de ces cités demeure encore obscure, mais il semble possible d'affirmer qu'elle ne différerait pas essentiellement de celle des communautés villageoises que nous trouvons dans tout le Proche-Orient antique, y compris dans les régions où l'agriculteur dépendait de la pluie. Au milieu d'une zone de cultures occupant un terrain communal, autour de la cité, et où mûrissait la moisson destinée aux fermiers et aux quel-

ques artisans indispensables, ces villages pouvaient offrir à leur population une vie convenable qui ne réclamait que quelques contacts avec les autres cités et des utilisations seulement marginales de la monnaie. Il est essentiel de remarquer que chacune de ces cités comprenait la ville proprement dite (*uru*), le faubourg (*uru. bar. ra*) et le port (*kâr*). L'absence de place de marché apparaît précisément comme aussi révélatrice de la structure économique interne de la cité que l'est la présence d'une zone spéciale, le port, située hors des murs de la ville et affectée aux relations économiques entre cités. Ici intervient le troisième facteur et le plus décisif : dans nombre de ces cités existait un second système économique séparé dont le centre se situait dans un lieu saint, ou bien — à la suite d'un développement ultérieur — dans le palais d'un roi. Ce facteur représente nettement un système de redistribution dont la complexité et l'importance variaient.

Vers ce centre étaient dirigés, afin d'être entreposés ou transformés en objets manufacturés, les produits du labeur d'une hiérarchie complexe de personnel qui travaillait au sein et pour le compte de l'organisation. Les richesses amassées, source de pouvoir social et économique pour le centre qui les utilisait, servaient à des fins de prestige, de même que — par le truchement de certains canaux spéciaux de redistribution — à faire vivre une seconde hiérarchie de personnel, allant des prêtres et des scribes aux guerriers et aux marchands. Une organisation qui tirait ainsi un revenu en produits agricoles et en travail de sa propre terre, qui l'utilisait pour l'entretien d'une pléthore de fonctionnaires de même que dans des buts principalement sociaux tels que la décoration des sanctuaires et des palais, devait inévitablement accroître ses dimensions et sa puissance et étendre ses possessions. Les deux cycles étroitement liés de la production et de la distribution étaient administrés à partir du centre par un personnel bureaucratique qui employait des systèmes très complexes de tenue des livres et de comptabilité, lesquels ont laissé de nombreux documents que l'on est encore loin d'avoir totalement évalués. Leur nombre a créé l'impression que cette organisation représentait toute la structure économique des Etats-cités. Cependant, l'existence ininterrompue d'une tradition urbaine qui s'est développée à partir de la société archaïque sumérienne et qui s'est solidement maintenue jusqu'à l'ère des Séleucides, démontre que la coexistence des deux systèmes caractérise le cours entier de l'histoire sociale et donc économique de la Mésopotamie. Par suite du manque d'information, la relation entre la cité d'une part, et le temple ou le palais d'autre part, ne peut encore être décrite, mais certaines indications laissent supposer qu'elle différerait largement d'une cité à l'autre en raison de conditions particulières ou de développements accidentels qui demeureront peut-être à jamais inconnus.

La symbiose d'une cité organisée, au moins à l'origine, selon les modalités d'une communauté villageoise, et du temple ou du palais, si différent du point de vue de la structure sociale et des potentialités économiques, se révéla satisfaisante et fructueuse. Elle favorisa l'accumulation de denrées de base dans la maison royale ou dans le lieu saint, ce qui obligea à élaborer des méthodes bureaucratiques telles que l'inventaire, le budget, la répartition à grande échelle des recettes et des dépenses, pour gérer les biens amassés. Un système compliqué d'équivalences se développa pour administrer efficacement les quantités importantes de produits alimentaires divers, de matériaux manufacturables, pour opérer le paiement du personnel en nature, etc. Ces techniques — notamment l'emploi des équivalences — influencèrent tous les contacts qu'eut ce système de redistribution avec le monde extérieur et se

transformèrent en puissants moyens d'exercer le pouvoir politique dans une telle situation économique. Dans le contrôle qu'exerçait, ou tentait au moins d'exercer, le temple ou le palais sur le prix des denrées de base, les taux d'intérêt et les mesures-étalons de poids, se révèle un aspect essentiel de cette symbiose dont nous parlions à l'instant. Il est plus difficile de comprendre la facilité avec laquelle la cité accepta cette symbiose tout en conservant en même temps un esprit communal, lequel survécut à toutes les vicissitudes des guerres et des invasions répétées et exerça même, au cours de l'histoire, une influence politique considérable à la fois sur le palais et sur le lieu saint. Parfois cet esprit s'épanouit en une sorte de chauvinisme qu'on ne retrouve dans aucune autre société urbaine du Proche-Orient antique. Il donna naissance à des manifestations d'activité commerciale basée principalement sur l'initiative individuelle et qui présente peu de cas analogues. Surtout, il assura la longévité des cités qui survécurent à des périodes de domination étrangère et au déclin continu de l'importance des temples. Beaucoup de ces cités ne devinrent finalement que des coquilles vides dans lesquelles une poignée d'habitants conservaient vivante la tradition millénaire, tandis que d'autres se transformèrent en centres prospères renommés dans le monde entier.

À l'intérieur de la symbiose cependant, l'équilibre du pouvoir était loin d'être stable. Il se déplaçait du roi à la cité et inversement, selon les changements politiques qui affectaient la région tout entière, ou selon l'efficacité relative des individus qui la dirigeaient. En dépit de ces changements, une atmosphère de paix sociale caractérise l'histoire (et la littérature) de la Mésopotamie par opposition à celle de l'Égypte.

L'absence, dans la région, de bois et de pierres convenant à la construction d'immeubles et à leur décoration, de même que le manque de métaux, stimulèrent l'activité économique qui dépassa le niveau du système de redistribution. Les palais et les temples recherchaient ces matériaux pour des raisons de prestige, d'où la naissance d'un commerce avec des pays étrangers, commerce qui se limitait à des biens de luxe et s'effectuait exclusivement dans un cadre officiel par l'entremise d'émissaires royaux. La nécessité de produire des biens d'exportation facilement transportables et susceptibles de trouver un marché ouvert dans les pays producteurs ou vendeurs des métaux et des pierres convoitées, etc., favorisa l'apparition d'activités industrielles qui utilisaient les matières premières entreposées en abondance dans les palais et les temples. Ce qu'impliquait cet aspect de l'économie mésopotamienne est encore loin d'être clair. Le commerce royal se fondait soit sur une sorte de réciprocité entre gouvernants, soit sur des traités qui fixaient la nature des biens, leur prix, etc. Le statut des personnes qui négociaient l'échange des biens demeure également incertain, de même que le moment et les circonstances où les citoyens privés pouvaient remplacer et remplaçaient effectivement les fonctionnaires royaux. La même incertitude plane sur beaucoup d'autres problèmes connexes.

L'interaction des deux variables indépendantes, le palais et la cité, déterminera le cours tout entier de l'histoire économique et politique de Babylone. Le palais élargit son champ d'action en passant par divers stades intermédiaires, allant de la taxation jusqu'au tribut. L'accroissement consécutif du pouvoir économique influença le modèle de comportement préféré du groupe dirigeant et se traduisit par un changement dans les relations entre cités. Le concept originel de Etat-cité fut remplacé par celui d'Etat territorial composé de communautés villageoises et de colonies nouvelles, protégées par des fortresses royales, et qui toutes alimentaient en denrées de base le système de redis-

tribution du palais. Par suite des conflits d'hégémonie qui surgirent entre gouvernants, certaines cités devinrent des capitales agrémentées de palais et de temples grandioses, ce qui entraîna une structure politique fondée sur un système féodal imposé d'en haut. En pareil cas, le maintien d'un état territorial requérait un effort militaire soutenu, sous la forme d'une armée permanente constituée d'une partie de la population qui était écartée de son milieu économique et social. Dès lors que l'organisation du palais dépassait, par sa fonction et ses ambitions politiques, le cercle de la communauté qui formait la cité, elle se trouvait facilement soumise à des influences extérieures et elle pouvait recruter son personnel parmi des gens d'origine ethnique et culturelle différente. Ceux-ci à leur tour étaient susceptibles de s'emparer du pouvoir et d'utiliser leurs compatriotes belliqueux pour se maintenir au centre du système de redistribution. Les invasions étrangères répétées entraînèrent une fragmentation à caractère féodal qui tendit à remplacer toute forme de gouvernement central. L'antagonisme inévitable entre les vieilles cités jouissant de traditions culturelles et civiques et les nouveaux dirigeants conduisit à la création de nouvelles capitales qui étaient des sortes de camps militaires.

L'évolution dont le type idéal vient d'être présenté ne se réalisa telle quelle, à travers tous ses stades, en aucun des états qui rivalisèrent entre eux dans la Mésopotamie du Sud depuis l'essor de l'empire de Sargon d'Akkad. Un certain nombre d'évolutions atypiques dues soit aux succès éclatants de personnalités dirigeantes, soit aux conséquences de l'invasion étrangère contribuèrent à masquer légèrement le modèle, sans réussir cependant à supprimer l'ensemble impressionnant de séquences d'événements historiques récurrents qui justifient la reconstitution présentée ci-dessus.

Vers la première moitié du premier millénaire avant J.-C., la résurgence de quelques-unes des plus vastes cités du territoire de Babylone, avec une vigueur et une force économique nouvelle, après une période prolongée de déclin du pouvoir royal, constitue l'un des mystères les plus difficiles à sonder de l'histoire économique babylonienne. Les quelques siècles qui séparèrent les dynasties éphémères postkassites de la conquête des Perses, dont le territoire de Babylone fut la plus riche satrapie, durent être les témoins d'une poussée économique qui, eu égard aux conditions et aux possibilités économiques du pays tout entier, ne pouvait qu'être la conséquence directe d'un commerce international effectué, dans ce cas, soit par les cités au moyen d'une forme ou d'une autre d'organisation commerciale, soit, de manière moins vraisemblable, par quelques individus ou par le palais lui-même. Le fait que le commerce avec l'Est débute vers cette époque après un arrêt de presque un demi-millénaire appuie cette explication. On ne devrait pas contester une telle interprétation sous prétexte que l'on manque totalement de preuves écrites. Bien que les textes relatifs aux transactions commerciales privées et aux affaires des quelques grands lieux saints soient assez nombreux à cette période, il faut admettre qu'au cours de l'époque néo-babylonienne, on n'avait pas l'habitude d'utiliser les documents écrits dans le domaine du commerce avec l'étranger. Apparemment, il nous faudra différencier deux coutumes dans l'activité commerciale à grande échelle du Proche-Orient antique. La première, celle des colonies commerciales assyriennes d'Asie Mineure et des importateurs de cuivre d'outre-mer pour la vieille ville babylonienne d'Our, subissait manifestement l'influence des techniques bureaucratiques (tenue des livres et comptabilité compliquée de l'administration du temple sumérien). L'autre semble avoir retenu les accords oraux assortis de procédés opératoires divers, qu'utilisèrent de préférence les marchands du Proche-Orient, des

Phéniciens aux Nabathéens. C'est à cette seconde coutume que durent adhérer ces habitants de Babylone auxquels Assarhaddon (680-669) accorda, comme signe de réhabilitation, le droit de commercer avec toutes les régions du monde après que son père Sennachérib (705-680) eut détruit leur cité et les eut vendus comme esclaves.

Deux informations assez importantes nous sont ainsi révélées par hasard : les habitants de Babylone pratiquaient un commerce à longue distance qui était devenu la source de leur richesse et de leur puissance, et les rois assyriens toléraient habituellement cette activité et très vraisemblablement en tiraient profit. Par ailleurs, un passage de l'inscription historique de Sargon II (grand-père d'Assarhaddon mentionné ci-dessus) témoigne de l'intérêt pour ce type de commerce. Dans ce texte récemment publié, une assertion reflète avec une remarquable clarté le rôle essentiel que jouait le commerce dans les finances de l'empire assyrien. Parmi ses réalisations militaires, Sargon mentionne le fait qu'il fut le premier roi à avoir obligé l'Égypte (qu'il attaqua pendant sa campagne palestinienne, semble-t-il) à établir des relations commerciales avec l'Assyrie. Le fait que la frontière égyptienne soit caractérisée ici comme étant « scellée » illustre les attitudes fondamentalement différentes des deux adversaires vis-à-vis du commerce. L'autarcie de l'économie d'emmaganisage égyptienne se heurta à l'intérêt de la Mésopotamie pour le commerce international, qui exprimait directement la combinaison unique des deux systèmes économiques que nous avons observés dans le territoire de Babylone.

Nous nous trouvons alors face à un important problème de l'assyriologie qui consiste à comprendre et à évaluer la nature de la civilisation mésopotamienne sous sa forme assyrienne.

Dans le vaste territoire en arc de cercle qui entoure la Mésopotamie du Sud au Nord et à l'Ouest, l'agriculture dépendait exclusivement des chutes de pluie. Ainsi était assurée, en général, la subsistance des petites communautés dispersées dans les régions situées au pied ou dans les vallées du Zagros et à travers la haute Mésopotamie, y compris dans les zones côtières de la Méditerranée, etc. Sur ce territoire, les cités avaient besoin, pour se développer, d'un stimulant particulier, par exemple de la présence d'un sanctuaire, d'un siège du pouvoir royal ou d'itinéraires commerciaux, ce qui était très rare. Les villages comprenaient un certain nombre de familles qui subsistaient en cultivant les champs et les jardins avoisinants et payaient collectivement l'impôt soit à un gouvernant qui habitait un palais fortifié, soit à un propriétaire non résident lié par naissance ou statut féodal à quelque forme de pouvoir central. Les unités villageoises elles-mêmes, ou bien le revenu qui en provenait, étaient négociables sous certaines restrictions variant selon le moment ou la région. Elles servaient ainsi de fondement économique à une organisation féodale sous les ordres des détenteurs éphémères du pouvoir politique. Par sa contribution à l'impôt, l'édifice tout entier soutenait des groupes hiérarchisés de pouvoir qui, en règle générale, montraient peu de stabilité, prénaient rapidement de l'extension sous l'autorité d'un individu, se trouvaient progressivement phagocités par des groupes d'envahisseurs étrangers et s'effondraient facilement quand disparaissait, pour l'organisation centrale, la possibilité de percevoir les impôts. La communauté villageoise demeurait remarquablement stable et l'obligation de payer collectivement des impôts contrebalançait les défections individuelles bien que, souvent, les artisans semblent avoir été attirés par la cour du roi : ils aidèrent ainsi à l'apparition de ce type d'industrialisation auquel travaillèrent tous les rois de cette région afin de renforcer leur pouvoir économique.

Depuis Assour, qui semble l'exemple situé le plus au Nord du type d'organisation babylonienne de la cité, des dynasties autochtones aussi bien que des dynasties étrangères édifièrent une série d'empires éphémères qui eurent la structure socio-économique décrite ci-dessus. Mais le butin amassé lors des expéditions guerrières qui avaient lieu chaque année et de manière apparemment institutionnalisée, le revenu provenant des tentatives de colonisation interne et du commerce international à longue distance leur assuraient un approvisionnement de plus en plus considérable. Les projets de colonisation interne étaient dus à l'initiative royale : les rois assyriens fondèrent constamment de nouvelles cités et les peuplèrent avec leurs prisonniers de guerre. Ces cités étaient gouvernées par des fonctionnaires royaux et payaient des impôts au roi. Tout ceci et un système routier, construit pour le maintien de l'ordre aussi bien que pour la collecte des impôts et des tributs, servaient à faire vivre la maison du roi et son armée.

Il faudrait signaler dans ce contexte que le pouvoir politique assyrien s'appuyait essentiellement sur un système d'urbanisation forcée imposée à des régions situées hors de la zone relativement restreinte d'urbanisation authentique et spontanée du Sud qui forme le cœur de la civilisation babylonienne. Quelques-uns des rois de Babylone, parmi les plus énergiques et dont les expéditions militaires ont le mieux réussi, pratiquèrent également, dans une certaine mesure, une urbanisation forcée, mais on peut dire que c'est une application consciente et impitoyable du concept politique d'urbanisation forcée qui a créé l'empire assyrien. Et la même politique fut plus tard appliquée par tous les conquérants qui s'emparèrent des mêmes régions du Proche-Orient, des Perses aux Sassanides.

La politique intérieure de l'Assyrie semble avoir été d'une extrême complexité. Les vieilles cités, protégées par une charte, prospérèrent, car elles étaient exonérées d'impôts et dispensées de la conscription militaire ; peut-être eurent-elles leur part d'activité commerciale, mais il est impossible de trouver pour cette période un document qui l'atteste. Des intérêts différents dictèrent les activités du système de redistribution, centré autour du palais, qui avait besoin du butin et des hommes récupérés lors d'interminables campagnes pour soutenir et agrandir la maison royale, tandis que l'organisation féodale, avec ses systèmes secondaire et tertiaire de redistribution, exerçait son influence depuis les seigneuries et les communautés villageoises jusque sur les fonctionnaires de la cour. Tous ces pouvoirs se disputèrent l'influence politique pour accroître leur force, ce qui fait de l'histoire assyrienne un domaine de recherche difficile, mais des plus fascinants.

En choisissant certains modèles fondamentaux d'intégration économique dans cette simplification à l'extrême et quelque peu imprudente de près de trois millénaires d'histoire économique, nous n'avons en aucune manière eu l'intention de laisser de côté ni les influences idéologiques qui leur sont étroitement liées et qui agissent en divers lieux, ni le fait que les conditions locales et éphémères exercèrent une pression constante pour désorganiser ces modèles. Pourtant, il existe à l'intérieur de l'évolution des institutions sociales et économiques de la Mésopotamie une tendance très nette à réduire numériquement les configurations typiques de situations politiques et économiques, quels que soient les éléments perturbateurs qui aient pu traverser la scène historique. Ce pouvoir étrange de renverser le cours du développement explique, pour une large part, quelques-uns des traits originaux du tableau esquissé dans cette « vue d'ensemble » de l'histoire économique de la Mésopotamie.

Robert B. Revere

Les ports de commerce de la Méditerranée orientale et la neutralité des côtes

Dans le Proche-Orient antique, notamment en Asie Mineure, en Syrie et en Palestine, nous nous trouvons face à deux entités territoriales séparées, habitées par des peuples différents : la côte et le continent. L'étroitesse de la bande côtière rend leur coexistence presque paradoxale. Pourtant une simple poignée de Grecs purent s'établir dans des régions de la Méditerranée et de la Mer Noire qui se révélèrent parmi les meilleures stratégiquement et les plus importantes économiquement. Pendant des centaines d'années, ils jouirent d'une existence indépendante malgré la présence de grands empires à l'arrière-plan. En fait, depuis la moitié du troisième millénaire, des cités commerçantes s'étaient établies paisiblement sur la côte syrienne. Elles prospérèrent et vécurent pendant de nombreux siècles sans être inquiétées par les puissances militaires de l'intérieur (22).

Les raisons pour lesquelles ces colonies côtières demeurèrent relativement en paix sont complexes : d'ordre militaire dans certaines zones, d'ordre économique dans d'autres. Mis à part les sites fortifiés, notamment les péninsules ceintes de murailles et les îles rocheuses, la côte apparaissait comme une région indéfendable et particulièrement exposée. Ainsi les dangers militaires d'une situation côtière furent peut-être à l'origine de la zone de neutralité qui attira la colonisation grecque, tandis que ce furent des facteurs principalement économiques qui, comme nous le verrons, expliquèrent l'indépendance spectaculaire des cités phéniciennes.

Il est significatif qu'on ne mentionne pratiquement jamais de résistance prolongée de la part des états de l'intérieur face à l'établissement de colonies côtières. Les colonies grecques ne constituent pas le seul exemple. Au sud de la Palestine, les Philistins, qui tentèrent en vain une invasion de l'Égypte, s'établirent ensuite sur la côte à l'intérieur même des frontières de l'Empire égyptien. Les Israélites n'essayèrent pas non plus de chasser les Philistins quand, sous David et Salomon, ils acquirent un pouvoir militaire considérable sur l'arrière-pays.

Un peu plus haut sur la côte, Tyr et Sidon, de même qu'Al Mina et Ougarit qui les avaient précédés plus au Nord, offrent un exemple semblable de

(22) La thèse développée dans ce chapitre a été suggérée par le professeur Karl POLANYI dans Memo., n° I, Interdisciplinary Project, Columbia University, 1954 sous le titre « Archaic Thalassophobia ».

développement paisible qui se prolongea encore plus longtemps. Les seules considérations militaires ne suffisent pas à expliquer dans ce cas que ces villes soient demeurées à l'abri de leurs voisins du continent. Ces riches cités s'intégraient en réalité dans un contexte économique fondamental pour l'organisation internationale du commerce dont dépendait celui des puissances continentales elles-mêmes. C'est de là que provient leur relative sécurité.

Si cet état de choses nous étonne, c'est qu'il va à l'encontre de notre conception habituelle du comportement des Empires. Les exemples de leur rapacité sur terre et sur mer constituent les chaînons mêmes de l'histoire moderne. Comme preuves : la rivalité de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Hollande pour le contrôle de la Manche ; l'effort continu de la Russie pour obtenir des ports sur des mers tièdes, depuis les campagnes maladroites de Pierre le Grand contre la Suède pour la domination des rives de la Baltique jusqu'à l'incursion de Nicolas II en Mandchourie. L'histoire moderne nous montre que chaque puissance est constamment consciente de la nécessité de posséder une flotte solide et des régions côtières d'intérêt stratégique pour atteindre le plein statut de nation.

Il semblerait qu'en dépit de cette loi prétendue universelle un principe contraire gouvernait le monde antique. En fait, celui-ci jusqu'à une date avancée du premier millénaire avant J.-C. paraît avoir été régi par une loi qui lui était propre, à savoir une attitude continentale de la part des puissances de l'intérieur, allant de l'évitement absolu de la côte, en règle générale, jusqu'à une coexistence prudente et, en certains cas, jusqu'à un contrôle distant.

Les Empires de Mésopotamie et d'Égypte, de même que l'Empire hittite (ou hattî) d'Asie Mineure, semblent avoir suivi la politique qui consistait à s'abstenir d'occuper les zones côtières. Nous débattons d'abord des cas de la Mésopotamie et de l'Égypte et nous compléterons cette discussion par quelque nouvelle information sur le pays hattî. Ensuite une étude sur la côte phénicienne fera appel à nos connaissances les plus récentes sur Al Mina et Ougarit. Enfin nous tenterons de montrer comment l'attitude d'évitement de la côte cède la place vers le second quart du premier millénaire avant J.-C. à une symbiose des Empires de l'arrière-pays et des cités commerçantes de la côte.

4.1 La Mésopotamie et l'Égypte

Le simple fait qui devrait en lui-même confirmer ce qui, à première vue, semble un cas de thalassophobie archaïque, est l'obstination avec laquelle les États-cités de Sumer, de Babylone, d'Assyrie, du Mitanni, etc., refusèrent de déplacer leur centre de gravité vers la côte. La même remarque s'applique à l'Égypte. En majorité, ces états bénéficiaient de la proximité de la mer, pourtant aucun d'entre eux ne paraît s'être efforcé d'y avoir eu accès. Les vicissitudes de l'histoire entraînèrent l'apparition de formes très variées de pouvoir dans la zone située entre les lacs de Van et d'Ourmia au Nord, le Golfe Persique et la Mer Rouge au Sud, la Méditerranée à l'Ouest. Cependant, à aucun moment, on ne note un effort soutenu qui puisse constituer la preuve d'un attrait des puissances continentales pour la mer. Tel est le cadre constant de l'histoire de la Mésopotamie dans lequel devrait être replacés des événements qui semblent parfois orientés dans une direction opposée.

Il existe plusieurs inscriptions qui rapportent les lointaines et ambitieuses conquêtes des gouvernants de la Mésopotamie en direction de l'Ouest. Une

inscription à propos de Sargon 1^{er} d'Akkad parle de la soumission d'Iarmouti et d'Ibla. Des documents semblables mais plus dignes de foi font allusion à des expéditions presque identiques de son successeur, Narâm-Sin. Dans des contextes différents Goudéa de Lagash et plus tard Doungi de la troisième dynastie d'Our mentionnent leurs exploits du côté de l'Occident ; et une inscription de Shamshi-Adad II d'Assyrie est ainsi rédigée : « J'ai acquis mes titres de gloire et j'ai élevé ma stèle sur la terre de Laban près du rivage de la Grande Mer » (23). Toukoulti-Ninurta revendiqua l'île de Bahrein et Melouhha au Sud (24).

Quelle était pour l'essentiel la nature de ces prétentions à la côte ? Et justifient-elles la conviction que les Empires mésopotamiens du troisième et du deuxième millénaires avaient l'intention d'acquiescer, de prendre et de conserver ces zones côtières ? Y instituèrent-ils des garnisons militaires, y nommèrent-ils des gouverneurs ou d'autres officiers, y instaurèrent-ils une hiérarchie religieuse, y gèrent-ils un commerce extérieur ou y exigèrent-ils des paiements réguliers du tribut ? Aussi loin que remontent nos documents, ils ne nous fournissent guère de confirmation de pareilles entreprises.

Les inscriptions de Goudéa de Lagash (25) nous aident à comprendre la nature de quelques-unes de ces aventures côtières :

« D'Amanus, la montagne aux cèdres de soixante coudées, il fit descendre, après les avoir sectionnés en plusieurs tronçons, des cèdres de cinquante coudées, des oukarinous de vingt-cinq coudées [...]. Du mont Kahhou il fit descendre de la poudre d'or [...]. De la montagne Melouhha il fit descendre de la poudre d'or [...]. Avec les brebis vivantes, il ramena les agneaux ; il condamna les bergers au servage. »

Les détails nous laissent supposer qu'il s'agit d'expéditions, souvent difficiles à différencier des raids, faites dans le but de s'assurer des matériaux pour la construction des temples : très grosses pierres ou tronçons de bois rares, ou afin de laver l'or dans les torrents de montagne. Il s'agit d'une forme très équivoque de commerce. Les marchandises qui sont peut-être transportées pour obtenir la bienveillance des autochtones ne sont pas la raison fondamentale de ces caravanes armées. Leur organisation s'apparenterait davantage à celles d'incursions visant à prélever un butin, à capturer des esclaves, peut-être à extorquer des rançons de colonies sans défense, mais surtout à faciliter le commerce expéditionnaire. On effectue un raid sur un troupeau de gros bétail ou de moutons s'il s'en trouve à proximité. Les conducteurs de mulets sont emmenés avec leurs mulets, les brebis avec leurs agneaux et les bergers pour veiller sur leurs troupeaux. Occasionnellement, une ville est détruite si ses habitants résistent à cette sorte d'approvisionnement général, à l'extraction de pierres ou à la coupe du bois. L'entreprise revêt des aspects très divers.

Rien ici, semble-t-il, ne saurait nous obliger à conclure que les autres initiatives en provenance de Mésopotamie et d'Assyrie aient été essentiellement différentes de ces raids expéditionnaires et de ces razzias pour s'approvisionner. Un témoignage tel que celui de Shamshi-Adad II à propos de l'installation d'une stèle ne contient aucun indice qui montre qu'il gouverna plutôt qu'il ne visita, qu'il administra plutôt qu'il n'intimida. Toukoulti-Ninurta mentionne des lieux très éloignés du cœur de l'Assyrie. Pour les intégrer à son empire,

(23) A. T. OLMSTEAD, *History of Assyria*, New York, 1923, p. 28, *CAH*, I, 568.

(24) *Ibid.*, p. 54.

(25) G. A. BARTON, *The Royal Inscriptions of Sumer and Akkad*, New Haven, 1929, p. 181 et suiv.

il aurait dû être le gouverneur de Babylone, mais aussi celui des territoires maritimes. Or aucune information allant dans ce sens n'a été trouvée.

Il apparaîtrait donc que les anciens empires de Mésopotamie n'instaurèrent jamais de contrôle permanent de la côte et n'en eurent jamais l'intention. Pratiquement, aucune des conditions mentionnées plus haut et qui aurait témoigné d'un contrôle ne fut remplie, à notre connaissance.

Trois régions entrent dans la politique côtière de l'Égypte : le Delta du Nil, les cités phéniciennes et philistines, la Mer Rouge et la Méditerranée, en tant que théâtres des activités maritimes des Égyptiens.

Dès la première unification, l'Égypte engloba le Delta du Nil. Cependant, il faudrait effectuer une distinction nette entre le Delta intérieur et la bande littorale qui seule intéresse notre propos. H. R. Hall nota qu'autrefois les habitants de la zone littorale du Delta étaient considérés comme des étrangers. Ses marais avaient toujours été une région indépendante de l'Égypte proprement dite (26). Les envahisseurs hyksos purent consolider leur puissance dans le Delta, y établir leur capitale Avaris et, en utilisant les marécages, se diriger vers le Sud. Ipouwer, le prophète égyptien, se lamentait : « Voyez [le Delta], il est aux mains (?) de ceux qui le connaissent bien moins que nous le connaissons. Les Asiatiques sont expérimentés dans l'art des terres marécageuses. Les étrangers se sont même installés en dehors du Delta (27). Lors du déclin de l'Égypte, rapporté dans l'histoire de Wen-Amon, le Delta tendit à tomber sous la coupe de princes indépendants (28). En plusieurs occasions, les Libyens s'y infiltrèrent et finalement, les chefs libyens s'y établirent (29). Le caractère marginal des marais était encore évident au VII^e siècle avant J.-C., au temps de l'alliance de Psammétique avec les « hommes de bronze » de l'Ionie (30).

Si la Basse-Égypte avait eu la ferme intention de s'assurer le contrôle de cette zone, il paraît invraisemblable que l'on ait si souvent réussi à scinder le Delta. Cette région devait être une sorte de territoire non revendiqué, qui, à plusieurs reprises, hébergea des fugitifs ou des étrangers, et qui était, en général, peu estimé des Égyptiens.

Après l'expulsion des Hyksos, l'Égypte entra en Asie et, dans le sillage de ses armées, organisa les cités phéniciennes de la côte en satellites. Ces cités durent accepter des garnisons militaires et furent gouvernées par des autochtones, amis de l'Égypte.

Pourtant, l'intérêt des Égyptiens pour ces sites maritimes demeura limité. Ils ne furent pas intégrés, mais conservèrent leur souveraineté. Les Égyptiens, nous dit-on, payèrent cher les faveurs des souverains autochtones (31) et fréquemment les garnisons militaires se composaient de mercenaires non égyptiens (32). On peut donc déduire que pour les Égyptiens le principal intérêt de ces cités était de fournir à leur empire en expansion des dépôts d'équipement militaire et de protéger les flancs de leur armée lorsqu'ils s'avançaient vers l'intérieur (33). L'arrière-pays, et non la côte, détermina l'orientation constante de leurs efforts militaires.

(26) H. R. HALL, *The Ancient History of the Near East*, Londres, 1913, p. 97 et suiv.

(27) Robert ENGBERG, *The Hyksos Reconsidered*, Chicago, 1939, p. 10.

(28) BREASTED, *CAH*, II, 192. « Comme Wen-Amon était obligé de traverser le territoire de Nesubenedek qui contrôlait alors le Delta, Hrihor lui remit des lettres pour le prince du Delta et lui assura ainsi la traversée sur un bateau. »

(29) *Ibid.*, p. 167.

(30) H. R. HALL, *CAH*, III, 295.

(31) BREASTED, *op. cit.*, p. 193.

(32) COOK, *CAH*, II, 306.

(33) BREASTED, *op. cit.*, p. 78.

La Mer Rouge et la Méditerranée, a-t-on dit, furent les théâtres de l'activité commerciale et maritime de l'Égypte. Cette activité comprit des réalisations aussi remarquables que l'expédition au Pount, le canal du Nil à la Mer Rouge ainsi qu'un commerce permanent dans la Méditerranée orientale.

En dépit de leurs exploits sur mer les Égyptiens s'arrangèrent pour éviter la côte. Il n'est fait mention d'aucune colonie ni d'aucun port égyptien permanent sur la Mer Rouge ou sur la Méditerranée. Le commerce régulier aurait été grandement facilité par l'établissement de ports ou de colonies sur le littoral ; leur inexistence laisse supposer que le commerce égyptien était de nature accidentelle, occasionnelle, expéditionnaire. De même que dans le cas des raids mésopotamiens vers l'Ouest, ces expéditions avaient pour but l'acquisition de produits spécifiques tels que bois aromatiques et animaux exotiques comme dans l'expédition de Hatshepsout au Pont.

Cela surprend d'autant plus que l'Égypte se trouvait située sur deux mers qui toutes deux étaient le théâtre d'un commerce considérable. Cependant, il s'agissait en grande partie d'un commerce passif, effectué sous pavillons étrangers. Sa position en ce qui concerne le commerce maritime était en gros la même — à l'exception d'Our peut-être — que celle des Empires mésopotamiens, hittite ou, plus tard, perse.

En résumé : l'emprise relativement faible sur le Delta, l'absence de pouvoir sur la bande littorale, l'orientation continentale de l'expansion militaire en Asie, l'indépendance relative des cités phéniciennes et philistines même au temps de la suprématie égyptienne, l'inexistence de colonies égyptiennes sur les côtes Nord et Est, la nature expéditionnaire du commerce, tous ces éléments plaident en faveur d'un évitement des possessions côtières pendant la plus grande partie des 2600 ans de l'Antiquité égyptienne préhellénistique.

4.2 Les Hittites

Des points de vue politique et culturel, l'Empire hittite fut la force dominante de l'Asie Mineure au deuxième millénaire. A l'apogée de son expansion, il partagea ses frontières avec l'Égypte au Sud et les Empires mésopotamiens à l'Est. Ses idées constitutionnelles, ses codes juridiques et le niveau de sa pensée politique en général en font le prédécesseur immédiat des Empires grec et perse avec qui il comble le fossé entre les civilisations antiques de Mésopotamie, de Crète et d'Égypte d'une part et Rome d'autre part.

Le cœur de l'Empire hittite était l'Anatolie, au centre de l'Asie Mineure. Situé au milieu d'une vaste péninsule, il était sur trois côtés attenant à la côte. Ensermé à l'Est et au Nord-Est par de hautes chaînes de montagnes, il ne possédait qu'une seule possibilité d'expansion, à l'exception de la côte, vers le Sud-Est où le haut Euphrate le conduisait même jusqu'au cœur du continent asiatique. En fait, ce fut précisément la direction que suivit l'expansion hittite. Elle présente en effet un cas extrême des rapports entre côte et continent durant l'Antiquité.

Connaissant leur situation péninsulaire, les Hittites semblent avoir consciemment choisi une orientation continentale. Dotés de la faculté d'élaborer de vastes conceptions politiques et de les relier à des normes morales et juridiques, ils laissent apparaître une image de cette politique nationale dans leurs documents.

Il est certain que notre interprétation des informations demeurera cri-

tiquable aussi longtemps qu'elle ne s'appuiera que sur des traductions, sans connaissance directe des originaux. Cependant, même à ce stade de l'investigation une tentative de collationnement de quelques-uns des exemples disponibles peut être permise (34).

4.2.1. Refoulement de l'ennemi sur le littoral

L'un des documents les plus importants, le *texte de Télépinois* (35) (vers 1650) décrit la politique traditionnelle des Hittites qui consistait à refouler l'ennemi vaincu vers la côte. Dans ses *Annales*, Télépinois, l'un des derniers souverains de la première dynastie, attribue cette politique aux trois rois fondateurs : Labarna, Hattousili I^{er} et Moursili I^{er}. Il s'agit probablement de donner à sa propre politique la sanction d'un précédent historique.

Le texte de Télépinois

- Art. 1. 1 Ainsi parle le Tabarna Télépinois, le grand roi.
2 Autrefois, Labarna était le grand roi...
- Art. 2. 5 Et la terre était exigüe ; mais partout où il alla guerroyer,
6 il gouverna le pays des ennemis d'une main (?) (ferme).
- Art. 3. 7 Et maintes et maintes fois, il harcela leur pays et le dévasta (??)
8 Et il les fit reculer vers la mer. Mais quand il rentra chez lui après la campagne, 9, partout où se rendirent ses fils, à
- Art. 4. 10 Houpish, Touwanouwa, Menashsha, Landa, Zanlar... ils administrèrent le pays 12 et les grandes villes se rendirent à eux.
- Art. 5. 13 Après lui régna (?) Hattousili... il alla faire la guerre, il 16 maintint, lui aussi, le pays des ennemis d'une main (?) (ferme).
- Art. 6. 17 Et maintes et maintes fois, il harcela leur pays et le dévasta (??).
- Art. 8. 24 Quand Moursili gouverna à Hattousha...
27 Et il harcela le pays et les fit reculer vers la mer.
- Art. 9. 28 Et il marcha sur Halpa (Alep) et détruisit Halpa...
Après quoi il marcha sur Babylone et détruisit Babylone, il 30 attaqua aussi les Hourrites... (36)

La nécessité de s'agrandir provenait de ce que « la terre était exigüe ». Les troupeaux et les chevaux avaient besoin de pâturages convenables. Les raids et les harcèlements étaient suivis de dévastations. « Et maintes et maintes fois, il harcela leur pays et le dévasta. » Les victimes, sédentaires à l'origine, cédèrent sous la pression des Hittites, furent poursuivies par leurs ennemis et chassées du plateau vers les côtes. « Et il les fit reculer vers la mer. »

Le *texte de Télépinois* ne mentionne nulle part un mouvement des Hittites pour s'emparer de la côte ou même pour pousser dans la mer leurs ennemis vaincus. Les manières typiques de traiter les vaincus avec lesquelles l'Ancien Testament, les sources hellénistiques et extrême-orientales nous ont le plus familiarisés sont le massacre de la population (parfois uniquement des adultes

(34) Dans les passages cités nous suivons de très près les traductions de J. FRIEDRICH et de A. GOETZE. Cf. KARL POLANYI, « Hittite Policies in Regard to Coastal Areas », Columbia University, mars 1955.

(35) POLANYI, *op. cit.*, FRIEDRICH J., *Aus den hettitischen Schriften*, A. O. 24, 3. 1925, The Telepinush Text, *op. cit.* (traduction anglaise).

(36) C'est l'auteur de ce chapitre, Robert B. Revere, qui souligne.

mâles), leur réduction immédiate en servage, leur vente à l'étranger comme esclaves. L'expulsion hors de leurs villes des peuples vaincus et leur refoulement vers la côte semblent avoir constitué les procédés utilisés alternativement par les anciens Hittites. On ne détruisait pas les villes, mais on les prenait intactes ; on agrandissait les pâturages ; on n'anéantissait pas les peuples pas plus qu'on ne laissait vides les pays limitrophes ; on entretenait des relations avec les nations vaincues et on poursuivait la construction de l'Empire. Tout cela devient plausible à la lumière des coutumes hittites. En tout cas, la répétition mot pour mot des principes politiques que l'on présume avoir été suivis par les constructeurs de l'empire est singulièrement impressionnante.

4.2.2. Allusions péjoratives à la côte

Le *texte de Maddouwatta* (37) nous fournit une appréciation officielle de la valeur comparée des basses terres du littoral et des hautes terres du continent.

Maddouwatta était le chef d'un peuple qui avait été vaincu par les Ahhiyawas et qui s'était enfui devant les conquérants en direction des montagnes. Souppiloulouma, grand roi de Hatti, appelé officiellement « le Soleil », le sauva et lui permit d'occuper le pays montagneux de Zippasla Hariyata et d'échapper ainsi, avec son peuple, à l'ennemi et à une famine meurtrière.

On pense, selon toute vraisemblance, que les Ahhiyawas étaient les Achéens d'Homère ; leur souverain, Attarsiya, est identifié à Atrée qui était peut-être le père d'Agammemnon.

Maddouwatta fit serment de fidélité au roi hittite pour avoir été sauvé par lui. Mais plus tard, sous le règne du fils de Souppiloulouma, Arnouwanda IV, Maddouwatta s'unit à Arzawa et aux Ahhiyawas afin de s'emparer de Chypre. Dans le texte, le roi hittite exprime son mécontentement devant l'ingratitude de Maddouwatta et l'accuse de trahison :

Les accusations portées contre Maddouwatta

- Art. 1. 1 Attarsiya, le chef des Ahhiyawas, t'a chassé / toi /, Maddouwatta, de ton pays.
2 Après quoi, il t'a poursuivi et pourchassé et il a souhaité ta mort, Maddouwatta, / une mort / terrible
- Art. 1. 3 et il / t'aurait / tué. Mais toi, Maddouwatta, tu t'es réfugié près du Père / du Soleil / ; et le Père du Soleil
4 t'a sauvé de la mort et a éloigné de toi Attarsiya.
- Art. 2. 6 Le Père du Soleil 7... t'a pris... avec tes femmes, tes enfants, tes troupes (et) les combattants de tes chars, et il t'a donné des chars... des céréales (et) des graines en abondance,
8 et il t'a aussi donné de la bière (et) du vin... (et) des miches de pain levé... et du fromage en abondance. Et toi... 9 tu as survécu grâce au Père du Soleil alors que tu avais faim.
- Art. 3. 10 Et le Père du Soleil t'a sauvé...
11 ... Sans lui, les chiens vous auraient dévorés alors que vous aviez tous faim.

(37) GOETZE A., « Madduwattash », *MVAeG*, 32, 1, 1928, *Accusations against Madduwattash*.

- 12 Si vous aviez simplement arraché vos vies à Attarsiya, vous seriez morts de faim.
- Art. 4. 13 Sur ce, le Père du Soleil arriva (et) vous prit sur la foi d'un serment... il / vous / défendit et fit un serment.
- 14 ... « Souviens-toi, Moi, le Père du Soleil, je t'ai sauvé / toi /, Maddouwatta / de l'épée / d'Attarsiya.
- 15 « Donc, tu (appartiendras) au Père du Soleil et au pays de Hatti. Et souviens-toi : je t'ai donné le pays montagneux de Zippasla-Hariyata / à gouverner /,
- 16 « / et / toi, Maddouwatta, avec ton / peuple / tu vivras dans le pays montagneux de Zippasla-Hariyata ; et ainsi tu auras dans le pays montagneux de Zippasla-Hariyata.
- 17 « ton point d'attache (??). »
- 19 ... « Souviens-toi, je t'ai donné le pays montagneux de Zippasla...
- 19 « Mais alors n'occupe pas de toi-même la (terre) d'un autre vassal, ni aucune autre terre et que le pays montagneux de Zippasla soit ta frontière.
- Art. 4. 21 « Sois ainsi mon serviteur ; et que tes troupes soient aussi mes troupes. »
- Art. 5. 22 ... tu / m'as donné /, mon / seigneur /, le pays montagneux de Zippasla pour habiter.
- 23 « Ainsi / je / suis / dans ces régions / un avant-poste et un garde /. Et si quelqu'un / me lance / au visage une parole d'inimitié,
- 24 « (et) quel que soit le pays dont j'entends une parole d'inimitié, je / ne te cacherais / ni un tel homme, ni un tel pays
- 25 « mais au contraire je t'en rendrai compte. »

Pour les Hittites, les basses terres du littoral étaient des régions incultes : « Si vous aviez simplement arraché vos vies à Attarsiya, vous seriez morts de faim. » Un séjour forcé dans ces lieux impliquait, selon toute probabilité, ou bien que l'on y mourrait de faim, ou bien que l'on y serait réduit en esclavage par les corsaires du littoral, ou encore éventuellement que l'on y deviendrait charogne pour les chiens sauvages — telles étaient les alternatives qui attendaient celui qui demeurerait dans ces régions. Bien que ni le mot « côte », ni les mots « basses terres » ne soient mentionnés, il est permis de déduire à la lumière du *texte de Télépinois* qu'il s'agit des terres désertiques qui s'étendaient à l'Ouest. Le pays devait être connu pour son aridité, car, trois fois, la possibilité de mourir de faim est mentionnée. Les quelques vallées fertiles auraient été occupées par les conquérants. L'allusion aux chiens sauvages qui dévorent les cadavres se retrouve également dans Homère : la région concernée est alors la bande côtière en face de Troie. Le pays montagneux s'oppose aux terres basses comme une terre de munificence, et Zippasla est désigné comme un « point d'attache ».

Les dates des deux documents, vers 1650 pour celui de Télépinois et vers 1350 pour celui de Maddouwatta, montrent qu'une même attitude vis-à-vis de la côte a prévalu pendant au moins trois siècles. Cependant il convient de doubler cette durée en raison de l'attribution d'une telle politique à des souverains bien antérieurs, et de sa survivance évidente jusqu'à la fin de l'Empire.

4.2.3. Bannissement vers la côte

Une confirmation supplémentaire du caractère marginal de la côte se trouve dans le *texte d'Hattousili* (38), autobiographie d'un roi hittite. Hattousili monta sur le trône aux dépens du souverain légitime, son frère, qu'il déposa. Ayant vaincu son rival, il « l'envoie au bord de la mer ». Un des principaux partisans du roi exilé reçoit la permission « de passer la frontière et de gagner » lui aussi, d'après le contexte, la côte (qui par ailleurs peut être identifiée comme étant la côte Nord ou la côte de la Mer Noire). Dans un autre cas, le bannissement s'opère en direction de la côte Sud ou d'une île au large de cette côte. Les dissidents « sont envoyés à Alashiya » (39), que l'on pense généralement être Chypre, face à la Cilicie.

Cet épisode important semble indiquer que toute personne exilée (ou qui s'exilait) sur la côte devenait, par le fait même, inoffensive pour le royaume hittite, soit par manque de ressources, soit en raison de la faiblesse politique des peuples au milieu desquels elle devait vivre.

4.2.4. Politique hittite à l'égard des Etats tampons de la côte

Les besoins économiques de l'Empire hittite ne lui permettaient pas de pratiquer une politique de complet isolement vis-à-vis du littoral. Comme nous l'avons vu dans le cas de Chypre, un contact était inévitable, notamment en vue d'assurer l'écoulement du cuivre de l'île. Pour les Hittites, la solution préférable, semble-t-il, était de laisser la côte aux mains d'un peuple faible et semi-indépendant. Une telle politique était susceptible d'atténuer à la fois les désavantages militaires provenant des possessions côtières et les inconvénients économiques qui auraient résulté de leur propre occupation de la région.

Le *traité de Sounassura* (40) nous renseigne sur le statut politique de cette zone côtière. Ce traité concerne les relations entre le Kizzouwatna et les deux grandes puissances voisines, celles des Hourrites à l'Est et celle des Hittites au Nord. Localisé par A. Goetze, avec une quasi-certitude, dans la région stratégiquement vitale de la Cilicie orientale, le Kizzouwatna contrôlait l'itinéraire le plus court de Chypre et de la côte Sud vers Hattousa via les portes de la Cilicie. Situé sur la côte en face de Chypre, c'était le lieu naturel d'entrée du cuivre en direction du plateau d'Anatolie (41).

Dans le contexte moderne, l'indépendance politique d'une telle zone stratégique, tant du point de vue commercial que militaire, dans l'ombre d'une grande puissance très largement supérieure, s'avèrerait dans la pratique impossible, ou pour le moins très précaire. Par conséquent, son statut relativement indépendant, qui lui garantissait l'immunité contre les attaques militaires il y a plus de trois mille ans, devient d'autant plus significatif qu'il reposait sur des traités conclus librement et confirmés par l'expérience.

Le *traité de Sounassura* débute par un énoncé qui ressemble beaucoup à

(38) GOETZE A., « Hattushilish », *MVAeG*, 1925.

(39) *Ibid.*, III (28).

(40) GOETZE A., *Kizzuwatna and the Problem of Hittite Geography*, New Haven, 1940, « The Shunashshura Treaty », p. 36 et suiv.

(41) DUSSAUD R., *Prétydiens, Hittites et Achéens*, Paris, 1953, fig. 1.

ce que l'on appellerait en termes modernes, le principe d'autodétermination des petits pays. Il commence ainsi :

5. Autrefois, du temps de mon grand-père, le pays kizzouwatna.

6. était devenu une (partie) du pays hattî. Mais ensuite...

7. il s'en est séparé... et a prêté (allégeance) au pays des Hourrites.

On nous dit alors comment en termes d'usage international le changement d'allégeance d'un territoire d'une telle importance stratégique était possible. Trois générations auparavant, un peuple voisin, les Isouwas, avait cherché refuge loin des Hittites et s'était enfui sur le territoire voisin des Hourrites. Quand les Hittites avaient formulé des objections en disant :

12. aux Hourrites : « Extradez nos sujets ! »... les Hourrites avaient répondu

13. au « Soleil » en disant : « Non. »

17. ... le bétail 18. a choisi son étable, il est définitivement

19. installé dans notre pays.

Le roi hittite avait alors posé la question :

26... Si quelque pays 27. se séparait de vous pour rejoindre... le pays hattî.

28. Comment cela se passerait-il ? Les Hourrites 29. nous avaient répondu... en disant : « Exactement de la même façon. »

Ce fut donc en se fondant sur une coutume, une réciprocité et un précédent entre nations que Sounassura, le roi de Kizzouwatna, conclut un transfert d'allégeance de son pays des Hourrites voisins à leurs ennemis les Hittites.

Le traité prouve que les frontières étaient délimitées avec précision. L'accès à la mer devait être garanti à la grande puissance continentale dans un endroit nommé Lamiya. En retour, les Hittites acceptaient que Lamiya ne soit pas fortifié.

40. Lamiya sur la mer appartient au « Soleil »...

42. Le « Soleil » ne fortifiera pas Lamiya.

Dans cette délimitation des frontières par les deux rois, toutes les régions sont mesurées par eux, puis partagées par la moitié.

49. ... La montagne de Zabarashna 50. appartient à Sounassura, ils mesureront le territoire ensemble 51. (et) (le) diviseront.

59. La rivière Shamri (constitue) sa frontière. Le grand roi ne traversera pas la rivière Shamri.

En ce qui concerne les autres fortifications non-maritimes en général, les Hittites, en tant que grande puissance, déterminent de manière explicite, les pièces qu'ils peuvent fortifier. Aucune restriction de ce genre n'est imposée au Kizzouwatna, état beaucoup plus petit et beaucoup plus faible.

45. Le « Soleil » ne doit pas fortifier Aruna.

51. Le « Soleil » peut fortifier Anawushta.

Ces méthodes diplomatiques complexes semblent avoir permis aux Hittites d'éviter l'occupation de la côte en conservant entre eux et le littoral un petit état ami plus faible qui leur donnait la possibilité d'accéder à la mer et qui jouait le rôle de zone tampon entre la mer et l'arrière-pays.

4.2.5. Premières migrations et voies d'expansion

Les Hittites, peuple indo-européen, entrèrent probablement en Anatolie par le littoral de la Mer Noire. Les lieux de culte des plus anciens dieux de leur

panthéon se trouvent au Nord dans le territoire des Gasgas, qui comprenait probablement la côte Sud de la Mer Noire. Au cours de la période historique, nous rencontrons les Hittites en Anatolie centrale : en d'autres termes, leur migration d'ensemble dut, à l'origine, partir de la côte Nord et se diriger vers l'intérieur. Il faut souligner qu'il n'a encore été découvert, au voisinage de la côte Ouest, aucun monument qui puisse apporter une preuve indiscutable de l'expansion hittite dans cette direction (42). Au contraire, les voies d'expansion apparaissent comme uniformément orientées vers le Sud-Est, c'est-à-dire vers l'intérieur de l'Asie.

Le *texte de Télépinou* nous apprend que les premiers efforts des Hittites visaient à affermir leurs positions à l'intérieur du plateau d'Anatolie. Plus tard, ils s'installèrent dans le Nord de la Mésopotamie, attaquèrent les anciennes cités d'Alep et de Karkemish et effectuèrent des raids vers le Sud-Est jusqu'à Babylone. La région de la Mer Noire devint pour eux une sorte de porte dérobée, fermée en permanence aux nouveaux arrivants. Ils laissèrent les Gasgas, agglomérat de tribus barbares, occuper cette région (43). Ils les tolérèrent en dépit de leur harcèlement de l'Empire hittite qui alla jusqu'à l'incendie de Hattousa (44). Il est significatif que nous n'ayons aucun témoignage de l'emploi de la force par les Hittites pour exercer contre eux des représailles.

4.2.6 Frontière culturelle entre l'Est et l'Ouest

Selon A. Goetze, pendant quelque deux millénaires, une ligne de démarcation culturelle et politique permanente exista en Asie Mineure à l'Ouest de la rivière Halys. Elle séparait l'Anatolie proprement dite, à l'Est, de la culture égéenne antique et plus tard de la culture grecque à l'Ouest (45). Cette frontière territoriale qui suivait en gros une direction Nord-Sud se retrouva intacte malgré toutes les vicissitudes de l'histoire. Selon Goetze, elle remontait aussi loin que la première invasion dont nous ayons connaissance en provenance du continent européen (46), et survécut à la domination de la culture égéenne au troisième millénaire, à la thalassocratie minoenne et même à l'établissement grec qui suivit. Rostovtzeff affirma sa présence jusque vers la fin de la période des Achéménides (47). Il n'a jamais été trouvé aucune explication vraiment satisfaisante à la persistance de cette frontière non politique.

Pourtant, cette frontière serait une conséquence logique de la politique que nous avons posée comme principe chez les Hittites et qui consistait à se tenir éloigné de la côte et à s'orienter vers l'intérieur. Non seulement elle apporte une confirmation supplémentaire à l'idée que l'Empire hittite du second millénaire suivait une telle ligne de conduite, mais elle suggère qu'un principe semblable s'appliquait à beaucoup d'autres peuples et au cours d'une période

(42) *Ibid.*, p. 62.

(43) GOETZE A., *Klein Asien*, 1936, p. 168.

(44) DUSSAUD, *op. cit.*, p. 59.

(45) GOETZE A., *op. cit.*, p. 168 : « La vieille ligne frontière qui séparait l'Ouest de l'Est se maintint durant toute la période hittite, c'est-à-dire pendant presque tout le second millénaire. »

(46) *Ibid.*, p. 31.

(47) ROSTOVITZ M., *Social and Economic History of the Hellenistic World*, Oxford, 1941, I, 81 : « Ces cités, bien que vassales de la Perse au IV^e siècle avant J.-C., n'appartenaient pas en fait au monde oriental, mais au monde grec. Elles étaient pour ainsi dire des fragments de l'Occident à la lisière de l'Orient, et elles servaient de lien entre les deux mondes. Cependant l'arrière-pays, l'Anatolie proprement dite et les régions voisines au Nord de la Syrie demeuraient essentiellement orientales ».

beaucoup plus longue. En fait, la remarquable frontière culturelle, parallèle à la côte, que Goetze rencontra en Asie Mineure occidentale, était générale — quoique dans une moindre mesure — le long de toute la Méditerranée orientale et de la Mer Noire. La sécurité relative des cités côtières que nous avons mise en évidence pour les ports philistins et phéniciens en témoigne. Tout au long de la côte syrienne, une série de petits États faibles séparait les cités portuaires proprement dites des puissances continentales. Ceci laisse supposer que jouaient dans ce cas des causes plus profondes que les inconvénients militaires et culturels qui auraient résulté de telles possessions pour les puissances continentales. Ces causes étaient, comme nous l'avons noté au début, d'ordre économique.

4.3 La politique du port de commerce

Le port de commerce appartenait à une organisation commerciale fondamentalement différente de celle du XIX^e siècle. Le commerce ne dépendait pas essentiellement des marchés, mais avait une histoire et une logique propres fondées sur le principe d'un lieu de rencontre politiquement neutre.

Dans le « commerce silencieux » — principalement pour des raisons de sécurité — l'accord intervenait sans qu'aucune des deux parties communique directement avec sa partenaire. Cette forme de commerce primitif, comme l'indiquent les vestiges archéologiques de quelques sites fortifiés du littoral, s'est peut-être prolongée en Méditerranée orientale jusqu'aux temps préhistoriques. Des enceintes ont été mises à jour sur la côte même, bien qu'en dehors des villes proprement dites. Elles possédaient un autel pour assurer la sécurité des hommes et des marchandises.

Un lieu de commerce silencieux, pas plus qu'un sanctuaire neutre, ne procurent en eux-mêmes l'autorité que requièrent des transactions commerciales d'un caractère autre que hasardeux et éphémère. Des garanties permanentes de sécurité et un ensemble de conditions meilleures sont nécessaires pour rendre le commerce possible dans le contexte archaïque.

L'appareil complexe qui remplissait ces conditions était le port de commerce. Vu de l'hinterland, le port de commerce était un *epineion*, selon le terme par lequel Lehmann-Hartleben désigne « l'accès côtier d'une région définie, que ce soit celui d'une tribu, d'un pays ou d'une cité » (48). Tel était le port de commerce bien qu'il ne fût pas nécessairement situé sur la côte, mais assez souvent sur un grand fleuve ou à la jonction de la montagne et du désert. Les biens pouvaient y être échangés sous la protection non militaire d'un mausolée, d'un monastère ou d'une faible autorité politique. Son organisation interne variait largement selon le contexte social dans lequel s'intégrait l'administration du commerce.

Sa fonction principale était de garantir la neutralité. Un approvisionnement continu était essentiel, dès lors que l'on ne pouvait espérer que les commerçants — étant donné les conditions difficiles des longs voyages d'autrefois — se rendissent en un lieu excentrique à moins qu'ils ne fussent certains de pouvoir y opérer, en toute sûreté, des échanges de biens. La présence, sur place, d'une importante puissance militaire les aurait inévitablement fait fuir. Avant que le commerce ne puisse s'effectuer, la neutralité politique, la garantie

d'approvisionnement, la protection de la vie et de la propriété des étrangers devaient être assurées. Un accord préalable entre les parties intéressées était donc nécessaire. Il se fondait habituellement sur des traités en règle. Un tel agrément incluait, sans aucun doute, des facilités de déchargement, d'embarquement, de transport, de stockage, de classement des biens et de fixation des équivalences sous la caution des autorités de la côte. Sans le mécanisme du port de commerce, aucun commerce régulier n'aurait pu exister.

C'est ici qu'à notre sens se trouve la clef de l'indépendance permanente des villes côtières de l'Antiquité. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure les établissements principalement agricoles des colons grecs, par exemple sur la côte Nord de la Mer Noire, remplissaient cette fonction en ce qui concerne le commerce du blé. De toute façon, les ports de commerce de la Méditerranée orientale possédaient des signes particuliers qui les différenciaient des débouchés ordinaires pour les produits régionaux. Nous avons des indices de l'existence, en Syrie, de deux ports de commerce éminents qui précéderent l'Empire hittite de nombreux siècles. Des fouilles récentes ont exhumé Al Mina au Nord de l'embouchure de l'Oronte et Ugarit moins de cent cinquante kilomètres au Sud. Le premier de ces ports nous est connu grâce au petit ouvrage de Sir Leonard Woolley sur le royaume d'Alalah et le second par les écrits de Claude Schaeffer, chef de l'expédition française à Ras Shamra.

Lorsque Woolley mit au jour Al Mina, il découvrit une cité composée d'un nombre important d'entrepôts et de quelques lieux seulement de résidence ou de sépulture. La cité, pour autant que l'on puisse l'affirmer, était exclusivement consacrée au commerce entre les Egéens et l'arrière-pays syrien, et, selon les indices dont on dispose, les commerçants égéens s'y installèrent. Mais les véritables habitations se trouvaient sur une colline à quelque distance de la côte marécageuse.

Cette très grande spécialisation s'intégrait parfois dans une organisation encore plus complexe qui comprenait un petit état voisin agissant comme intermédiaire entre les Empires lointains et le port de commerce proprement dit, ce que semblent vérifier les relations entre le royaume d'Alalah et Al Mina (49).

En mettant au jour Alalah, la cité mère d'Al Mina, Woolley nota que les Hittites l'avaient occupée et administrée. Cependant il ne donne aucune preuve de la prise d'Al Mina par les Hittites. Le fait que cette cité ne subit ni siège ni occupation au cours du second millénaire, pendant lequel les empires égyptien et hittite s'opposèrent dans son voisinage immédiat, est une preuve encore plus convaincante de la neutralité d'Al Mina.

Si nous nous tournons vers Ugarit — qui fonctionnait dans la sphère d'influence égyptienne à l'instar d'Al Mina dans la sphère hittite — le même phénomène original s'y manifeste.

Ugarit était un royaume indépendant qui cumulait probablement les fonctions d'un port de commerce et celles de l'Etat neutre qu'il constituait. On a découvert qu'il s'agissait de l'un des sites les plus riches du monde antique. Le palais royal y couvrait une superficie supérieure du triple à celle du palais royal de la capitale hittite de Hattousa. Pourtant Ugarit ne possédait pas de territoire à proprement parler. Il faut donc en conclure que sa richesse provenait du commerce dans lequel il s'était spécialisé. L'existence d'une école de scribes qui enseignaient quatre langues différentes (50), les textes

(48) LEHMANN-HARTLEBEN, *Die antiken Hafenanlagen des Mittelmeeres*, Leipzig, 1923, p. 24.

(49) Sir Leonard WOOLLEY, *A Forgotten Kingdom*, Harmondsworth, 1953, p. 151.

(50) SCHAEFFER Claude, *Cuneiform Texts of Ras Shamra-Ugarit* (1939), p. 28.

et les inscriptions, un dictionnaire en trois langues, les groupes de résidents étrangers et l'administration d'un système d'équivalences fondé sur le sicle, montrent, sans l'ombre d'un doute, que cette zone était conçue pour remplir les fonctions d'un port de commerce (51).

En outre, Ougarit ne fut ni assiégé ni pris au cours des rivalités entre Empires. Il fut occupé entre les XVIII^e et XVI^e siècles qui correspondent à la période des Hyksos en Egypte. Schaeffer montre que cette conquête fut l'œuvre d'un peuple non lettré, militaire et « barbare », ce qui confirmerait l'opinion selon laquelle les puissances plus civilisées pratiquaient une politique de « n'y-touchez-pas » vis-à-vis des ports de commerce (52).

La situation géographique et stratégiquement exposée de ces centres commerciaux extrêmement importants nous oblige à conclure qu'au cours des siècles du second millénaire, les Hittites et les Egyptiens avaient tacitement convenu de respecter la neutralité et l'inviolabilité des epineia de l'autre Empire. Une autre confirmation de la neutralité de ces ports de commerce provient de la manière traditionnelle, déjà évoquée, qu'avaient les Hittites d'éviter la côte. Leur principale voie d'accès à la Syrie passait le long du Golfe d'Adana ; pourtant les Hittites n'ont jamais, à notre su, touché le littoral. Une lettre du roi de Babylone à Hattousili III confirme que ce comportement n'est pas uniquement le reflet de considérations militaires. Dans cette lettre, le roi de Babylone se plaint de la perte d'une caravane prise en embuscade entre Babylone et Ougarit. Hattousili, sollicité de mener une enquête, répondit que la ville ne dépendait pas de son autorité (53). L'événement se situa après la chute de l'Empire du Mitanni et après l'éclipse du pouvoir égyptien en Syrie du Nord. A notre connaissance, un seul pouvoir exerçait son autorité dans cette zone à cette époque, celui des Hittites. Pourtant ils ne revendiquaient pas le contrôle des cités du littoral et ils ne semblaient pas, en pratique, intervenir dans leur vie politique.

La protection du commerce devenait une préoccupation de toute première importance, comme l'indique le fait que le roi de Babylone corresponde avec le roi des Hittites dans un intérêt commercial. Selon Schaeffer, d'autres correspondances et des traités en provenance d'Ougarit confirmaient cet intérêt mutuel porté à la sécurité des commerçants (54). Dans le code de loi hittite, tuer un commerçant équivalait à un meurtre, tuer une autre personne à un homicide (55).

Les ports de commerce fonctionnèrent ainsi jusque vers la fin du premier quart du premier millénaire. Vers cette époque, apparaissent des signes de

(51) SCHAEFFER Claude, « Reconstructing an Ancient Civilization », *The Listener*, vol. 53, juin 30, 1955, 1162. « Et il y a des jeux de poids fondés sur le sicle, valant le tiers d'une once. Il existe de nombreux petits poids représentant des fractions de sicle, utilisés probablement par les orfèvres, et d'autres de deux, trois, cinq, dix, vingt, trente et cinquante sicles. Ceux-ci sont en bronze ou en hématite. Les poids supérieurs de trois cents, cinq cents et mille sicles sont en pierre. L'un d'eux, taillé avec un soin particulier dans une pierre dure, correspond à un talent, c'est-à-dire à trois mille sicles. Ces poids montrent qu'à Ougarit on se servait d'un système décimal différent du système en usage en Mésopotamie et en Egypte à la même époque et qui était fondé sur des multiples de soixante. »

(52) *Ibid.*, p. 1163.

(53) SCHAEFFER Claude, *Cuneiform Texts*, p. 25. Cette lettre est confirmée par le fait curieux que l'on ne trouve pas à Ougarit d'objets en provenance d'Anatolie. Il en existe un nombre suffisant pour témoigner d'un commerce, mais un nombre insuffisant pour justifier l'occupation.

(54) SCHAEFFER Claude, *The Listener*, op. cit., p. 1163.

(55) GURNEY O. R., *The Hittites*, Harmondsworth, 1952, p. 97. « Il est curieux que le seul cas que nous pourrions qualifier d'homicide volontaire se rapporte à un marchand identifié à sa classe, et que ce cas soit associé à l'idée de vol. »

récession dans la neutralité des ports de commerce, et le principe du « n'y-touchez-pas » vis-à-vis du littoral perd de sa force.

Des changements importants s'opéraient au Proche-Orient.

4.4 Symbiose

L'importante expansion du commerce au cours du second quart du premier millénaire se répercuta profondément sur les relations entre la côte et le continent. Les puissances de l'hinterland ne pouvaient plus se permettre de suivre leur penchant continental qui les portait à ignorer le littoral dans la mesure du possible. Elles s'orientaient maintenant, à regret, vers un nouvel équilibre qui devait avoir des conséquences d'une incalculable portée sur le cours de l'histoire en Méditerranée orientale.

Tyr, le premier port de commerce de cette époque, fonctionne maintenant à l'échelle mondiale ; l'administration du commerce fait intervenir des puissances politiques éloignées qui deviennent ses représentants dans l'échange des biens. L'Ionie, le Golfe Persique, la Mer Noire, l'Arabie et la côte atlantique de l'Espagne appartiennent tous à un réseau qui s'étendait peut-être jusqu'à l'Inde et à l'Afrique centrale. Tel est le tableau dressé par Ezechiel, 27, des activités commerciales de Tyr au cours de la première partie du VI^e siècle :

« 12. Le pays de Tharsis trafiquait avec toi... il te donnait de l'argent, du fer, de l'étain et du plomb en échange de tes marchandises.

13. Javan, Tubal et Moshek.. faisaient commerce d'esclaves et de vases de cuivre sur tes marchés.

14. Ceux de la maison de Togarma échangeaient avec toi des chevaux, des coursiers et des mulets.

15. Les fils de Dedan trafiquaient avec toi ; de nombreuses îles formaient ta clientèle ; ils te donnaient en échange des défenses d'ivoire et de l'ébène.

22. Les marchands de Seba et de Ramah trafiquaient avec toi ; ils te fournissaient en épices de première qualité, en pierres précieuses et en or.

25. Les bateaux de Tharsis naviguaient pour toi : tu acquis l'opulence et la gloire au milieu des mers. »

Il semble que les produits manufacturés phéniciens aient été universellement recherchés et échangés contre divers biens : esclaves, bétail, métaux, biens de prestige, etc. Le volume croissant et la variété des échanges allaient, sans aucun doute, de pair avec l'accroissement des pactes avec l'étranger. Tandis que les bateaux de Tyr transportaient d'importants chargements, d'autres bateaux, ainsi que des caravanes venues par terre, arrivaient à tout moment à Tyr. Assurer l'approvisionnement en marchandises d'un commerce à longue distance, prendre des dispositions pour la vente des biens et pour la sécurité des bateaux et des caravanes, devait nécessiter une activité diplomatique s'exerçant sur presque tout le monde habité connu à l'époque.

Ainsi, avec l'accroissement du commerce, les ports de commerce devaient inévitablement devenir des enjeux politiques. L'une des raisons en était peut-être d'ailleurs l'importance stratégique du fer dont ils contrôlaient l'écoulement. Nous ne possédons à ce sujet aucun indice formel. Cependant il existe des preuves abondantes de l'importance grandissante des flottes en tant que facteur militaire. Des opérations combinées sur terre et sur mer sont relatées depuis l'époque des Peuples de la Mer et allèrent croissant au cours du pre-

mier millénaire. Au VII^e siècle, nous trouvons les troupes amphibies d'Ionie louées par Psammétique jouant le rôle de catalyseur dans le renversement de la puissance assyrienne en Egypte. Alliés aux Lydiens, les cités phéniciennes s'engagèrent aussi dans de semblables intrigues politico-militaires.

Ainsi, l'un des attributs vitaux des ports de commerce — leur neutralité — tendit à disparaître ; cependant ils ne perdirent pas leur indépendance au profit des puissances continentales, mais devinrent plutôt eux-mêmes des puissances avec qui il fallut compter.

Ce changement de rôle se refléta dans l'attitude des puissances de l'intérieur. Elles se virent contraintes de marcher avec circonspection contre les ports de commerce. Leur conquête pure et simple et leur asservissement étaient hors de question, car cela aurait entraîné une perte de confiance en ces voies d'entrée pour les biens étrangers. Il fallait imaginer d'autres façons d'agir.

Une des réponses était la démilitarisation. C'est ainsi que l'on peut interpréter la politique de l'Assyrie face à Sidon qui fut transférée de l'île où elle se trouvait jusque sur le continent, puis repeuplée avec des colons assyriens ; de même peut-on interpréter la politique de la Lydie vis-à-vis des cités ioniennes lors de la destruction des murailles de Smyrne. Sous un certain angle, la politique lydienne qui consistait à effectuer des raids annuels contre les cités du littoral revêtait une signification semblable. Bien que ces interventions aient laissé ces cités militairement impuissantes sur terre, elles semblent avoir occasionné assez peu de dommages.

Un changement fondamental s'opérait qui combinait une politique plus active des Empires vis-à-vis de la côte et le maintien, en grande partie, de l'attitude continentale traditionnelle. Cette politique se traduisait souvent par une démonstration de force, voire un contrôle momentané, suivi d'un retrait, ce qui conduisait parfois à une relation de symbiose (comme Rostovtzeff l'appelait) qui se transformait en une coopération plus étroite qu'auparavant entre côte et continent. Il nous faut de nouveau passer sous silence les différences importantes qui subsistaient entre les simples *emporía* à l'échelle locale et les systèmes organisés de commerce extérieur que nous avons appelés ports de commerce. Si nous précisons quelque peu, la situation se présente comme suit :

Au Nord de la Mer Noire, la Scythie et les colonies grecques parvinrent à une symbiose stable évitant toute poussée militaire ouverte. Rostovtzeff décrit comment les Scythes échangeaient leurs excédents de biens contre des produits grecs et ioniens :

« [...] les Scythes accordèrent leur faveur aux colonies grecques et les laissèrent en paix, ils entrèrent en relations personnelles avec elles et se contentèrent probablement de percevoir un tribut nominal en signe de souveraineté. Ni Hérodote, ni aucune autre source du VI^e et du V^e siècles ne mentionnent de conflit entre les colonies grecques et les Scythes » (56).

En Lydie, Gygès marcha contre Milet (vers 663), Colophon et Magnésie du Sipyle (57). Il s'agissait apparemment d'une simple démonstration militaire et de l'affirmation d'une suzeraineté nominale, car il ne semble pas que Gygès visait à s'emparer des citadelles. Ses raids se limitèrent à la campagne de Milet et il n'attaqua pas les deux cités côtières les plus proches, Cymè et Ephèse. Finalement, ses activités militaires contre les cités du littoral cessèrent.

(56) ROSTOVITZEF M., *Iranians and Greeks in South Russia*, Oxford, 1922, p. 41.

(57) HOGARTH, *CAH*, II Nous le suivons pour cette période.

Dans un geste significatif, la Lydie permit à Milet de coloniser Abydos sur l'Hellespont, en territoire proprement lydien. Gygès lui-même, à la fin de son règne, devint ouvertement ami de la Grèce. Les cités côtières grecques et la Lydie coopérèrent plus tard face à l'invasion cimmérienne.

Les successeurs de Gygès suivirent également une politique de faible pression et cherchèrent essentiellement une symbiose. Alyatte dévastait les campagnes milésiennes tous les ans, mais ne touchait pas aux fermes. Il détruisit les murailles de Smyrne dans une tentative évidente de démilitarisation de la ville, mais il ne l'occupa pas. Il conclut un traité favorable à Milet et au cours de la seconde moitié de son règne se développèrent entre la Lydie et l'Ionie des relations comportant des avantages mutuels et encouragées par les fortes affinités culturelles entre les deux pays. Hérodote déclarait qu'il n'existait pas de différence entre eux.

Crésus, suivant la tradition d'Alyatte, fit détruire les forteresses des collines d'Ephèse. Il n'inquiéta pas les autres cités lorsqu'elles eurent paisiblement laissé entrer ses troupes. En s'engageant à verser chaque année un tribut et à assurer une aide militaire dans les cas exceptionnels, elles ne recevaient pas de garnisons et ne subissaient aucune ingérence dans leurs affaires intérieures. Crésus manifesta un intérêt réel à l'égard des ports de commerce grecs. Dernier des monarques lydiens, il fut le plus profondément hellénisé de tous.

Jusqu'ici, en parlant de la symbiose de l'Empire et du port de commerce, nous avons pensé à la région Nord de la Mer Noire et à l'Ouest de l'Asie Mineure et nous avons dirigé notre attention sur les Empires scythe et lydien respectivement. Dans l'un et l'autre cas, les ports de commerce grecs tels que Milet, Ephèse et Théodosie ont constitué le centre d'intérêt.

Si nous nous tournons vers le Sud, vers la côte syrienne où l'histoire débuta plus d'un millénaire auparavant, deux périodes rivalisent d'intérêt. Al Mina et Ugarit, les deux premiers ports de commerce, ont été confrontés aux Empires continentaux d'Assyrie, de Babylone, des Hittites et d'Egypte. Sidon et Tyr, qui leur ont succédé, durent traiter avec l'Empire néo-assyrien, la Babylonie chaldéenne et les Perses. En suivant les changements qui se produisirent au cours du premier millénaire dans la politique de ces dernières puissances continentales, il nous faudra substituer aux cités chananéennes d'Al Mina et d'Ugarit les cités phéniciennes beaucoup plus récentes de Sidon et de Tyr.

A première vue, un changement frappant s'opère dans la politique assyrienne. Les incursions militaires des dirigeants mésopotamiens en direction de l'Ouest au cours des troisième et deuxième millénaires deviennent alors de véritables guerres orientées, semble-t-il, vers la conquête permanente de l'Occident et finalement d'une partie de la côte méditerranéenne. Dans cette action, l'Assyrie se distingue par ses campagnes pratiquement annuelles. Les actes de cruauté inhumaine commis sur les prisonniers révèlent une politique délibérée d'intimidation.

Après un examen plus approfondi, il semble douteux, qu'en ce qui concerne la côte, le changement soit vraiment aussi important qu'il paraît au premier abord. Jusque vers 782, bien que l'Assyrie perçût un tribut des cités du littoral, son intervention se limitait à des incursions. Shamshi-Adad V ne se rendit dans la zone méditerranéenne que deux fois au cours de son règne. Il s'agissait de raids visant à se procurer un butin et de démonstrations militaires plutôt que de campagnes dans un but de conquête. Adad-Nirāri s'assura également le tribut de Tyr, de Sidon, d'Israël et de la Philistie, mais ne retourna pas ensuite sur la côte. Salmanasar III et Teglat-Phalazar III exigèrent tous les

deux un tribut annuel, mais, en dehors de cela, ils laissèrent les cités phéniciennes en paix à l'exception de la Philistie qui fit l'objet d'un raid, mais ne fut pas alors intégrée à l'Empire. La politique de farouche agression débuta avec Sennachérib qui occupa la Phénicie en 701 à la seule exception de Tyr. Asarhaddon et Assurbanipal suivant ses traces détruisirent Sidon et exigèrent un lourd tribut de Tyr. Sans aucun doute, la fin du VIII^e siècle vit la naissance d'une politique assyrienne nouvelle qui rappelait plus le XIX^e siècle après J.-C. que le XIX^e siècle avant J.-C. La pression militaire exercée contre les cités du littoral était maintenant constante.

Cependant, il serait facile d'exagérer le caractère moderne de la poussée néo-assyrienne vers la côte. Tyr fut obligée de payer un tribut et on tenta de s'ingérer dans sa politique étrangère. Pourtant ses relations avec l'Assyrie étaient dans l'ensemble des relations de coopération. Les Assyriens avaient droit d'entrée sur les territoires de Tyr, mais Asarhaddon accorda la réciprocité aux commerçants de Tyr en territoire assyrien (58). Bien que Tyr ait eu un magistrat assyrien à demeure pour surveiller ses dirigeants, elle était indépendante dans les faits. Plus tard, Nabuchodonosor conserva la Phénicie sous sa dépendance et essaya de s'emparer de Tyr mais sans succès. La politique néo-assyrienne et la politique néo-babylonienne se soldèrent en gros par un accroissement de l'activité économique du littoral grâce aux ports de commerce qui ne furent pas cependant intégrés aux Empires, la pression de ceux-ci s'exerçant principalement par des méthodes de contrôle lointain.

Pour la construction de son Empire, la Perse s'appuyait sur des principes entièrement nouveaux dont l'un consistait à exercer un minimum de contrainte. Selon Hérodote, ses dirigeants suivaient, dans le gouvernement de l'Empire, le principe particulier selon lequel leur intérêt envers les peuples était inversement proportionnel à la distance qui séparait ceux-ci du centre du pays (59), ce qui pouvait bien laisser entrevoir aux villes du littoral une promesse d'autonomie. Il semble que la mise en application de cette conception ait été fonction de l'acceptation ou de la non-acceptation, par les cités, de la suzeraineté perse. Milet fut traitée avec modération, certaines autres cités ioniennes avec dureté : obligation du service militaire, paiement du tribut, choix et imposition des dirigeants autochtones par les Perses. Qualifier ces dirigeants de tyrans risquerait d'induire profondément en erreur. Dans l'ensemble du monde hellène, la monarchie en vogue de type non traditionnel portait le nom de *tyrannie*. Mais les résonances péjoratives que ce terme a acquises plus tard sont complètement anachroniques. Les tyrannies des VII^e et VI^e siècles n'étaient rien moins qu'impopulaires ; le dirigeant typique qui s'était élevé par lui-même sortait des rangs de l'aristocratie avec l'aide du peuple afin de la délivrer de la domination oppressive d'une oligarchie. Dans la Grèce métropolitaine, vers le milieu du V^e siècle, la nouvelle monarchie avait généralement été supplantée par des formes libres de gouvernement populaire et la tyrannie était alors en défaveur. Pourtant, chez Hérodote, subsiste encore une équivoque apparente. Les tyrans ioniens du temps de ses ancêtres devaient souvent leurs situations aux Perses qui préféraient traiter avec des monarques plutôt qu'avec des assemblées, et, dans cette mesure, les tyrans ioniens étaient à juste titre qualifiés de fantoches perses. Hérodote a mentionné qu'au cours des guerres scythes, les rois ioniens ne coupèrent pas le pont que Darius leur

(58) OLMSTEAD, *op. cit.*, p. 375 et suiv.

(59) HERODOTE, I, 134. Cf. également ROSTOVITZ, *Social and Economic History of the Hellenistic World*, I, 83.

avait confié sur le Danube, car ils savaient qu'ils ne demeureraient au pouvoir que tant que les Perses seraient présents. La tyrannie ne constituait donc souvent pour les Perses qu'une simple méthode visant à instaurer des gouvernements satellites populaires mais favorablement disposés à leur égard. En prévision de la seconde invasion de la Grèce, les Perses, qui n'avaient aucune option idéologique, remplacèrent la tyrannie par des régimes démocratiques dans toutes les cités ioniennes. Une fois les guerres terminées, un retour à l'ancien système d'indépendance politique presque totale se produisit, avec pourtant une orientation plus nette vers une relation de symbiose entre côte et continent.

Les cités phéniciennes ne subirent pas les mêmes fluctuations brusques de la politique perse que les cités ioniennes. Elles conservèrent leurs rois autochtones et furent libres de se joindre ou non aux expéditions perses. La bienveillance mutuelle enregistra une éclipse lorsque Xerxès décapita quelques officiers phéniciens pour mauvaise conduite. Les Phéniciens refusèrent alors pendant environ quinze ans de mettre leur flotte au service de la Perse. La révolte implacable de 352, au cours de laquelle de nombreux habitants de Sidon s'immolèrent dans leur cité, ne fut pas sévèrement réprimée : la cité fut reconstruite et la Phénicie continua de jouir d'une indépendance et d'une prospérité assez grandes sous la domination de la Perse qui paraissait très tolérante sauf en cas de révolte ouverte. La coopération s'appuyait sur le bon fonctionnement d'une organisation commerciale de la côte que la Perse équipa en la dotant d'un étalon de métal, d'un système de routes efficace et d'un arrière-pays sûr.

Quand au cours du dernier tiers du premier millénaire, la Macédoine s'avança à travers l'Europe, l'Asie et l'Afrique, pour créer un Empire mondial, la disparition du port de commerce parut imminente. La côte ne risquait plus alors d'être en péril ni du point de vue stratégique, ni du point de vue culturel. Le littoral, qui se trouvait maintenant et pour la première fois à l'intérieur des frontières d'un Empire qui l'englobait, vit s'effacer sa signification politique et militaire et l'hellénisation de l'*æcoumène* devint à l'ordre du jour. Tyr défaite par Alexandre le Grand fut le symbole de ce changement. L'homme qui incarnait l'idée nouvelle d'une civilisation universelle s'était emparé du roc imprenable qui abritait, selon Ezéchiel, la Maîtresse des Mers admirée et haïe, et qui avait bravé la puissance d'Assour et de Babylone. Une immense expansion du commerce s'accomplissait dans la paix, qui réunissait les continents jusqu'alors séparés et transformait la Méditerranée orientale en un lac grec.

Il est d'autant plus remarquable de constater au contraire un renouveau de l'ancien port de commerce sous sa forme classique à peu de chose près. Pendant très longtemps encore, le port de commerce, par sa gestion neutre des transactions entre de nombreux peuples étrangers, s'avéra indispensable. Afin de canaliser le commerce de l'Orient, qui devait passer par l'Océan Indien et la Mer Rouge, Cléomène de Naucratis reçut d'Alexandre le Grand la mission de construire une cité au lieu même où les marchandises touchaient l'Occident. Le résultat en fut Alexandrie, le port de commerce par excellence. Sa neutralité était sa raison d'être (60). Bien qu'il fût situé en territoire égyptien et érigé sous un gouvernement grec, ni les Egyptiens, ni même les Grecs, ne devaient y exercer le pouvoir. Bâti en dehors des limites administratives de la *chora* égyptienne, son autonomie devait se révéler indestructible. L'éta-

(60) PRÉAUX CL., *L'Economie royale des Lagides*, 1939, p. 432 et suiv.

blissement d'un grand nombre de Juifs et d'Égyptiens, en mesure d'affaiblir la prépondérance des Grecs, en garantissant la neutralité. Afin d'assurer la sécurité du commerce sous l'autorité municipale, les transactions commerciales étaient faites sous serment devant l'autel d'Héphaestion (61), l'ami divinisé d'Alexandre. Le grand roi qui consacra son génie à ces réalisations avait ordonné que deux temples soient érigés à Héphaestion et que tous les actes commerciaux obtiennent l'approbation du dieu protecteur.

Alexandrie fut le modèle auquel se conformèrent beaucoup d'autres ports de commerce à l'époque hellénistique, que ce soit sur la côte phénicienne, en Grèce ou en Asie Mineure. Les ports de commerce avaient maintenant leur propre statut informel. Tyr, Byblos, Sidon jouissaient de la même indépendance que les cités grecques de la côte, une indépendance refusée aux *poleis* grecques de la Babylonie intérieure (62). Ainsi, les Empires transcontinentaux de la période hellénistique, loin de rejeter le principe du port de commerce, le renforcèrent et le renouvelèrent. Mais la politique pratiquée par le monde antique, qui consistait à éviter les côtes, était maintenant révolue. Et le moment était proche où, dans la Méditerranée occidentale, une constellation absolument nouvelle de puissances en relation avec la côte et le continent surgirait pour graviter autour de l'axe romain.

(61) ARRIEN, *Anabasis*, XXIII : « Le nom d'Héphaestion devait être grand sur tous les documents légaux que les marchands utilisaient pour commercer entre eux. »

(62) CARY M., *A History of the Greek World from 323 to 146 B. C.*, Londres, 1951, p. 268.

Aristote découvre l'économie

En lisant attentivement les chapitres précédents, le lecteur a peut-être pressenti que quelque importante conclusion restait en suspens. Le débat sur l'*oikos* et nos discussions, tant sur les méthodes du commerce assyrien que sur les ports de commerce en Méditerranée orientale, semblaient suggérer que l'étude du monde antique, qui engendra la splendeur de la civilisation grecque, nous réservait une surprise. Cette attente n'était pas totalement injustifiée étant donné ce qu'impliquait de toute évidence, pour l'appréciation de l'histoire économique grecque, le fait de reconnaître l'absence de marchés dans la Babylonie d'Hammourabi.

L'image familière de l'Athènes classique devra résoudre ce qui pourrait sembler un réseau de contradictions. La conclusion essentielle doit être que l'Attique n'héritait pas, comme nous le croyions fermement, de techniques commerciales supposées s'être développées en Orient, mais plutôt qu'elle fut à l'origine de la nouvelle méthode de commerce avec marché. Car si Babylone et Tyr ne furent pas, comme il apparaît maintenant, les anciens foyers du marché créateur de prix, alors les éléments de cette institution embryonnaire durent se manifester dans le monde hellénique au cours du premier millénaire avant J.-C. La Grèce des VI^e et V^e siècles était donc, dans ses aspects essentiels, économiquement plus inexpérimentée encore que ne le soutenaient les « primitivistes » les plus acharnés, alors qu'au IV^e siècle les Grecs eux-mêmes instauraient les méthodes de commerce lucratif qui beaucoup plus tard engendrèrent la concurrence du marché.

Ceci met en relief un aspect de la controverse de l'*oikos* dont l'importance ne se dégage que maintenant. Les « primitivistes » affirmaient seulement que, jusqu'à l'époque des guerres contre les Perses, l'Attique n'était pas une communauté mercantile. Ils ne niaient pas qu'au IV^e siècle les Phéniciens avaient perdu leur ancienne supériorité maritime au bénéfice des marins hellènes à qui l'esprit d'entreprise soutenu par des prêts sur cargaison avait permis de prendre l'avantage sur leurs maîtres d'autrefois. En outre on considérait que les Lydiens avaient transmis à leurs élèves hellènes les arts du commerce lucratif qu'ils avaient eux-mêmes acquis de leurs voisins mésopotamiens de l'Est.

Tout ceci s'effondre si Sumer, la Babylonie et l'Assyrie, aussi bien que leurs successeurs hittites et tyriens, pratiquaient le commerce — et ceci paraît désormais incontestable — principalement sous forme de « dispositions » et

par l'intermédiaire des commerçants par statut. Mais dans ce cas, où les Hellènes, aussi bien que les Lydiens, puisèrent-ils leur art de l'initiative commerciale individuelle qui comportait des risques et des profits et que, dans une certaine mesure, ils commencèrent certainement à mettre en pratique ? Et s'ils trouvèrent principalement en eux-mêmes ces attitudes nouvelles — cette conclusion semble s'imposer — quel indice nous offre la littérature grecque de l'inévitable crise des valeurs qui dut en résulter ?

Faire revivre le phénomène culturel de la Grèce au moment crucial de son passage d'une économie héroïque à une économie semi-commerciale dépasserait nos possibilités même si le plan de cet ouvrage n'excluait pas cette tentative. Pourtant, il semble convenable, et même nécessaire, de suivre, à la lumière de nos connaissances nouvelles, cet événement à travers la pensée sociale de cet esprit encyclopédique du monde grec que fut Aristote lorsqu'il rencontra pour la première fois le phénomène que nous avons maintenant coutume d'appeler l'« économie ».

Le mépris qui s'attache de nos jours à l'*Economique* d'Aristote est un mauvais présage. Très peu de penseurs ont suscité l'attention aussi longtemps que lui et sur des sujets aussi divers que ceux qu'il traite. Pourtant, dans un domaine auquel il a consacré un effort notoire, et qui se trouve également être reconnu comme un des problèmes vitaux de notre génération, l'économie, ses enseignements sont jugés par les esprits éminents du moment comme inadéquats et même hors de propos (63).

L'influence exercée par Aristote sur l'économie de la cité médiévale, à travers Thomas d'Aquin, est comparable à celle exercée plus tard par Adam Smith et David Ricardo sur l'économie mondiale au XIX^e siècle. Evidemment, on peut dire qu'avec l'établissement du système de marché et l'apparition des écoles classiques qui s'ensuivit, les doctrines d'Aristote sur le sujet subirent une éclipse. Mais là n'est pas le problème. Les économistes modernes, qui parlent sans détour, ont l'impression que presque tout ce qu'il a écrit sur les moyens d'existence de l'homme manquait de réelle consistance. Aucun de ses deux grands thèmes, nature de l'économie et problèmes des échanges commerciaux et du juste prix, n'a débouché sur des conclusions claires. L'homme, comme n'importe quel animal, selon lui, se suffisait naturellement à lui-même. L'économie humaine ne dérivait donc pas de l'immensité des aspirations et des besoins de l'homme, c'est-à-dire de la rareté, pour parler en termes actuels. En ce qui concerne les problèmes pratiques, les échanges commerciaux, selon Aristote, trouvaient leur origine dans une incitation non naturelle à s'enrichir. Cette incitation était évidemment illimitée, alors que les prix auraient dû se conformer aux règles de la justice (la formulation exacte ne manque pas d'obscurité). On connaît également ses remarques intéressantes, quoique d'une logique douteuse, sur l'argent, et ses vitupérations surprenantes contre le prêt à intérêt. Ces conclusions médiocres et

(63) SCHUMPETER J. A., *History of Economic Analysis*, New York, 1954 (édition posthume), p. 57 : « L'œuvre d'Aristote est [...] passable, prosaïque et quelque peu médiocre. Elle dépasse à peine le sens commun avec légèrement plus d'emphase. » SCHUMPETER ne doutait nullement qu'Aristote se soit engagé dans « une analyse des mécanismes réels de marché. Plusieurs passages montrent [...] que telle avait été la tentative d'Aristote et qu'il avait échoué » (p. 60). La dernière étude détaillée nie tout autant les mérites d'Aristote. Cf. SOUDEK C. J., « Aristotle's Theory of Exchange » *Proceedings of American Philosophical Society*, V, 96, NR, 1, 1952. SPENGLER J. J., « Aristotle on Economic Imputation and Related Matters », *Southern Economics Journal*, XXI, avril 1955, 386, fn. 59, constitue la seule exception : « Aristote ne se préoccupait pas de savoir comment les prix se forment sur le marché. »

fragmentaires furent attribuées à un parti pris peu scientifique : la préférence pour ce qui devrait être plutôt que pour ce qui est. Soutenir que les prix, par exemple, devraient dépendre de la situation relative au sein de la communauté des partenaires impliqués dans l'échange, semblait en effet une position presque absurde.

Cette rupture nettement marquée avec l'ensemble de la pensée héritée de la Grèce classique mérite plus d'attention qu'elle n'en a jusqu'ici reçue. La personnalité du penseur et l'importance du sujet devraient nous faire hésiter à rayer définitivement l'enseignement d'Aristote en économie.

Nous jugerons ici tout à fait autrement sa position, en remarquant qu'il a abordé le problème des moyens d'existence de l'homme en l'attaquant par la base, ce qu'aucun théoricien n'a pu faire par la suite. Personne n'a jamais pénétré aussi profondément dans l'organisation matérielle de la vie de l'homme. Il posa, en effet, dans toute son ampleur, le problème de la place occupée par l'économie dans la société.

Il nous faudra remonter très loin en arrière pour expliquer la pensée d'Aristote sur ce que nous appelons l'« économie », ou la raison qui le poussait à considérer l'acquisition de la richesse dans le commerce et le juste prix comme les principaux problèmes pratiques. Nous sommes également d'accord que la théorie économique ne peut espérer tirer profit du Livre I de la *Politique* ni du Livre V de l'*Ethique à Nicomaque*. L'analyse économique vise, en dernier ressort, à élucider les fonctions du mécanisme du marché, institution encore inconnue d'Aristote.

Saisissons les fondements de notre argumentation : les historiens de l'économie placent au mauvais endroit l'Antiquité classique sur l'échelle du temps qui conduisit au commerce de marché. En dépit d'échanges intensifs et d'utilisations assez perfectionnées de la monnaie, la vie économique grecque se trouvait encore dans l'ensemble, à l'époque d'Aristote, au tout début du commerce de marché. Les imprécisions d'Aristote et son manque de clarté parfois, sans parler du décalage probable du philosophe par rapport à la vie, devraient être imputés à des difficultés d'expression face à des progrès en réalité récents, plutôt qu'à une appréhension jugée insuffisante de pratiques prétendues courantes dans la Grèce de l'époque et entretenues par la tradition millénaire des civilisations orientales.

Ceci laisse la Grèce classique, aussi nette qu'ait été l'évolution de certains de ses Etats de l'Est vers la coutume du marché, encore considérablement en deçà du niveau des échanges commerciaux qu'on lui prêta plus tard. Ainsi les Grecs ne furent peut-être pas simplement les derniers venus, comme on l'affirma avec tant d'assurance, qui empruntèrent des pratiques commerciales développées par les Empires orientaux. Ils furent plutôt les derniers venus d'un monde civilisé sans marché, qui se virent contraints par les circonstances de devenir les pionniers du développement de nouvelles méthodes de commerce, qui commençaient tout juste à s'orienter vers un commerce de marché.

Tout ceci, loin de diminuer, comme on pourrait apparemment le croire, la signification de la pensée d'Aristote sur les problèmes économiques, doit, au contraire, en accroître considérablement l'importance. Car, si notre interprétation d'une Mésopotamie « sans marché » est conforme aux faits, ce dont il n'est plus de raison de douter, nous avons tout lieu de croire que dans les écrits d'Aristote nous possédons le rapport d'un témoin oculaire de certains traits originaux d'un commerce de marché naissant, lors de sa toute première apparition dans l'histoire de la civilisation.

5.1 L'anonymat de l'économie dans la société antique

Aristote essayait de maîtriser théoriquement les éléments d'un nouveau phénomène social complexe au moment même de sa naissance.

Lorsque le philosophe prit tout d'abord conscience de l'économie sous la forme d'échanges commerciaux et de différences de prix, celle-ci était déjà destinée à parcourir le chemin diversifié qui devait la conduire à son épanouissement quelque vingt siècles plus tard. A partir de l'embryon, Aristote pressentit ce que serait le spécimen achevé (64).

L'instrument conceptuel avec lequel aborder la transition d'une existence anonyme à une existence autonome, que nous posons en principe, est la distinction entre la position insérée et la position non insérée de l'économie par rapport à la société. L'économie non insérée du XIX^e siècle était indépendante du reste de la société, plus spécialement du système politique et gouvernemental. Dans une économie marchande, la production et la distribution des marchandises essentielles s'effectuent en principe par un système autorégulateur de marchés créateurs de prix. Cette économie est régie par des lois propres, les lois dites de l'offre et de la demande. Elle est motivée par la crainte de la famine et par l'espoir du gain. Les situations sociologiques qui incitent les individus à participer à la vie économique ne sont pas engendrées par les relations de parenté, par la contrainte légale, l'obligation religieuse, le lien d'allégeance ou la magie, mais par des institutions spécifiquement économiques telles que l'entreprise privée et le système des salaires.

Un tel état de choses nous est évidemment assez familier. Dans le système de marché, les moyens d'existence de l'homme sont assurés par le truchement d'institutions, lesquelles sont soutenues par des motifs économiques et régies par des lois spécifiquement économiques. On peut concevoir le vaste mécanisme d'ensemble de l'économie fonctionnant sans l'intervention consciente de l'autorité humaine, de l'état ou du gouvernement ; il n'est pas besoin d'invoquer d'autre motif que la crainte de la misère et le désir de profit légitime. Aucune autre exigence juridique ne se pose que celles de la protection de la propriété et de l'application du contrat. Etant donné la répartition des ressources, du pouvoir d'achat, aussi bien que des échelles individuelles de préférence, le résultat sera une satisfaction optimale des besoins de tous.

Voici donc la version XIX^e siècle d'une sphère économique indépendante au sein de la société. Ses motivations sont distinctes, car elle reçoit son impulsion d'une incitation au profit monétaire. Elle est institutionnellement séparée du centre politique et gouvernemental. Elle parvient à une autonomie telle qu'elle se dote de lois propres. Nous possédons là le cas extrême d'une économie non insérée qui tire son origine d'un usage largement répandu de la monnaie comme moyen d'échange.

Dans la nature des choses, l'évolution d'une économie insérée vers une économie non insérée est affaire de gradation. Néanmoins, la distinction est fondamentale pour comprendre la société moderne. Vers les années 1820, Hegel fut le premier à soulever la question de son fondement sociologique que Marx développa au cours des années 1840. La découverte empirique, en termes historiques, en revient à Sir Henry Sumner Maine qui, vers 1860, s'appuya sur les catégories du droit romain *status* et *contractus*. Finalement,

Bronislaw Malinowski, dans les années 1920, réexposa le cas dans les termes plus détaillés et plus complets de l'anthropologie économique.

Sir Henry Sumner Maine entreprit de démontrer que la société moderne était fondée sur le *contractus* (contrat), alors que la société antique reposait sur le *status* (statut). La naissance fixe le *status* — la situation d'un homme dans la famille — qui détermine les droits et les devoirs d'une personne. Il découle de la parenté et de l'adoption ; il subsiste dans le régime féodal et, avec quelques modifications, jusqu'à l'époque de l'égalité des citoyens, telle qu'elle exista au XIX^e siècle. Mais déjà dans le droit romain le *status* cédait graduellement la place au *contractus*, c'est-à-dire à des droits et à des devoirs issus d'arrangements bilatéraux. Plus tard, Maine révéla l'universalité de l'organisation statutaire dans le cas des communautés villageoises de l'Inde.

En Allemagne, Maine trouva un disciple en la personne de Ferdinand Tönnies. Le titre de son ouvrage *Communauté et Société* (*Gemeinschaft und Gesellschaft*), 1888, résumait sa conception. La communauté correspondait au *status* et la société au *contractus*. Max Weber employa fréquemment le terme de « *Gesellschaft* » au sens de groupe de type contractuel et le terme de « *Gemeinschaft* » au sens de groupe de type statutaire. Ainsi, sa propre analyse de la place de l'économie dans la société, bien que parfois influencée par Mises, portait l'empreinte de Marx, de Maine et de Tönnies.

Cependant, la connotation émotionnelle attribuée aux termes « *status* » et « *contractus* », de même qu'à leurs répondants « communauté » et « société », différerait très largement chez Maine et chez Tönnies. Pour Maine, la condition de l'humanité avant le *contractus* représentait simplement l'âge des ténèbres du tribalisme. L'introduction du contrat avait, à son avis, émancipé l'individu de la servitude du *status*. Les sympathies de Tönnies allaient à l'intimité de la communauté opposée à l'impersonnalité de la société organisée. Pour lui, la communauté représentait la situation idéale dans laquelle la vie des hommes se trouvait enveloppée dans un tissu d'expériences communes alors que la société n'était jamais, selon lui, très éloignée du *cash nexus* de Thomas Carlyle qui désignait ainsi les relations de personnes unies seulement par les liens du marché. L'idéal de Tönnies était la restauration d'une communauté, non pas cependant à son stade présociétaire d'autorité et de paternalisme, mais d'une communauté s'acheminant vers une forme supérieure, vers un stade postsociétaire qui ferait suite à notre civilisation présente. Il envisageait comme une phase de coopération dans l'existence humaine cette communauté qui conserverait les avantages du progrès technique et de la liberté individuelle tout en restaurant l'intégralité de la vie.

De nombreux intellectuels européens acceptèrent la conception de l'évolution de la civilisation humaine des Hegel, Marx, Maine et Tönnies, comme un résumé de l'histoire de la société. Pendant une longue période, la progression sur le chemin qu'ils avaient frayé demeura nulle. Maine avait traité du sujet, y compris des formes coopératives observables dans l'Inde rurale, essentiellement comme relevant de l'histoire du droit ; la sociologie de Tönnies faisait revivre les grandes lignes de la civilisation médiévale. Ce n'est pas avant la mise au point fondamentale de Malinowski sur la nature de la société primitive que cette antithèse fut appliquée à l'économie. On peut dire maintenant que le *status* ou *Gemeinschaft* domine là où l'économie est insérée dans des institutions non économiques ; le *contractus* ou *Gesellschaft* est caractéristique de l'existence dans la société d'une économie aux motivations spécifiques.

Il est facile d'en saisir le pourquoi en termes d'intégration. Le *contractus*

(64) Cf. POLANYI Karl, *The Great Transformation*, New York, 1943, p. 64.

constitue l'aspect légal de l'échange. Il n'est donc pas surprenant qu'une société fondée sur le *contractus* possède une sphère économique d'échange avec ses institutions autonomes et ses motivations propres, c'est-à-dire celle du marché. Le status d'autre part, correspond à un état plus primitif qui, *grosso modo*, va de pair avec la réciprocité et la redistribution. Aussi longtemps que ces dernières formes d'intégration prévalent, il n'est pas nécessaire de conceptualiser l'économie. Les éléments de l'économie sont ici insérés dans des institutions non économiques, le processus économique lui-même se développe à travers la parenté, le mariage, les groupes d'âges, les sociétés secrètes, les associations totémiques et les rites de la vie collective. L'expression de « vie économique » n'aurait ici aucune signification claire.

Les communautés primitives sont souvent des cas frappants de cet état de choses si déroutant pour l'esprit moderne. La plupart du temps il est presque impossible à l'observateur de saisir les éléments du processus économique et de les coordonner. Les émotions de l'individu ne lui transmettent aucune expérience qu'il puisse identifier comme étant « économique ». Tout simplement, il n'est pas conscient que son existence soit dominée par un intérêt quelconque qu'il pourrait reconnaître comme tel. Pourtant l'absence d'une telle conceptualisation ne semble pas le gêner dans l'exécution de ses tâches quotidiennes. On peut bien plutôt se demander si la conscience d'une sphère économique ne tendrait pas à réduire sa capacité de réaction spontanée aux besoins de l'existence, lesquels sont organisés, dans l'ensemble, selon des considérations autres qu'économiques.

Tout ceci résulte de la façon dont fonctionne dans ce cas l'économie. Les motifs conscients et exprimés par l'individu ont en général leur source dans des situations déterminées par des faits d'ordre non économique, des faits d'ordre familial, politique, religieux. La place de l'économie de la famille restreinte ne représente guère plus qu'un point d'intersection entre des activités poursuivies en plusieurs endroits par des groupes de parenté plus importants ; la terre peut être soit utilisée en commun comme pâturage, soit attribuée aux membres de différents groupes qui l'emploieront de diverses manières ; le travail n'est qu'une simple abstraction issue de l'assistance « sollicitée » que fournissent différentes équipes d'entraide, dans des circonstances déterminées ; en conséquence, le processus lui-même obéit aux habitudes de différentes structures.

De même, avant la période moderne, les moyens d'existence de l'homme retenaient beaucoup moins son attention consciente que ne le faisaient la plupart des autres aspects de son existence organisée. On ne parlait pas d'économie en tant que telle, tandis que la parenté, la magie ou le cérémonial étaient réglés par de puissants impératifs. Il n'y avait, en règle générale, aucun mot pour désigner l'idée d'économie. Autant qu'on puisse en juger, ce concept n'existait pas. Le clan et le totem, le sexe et le groupe d'âge, le pouvoir de l'esprit et les pratiques cérémonielles, la coutume et le rituel étaient ordonnés selon des systèmes de symboles hautement élaborés, alors que l'économie n'était désignée par aucun terme qui contient l'idée d'approvisionnement pour la subsistance physique de l'homme. Ce ne peut être par un simple hasard si, jusqu'à une époque très récente, n'existait aucun mot pour résumer l'organisation des conditions matérielles de la vie dans les langages des peuples civilisés. Il y a deux cents ans seulement que des penseurs français d'une secte ésotérique inventèrent le terme et se nommèrent *économistes*. Ils prétendaient avoir découvert l'économie.

La raison principale de l'absence de tout concept d'économie réside dans

la difficulté d'identifier le procès économique lorsqu'il se trouve inséré dans des institutions non économiques.

Evidemment seul le concept d'économie fait problème, non l'économie elle-même. La nature et la société abondent en changements de lieu et en mouvements d'appropriation qui constituent l'essentiel de la vie humaine. Les saisons amènent la moisson avec sa fatigue et sa détente ; le commerce à longue distance possède son rythme : préparatifs, rassemblement et fête finale de retour des marchands aventuriers ; et toutes les espèces de produits ouvrés, que ce soit les canots ou les ornements précieux, sont fabriquées et finalement utilisées par divers groupes de personnes ; chaque jour de la semaine, la nourriture est préparée au foyer familial. Chaque événement particulier comporte nécessairement un ensemble d'éléments économiques. En dépit de tout cela, l'unité et la cohérence de ces faits n'éveillent pas d'écho dans la conscience de l'homme. Car la série d'interactions qui s'exercent entre les hommes et leur milieu naturel, contient, en général, des significations variées dont l'aspect économique ne représente qu'un élément. D'autres aspects plus impressionnants, plus dramatiques ou émotionnellement plus importants peuvent être en jeu, qui empêchent les mouvements économiques de former un tout significatif. Alors que les autres forces sont intégrées dans des institutions permanentes, le concept d'économie déconcerterait plus qu'il n'éclairerait l'individu. L'anthropologie nous le prouve par maints exemples.

(1) Lorsque le *site* physique de la vie d'un homme n'est pas identifiable à quelque aspect apparent de l'économie, son habitat — la maison et son environnement sensible — ne revêt que peu d'importance économique. Il en sera ainsi, en général, lorsque les mouvements appartenant à des procès économiques différents se rencontreront en un seul lieu, alors que les mouvements faisant partie d'un seul et même procès se trouvent répartis dans un certain nombre de sites sans rapport entre eux.

Margaret Mead décrit comment un Arapesh, de langue papoue, vivant en Nouvelle-Guinée, envisagerait son milieu physique :

« Un Arapesh typique vit donc, au moins à certains moments (car chaque homme habite deux ou trois hameaux, aussi bien que des cases construites dans les jardins, sur les lieux de la chasse ou près de ses sagoutiers) sur une terre qui n'est pas sa propriété. Autour de la maison, sa femme élève des porcs qui appartiennent à ses parents, ou à ceux de son époux. Près de la maison, et appartenant encore à d'autres personnes, se trouvent des cocotiers et des bétels dont il ne touchera jamais les fruits sans la permission du propriétaire ou de quelqu'un qui a reçu du propriétaire la libre disposition des fruits. En brousse, au moins à certains moments, il chasse sur une terre qui appartient à un beau-frère ou à un cousin ; le reste du temps, il se retrouve avec les autres chasseurs sur son propre terrain, s'il en possède un. Il cultive des sagoutiers dans les massifs de sagoutiers appartenant à d'autres personnes, aussi bien que dans ses massifs à lui. Dans sa maison, ceux de ses biens personnels qui possèdent quelque valeur permanente, comme les grandes marmites, les assiettes finement décorées, les meilleures lances, ont déjà été attribués à ses fils, même s'ils marchent à peine. Le porc ou les porcs qui lui appartiennent sont très loin, dans d'autres hameaux, ses palmiers sont éparpillés à cinq kilomètres d'un côté, à trois de l'autre ; ses sagoutiers sont disséminés encore plus loin et ses morceaux de terre cultivée se trouvent de-ci de-là, en majeure partie sur la terre d'autrui. S'il y a de la viande sur son fumoir au-dessus du feu, c'est ou bien la chair d'un animal tué par un autre, par un frère, un beau-frère, un fils de sa sœur, etc., qui lui a été donnée, auquel cas il peut la manger avec sa famille, ou bien la chair d'un animal qu'il a tué lui-même, et qu'il fume avant de la donner à quelqu'un d'autre, car manger le fruit de sa propre chasse, même s'il ne s'agit que d'un petit oiseau, est un crime que commettent seuls les débauchés moraux, qui sont habituellement pour les Arapeshs des débauchés mentaux. Si la maison dans laquelle il vit lui appartient nommément, elle aura été, en partie au moins, construite avec les poteaux et les planches des maisons d'autres personnes, qui ont été démo-

lies ou temporairement abandonnées, et dont il a emprunté le bois de construction. Il ne coupera pas les chevrons à la dimension de sa maison s'ils sont trop longs, au cas où plus tard quelqu'un d'autre pourrait en avoir besoin lors de la construction d'une maison de forme et de dimension différentes [...]. Telle est donc l'image des liens habituels entre l'homme et l'économie » (65).

La complexité des relations sociales qui expliquent ces faits quotidiens est stupéfiante. Pourtant, c'est seulement grâce à de telles relations, qui lui sont familières, qui s'imbriquent et qui déploient leur signification tout au cours de son expérience personnelle, que l'Arapesh est capable de s'y reconnaître dans une situation économique dont les éléments sont dispersés en des douzaines de relations sociales à caractère non économique.

C'en est assez pour l'aspect de délimitation situationnelle du procès économique dans lequel prévaut la réciprocité.

(2) Une autre raison importante de l'absence d'effet intégratif de l'économie dans la société primitive vient du fait qu'elle n'est pas quantifiée. Celui qui possède dix dollars ne donne pas, en principe, un nom différent à chacun, mais il les considère plutôt comme des unités interchangeables qui peuvent se substituer l'une à l'autre, s'ajouter ou se déduire. Sans cette facilité opératoire, sur laquelle repose la signification de termes tels que « fonds » ou « balance des gains et des pertes », la notion d'économie serait le plus souvent vide de finalité pratique. Elle ne réussirait pas à discipliner le comportement, à organiser et à soutenir l'effort. Le procès économique ne produit pas cela automatiquement. Que les problèmes des moyens de subsistance soient susceptibles d'être calculés, résulte simplement de la manière dont ils sont ordonnés.

L'économie trobriandaise, par exemple, est organisée selon un principe de don/contre-don permanent ; pourtant il n'est pas possible de dresser un bilan ou d'employer le concept de « fonds ». La réciprocité exige une réponse adéquate, non une égalité mathématique. En conséquence, les transactions et les décisions ne peuvent être groupées avec une quelconque précision du point de vue économique, c'est-à-dire selon la manière dont elles influent sur la satisfaction des besoins matériels. Les chiffres, s'il y en a, ne correspondent pas aux faits. Quelle que soit la signification économique d'un fait, il n'existe aucune façon d'évaluer son importance relative.

Malinowski fit la liste des différentes sortes de don/contre-don qui allaient du don libre au troc commercial pur et simple. Sa répartition des « dons, paiements et transactions » s'effectuait selon sept catégories qu'il mit en corrélation avec les relations sociologiques à l'intérieur desquelles chacune intervenait. On en comptait huit. Les résultats de son analyse étaient révélateurs.

● La catégorie des « dons libres » était exceptionnelle, car la charité n'était ni nécessaire, ni encouragée, et la notion de don se trouvait toujours associée à l'idée de contre-don adéquat (mais pas à celle d'équivalence, bien entendu). Même les véritables « dons libres » étaient interprétés comme des contre-dons offerts en retour de quelque service fictif rendu au donateur. Malinowski remarqua que « les indigènes ne considéraient assurément pas les dons libres comme étant tous de même nature ». Là où la notion de « perte sèche » est inexistante, l'opération qui consiste à équilibrer un budget ne peut s'appliquer.

● Dans la catégorie des transactions, qui suppose un contre-don écono-

miquement équivalent au don, nous rencontrons un autre fait déroutant. Il s'agit de la catégorie qui, selon nos conceptions, devrait pratiquement se confondre avec le commerce. Il n'en est rien. Occasionnellement, l'échange se traduit par le va-et-vient d'un objet rigoureusement identique entre les partenaires, ce qui enlève ainsi à la transaction tout but ou toute signification économique imaginable ! Du simple fait que le porc revient à son donateur, même par une voie détournée, l'échange des équivalences, au lieu de s'orienter vers la rationalité économique, s'avère être une garantie contre l'intrusion de considérations utilitaires. Le seul but de l'échange est de resserrer le réseau de relations en renforçant les liens de réciprocité.

● Le troc utilitaire se distingue de tout autre type de don mutuel. Alors que dans les échanges rituels de poisson contre de l'igname, il existe en principe une correspondance entre les deux parties, lorsqu'une mauvaise pêche ou une récolte médiocre, par exemple, réduit la quantité offerte, l'échange du poisson et de l'igname sous forme de troc, introduit au moins un semblant de marchandage. Il se caractérise en outre par l'absence de partenaires privilégiés, et s'il s'agit de produits ouvrés, par une restriction aux seuls objets neufs, car une valeur personnelle pourrait s'attacher aux objets ayant déjà servi.

● A l'intérieur des relations sociologiquement définies, qui sont nombreuses, l'échange est habituellement inégal, comme il convient dans ce cas. Les mouvements d'appropriation des biens et des services sont ainsi souvent organisés de manière à rendre certaines transactions irréversibles et de nombreux biens non interchangeables.

Ainsi, on saurait à peine attendre qu'entre en jeu un élément quantitatif dans ce vaste domaine des moyens de subsistance qui se groupent sous le chef de « dons, paiements et transactions ».

(3) Un autre concept familier inapplicable aux conditions primitives est celui de *propriété* entendu comme droit à disposer d'objets définis. En conséquence, il est impossible de procéder à un inventaire précis des biens possédés. Nous nous trouvons ici face aux droits divers de différentes personnes par rapport à un même objet. Cette fragmentation détruit l'unité de l'objet sous son aspect de propriété. Le mouvement d'appropriation ne s'applique pas, en principe, à un objet dans sa totalité, par exemple, à un morceau de terre, mais seulement à ses utilisations possibles, privant ainsi le concept de propriété de sa pertinence en ce qui concerne les objets.

(4) *Les transactions économiques* proprement dites se posent à peine dans les communautés organisées en fonction de la parenté. Dans les temps anciens, les transactions étaient des actes publics relatifs au statut des personnes ou à des objets mobiles : la mariée, l'épouse, le fils, l'esclave, le bœuf, le bateau. Chez les peuples sédentaires, les changements intervenant dans le statut d'un morceau de terre étaient également attestés publiquement.

Ces transactions qui affectaient un statut, comportaient naturellement d'importantes implications économiques. La cour, les fiançailles et le mariage, l'adoption et l'émancipation s'accompagnaient de mouvements de biens, les uns immédiats, les autres à échéance plus lointaine. Quelle qu'ait été la signification économique de telles transactions, elle n'apparaissait qu'au second plan par rapport à la détermination de la position des personnes dans le contexte social. Comment, alors, les transactions concernant les biens se sont-elles finalement séparées des transactions typiques de parenté concernant les personnes ?

(65) *Cooperation and Competition*, New York et Londres, 1937, p. 31.

Aussi longtemps que seuls quelques biens liés à un statut, tels que la terre, le bétail, les esclaves furent aliénables, il n'y avait aucun besoin de transactions économiques séparées dès lors que le transfert de ces biens accompagnait les changements de statut, tandis qu'un transfert de biens sans un tel changement n'aurait pas été approuvé de la collectivité. Par ailleurs, aucune estimation économique ne pouvait facilement s'attacher aux biens dont le destin se trouvait inséparablement lié à celui de leurs propriétaires.

Dans les temps anciens, les transactions séparées concernant des biens se limitaient aux deux plus importants, à savoir la terre et la main-d'œuvre. Donc, les « biens » qui furent précisément les derniers à devenir librement aliénables furent les premiers à faire l'objet de transactions limitées. Limitées, en ce sens que la terre et la main-d'œuvre appartinrent pendant longtemps encore au tissu social et ne purent être arbitrairement mobilisées sans détruire celui-ci. Ni la terre, ni les hommes libres ne pouvaient être définitivement vendus. Leur transfert était conditionnel et temporaire. L'aliénation n'allait jamais jusqu'à un transfert absolu de propriété. Parmi les transactions économiques opérées au ^{xiv}^e siècle dans la ville tribale-féodale d'Arrapha sur le Tigre, celles qui ont trait à la terre et à la main-d'œuvre éclairaient le problème. La propriété de la terre, comme celle des personnes, appartenait, à Nuzi, aux collectivités — clans, familles, villages. Seule, la jouissance était transférée. Le récit dramatique qui rapporte l'achat par Abraham d'un tombeau familial aux Hittites, montre bien l'aspect exceptionnel, à l'époque tribale, du transfert de propriété de la terre.

Il apparaît singulier que le transfert de la « seule jouissance » soit plus « économique » que ne le serait le transfert de propriété. Des considérations de prestige et des facteurs émotionnels peuvent peser lourdement sur l'échange du droit de propriété ; dans l'aliénation de la jouissance, l'élément utilitaire prévaut. Dans un vocabulaire moderne, on peut dire que l'intérêt qui représente le prix de la jouissance sur une période de temps fut l'une des premières quantités économiques à être établies.

Eventuellement, la mince pellicule économique peut se détacher de la transaction liée au problème de statut, et dont le point de référence est une personne. L'élément économique seul peut alors changer de mains, la transaction se trouve déguisée sous l'apparence d'une transaction liée au statut, laquelle est cependant factice. Comme la vente de la terre à des membres extérieurs au clan est interdite, les droits résiduels du clan à réclamer la terre à l'acheteur peuvent être annulés par des procédés légaux. L'un d'eux était l'adoption factice de l'acheteur ou encore le consentement factice des membres du clan à la vente.

Une autre voie d'évolution vers des transactions économiques autonomes passait, comme nous l'avons vu, par le transfert de la « seule jouissance » qui maintenait ainsi expressément les droits de propriété résiduels du clan ou de la famille. On atteignait le même but par un échange mutuel des « jouissances » de différents objets, tout en garantissant le retour des objets eux-mêmes.

La forme athénienne classique d'hypothèque (*prasis epi lysei*) constituait probablement un semblable transfert de la « seule jouissance », mais qui laissait (exceptionnellement) le débiteur *in situ* tout en garantissant au créancier une partie de la récolte en guise d'intérêt. Le créancier sauvegardait ses intérêts par la mise en place d'une borne sur laquelle étaient gravés son nom et le montant de la dette, sans que soient cependant mentionnés l'intérêt et la date de remboursement. Si cette interprétation de l'*horos* de l'Attique est

valable, le morceau de terre était, de façon amiable, hypothéqué pour une période indéterminée contre une participation à la récolte. Le défaut de paiement, suivi d'une saisie, ne se produisait que très rarement : en cas de confiscation des terres du débiteur ou de la ruine de sa famille entière.

Dans presque tous ces cas, le transfert séparé de la « jouissance » sert à renforcer les liens de la famille et du clan et leurs attaches sociales, religieuses et politiques. L'exploitation économique de la « jouissance » devient ainsi compatible avec la réciprocité amicale de ces liens. Elle maintient le contrôle de la collectivité sur les arrangements conclus par ses membres individuels. Jusqu'ici, le facteur économique fait à peine valoir ses droits dans les transactions.

(5) Dans de nombreuses sociétés archaïques, ce ne sont pas les biens qui constituent la richesse, mais les prestations de service des esclaves, des domestiques et des serviteurs. Mais faire en sorte que les êtres humains acceptent de servir comme une conséquence de leur statut est un but du pouvoir politique (opposé à l'économique). Avec l'accroissement des éléments matériels au détriment des éléments non matériels de la richesse, la méthode politique de contrôle perd du terrain et s'efface devant le contrôle dit économique. Le paysan Hésiode parlait d'épargne et d'agriculture quelques siècles avant que les philosophes, Platon et Aristote, n'aient connaissance de discipline sociales autres que la politique. Deux millénaires plus tard, en Europe occidentale, une nouvelle classe moyenne produisait des marchandises en abondance et plaçait en faveur de l'« économie » contre ses maîtres féodaux. Un siècle après, la classe ouvrière d'une ère industrielle héritait de cette catégorie comme d'un instrument de sa propre émancipation. L'aristocratie continuait à monopoliser le gouvernement et à mépriser la production des marchandises. Donc, aussi longtemps que prédomine comme élément de richesse l'asservissement de la main-d'œuvre, l'économie n'a qu'une existence vague.

(6) Dans la philosophie d'Aristote, les trois avantages de la prospérité étaient l'honneur et le prestige, la sécurité vitale et corporelle, la richesse. Le premier implique privilège et hommage, rang et présence ; le second garantit contre les ennemis déclarés et les ennemis cachés, contre la trahison et la rébellion, contre la révolte de l'esclave, l'arrogance des puissants et protège même du bras de la justice ; le troisième, la richesse, représente le bonheur de posséder, notamment le patrimoine ou les objets de valeur. Certes, celui qui jouit de l'honneur et de la sécurité, bénéficie, en règle générale, des biens utilitaires, tels la nourriture et l'avoir matériel, mais la gloire éclipse les biens. La pauvreté, d'autre part, va de pair avec un statut inférieur ; elle implique la nécessité de travailler pour vivre et souvent sous les ordres d'autrui. Plus les ordres se font impérieux, plus la condition devient abjecte. Ce n'est pas tant le travail manuel — comme en témoigne le respect accordé à la condition de fermier — mais l'assujettissement aux fantaisies et aux ordres personnels d'un autre qui détermine le mépris vis-à-vis du domestique. A nouveau, le fait économique pur, c'est-à-dire l'infériorité du revenu, se trouve dissimulé.

(7) Les *agatha* constituent les plus grands avantages de la vie, les plus désirables et les plus rares. Il est en fait surprenant que le contexte nous mette en face de cet aspect des biens que la théorie moderne estime être le critère de l'« économique », à savoir la rareté. Car lorsque l'on considère ces avantages de la vie avec un esprit judicieux, on doit être frappé par l'origine de leur « rareté », extrêmement différente de celle que nous ferait supposer l'économiste. Pour ce dernier, la rareté reflète soit la parcimonie de la nature, soit

le poids du labeur qu'entraîne la production. Mais aucune de ces deux raisons ne justifie la rareté des plus grands honneurs et des plus riches distinctions. Ces honneurs et ces distinctions sont limités pour la raison évidente qu'il existe peu de places au sommet de la pyramide. La rareté des agatha est inhérente au rang, à l'immunité et à la richesse qui ne seraient pas ce qu'ils sont s'ils étaient accessibles à beaucoup. Ceci explique l'absence de « connotation économique » de la rareté dans la société primitive, que soient rares ou non les biens utiles. Les avantages exceptionnels ne dépendent pas de cet ordre. La rareté découle alors d'un ordre non économique des choses.

(8) *L'autosuffisance* d'un groupe d'hommes qui ne cherchent qu'à subsister est assurée lorsque le « nécessaire » se trouve matériellement disponible. Ce nécessaire désigne les choses qui permettent la survie et sont emmagasinables, c'est-à-dire qui se conservent. Le blé, le vin et l'huile sont des *chrēmata*, la laine et certains métaux également. Chaque habitant de la cité et chaque membre d'une famille doit pouvoir compter sur eux en période de famine ou de guerre. La quantité dont « a besoin » la famille ou la cité représente ce qui est objectivement requis. La maisonnée constitue la plus petite unité de consommation, la *polis* la plus vaste. Dans l'un et l'autre cas, ce qui est « nécessaire » est déterminé par les normes de la communauté. De là, la notion de quantité intrinsèquement limitée de choses nécessaires. Cette idée se rapproche beaucoup de celle de « rations ». Dès lors que les équivalences n'étaient fixées, ou par la coutume ou par la loi, que pour les biens de subsistance qui servaient en fait d'unités de paiement ou de salaires, la notion de « quantité nécessaire » était associée aux denrées de base habituellement emmagasinées. Pour des raisons opératoires, la notion de désirs et de besoins illimités chez l'homme — corrélatif logique de la « rareté » — était tout à fait étrangère à cette approche.

Telles sont quelques-unes des raisons essentielles qui pendant si longtemps ont fait obstacle à la naissance d'un champ d'intérêt spécifiquement économique. Même pour le penseur professionnel, le fait que l'homme dût se nourrir ne semblait pas mériter une réflexion théorique.

5.2 Les intuitions d'Aristote

Il peut sembler paradoxal de supposer que le mot de la fin sur la nature de la vie économique revienne à un penseur qui connut tout juste les débuts de cette vie économique. Pourtant, Aristote, qui vécut à la naissance de l'ère de l'économie, jouissait d'une position favorable pour saisir le fond du problème.

Ceci peut par ailleurs expliquer pourquoi, de nos jours, face à un changement de la place de l'économie dans la société, comparable dans sa portée au changement qui se produisit à l'époque d'Aristote lors de l'avènement du commerce de marché, il est possible de considérer dans leur réalisme cru les intuitions d'Aristote sur les rapports de l'économie et de la société.

Nous avons donc toute raison de chercher, dans les travaux d'Aristote, des thèses sur les problèmes économiques, bien plus solides et significatives que celles qui lui ont été attribuées par le passé. En fait, les *dissecta membra* de l'*Ethique à Nicomaque* et de la *Politique* contiennent une prodigieuse unité de pensée.

Quand Aristote traitait d'un problème économique, il s'efforçait de développer sa relation avec la société conçue comme un tout. Le cadre de

référence était la communauté en tant que telle, qui existe à différents niveaux à l'intérieur de tous les groupes humains en fonctionnement. En termes modernes, donc, Aristote abordait les affaires humaines de manière sociologique. En délimitant un champ d'étude, il reliait tous les problèmes d'origine et de fonction d'une institution, à la totalité de la société. Communauté, autosuffisance et justice constituaient les concepts clefs. Le groupe en activité forme une communauté (*koinônia*) dont les membres sont unis par leur bon vouloir (*philia*). Qu'il s'agisse de l'oïkos, de la polis, ou de toute autre communauté, il existe toujours une sorte de philia propre à cette koinônia, indépendamment de laquelle le groupe ne pourrait pas subsister. La philia s'exprime dans un comportement de réciprocité (*antipeponthos*) (66), lequel est une disposition à assumer les charges à tour de rôle et à partager mutuellement. Tout ce qui est nécessaire à la continuité et au maintien de la communauté, y compris son autosuffisance (*autarkeia*), est « naturel » et intrinsèquement juste. On peut dire que l'autarcie est l'aptitude à subsister sans dépendre des ressources de l'extérieur. La justice (contrairement à notre propre conception) implique que les membres de la communauté soient dans une situation d'inégalité. Ce qui garantit la justice, qu'il s'agisse de la répartition des avantages de la vie, de l'arbitrage des conflits ou du règlement des services mutuels, est considéré comme bon puisque nécessaire à la continuité du groupe. La normativité est donc inséparable de la réalité.

Ces indications sommaires sur l'ensemble du système devraient nous permettre de dégager les conceptions d'Aristote sur le commerce et les prix. Le commerce est « naturel » quand il assure la survie de la communauté en maintenant son autosuffisance. Le besoin s'en fait sentir aussitôt que la famille étendue devient trop nombreuse et que ses membres sont forcés de se séparer. Leur autarcie serait alors totalement compromise si n'intervenait le partage (*metadosis*) des surplus. La mesure du partage des services (ou éventuellement des biens) dépend de ce que nécessite la philia pour que se perpétue le bon vouloir entre les membres de la communauté. Car, sans elle, la communauté cesserait d'exister. Le juste prix découle donc des besoins de la philia tels qu'ils sont exprimés dans la réciprocité, essentielle à toute communauté humaine.

De ces principes découlent aussi toutes les observations concernant les échanges commerciaux et les règles de fixation des équivalences dans les échanges qui constituent le juste prix. Le commerce, nous dit-on, est « naturel » tant qu'il correspond à une exigence de l'autosuffisance. Les prix sont justement fixés s'ils se conforment à la situation des participants dans la communauté, renforçant par là même le bon vouloir sur lequel repose la communauté. L'échange de biens est un échange de services ; il s'agit, d'ailleurs, d'un postulat de l'autosuffisance appliqué au partage réciproque selon le juste prix. Un tel échange n'implique aucun profit, les biens ont leurs prix connus fixés préalablement. Si exceptionnellement, afin d'assurer une répartition convenable des marchandises sur la place du marché, il doit y avoir une vente au détail comportant un profit, qu'elle ne soit pas l'œuvre des citoyens ! La théorie d'Aristote sur le commerce et le prix n'était rien d'autre qu'un simple développement de sa théorie générale de la communauté humaine.

Communauté, autosuffisance et justice : ces pivots de sa sociologie constituaient le cadre de référence de sa pensée sur toutes les questions économiques, qu'il s'agisse de la nature de l'économie ou de ses problèmes pratiques.

(66) ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, 1132 b, 21, 35.

5.3 Le penchant sociologique

Le point de départ d'Aristote sur la nature de l'économie est, comme toujours, empirique. Mais la conceptualisation, même des faits les plus clairs, est profonde et originale.

Solon avait proclamé dans sa poésie que chez l'homme le désir de richesse était illimité. Que non, dit Aristote en abordant le sujet ! Au vrai ce qui constitue la richesse, ce sont les choses nécessaires au maintien de la vie, lorsqu'elles sont stockées en sûreté sous la garde de la communauté dont elles représentent la subsistance. Les besoins humains, que ce soit ceux de la famille ou ceux de la cité, ne sont pas illimités ; il n'y a pas non plus de rareté des vivres dans la nature. L'argument, qui résonne de façon assez étrange aux oreilles modernes, est soutenu avec force et développé avec soin. Dans chaque détail, la référence aux institutions est explicite. La psychologie est laissée de côté, la sociologie est mise en évidence.

Le rejet du postulat de rareté (comme nous dirions) se fonde sur les conditions de la vie animale et est extrapolé aux conditions de la vie humaine. Les animaux ne trouvent-ils pas leur subsistance dans leur environnement, depuis le moment de leur naissance ? Les hommes, eux aussi, ne trouvent-ils pas leur subsistance dans le lait de leur mère et finalement dans leur environnement, qu'ils soient chasseurs, pasteurs ou cultivateurs ? Puisque pour Aristote l'esclavage est « naturel », il peut sans contradiction décrire les raids destinés à se procurer des esclaves comme des chasses visant un gibier particulier, et présenter les loisirs des citoyens possesseurs d'esclaves comme procurés par l'environnement. Aucun autre besoin que celui de la subsistance n'est considéré et encore moins approuvé. Donc, si la rareté trouve son origine « dans la demande », comme nous dirions, Aristote l'attribue à une conception fautive du bien vivre considéré comme un appétit de biens physiques et de jouissances plus abondantes. La quintessence du bien vivre — le plaisir d'une journée au théâtre, l'arbitrage d'un procès comme juré, la prise en charge des responsabilités à tour de rôle, la propagande et les campagnes électorales, les grandes fêtes et même le frisson de la bataille et du combat naval — ne peut être accumulée, ni possédée de manière physique. Il est vrai que le bien vivre exige, et « ceci est généralement admis », que le citoyen bénéficie de loisirs afin de se consacrer au service de la polis. Là encore, l'esclavage contenait une partie de la solution ; une autre solution beaucoup plus radicale consistait à rémunérer les citoyens chargés de l'administration publique, ou encore, dans le refus d'accorder aux artisans le titre de citoyens, mesure qu'Aristote lui-même semblait préconiser.

Pour une autre raison encore, le problème de la rareté ne se pose pas chez Aristote. L'économie, comme l'indique la racine du mot, est une affaire de foyer domestique, d'oïkos ; elle concerne directement les relations des personnes qui composent l'institution naturelle du foyer. Ce ne sont pas les possessions, mais les parents, leurs descendants et les esclaves qui la constituent. Aristote exclut du champ de l'économie les techniques d'horticulture, d'élevage et autres modes de production. Il insiste essentiellement sur l'institutionnel et seulement dans une certaine mesure sur l'écologique ; il relègue la technologie dans la sphère secondaire du savoir utile. Le concept d'économie, selon Aristote, nous permettrait presque de considérer cette économie comme un procès institutionnalisé, grâce auquel est assurée la subsistance. En nous exprimant toujours aussi librement, nous pourrions dire qu'Aristote attribue

la conception erronée des désirs et des besoins illimités de l'homme, ou d'une rareté générale des biens, à deux états de choses : premièrement, au fait de se procurer des denrées près de commerçants, ce qui introduit le profit dans la recherche de la subsistance ; deuxièmement, à une notion erronée du bien vivre conçu comme une accumulation utilitaire de plaisirs physiques. Le principe d'institutions adéquates dans le commerce et celui d'une compréhension correcte du bien vivre étant admis, Aristote ne voyait pas de place pour le facteur rareté dans l'économie humaine. Il ne manquait pas de relier ceci à l'existence d'institutions telles que l'esclavage, l'infanticide et à une façon de vivre qui ignorait le confort. Sans cette référence empirique, sa négation de la rareté aurait pu être dogmatique et aussi défavorable à la recherche des faits que l'est aujourd'hui le postulat de la rareté. Mais pour lui, et une fois pour toutes, les besoins humains présupposaient des institutions et des coutumes.

Le fait qu'Aristote ait considéré l'« économie » comme « substantive » fut fondamental pour l'ensemble de son argumentation. Car quelle raison avait-il d'examiner l'économie ? Pourquoi avait-il besoin de déclencher une série d'arguments contre la conviction populaire selon laquelle la signification de ce domaine imparfaitement compris se trouvait dans l'attrait de la richesse, pulsion insatiable commune à tout le genre humain ? Pourquoi développa-t-il un théorème touchant les origines de la famille et de l'Etat à seule fin de démontrer que les désirs et les besoins humains ne sont pas illimités et que les choses utiles ne sont pas intrinsèquement rares ? Quel motif se dissimulait derrière cette orchestration d'une thèse paradoxale en elle-même et qui, en outre, dut apparaître trop spéculative pour s'harmoniser vraiment avec son penchant fortement empiriste ?

L'explication est évidente. Deux problèmes pratiques — le commerce et les prix — réclamaient une réponse immédiate. A moins que la question des échanges commerciaux et celle de la fixation des prix ne puissent être rattachées aux nécessités de l'existence communautaire et de son autosuffisance, il n'y avait aucune manière rationnelle de porter un jugement sur l'une et l'autre, pas plus en théorie qu'en pratique. Si un tel lien existait, alors la réponse était simple : premièrement, le commerce qui servait à rétablir l'autosuffisance « en accord avec la nature » ; le commerce qui visait un but différent était « contraire à la nature ». Deuxièmement, les prix devaient renforcer le lien communautaire ; autrement, il n'y aurait plus d'échange et la communauté cesserait d'exister. Le concept médiateur était, dans l'un et l'autre cas, l'autosuffisance de la communauté. L'économie avait alors trait aux biens nécessaires à la vie — les céréales, l'huile, le vin, etc. — qui assuraient la subsistance de la communauté. La conclusion était incontestable et exclusive de toute autre. En définitive, ou bien l'économie avait pour objet les choses matérielles, nécessaires à la subsistance, qui permettaient aux êtres humains de vivre, ou bien il n'y avait aucun lien rationnel empiriquement donné entre des problèmes tels que le commerce et les prix d'une part et le postulat d'une communauté autosuffisante d'autre part. La nécessité logique qui conduisit Aristote à considérer l'économie comme « substantive » est donc évidente.

On comprend par là même l'étonnante critique du poème de Solon mis en exergue dans un traité d'économie.

5.4 Commerce naturel et juste prix

Les échanges commerciaux ou, dirions-nous, le commerce de marché, apparurent comme un problème brûlant surgi des circonstances de l'époque. C'était une innovation inquiétante qui ne pouvait être ni située, ni expliquée, ni jugée pertinemment. De respectables citoyens gagnaient maintenant de l'argent par le simple fait d'acheter et de vendre. Jusqu'ici c'était une chose inconnue ou plutôt réservée aux personnes de basse extraction que l'on appelait les mercantis, en général des métèques, qui subsistaient péniblement en vendant des produits alimentaires au détail sur la place du marché. Ces individus faisaient un bénéfice en achetant à un prix et en revendant à un autre. Apparemment cette pratique s'était étendue, à l'époque, aux citoyens qui jouissaient d'une bonne position, et cette méthode, jugée autrefois déshonorante, leur permettait d'acquérir d'importantes sommes d'argent. Comment devait-on classer ce phénomène ? Comment expliquer de manière opératoire le gain systématique réalisé de cette façon ? Quel jugement porter sur une telle activité ?

L'origine des institutions de marché constitue en elle-même un problème complexe et obscur. Il s'avère difficile d'en retracer avec précision les débuts dans l'histoire et encore plus difficile de suivre les stades de développement des premières formes de commerce qui ont abouti au commerce de marché.

L'analyse d'Aristote touchait le fond du problème. En désignant les échanges commerciaux — qui n'avaient encore reçu aucun nom — par le terme *kapêlikê*, il suggérait qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène nouveau, si ce n'était dans ses proportions. On pourrait parler de pratiques de mercantis dans un sens large. Chacun tirait de l'argent d'autrui (*ap'allêlôn*), par des méthodes de majoration de prix si souvent utilisées sur la place du marché.

L'argument d'Aristote, malgré l'imperfection de cette notion de majoration réciproque des prix, reflétait une phase de transition cruciale dans l'histoire de l'économie humaine : moment critique où l'institution du marché commençait à entrer dans la sphère du commerce.

L'un des premiers, sinon le tout premier marché, ne fut autre que l'*agora* d'Athènes. Rien n'indique qu'il fut contemporain de la fondation de la cité. Le premier document authentique sur l'*agora* date du v^e siècle, alors qu'elle était déjà définitivement installée, bien qu'encore objet de contestation. Tout au long de la première phase de son histoire, l'usage de la monnaie divisionnaire et la vente au détail allaient de pair. Son apparition à Athènes devrait donc coïncider avec la frappe des oboles vers le commencement du vi^e siècle. Sur le territoire asiatique, elle eut peut-être un précurseur à Sardes, capitale de la Lydie, qui à tous égards s'apparentait au type des cités grecques. Là encore, les premiers emplois de la monnaie divisionnaire montrent la voie, notamment si nous tenons compte, comme nous le devrions, de l'emploi de la poudre d'or. Hérodote laisse peu de doute à ce sujet. La légende de Midas fait remonter aux environs de 715 la présence de grandes quantités d'or alluvionnaire en Phrygie, tandis qu'à Sardes un ruisseau charriant de l'or, le Pactole, traversait la place du marché. A Halicarnasse, patrie d'Hérodote, les jeunes filles lydiennes, par leur commerce amoureux, avaient contribué généreusement à l'érection d'un monument à Alyatte, tandis que Gygès, fondateur de la dynastie des Mermades, semble avoir inauguré la frappe de l'élektron. Le fils d'Alyatte, Crésus, orna Delpes de la splendeur de ses dons en or massif. On ne connaît, venant d'Asie Mineure, ni perles, ni coquillages qui auraient pu servir de monnaie ; l'indication de la poudre d'or est donc cruciale. Il

apparaît comme fortement probable que les deux innovations lydiennes : la frappe de la monnaie et la vente au détail de produits alimentaires, furent introduites en même temps à Athènes. Elles n'étaient pas encore inséparables. Egine, qui battit monnaie avant Athènes, n'utilisait peut-être les pièces que pour son commerce extérieur. Il en allait peut-être de même des pièces lydiennes alors que la poudre d'or servait dans les marchés alimentaires et les tractations amoureuses. On dit que, maintenant encore, la place du marché de Bida, capitale du Noupé au Nigeria, devient après minuit un lieu d'échanges spéculatifs où la poudre d'or est probablement employée comme monnaie. En Lydie, également, la présence de poudre d'or détermina peut-être la vente au détail de nourriture sur le marché. L'Attique marcha sur ses traces, mais remplaça les paillettes d'or par des fractions d'oboles en argent.

En général, les pièces se répandirent beaucoup plus vite que les marchés. Alors que le commerce prospérait et que la monnaie s'employait couramment comme étalon, les marchés demeuraient peu nombreux et éloignés les uns des autres.

Vers la fin du iv^e siècle, Athènes était célèbre pour le commerce de son agora où n'importe qui pouvait acheter un repas contre une somme modique. La frappe de la monnaie s'était propagée avec la rapidité de l'éclair, mais à l'extérieur d'Athènes, la coutume du marché n'était pas vulgarisée. Au cours de la guerre du Péloponnèse, des flotilles de cantiniers accompagnèrent la marine, car les troupes ne pouvaient qu'exceptionnellement compter sur les marchés locaux pour leur subsistance. Même au commencement du iv^e siècle, la région ionnienne ne possédait aucun marché alimentaire régulier. Les principaux promoteurs de marchés furent à cette époque les armées grecques, notamment les troupes mercenaires de plus en plus fréquemment utilisées à l'époque comme entreprises commerciales. L'armée traditionnelle des hoplites qui pourvoyaient eux-mêmes à leur équipement, n'avait participé qu'à de brèves campagnes et les combattants se nourrissaient avec un sac d'orge apporté de chez eux. Vers la fin du v^e siècle, des forces expéditionnaires régulières furent constituées dont seuls les cadres étaient des citoyens de Sparte ou d'Athènes, alors que la masse était recrutée à l'étranger. L'emploi d'une telle force, notamment si elle était supposée traverser un territoire ami, soulevait des problèmes logistiques que les généraux instruits aimaient à commenter.

Les œuvres de Xénophon offrent de nombreux exemples du rôle réel et du rôle idéal assignés au marché dans la nouvelle stratégie. Le marché alimentaire où les troupes pouvaient s'approvisionner en utilisant la monnaie en espèces qui leur était due par leurs officiers (à moins qu'on ne pratique la réquisition sur les lieux) s'intégrait dans un ensemble plus vaste — la vente du butin, notamment des esclaves et du bétail, de même que l'approvisionnement auprès des cantiniers qui suivaient l'armée avec l'espoir d'un profit. Tous ces problèmes se réduisaient à autant de problèmes de marché. Nous possédons sur chacun d'eux des indices d'activités organisationnelles et financières dont l'initiative revenait aux rois, aux généraux et aux gouvernements responsables de l'entreprise militaire. La campagne elle-même se bornait souvent à un raid organisé ayant pour but l'acquisition d'un butin, quand ce n'était à la location d'une armée, au service d'un gouvernement étranger, pour le bénéfice de la mère patrie qui finançait l'entreprise pour des motifs commerciaux. L'efficacité militaire était évidemment l'exigence première. La vente du butin d'une expédition, ne serait-ce que pour des raisons de tactique militaire, jouait autant sur l'efficacité que l'approvisionnement régulier des troupes, tandis

qu'elle évitait, autant que possible, l'opposition des Etats amis demeurés neutres. Les généraux entreprenants imaginaient des méthodes nouvelles pour stimuler les activités marchandes locales, pour financer les cantiniers afin qu'ils prennent soin des troupes et pour engager des artisans locaux dans les marchés improvisés afin d'assurer les fournitures d'armes. Ils faisaient du battage, par tous les moyens à leur disposition, pour l'approvisionnement et les services du marché, aussi peu expérimentée et hésitante qu'ait pu être parfois l'initiative locale. La confiance dans la spontanéité de l'esprit commercial des habitants était pratiquement nulle. Le gouvernement de Sparte envoyait une commission civile de « vendeurs de butin », avec le roi qui commandait l'armée sur le terrain. Leur tâche consistait à faire vendre aux enchères, sur le champ, les esclaves et le bétail capturés. Le roi Agésilas se préoccupait de faire « préparer », « installer » et « offrir » à ses troupes, des marchés, par les cités amies qu'elles traverseraient au cours d'un prochain voyage. Dans l'utopie cyropédienne, Xénophon décrivait comment un quelconque négociant qui désirait accompagner l'armée et avait besoin d'argent pour s'approvisionner, allait trouver le commandant en chef, et après avoir décliné ses titres d'honnêteté, recevait une avance empruntée à un fonds réservé à cet effet (Cyr., VI ii 38 f.). Vers cette époque, Timothée, général athénien, attentif aux besoins financiers des cantiniers, suivit des lignes de conduite semblables à celles du roman éducatif de Xénophon. Au cours de la guerre olynthienne (364 avant J.-C.), ayant substitué le cuivre à l'argent pour payer ses soldats, il persuada les commerçants d'accepter des soldats la monnaie de cuivre au même prix que celle d'argent en leur promettant fermement qu'elle leur serait comptée au même taux lors de l'achat du butin et que tout ce qui leur resterait après l'achat du butin serait racheté en argent (ps.-Arist., *Oecon.*, II, 23 a). Tout ceci montre combien était encore faible la confiance accordée aux marchés locaux, aussi bien en tant que moyens d'approvisionnement que comme possibilité d'écoulement du butin, à moins qu'ils ne soient stimulés par l'armée.

Au temps d'Aristote, les marchés locaux avaient donc de la difficulté à s'étendre. Ils avaient lieu à certaines occasions, en cas de nécessité urgente ou dans un but précis, et seulement si l'opportunité politique le conseillait. Le marché alimentaire local ne se présentait pas non plus comme un organe du commerce à longue distance. La séparation du commerce et du marché était de règle.

L'institution qui devait finalement les lier l'un à l'autre, le mécanisme offre-demande-prix, était inconnue d'Aristote. Ce mécanisme fut évidemment l'instigateur des pratiques nouvelles qui commençaient à se manifester de manière sensible dans le commerce. Traditionnellement, le commerce d'antan ne s'apparentait en rien au futur commerce de marché. Occupation semi-guerrière à l'origine, il ne se dégageait jamais complètement des associations gouvernementales sans lesquelles il pouvait à peine exister dans les conditions archaïques. Les gains provenaient du butin et des dons (faits volontairement ou extorqués), des honneurs publics et des avantages, de la couronne d'or et de la terre octroyées par le prince ou la cité, des armes et objets de luxe qui avaient été acquis — le *kerdos* de l'*Odyssée*. Entre tout ceci et le marché alimentaire local de la polis n'existait aucun rapport matériel. Les *emporoi* phéniciens montraient leurs trésors et leurs bijoux au palais du prince ou dans les cours des grands, tandis que les équipages s'installaient pour cultiver ce qui les nourrissait l'année durant sur le sol étranger. Plus tard, des formes de commerce suivirent des orientations administratives que tempérait la civilité des fonctionnaires du port de commerce. Les prix fixés par l'usage et par traité

occupaient le premier plan. Le commerçant, à moins qu'il ne soit dédommagé par des commissions, retirait son « gain » des importations qui représentaient l'aspect essentiel de l'entreprise.

Les prix fixés par traités faisaient l'objet de négociations, précédées elles-mêmes d'abondants marchandages diplomatiques. Une fois le traité ratifié, le marchandage était terminé. En effet, le traité signifiait qu'avait été fixé un prix auquel le commerce se conformait. Comme il n'y avait pas de commerce sans traité, l'existence d'un traité préluait aux pratiques de marché. Commerce et marché non seulement différaient par leur situation, leur statut et leurs protagonistes, mais également par leur but, leur éthos et leur organisation.

Nous ne pouvons encore dire avec certitude à quelle époque et sous quelle forme le marchandage et le profit furent introduits dans le domaine du commerce, comme le suggère Aristote. Même en l'absence de marchés internationaux, le gain acquis dans le commerce effectué au-delà des mers avait été normal. Il semble cependant hors de doute que l'œil perspicace du théoricien avait discerné les liens entre les petites supercheries du mercanti de l'agora et les formes nouvelles de profits commerciaux qui constituaient l'événement du jour. Mais le dispositif qui établissait leur parenté — le mécanisme offre-demande-prix — échappait à Aristote. La distribution de nourriture sur le marché n'offrait encore qu'une place limitée au jeu de ce mécanisme. Et le commerce à longue distance était gouverné non par la concurrence individuelle, mais par des facteurs institutionnels. Ni les marchés locaux, ni le commerce à longue distance ne se distinguaient par la fluctuation des prix. Le fonctionnement d'un mécanisme offre-demande-prix ne devint pas perceptible avant le III^e siècle avant J.-C. dans le commerce international. Il apparut dans le port franc de Délos d'abord pour les céréales, puis pour les esclaves. L'agora d'Athènes précéda donc d'environ deux siècles l'installation en Mer Egée d'un marché qui pouvait être considéré comme appliquant un mécanisme de marché. Aristote, qui écrivait au cours de la seconde moitié de cette période, reconnut les premiers exemples de profit réalisé sur les différences de prix comme les symptômes d'une évolution dans l'organisation du commerce, ce qu'ils étaient en fait. Pourtant, en l'absence de marchés créateurs de prix, il n'aurait vu que perversité dans l'espoir que la nouvelle impulsion à gagner de l'argent puisse de manière plausible servir un but utile. Quant à Hésiode, sa célèbre apologie d'un combat paisible n'avait jamais fait qu'exalter les avantages de l'émulation prémarchande dans un cadre local — éloge du potier, offre de nourriture au bûcheron, présent au vainqueur d'un concours de chant.

5.5 Echange des équivalences

Ceci devrait détruire l'opinion selon laquelle Aristote, dans son *Ethique*, offrait une théorie des prix. Une telle théorie est en fait essentielle à la compréhension du marché, dont la principale fonction est d'établir un prix qui équilibre l'offre et la demande. Cependant aucun de ces concepts ne lui était familier.

Le postulat d'autosuffisance impliquait que le commerce nécessaire pour restaurer l'autarcie était naturel, et donc juste. Le commerce allait de pair avec des échanges, qui à leur tour impliquaient l'existence d'un cours précis

de l'échange. Mais comment insérer le troc dans le cadre d'une communauté ? Et si troc il y avait, à quel cours devait-il s'effectuer ?

Quant à l'origine du troc, rien ne pouvait moins attirer le philosophe de la *Gemeinschaft* que la propension inhérente à l'individu dont parle A. Smith. L'échange, disait Aristote, naissait des besoins de la famille étendue. Originellement, ses membres utilisaient en commun des choses qu'ils possédaient en commun. Quand leur nombre croissait et qu'ils étaient obligés de se séparer, les choses dont ils se servaient naguère en commun leur faisaient défaut et il fallait donc qu'ils se fournissent mutuellement les objets désirés (67). Ceci équivalait à un partage réciproque. En bref (68), la réciprocité dans le partage se réalisait par le troc (69). De là, est né l'échange.

Le cours des échanges devait assurer le maintien de la communauté (70). A nouveau, les intérêts de la communauté et non ceux de l'individu représentaient le principe directeur. Les travaux de personnes de statut différent devaient être échangés à un cours proportionnel au statut de chacune : dans l'échange, l'œuvre du constructeur équivalait bien des fois à l'œuvre du cordonnier. Si l'on ne respectait pas un tel principe, il y avait violation de la réciprocité et la communauté ne pouvait subsister (71).

Aristote offrait une formule qui devait permettre de fixer les cours (ou les prix) (72) : le cours était déterminé par le point d'intersection de deux diagonales dont chacune représentait le statut de l'une des deux parties (73). Ce point se trouvait fixé formellement par quatre quantités — deux sur chaque diagonale. La méthode était obscure et le résultat incertain. L'analyse économique représentait les quatre quantités déterminantes avec exactitude et précision en faisant ressortir le couple des indices sur la courbe de la demande et le couple des indices sur la courbe de l'offre. Ainsi était déterminé le prix du marché. Une différence est fondamentale : l'économiste moderne visait à décrire la *formation des prix* dans le marché alors que cette optique demeurerait étrangère à Aristote. Celui-ci se préoccupait du problème très différent et essentiellement pratique : fournir une formule qui *devait permettre de fixer les prix*.

De manière assez surprenante, pour toute différence entre le prix fixé et le prix résultant d'un marchandage, Aristote ne semblait voir qu'une affaire de temps : le premier existait antérieurement à la transaction, alors que le second ne se dégageait que postérieurement à celle-ci. Le prix résultant d'un marchandage, insistait-il, risquait d'être excessif parce que décidé avant satisfaction de la demande. Ceci devrait en soi suffire à prouver la naïveté d'Aristote en ce qui concerne le fonctionnement du marché. Apparemment, il croyait que le prix justement fixé devait être différent du prix résultant d'un marchandage.

Le prix fixé, outre sa justesse, offrait également l'avantage de séparer le commerce naturel du commerce non naturel. Dès lors que le commerce naturel visait exclusivement à rétablir l'autosuffisance, le prix fixé réalisait ce but en bannissant le profit. Les équivalences, comme nous appellerons

dorénavant le cours fixé, servent donc à sauvegarder le commerce « naturel ». Le prix résultant d'un marchandage pourrait procurer un bénéfice à l'une des parties au détriment de l'autre et ainsi nuire à la cohésion de la communauté au lieu de la renforcer.

Pour l'esprit moderne habitué au marché, les enchaînements d'idées présentés ici et attribués à Aristote doivent apparaître comme des séries de paradoxes.

Ils impliquaient la méconnaissance du marché comme véhicule du commerce ; de la formation des prix comme fonction du marché ; de toute fonction du commerce autre que celle de contribuer à l'autosuffisance ; des raisons qui peuvent entraîner une divergence entre le prix fixé et le prix établi par le marché et qui laissent supposer des fluctuations possibles des prix du marché ; enfin une méconnaissance de la concurrence comme processus de création d'un prix unique en ce sens que ce prix décide du marché et qu'il peut donc être considéré comme le cours naturel de l'échange.

Au lieu de cela, le marché et le commerce étaient alors conçus comme des institutions séparées et distinctes ; les prix comme déterminés par la coutume, par la loi ou par proclamation ; le commerce lucratif comme « non naturel » ; le prix fixé comme « naturel » ; la fluctuation des prix comme indésirable ; et le prix naturel, loin de représenter une appréciation impersonnelle des biens échangés, apparaissait comme l'expression de l'évaluation mutuelle du statut des producteurs.

Pour résoudre ces contradictions apparentes, le concept d'équivalences intervient de manière cruciale.

Dans le passage clef sur l'origine de l'échange (*allagê*), Aristote précisait parfaitement cette institution fondamentale de la société archaïque — l'échange des équivalences. L'accroissement de la famille signifiait la fin de son autosuffisance. Ses membres, lorsqu'ils manquaient d'une chose ou d'une autre, devaient compter les uns sur les autres pour se la procurer. Quelques peuples barbares, disait Aristote, pratiquent encore cet échange en nature, « car ces gens sont supposés donner en échange de biens nécessaires à la vie d'autres biens nécessaires à la vie, par exemple du vin pour du blé, autant que l'exigent les circonstances et pas davantage ; ils donnent une chose et en reçoivent une autre en échange et il en va ainsi de chacune des denrées de base. La pratique du troc sous cette forme n'était donc pas contraire à la nature, il ne représentait pas non plus un aspect de l'art d'acquérir des richesses, car son institution visait à rétablir l'autosuffisance naturelle de l'homme » (75).

L'institution de l'échange des équivalences était destinée à garantir à tous les chefs de famille le droit de recevoir une part des denrées indispensables, à des cours donnés, en échange des denrées qu'ils possédaient eux-mêmes. Car nul n'était supposé faire cadeau de ses biens sur simple demande sans rien obtenir en retour ; en fait, l'indigent qui n'avait aucun équivalent à offrir en échange, devait travailler pour s'acquitter de sa dette (d'où l'importance sociale de l'institution du servage pour dette). Ainsi, le troc découlait de l'institution du partage des biens nécessaires à la vie ; le but du troc était de fournir à tous les chefs de famille ces biens nécessaires jusqu'à suffisance ; il était institutionnalisé et représentait l'obligation pour les chefs de famille de donner, sur demande, de leur surplus, à n'importe quel autre chef de famille qui se trouvait manquer de cette sorte précise de bien, de la donner dans la

(67) ARISTOTE, *Politique*, 1257 a, 24.

(68) *Ibid.*, 1257 a, 19.

(69) *Ibid.*, 1257 a, 25.

(70) ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, 1133 b, 16, 1133 b, 8.

(71) *Ibid.*, 1133 b, 29.

(72) *Ibid.*, 1133 a, 8.

(73) *Ibid.*, 1133 a, 10.

(74) *Ibid.*, 1133 b, 15.

(75) ARISTOTE, *Politique*, 1257 a, 24-31.

mesure des besoins, mais seulement dans cette mesure ; l'échange s'effectuait au cours établi (équivalence) et le demandeur offrait d'autres denrées de base dont il possédait une provision. On pourrait affirmer, pour autant que les termes juridiques soient applicables à des conditions si primitives, que le chef de famille était obligé d'opérer une transaction en nature, limitée aux besoins réels du demandeur, réalisée à des cours d'équivalences, sans crédit et pour toutes les denrées de base.

Dans l'*Ethique*, Aristote soulignait qu'en dépit de l'équivalence des biens échangés, l'une des parties en tirait avantage, à savoir celle qui se sentait dans l'obligation de proposer la transaction. Cependant, à longue échéance, la procédure équivalait à un partage réciproque, car lors d'un prochain échange, c'était au tour de l'autre partie d'en profiter. « L'existence même de l'état dépend de semblables actes de réciprocité proportionnelle [...] sans quoi aucun partage n'a lieu et le partage constitue le lien qui nous unit. C'est pourquoi nous avons dressé un monument aux Grâces dans un lieu public pour rappeler aux hommes de rendre bonté par bonté. Telle est une des caractéristiques particulières de la Grâce. Car c'est un devoir non seulement de payer de retour un service rendu, mais aussi de prendre soi-même l'initiative du service une autre fois » (76). Rien, à mon avis, ne peut mieux que cette argumentation montrer la signification de la réciprocité. On pourrait l'appeler réciprocité honnête. L'échange est ici considéré comme faisant partie du comportement de réciprocité, contrairement à la conception marchande qui charge le troc de qualités qui sont à l'opposé de la générosité et de la grâce qui accompagnaient l'idée de réciprocité.

Sans ces textes cruciaux, nous serions peut-être encore incapables d'identifier cette institution vitale de la société archaïque en dépit des piles de documents exhumés par les archéologues au cours des deux ou trois dernières générations. Les orientalistes traduisirent partout les chiffres représentant des cours mathématiques entre des unités de biens d'espèces différentes par le mot « prix », car l'existence des marchés était admise comme allant de soi. En fait, ces chiffres signifiaient des équivalences complètement étrangères aux marchés et aux prix de marchés. Par nature, elles étaient fixes et elles n'impliquaient aucune fluctuation antérieure stoppée par quelque processus de « détermination » ou de « fixation » comme l'expression semble le faire croire. Ici, le langage même nous trahit.

5.6 Les textes

Notre intention n'est pas ici d'examiner les nombreux points sur lesquels notre présentation diffère de celles qui l'ont précédée. Cependant, il nous faut brièvement nous référer aux textes eux-mêmes. Une fausse conception de l'objet du discours d'Aristote s'était développée presque inévitablement. Les échanges commerciaux qui furent considérés comme cet objet commençaient tout juste à se pratiquer à son époque, ainsi que l'on s'en rend compte maintenant. La responsabilité de cette évolution n'appartient pas à la Babylonie d'Hammourabi, mais, plus de mille ans plus tard, à la bordure de l'Asie occidentale qui parlait grec et à la Grèce elle-même. Aristote ne pouvait donc avoir décrit le fonctionnement d'un mécanisme de marché développé, ni

(76) ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, 1133 a, 3-6.

discuté de ses effets sur l'éthique du commerce. En conséquence, quelques-uns de ses termes clefs, notamment « kapêlikê », « metadosis » et « chrématistikê », furent l'objet de traductions erronées. Parfois l'erreur devient subtile. « Kapêlikê » fut traduit par « art du commerce de détail » alors qu'il signifiait « art des échanges commerciaux », « chrématistikê » par « art de gagner de l'argent » au lieu d'« art de s'approvisionner », c'est-à-dire « d'acquérir en nature des biens nécessaires à la vie ». Un autre exemple manifeste de distorsion est celui de « metadosis » considéré comme « l'échange » ou « le troc », alors qu'il signifiait « action de donner sa part ».

En bref et par ordre :

« Kapêlikê » signifie grammaticalement l'« art du kapêlos ». Le kapêlos, selon l'emploi qu'en faisait Hérodote au milieu du ^{ve} siècle, et dont le sens a été en gros confirmé, était une sorte de détaillant, notamment de nourriture, un tenancier de boutique d'alimentation, un vendeur de produits alimentaires et de nourriture préparée. L'invention de la monnaie frappée était liée, selon Hérodote, au fait que les Lydiens soient devenus des kapêloi. Hérodote rapporte aussi que Darius fut surnommé « kapêlos ». En fait, sous son règne, des magasins militaires commencèrent peut-être à vendre de la nourriture au détail (77). Finalement « kapêlos » devint synonyme d'« escroc, charlatan, imposteur ». Son sens péjoratif provenait de son origine.

Malheureusement ceci n'éclaire pas le sens aristotélicien du terme « kapêlikê ». Le suffixe « -ikê » indique « l'art de » et donc, « kapêlikê » signifie « l'art du kapêlos ». En fait, ce mot n'était pas usité ; le dictionnaire n'en mentionne qu'un exemple (en dehors d'Aristote) et dans cet exemple il désigne, comme on pouvait s'y attendre, « l'art de la vente au détail ». Comment alors Aristote en vint-il à s'en servir d'intitulé pour un sujet de première importance qui ne se limitait nullement au commerce de détail, à savoir les échanges commerciaux ? Car tel est sans aucun doute possible le sujet de son discours à l'exclusion de tout autre.

La réponse n'est pas difficile à trouver. Dans sa diatribe passionnée contre le commerce lucratif, Aristote employait le terme « kapêlikê » avec une résonance ironique. Les échanges commerciaux n'étaient évidemment pas des pratiques de mercantis, non plus que du commerce de détail et, quelle que fût leur nature, ils méritaient qu'on les désigne par quelque forme ou variante d'« emporia » qui désignait habituellement le commerce maritime, de même que toute autre forme de commerce à grande échelle ou de commerce de gros. Quand Aristote faisait allusion en particulier aux différentes espèces de commerce maritime, il recourait au terme « emporia » pris dans son sens habituel. Pourquoi alors ne fit-il pas de même dans la principale analyse théorique du sujet au lieu d'utiliser un mot nouveau et étrange au sens péjoratif ?

Aristote aimait à inventer des mots et son humour s'apparentait à celui de B. Shaw. Le personnage du kapêlos était un succès confirmé du théâtre comique. Aristophane, dans *les Acharniens*, avait transformé son héros en kapêlos et lui faisait prodiguer, sous cette apparence, les éloges solennels du chœur qui le louait comme le philosophe du jour. Aristote voulait résolument montrer combien peu l'impressionnaient les nouveaux riches et les sources prétendues ésotériques de leur richesse. Les échanges commerciaux n'avaient rien de mystérieux. Tout compte fait, il ne s'agissait que de pratiques de mercantis au sens large.

(77) ps.-ARISTOTE, *Oecon.*, II, 1353 a, 24-8.

Au lieu d'employer « chrématistikê » avec sa signification habituelle d'« art de gagner de l'argent », Aristote l'utilise délibérément dans le sens littéral d'« art de fournir les biens nécessaires à la vie ». Laistner traduisait correctement ce terme par « l'art d'approvisionner » et Ernest Barker rappelait dans son commentaire le sens originel de « chrêmata » qui, faisait-il remarquer, ne représentait pas l'argent, mais les produits indispensables eux-mêmes, interprétation que soutinrent également Defourny et M. I. Finley dans une conférence inédite. En fait, l'insistance d'Aristote sur la signification non monétaire de « chrêmata » était tout à fait logique, puisqu'il s'en tenait au postulat de l'autarcie qui n'avait plus de sens en dehors d'une interprétation naturaliste de la richesse.

L'erreur notoire qui consista à traduire « metadosis » par « échange » dans les trois passages cruciaux de la *Politique* et de l'*Ethique* est encore plus grave (78). Aristote s'en tint à la signification courante du mot « metadosis ». Les traducteurs introduisirent eux-mêmes une interprétation arbitraire. Dans une société archaïque où se déroulaient des fêtes publiques, des raids de groupes et d'autres réunions où se pratiquaient l'entraide et la réciprocité, le terme « metadosis » revêtait un sens opératoire particulier — il signifiait « action de donner une part », notamment du fonds commun de nourriture lors d'une fête religieuse, d'un repas de cérémonie ou de toute autre activité collective et publique. Telle est la signification que le dictionnaire attribue à « metadosis ». Son étymologie souligne le caractère unilatéral du don, de la contribution, du partage. Pourtant, nous nous trouvons face à un fait étonnant : dans la traduction des passages où Aristote affirmait avec insistance que l'échange découlait de la metadosis, le terme est rendu par « échange » ou « troc » ce qui signifie l'inverse. Cet usage fut sanctionné par le dictionnaire principal qui prenait le mot « metadosis », dans ces trois passages cruciaux, pour des exceptions ! Cet écart par rapport au texte lui-même ne se comprend que comme l'expression de l'influence de l'idée de marché sur les traducteurs modernes qui furent incapables, sur ce point, de suivre le sens du texte. L'échange représentait pour eux une propension naturelle des hommes qui ne nécessitait aucune explication. Mais en admettant même que ce fût le cas, l'échange ne pouvait certes pas être né de la metadosis au sens admis d'« action de donner une part ». Donc, en traduisant « metadosis » par « échange », ils transformèrent l'affirmation d'Aristote en un truisme vide. Cette erreur mettait en danger tout l'édifice de la pensée économique d'Aristote sur ce point crucial. En faisant découler l'échange de l'idée de « donner sa part », Aristote établissait un lien logique entre sa théorie de l'économie en général et les questions pratiques à résoudre. Nous nous souvenons qu'il considérait les échanges commerciaux comme une forme non naturelle de commerce ; que le commerce naturel ne procurait aucun profit dès lors qu'il ne visait qu'à maintenir l'autosuffisance. Pour appuyer ces thèses, il pouvait effectivement invoquer les circonstances : afin de garantir la quantité limitée nécessaire au maintien de l'autosuffisance et seulement cette quantité, l'échange en nature se pratiquait encore largement, selon des équivalences fixées, chez certains peuples barbares, pour ce qui concernait les biens nécessaires à la vie, et il bénéficiait à l'une ou l'autre partie selon le cas ou le hasard. Ainsi, l'échange, conçu comme découlant du fait que chacun contribue pour sa part au fonds commun de nourriture, était la cheville qui maintenait ensemble les éléments d'une théorie de l'économie fondée sur le postulat d'autosuffisance de la

(78) *Ibid.*, 1133 a, 2 ; *Politique*, 1257 a, 24 ; 1280 b, 20.

communauté et la distinction entre commerce naturel et commerce non naturel. Mais tout ceci semblait si étranger à l'esprit des traducteurs habitués au marché, qu'ils trouvèrent refuge en une interprétation contraire au texte et perdirent finalement le fil de l'argumentation. Ainsi, la thèse la plus audacieuse d'Aristote qui, jusqu'à présent, devrait nous confondre par la seule force de son originalité, fut de cette manière réduite à une banalité. Même si cette banalité avait contenu une signification précise, Aristote l'aurait rejetée comme une conception creuse des forces fondamentales sur lesquelles reposait l'économie humaine.

Deuxième partie

**LES AZTÈQUES ET LES MAYAS ;
LE DAHOMEY ; LES BERBÈRES ;
L'INDE**

Conrad M. Arensberg

L'anthropologie en tant qu'histoire

Un ouvrage sur l'économie dans les sociétés primitives doit faire appel aux données de l'anthropologie culturelle et sociale en même temps qu'à celles de l'histoire. L'expérience humaine en matière d'économies substantives s'inscrit dans ces deux perspectives. Les modèles variés et souvent étranges d'action économique décrits dans la première partie de cet ouvrage ont déjà suggéré une reconsidération de certains concepts et définitions de la théorie économique, en mettant en relief l'impropriété de cette théorie hors du système de marché du XIX^e siècle occidental classique.

6.1 L'approche empirique

Pour sa part, mais sans bénéficier des documents écrits de l'histoire, l'anthropologie a réuni un énorme ensemble de données éparpillées au hasard concernant le comportement de l'homme vis-à-vis des objets dont il se sert, qui assurent sa subsistance, qu'il consomme, et concernant ses relations avec ses pairs à propos de ces objets. Il est bon de prendre connaissance des leçons que nous fournit le travail des anthropologues sur le terrain et de rechercher les incidences de ce travail sur toute nouvelle discipline économique qui en analyserait les données et les généraliserait. Le rassemblement des données empiriques sur le terrain, la mise en évidence des faits économiques sans les dissocier des autres informations, leur traitement dans leur contexte technique ou social d'origine représentent au moins un siècle d'expérience en anthropologie. La théorie, intéressée par les processus, les similarités et les différences au sein des cultures, s'attacha plus aux faits observés qu'aux conséquences déductibles de tel ou tel principe premier de la nature humaine. L'anthropologie, comme nous le verrons au chapitre 17, ne se préoccupa pas de la théorie économique et ne chercha pas à découvrir les principes de l'action humaine tels que celui de rationalité ou d'économie des moyens pour en faire des pivots de la théorie économique. Elle s'orienta plutôt vers la dynamique de l'apparition des contenus culturels.

Cette expérience qui consiste à noter d'abord, puis à essayer de comprendre le comportement de l'homme dans son infinie diversité ainsi que ses multiples systèmes de motivations, produits de ses cultures et civilisations variées,

confirme l'anthropologie dans sa parenté avec une discipline empirique telle que l'histoire. L'empirisme continue à les différencier parmi les sciences sociales, de disciplines telles que l'économie, les sciences politiques ou la sociologie, qui excellent à forger des concepts. Ceci signifie qu'en anthropologie comme en histoire, l'apport de preuves incombe à ceux — tels les Kroeber, les Darwin, les Toynbee — qui justifieraient des comparaisons, définirait la généralité d'un processus ou revendiqueraient la découverte d'une loi universelle s'appliquant à de multiples cas récurrents. Ceci accentue encore leur parenté en ce sens que les deux disciplines doivent se préoccuper de séquences temporelles, traiter du passé et du présent, chercher des récurrences, des parallèles, des convergences. Toutes les deux traitent d'événements et de faits et non de la nature de l'homme ou de ses besoins intemporels.

La tendance de l'anthropologie moderne à être comparative et empirique, à prendre en considération la temporalité et les processus la rend cependant complémentaire d'une sociologie comparative et d'une psychologie sociale des peuples anciens et modernes. Elle pousse les disciplines voisines à reconnaître la puissance vigoureuse et pénétrante du procès culturel. Et de cette manière, elle dépasse les visées de la sociologie et de la psychologie traditionnelles centrées sur l'homme occidental moderne et sur sa société. La même tendance empirique maintient également la parenté essentielle de l'anthropologie avec l'histoire et la préhistoire. Une branche importante de l'anthropologie, l'archéologie, se préoccupe des orientations tendanciennes et des processus à l'intérieur du registre culturel de peuples dont les réalisations ne se situent pas au niveau de l'écriture, mais dans les objets fabriqués muets que révèlent les vestiges qu'ils ont laissés derrière eux. Cette branche plus ancienne de l'anthropologie continue, aujourd'hui encore, à faire remonter dans le temps ledit « présent ethnographique », époque des premiers contacts européens avec des peuples non occidentaux, et à relier ainsi le présent à l'histoire passée de tout l'humanité. En fait, l'anthropologie conserve intactes, même aujourd'hui, ses trois branches originales. L'anthropologie culturelle, l'archéologie et l'anthropologie physique — dérivée de l'intérêt spécifique pour l'évolution de l'homme, à partir de celle de l'animal — se fécondent encore mutuellement. C'est leur considération pour la temporalité et pour les processus, la comparaison du passé et du présent, qui les unit.

Cette triple expérience des trois branches de l'anthropologie qui examinent les procès des peuples anciens et modernes en vue de dégager des parallélismes, des différences et des convergences dans le registre des réalisations culturelles de l'homme, doit être reliée aux difficultés de la théorie économique auxquelles le système sans marché donne naissance. Les travaux des anthropologues d'aujourd'hui sur cet ensemble de comportements humains permettront d'élaborer une part importante de la théorie déjà en partie testée. Si la plupart du temps, ces travaux n'opèrent pas de distinction entre l'activité « économique » de l'homme et son action dans les autres domaines, ils se révèlent cependant particulièrement significatifs, lorsqu'ils s'intéressent aux schèmes d'organisation économique qui dans leur contenu représentent des alternatives et qui nous préoccupent dans cet ouvrage. La plupart des découvertes des anthropologues à propos de la culture de l'homme en dehors de ses institutions économiques s'avèrent spécialement pertinentes si nous examinons les questions particulières qui naissent des multiples et diverses manières de traiter les biens, ceux qui les manipulent et ceux qui les reçoivent.

Il faut admettre qu'il n'existe encore aucune théorie constituée qui traite du comportement « économique » d'un point de vue spécifiquement anthro-

pologique. Au lieu de cela nous possédons un vaste ensemble de données diverses sur les comportements et les motivations qui constituent la vie des peuples non occidentaux et selon lesquelles les biens passent d'une main dans l'autre, sont distribués à d'autres personnes et consommés d'autre manière. Karl Polanyi a déjà imaginé au moins une tentative de classification de ces diverses manières de traiter les biens ; grosso modo on peut distinguer des systèmes de réciprocité, de redistribution et de marché. Ils ne s'excluent mutuellement en aucune façon et ne se prétendent pas exhaustifs. Cependant cette classification empirique à des fins descriptives est utile ; c'est une première rupture avec les interprétations non empiriques et a priori ; ses implications, ses ramifications aussi bien que ses limites, seront l'objet de nos préoccupations dans de nombreuses parties de cet ouvrage.

Si, à leur tour, les anthropologues tentaient ne serait-ce qu'un début de conceptualisation des données, ils s'orienteraient probablement aussi vers l'examen des agencements sociaux, des formes de relations interpersonnelles et des logiques spécifiques fondés sur ces données. C'est là que se situe l'une des convergences les plus importantes parmi les sciences sociales d'aujourd'hui à caractère empirique. Et si les anthropologues devaient adopter cette direction, ils seraient également contraints de considérer ces modèles « économiques » de comportement et de motivation en fonction de la conception générale de la société, que le chapitre 14 de cet ouvrage pose comme principe central de la sociologie moderne. La société, conçue comme un système dans lequel « les unités [...] ne sont pas des individus, mais des modèles d'interactions » entre personnes, constituerait leur point de départ au lieu que ce soit la nature humaine libre, les individus libres ou même tel ou tel attribut psychologique immuable de l'homme à l'intérieur des limites biologiques et physiologiques dues à son animalité. En traitant des modèles culturels quels qu'ils soient, même ceux des institutions économiques, l'anthropologue sélectionne des « modes d'interaction » comme points de départ, non parce qu'ils ont une priorité logique, mais parce que, empiriquement, ils sont décisifs dans ces comparaisons du présent et du passé auxquelles il soumet ses données.

Peu d'anthropologues se sont encore orientés de façon explicite dans cette direction pour ce qui concerne les données économiques. Chapple et Coon dans leurs *Principles of Anthropology* (1942) semblent avoir été les premiers à s'y essayer. Firth paraît en saisir la nécessité comme le montrent les efforts de l'anthropologie sociale anglaise. Aujourd'hui, « l'anthropologie économique » n'est pas encore une réalité. Elle tente de se libérer de la conviction qui se trouve d'ailleurs démantelée dans d'autres chapitres de cet ouvrage, selon laquelle la théorie économique elle-même possède déjà quelque chose à offrir pour expliquer aisément des systèmes économiques autres que le système de marché de l'Occident contemporain. Celui qui opéra les premières généralisations, Herskovits, affirme maintenant son adhésion à la théorie économique formelle et il a tenté de réduire les données dans ce sens, en s'éloignant des tentatives de Mauss, qui après celles de Durkheim, permirent aux premiers ethnologues français de découvrir des régularités empiriques dans les réciprocités du don-contre-don. Mais Herskovits lui-même doit sans cesse interrompre son discours pour attirer l'attention sur l'insignifiance de l'aide apportée dans l'ordonnance des données ethnographiques par les catégories de la théorie économique et par les préoccupations de rationalité, d'économie des moyens qu'elle poursuit jusqu'à leur fin logique. De même, il souligne combien les comportements et motivations dont il parle sont différents, déviants et tout

à fait marginaux par rapport aux catégories des motivations de l'action rationnelle dans le marché.

Pourtant, l'anthropologie dépend très étroitement de cette priorité des modèles sociaux pour la compréhension des économies substantives. Notre discipline est tout à fait prête à dégager des motivations spécifiques, « économiques » ou autres, de tels agencements plutôt que de les faire découler de la nature humaine ou de ses besoins abstraits. Mais elle considère également ces modèles et agencements comme ayant une réalité historique plutôt que comme les conséquences du jeu des forces générales de la nature humaine ou des circonstances, ainsi que pourrait les concevoir l'économiste. L'anthropologie s'attend à ce que les agencements sociaux qui sous-tendent les comportements et les motivations économiques soient des innovations spécifiques de l'homme à tel moment et en tel lieu historiques. Elle s'attend à ce que les innovations sociales et économiques, tout comme les innovations techniques et artistiques (sur lesquelles nous possédons jusqu'ici davantage d'informations), aient été propagées et combinées par diffusion, par évolution et par convergence et à ce qu'elles continuent dans cette voie actuellement et plus tard, au lieu de les concevoir, à la manière des sociologues, comme le simple résultat de procès universels d'association. Cette tendance de l'anthropologie à prendre en considération les processus a des implications essentielles comme nous le verrons. Elle fait de l'interprétation des données économiques non occidentales une entreprise historique au premier chef, et même « culturologique », plutôt que psychologique, économique ou sociologique.

Car l'anthropologie ne doit pas seulement identifier l'agencement social, ensemble d'interactions et d'organisations humaines, tel qu'il est innové et réalisé dans une culture, laquelle explique les comportements et les motivations économiques, mais il doit aussi en expliquer la présence. Pour l'anthropologue, le dénominateur commun de l'action économique, qu'il s'agisse de réciprocités ou de redistributions par exemple, ainsi que des mécanismes commerciaux ou des divers usages de la monnaie qui les accompagnent, est à la fois l'agencement des interactions humaines et l'apparition d'une institution nouvelle chez tel peuple étudié. L'anthropologue doit expliquer la présence de ce phénomène du point de vue historique comme du point de vue géographique. Il doit en rendre compte de manière fonctionnelle, c'est-à-dire expliquer son lien avec les autres modèles culturels d'un peuple à un moment et en un lieu donnés. Aux raisons de sa présence, il doit ajouter les fonctions qu'il remplit et les valeurs qu'il représente pour ceux qui le vivent et par lesquelles il se maintient, obtient la sanction de la coutume et se transmet en tant que *Kulturgut* de leur héritage culturel. Il doit également expliquer pourquoi ce phénomène se perpétue à tel moment et en tel lieu.

Evidemment il ne lui est pas toujours possible de parvenir à la première explication. Les documents ethnographiques sont rassemblés au hasard et même l'histoire écrite doit être minutieusement examinée avant que l'on puisse être certain de la présence d'une institution particulière ou d'un modèle culturel particulier. Les « origines » de nombreuses innovations et institutions qui nous intéressent aujourd'hui se perdent dans la nuit des temps et dans les successions et les transformations perpétuelles de l'évolution culturelle. Mais l'anthropologue se doit de tenter pareille recherche, car un modèle culturel est une chose concrète dont la présence ou l'absence constitue un fait historique et l'apparition un événement historique.

Il ne lui est pas toujours possible non plus de satisfaire à la seconde exigence, mais il doit tenter de déterminer ses fonctions contemporaines.

Car un modèle culturel coexiste avec d'autres modèles qu'il soutient, ou auxquels il s'oppose, dans une sorte d'intégration ou au contraire de non-intégration. Cette intégration suppose des éléments et possède une structure qui s'avère importante pour la survie d'une culture et d'une société. L'intégration a une forme et des lois d'existence que les sciences sociales sont en train d'explorer à tâtons. Qu'il soit ou non de façon explicite un anthropologue social d'obédience fonctionnaliste, ou qu'il adopte d'autres théories particulières de l'intégration culturelle ou sociale, un impératif s'impose à l'anthropologue : déchiffrer de manière détaillée, fidèle et empirique, tout assemblage observable et contrôlable d'actions, d'interactions, de significations et de contextes transmis, qui constitue un modèle culturel quelconque, social, linguistique ou technique.

Et il ne peut toujours mener à bien sa troisième tâche qui consiste à expliquer d'un point de vue historique la survie d'un modèle qu'il a identifié et interprété. Là encore, il doit poursuivre ses tentatives, car la culture humaine, comme le comportement des animaux, est souple, fonctionnellement utile pour la survie et peut-être même rémunératrice. Sa persistance repose sur la réussite de sa transmission aux nouvelles générations qui doivent l'utiliser et la transmettre à leur tour. Son élaboration plus poussée semble au moins en grande partie provenir des avantages supplémentaires qu'elle procure. L'anthropologue qui explore des modèles culturels, y compris ceux que cache la variété des comportements économiques hors de l'Occident, doit traiter l'apparition et la disparition de ces modèles comme l'historien explique dans son domaine la croissance et le déclin des institutions et des Empires.

Donc, le fait de considérer les phénomènes sociaux comme antérieurs aux actions et aux institutions économiques, aux combinaisons de valeurs et de motivations, le fait de les considérer spécifiquement comme des modèles culturels, c'est-à-dire comme des inventions et des arrangements que l'homme a réalisés avec le matériel humain en raison de l'existence de ses pairs et de leurs caractéristiques particulières, n'est pas simplement le biais qui permettra à l'anthropologue d'avancer dans l'explication des économies substantives. Ce n'est pas simplement le parti pris professionnel que les anthropologues apportent dans toute expérience, comme on pourrait peut-être le supposer. C'est une vaste conception qui s'impose à tous les analystes des sciences sociales, à ceux qui ont, avant cet ouvrage (79), découvert les trois premières catégories des économies substantives, aux sociologues actuels comme à ceux de l'avenir. Ce pourrait bien être, en outre, la conception vers laquelle nous poussent toutes les découvertes empiriques.

Notez que les sociologues s'expriment souvent comme si la priorité de la présence ou de l'absence des agencements sociaux particuliers par rapport aux actions et aux motivations économiques d'une certaine espèce était une affaire de prémisses logiques, selon la conception courante de leur discipline. Il en est certes ainsi lors de la construction d'une théorie du système social ou du système économique « inséré » dans le système social. Selon une autre conception cependant, les arrangements sociaux particuliers sont les éléments empiriques directeurs et leur priorité est une priorité de comptabilité, peut-être même une priorité de causalité. Le véritable problème entre les théories déductives qui font découler l'action économique des facultés rationnelles de l'homme à la recherche du gain et les découvertes d'une science sociale nouvelle n'est qu'à moitié exprimé quand le sociologue se limite à affirmer avec

(79) Cf. POLANYI Karl, *The Great Transformation*, New York, 1943.

insistance que sa science lui a enseigné à considérer les comportements économiques comme dépendant des systèmes sociaux dans lesquels ils se trouvent « insérés ». Car l'anthropologie s'aperçoit que ces systèmes à leur tour dépendent des modèles particuliers qu'ils servent à intégrer, de même qu'ils dépendent des innovations opérées dans les agencements et la symbolisation des interactions humaines et sociales qui ont été réalisées à tel moment et en tel lieu et qu'ils servent à les intégrer. De la même manière, la technologie et la science dépendent des autres inventions apparues dans leur diversité au cours de l'évolution de l'humanité et les unifient.

Donc l'utilisation des agencements sociaux comme cadre de référence et leur recherche par une méthode opérationnelle qui les dégage comme des dénominateurs communs parmi les données de l'action et de la motivation, ne sont pas simplement des partis pris ou des prémisses philosophiques de l'anthropologie et des sciences sociales récentes qui s'orientent désormais vers la comparaison. Ce sont des découvertes déjà réalisées quant aux priorités de comptabilité des phénomènes dans notre science. La méthode institutionnellement opérationnelle qui travaille avec les données d'économies non marchandes est très proche, comme nous le verrons, des autres analyses contemporaines fournies par les sciences sociales. Elle conduit comme l'anthropologie à découvrir des modèles qui sont les dénominateurs communs des agencements, des structures et des formes de l'action humaine interpersonnelle.

Aujourd'hui, pour d'autres branches des sciences sociales, ces modèles semblent devenir les éléments qui contrôlent les motivations humaines et l'action institutionnelle de l'homme. J'ai essayé ailleurs de montrer leur force dans les attitudes et les comportements de brève durée des petits groupes insérés dans des relations industrielles (80), tandis que George Homans a fourni des indications sur la manière dont ils déterminent le comportement et l'attitude de groupe, dans le vaste éventail des études de comportement social déjà accomplies par des méthodes empiriques d'observation (81). Hopkins, au chapitre 14, nous rappelle la place centrale de ces agencements dans la théorie du système social formulée par Parsons et quelques autres. C'est une découverte qui confirme qu'en fait dans les données économiques non occidentales, nous nous trouvons devant la même priorité de compatibilité. Dans les marchés berbères, dans le système indien de redistribution, dans les « ports de commerce » africains et américains qui sont étudiés ici, il nous a fallu à plusieurs reprises nous efforcer de découvrir ces modèles et fouiller dans les agencements de l'action interpersonnelle avant de pouvoir continuer à rechercher une explication des motivations de nos acteurs, les valeurs qui les inspirent, les situations qu'ils affrontent ou les avantages qu'ils recueillent. Il nous a fallu maintes fois relier ces modèles avec d'autres qui, à l'arrière-plan, sont les dénominateurs communs de l'action, avant de pouvoir structurer tous ces éléments en une représentation globale et une interprétation des institutions qui nous sont présentées.

Pour ce faire, nous avons procédé de manière comparative. Notre science sociale en formation ne se borne pas à cumuler indéfiniment des détails particuliers, mais comme toute science, elle opère des généralisations d'enquêtes,

(80) Conrad M. ARENSBERG, « Behavior and Organization : Industrial Studies, » ch. XIV in Muzafer SHERIF et John ROHRER, éd., *Social Psychology at the Crossroads*, New York, 1952 ; également Conrad M. ARENSBERG et Geoffrey TOOTALL, « Plant Sociology : Real Discoveries and New Problems, » in Paul LAZARSFELD et Mirra KOMAROVSKY, éd., *Common Frontiers of Social Research*, Glencoe.

(81) George HOMANS, *The Human Group*, New York, 1952.

de propositions et de preuves. Si Arnold, Revere et Chapman trouvent une forme commune de commerce antique dans le « port de commerce » qui repose en des « mains faibles » (pour employer les expressions judicieuses de Polanyi) du Dahomey du XVIII^e siècle ou de l'Asie Mineure 2000 ans plus tôt ou encore de la Mésopotamie d'avant la conquête ; si Benet rencontre des éléments de « marchés libres » dans la Barbarie anarchique, nous ne pouvons être certains de ces découvertes que parce qu'il nous est finalement possible de démontrer que des modèles communs existent derrière ce que nos auteurs décrivent et de vérifier l'agencement connu et déterminé des actions interpersonnelles qui s'applique à deux cas au moins, quels que soient leurs lieux d'apparition et leurs particularités. La priorité d'une sorte de donnée sur une autre ne résulte pas d'un choix philosophique ou de la prédilection d'une discipline pour une espèce de phénomène plutôt que pour une autre. C'est simplement une affaire de comparaison, de découverte et de contrôle pour ceux qui ont observé une série de cas. C'est simplement cette comparaison qui nous conduit au « fait scientifique ».

Si nous considérons le phénomène en ces termes, si nos preuves sont acceptées et si nos « faits » sont « exacts », la découverte selon laquelle les agencements sociaux servent de cadre de référence aux actions et aux motivations économiques semble peu discutable. Mais le fait de considérer avec l'anthropologie ces agencements comme étant culturels, comme des innovations de l'homme, soulève d'incessantes difficultés, même en sociologie qui trouve parfois difficile de trancher quelles sont les priorités de compatibilité entre tels agencements ou telles « valeurs », dans la théorie du système social. Nous touchons ici à un vaste débat qui se poursuit encore avec acharnement dans les sciences sociales comme il s'exprima autrefois en philosophie. Mais la conception dérivée de l'expérience de l'anthropologie, selon laquelle les agencements sociaux sont des modèles culturels, vient à notre secours. Selon cette conception, les agencements sociaux créent leurs propres valeurs au cours du processus qui en fait des modèles culturels, c'est-à-dire des modèles « institutionnalisés ». L'évolution d'un modèle culturel, c'est justement cette émergence de valeurs, de significations, de mots et de concepts synthétiques et symboliques qui permettront à un nouveau modèle d'action d'être reconnu, sanctionné et transmis. Selon la conception anthropologique de la culture, l'action vient en premier lieu, qu'il s'agisse de l'apparition de la roue, de la monarchie divine ou du mariage entre cousins de la même lignée, et les valeurs s'ajoutent par la suite, selon les conceptions courantes de l'évolution ou de la diffusion développées par la science. En ceci, l'anthropologie reprend les découvertes faites sur de petits groupes et à partir d'études dans l'industrie. Dans ces cadres, de nouvelles normes de groupe et de nouvelles attitudes communes proviennent de changements dans l'action interpersonnelle de groupe. Un modèle culturel n'est pas complet, une « institution » n'est pas totale, tant que la cristallisation, la symbolisation et l'évaluation qui systématisent le lien entre l'action nouvelle et les valeurs qui en résultent ne sont pas réalisés dans une configuration immédiatement reconnaissable et vécue comme une longue habitude par les acteurs « porteurs du trait culturel ».

Donc, convenablement interprétée, l'expérience des sciences sociales en ce qui concerne la « culture » et l'« institutionnalisation » d'un procès, ici le « procès économique » de la manipulation des biens, ne présente aucun problème si l'on accorde la priorité historique et la priorité méthodologique à l'action par rapport aux valeurs. La majeure partie des difficultés posées par cette découverte vient de notre formation sémantique (nous disons que

nous « agissons en fonction » d'une valeur) et de notre tradition philosophique d'idéalisme (« Au commencement était le Verbe »). La longue querelle de l'idéalisme et du réalisme nous suit malgré tout. L'expérience anthropologique en matière de culture fait apparaître les mêmes phénomènes d'émergence que l'expérience sociologique dans les processus de groupe bien que les données soient différentes. Ce qui fait obstacle à l'acceptation de cette découverte semble être une tendance à interpréter le terme « culture », utilisé par l'anthropologue, comme synonyme du terme « valeurs » employé par les sociologues. Il est donc facile aux sociologues, qui supposent souvent par tradition philosophique que les valeurs (les « significations communes » comme ils les appellent parfois) sont antérieures à l'action sociale (tautologie de longue date puisque l'action « sociale » est à son tour fondée sur des « significations communes » (82)), de penser que l'anthropologue prétend également que les valeurs gouvernent l'action lorsqu'il parle de « culture » et de la « détermination culturelle » de tel comportement.

En suivant la même voie, il devient facile aux sociologues, de même qu'à de nombreux anthropologues, de considérer une autre découverte de notre science sociale — cette découverte est pourtant importante pour la compréhension des économies sans marché qui sont ici à l'étude — comme faisant obstacle à ce que se poursuivent l'émergence historique et l'évolution des modèles culturels à partir d'agencements communs à plusieurs sociétés, dans le processus de détermination des institutions et des valeurs, économiques ou autres. L'anthropologie a découvert dans sa propre sphère, celle des actions humaines, le processus de diffusion culturelle suivant lequel deux peuples en viennent à partager un trait ou une institution du fait de leurs contacts mutuels, et sa contrepartie, le processus de convergence culturelle ou de parallélisme culturel selon lequel deux peuples, en dehors de tout contact, en viennent à partager un même trait, mais par des voies tout à fait différentes. La comparaison de traits et de modèles d'un peuple à un autre, d'une époque à une autre, d'un lieu à un autre, cette comparaison même qui nous permet de présenter dans ces pages des agencements sociaux similaires, tels les « ports de commerce » communs à des pays éloignés comme la Mésopotamie et la Syrie et bien que ces civilisations soient très largement séparées, nous a conduits à de telles découvertes par l'analyse de toutes sortes d'actions humaines. Il n'est pas surprenant que la comparaison nous ait orientés une fois encore vers la découverte d'analogies, lorsque nous nous sommes mis à explorer le domaine des faits de l'économie humaine. Mais trop souvent, les anthropologues et les sociologues oublient ces processus culturels et sautent logiquement de la spécificité de modèles culturels particuliers à l'unicité et à l'intégration de chaque culture prise comme un tout. Ils interprètent les découvertes de l'anthropologie à propos de la « culture » et des « valeurs » afin d'exclure toute comparaison. Ils expliquent ainsi qu'on la néglige et ils réifient les « ensembles culturels » et les « systèmes sociaux » intégrés en en faisant des entités uniques dont les essences et les conséquences n'ont de parallèles nulle part ailleurs. Donc, pour certains d'entre eux, affirmer, dans ce contexte, que les agencements sociaux antérieurs qui sous-tendent la motivation ou le comportement économiques sont des modèles culturels, revient à dire qu'on ne peut trouver aucun lien entre les institutions d'un peuple et celles du voisin. C'est justement là que gît l'erreur.

Il semble y avoir actuellement dans les sciences sociales une tendance

(82) Par opposition à la symbiose ou à la collision physique, par exemple.

à condamner comme idéaliste et à attribuer aux anthropologues une conception selon laquelle les cultures en tant que totalités sont uniques et les agencements économiques qui s'y forment sans homologie. C'est cette interprétation erronée de la culture que nous dénonçons ici. Nous avons déjà noté que l'anthropologie se doit d'explorer une situation donnée, d'en démêler les interconnexions fonctionnelles ou non et de discerner l'intégration des traits à l'intérieur d'une culture, de la même manière que les sociologues doivent toujours partir des normes et processus particuliers pour aller au système social tout entier qui se présente à eux. Mais déterminer la place d'un phénomène *in situ*, c'est autre chose que de le comparer avec d'autres ; dans les sciences, les deux approches sont nécessaires et elles sont toutes les deux sources de savoir. L'expérience anthropologique s'est toujours préoccupée de ces deux approches. Les découvertes d'une évolution convergente et de la diffusion dans les actions de l'homme n'auraient pu avoir lieu sans des comparaisons ethnographiques et historiques.

Le souci essentiel de l'anthropologie et de l'expérience qui nous a appris à considérer l'action économique et la valeur en tant que modèles culturels consiste à comparer les agencements sociaux communs à plusieurs sociétés et à découvrir les processus par lesquels évoluent les institutions issues de ces agencements. Il ne s'agit pas de savoir si les institutions économiques, avec ou sans marché, sont des traits culturels (ce qu'elles sont en fait) ou si les traits culturels sont les expressions des valeurs (heureuse tautologie qui enchante encore certains anthropologues !) ou si les modèles d'action sociale sont antérieurs aux valeurs (ce qui est exact) ou si les agencements sociaux et les traits culturels sont les variables indépendantes (n'en doutons pas). Il s'agit plutôt de trouver, pour chaque terme de l'analyse qui conduit à ces découvertes, une documentation spéciale, empirique, historique. En outre, une fois que cette preuve peut être fournie, il est alors possible de poursuivre la description des processus qui ont provoqué l'apparition de ces institutions. C'est seulement de cette manière, en les traitant comme des traits culturels, que nous pouvons légitimement déchiffrer la dynamique culturelle et reconstituer l'histoire véritable des institutions économiques. Cette dynamique et cette récupération de l'histoire sont les meilleures interprétations de leurs « origines » que nous aurons jamais.

6.2 Conclusions méthodologiques

Il est assez aisé de saisir combien est utile l'orientation historique de l'anthropologie et son expérience des traits et des processus culturels, lorsque nous traitons de l'origine des institutions et de leur histoire. L'insistance sur la priorité de l'action par rapport aux valeurs est peut-être plus facile à accepter dans ce contexte que ne l'est une semblable découverte dans la dynamique des sociétés et dans la dynamique des groupes. On peut assez facilement trouver dans l'histoire connue des exemples où de pénibles recherches identiques aux nôtres remontent à un passé lointain. Après tout, il a fallu que l'emploi de l'or en vue d'un enrichissement personnel plutôt que d'un culte collectif ait existé en Europe et en Espagne, avant que les conquistadores ne pillent dans ce but le Nouveau Monde et ne corrompent les Indiens « innocents » en leur donnant cette convoitise de l'or. La propagation de la civilisation historique et la diffusion des valeurs pécuniaires s'effectua de l'Est

vers l'Ouest, et non dans le sens opposé, comme nous le savons. Mais les conséquences de cette orientation historique et de l'expérience culturelle, pour les méthodes de recherche en histoire et en ethnographie, pour l'analyse elle-même et pour la comparaison des diverses données portant sur le comportement et les motivations, ne sont pas si faciles à saisir et à accepter. Cependant, une conception soucieuse à la fois de la temporalité et du procès des agencements sociaux, des traits culturels et des institutions qui en résultent, anime les démarches fondamentales de la recherche anthropologique. Elle domine les méthodes qui ont harmonisé dans ces pages les données ethnographiques avec celles de l'analyse des économies substantives. Dans leurs méthodes fondamentales, l'anthropologie, l'économie historique et institutionnelle et la science des économies substantives telle, du moins, que nous l'avons formulée, sont opérationnelles et tournées vers l'analyse des processus. Elles partagent l'idée selon laquelle la comparaison, la synthèse et la structuration des données doivent toujours refléter les observations particulières faites par ceux qui ont rassemblé ces données touchant telles personnes, telle période et telle action. Pour démontrer l'existence d'une institution économique non marchande, par exemple, Polanyi doit de-ci, de-là exposer ce qui a été fait, quand, avec qui et par qui. Il doit aussi montrer de manière explicite les carences, comment telle action que nous aurions pu attendre et qui aurait été l'œuvre de telle personne à tel moment ne s'est pas produite. C'est ce qu'il fait en montrant que dans les systèmes de réciprocité les « ventes » ne se font pas au profit de n'importe quel demandeur, mais au profit de partenaires accrédités et que les échanges n'impliquent pas que l'on donne en retour des objets équivalents calculés à l'unité, mais simplement des biens de valeur qui soient adéquats. Il doit montrer que ces caractéristiques de temps, de lieu, de personne, d'action, de quantification, se retrouvent, se répètent, deviennent des modèles ou sont au contraire supplantées par d'autres.

La méthode anthropologique quand elle s'applique aux traits culturels est également spécifique, opératoire, fondée sur l'observation et l'analyse des processus. Elle doit aussi préciser, à propos des traits de l'organisation sociale, qui accomplit ou n'accomplit pas telle chose, à tel moment et en tel lieu plutôt qu'en tel autre, avec quels éléments et en l'absence de quels autres éléments, et selon quelle fréquence. Elle doit en outre établir les régularités, les limites et les sanctions correctives en cas de déviations, afin de typifier les modes d'existence. Et quand elle traite des changements, elle doit en considérer les particularités, c'est-à-dire à quels moments et dans quelles circonstances nouvelles ils surviennent.

Ce soigneux rassemblement de détails observés, ce maniement empirique des événements dans le temps et cette collecte pénible de documents portant sur les récurrences reflètent non seulement la parenté de l'anthropologie et de l'histoire des institutions, mais marquent aussi leur commune divergence par rapport à la logique formelle et souvent atemporelle de la théorie économique de même que de la sociologie. La théorie du trait culturel, comme le concept d'institution, repose sur l'expérience, laquelle soulève des problèmes de fonction, de gain, de conformité à la nature humaine, de pouvoirs ou de besoins, une fois que les détails de l'observation concernant le comportement de l'homme ont été rassemblés, comparés, ordonnés, synthétisés, classés et reconnus, et non pas avant ces opérations.

Il s'agit là d'un point méthodologique et théorique particulièrement important. Lorsque nous touchons au problème de l'équivalence fonctionnelle des traits et des institutions au sein de sociétés et de cultures différentes,

cela peut devenir crucial. Pour l'anthropologue, un agencement social (relevant de la « culture réelle », par exemple la polygynie *de facto*), un modèle culturel (relevant de la culture « idéale », par exemple la monogamie de droit, mais qui n'est pas pratiquée de façon rigoureuse), une institution (par exemple le sororat, la dot, l'usure) existent comme entités ; ils possèdent une forme, une structure, des caractéristiques indépendantes de leurs fonctions et de leurs relations avec les autres données sociales ou culturelles. Ces faits réels — innovations concrètes qui ordonnent les personnes, les actes, les symboles, etc., en des modèles à l'existence unique — changent de fonctions, en acquièrent certaines ou en perdent d'autres, d'une époque à une autre, d'un peuple à un autre, exactement comme ils s'enrichissent ou se dépouillent d'autres éléments qui les définissaient. Un agencement social ou un trait culturel ou une institution n'est pas exclusivement et n'est même pas principalement défini par sa fonction et la première chose à savoir à son sujet ne concerne pas son rôle par rapport à l'homme ou à la société, mais son fonctionnement interne et la manière dont il est apparu. C'est alors seulement que l'on peut se demander quelles sont actuellement ses fonctions, ce qu'elles furent autrefois et ce qu'elles pourront être dans l'avenir. En outre, il est évident que ce ne sont pas ses fonctions, mais ses formes, qui lui confèrent le caractère par lequel les observateurs (nous-mêmes) et les acteurs (les autochtones) le reconnaissent et l'évaluent. La question de sa fonction exacte est une question empirique que des recherches complémentaires résoudront, la réponse ne pouvant être fournie par déduction à partir de l'essence du fait.

Donc, en anthropologie et en histoire, analyser une institution comme un phénomène concret plutôt que de l'étudier — à l'instar de l'économie ou de la sociologie — en termes généraux comme équivalent fonctionnel permettant d'accomplir une chose qui peut s'effectuer par un autre moyen dans une autre société ou dans d'autres circonstances, revient à poser des questions différentes et à aboutir à des réponses différentes, bien que finalement les résultats puissent s'avérer complémentaires.

Car selon la conception anthropologique de l'évolution des traits culturels, de même que selon la conception historique des institutions, les fonctions qu'ils remplissent et les avantages qu'ils procurent n'expliquent pas en eux-mêmes l'apparition de ces traits pas plus qu'ils ne justifient leur continuité. La nécessité n'est pas plus mère de l'invention que le succès n'en est le père. Nécessité et succès peuvent coexister sans qu'il y ait obligatoirement procréation. Les inventions, qu'elles soient techniques ou institutionnelles, sont plutôt les résultats d'une découverte ou d'une création et elles font prévaloir *per saltum* leur nouvelle orientation ou leur tentative d'agencement des personnes, des matériaux et des actions dans de nouvelles configurations qui dans leur forme finale font apparaître des traits culturels. Une fois le saut accompli et la nouvelle forme atteinte, l'utilité fonctionnelle et parfois l'avantage énorme et inattendu qui en découle confirment l'existence du nouveau trait culturel et contribuent puissamment à son élaboration et à son extension. Mais de nombreuses orientations ne sont jamais confirmées et beaucoup de sauts jamais accomplis.

La conscience de l'émergence d'un trait culturel et la combinaison des observations temporelles et formelles qui ont fait apparaître ce trait dans les données ethnographiques, constituent une autre découverte empirique de l'anthropologie qui la différencie des disciplines constructives de systèmes telles que la sociologie et l'économie. Il s'agit d'une découverte qui elle aussi renforce, comme nous le verrons bientôt, la méthode tout autre que fonc-

tionnaliste, utilisée dans cet ouvrage portant sur les données ethnographiques du comportement humain dans les économies substantives.

Ainsi, la recherche de similitudes ordonnatrices, dans le registre de l'économie, des données ethnographiques et historiques, ce qui aujourd'hui correspond à l'étude périmée de l'origine des institutions économiques et a motivé nos travaux, n'est en aucune façon une simple recherche des diverses manières par lesquelles l'homme a résolu ses problèmes universels. Il ne s'agit pas d'étudier des équivalents fonctionnels de nos institutions économiques dans d'autres cultures et dans d'autres sociétés. On peut en fait douter qu'en dehors du problème de sa subsistance, l'homme ait eu des problèmes économiques universels ; ses problèmes viennent plutôt, comme ses valeurs, de ses institutions et de leur évolution. Restreindre une étude des institutions économiques aux équivalents fonctionnels dans les sociétés et négliger de découvrir qu'elles sont également, en partie, des modèles culturels et agissent comme telles, serait falsifier les faits. Les faits d'évolution économique ressemblent plutôt en réalité aux faits d'évolution culturelle.

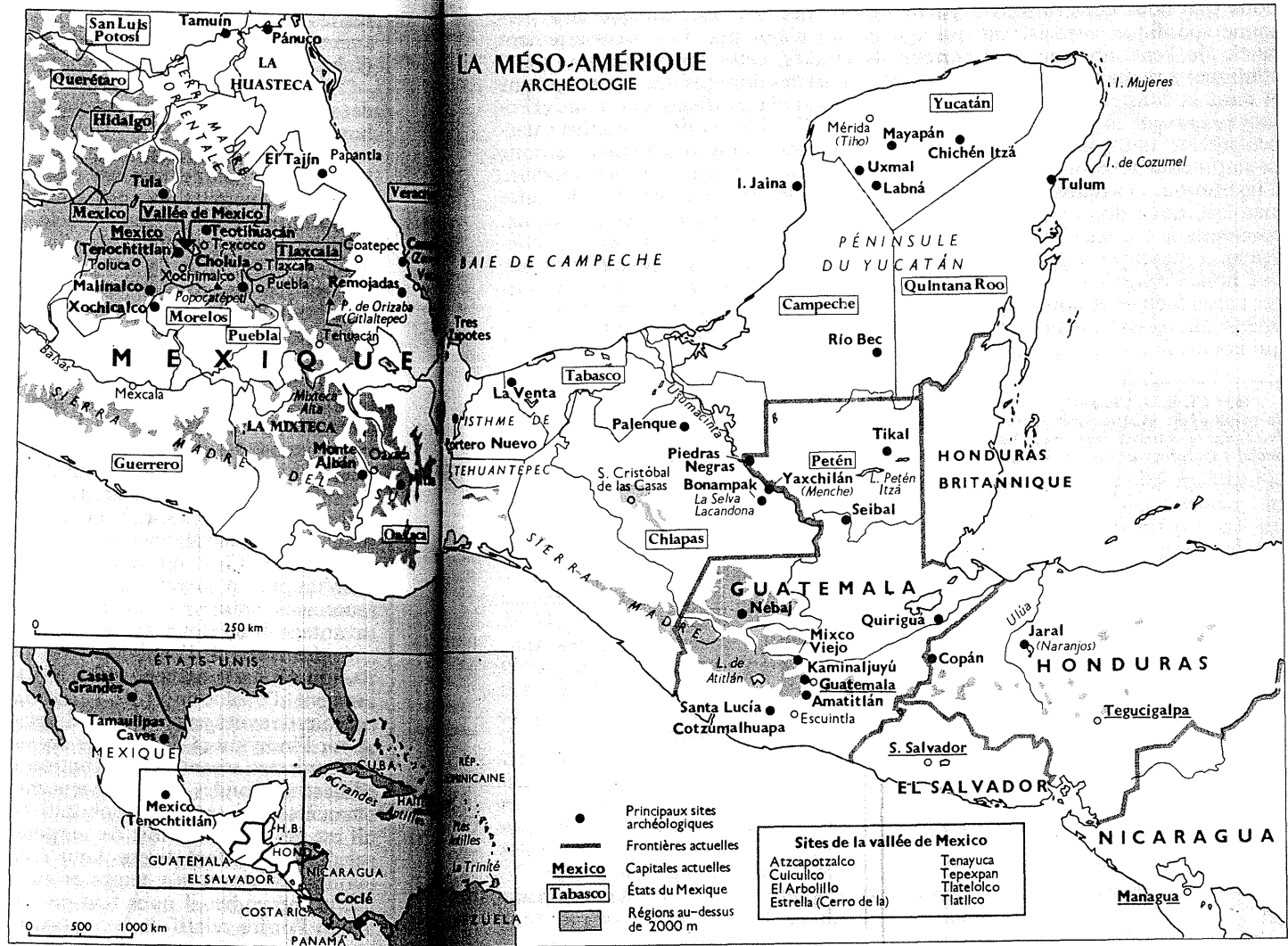
Les faits d'évolution culturelle ne consistent pas, comme on pourrait le croire, en ce que la plupart des cultures et des sociétés ont élaboré des manières diverses de faire sensiblement la même chose, ni en ce que des institutions économiques différentes ne sont que des procédés culturels différents pour gagner sa vie, faire face à la rareté, distribuer les biens, effectuer les échanges nécessaires. Il existe ici un danger qui est de céder aux truismes vides, car toutes les cultures se maintiennent pendant un certain temps dans un environnement et la plupart des gens survivent grâce aux biens qui leur sont fournis d'une manière ou d'une autre. Au lieu de cela, les faits de l'évolution culturelle nous apprennent que certains peuples en certaines circonstances réelles du passé ont, par bonheur et après mûre réflexion, combiné des actions et des relations spécifiques existantes selon des manières nouvelles ou bien en ont expérimenté d'autres. Leur combinaison nouvelle de comportements anciens, leur nouvelle invention à partir de matériaux antérieurs qui leur avaient été légués ou diffusés, n'étaient pas indépendantes de leurs anciennes habitudes, mais elles constituaient cependant un saut dans l'inconnu. Les modèles culturels, comme toutes les inventions, recombinaient l'ancien et le nouveau ; ils ont une histoire spécifique et limitée, ainsi qu'un avenir aux dimensions et aux promesses inexplorées. Evidemment, un nouveau modèle récemment apparu se charge bientôt de fonctions, établit des liens avec le vieil ordre social et culturel, apporte des profits et des avantages, ce qui en justifie l'utilisation pour qui l'invente. Chaque nouveau pas vers la maîtrise d'un modèle, chaque nouvel emploi avéré profitable, procurent des avantages de plus en plus grands pendant un certain temps, et en ce sens, la culture est fonctionnelle du point de vue de l'adaptation aussi bien que du point de vue de l'intégration. Les gens parmi lesquels l'innovation se répand en viennent bientôt à expérimenter et à apprécier des conséquences inattendues, sources d'avantages de plus en plus importants, mais ils commencent également à rencontrer des difficultés et des désagréments inattendus au fur et à mesure de l'emploi d'une nouvelle technique, d'un nouvel art, d'un mécanisme rituel, d'une institution sociale ou économique nouvelle. Qui pouvait prévoir que la culture des céréales et la domestication des troupeaux conduiraient d'abord à un accroissement prodigieux de la population, puis au dessèchement et à la dégradation des sols ? Qui pouvait se rendre compte que l'offrande sacrificielle du sang conduirait au sacrifice humain et à des Empires fragiles où régneraient la haine et la guerre, ou encore que l'installation de machines

sur les pompes des mines et sur les métiers des usines textiles en Angleterre amènerait une révolution industrielle et technique sur toute la surface du globe ?

L'histoire et l'ethnographie de la culture humaine abondent en exemples de semblables apparitions, élaborations et révolutions. Les peuples en élaborant une nouvelle culture, en innovant un nouveau trait culturel ou un complexe culturel, à partir d'une technique mineure pour aboutir à une institution économique majeure, se sont trouvés avec d'immenses richesses en main. Ces peuples se sont souvent engagés dans de longues et profondes élaborations du nouveau modèle. Ils ont souvent prospéré avec lui, comme lui s'est développé pour eux. Ils ont construit en s'appuyant sur lui, ils l'ont exploré et amplifié, ils ont puisé dans ses ressources et en sont venus à bout. Il n'est pas besoin d'interpréter le processus à la manière d'un Spengler dans le cadre de civilisations conçues comme des totalités, ni d'hypostasier les ressources en des forces motrices, par des clichés tels que ceux qui attribuent la prospérité de l'Angleterre du XIX^e siècle à son charbon et à son fer ou la richesse des Indiens des Plaines au cheval. Quelles nouvelles richesses et quels nouveaux pouvoirs absolus ou relatifs sont déterminés par l'innovation culturelle et comment ? La question est liée, là encore, à la découverte et à l'explication empiriques. La réponse s'apprend des hommes eux-mêmes et des commentateurs qui, discrètement, viennent ensuite enregistrer les accidents de l'histoire. Il suffit de dire que l'histoire de la culture est aussi l'histoire de l'homme. L'homme est un animal (peut-être l'unique) qui par le moyen de la culture maîtrise son environnement en se libérant de sa dépendance servile à l'égard de celui-ci. C'est un animal, peut-être l'unique, qui explore et exploite son habitat par un moyen : le moyen culturel, qui crée pour lui des environnements successifs naturels et artificiels. Il n'est pas fou ; il perçoit rapidement son avantage et en tire parti tant qu'il subsiste.

Le concept d'équivalent fonctionnel d'un modèle culturel et d'une institution est certainement utile. Mais son utilité cesse là où commence le mouvement d'évolution et de variation culturelles. On peut certainement s'apercevoir, dans ces pages et dans d'autres, que l'échange de dons joue le même rôle pour l'individu et dans la vie sociale que le marché. Ce sont tous les deux des mécanismes visant la distribution et la survie. Mais ce sont des mécanismes différents, fondés sur des agencements sociaux très distincts ; et, en bien des manières, ce sont des élaborations culturelles et institutionnelles opposées. Il est également permis de supposer qu'ils ont des antécédents, des avantages et des limites fort divers. Leur répartition à travers le monde diffère très certainement quant aux temps et aux lieux aussi bien qu'entre les peuples. Pour les comprendre, il nous faut connaître non seulement ces circonstances, mais aussi l'ordre relatif de leur apparition historique, de même que les éléments précurseurs et les conditions préalables qu'ils ont dû nécessairement avoir.

Le savoir anthropologique à propos des modèles culturels nous conduit donc non seulement à réfléchir sur les processus et à dépasser les conceptions fonctionnalistes à la base de systèmes qui se fondent sur de prétendus besoins de l'individu ou de la société ; mais il nous engage également à utiliser avec humilité les méthodes opérationnelles dans lesquelles l'analyse et la synthèse plient leur logique en fonction des observations, des descriptions et des éliminations imposées par le contexte. Lorsque, comme dans les modèles culturels et les agencements sociaux, des occurrences et récurrences spécifiques entrent dans la collecte et la classification des données, les opérations de traitement de ces données doivent apparaître dans les modèles et les défini-



Au moment où la civilisation des Mayas, régénérée au x^e siècle par le chef toltèque, Quetzalcoatl, mais victime au xii^e siècle de l'invasion d'une nouvelle vague d'envahisseurs parmi lesquels figurent les Chichimèques nahuas venus du Nord, amorce un déclin marqué par des rivalités entre cités, les Aztèques de Tenochtitlán (ville fondée au xv^e siècle à l'emplacement de l'actuel Mexico) imposent leur domination sur les hauts plateaux juste avant la conquête espagnole. Les Aztèques apportent une civilisation exceptionnelle, et représentent à peu près la seule puissance à laquelle durent s'affronter les Espagnols. Dans cette aire culturelle nahua caractérisée par la prédominance de certains traits : pyramides en gradins, céramiques, écriture hiéroglyphique, calendriers de 365 ou de 260 jours, marchés spécialisés, marchands espions..., s'établissent des liens économiques entre l'empire aztèque et les états mayas du Yucatán.

Bien que les confédérations tribales situées entre ces deux peuples vivent dans une hostilité permanente pour se procurer notamment des esclaves, un commerce à longue distance s'y développe en marge des marchés locaux où la graine de cacao sert de monnaie. Les caravanes convergent vers des « ports de commerce » généralement installés sur les lagunes et rivières proches de la côte : à Xoxonochio sur la côte du Pacifique, au pied de la Sierra Madre, et au Nord-Ouest de Cotzumalhuapa, à Xicalango (région de Tabasco et de Laventa, sur la baie de Campeche) dans la baie de Chetumal, au Sud de Quitana Roo, dans le golfe du Honduras mais aussi à Acallan à l'intérieur des terres (dans la région de Rio Bec). Des marchands spécialisés, les pochtecs, y effectuent pour le compte de leur souverain et pour satisfaire les besoins de l'élite et de l'état, des transactions portant sur des objets de luxe et des matières premières.

tions que nous construisons à partir de nos découvertes. Lorsque telle personne spécifique, enregistrant qui agit et qui n'agit pas, fait nécessairement partie de l'ensemble des comportements étudiés, cette opération doit aussi continuer à se manifester dans les classifications des données que nous dressons et dans la construction des institutions et des systèmes divers que nous effectuons. Lorsque la détermination de l'ordre de l'action ou de l'initiative interpersonnelle fait partie de l'observation qui entre dans des discriminations de statut et de relation, cette opération doit aussi se retrouver dans nos modèles d'institution, d'agencement social et de système économique. Si, de cette manière, nous découvrons, comme il arrive, que des agencements sociaux, communs à plusieurs sociétés, sous-tendent des convergences et des parallélismes d'institutions économiques, il nous faudra alors clairement préciser que nous dégageons ces comparaisons de régularités observées dans les données elles-mêmes et non d'un parti pris a priori. C'est l'emploi cohérent de ces opérations fondamentales dans de nombreuses sciences sociales modernes (83), qui nous confère la clarté et nous donne un pouvoir de contrôle.

(83) Cf. E. D. CHAPPLE et Conrad M. ARENSBERG, *Measuring Human Relations*, Monographies de psychologie génétique, Provincetown, 1940. Egalement D. E. CHAPPLE et Carleton S. COON, *Principles of Anthropology*, New York, 1942. Et Conrad M. ARENSBERG in ROHRER et SHERIF, éd., *Social Psychology at the Crossroads*, op. cit.

Anne C. Chapman

Les enclaves des ports de commerce dans les civilisations aztèque et maya

7.1 Le problème du commerce entre Aztèques et Mayas

Il semble que soit actuellement levé en grande partie le voile qui maintenait dans l'ombre les contacts des Aztèques et des Mayas et qui empêchait de comprendre les relations économiques qui prévalaient parmi les peuples de Mésio-Amérique (84). Plus que toute autre activité, le commerce pratiqué sur de longues distances réunissait les deux grandes zones de culture méso-américaine. Pourtant, ce commerce qui liait si intimement les Aztèques du Bassin de Mexico et les Mayas du Yucatán devait surmonter des obstacles matériels énormes et des obstacles organisationnels peut-être même encore plus importants. La distance qui séparait les métropoles de ces deux régions était considérable. A vol d'oiseau, Tenochtitlán (à l'emplacement de la ville de Mexico) se trouvait à plus de 750 kilomètres du cœur du pays maya dans la péninsule du Yucatán. Le trajet à travers les hautes montagnes et la forêt vierge devait être deux fois plus long. Pourtant, dans la majeure partie de cette région, non seulement les Empires, mais également de nombreuses tribus et confédérations tribales se battaient fréquemment ; des raids pour se procurer des esclaves se produisaient constamment ; querelles, massacres, violence frontalière étaient la règle.

Comment surmontait-on alors ces difficultés ? Quelle était la nature opérationnelle de ce commerce entre toutes les différentes cultures ? Tels sont les problèmes auxquels ce chapitre est consacré.

Du point de vue géographique, notre propos se limite à l'Empire aztèque et aux États mayas ; du point de vue institutionnel, il ne s'intéresse qu'au

(84) L'anthropologue Paul KIRCHHOFF (1952) utilisa le premier le terme de « Mésio-Amérique » pour désigner une zone culturelle comprenant le Mexique central et méridional et le Nord de l'Amérique centrale. Elle est limitée au Nord par l'embouchure de la rivière Pánuco sur le Golfe du Mexique, la rivière Sinaloa qui rejoint l'embouchure du Lerma sur le Pacifique ; elle s'étend au Sud jusqu'au Motagua sur le Golfe du Honduras d'une part, et d'autre part, jusqu'au Golfe de Nicoya sur le Pacifique. Elle se réfère aux cultures indiennes telles qu'elles existaient juste avant la conquête espagnole. La zone se caractérise par la prédominance de certains traits, symptômes d'un haut degré de culture : pyramides en gradins, écriture hiéroglyphique, calendriers de 365 ou de 260 jours, marchés spécialisés, marchands espions, etc. La pertinence de l'idée de Mésio-Amérique pour cerner une aire culturelle a été largement confirmée par les spécialistes de l'archéologie et de l'ethnologie.

commerce à longue distance, distinct et remarquablement séparé des institutions de marché.

Ceci peut sembler paradoxal à l'esprit moderne. Mais le commerce à longue distance représentait une institution à part : géographiquement, il s'agissait d'un commerce dépassant les frontières ; les personnes qui s'y consacraient formaient un groupe social à part ; rarement ses membres se montraient sur les marchés ; l'organisation des caravanes et la négociation des échanges dans les pays étrangers constituaient une partie de leur spécialisation. Cette forme particulière de commerce officiel régi par des traités ne devrait donc être confondue avec aucune autre forme d'échange, telle que celles pratiquées dans l'important complexe du marché local, dans les boutiques alimentaires au coin des rues, par les colporteurs, dans la vente des services et dans les diverses sortes de commerce de voisinage.

Pour ce qui est du commerce à longue distance entre les Aztèques et les Mayas, trois éléments guideront notre analyse : les produits importés et exportés ; les personnes engagées dans le commerce extérieur ; les lieux géographiques où se rencontraient les protagonistes du commerce à longue distance.

Les objets de luxe et leurs matières premières constituaient les principaux articles de commerce. Celui-ci n'intéressait pas en principe directement les gens du peuple en tant que consommateurs. Pour cette raison supplémentaire, les échanges démocratiques des marchés locaux, où chacun était le bienvenu avec quelques graines de cacao dans sa poche, n'avaient pas place dans un système commercial réservé à l'élite et aux besoins de l'État.

Dans ce commerce, la personne qui négociait représentait un élément encore plus significatif. A aucun moment, le commerce poursuivi sur l'étendue de ces vastes régions n'apparaît comme une activité conduite au hasard par des individus ; il ne représente certainement pas une simple extension des échanges habituels face à face sur les places de marché des métropoles. Il s'agit bien plutôt d'une profession hautement structurée où des personnes accomplissent leur tâche sous l'autorité de leurs organisations professionnelles. Il se dégage, notamment parmi les Aztèques, comme une institution à configuration sociale, économique et écologique caractéristique. Dans une large mesure, ce commerce déterminait le type de contact entre tenu entre les civilisations à travers les frontières géographiques et politiques.

Le foyer des transactions était « le port de commerce ». Nous introduisons cette expression dans notre étude pour désigner ces villes ou cités dont la fonction spécifique était de servir de lieu de rencontre aux commerçants étrangers. Le mot « port », tel qu'il est ici employé, n'implique pas nécessairement un site côtier ou riverain, bien qu'habituellement les ports de commerce aient occupé une telle situation. Depuis les temps anciens, les transbordements s'effectuaient naturellement aux frontières de zones écologiques, telles que montagne et plaine, désert et jungle, forêt et savane. Avant l'époque moderne, le port de commerce devrait donc être considéré comme l'organe principal du commerce à longue distance. Dans le cas présent, le commerce s'appuyait sur des traités ; il était en général administré par les autorités du pays groupées en organismes spéciaux ; la concurrence en était exclue et les prix convenus pour de longues périodes. Les ports de commerce se développaient habituellement dans des lieux politiquement faibles, par exemple dans les petits royaumes voisins de la côte, ou dans des confédérations de chefs puisque selon les conditions archaïques, les étrangers évitaient les territoires intégrés dans les Empires militaires. Pour les Empires de l'arrière-pays, les « ports » servaient de « cor-

beille à pain », c'est-à-dire de source d'approvisionnement. Même les gouvernements puissants se gardaient de s'emparer du « port » de crainte que les commerçants de l'extérieur et les étrangers ne se dérobent et que ne s'épuise soudain le commerce. On s'est aperçu que de telles zones indépendantes de commerce, qui abritaient de nombreux entrepôts et emmagasinaient les biens de commerçants lointains alors que la population locale ne participait pas aux expéditions commerciales, existaient en des régions du globe très différentes.

A notre avis, l'existence de ces zones que nous appelons ports de commerce (enclaves ou États tampons), qui servaient d'intermédiaires pour le commerce entre des unités métropolitaines militairement puissantes, doit nous fournir l'explication de l'ampleur et de l'intensité du commerce à longue distance entre les Aztèques et les Mayas. Les Aztèques de Mexico et les Mayas du Yucatán se rendaient en ces régions sises hors de leurs frontières politiques afin d'y échanger des biens. Les ports de commerce se trouvaient principalement installés sur les lagunes et les rivières au voisinage des golfes. Situées au Sud de l'Empire aztèque et à l'extérieur de l'aire culturelle des Mayas du Yucatán, ces zones s'étendaient aussi bien à l'Ouest du Yucatán, sur le Golfe du Mexique, qu'à l'Est, sur le Golfe du Honduras, et même en des lieux occupant une situation plus méridionale. Il pouvait aussi s'agir d'endroits où prédominaient la culture du cacao, fait significatif puisque la graine de cacao était la monnaie universelle dans les régions de Méso-Amérique et d'Amérique centrale.

Les zones des ports de commerce bénéficiaient probablement d'une relative neutralité et jouissaient d'une assez grande indépendance. Il est reconnu qu'elles subissaient, occasionnellement et dans une certaine mesure, le contrôle des colons ou des agents aztèques, c'est-à-dire des gens de langue nahuatl qui s'étaient fixés dans une partie ou un quartier des villes commerciales neutres ; les agents des Mayas du Yucatán vivaient aussi dans quelques-uns des ports de commerce ; en outre, divers ports envoyaient leurs propres représentants dans d'autres ports. Ces agents résidents ou représentants exerçaient sans aucun doute un pouvoir considérable et souvent peut-être ils gouvernaient, entièrement ou en partie, les villes ou les territoires portuaires. Cependant, à l'exception de Xoconochco (à l'époque moderne Soconusco), aucun de ces ports de commerce ne payait de tribut ni à l'État aztèque ni à l'État maya. Les zones des ports de commerce étaient en grande partie autonomes.

Il faut aussi noter qu'aucun des commerçants natifs de ces ports de commerce ne se rendit dans le Bassin de Mexico pour y faire du commerce, alors que certains visitèrent peut-être le Yucatán. Les documents indiquent que le commerce actif se faisait des centres métropolitains vers les ports de commerce, que les échanges se déroulaient dans les ports eux-mêmes, dont on dénombrerait environ une douzaine dans les enclaves neutres.

7.2 Les Aztèques du Bassin de Mexico

Au début de la conquête espagnole, l'Empire aztèque (85) s'étendait du Nord du Veracruz sur le Golfe du Mexique à l'État du Guerrero sur le Pacifique,

(85) Les données sur les Aztèques proviennent principalement de l'important ouvrage du moine franciscain, Frère Bernardino de Sahagun qui arriva en Nouvelle Espagne en 1529. Érudit de grand mérite, Sahagun, qui possédait une connaissance sérieuse du nahuatl, peut être considéré

et au Sud au-delà de l'Isthme de Tehuantepec. On peut en gros le décrire comme une large ceinture qui s'étirait sur la partie centrale du Mexique et dont la capitale se trouvait située au Nord (86).

Le siège de l'Empire était le Bassin de Mexico dans la partie la plus méridionale du Plateau Central mexicain. Dans cette zone son altitude atteint quelque 2.500 mètres. A l'époque de la conquête, le Bassin de Mexico comprenait un certain nombre de cités et de villes situées au bord ou sur les îles de plusieurs lacs d'eau salée ou d'eau douce qui communiquaient entre eux et qui depuis lors se sont presque entièrement desséchés. La capitale de l'Empire était Tenochtitlán (sur la place centrale de Mexico — *zocalo* — on découvre encore des ruines des édifices rituels). Sa « cité jumelle », au Nord de la même île, était Tlatelolco. Ensemble, elles comptaient une population d'environ un million d'habitants alors que dans la vallée tout entière vivaient deux millions de personnes (87).

A Tenochtitlán et à Tlatelolco habitaient les Culhua-Mexicas (88). On utilisera le terme moins précis, mais plus familier d'« Aztèques » pour se référer aux habitants de Tenochtitlán qui parlaient le nahuatl.

Leur culture représentait un héritage ancien dont certains aspects remontaient jusqu'à l'époque classique de Teotihuacán (300-900 après J.-C.). Ses grandes pyramides dominant encore la partie Nord du Bassin de Mexico.

La structure de la société aztèque a déconcerté les historiens et les ethnologues pendant des générations (89). Les Aztèques qui parlaient le nahuatl, étaient un peuple nouveau au sens politico-historique. Leur Empire qui très vraisemblablement possédait une structure étatique datait de moins d'un siècle au moment de la conquête. Leur société était hautement stratifiée et complexe ; elle s'appuyait sur l'agriculture. Un sentiment religieux intense s'exprimait dans la pompe de ses rituels. Presque tous les actes publics étaient sanctifiés par une invocation aux dieux, invocation qui atteignait parfois son point culminant dans le sacrifice humain et le cannibalisme rituel. La splendeur de sa capitale, Tenochtitlán, fut décrite en ces termes par son conquérant, Hernán Cortés :

« Cette grande cité, Temistitan, est construite sur un lac salé, une distance de deux lieues la sépare de la terre ferme quel que soit le côté par lequel on entre [...]. La cité compte de nombreuses places sur lesquelles se tiennent des marchés où s'effectue le commerce. Il existe une place deux fois plus grande que celle de Salamanque, entièrement entourée d'arcades,

comme le premier ethnologue américain. Il commença en 1538 et poursuivit pendant plusieurs décennies, en collaboration avec des informateurs indiens, la rédaction des douze livres de son *Historia de las Casas de Nueva Espana*, Jimenez Moreno, 1938.

Nous avons consulté d'autres sources anciennes, mais sans les épuiser. Nous avons préféré les données descriptives aux affirmations générales et largement utilisées des études modernes, en particulier l'œuvre remarquable de Acosta Saignes.

(86) BARLOW, 1949.

(87) COOK et SIMPSON, 1948, p. 27-8.

(88) BARLOW, 1949.

(89) Jusqu'à la publication par BANDELIER, dans les années 1870, de ses trois célèbres études sur les Aztèques (BANDELIER, 1877, 1878, 1878 a), leur société avait été comparée, même dans les descriptions empiriques d'historiens fort compétents, à l'Europe féodale. BANDELIER déclencha une controverse, encore ouverte, en soutenant que nous nous trouvions face à une société tribale démocratique et égalitaire qui ne s'apparentait pas à celle de l'Europe féodale, mais à celle des Iroquois aborigènes de l'Amérique du Nord. Depuis, et particulièrement au cours des quelques dernières décennies, la société aztèque fut caractérisée comme possédant une structure de classe (MORENO, 1931), comme étant une société « tribale » (VAILLANT, 1950, ch. 6), comme fondée sur des relations de parenté sous forme de clans stratifiés (MONZÓN, 1949, ch. 10), ou, de manière plus vraisemblable, comme ayant une structure étatique (CASO, 1954).

et où viennent quotidiennement plus de soixante mille personnes pour vendre et acheter, et où il est possible de trouver toutes les espèces de marchandises produites dans ces pays » (90).

La métropole tomba aux mains des Espagnols en août 1521 après presque trois mois de siège. Ce fut alors « un vaste charnier dans lequel tout tomba rapidement en pourriture et en décomposition » (91).

Le régime de conquête espagnole se fondait sur l'usurpation du pouvoir politique et du contrôle économique à la suite de la victoire militaire. Déléguement, les Espagnols utilisèrent ces institutions aborigènes qui servaient leurs propres intérêts. Ils tentèrent de détruire celles qui contrariaient leurs objectifs et laissèrent se désintégrer celles dont ils n'avaient pas besoin. Ils tirèrent donc parti des institutions aborigènes telles que l'ancien système des tributs et du statut, l'esclavage, le travail forcé, le fermage et la monnaie de graines de cacao. Cependant, ils détruisirent les temples, brisèrent les idoles et brûlèrent les manuscrits religieux. Quant au commerce à longue distance dont ils n'avaient pas besoin, ils le laissèrent se désintégrer. Ils disposaient d'autres moyens d'acquérir des biens : le pillage et la confiscation pendant la conquête, le tribut et les marchés plus tard. Pour eux, le commerce à longue distance pratiqué par les Aztèques constituait une anomalie. Les biens, objet de leur commerce, différaient de ceux des Espagnols, de même que leurs ports, leurs méthodes de transport et leurs motivations. Le problème des marchés se présentait différemment. Au cours des premières années les Espagnols en dépendaient très largement, principalement pour leur nourriture. L'ensemble de ces circonstances explique l'absence remarquable, dans les récits des conquistadores et dans les rapports ultérieurs faits à la couronne d'Espagne, de données concernant une institution de très grande importance dans la société aborigène, à savoir le système de commerce à longue distance (92).

En ce qui concerne notre propos, le destin différent qui frappe le commerce et les marchés est de lui-même significatif. Le fait que les marchés aient continué à exister et à représenter, même sous une forme modifiée, un centre d'intérêt majeur pour les Espagnols, alors que le système entier du commerce à longue distance subit une rapide désintégration, montre que même avant la conquête, le commerce et les marchés étaient des institutions séparées, car si elles avaient été étroitement liées, les Espagnols n'auraient guère pu perpétuer l'une sans l'autre.

Chez les Aztèques, celui qui pratiquait le commerce à longue distance était appelé *pochteca*. Ce terme sera employé dans un sens générique pour désigner les divers types de commerçants professionnels à plein temps qui entretenaient des relations commerciales exclusivement avec des peuples vivant *au-delà des frontières de l'Empire aztèque* (93). Le commerce effectué avec la province isolée de l'Empire, l'enclave de Xoconochco, dans la région du Guatemala, constituait la seule exception. Bien que Xoconochco fasse formellement partie de l'Empire, les biens qui en partaient en direction du centre représentaient non seulement le tribut ou l'impôt, mais également ce que les pochtecas avaient négocié.

Il est difficile de déterminer avec précision où se situaient les pochtecas

(90) CORTÉS, 1908, Seconde Lettre, *passim*.

(91) PRESCOTT, p. 599.

(92) MC BRYDE, 1933, p. 110 ; HENDRICH, 1940-41, p. 193 ; SHOLES et ROYS, 1948, p. 165 ; BORAH, 1951, p. 2 ; TAX et divers, 1952, ch. 12 ; GIBSON, 1952, p. 190-4 ; ZAVALA et MIRANDA, 1954, *passim* ; BORAH, 1954, *passim*.

(93) CUNOW, 1926, vol. I, p. 275-8 ; ACOSTA SAIGNES, 1945, p. 9-10.

dans la hiérarchie des statuts chez les Aztèques. Ils ne faisaient partie ni du groupe des « nobles » (*pillis*), ni de celui des gens du peuple (*maceuallis*), mais il ne semble pas qu'ils aient constitué une sorte de « classe moyenne ». En fait, ils étaient étroitement associés aux *pillis*. Sahagun, parlant de quelques honorables *pochtecas*, les appelle « nobles d'apparat » (94). Ils conviaient les *pillis* à leurs fêtes somptueuses comme invités d'honneur. Il est fait allusion à des *pochtecas* à qui l'on aurait accordé individuellement la propriété privée, sous forme d'un lopin de terre, prérogative traditionnelle des *pillis*, bien que la pratique n'en fût pas très répandue à l'époque de la conquête (95). A plusieurs reprises, certains *pochtecas*, tels les dignitaires de rang supérieur et spécialement les marchands d'esclaves, sont mentionnés comme des personnes de grande richesse et qui bénéficiaient de la haute estime du souverain. Quelques *pochtecas* commerçaient dans des ports éloignés pour le compte du souverain, afin d'acquérir les biens de luxe qui étaient convoités. D'autre part, ils devaient offrir des dons et payer un tribut en nature (mais non en service) (96), ce qui les différenciait des *pillis* qui économiquement pouvaient être considérés comme les bénéficiaires du tribut (97). Le souverain avertissait les *pochtecas* de ne pas se montrer trop arrogants en raison de leur richesse, de peur qu'ils ne perdent l'estime dans laquelle il les tenait, qu'il ne les fasse tuer ou qu'il ne confisque leurs biens (98).

A part cela, leur statut semblait très proche de celui de certains artisans qualifiés. Ces derniers payaient leur tribut avec les produits qu'ils avaient fabriqués, les *pochtecas* avec leurs marchandises. Les uns et les autres étaient exemptés des services personnels ou du travail pour le bénéfice de l'État ainsi que du service dans l'armée, sauf en cas d'urgence. Les objets de luxe entraient également pour une grande part dans les affaires des deux groupes. Les *pochtecas* rapportaient des matières premières des lointains Tropiques, telles que des plumes de quetzal et d'ara, des peaux de bêtes et des pierres précieuses, avec lesquelles les artisans fabriquaient des objets, et les *pochtecas* remportaient certains produits finis vers les ports étrangers. Pourtant, il n'existait aucun lien étroit entre le commerce et les travaux d'artisanat, car tout comme les *pochtecas* exportaient d'autres marchandises, esclaves et étoffes précieuses par exemple, il est probable que souvent les artisans recevaient directement du souverain et des *pillis* la commande de certains de leurs travaux (99). Cependant, il est significatif que parmi les artisans, les *pochtecas* étaient plus étroitement assimilés aux travailleurs de plumes, les *amantecas*, dont le statut pouvait se comparer en termes occidentaux à celui du joaillier. Sahagun déclare qu'ils habitaient les mêmes quartiers (*barrios*), que leurs principaux dieux allaient de pair, qu'ils s'invitaient mutuellement à leurs fêtes et qu'ils possédaient une richesse presque égale (100).

Apparemment, les *pochtecas* du pays aztèque constituaient une organisation d'un type particulier fondée sur l'association. On sait que les commer-

cants d'au moins dix-huit villes, dont la plupart se situaient dans le Bassin de Mexico, voyageaient ensemble. Les *pochtecas* de plusieurs villes combattaient également ensemble en cas de guerre (101). Leur profession était héréditaire. Sahagun déclare à plusieurs reprises que les *pochtecas* de Tenochtitlán et de Tlatelolco, les deux villes jumelles de la capitale, vivaient dans leurs propres barrios. Ce dernier terme réclame d'ailleurs quelque explication. En langage courant, il signifie « quartier » ou « partie d'une ville ». Cependant, les Espagnols l'employaient non seulement pour désigner un quartier, mais également une ville entière, ou encore, en certains cas, une subdivision de quartier, en nahuatl, *calpulli*, c'est-à-dire « terre appartenant au clan » ; quelquefois même simplement subdivision de la terre clanique, *tlaxilacalli*, c'est-à-dire « terre appartenant au lignage ou à la famille étendue ». Un ethnologue, A. Monzón, affirme que dans ce contexte, les barrios étaient les terres du clan et que les *pochtecas* étaient organisés en unités familiales (102). Pour d'autres auteurs, les barrios n'étaient que des quartiers et les *pochtecas* étaient constitués en guildes ou simplement en classe socio-économique (103). Parfois, les *pochtecas* ont été considérés comme ayant une structure contenant à la fois des éléments de clan et des éléments de classe (104). Quels qu'aient été leurs barrios, il se pourrait bien, comme le croit Monzón, qu'ils aient été le territoire des clans stratifiés. Toujours est-il qu'on retrouve les noms de sept d'entre eux en plusieurs endroits et à plusieurs reprises dans une grande partie de l'Empire aztèque. En outre, il existait souvent plus d'un de ces barrios dans la même ville.

Quoi qu'il en soit, les *pochtecas* possédaient une structure très précise avec leur propre hiérarchie, leurs dieux particuliers, leurs rites distinctifs, leurs fêtes et leurs célébrations religieuses spéciales, leurs insignes uniques et un code moral strict, de même qu'une conception éthique des risques et des avantages de leur profession et une haute estime de l'honnêteté et de la solidarité de groupe (105). Ils avaient leurs propres tribunaux pour juger leurs pairs. Pourtant, comme nous le savons, les *pochtecas* ne constituaient pas un corps séparé, autonome, mais faisaient partie de la communauté : très proches des *pillis*, ils se trouvaient très étroitement liés aux artisans et notamment à ceux qui travaillaient la plume. Ils sacrifiaient également les esclaves et les mangeaient en l'honneur du grand dieu de Tenochtitlán-Tlatelolco, le dieu du peuple aztèque, Huitzilopochtli (106). En fait, leur rôle dans la société aztèque ne se limitait pas non plus au commerce. Lorsqu'ils franchissaient les frontières politiques et se rendaient en territoire ennemi, c'est-à-dire en des territoires qui ne payaient pas de tribut, ils étaient fréquemment attaqués, volés, emprisonnés ou massacrés. Alors, les Aztèques déclaraient la guerre aux attaquants par mesure de représailles (107). Une fois un territoire conquis, et par là même assujéti au paiement du tribut, les *pochtecas* cessaient d'y exercer le commerce (108). La seule exception à cette règle était, comme nous

(94) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 2.

(95) ACOSTA SAIGNES, 1945, p. 16, cite Gonzalo FERNANDEZ DE OVIEDO y VALDES, *Historia general y natural de las Indias, islas y tierra-firme del Mar Océano*, 4 vol., Madrid, 1851-1855.

(96) HERRERA y TORDESILLAS, 3^e décade, livre 4, ch. 17 ; VEYtia, 1826, p. 227, 230-2 ; ZURITA, 1941, p. 142-7-8.

(97) MONZÓN, 1949, ch. 2.

(98) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 6.

(99) HERRERA y TORDESILLAS, 3^e décade, livre 4, ch. 17 ; VEYtia, 1826, p. 227, 230-4 ; SUAREZ de PERALTA, 1878, p. 21 ; TORQUEMADA, 1943, vol. 2, livre 13, ch. 34 ; SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 15-21 ; CASO, 1954, p. 24.

(100) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 19.

(101) ACOSTA SAIGNES, 1945, *passim* ; DAHLGREN de JORDAN, 1954, p. 246-9 ; CASO, 1954, p. 23.

(102) MONZÓN, 1949, *passim*.

(103) CUNOW, 1926, vol. 1, p. 278 ; MORENO, 1931, p. 43-4 ; VAILLANT, 1950, p. 122 ; CASO, 1954, p. 21.

(104) ACOSTA SAIGNES, 1945, p. 21.

(105) HERRERA y TORDESILLAS, 3^e décade, livre 2, ch. 17 ; SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 3, 6.

(106) SAHAGUN, 1946, livre 4, ch. 17-8 ; livre 9, ch. 5, 10-4.

(107) IXTLILXOCHITL, 1891-1892, vol. 2, p. 272, 279-81 ; TEZOZOMOC, 1944, ch. 23, 27, 31, 33, 34, 37, 75, 78, 88-92.

(108) ACOSTA SAIGNES, 1945, p. 10-1.

l'avons noté, la province isolée géographiquement de Xoconochco, située très au Sud sur la côte du Pacifique. Il apparaît significatif, si le fait est exact, que les pochtecas aient eux-mêmes conquis cette province (109). Dans la plupart des cas où le commerce précédait le paiement du tribut, une fois que la province avait été conquise et qu'elle commençait à payer le tribut, on interrompait le commerce à longue distance. Dans ce sens donc, le commerce précédait le paiement du tribut ; et le négoce précédait l'administration. Voici, tel que nous le rapporte le *Codex Mendoza*, un exemple du type de biens versés comme tribut par la province de Quiyauhteopan et ses cinq villes. Il convient de noter qu'il ne s'agit pas d'une province typique, car la liste ne contient pas l'habituelle contribution en maïs, fèves et autres produits alimentaires. Tous les six mois, elle donnait à Tenochtitlán 400 grandes mantes, 40 grandes cloches de cuivre, 80 lames de hache en cuivre, 100 pots de miel d'abeille, et tous les ans un costume de guerre avec sa rondache de belles plumes et un seau de turquoises. Comme nous le verrons, la plupart de ces articles étaient exportés par les pochtecas, ce qui laisse supposer que le commerce précédait le tribut (110).

Il ne fait aucun doute que les pochtecas n'étaient pas tous de même rang et que la profession, ainsi qu'on l'a dit, était héréditaire (111). Pourtant, elle nécessitait une habileté, un courage et un apprentissage considérables. Les jeunes gens qui entreprenaient leur première expédition recevaient les conseils et les avertissements de leurs aînés. Les dignitaires de rang supérieur étaient des hommes âgés qui n'effectuaient plus d'expéditions (112). Mais on ne sait si le système hiérarchique se fondait sur l'échelle des âges. L'interrelation des groupes de statuts différents reste un problème en suspens, tout comme celui des villes et quartiers où résidaient les pochtecas. Si, comme on l'a suggéré, les pochtecas étaient organisés en clans stratifiés, les divers rangs constituaient peut-être alors des clans ou sous-clans distincts (113).

Il a été possible de distinguer les quatre ou cinq rangs suivants, dont quelques-uns pouvaient être localisés uniquement dans certains quartiers ou dans certaines villes où vivaient les pochtecas.

(1) Les dignitaires de rang supérieur. Pour désigner le rang le plus élevé, il existe plusieurs termes, dont *pochtecatlatoque*, littéralement « personne supérieure ou importante parmi les pochtecas » (114) Sahagun laisse entendre que ces personnes étaient nommées par le souverain ; s'il en était ainsi, elles étaient certainement choisies parmi les plus prestigieux et les plus âgés des pochtecas. Elles habitaient dans un quartier ou dans plusieurs quartiers de Tenochtitlán et de Tlatelolco. Il s'agissait de vieux commerçants hautement considérés qui ne quittaient pas leur résidence et qui saluaient les expéditions en partance avec des mots d'encouragement et d'avertissement. Ils chargeaient les pochtecas qui s'en allaient d'échanger pour eux des biens dans les ports de commerce, et au retour les gains étaient partagés entre les deux parties. On mentionne même un cas, le seul que l'auteur connaisse, de femmes qui chargèrent quelqu'un de vendre des biens et qui agirent par là-même en pochtecas (115). Les pochtecatlatokes présidaient les fêtes et les cérémonies

importantes et jouaient probablement le rôle de juges parmi les pochtecas (116).

(2) Les marchands d'esclaves. Ce groupe occupait une position élevée dans la hiérarchie, mais la nature exacte de ses relations avec celui des pochtecatlatokes n'apparaît pas clairement. Sahagun dit qu'ils étaient « les premiers et les plus importants de tous les marchands : ils avaient pour richesse les hommes eux-mêmes ». Les marchands d'esclaves établis à Tlatelolco résidaient également à Tachtepec dans l'Oaxaca près de la frontière méridionale de l'Empire. Ces résidents frontaliers jouissaient d'un tel prestige que les pochtecas de Tenochtitlán et de Tlatelolco leur rendaient spécialement visite afin de participer à certains de leurs rites et de porter à ces marchands d'esclaves leurs invitations personnelles à assister à la célébration annuelle qui avait lieu dans la capitale (117).

(3) Les marchands du roi. On les appelait les *teucunenques* (de *teuctli* « seigneur, noble, personne de qualité » et de *nenenqui* « voyageur, passager »). Le souverain leur portait une tendre affection. D'après les informations fournies par Sahagun, il paraît évident qu'ils étaient des fonctionnaires du commerce administratif royal. Sahagun les décrit se rendant sur la côte du Golfe afin d'échanger des biens avec les seigneurs de Xicalango (et avec ceux de Coatzacoalcos et de Cimatán), pour le compte du souverain et pour leur propre compte (118). Il signale aussi qu'on les honorait parce qu'ils avaient conquis la province extérieure d'Ayotlan où se trouvait le port de commerce de Xoconochco mentionné plus haut (119). Néanmoins, Hernando Alvarado Tezozomoc, qui écrivait à la fin du xvi^e siècle, attribue la conquête à l'empereur Ahuitzotl et à ses troupes (120). Le même chroniqueur rapporte que Moctezuma II dit le cadet convoqua les *teucunenques* et leur ordonna d'aller avec d'autres personnages importants collecter le tribut dans les villes du Golfe, Ahuilizapan (aujourd'hui Orizaba) et Cuertlaxtlan. A leur arrivée, ils furent attaqués, étouffés à la fumée de nitrate, éventrés, empaillés, assis sur de très jolis sièges et maudits par leurs assassins dans une scène de dérision burlesque. Quand Moctezuma apprit la nouvelle de cet affront, il entra dans une terrible colère. Il déclara la guerre et les villes furent reprises sur-le-champ (121). Il est intéressant de noter, dans ces diverses activités, l'existence d'une relation étroite entre l'empereur et les *teucunenques* alors qu'on ne fait jamais mention d'eux comme dignitaires supérieurs, marchands d'esclaves ou espions (122).

(4) Les marchands-espions. Sous le nom de *naualoztomecas*, ils sont décrits par Sahagun comme « de moindre importance ». Il ne fait allusion à eux qu'à propos de leur rôle de marchands-espions et il se pourrait que ce fût là leur seule fonction. Dans l'exercice de cette fonction, on les voit se glisser dans le territoire ennemi dont ils connaissaient le dialecte ou la langue, déguisés sous le costume des autochtones, s'asseoir sur la place du marché, ostensiblement pour échanger leurs produits, mais en réalité pour écouter, observer, recueillir des informations précieuses. A leur retour, ils racontaient

(109) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 2.

(110) *Codex Mendoza*, 1938, vol. I, p. 75.

(111) ZURITA, 1941, p. 142.

(112) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 3.

(113) MONZÓN, 1949, *passim*.

(114) SIMEÓN, 1885.

(115) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 3.

(116) *Ibid.*, livre 9, ch. 3, 10.

(117) *Ibid.*, livre 9, ch. 4, 10. Dans un seul passage, SAHAGUN les appelle *tealtianimes* et *teccanimes*. Ailleurs, il les désigne simplement comme marchands d'esclaves. On ne trouve pas ces termes de la langue nahuatl chez MOLINA (1585). SIMEÓN (1885), lui, les définit en se référant à SAHAGUN.

(118) SIMEÓN, 1885 ; SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 4.

(119) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 2.

(120) TEZOZOMOC, 1944, ch. 75.

(121) *Ibid.*, ch. 34.

(122) *Ibid.*, ch. 89-91.

tout à l'empereur. Ces marchands-espions, comme on pouvait le penser, ne se consacraient pas au commerce des biens de luxe qui faisait la notoriété des autres pochtecas, mais à celui des objets ordinaires tels que couteaux et peignes de silex (123). Le dictionnaire nahuatl-espagnol de Molina, rédigé au XVI^e siècle, apporte une preuve supplémentaire de l'existence de ce groupe. *Naualcalquini* y est défini par « se glisser en un lieu avec prudence et secrètement », tandis que *oztomeca* est traduit par *harriero* et dans ses dérivations par « marchand ambulant » (124).

(5) Les *oztomecas* ou « marchands ambulants » sont mentionnés par Tezozomoc. Ils ne différaient peut-être pas des *naualoztomecas*, bien que Tezozomoc ne les décrive pas comme des marchands-espions. Par deux fois, il les cite plutôt comme des marchands dont le meurtre déclencha la guerre (125). Mais il s'agissait peut-être d'un terme général pour « marchand », synonyme de « pochteca » (126).

La caravane ou expédition était conduite par un « capitaine » pochteca et comprenait, outre les pochtecas, les esclaves et les *tamemes* ou porteurs. Les parents des jeunes gens qui effectuaient leur premier voyage souhaitaient que le capitaine s'occupât de leur fils. Sans aucun doute, les marchands d'esclaves et les marchands du roi entreprenaient également des expéditions et il est probable que les différents groupes de pochtecas voyageaient de concert en raison des dangers de toute aventure. Il devait donc y avoir entre les membres habituels de l'expédition des échelles d'âge et des différences de rang (127).

Comment les pochtecas se procuraient-ils les biens qu'ils exportaient ? Sahagun décrit un voyage où ils reçurent du roi 1.600 *quachtlis* ou pièces de cotonnade qu'ils emportèrent à Tlatelolco et qu'ils partagèrent équitablement avec les autres pochtecas de cette ville. Sur quoi les deux groupes se rendirent au marché de Tlatelolco avec les étoffes et y achetèrent de riches vêtements afin de les négocier pour le compte du souverain, de même que des bijoux et des parures « pour leur commerce personnel » (128). En arrivant dans les ports de commerce de la région de Xicalango, ils échangèrent à nouveau ces biens avec les souverains locaux (129). Ailleurs, Sahagun cite un commerçant qui dit avoir acheté des couteaux de pierre, des grelots, des aiguilles, de la cochenille et de la *piedra de lumbre* pour en faire commerce (130). La même source relate à plusieurs reprises comment les marchands d'esclaves achetaient au marché voisin d'Azcapotzalco des esclaves destinés au sacrifice rituel qui faisait partie de la célébration annuelle des pochtecas (131). Les marchands acquéraient également peut-être des esclaves pour les exporter. On vendait les esclaves dans divers marchés, l'un des plus importants était celui d'Azcapotzalco dont nous venons de parler. Mais les marchands d'esclaves habitaient, comme nous pouvons le rappeler, à Tlatelolco. Les maîtres vendaient certainement leurs esclaves au marché et une personne pouvait vendre ses enfants et même se vendre elle-même. Un esclave pouvait acheter un autre esclave.

(123) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 5.

(124) MOLINA, 1585.

(125) TEZOZOMOC, 1944, ch. 75, 78.

(126) SIMEÓN, 1885 ; ACOSTA SAIGNES, 1945, p. 13.

(127) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 3.

(128) C'est une des rares indications sur la manière dont on distinguait, dans le commerce, le profit privé et le service public.

(129) *Ibid.*, livre 9, ch. 2.

(130) *Ibid.*, livre 9, ch. 3.

(131) *Ibid.*, livre 9, ch. 10.

Mais on ne mentionne nulle part que les pochtecas aient vendu des esclaves dans les marchés du Bassin de Mexico (132). Manifestement, les vendeurs d'esclaves sur les marchés n'étaient pas les pochtecas qui eux faisaient le commerce d'esclaves sur de longues distances. Quant aux exportations en général, si l'on compare les objets vendus dans les marchés du Bassin de Mexico et les biens exportés, on s'aperçoit que ces derniers se trouvaient tous sur les marchés locaux (133).

Ainsi, on peut affirmer que certains pochtecas achetaient des biens sur les marchés de Tenochtitlán-Tlatelolco et qu'ils les vendaient dans les ports étrangers. Cependant, ils avaient peut-être d'autres trésors et d'autres lieux d'approvisionnement, dont le palais fournisseur des étoffes royales.

Parmi les types de biens exportés, et le plus fréquemment cités, se trouvent : les esclaves (hommes, femmes et enfants) ; les vêtements d'hommes et de femmes richement ouvragés (il n'existe qu'une seule référence à des « vêtements pour gens du peuple ») ; des ornements en or et en pierres précieuses ; les écheveaux de poil de lapin ; des grelots de cuivre. Les ornements en cuivre et en obsidienne, les aiguilles, les peignes et les couteaux en obsidienne, l'ocre rouge, les teintures à la cochenille, les herbes parfumées et la *piedra de lumbre* sont également mentionnés.

Vêtements et ornements semblent de loin les plus importants : ils sont fréquemment mentionnés et font l'objet de descriptions variées (134). Il est significatif que la majorité de ces biens ait été constituée par des articles manufacturés et que la plupart des matières premières nécessaires à leur fabrication n'aient pas existé dans le Bassin de Mexico : elles provenaient en partie du tribut versé par les provinces extérieures, et si les vendeurs locaux contribuaient peut-être également à leur approvisionnement, les pochtecas en rapportaient certainement au retour de leurs expéditions. L'importance des marchés en tant que fournisseurs de l'exportation n'apparaît pas encore clairement.

Parmi les biens importés par les pochtecas et le plus fréquemment décrits, figurent : les belles plumes, les pierres précieuses et semi-précieuses. On mentionne également le cacao, les palettes pour remuer le cacao, l'or, les peaux de bêtes et les éventails (135). Ainsi, contrairement aux exportations, les importations consistaient principalement en matières premières. Le terme « principalement » n'est pas ici employé en raison des éventails ou des palettes qui n'étaient probablement que de peu d'importance, mais parce que, occasionnellement, on note que certaines pierres précieuses et certaines peaux d'animaux importées ont été « travaillées », ce qui signifie sans aucun doute qu'elles ont été polies ou tannées, car il n'est question ni dans un cas ni dans l'autre d'objets réellement manufacturés (136).

Etant donné la grande importance des objets d'or et de cuivre dans la société aztèque, l'absence de référence au cuivre et les rares allusions à l'or dans les importations sembleraient indiquer que la plus grande partie en était fournie soit par les marchés locaux, soit par le paiement du tribut. Les Etats actuels d'Oaxaca et du Guerrero étaient connus en tant que régions aurifères

(132) TORQUEMADA, 1943, vol. 2, livre 14, ch. 17 ; BOSCH GARCÍA, 1944, *passim*.

(133) CORTÉS, 1908, Seconde Lettre, *passim* ; Conquistador anonyme, 1941, p. 43-4 ; DÍAZ DEL CASTILLO, 1947, ch. 92.

(134) SAHAGUN, 1946, livre 9, *passim*.

(135) *Ibid.*,

(136) *Ibid.*, livre 9, ch. 1.

conquises en grande partie par les Aztèques (137). Cependant, on sait que les pochtecas se rendirent jusqu'à la frontière actuelle du Costa Rica et de Panamá pour se procurer de l'or (138). A lui seul, le problème de l'or, de ses origines, de ses formes et de ses emplois mériterait une étude.

Il conviendrait d'attirer ici l'attention sur l'importance extraordinaire des objets en plumes. Le travail de la plume était un métier ancien et très respecté comme nous l'avons vu. Il existait de nombreuses espèces de plumes. Les plus appréciées étaient les plumes d'oiseaux des montagnes du Sud, celles du quetzal en particulier. Il semble qu'il ait été fort difficile de chasser et de capturer cet oiseau. On pratiquait une sorte de conservation de l'espèce ; parfois, on maintenait avec soin l'oiseau captif pour lui arracher ses plus belles plumes, puis on le relâchait pour qu'il se remplume à nouveau (139). Parmi l'étonnante variété d'objets faits ou ornés de plumes, on note les coiffures, les rondaches et les casques utilisés lors des cérémonies, les vêtements et les étoffes, les ornements, les étendards et les bannières (140).

Il paraît surprenant et déroutant de ne rencontrer que de rares allusions à des importations de cacao par les pochtecas, car le cacao était d'une importance capitale en tant que principale monnaie d'échange dans les différentes civilisations et en tant que produit de base des boissons chocolatées fort appréciées par la population. Les graines de cacao étaient utilisées, ainsi que d'autres objets, à la fois dans les échanges et pour le paiement des amendes, des dettes et du tribut (141). Le cacao était cultivé ou bien en usage depuis le Bassin de Mexico jusqu'au Costa Rica, bien qu'il ait pu ne pas avoir été employé dans cette zone tout entière. Un essai récent intitulé « Lorsque la monnaie poussait sur les arbres » montre que les principales régions de culture se situaient dans le centre du Veracruz, le Nord de l'Oaxaca et très loin au Sud, dans l'enclave de Xoconochco qui faisait pourtant partie de l'Empire. A l'extérieur des frontières, on le cultivait dans la région de Xicalango sur le Golfe, au Sud-Ouest du Guatemala et autour du Golfe du Honduras (142). On notera que deux de ces régions correspondaient à celles des grands ports de commerce. Si donc, chez les Aztèques, le cacao ne constituait pas l'une des principales importations commerciales, c'était peut-être parce que les 900 chargements reçus chaque année en paiement du tribut suffisaient à couvrir les besoins (143). S'il en était ainsi, Xicalango et le Golfe du Honduras ne devaient qu'indirectement à la production du cacao leur importance en tant que ports de commerce aztèques. Indirectement, en ce sens que l'abondance du cacao exerçait peut-être un attrait qui favorisait, depuis l'intérieur et les régions inaccessibles aux pochtecas, l'apport des belles plumes et des pierres précieuses que recherchaient ces derniers.

(137) SAVILLE, 1920, p. 102-3, 143, 187 ; AGUILAR PIEDRA, 1946, *passim* ; LOTHROP, 1950, p. 76 ; DAHLGREN de JORDAN, 1954, p. 138-40.

(138) LOTHROP, 1950, p. 87.

(139) HERRERA y TORDESILLAS, 4^e décade, livre 10, ch. 11.

(140) CERVANTES de SALAZAR, 1914, vol. I, p. 19 ; TORQUEMADA, 1943, vol. II, livre 13, ch. 34 ; MC BRYDE, 1945, p. 72, note 115 ; SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 18-21.

(141) SUAREZ de PERALTA, 1878, p. 21, 166-7 ; BASTOW, 1897, *passim* ; *Codex Mendoza*, 1938, vol. I, *passim* ; ACOSTA, 1940, livre 4, ch. 22 ; TORQUEMADA, 1943, vol. II, livre 14, ch. 24, 33 ; CLAVIERO, 1945, vol. I, livre 1, ch. 9 ; vol. II, livre 7, ch. 36 ; vol. 4, *Disertación* 6, n° 1. CLAVIERO est la seule source ancienne qui, au su de l'auteur, atteste que parmi les quatre espèces connues de cacao, on utilisait habituellement la plus petite graine, le *tlalcahuatl*, pour préparer la boisson, alors que les autres servaient plus souvent de monnaie. Cf. également BASTOW, 1897, p. 51.

(142) MILLON, 1955, ch. 10.

(143) *Ibid.*, ch. 6.

Comme autres monnaies, les Aztèques utilisaient une sorte particulière de petite pièce de cotonnade, la poudre d'or conservée dans des hampes transparentes de plumes, les belles plumes et peut-être de petites haches de cuivre et des morceaux d'étain (144). Une recherche spéciale serait nécessaire pour déterminer comment ces monnaies circulaient et ce qu'on pouvait payer avec chacune d'elles. Bien que le troc ait été aussi pratiqué, les divers objets à valeur monétaire, et notamment le cacao, étaient d'un usage très répandu dans les marchés. Comme le cacao, certains de ces objets étaient également utilisés en paiement. Il est impossible d'affirmer avec certitude si le cacao servait d'étalon, c'est-à-dire si toutes les autres monnaies possédaient des équivalences fixées par rapport au cacao. L'auteur ne connaît qu'une seule référence qui stipule formellement une équivalence d'échange entre le cacao et le tissu. Sahagun écrit qu'un canot valait un quachtli (une pièce de cotonnade, et probablement de l'argent) ou cent graines de cacao (145). Certes, il n'était nul besoin que cette équivalence prévalût universellement, car on sait que les valeurs d'échange des monnaies variaient selon les diverses régions. Cependant, l'existence d'équivalences entre les objets utilisés comme monnaie paraît établie et parmi les objets à valeur monétaire, le cacao était certainement le plus répandu et devait donc pratiquement servir d'étalon.

En ce qui concerne la relation entre le commerce à longue distance et les marchés, il est très évocateur que nous ne trouvions aucune allusion à l'emploi par les pochtecas d'une quelconque monnaie dans les ports de commerce. De toute évidence, la monnaie, en tant que moyen d'échange, s'employait principalement au marché. Le commerce tel que le pratiquaient les pochtecas était orienté vers les ports de commerce où les transactions s'effectuaient en nature, que ce soit par l'intermédiaire de l'administration des entrepôts où les biens étaient déposés, que ce soit par des actes d'échanges directs en nature.

En principe, le troc s'appliquait à tout le commerce étranger et constituait une méthode opératoire. La description ci-dessus relative aux pochtecas teucunenèques qui recevaient des étoffes de l'empereur, se rendaient à Tlatelolco où ils les partageaient avec d'autres pochtecas et « parlaient des affaires que le roi leur avait confiées », témoigne d'un commerce officiel, c'est-à-dire pratiqué entre des entités politiques indépendantes. Le récit que fait le même chroniqueur de leur arrivée au port de commerce confirme encore ce témoignage :

« En arrivant dans cette province (d'Anauac Xicalango), les marchands s'empressaient de donner à ses seigneurs ce que le roi de Mexico leur envoyait et les saluaient de sa part. De leur côté, les seigneurs des villes de Xicalango, de Cimatecatl et de Coatzacoalcos leur offraient de grandes pierres vertes taillées, d'autres pierres longues rouges et gravées, des émeraudes qu'on appelle actuellement *quetzalitzlis*, une autre sorte d'émeraude et un grand nombre de pierres fines de différentes espèces. Ils leur donnaient aussi des coquillages, des éventails rouges et jaunes, des palettes en écaille pour remuer le cacao, peintes en rouge et d'autres tigrées de noir et blanc. Ils leur offraient encore des plumes riches de différentes espèces et des peaux de bêtes féroces préparées et ornées de dessins. Les marchands rapportaient donc de la province de Xicalango tous ces objets pour le roi de Mexico et s'empressaient de les lui présenter aussitôt qu'ils arrivaient dans cette capitale » (146).

Sahagun note en outre que les commerçants emportaient à Xicalango

(144) BASTOW, 1897, p. 50-1 ; ACOSTA SAINES, 1945, p. 11 ; CLAVIERO, 1945, vol. 2, livre 7, ch. 36.

(145) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 10.

(146) SAHAGUN, *Histoire générale des choses de la Nouvelle Espagne*, traduite et annotée par D. JOURDANEL et R. SIMEÓN, Paris, G. MASSON éditeur, 1880, p. 560.

des biens « pour les gens du peuple » : des pendants d'oreilles de cuivre et de pierre, des peignes de pierre noire, des petits couteaux, des grelots, des aiguilles, de la cochenille et des herbes parfumées. Il ne dit pas comment ces articles étaient échangés. Cependant, le récit complet de Sahagun sur le commerce des pochtecas dans ces provinces étrangères *ne mentionne ni prix, ni marchés*, ni échanges avec des personnes autres que les souverains. Les marchands-espions, les naualoztomecas, faisaient seuls exception. Ils ne se rendaient pas aux ports de commerce, mais en territoire ennemi, où ils prenaient place dans les marchés déguisés en autochtones, ce qui montre bien le caractère ethnique très marqué des marchés locaux par opposition au commerce.

Nous ne possédons aucune donnée sur la manière dont les marchands d'esclaves réalisaient leurs échanges. Les souverains et les nobles qui achetaient des esclaves dans les ports de commerce devaient ou bien les offrir en sacrifice, ou bien les faire travailler dans les champs de cacao.

Les pochtecas échangeaient également les biens dont les avaient chargés les pochtecatlaloques avec qui ils partageaient les « gains » au retour. Aucune indication directe ne permet de déterminer en quoi consistaient ces gains, mais, comme en témoigne la citation ci-dessous, il devait s'agir de biens (147). Lorsque le troc prévaut, le gain doit nécessairement prendre cette forme.

La façon dont les pochtecas s'en retournaient avec leurs précieux chargements présente un grand intérêt. Un point est crucial : leurs biens n'étaient pas destinés au marché. Ils s'assuraient d'effectuer le voyage de retour un jour faste. Ils attendaient la nuit avant d'entrer dans la capitale, et ils s'y introduisaient secrètement pour que personne ne pût les remarquer. Ils ne se rendaient pas directement chez eux, mais chez un parent ou une personne de confiance auprès de qui ils déposaient leurs biens. Si quelqu'un s'enquérât de ce qu'ils avaient apporté, ils répondaient :

« [...] ce chargement n'est point à moi, gardez-le et ne pensez pas que je vous le confie parce que c'est mon bien ; il appartient aux marchands principaux qui m'ont recommandé de l'apporter ici » (148).

Et ce n'est qu'après avoir fait leur compte rendu aux dignitaires pochtecas qu'ils s'en allaient chez eux dormir.

7.3 Les Mayas du Yucatán

Nous pénétrons maintenant dans le monde des Mayas et nous sommes frappés par la pauvreté des données concernant le commerce. Pourtant le peu que révèlent les documents espagnols est évocateur. En mettant à profit les recherches modernes sur des sujets connexes, en particulier sur l'organisation des pochtecas et l'emploi du cacao comme monnaie, et en les comparant aux récits relatifs au Bassin de Mexico, nous pouvons coordonner les fragments d'informations et dresser un tableau de la situation avant la conquête. Ce sont principalement les excellentes études de Roys, de Scholes et de Chamberlain qui ont permis d'atteindre à un certain degré de clarté.

Deux raisons expliquent l'absence, chez les témoins oculaires espagnols, de référence au commerce dans leurs descriptions du Yucatán après sa découverte en 1517. Tout d'abord, il y avait l'indifférence des conquistadores vis-à-

vis de cette région qui manifestement ne produisait pas d'or. Une fois que les Espagnols avaient renoncé à l'espoir de trouver de l'or dans une région, ils s'intéressaient peu à l'observation des coutumes commerciales indigènes. La seconde raison tient à la disparition presque immédiate du système commercial autochtone après la conquête, en 1521, de la capitale aztèque au Nord. En fait, toute la région considérée avait possédé une organisation commerciale très active et fortement coordonnée, fondée sur l'écologie régionale, la spécialisation agricole et la localisation de la fabrication. En conséquence, le réseau entier des relations commerciales, depuis le Bassin de Mexico jusqu'au Yucatán et au Honduras, et même jusqu'à Panamá, fut irrémédiablement affecté par la chute de Tenochtitlán, centre du pouvoir économique et politique. Quelques années plus tard, l'assise des sociétés indiennes avait été ébranlée et l'écheveau fragile des relations commerciales avait été sectionné ou s'était emmêlé ; vers les années 1540, il n'en restait plus rien.

Les récits de quelques-uns des participants aux trois premières expéditions en direction du continent situé à l'Ouest (1517-1519) et aux *entradas* ultérieures dans les régions inexplorées de l'intérieur méritent un examen plus approfondi en raison des révélations qu'ils peuvent fournir sur le commerce et les marchés.

A propos du commerce du Yucatán, nous énumérerons certains faits isolés extraits de ces rapports écrits en majorité par les conquistadores et les premiers missionnaires, et nous les comparerons avec les récits relatifs au Bassin de Mexico et aux autres régions.

Par pure coïncidence, l'endroit même où les Espagnols touchèrent le continent pour la première fois, l'extrémité Nord-Est du Yucatán, était l'un des rares centres commerciaux de la péninsule tout entière. Les conquérants furent très impressionnés par les Indiens richement vêtus qui les accueillirent à Ecab (Belma), au Nord-Est du Yucatán. Dans leur enthousiasme, ils l'appelèrent : « el gran Cairo ». Ils signalèrent à Ecab et dans les villes voisines de l'intérieur, Cachi et Cahuacha, la présence de vastes marchés (149). A Cachi, existait, dans un coin de la place, une cour réservée au marché où certains fonctionnaires réglaient les différends (150).

En 1527, l'Adelantado du Yucatán, Francisco de Montejo, navigua le long de la côte Est en direction du Sud, jusqu'à la baie de Chetumal. Il y trouva la ville de Chetumal construite à deux lieues à l'intérieur. Il nota qu'elle comptait 2.000 maisons et possédait des murs de pierre face à la côte afin d'assurer sa défense (1), des terres fertiles, une apiculture très développée et il la décrivit comme un important centre commercial. C'était aussi la seule région de production extensive du cacao de toute la péninsule. Plus tard, son lieutenant, Alonso Dávila, se rendit dans cette région et fut si favorablement impressionné par ses nombreux champs de maïs, par ses agglomérations grouillantes, par sa situation stratégique, qu'il y construisit la ville espagnole de Salamanque. Ce fut l'un des rares endroits, l'autre étant la pointe Nord-Est, où les Espagnols trouvèrent des objets en or. Dans cette même région, était située la ville de Bacalar signalée également pour son commerce prospère. Construite sur le lac du même nom, une rivière la reliait à la baie de Chetumal (151).

(149) ROYS, 1939, p. 60-1 ; ROYS, 1943, p. 51 ; CHAMBERLAIN, 1948, p. 47, 50-2.

(150) ROYS, 1943, p. 51-2.

(151) TOZZER, 1941, note 26 ; CHAMBERLAIN, 1948, p. 47, 60-1, 100-1 ; SCHOLES et ROYS, 1948, p. 83-6.

(147) *Ibid.*, livre 9, ch. 3.

(148) *Ibid.*, p. 567 et livre 9, ch. 6.

Autour de la baie de Chetumal, la région apparaît, dans certains de ses aspects essentiels, tout à fait comparable aux bandes côtières du Golfe du Mexique et du Golfe du Honduras. Ce lieu d'embarquement pour le commerce sur mer, qui recevait les biens venus de l'intérieur, était, comme la zone de Xicalango sur le Golfe du Mexique, une région de baies, de lagunes, de rivières, de lacs, de marais qui permettaient de voyager en barque sur de vastes étendues. Elle possédait aussi des cultures de cacao. Mais sa ressemblance avec les deux autres régions devient encore plus frappante quand nous remarquons qu'en dépit des rapports de plusieurs témoins oculaires, il n'est fait aucune allusion aux marchés ou aux places de marché.

A l'opposé du Bassin de Mexico avec son gouvernement impérial unifié, le Yucatán, à l'époque de la conquête, était divisé, selon Roys, en dix-huit entités politiquement autonomes qu'il décrit ainsi :

« Chacune de ces subdivisions était sans aucun doute indépendante de ses voisines. Certaines possédaient un système politique bien organisé avec à leur tête un seul souverain ; d'autres formaient des confédérations de villes ou de groupes de villes plus ou moins étroitement unies ; d'autres encore semblaient n'être que de simples juxtapositions de villes dans une région donnée et la nature des relations qu'elles entretenaient relève pour beaucoup de la conjecture » (152).

La majeure partie du Nord de la péninsule avait un sol calcaire recouvert d'une mince couche d'humus qui portait une végétation d'arbustes ou d'épaisses broussailles. Seul le Nord-Est recevait assez de pluie pour que la forêt puisse s'y développer. Le centre de la péninsule était traversé d'Est en Ouest par une chaîne de montagnes peu élevées. Les difficultés pour vivre dans ce pays auraient été grandes si la nappe souterraine des eaux n'avait été suffisamment proche de la surface pour qu'on puisse l'atteindre par des puits naturels ou artificiels, les *cenotes*. C'était donc autour de ces cenotes qu'étaient installés les villages d'agriculteurs. On récoltait principalement le maïs, les fèves, les courges, le coton et le manioc. Le long de la côte, des colonies se consacraient exclusivement à la pêche. Le ramassage du sel y était également important. On pratiquait l'apiculture extensive. Le gibier abondait, notamment les cerfs. Mais les métaux faisaient complètement défaut, bien qu'on trouvât du silex qui apparemment était exploité le long des contreforts de la sierra. On utilisait ce matériau pour tailler les outils et les armes (153).

En dépit de la simplicité apparente de son modèle néolithique, la société des Mayas du Yucatán était fortement stratifiée, ritualiste et commerciale.

Au Yucatán, celui qui pratiquait le commerce à longue distance jouissait d'un statut élevé et de la richesse. Son commerce portait spécialement sur les esclaves, le tissu et le sel, et à un moindre degré sur le miel et le silex, c'est-à-dire essentiellement sur des matières premières. Ses principaux ports de commerce se trouvaient au Sud-Ouest aux environs de Xicalango dans le Golfe du Mexique et au Sud-Est sur le Golfe du Honduras. Dans cette dernière région, il disposait d'entrepôts et de représentants ou agents. Il semble qu'il existait chez les commerçants une sorte de distinction entre ceux que Roys appelle les « marchands professionnels », les *ppoloms*, et « ceux qui voyageaient », les *ah ppolom yocs* (154).

Il ne semble pas qu'au Yucatán les commerçants aient formé un groupe

aussi nettement distinct que chez les Aztèques. On ne signale pas qu'ils occupaient un quartier spécial dans une ville ou une cité. Aucune indice, comme nous l'avons vu, ne laisse supposer une différenciation comparable ni dans la hiérarchie interne, ni dans les types de commerçants. On ne rencontre pas non plus d'activités rituelles et cérémoniales complexes semblables à celles qui caractérisaient les commerçants aztèques. Cependant, il ne s'agit en aucune manière d'insinuer que les institutions commerciales des Mayas du Yucatán constituaient une simple version édulcorée de celles des Aztèques, ou qu'elles formaient un système commercial plus élémentaire que celui de ces derniers. Au Yucatán, le commerce était une activité d'importance vitale. La stratification sociale et politique des Mayas, les guerres meurtrières, de même que l'économie de la production et de la consommation dépendaient en grande partie du maintien de relations commerciales au-delà des frontières ethniques.

En fait, le commerçant du Yucatán s'identifiait, semble-t-il, beaucoup plus étroitement à ses dirigeants politiques que le commerçant aztèque. Dans un cas au moins, qui remonte au milieu du *xv^e* siècle, le fils du souverain de Cocom est identifié à un commerçant (155). Un lien étroit, sinon une identité, entre les gouvernants et les commerçants, auquel s'ajoute l'absence de tout signe de commerce sur les places de marché des ports étrangers, laisse supposer la pratique d'un commerce officiel effectué par les clans des chefs et grâce à des entrepôts dans les ports de commerce.

Comme nous l'avons noté, les principaux biens d'exportation à l'époque de la conquête étaient les esclaves, les pièces d'étoffe et le sel. Le silex et le miel venaient en second. Contrairement à ce qui se passait au Mexique, aucun des biens exportés ici ne réclamait de main-d'œuvre spécialisée pour sa fabrication. Presque toutes les femmes tissaient le coton. Tous ceux qui vivaient près de la côte obtenaient généralement la permission de ramasser le sel. Le silex était facilement accessible et transformé en outils ou en armes ; et la plupart des familles possédaient des ruches. Le cas des esclaves était évidemment particulier. Leur acquisition en vue du commerce à l'intérieur du Yucatán ou à l'étranger motivait en premier lieu les raids et les guerres entre provinces. On les achetait et on les vendait également au Yucatán (156).

Le coton ne représentait peut-être pas un objet important de commerce au Yucatán proprement dit, car sa culture, son filage et son tissage se pratiquaient dans toute la presqu'île. La même chose se vérifiait peut-être également à propos du miel. Les esclaves, le sel et le silex faisaient certainement l'objet d'un commerce intérieur. Beaucoup d'autres biens étaient également échangés à l'intérieur du Yucatán, tels que le poisson, les poteries, les barques, les teintures, le copal brûlé comme parfum, le maïs, le gibier, les fruits, les idoles de bois et de petites quantités de cacao indigène (157).

Il est donc clair que le commerce à longue distance n'intéressait que certains biens particuliers. A l'époque de la conquête, n'était exporté qu'un nombre d'articles relativement restreint.

En nous tournant maintenant vers les importations, nous rappellerons que les Espagnols ne cessèrent jamais de se plaindre ni de se décourager devant les faibles quantités d'or disponibles au Yucatán et dont la totalité avait été importée. L'attrait d'un butin plus somptueux dans les diverses régions de

(152) Roys, 1943, p. 11.

(153) *Ibid.*, ch. 1.

(154) Roys, 1939, p. 61.

(155) LANDA, 1941, p. 39.

(156) MENDIZABAL, 1946-7, vol. 1, p. 296-302, 317 ; Roys, 1943, ch. 8.

(157) Roys, 1943, ch. 8.

l'Empire Aztèque fut une raison déterminante de la conquête relativement tardive de la péninsule. La conquête définitive du Yucatán date seulement d'après la répression de la Grande Révolte maya de 1546-1547. Pour ce qui est de notre propos, il est significatif que les Espagnols se procurèrent les plus grandes quantités d'objets en or dans la région de la côte Nord-Est où se situaient les villes possédant de vastes marchés et dans l'importante zone commerciale de la baie de Chetumal sur la côte Est. Vers l'époque de la conquête, des articles en or furent importés de la région de Xicalango où les avaient apportés les pochtecas du Bassin de Mexico, lieu de fabrication des ornements et des accessoires rituels. Les grelots, les haches, les plaques et les minces feuilles de cuivre, les écheveaux de poil de lapin teint semblent avoir suivi le même itinéraire. Les pierres précieuses et semi-précieuses, y compris le jade et la jadéite, la turquoise, les pierres vertes cristallines, les topazes jaunes, l'obsidienne et les belles plumes de quetzal et d'ara qui venaient des hautes montagnes du Sud, étaient importés par le Golfe du Honduras aussi bien que par le Golfe du Mexique. Depuis la côte Pacifique du Nicaragua arrivait au Yucatán, en passant par le Honduras, une sorte de coquillage rouge (*spondylus princeps*). Le cacao était également importé en grandes quantités. De tous les articles mentionnés ci-dessus, seul le cacao provenait originellement des deux principales zones des ports de commerce, le Golfe du Mexique et le Golfe du Honduras (158).

La monnaie, au sens d'objets quantifiables utilisés dans les échanges, était d'un emploi courant au Yucatán. Le cacao constituait la monnaie la plus importante, mais servaient également de monnaie : les pièces de cotonnade d'une dimension donnée, les chapelets de coquillage rouge (*spondylus princeps*), les hachettes de cuivre et les grelots, de même que les perles de jade et le sel. Parmi ces objets, seul le coton et le sel se trouvaient au Yucatán. Cette question demanderait approfondissement pour le Yucatán comme pour la région nahua. Cependant, comme nous l'avons suggéré plus haut, étant donné l'usage très répandu du cacao en tant que monnaie et sa prédominance sur les autres monnaies, il se pourrait bien que celui-ci ait joué le rôle d'étalon, en fonction duquel auraient été déterminées les équivalences de tous les autres biens dans la région couvrant le Mexique central et méridional et l'Amérique centrale. Il servait aussi, comme chez les Aztèques, à la préparation d'une sorte de boisson chocolatée (159).

Les marchands qui pratiquaient le commerce à longue distance n'utilisaient que la graine de cacao comme monnaie. Ils possédaient une sorte de porte-monnaie plein de graines de cacao qu'ils donnaient peut-être pour régler leurs frais de logement le long du trajet. Un des premiers chroniqueurs, Gaspar Antonio Chi, affirme que les habitants du Yucatán se montraient très hospitaliers et qu'ils donnaient asile à tous les voyageurs étrangers sauf aux commerçants qui devaient payer (160).

On transportait les biens par caravanes humaines et par flotilles de petites barques. Sur terre, le noble ah ppolom yoc conduisait les esclaves portant les marchandises en file indienne le long des sentiers qui avaient été dégagés à travers les sous-bois et la forêt, de manière à permettre juste le passage

(158) BOEKELMAN, 1935 ; LANDA, 1941, p. 94-7 ; TOZZER, 1941, notes 19, 23, 171, 415, 433 ; ROYS, 1943, ch. 8 ; THOMPSON, 1954, p. 21-2, 183-5.

(159) BLOM, 1932 ; TOZZER, 1941, notes 417, 418, 421 ; CHI, 1941, p. 231 ; MCBRYDE, 1945, p. 84.

(160) CHI, 1941, p. 231.

d'un homme avec son ballot. Plus tard, les cavaliers espagnols se plaignirent de ce que ces pistes n'avaient pas été préparées pour le passage d'un homme à cheval et qu'en conséquence, ils s'accrochaient souvent dans la végétation qui pendait. Les commerçants ouvraient la marche, les porteurs suivaient. Les porteurs étaient des esclaves qui devaient être vendus dans les ports étrangers. Cette formule convenait aux commerçants, car les biens qu'ils exportaient représentaient un volume supérieur à celui des biens qu'ils rapportaient. Arrivés à destination, ils échangeaient tous leurs biens, y compris les esclaves, essentiellement contre des objets manufacturés, ce qui simplifiait d'autant le problème du portage au retour. Apparemment les Mayas ne payaient pas leurs porteurs comme les Aztèques leurs tamemes. Les Mayas possédaient peut-être un groupe d'esclaves qui les accompagnaient régulièrement dans leurs expéditions commerciales et auquel venaient simplement s'ajouter, à l'aller, les esclaves à vendre. Cependant, le long du parcours, ils s'arrêtaient, comme les pochtecas, dans les sanctuaires, en l'occurrence ceux de leur dieu Ek Chuah qui était aussi le dieu du cacao (161).

Leurs voyages ne s'effectuaient certes pas tous par terre. Ils se rendaient en barque de la baie de l'Ascension sur la côte Est jusqu'au Golfe du Honduras, ils contournaient peut-être également la péninsule pour descendre le long de la côte Ouest. Les porteurs se changeaient alors en rameurs. Les barques étaient creusées dans un tronc d'arbre et vendues dans la région de la baie de Chetumal. Certaines atteignaient, dit-on, des dimensions importantes et pouvaient contenir de quarante à soixante hommes (162).

Les pochtecas aztèques, les ppoloms mayas, issus les uns et les autres de la classe supérieure, entreprenaient le transport des biens à longue distance pour le compte de la communauté. Chez les Nahuas, les pochtecas constituaient une guilde très organisée ayant probablement pour origine la communauté clanique ; les ppoloms, bien que peut-être d'un rang encore plus élevé, possédaient une moindre spécialisation parce que leurs exportations se composaient de matières premières et non de biens de luxe. Nous connaissons leurs dieux, leurs porteurs, leurs itinéraires, leur statut militaire et politique, mais quel était le but du voyage ? Comment les pochtecas et les ppoloms commerçaient-ils en l'absence de marchés ? De toute évidence, seul le troc en nature était possible et il s'opérait même lorsque leurs pays respectifs se trouvaient engagés dans des hostilités.

Les pochtecas aussi bien que les ppoloms se dirigeaient vers des zones géographiquement déterminées, organisées précisément pour répondre aux besoins du commerce. L'échange réel des biens s'effectuait dans les ports de commerce dont nous allons maintenant étudier la localisation.

7.4 Le Golfe du Mexique : Xicalango

Les ports de commerce situés sur le Golfe du Mexique occupaient une zone allant d'un certain point de l'état du Veracruz à l'extrémité Ouest de la lagune de Términos, « la lagune de la frontière », où se trouvait la ville de Xicalango proprement dite (163).

(161) BLOM, 1932 ; THOMPSON, 1929 ; ROYS, 1943, ch. 8.

(162) ROYS, 1943, ch. 8.

(163) ROYS, 1943, p. 57 ; SCHOLES et ROYS, 1948, p. 31.

C'était (et c'est encore) une chaude plaine alluviale où forêts tropicales et savanes herbeuses s'intercalent au milieu d'un réseau de rivières, de lagunes, de marais et de fondrières. Depuis la lagune de Tupilco, juste à l'Est de la rivière Coatzacoalcas, et à travers toute la région, prédominait un peuple de race maya, les Chontales. C'était, comme nous l'avons noté, l'une des principales zones productrices de cacao. A l'intérieur de cette région existait un certain nombre de petits *señorios*, ou entités politiquement autonomes, chacune avec ses seigneurs et ses nobles, sa population laborieuse et un nombre variable de villes tributaires et vassales (164). On ne rencontrait aucune concentration importante de pouvoir politique ou militaire.

Des itinéraires nombreux et fort longs convergeaient vers les divers ports de commerce. Les gens et les biens circulaient presque exclusivement en barque. Du Nord, venaient les célèbres pochtecas aztèques avec leurs produits de luxe. De l'intérieur, des sierras du Sud et de l'Est, arrivaient d'autres personnes avec des pierres précieuses et des plumes provenant des villes et des mines des Zoques et Tzeltale-Tzotziles. Des commerçants empruntaient d'autres itinéraires fluviaux venant de l'Est, descendaient la rivière Candelaria depuis Acallan ou partaient du Golfe du Honduras et traversaient la partie inférieure du Yucatán. En longeant la côte du Golfe vers l'Est, les barques se rendaient au moins jusqu'à la ville de Campeche. Aucun indice certain ne permet d'affirmer que les commerçants contournaient entièrement la péninsule du Yucatán jusqu'à la côte Est. Roys le pense toutefois, car on sait que les commerçants de Xicalango accomplissaient à l'île de Cozumel des pèlerinages au sanctuaire consacré au dieu des marchands. Il admet cependant qu'ils pouvaient aussi bien remonter le long de la côte Est à partir du Golfe du Honduras (165).

Comme nous l'avons vu, cette enclave de Xicalango présentait peut-être le plus grand intérêt pour le commerce à longue distance des Aztèques. Sahagun fournit des indications sur le voyage des pochtecas vers cette région.

Les chargements que les pochtecas des diverses cités du Bassin de Mexico réunissaient, lorsqu'ils se préparaient à voyager par terre, étaient destinés aux deux principaux ports de commerce suivants : Xicalango sur le Golfe du Mexique et Xoconochco sur le Pacifique. Ces chargements se composaient de tissus et de vêtements richement ouvragés, d'ornements et de fuseaux en or, de grelots de cuivre, de couteaux et de peignes en obsidienne, d'écheveaux de poil de lapin teint, le tout solidement fixé sur le dos des porteurs (166).

Certains pochtecas, peut-être même tous, portaient un bâton noir, symbole de leur dieu Yiacatecutli. Ils se munissaient d'éventails, de farine de céréales et d'autres aliments séchés pour le voyage. Parmi les porteurs, certains étaient des esclaves, les autres des tamemes de basse extraction, vêtus de haillons et traités comme des bêtes de somme humaines (167). Un peu plus d'un siècle après la conquête, le missionnaire anglais, Thomas Gage, notait à propos de cette même catégorie d'hommes alors au service des Espagnols :

« [...] ils font porter à ces malheureux, pendant une journée entière ou plutôt pendant deux ou trois jours consécutifs, un coffre sur le dos ; ce coffre est attaché de chaque côté avec des cordes, au milieu passe une large bande de cuir qui serre aussi la partie avant de la tête du porteur, c'est-à-dire son front, et ainsi tout le poids se trouve suspendu à la tête

et sur les arcades sourcilières, si bien qu'à la fin du voyage, chez certains, le sang se colle à la lanière, la peau s'écôrche et se déchire, marquant ainsi la partie supérieure de la tête de ceux que l'on appelle les tamemes et qui sont si aisément reconnaissables dans une ville à leur calvitie, car la sangle de cuir leur fait tomber les cheveux » (168).

Chaque porteur et esclave transportait environ vingt-cinq kilos. Aucune indication ne permet de dire quel poids les pochtecas eux-mêmes portaient. Ils marchaient en file indienne, à travers les sentiers de montagne. Si, comme le rapporte Bernal Diaz, ils ne parcouraient en moyenne que cinq lieues par jour, la première partie du trajet devait prendre un temps considérable (169). La nuit, ils s'arrêtaient pour dormir, dans une caverne, un défilé ou un ravin, près d'un grand rocher ou sous un arbre. Toutes les nuits, ils attachaient ensemble leurs bâtons noirs et reconstituaient ainsi l'image de leur dieu Yiacatecutli. Ils lui offraient leur sang en se transperçant la langue ou l'oreille, en se blessant la jambe ou le bras ; en brûlant du parfum en son honneur, ils se sentaient assurés d'un voyage sans péril. Quelquefois ils rendaient aussi un culte à leur dieu en certains lieux qui lui étaient consacrés le long de la piste. Un étrange interdit pesait sur eux : pendant tout le voyage et jusqu'à leur retour, ils ne pouvaient ni se baigner, ni se laver, ni se couper les cheveux. Il leur était cependant permis de se laver le cou (170).

La première partie du voyage s'achevait dans la ville de Tochtepec, près de la frontière méridionale de l'Empire, au Nord-Est de l'Etat actuel d'Oaxaca. Tochtepec était le principal centre commercial frontalier et le lieu de résidence d'une colonie de riches marchands d'esclaves originaires de Tlatelolco. C'était le lieu de passage vers le territoire ennemi que traversaient les pochtecas pour atteindre les deux centres de commerce de Xicalango au Sud-Est et de Xoconochco au Sud-Ouest (171). La caravane se scindait à Tochtepec : certains gravissaient la sierra pour se rendre dans la province de Xoconochco, cette enclave aztèque isolée sur la côte du Pacifique. Les autres, au contraire, descendaient la sierra vers le littoral marécageux du Golfe. Lorsqu'ils allaient s'engager en territoire ennemi, à leur départ, les pochtecas s'équipaient de boucliers et d'épées et armaient jusqu'à leurs esclaves : ils avançaient avec précaution et uniquement la nuit (172). Ceux qui se dirigeaient vers le Pacifique trouvaient, le long du sentier de montagne et jusqu'à Xoconochco, un cordon de garnisons aztèques. Ceux qui prenaient la direction de Xicalango sur le Golfe n'avaient pas à parcourir une aussi longue distance. Aucune garnison ne les protégeait, mais les souverains locaux des ports de commerce envoyaient à leur rencontre des émissaires pour les accueillir et les amener sains et saufs au terme de leur voyage. En arrivant, comme nous l'avons déjà noté, les pochtecas se présentaient devant les souverains de Coatzacoalcas, de Cimatán et de Xicalango (173).

Il existait, semble-t-il, cinq groupes principaux de ports de commerce dans la zone du Golfe du Mexique : (1) ceux situés à l'embouchure du Coatzacoalcas (2) à l'intérieur, les villes de Cimatán et (3) celles du Chontalpa, (4) la ville de Potonchán à l'embouchure de la rivière Grijalva et (5) la célèbre Xicalango à l'extrémité Ouest de la lagune de Términos.

(164) SCHOLES et ROYS, 1948, ch. 2.

(165) *Ibid.*, p. 33-4.

(166) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 4.

(167) *Ibid.*, livre 9, ch. 4, 6.

(168) GAGE, 1929, p. 233.

(169) DIAZ DEL CASTILLO, 1947, ch. 45.

(170) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 3.

(171) COOPER CLARK, 1938, vol. 1, note p. 95 ; SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 11 ; BARLOW, 1949.

(172) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 4.

(173) *Ibid.*, BARLOW, 1949, carte.

(1) Coatzacoalcos était une ville côtière située juste au-delà des frontières de l'Empire aztèque, mais au voisinage d'une garnison aztèque. Les pochtecas y arrivaient porteurs des salutations et des biens de leur souverain. A l'époque de la conquête, il est reconnu qu'on y parlait le nahuatl. Les Espagnols décrivaient le pays comme riche et très peuplé (174).

(2) A l'intérieur, en retrait de la côte et plus à l'Est, se trouvait la ville nahua de Cimatán très étroitement liée avec les deux villes voisines. Par sa position stratégique à proximité des grandes rivières qui descendaient des montagnes et par la facilité de son accès, pour les marchands aztèques arrivant de Tochtepec, Cimatán contrôlait tous les itinéraires vitaux venant aussi bien des sierras de l'intérieur que du Bassin de Mexico. C'était la plus puissante des huit villes du Tabasco qui parlaient mexicain ou nahua. Elle avait conquis au Sud plusieurs villes zoques (175). Selon Scholes et Roys,

« Il fait peu de doute que dans une ville d'une telle importance les temples aient été construits sur des pyramides et les édifices les plus importants sur des plates-formes surélevées, probablement en terre dans cette région » (176).

Bernal Díaz décrivait les fortifications qui l'entouraient afin d'assurer sa défense, mais ne mentionna pas de marché (177).

(3) A l'Est de Cimatán et plus proche de la côte, s'étendait le Chontalpa, région très peuplée et riche en cacao. Dans les basses terres, entre le Río de Dos Bocas (l'actuel Río Seco) et le Río Nuevo ó Gonzales, s'élevaient au moins vingt-trois villes de dialecte chontal. Selon un document récemment découvert, il y avait cinq autres villes à l'Ouest du Río de Dos Bocas et cinq encore à l'Est du groupe principal des vingt-trois. L'ensemble de ces villes s'appelait le Chontalpa. Les Aztèques possédaient des représentants et des entrepôts dans les villes de Mecoacan, Chilateupa et Teutilan Copilco (la ville moderne de Copilco). Scholes et Roys déclarent que les Aztèques vendaient leurs biens aux commerçants locaux. Néanmoins, ils pensent que cette région n'était pas un centre marchand parce que, selon un document de 1541, il n'y existait pas de marché, bien que, comme en témoigne la présence de représentants et d'entrepôts, ce fût un grand centre de commerce (178). Cette réflexion est *capitale pour une meilleure compréhension de la nature du commerce à longue distance*. Comme nous le verrons, c'est précisément la séparation des marchés et du commerce dans les ports de commerce qui semble caractériser le commerce à longue distance chez les Nahuas et les Mayas.

(4) Dans l'ordre, venait ensuite Potonchán, près de l'embouchure de la rivière Grijalva. Comme sa voisine de l'Est, Xicalango, elle traitait avec Acallan, avec la vallée de l'Usumacinta et le Golfe du Honduras, et de là avec la côte Est de la péninsule du Yucatán. Bien qu'aucun indice certain ne permette de l'affirmer, Scholes et Roys croient que les commerçants remontaient aussi le long de la côte Ouest et contournaient la péninsule jusqu'à l'île de Cozumel et jusqu'aux villes commerçantes de cette région. Potonchán était peuplée de gens parlant le chontal et contrastait avec Xicalango dont au moins certains des habitants étaient de langue nahua. Comme Sahagun et d'autres sources ne font aucune allusion à Potonchán en tant que port de

commerce des pochtecas et que cette ville était habitée par un peuple maya, on pense qu'elle commerçait exclusivement avec les Mayas et non avec les pochtecas. Bien que cette ville ait été assez longuement décrite dans les documents du XVI^e siècle, il n'y est pas fait mention de marché (179).

(5) Le port de commerce de Xicalango était, pour les Aztèques, le principal lieu de commerce. Comme nous le savons, ils appelaient la zone entière du Golfe : Anáhuac-Xicalango. La ville elle-même était construite près d'une anse à l'extrémité Ouest de la lagune de Términos. Scholes et Roys affirment que « les marchands mexicains occupaient, avec leurs employés et leurs esclaves, un quartier de la ville ». La classe dirigeante, y compris les principaux commerçants locaux, parlaient le nahuatl alors que les autres habitants s'exprimaient en chontal (180). Cette situation très courante, sinon typique, dans les ports de commerce aztèques, soulève, de manière concrète, le problème des relations entre les commerçants colons nahuas et les souverains locaux. Etant donné l'existence d'une classe dirigeante nahua, qui incluait les commerçants, et l'importance vitale du commerce pour la communauté, on peut supposer que les commerçants nahuas étaient les vrais dirigeants. Le lien étroit, sinon l'identité, entre commerçants et souverains décrit à propos du Yucatán, apparaît encore plus nettement dans la province d'Acallan et dans celle de Naco sur le Golfe du Honduras. Donc, ce modèle peut éventuellement nous fournir des éléments d'intérêt ethno-historique. Xicalango différait du Yucatán et d'Acallan, mais ressemblait à Naco, en ce sens que les souverains-commerçants étaient des étrangers, des colons nahuas. Le chroniqueur Ixtlilxochitl mentionne une « feria », un grand marché, à Xicalango, mais sans y associer les pochtecas (181).

Scholes et Roys reconnaissent que tout comme Cimatán jouissait d'une situation favorable pour pratiquer le commerce à longue distance entre les montagnes et les régions du Sud et de l'Ouest, Xicalango bénéficiait d'un avantage semblable en ce qui concernait Acallan, la vallée de l'Usumacinta et le Golfe du Honduras jusqu'au Yucatán. Comme nous le savons, les commerçants pouvaient également suivre la côte vers le Nord-Est du Yucatán. Xicalango partageait son trafic avec la ville voisine de Potonchán, de laquelle elle différait non seulement en raison de ses résidents nahuas, mais aussi parce qu'elle était le port de commerce privilégié des pochtecas.

C'est à propos de Xicalango que Sahagun présente sa description la plus détaillée du commerce officiel (182). Certains aspects de son organisation concrète se dégagent. C'est ainsi que nous savons qu'aucun commerçant local de Xicalango ne se rendait dans le Bassin de Mexico, au Nord. Apparemment, les pochtecas conservaient l'exclusivité du commerce avec cette région. Cependant, les commerçants de Xicalango voyageaient en direction du Sud jusqu'à Acallan et jusqu'aux divers ports du Golfe du Honduras. Ils allaient peut-être également au Yucatán, comme nous l'avons déjà dit, car un indice témoigne qu'ils se rendaient à l'île de Cozumel pour y adorer un dieu des marchands dans un sanctuaire qui lui était consacré. Cortés, en 1524, lors de sa progression vers le Honduras, se procura près des commerçants de Xicalango une carte en tissu qu'il aurait suivie jusqu'à Acallan (183).

(174) BLOM et LA FARGE, 1926-27, vol. 1, p. 68 ; SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 4 ; SCHOLES et ROYS, 1948, p. 91.

(175) SCHOLES et ROYS, 1948, p. 31-3, 318.

(176) *Ibid.*, p. 32.

(177) *Ibid.*, p. 32.

(178) *Ibid.*, p. 24, 31-2.

(179) *Ibid.*, p. 33-4, 6.

(180) *Ibid.*, p. 34-6.

(181) IXTLILXOCHITL, 1891-92, vol. 2, p. 345 ; CORTÉS, 1908, Cinquième Lettre.

(182) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 4.

(183) SCHOLES et ROYS, 1948, p. 3, 57, 93.

Les sierras intérieures auxquelles nous avons fait allusion étaient également habitées par des peuples parlant des langues du groupe maya, entre autres les Zoques et les Tzeltale-Tzotziles. L'autre groupe important, les Chiapanecas, utilisait l'otomangue.

Au pied des monts et dans la sierra qui couvrent les États actuels du Tabasco et du Chiapas, vivaient les Zoques. Au xvi^e siècle, quelques années après la conquête, on les a décrits parés de bouquets de plumes et de duvets d'oiseaux verts, de colliers et de pendentifs de nez et d'oreilles en bois, or, topaze et autres pierres précieuses. Roys observe : « Nous connaissons peu de chose sur leur organisation politique et sociale, sinon qu'existait parmi eux une classe supérieure qui s'enorgueillissait de sa noblesse » (184). Quatre de leurs villes principales au moins se trouvaient sous la dépendance de Cimatán, tandis que certaines autres étaient sous celle des Chiapanecas (de langue otomangue), mais beaucoup de villes et de villages demeuraient indépendants. Cette province récoltait du cacao dans les plaines basses proches du littoral du Golfe et fabriquait des étoffes. Elle possédait des mines d'ambre désigné sous le nom de topaze jaune et produisait de la cochenille utilisée pour faire une teinture rouge (185). Le missionnaire anglais, Thomas Gage, qui visita cette région en 1625, en parle comme de la partie la plus riche du Chiapas et note l'importance de ses rapports avec le Tabasco et le Yucatán. Selon lui, la soie, dont l'apparition était certainement postérieure à la conquête, et la cochenille, qui bien qu'employée avant l'arrivée des Espagnols avait peut-être vu sa production s'accroître par la suite, constituaient ses principaux produits (186).

Dans la région tzeltale-tzotzile se trouvait la ville de Zinacantan située dans les montagnes du Chiapas. Le commerce permettait aux Aztèques d'acquérir de l'ambre provenant de cette région. Fort recherché, autant par les Colhuas que par les Mayas, pour s'en orner les lèvres et le nez, l'ambre était probablement exporté vers le Golfe du Mexique et de là vers le Yucatán et vers le Bassin de Mexico (187).

Zinacantan représentait pour les Aztèques un territoire ennemi ; cependant ils connaissaient sa réputation de ville de « marchands ». Sahagun rapporte que les marchands-espions y venaient s'asseoir sur la place du marché déguisés sous le costume des autochtones. Nous avons déjà signalé qu'ils ne vendaient pas les articles de luxe qui faisaient la célébrité des pochtecas, mais plutôt des objets susceptibles d'intéresser les gens du peuple (188). *C'est là la seule allusion de Sahagun à des pochtecas pratiquant réellement un commerce sur un marché.* Cela se passait sur un territoire hostile, dans une ville, qui bien que commerçante, ne méritait pas le titre de port de commerce. En d'autres termes, un port de commerce bien que situé en territoire étranger devait être un lieu ami, c'est-à-dire *sûr pour les commerçants*. En certains cas, la bienveillance des ports de commerce colhuas venait de ce que, en l'occurrence, les commerçants nahuas y avaient usurpé, d'une manière ou d'une autre, le pouvoir politique et économique auprès des habitants.

Zinacantan, siège d'une garnison mexicaine, constituait l'une de ces places fortes qui protégeaient les commerçants colhuas, lorsqu'ils traversaient

le territoire ennemi et descendaient le long de la sierra vers la province colhua éloignée de Xoconochco, près de l'actuelle frontière du Mexique et du Guatemala (189).

7.5 La côte du Pacifique : Xoconochco

La province de Xoconochco, enclavée sur la côte du Pacifique, fut conquise par les Aztèques vers 1486 (190). Le déroulement de la conquête reste flou. Alors que pour Sahagun cette conquête est l'œuvre des pochtecas, pour Tezozomoc le mérite en revient aux troupes aztèques. Ce dernier associe les commerçants à la conquête uniquement parce que leur massacre à Xoconochco fut à l'origine de représailles de la part des Aztèques (191). Quoi qu'il en soit, les champs fertiles de cacao qui faisaient la renommée de Xoconochco, devaient fortement attirer les Aztèques (192).

Les informations concernant le commerce effectué dans cette région sont rares. Sahagun fait allusion au départ des pochtecas vers Xoconochco, appelé Anahuac Ayotlan, mais ne fournit aucun détail sur leur arrivée, ni sur l'objet de leur commerce (193).

Le cacao, peut-être aussi les plumes de quetzal et les autres produits provenant des sierras de l'intérieur, constituaient, pour les Aztèques, une motivation suffisante pour justifier leur passage à travers un territoire ennemi (194). Cependant, l'importance de cette zone n'apparaît en rien comparable à celle du Golfe du Mexique ou du Golfe du Honduras : elle ne possédait que quelques rares rivières navigables, ce qui limitait nécessairement les mouvements commerciaux (195).

Comme dans les ports de commerce situés sur le littoral du Golfe, cette région comptait quelques éléments nahuas parmi ses habitants. Cependant, aucun indice ne nous permet de préciser leur rôle en tant que commerçants (196).

Xoconochco pose généralement un problème. C'est la seule zone connue où le commerce à longue distance se poursuivait après que les Aztèques l'eurent assujettie et en eurent fait une province payant tribut. Dans les autres cas, le commerce à longue distance se pratiquait en dehors de l'Empire aztèque ainsi qu'au-delà des provinces mayas confédérées.

7.6 L'intérieur : Acallan

La découverte par Scholes, dans les archives de Séville, d'un texte chontal du xvi^e siècle, revêt la plus grande importance pour les recherches sur la région d'Acallan. Scholes et Roys ont récemment publié ce texte dans une étude. Ils ont localisé cette province avec précision dans la partie supérieure de la rivière Candelaria qui s'écoule dans la lagune de Términos. Le texte

(184) ROYS, 1943, p. 110-1.
(185) SCHOLES et ROYS, 1948, p. 32, 9.
(186) GAGE, 1929, p. 167.
(187) ROYS, 1943, p. 107.
(188) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 5.

(189) BARLOW, 1949, carte.
(190) KELLY et PALERM, 1950, p. 275-6.
(191) TEZOZOMOC, 1944, ch. 78 ; SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 2.
(192) MILLON, 1955, ch. 3, 10.
(193) SAHAGUN, 1946, livre 9, ch. 4.
(194) *Ibid.*, livre 9, ch. 2.
(195) *Relación de Soconusco*, 1882, p. 426-7.
(196) LOTHROP, 1939, p. 44.

chontal mentionne vingt-six villes dans cette province, mais il a été impossible à Scholes et à Roys de situer ou d'identifier la plupart d'entre elles. Quant à la capitale, Itzamkanac, nous savons cependant qu'elle se trouvait au Sud de la Candelaria près du confluent de l'Arroyo Caribe et du San Pedro, ses affluents, dans l'État actuel de Campeche (197).

Située sur les principaux itinéraires fluviaux entre le Golfe du Mexique et le Golfe du Honduras, Acallan constituait un foyer commercial important. Son nom dérive du nahuatl *acalli* qui signifie « le lieu des barques ». Puisque les voyages s'effectuaient principalement par barque ses installations se trouvaient probablement près des eaux navigables (198).

Il apparaît clairement que nous nous trouvons ici en présence du modèle commerçants-souverains. Scholes et Roys affirment expressément qu'Acallan était gouvernée par des « marchands », c'est-à-dire par ce que nous avons appelé des commerçants. Ils ajoutent que le plus riche d'entre eux, un seigneur nommé Poxbolonacha, était le souverain suprême de toute la province (199).

Les commerçants d'Acallan occupaient une partie ou un quartier de Nito sur le Golfe du Honduras où ils possédaient aussi des représentants et des entrepôts. Ils commerçaient également avec l'intérieur, au Nord-Est avec les Cehaches et au Sud-Est avec les Itzas. Nos auteurs remarquent qu'Itzamkanac, la capitale de la province d'Acallan,

« semble avoir servi de débouché au commerce des vallées du Sarstoon, du Polochic et du Motagua, toutes riches en cacao ; et d'après sa situation, il est facile de déduire qu'un commerce important s'effectuait avec Chetumal et les centres commerciaux du Nord-Est du Yucatán » (200).

On rappellera que Cortés suivit jusqu'à Acallan une carte qui lui avait été donnée par les commerçants de Xicalango. Itzamkanac fut le témoin d'un épisode tragique, l'exécution de Cuauhtemoc. Cortés considérait comme dangereux de laisser Cuauhtemoc à Tecnochtitlán en son absence, car il craignait qu'il ne devînt le fomentateur d'une insurrection indienne. Il l'emmena donc comme prisonnier en compagnie d'autres souverains aztèques lors de son expédition vers le Honduras en 1524, uniquement pour les faire décapiter à Acallan.

Comme ils approchaient d'Itzamkanac, Cortés et ses hommes, affamés et démunis, reçurent des habitants d'Acallan des barques chargées de nourriture. A son entrée dans la ville, Cortés fut accueilli par le souverain avec des présents : du miel, des dindes, du maïs, du copal et des fruits. Cortés décrivit Itzamkanac comme une grande ville, riche et florissante, avec de nombreux temples. Cependant, ni lui, ni Bernal Díaz, ni plus tard Dávila, ne mentionnent de marchés ou de places de marché, ce qui ne nous surprend plus après les remarques faites au cours de notre étude sur les ports de commerce. Bien que pour les habitants du pays il ait existé des marchés, ceux-ci n'étaient nullement nécessaires au commerce à longue distance et donc il est probable ou bien qu'ils se tenaient peu fréquemment ou bien qu'ils revêtaient peu d'importance.

C'est en grande partie l'enthousiasme des rapports louangeurs de Cortés et de ses conquistadores sur Acallan, décrite comme une région prospère et très peuplée, qui décida l'Adelantado du Yucatán, Montejo, en 1529, à utiliser

Acallan comme base militaire dans son attaque contre la péninsule du Yucatán pas encore conquise. Au cours de cette même année, cinq ans seulement après le passage de Cortés, Montejo envoya, dans cette intention, son lieutenant Dávila inspecter la région. Cependant, en dépit de sa description des neuf cents ou mille magnifiques édifices en pierre ou en stuc blanc que possédait la capitale Itzamkanac, Dávila estima que celle-ci ne pouvait servir de base à des opérations militaires. Ses arguments reposaient sur le fait que la prospérité de cette zone demeurerait en deçà de ce que Montejo et lui avaient été amenés à croire. Non seulement l'or y faisait défaut, mais les produits agricoles s'y trouvaient en quantité limitée et son commerce autrefois florissant s'était dégradé (201).

Au cours d'une période de cinq années seulement, de 1524 à 1529, Acallan avait souffert d'un très net déclin de sa prospérité. Pourtant, les Espagnols n'avaient pas encore tenté de l'assujettir au paiement d'un tribut. Ils n'y avaient pas non plus, jusqu'à l'arrivée de Dávila, installé d'*encomiendas*. Il paraît tout à fait vraisemblable que le déclin fut imputable à la désintégration très rapide de la structure commerciale préhispanique. Même en tant que centre important de commerce, Acallan n'était peut-être qu'un lieu de transit, sans grandes ressources propres en dehors de son agriculture, de son copal et peut-être de ses teintures. La ville dut être profondément affectée par la diminution du trafic de biens en provenance des régions beaucoup plus riches du Honduras et du Golfe du Mexique. La richesse d'Acallan dépendait de sa position stratégique entre les deux golfes. Une fois le réseau des relations commerciales perturbé, sa situation la rendit très vulnérable (202). En tant que commerçants, les habitants d'Acallan dépendaient de leur port.

En se rendant au Golfe du Honduras, les commerçants d'Acallan traversaient une région marécageuse peuplée par les Itzas qui habitaient cinq îles sur le lac Petén Itzá, au Nord de l'actuel Guatemala. Leur territoire s'étendait à l'Ouest jusqu'au pays cehache et au Sud jusqu'au Río de la Pasión peut-être. Chez les Itzas, contrairement à ce qui se passait à Acallan, le souverain n'était ni marchand, ni commerçant, il devait plutôt partager son autorité avec les grands prêtres (203). Les Itzas commerçaient certainement avec Acallan et probablement aussi avec les Cehaches et avec les ports de commerce du Golfe du Honduras. Cependant, nous pouvons supposer que l'absence de référence au rôle des commerçants est en relation avec l'étroite coopération qui existait entre le souverain et le prêtre. Cette zone n'était évidemment pas celle d'un port de commerce.

Une autre province, connue sous le nom de Verapaz durant la période coloniale et située au centre-Ouest du Guatemala, fut décrite par le chroniqueur Ximénez. Selon cet auteur, elle possédait beaucoup de marchés et revêtait un intérêt particulier grâce à la présence d'oiseaux et d'animaux sauvages dont les plumes et la peau constituaient d'importants articles de commerce. En dépit de ces ressources économiques et d'une activité marchande considérable, on ne rencontre aucune allusion à des gens pratiquant le commerce à longue distance ou à des lieux qui auraient pu être des ports de commerce (204).

(201) CHAMBERLAIN, 1948, p. 88.

(202) SCHOLES et ROYS, 1948, p. 165.

(203) THOMPSON, 1951.

(204) HERRERA y TORDSILLAS, 4^e décade, livre 10, ch. 13 ; *Relaciones [...] de América Central*, 1908, p. 447-8 ; XIMÉNEZ, 1929-31, vol. 1, p. 93-4.

(197) SCHOLES et ROYS, 1948, p. 48.

(198) *Ibid.*, p. 50-1.

(199) *Ibid.*, p. 4.

(200) *Ibid.*, p. 58.

Les ports de commerce de Méso-Amérique étaient des régions spécifiques avec une organisation typique et des relations commerciales comme celles que l'on trouvait dans les zones des deux golfes. Dans ce contexte, Acallan n'était pas uniquement un port de commerce, mais aussi une communauté de commerçants.

7.7 Le Golfe du Honduras

Du point de vue fonctionnel, le Golfe du Honduras, au Sud-Est de la presqu'île du Yucatán, présente une ressemblance saisissante avec la région de Xicalango sur le Golfe du Mexique, décrite ci-dessus. Même du point de vue topographique, les deux zones côtières offrent, à droite et à gauche de la péninsule, une image symétrique. Dans la région de Xicalango existaient au moins, comme nous l'avons vu, quatre centres de commerce à longue distance : Cimatán, le Chontalpa, Potonchán et Xicalango. Chacun d'eux était étroitement relié à des itinéraires fluviaux. Dans la région du Honduras également il y avait au moins quatre centres commerciaux, chacun au voisinage des quatre grands fleuves : le Sarstoon, le Río Dulce avec le lac intérieur d'Izabal, le Motagua et l'Ulúa.

Au lieu de présenter une description détaillée des centres commerciaux du Honduras, nous concluons ce chapitre en énumérant les ressemblances significatives entre les deux régions côtières à l'Est et à l'Ouest du Yucatán, c'est-à-dire entre le Golfe du Honduras et le Golfe du Mexique. Alors que ce dernier se trouvait entre les principales zones maya et aztèque, le Golfe du Honduras était un trait d'union avec la direction opposée, c'est-à-dire un pont commercial reliant la Méso-Amérique à l'Amérique centrale. En conclusion, entre l'une et l'autre régions, une ressemblance essentielle apparaissait dans les caractéristiques topographiques et dans l'organisation économique.

(1) Du point de vue topographique, les deux régions présentent une similitude : toutes les deux sont des zones côtières tropicales arrosées par un certain nombre de rivières dont les bassins se situent dans les sierras intérieures. La barque était le moyen presque exclusif d'y circuler avant la conquête, bien que la zone du Golfe du Mexique soit plus marécageuse. Ceci intéresse le commerce, mais explique peut-être aussi la nécessité de trouver des esclaves pour ramer. Les deux régions avaient besoin des esclaves importés du Bassin de Mexico et du Yucatán. Les esclaves étaient sans doute également utilisés dans les « plantations » de cacao. Scholes et Roys insistent sur le fait que le cacao est exceptionnellement adapté à cette main-d'œuvre d'esclaves en ce sens qu'il requiert des soins tout au long de l'année (205).

(2) Les deux régions se classaient parmi les plus grandes productrices de cacao au sein de la zone considérée, tandis que les métaux précieux, les pierres, les plumes et l'obsidienne leur faisaient également défaut. Pourtant, elles exportaient (c'est-à-dire réexportaient) la plupart de ces articles. Tous leurs produits d'exportation, à l'exception de leur propre cacao, leur venaient en barque des sierras.

(3) Et Xicalango et le Honduras importaient non seulement des esclaves, mais aussi du tissu, des vêtements, des parures de pierres et de métaux précieux du Bassin de Mexico, du tissu, du sel, du miel et du silex du Yucatán.

(205) SCHOLES et ROYS, 1948, p. 29.

(4) Selon divers auteurs, une affinité fondamentale, culturelle et linguistique, d'origine maya, existait entre les populations ne parlant pas le nahua depuis la rivière Copilco sur le Golfe du Mexique jusqu'à la rivière Ulúa sur le Golfe du Honduras (206).

(5) Le parallèle entre les activités commerciales des deux régions considérées offre un grand intérêt. Les conquistadores nous fournissent des références témoignant de l'existence de représentants et d'entrepôts, *qui étaient tout à fait absents de l'Empire aztèque proprement dit aussi bien que du Yucatán*. Dans ce contexte, les colonies nahuas dispersées ici et là revêtaient indubitablement une très grande importance pour le commerce à longue distance avec le Bassin de Mexico. Tout comme dans la région du Golfe du Mexique, des itinéraires commerciaux venant de zones éloignées convergeaient vers le Honduras. Les deux régions se trouvaient en outre liées par les itinéraires fluviaux d'Acallan et de l'Usumacinta.

(6) Au cours des premières années de la conquête, les Espagnols décrivent ces deux régions comme riches et peuplées. Mais leur enthousiasme initial se tempéra quand ils n'y trouvèrent que peu d'or. La prospérité de l'une et de l'autre régions se dégrada rapidement avec la cessation du commerce. Les premiers *encomenderos*, fatigués par les insurrections, les attaques, le refus silencieux des Indiens de payer le tribut, répondirent par de cruelles représailles et alors commença la fuite des indigènes vers les régions de l'intérieur non encore conquises (207).

BIBLIOGRAPHIE

- ACOSTA, José de, *Historia natural y moral de las Indias*. Mexico, 1940.
 ACOSTA SAIGNES, M., « Los Pochteca. » *Acta Antropológica*, vol. 1, n° 1, Mexico, 1945.
 AGUILAR PIEDRA, C. H., « La orfebrería en el Mexico precortesiano. » *Acta Antropológica*, vol. 2, n° 2. Mexico, 1946.
 BANDELIER, A. F., « On the art and mode of warfare of the ancient Mexicans. » *Peabody Museum. Harvard University, 10 th Annual Report*, 95-161. Cambridge, 1877.
 — « On the distribution and tenure of lands, and customs of with respect to inheritance, among the ancient Mexicans. » *Peabody Museum, Harvard University, 11th Annual Report*, 385-448. Cambridge, 1878.
 — « On the social organization and mode of government of the ancient Mexicans. » *Peabody Museum, Harvard University, 11th Annual Report*, 557-669. Cambridge, 1878 a.
 BARLOW, R. H., « The Extent of the Empire of the Culhua Mexico. » *Ibero-Americana*, 28. Berkeley et Los Angeles, 1949.
 BASTOW, J. W., « Comercio, moneda y cambio de los antiguos pueblos de México. » *Congreso Internacional de Americanistas, XI reunión* : 47-63. Mexico, 1897.
 BERLIN, H., « Relaciones precolombinas entre Cuba y Yucatan. » *Revista Mexicana de Estudios Antropológicos*, nos 1-2 : 140-60. Mexico, 1940.
 BLOM, F., and O. La FARGE, *Tribes and temples. A record of the expedition to Middle America conducted by Tulane University of Louisiana in 1925*. 2 vol. New Orleans, 1926-27.
 BLOM, F., « Commerce, trade and montary units of the Maya. » *Middle American Research Series*, n° 4 : 531-66. Tulane University of Louisiana, New Orleans, 1932.
 BOEKELMAN, H. J., « Ethno-and archeo-conchological notes on four Middle American shells. » *Maya Research*, 2 : 255-77. New Orleans, 1935.
 BORAH, W., « New Spain's century of depression. » *Ibero-Americana*, 35. Berkeley et Los Angeles, 1951.

(206) *Ibid.*, p. 3, 316-7 ; CHAMBERLAIN, 1948, p. 151 ; STONE, 1941, p. 15.

(207) SCHOLES et ROYS, 1948, ch. 5 ; CHAMBERLAIN, 1953, ch. 1.

- « Early colonial trade and navigation between Mexico and Peru. » *Ibero-Americana*, 38. Berkeley et Los Angeles, 1954.
- BOSCH GARCÍA, C., *La esclavitud prehispánica entre los Aztecas*. Mexico, 1944.
- CASO, A., « Instituciones indígenas precortesianas. » *Memorias del Instituto Nacional Indigenista*, VI ; 13-27. Mexico, 1954.
- CERVANTES de SALAZAR, Francisco, *Crónica de Nueva España*. Madrid, 1914.
- CHAMBERLAIN, R. S., *The conquest and colonization of Yucatan. 1517-1550*. Carnegie Institute of Washington, Publication 582. Washington, 1948.
- *The conquest and colonization of Honduras : 1502-1550*. Carnegie Institute of Washington. Publication 598. Washington, 1953.
- CHI, Gaspar Antonio, *Relación*. In Landa's *Relación de las cosas de Yucatán*. A translation edited with notes by A. M. TOZZER. Papers Peabody Museum. Harvard University, vol. 18 : 230-2. Cambridge, 1941.
- CLAVIGERO, Francisco Javier, *Historia antigua de México*. 4 vol. Mexico, 1945.
- Codex Mendoza*, traduction anglaise et notes de J. COOPER CLARK. 3 vol. Londres, 1938.
- COLUMBUS, Ferdinand, *The history of the life and actions of Admiral Christopher Colon. A General Collection of ... Voyages and Travels*. John PINKERTON edition, vol. 12. Londres, 1812.
- CONQUISTADOR Anónimo, El, *Relación de algunas cosas de la Nueva España y de la gran ciudad de Temestitan Mexico*. Escrita por un compañero de Hernán CORTÉS. Mexico, 1941.
- COOK, S. F. and L. B. SIMPSON, « The population of central Mexico in the sixteenth century. » *Ibero-Americana*, 31. Berkeley et Los Angeles, 1948.
- COOPER CLARK, J., Cf. *Codex Mendoza*, 1938.
- CORTÉS, Hernán, *Letters of Cortés : the five letters of relation to the Emperor Charles V*. Traduit et édité par F. A. MACNUTT. 2 vol. New York, 1908.
- CUNOW, H., *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*. 4 vol. Berlin, 1926.
- DAHLGREN de JORDAN, B., *La Mixteca. Su cultura e historia prehispánicas*. Mexico, 1954.
- DÍAZ del CASTILLO, Bernal, « Verdadera historia de los sucesos de la conquista de la Nueva-España. » *Historiadores primitivos de Indias*. vol. 2. Madrid, 1947.
- GAGE, Thomas, *A New Survey of the West Indies*. 1648. New York, 1929.
- GIBSON, C., « Tlaxcala in the sixteenth century. » *Yale Historical Publications, Miscellany LVI*. New Haven, 1952.
- HENDRICH, P. R., « Datos sobre la técnica minera prehispánica. Continuación. » *El México Antiguo*, vol. 5 : 179-194. 1940-41.
- HERRERA y TORDESILLAS, Antonio de, *Historia general de los hechos de los castellanos en las islas y tierra-firme del mar oceano*. 10 vol., réédition de 1726-30. Editorial Guaranía. Asunción del Paraguay.
- IXTLILXOCHITL, Fernando del Alva, *Obras históricas de don Fernando del Alva Ixtlilxochitl*. Edité par Alfredo CHAVERO. 2 vol. Mexico, 1891-92.
- JÍMEZ MORENO, W., *Fray Bernardino de Sahagún y su obra*. Mexico, 1938.
- KELLY, I. et A. PALERM, *The Tain Totonac. Part I. History, subsistence, shelter and technology*. Smithsonian Institution, Institute of Social Anthropology, n° 13. Washington, 1950.
- KIRCHHOFF, P., « Meso-America. » In *Heritage of Conquest*. Edité par S. TAX : 17-30. Glencoe, 1952.
- LANDA, Diego de, *Landa's Relación de las cosas de Yucatán*. Traduction et notes de A. M. TOZZER. Papers, Peabody Museum, Harvard University, vol. 18. Cambridge, 1941.
- LOTHROP, S. K., « The Southeastern Frontier of the Maya. » *American Anthropologist*, vol. 41 : 42-5 (1939).
- *Archaeology of Southern Veraguas, Panama*. Memoirs, Peabody Museum, Harvard University, vol. 9, n° 3. Cambridge, 1950.
- McBRYDE, F. W., *Sololá. A Guatemalan town and Cakchiquel market-center*, Middle American Research Series, n° 3 of pub. n° 5. Tulane University of Louisiana. New Orleans, 1933.
- *Cultural and historical geography of Southwest Guatemala*. Smithsonian Institution, Institute of Social Anthropology, n° 4. Washington, 1945.
- MENDIZÁBAL, M. O. de, *Obras completas*. 6 vol. Mexico, 1946-47.

- MILLON, R. F., *When money grew on trees. A study of cacao in ancient Mesoamerica*. Ph. D. dissertation, inédite. Columbia University. New York, 1955.
- MOLINA, Alonso de, *Vocabulario de la lengua castellana y mexicana*. Madrid, 1585.
- MONZÓN, A., *El calpulli en la organización social de los Tenochca*. Mexico, 1949.
- MORENO, M. M., *La organización política y social de los Aztecas*, Mexico, 1931.
- MORISON, S. E., *Admiral of the ocean sea. A life of Christopher Columbus*. 2 vol. Boston, 1942.
- PRESCOTT, W. H., *History of the conquest of Mexico and history of the conquest of Peru*. The Modern Library. New York, s. d.
- POLANYI, K., *Semantics of general economic history*. Council for Research in the Social Sciences, Columbia University. New York, 1953.
- Relaciones históricas y geográficas de América Central*. Edité par V. SUÁREZ. Madrid, 1908.
- Relación de Soconusco. « (1574) Carta de D. Luis Ponce de León, gobernador de Soconusco... » In Fuentes y Guzman, *Historia de Guatemala ó recordación florida*. Vol. 1, 423-8. Madrid, 1882.
- ROYS, R. L., *The titles of Ebtun*. Carnegie Institute of Washington, Pub. 505. Washington, 1939.
- *The Indian background of colonial Yucatan*. Carnegie Institute of Washington, Pub. 548. Washington, 1943.
- Cf. SCHOLES, F. V. et ROYS, R. L., 1948.
- SAHAGUN, Bernardino de, *Historia general de las cosas de Nueva España*. Notes de M. Acosta SAIGNES, 3 vol. Mexico, 1946.
- SAVILLE, M. H., *The Goldsmith's art in ancient Mexico*. Indian Notes and Monographs. Museum of the American Indian, Heye Foundation. New York, 1920.
- SCHOLES, F. V. et R. L. ROYS, *The Maya Chontal Indians of Acalan-Tixchel : a contribution to the history and ethnography of the Yucatan Peninsula*. Carnegie Institute of Washington. Pub. 560. Washington, 1948.
- SIMÉON, R., *Dictionnaire de la langue nahuatl ou mexicaine*. Paris, 1885.
- STONE, D. Z., « The Ulua Valley Lake Yojoa. » In *The Maya and their Neighbours* : 386-94. New York, 1940.
- *Archaeology of the north coast of Honduras*. Memoirs Peabody Museum, Harvard University, vol. 9, n° 1. Cambridge, 1941.
- « Los grupos Mexicanos en la América Central y su importancia. » *Anthropología e Historia de Guatemala*, vol. 1, n° 1 : 43-6. Guatemala, 1949.
- « Una definición de dos culturas distintas vistas en la antropología de la América Central. » In *Homenaje al Dr. Alfonso Caso* : 353-61. Mexico, 1951.
- STRONG, W. D., « Anthropological problems in Central America. » In *The Maya and their Neighbours* : 377-85. New York, 1940.
- SUAREZ de PERALTA, Juan, *Noticias históricas de la Nueva España*. Madrid, 1878.
- TAX, S., et al., *Heritage of Conquest*, Glencoe, 1952.
- TEZOZOMOC, Hernando Alvarado, *Crónica Mexicana*. Mexico, 1944.
- THOMPSON, J. E. S., « Comunicaciones y Comercio de los Antiguos Mayas. » *Anales de la Sociedad de Geografía e Historia de Guatemala*, vol. 6, n° 1 : 40-4 (1929).
- « The Itza of Tayasal. Peten. » In *Homenaje al Dr. Alfonso Caso* : 389-400. Mexico, 1951.
- *The Rise and Fall of Maya Civilization*. Norman, Oklahoma, 1954.
- TORQUEMADA, Juan de, *Veintiún libros rituales y monarquía Indiana*. 3 vol. Mexico, 1943.
- TOZZER, A. M., Cf. LANDA, D. de. 1941.
- VAILLANT, G. C., *The Aztecs of Mexico*. Penguin Books. 1950.
- VEYTIA, Mariano, *Tezoco en los Últimos tiempos de sus antiguos reyes ó sea relación tomada de los manuscritos inéditos de Boturini*. Edité par Mariano VEYTIA. Mexico, 1826.
- XIMÉNEZ, Francisco, *Historia de la provincia de San Vicente de Chiapa y Guatemala de la orden predicadores*. 3 vol. Guatemala, 1929-31.
- ZAVALA, S. and J. MIRANDA, « Instituciones indígenas en la colonia. » *Memorias del Instituto Nacional Indigenista*, vol. 6 : 29-112. Mexico, 1954.
- ZURITA, Alonso de, « Breve y sumaria relación de los señores... en la Nueva España. » In *Relaciones de Texcoco y la Nueva España* : 65-206. Mexico, 1941.



monde occidental en tant que port d'escale africain pour le commerce des esclaves. Au début du XVIII^e siècle, le petit royaume côtier qui constituait le voisinage immédiat d'Ouidah fut envahi par le puissant État intérieur du Dahomey qui fit ainsi son apparition dans l'histoire. Ouidah fut intégrée au Dahomey dont la capitale Abomey se trouvait à quelque deux cents kilomètres de la côte. Alors qu'Ouidah était fréquentée par les marchands d'esclaves blancs venus de nombreuses nations, Abomey, isolée au sein du continent noir, restait inaccessible aux étrangers. Ouidah, port florissant, renommée dans les pays lointains, ne fut jamais jugée digne de la présence personnelle du roi du Dahomey. Bien que ce fût un emporium, aucune classe autochtone ne paraissait manifestement intéressée par le commerce. Les observateurs européens étaient parfois déconcertés par le statut ambigu dont jouissait ce lieu de commerce au Dahomey. Aussi conviendrait-il de commencer nos recherches sur l'organisation du commerce à Ouidah par une étude de l'histoire du Dahomey et des raisons qui ont poussé ce pays à s'emparer d'Ouidah et à la tenir ensuite à distance.

Le Dahomey était l'un des grands États noirs de l'Afrique de l'Ouest. Royaume situé à l'intérieur des terres, il comptait quelque 300.000 habitants et était l'héritier d'une tradition politique transmise par les constructeurs d'Empires du Soudan occidental. Pendant plusieurs siècles, de la fondation du royaume que la légende situe aux environs de 1625, jusqu'à sa conquête par les Français, en 1892, le Dahomey fut gouverné par la même dynastie de rois nègres et maintint son indépendance jusqu'à sa défaite sous l'action d'écrasantes forces militaires.

Le Dahomey du XVIII^e siècle avait élaboré une économie planifiée de type avancé qui utilisait le commerce, la monnaie et les marchés, d'une manière à la fois complexe et raffinée. Considérée dans une perspective historique, cette économie planifiée permettait de faire face aux énormes pressions que la situation extérieure et le danger d'une conquête étrangère faisaient peser sur le Dahomey. La planification était une technique de survie et la monarchie, organe central de la planification, exerçait des fonctions sans lesquelles la société n'aurait pu sauvegarder son indépendance. Etant donné la situation du Dahomey, les organes d'une société tribale auraient été impuissants. Aucune formation tribale de faible cohésion n'aurait pu organiser un effort militaire soutenu à l'échelle requise, ni traiter efficacement avec le monde extérieur par le commerce, ni assurer la paix intérieure dans les conditions de contraintes et de tensions occasionnées par une mobilisation permanente. Un pouvoir transcendant les organes tribaux devait être édifié pour faire face à la menace qui pesait sur l'existence de la communauté.

Les rois de la dynastie Alladoxonou créèrent ce pouvoir et réussirent à amalgamer les peuples du Dahomey en un Empire. Quels qu'aient été le manque d'unité et l'absence de puissance, une organisation militaire naquit que les voisins du Dahomey se virent contraints de respecter. En dépit des inconvénients qu'une guerre annuelle imposait aux ressources du pays et à ses institutions, le bien-être de la population était assuré par une administration indiscutablement efficace de l'économie. Et à partir de traditions diverses, une tradition commune se forgea, si profondément ancrée qu'elle se perpétue encore aujourd'hui dans le peuple dahoméen, et ceci malgré une conquête militaire et deux générations de domination étrangère (209).

(209) Cf. le tableau de la culture dahoméenne dans *Dahomey, an Ancient West African Kingdom* (New York 1938) de M. J. Herskovits dont nous nous sommes largement inspirés.

Pourtant, sous le régime monarchique, le Dahomey conserva son assise tribale. C'était un Empire construit sur des fondations tribales. Les traditions du clan étaient les valeurs centrales de la vie dahoméenne ; elles formaient les éléments constitutifs de la communauté politique comme de la communauté tribale. Loin de se désintégrer sous la pression du trône, les clans du Dahomey demeurèrent les unités sociales fondamentales et remplirent des fonctions indispensables dans la vie économique et dans la vie politique. Même la monarchie apparaissait sous un aspect clanique. La maison royale occupait le rang le plus élevé parmi les clans et les ancêtres de la maison royale étaient considérés comme les ancêtres de tous les Dahoméens. En tant que médiateur entre les vivants et les morts, le roi entretenait avec son peuple une relation semblable à celle d'un chef avec les membres de son clan. Il était le lien avec les ancêtres, le grand prêtre et le magistrat suprême, le premier des guerriers et le protecteur de la vie de son peuple. Tandis que le roi personnifiait les vertus aristocratiques d'un chef de tribu, les traditions démocratiques de la société tribale se perpétuaient pareillement dans les droits dont jouissaient les clans, les villages, les guildes et les innombrables associations volontaires. Une charte de libertés était la clef de voûte de la société dahoméenne.

En adaptant les institutions et les traditions tribales aux circonstances nouvelles créées par l'expansion politique, le Dahomey engendra cette combinaison unique de centralisation et de décentralisation, d'autorité et de souplesse, de contrôles et de libertés qui caractérisait son économie de redistribution.

8.1 Guerre et commerce dans le Dahomey traditionnel

Contraint d'adopter pour son autodéfense une politique militaire, le Dahomey le fut aussi pour sa politique commerciale. Les Dahoméens n'étaient rien moins qu'un peuple commerçant. Leur position géographique les tenait à l'écart du commerce. Un coup d'œil sur la carte révèle que le Dahomey se situait bien au-dessous du douzième parallèle qui marquait au Sud la limite des grands itinéraires commerciaux de l'Afrique. Ces voies si souvent empruntées reliaient le cours Est-Ouest du moyen Niger exclusivement au pays maure au Nord et au pays haoussa à l'Est. Il n'existait aucune route conduisant du moyen Niger à la côte Ouest ou à la côte Sud (210).

Bien qu'en dehors des principales voies commerciales, le Niger au Nord et la côte de Guinée au Sud, le Dahomey ne pouvait demeurer entièrement étranger au commerce. Comme les autres peuples noirs de l'intérieur, le Dahomey n'utilisait habituellement que l'arc et la flèche comme armes de combat. Mais une fois que les Maures venus du Nord eurent introduit les armes à feu au Soudan et qu'au Sud, sur la côte de Guinée, les Européens eurent équipé de mousquets les indigènes du littoral, ceux qui ne connaissaient que l'arc et la flèche se virent condamnés à être anéantis ou à fuir indéfiniment. Le Dahomey se trouvait pris entre deux feux. Le commerce avec les Européens à Ouidah était devenu une nécessité puisque c'était ce commerce qui, comme le disaient les Dahoméens eux-mêmes, « introduisait les fusils et la poudre au Dahomey ». Le contrôle du commerce était si crucial que le Dahomey laissait les fusils et la poudre pénétrer à l'intérieur, mais uniquement

(210) BOVILL, E. W., *Caravans of the Old Sahara*, Oxford, 1933, p. 254.

chez les peuples frontaliers qui avaient assuré le Dahomey de leur amitié en s'alliant avec lui. Duncan remarque que « les Mahis », peuple voisin vivant au Nord du Dahomey, « utilisaient l'arc et la flèche parce que le roi du Dahomey interdisait le passage à travers son royaume des armes à feu en provenance de la côte » (211).

Pourtant, le commerce avec les Européens d'Ouidah — condition pour ainsi dire indispensable de survie — entraînait en même temps la menace la plus grave pour la sécurité du Dahomey. Le Dahomey commerçait passivement et ne possédait lui-même aucune organisation de commerce actif à longue distance. S'il n'existe que peu de récits concernant des groupes de commerçants qui se seraient rendus à l'intérieur, leur pauvreté laisse supposer que le commerce actif constituait l'exception plutôt que la règle. Cependant, en tant que commerçant passif, dépendant pour son approvisionnement de ce que les autres lui apportaient des pays lointains, le Dahomey se trouvait exposé à tous les dangers qu'impliquait l'ouverture de ses portes aux étrangers. Sans une contre organisation commerciale chargée de régler les mouvements des étrangers et de leurs biens, conformément aux besoins de l'État, le Dahomey aurait été sans défense face à un double ennemi : ses voisins hostiles et les étrangers venus faire du commerce.

C'est là que réside l'explication de la politique dahoméenne vis-à-vis d'Ouidah. Tant que le Dahomey fut assuré de son accès au port d'Ouidah, il se contenta de laisser celui-ci aux mains de ses habitants. Il semble que les commerçants dahoméens aient eu l'habitude de se rendre librement à Ouidah pendant un certain temps avant que la ville ne fût conquise par le Dahomey en 1727 (212). Ceci permettait au Dahomey de se procurer les biens essentiels et cependant de rester à l'écart des étrangers dans sa retraite de l'intérieur.

Quelle raison poussa alors le Dahomey à changer de politique et à prendre Ouidah par la force en 1727 ?

Cette question fit l'objet d'une importante controverse entre les Européens témoins de l'événement. Norris, pour qui les intérêts commerciaux du Dahomey constituaient le facteur déterminant, commentait la conquête en ces termes :

« Je connaissais beaucoup de vieux habitants d'Ouidah, de même que des Dahoméens qui étaient présents lorsque Trudo attaqua ce royaume. Ils attribuaient son entreprise au seul désir d'étendre ses possessions et de jouir en priorité des biens qu'il avait coutume d'acheter aux habitants d'Ouidah » (213).

Herskovits, suivant cette interprétation, affirme que

« la principale raison qui incita Agadja (214) à conquérir la voie qui conduisait au littoral était que [...] le transfert des biens à travers les royaumes d'Ouidah et d'Allada opérerait un prélèvement important sur les gains qu'il acquerrait par la vente des esclaves et augmentait énormément le prix des biens européens qu'il recevait en échange des esclaves » (215).

Il ajoute que la conquête d'Ouidah

« acquit à Agadja le droit de vendre ses esclaves directement aux capitaines des vaisseaux

(211) DUNCAN, John, *Travels in Western Africa*, II, 11-2, Londres, 1847.

(212) SNELGRAVE, à qui le roi du Dahomey avait accordé une audience aussitôt après la prise d'Ouidah par ses armées, rencontra un fonctionnaire royal du nom de Zunglar. Cf. *A New Account of Some Parts of Guinea*, Londres, 1734.

(213) NORRIS, Robert, *Memoirs of the Reign of Bossa Ahadee, King of Dahomey*, XIII-XIV, Londres, 1789.

(214) Troisième successeur du fondateur d'Abomey.

(215) HERSKOVITS, *op. cit.*, I, 109.

négriers qui faisaient escale au port, et d'obtenir les produits européens qu'il appréciait tant, sans payer de droits à une puissance intermédiaire » (216).

Ces interprétations correspondent à peine aux faits. Quels qu'aient été leurs divers modes d'explication, les témoins contemporains s'accordaient sur les faits, et le plus significatif de ces faits était que le roi d'Ouidah avait fermé le port aux commerçants dahoméens. Norris écrit que le roi du Dahomey, Trudo,

« avait sollicité du roi d'Ouidah l'autorisation de traverser librement son pays afin de se rendre à la côte dans un but commercial, tout en acceptant de payer les droits de douane habituels sur les esclaves exportés ; le roi d'Ouidah lui ayant opposé un refus catégorique, Trudo décida de parvenir à son but par la force des armes » (217).

De même, Snelgrave confirme que le Dahomey

« envoya un ambassadeur au roi d'Ouidah afin de solliciter, pour son commerce, le libre accès à la côte et offrit de lui payer les droits de douane habituels sur les Nègres exportés ; ayant essuyé un refus, il résolut de se venger quand l'occasion s'en présenterait ».

En outre, le roi d'Ouidah, après avoir opposé un refus à la demande du Dahomey, dit à Snelgrave que

« si le roi du Dahomey se proposait d'envahir son territoire, il ne le traiterait pas, une fois prisonnier, selon leur coutume, c'est-à-dire en lui coupant la tête, mais il le garderait comme esclave et lui ferait accomplir les plus viles besognes » (218).

Atkins suggère que le Dahomey fit l'objet d'autres provocations :

« Le roi du Dahomey décida probablement d'entreprendre sa conquête avec l'idée généreuse de libérer son peuple et les peuples des pays voisins de ces guerres cruelles et de l'esclavage qui leur étaient continuellement imposés par ces serpents (les habitants d'Ouidah) et le roi d'Allada [...] Son ressentiment à leur égard avait été exaspéré d'abord par les pillages et les enlèvements d'êtres humains qu'ils opéraient à l'intérieur de ses possessions et ensuite par le mépris que le roi d'Ouidah lui avait témoigné » (219).

Il ne s'agissait donc pas, pour le Dahomey, de tenter de se soustraire au paiement des taxes sur le commerce, puisque le roi proposait de verser à Ouidah « les droits de douane habituels sur les Nègres exportés ». En fait, le premier geste du Dahomey, lorsqu'il eut conquis Ouidah, fut de diminuer de moitié les droits de douane précédemment fixés par le roi d'Ouidah (220). Il s'agissait plutôt d'un problème de sécurité de première importance. Le Dahomey s'était vu refuser l'accès à la côte et donc la possibilité de se procurer des armes à feu. Quant à l'insulte publique proférée par le roi d'Ouidah à son endroit, elle ne pouvait être passée sous silence sans grave préjudice pour la situation du Dahomey. Nous pouvons en outre rappeler qu'à cette époque, le Dahomey subissait une forte pression de la part de l'État d'Oyo qui l'avait une première fois envahi et qu'il vivait dans la crainte d'une nouvelle invasion. En fait, il paraît vraisemblable que la prise d'Ouidah était considérée par le Dahomey comme une mesure à l'encontre d'Oyo. Selon Snelgrave, lors de la première invasion par l'État d'Oyo, les Dahoméens s'étaient « redonnés du courage en pensant » qu'en cas de seconde invasion

(216) *Ibid.*, I, 17.

(217) NORRIS, X.

(218) SNELGRAVE, *op. cit.*, p. 5-6.

(219) ATKINS, John, *A Voyage to Guinea*, p. 120, Londres, 1735.

(220) SNELGRAVE, *op. cit.*, p. 64.

« ils sauveraient peut-être leurs vies en fuyant vers le littoral où les combattants d'Oyo ne pourraient les suivre. En effet, ceux-ci avaient pour fétiche national la mer et il leur était interdit par leurs prêtres de jamais la voir sous peine de mort » (221).

Il se pourrait donc bien qu'un débouché sur la mer ait été considéré comme une issue de secours en cas de pression d'Oyo. Les lagunes de la côte tropicale étaient le dernier refuge des « fugitifs ».

En de semblables circonstances, seule la prise d'Ouidah pouvait assurer au Dahomey l'accès à la côte et garantir la neutralité du lieu de commerce. Les difficultés rencontrées par la suite pour conserver le port soulignent la nécessité et l'urgence d'une telle entreprise. Les intrigues des peuples du littoral, stimulées de façon intermittente par divers gouverneurs européens, furent pendant un temps, pour le Dahomey, une menace sans cesse renouvelée pour son contrôle du commerce — d'autant plus qu'Oyo cherchait également à établir des relations commerciales avec la côte. Toujours est-il qu'à la fin du siècle, Oyo avait réussi à soustraire au contrôle du Dahomey le royaume voisin d'Allada et son port, Jakin ou Porto Novo, si bien qu'Oyo était en mesure de bloquer entièrement la côte à moins que le Dahomey ne fût assuré de la possession de son propre port. La menace était très réelle. Dalzel écrit entre autres :

« Le roi d'Allada [...] mit fin à toutes communications avec Ouidah. On ne vit plus les messagers de Porto Novo aux postes de douane du roi du Dahomey et les commerçants dahoméens qui avaient coutume de visiter Allada librement se virent refuser cette liberté » (222).

Lorsque le Dahomey protesta et envoya même une expédition contre Porto Novo, le roi d'Oyo l'avertit qu'il devait se garder d'entreprendre d'autres offensives contre Allada car « Allada était la calebasse d'Oyo et personne d'autre que lui n'avait le droit d'y manger » (223).

Donc, loin de regarder Ouidah comme une source de profit commercial, le Dahomey considérait l'acquisition d'Ouidah comme une mesure de sécurité. Face à Ouidah, les Dahoméens adoptèrent l'attitude d'un peuple de l'intérieur qui déteste le littoral corrompu par les étrangers, de même que ses activités cosmopolites, mais qui se voit contraint de maintenir le contact pour des raisons militaires majeures. En bref, le port de commerce était une nécessité, non une source de profit.

Seule cette interprétation s'accorde avec le fait souvent rapporté, à savoir que le Dahomey offrit plus d'une fois de céder Ouidah aux Anglais. Le compte rendu le plus complet de ces négociations nous est donné par Duncan à qui le roi

« exprima son désir sincère d'abandonner Ouidah au Gouvernement anglais avec pleins pouvoirs pour y faire appliquer nos propres lois et coutumes [...] ; nous fournir toute l'aide et la protection nécessaires et nous procurer au voisinage de la colonie la quantité de terrain dont nous pourrions avoir besoin pour cultiver » (224).

Rien ne pourrait montrer plus nettement que cette proposition de transfert d'Ouidah à la couronne anglaise que les intérêts du Dahomey dans ce port n'étaient pas d'ordre commercial. En outre, cette proposition conduisait le roi à abolir de façon explicite la traite des esclaves. « Quand nous (c'est-à-dire

les Anglais) serions en possession d'Ouidah », dit encore le roi à Duncan, « nous pourrions prendre une décision en ce qui concerne le commerce des esclaves ; et nous pourrions, avec beaucoup plus d'opportunité que lui, exercer notre autorité pour empêcher le trafic des esclaves ». De plus, « il disait qu'il accepterait volontiers et qu'il serait très heureux de conclure avec le Gouvernement anglais un accord raisonnable pour l'abolition de l'esclavage et l'établissement d'un autre commerce » (225).

Le roi était évidemment soucieux de remettre le port de commerce entre les mains d'un pouvoir particulièrement puissant. « Il avait, disait-il, refusé de donner Ouidah au Prince de Joinville, en affirmant qu'il était déterminé à ne traiter qu'avec la Reine d'Angleterre, la plus grande de tous les souverains blancs » (226). Le port de commerce devait être entre les mains d'un pouvoir assez puissant pour garantir sa neutralité même face aux autres pouvoirs, entre les mains d'un pouvoir ami du Dahomey dont il s'engageait par traité à respecter les intérêts. Cela aurait été une solution à l'ennuyeux problème du port de commerce. Il ne fait aucun doute que le roi préférerait cette solution à la possession permanente du port par le Dahomey.

Cette proposition, aussi surprenante qu'elle puisse paraître, représente la politique dahoméenne à son point culminant. Duncan rapporte qu'à la fin de la discussion avec le roi, celui-ci « me dicta, pour le Secrétaire d'État aux Colonies, une lettre dans laquelle il cédait formellement Ouidah au Gouvernement anglais [...] et, lorsqu'il la jugea satisfaisante, il tint la partie supérieure de la plume tandis que je signalais son nom » (227).

D'ailleurs, quelque vingt ans plus tard, en 1863, le commandant Wilmot qui rencontra le roi, note « les dispositions amicales manifestées par le roi à l'égard des Anglais » et il cite les propos du monarque :

« Dorénavant, le Roi du Dahomey et la Reine d'Angleterre ne font qu'un ; vous tiendrez la queue du royaume et je prendrai la tête, indiquant par là que nous jouirions de la possession d'Ouidah à des fins commerciales et que nous lui fournirions tout ce dont il aurait besoin » (228).

Donc, pour le Dahomey, la guerre et les échanges n'avaient pas une signification commerciale, mais représentaient les conditions de sa survie. C'est uniquement de cette façon que l'on peut comprendre l'économie et la société. Interpréter de façon erronée la guerre et les échanges comme des activités essentiellement commerciales, c'est déformer, au point de les défigurer, les organes et les techniques que le Dahomey développa pour faire face aux conditions d'existence imposées par son environnement.

8.2 Le contrôle lointain d'Ouidah

La création d'un port de commerce à Ouidah résolvait, pour le Dahomey, un problème qui aurait pu paraître insoluble. C'était le dilemme d'Aristote au sujet du Pirée en bien plus compliqué (229). Si la neutralité exigeait le droit d'accès au port de commerce pour tous ceux qui y venaient, elle requerrait

(225) et (226) *Ibid.*, 269-70.

(227) *Ibid.*, 270-1.

(228) BURTON, Richard F., *A Mission to Gelele, King of Dahomey*, II, 361, Londres, 1864.

(229) Une telle pratique était exigée par l'intérêt majeur que représentaient les importations (ARISTOTE, *Pol.*, livre 6).

(221) *Ibid.*, p. 58-9.

(222) DALZEL, Archibald, *The History of Dahomey*, p. 207, Londres, 1793.

(223) *Ibid.*, p. 196.

(224) DUNCAN, *op. cit.*, II, 268-9.

aussi l'isolement de ce port ; autrement, comment empêcher les étrangers, Européens et Africains, d'intriguer contre le Dahomey et de s'ingérer dans ses affaires ? En même temps, l'isolement ne pouvait être synonyme d'une politique de « n'y touchez pas ». Une main forte s'avérait nécessaire à Ouidah pour tenir en laisse la population flottante d'une ville portuaire et pour l'obliger à respecter la vie et la propriété afin que le commerce puisse s'effectuer en sécurité. Et pourtant, comment le Dahomey, avec sa suprématie indifférente pour le commerce maritime et tout ce qui le concerne, pourrait-il exercer une forte autorité dans le port et l'administrer de façon efficace sans déplacer l'axe même de son existence ?

Le dilemme se révélait d'autant plus complexe que le commerce et la guerre posaient des conditions incompatibles les unes avec les autres et que pourtant ils étaient tous les deux indispensables à la survie du Dahomey. En dehors de la paix, un commerce régulier devenait impossible ; pourtant la guerre n'était pas moins nécessaire puisqu'elle fournissait les captifs sans lesquels le Dahomey ne pouvait faire de commerce. Les commentaires de Snelgrave et de Barbot, ces deux commerçants habitués du Golfe de Guinée, nous révèlent un aspect du problème. Snelgrave observe que pendant la période immédiatement postérieure à la conquête d'Ouidah par le Dahomey, « le commerce [...] est presque ruiné ; en effet, les peuples éloignés de l'intérieur n'ont plus comme auparavant de marchés pour y mener leurs esclaves, et comme les Dahoméens ne pratiquent d'autre commerce que celui de la guerre, les Nègres conduits au port pour y être vendus aux Européens sont peu nombreux ». Cette guerre entre le Dahomey et Ouidah avait non seulement désorganisé les circuits habituels du commerce et fermé les itinéraires commerciaux, mais elle avait également entraîné une « grande perturbation parmi les habitants des pays voisins qui avaient coutume de commercer régulièrement avec les peuples éloignés de l'intérieur » (230). Il paraît évident que le commerce ne pouvait s'exercer dans ces circonstances troublées. D'autre part, la paix pouvait être également source de perturbation pour le commerce en ce sens qu'elle supprimait l'approvisionnement en esclaves. Comme Barbot s'en plaint : « Au cours de l'année 1682, je ne pus me procurer que quelques esclaves, car il régnait à ce moment-là une paix presque générale parmi les Noirs du littoral » (231). Sans aucun doute, il fallait que le Dahomey trouve une manière de séparer la guerre et le commerce de sorte qu'Ouidah puisse recevoir son approvisionnement sans que les commerçants se voient entraînés dans des aventures militaires et sans que la paix du port de commerce soit perturbée.

Il est donc peu surprenant que le Dahomey ait désiré se débarrasser complètement du problème d'Ouidah. Cette attitude explique, comme nous l'avons vu, les offres répétées des rois du Dahomey de céder Ouidah aux Anglais et d'être ainsi libérés de la responsabilité de son administration. Il est certainement remarquable qu'aucun roi du Dahomey n'ait jamais mis les pieds à Ouidah, dont la conquête s'effectua alors que le roi demeurait dans un campement militaire à quelques kilomètres à l'extérieur de la ville. Ouidah vivait en marge de la société dahoméenne et ses habitants étaient un kyste dans la vie politique. A maintes reprises, le roi manifesta son mépris à l'égard de ces gens du littoral — peuple de race différente qui pratiquait une religion étrange et qui, de plus, était corrompu par le commerce avec

(230) SNELGRAVE, *op. cit.*, p. 130 et 136.

(231) BARBOT, John, A., *A Description of the Coasts of North and South Guinea*, p. 261, Londres, 1732.

l'étranger (232). Norris, qui plaida auprès du roi pour que fût épargnée la vie des habitants d'Ouidah pris par les Dahoméens lors de l'attaque de la ville, s'entendit répliquer par le roi que

« ce serait donner le mauvais exemple et conserver dans le pays des gens qui pourraient tenir des propos séditeux ; que son gouvernement revêtait une forme particulière et que ces étrangers pourraient indisposer ses sujets à son égard et leur communiquer des sentiments incompatibles avec ce type de gouvernement » (233).

Et Duncan, en partant pour les montagnes Kong, s'aperçut que ses porteurs originaires d'Ouidah avaient été placés sous les ordres du capitaine dahoméen de la garde à qui le roi avait donné « la consigne stricte de les surveiller étroitement en raison de leur propension au vol ».

Pourtant le problème d'Ouidah était inévitable. Le commerce était essentiel au Dahomey et l'hostilité des habitants d'Ouidah ne laissait d'autre alternative que de s'emparer du port. Les conflits d'intérêts se trouvèrent résolus par une administration indirecte du port, système lointain de contrôle pour ainsi dire, qui protégeait le commerce, tout en maintenant, par rapport au commerce et aux commerçants, un espace de sécurité.

8.3 Une enclave étrangère

La possibilité de commercer accordée à tous les Européens était la caractéristique distinctive du port de commerce. C'était une enclave étrangère. Contrairement aux comptoirs commerciaux des compagnies européennes qui tentaient d'évincer les intrus, Ouidah « était un port franc pratiquant la traite des esclaves pour toute la côte de Guinée » (234). Alors que les Français, les Portugais et les Anglais entretenaient en permanence des factoreries à Ouidah, le roi avait donné l'autorisation de commercer à tous les bateaux : « Chaque navire qui arrive ici pour faire le commerce ouvre une factorerie et fait ses affaires lui-même. Pour ce privilège, il paie au roi [...] » (235). Cette politique de « libre-échange » semblait servir l'avantage commercial du Dahomey ; cependant les intérêts en jeu s'avéraient bien supérieurs. Concéder des privilèges exclusifs à une seule nation européenne comportait des risques graves, comme le suggèrent les remarques de Barbot à propos de Bissau :

« J'avais noté le droit octroyé aux Portugais par le roi noir de Bissau de s'installer et de commercer, à l'exclusion de tous les autres Européens ; mais peu de temps après, les indigènes, s'apercevant que les Portugais avaient construit une forteresse avec huit canons, s'opposèrent au dessein de ceux-ci d'accaparer la totalité du commerce de leur île et l'ouvrirent à tous les étrangers qui fréquentaient leurs ports. Qui pouvait y pratiquer son commerce sans redouter les avanies et avec toute la sécurité souhaitable si ces ports n'en offraient aucune ? » (236).

Ouvrir le port à tous les arrivants était donc la seule solution pour maintenir la paix et éviter les rivalités commerciales désastreuses entre Européens, rivalités qui, en d'autres points de la côte où les Européens s'étaient installés,

(232) Après la conquête d'Ouidah par le Dahomey, les habitants de cette ville eurent, dans l'Empire dahoméen, le statut de métèques. Cf. sur ce sujet ARISTOTE, *Pol.*, 1327 a, 11.

(233) NORRIS, *op. cit.*, p. 135.

(234) SNELGRAVE, *op. cit.*, p. 2-3.

(235) ISERT, Paul E., *Voyages en Guinée et dans les Iles Caraïbes en Amérique*, p. 134-5, Paris, 1793.

(236) BARBOT, *op. cit.*, p. 428.

avaient ruiné le commerce et entraîné les indigènes dans des guerres sanglantes (237). En ce qui concernait les intérêts stratégiques et politiques du Dahomey, il fallait que la neutralité du port soit assurée et le Dahomey rechercha la sécurité dans le nombre.

La position d'Ouidah en retrait par rapport au littoral permettait de réglementer le commerce plus efficacement qu'en certains autres lieux de la côte de Guinée où le commerce s'effectuait dans les comptoirs côtiers des compagnies jouissant de chartes, ou bien à bord des navires.

Dès qu'elles apercevaient un vaisseau au large d'Ouidah, les autorités du port entraient en action. Aussitôt que les bateaux arrivaient dans la rade, on envoyait de la ville des porteurs pour aider au débarquement. En raison d'une barre dangereuse, il était impossible de décharger des biens ou des hommes sans être aidé et les commerçants ne pouvaient faire aucun mouvement sans attirer l'attention générale. A l'arrivée de chaque bateau, le vice-roi, les nobles de la ville et leur escorte armée allaient officiellement accueillir les commerçants au célèbre lieu de réception, dit l'« Arbre du Capitaine », à l'extérieur de la ville. Comme Ouidah se trouvait à quelque trois kilomètres de la plage, les biens étaient passagèrement entreposés sur celle-ci dans des bâtiments à cet effet, puis les autorités nommaient des porteurs chargés de transporter ces biens vers l'intérieur, jusqu'aux factoreries ou aux autres endroits de la ville réservés aux étrangers. Le portage était entièrement aux mains des indigènes et aucun bien ne pouvait être dirigé vers l'intérieur avant que n'aient été négociées avec les autorités les modalités du commerce. « Une fois que le roi et les agents s'étaient mis d'accord sur la réglementation », dit Barbot, « les biens étaient descendus à terre et transportés à dos d'homme jusqu'au comptoir français » (238). Durant le séjour des commerçants dans la ville, les « chefs » des indigènes qui avaient la disposition de la main-d'œuvre leur procuraient des domestiques, des porteurs et d'autres commis. Le marché local d'Ouidah alimentait en vivres frais le menu quotidien des équipages ; en d'autres endroits de la côte, les marchés assuraient également l'approvisionnement en vivres, ou bien, et c'était souvent le cas, ceux-ci étaient fournis aux commerçants par les indigènes en vertu d'accords conventionnels.

Ces facilités matérielles accordées aux étrangers par l'autorité du port servaient un double but : sauvegarder la personne et la propriété du commerçant et en même temps faire disparaître pratiquement toute possibilité d'échapper aux réglementations.

Ouidah était administrée comme une « ville de Blancs », séparée du Dahomey proprement dit et soumise à l'autorité juridique de fonctionnaires qui y résidaient. L'administration immédiate reposait entre les mains du vice-roi d'Ouidah nommé par le roi — le yevogan ou le « Capitaine des Blancs » (ce titre remontait à la période prédahoméenne). Conformément à la politique habituelle du Dahomey vis-à-vis des territoires intégrés à son royaume, Ouidah put conserver beaucoup de ses anciennes coutumes, y compris le culte autochtone rendu au serpent, et les traditions administratives en vigueur sous le gouvernement autonome d'Ouidah se perpétuèrent sous le régime dahoméen. Cependant, le personnel administratif fut remplacé, car les habitants d'Ouidah s'étaient opposés à l'autorité dahoméenne. En d'autres cas où la soumission au Dahomey s'était faite volontairement, les dirigeants locaux avaient pu

(237) La politique traditionnelle des peuples commerçants est d'être en paix avec tout le monde.

(238) BARBOT, *op. cit.*, p. 326.

continuer à exercer leur pouvoir. Le vice-roi et ses assistants réglaient les affaires d'Ouidah, tandis que le chacha et les autres fonctionnaires du commerce nommés par le roi exerçaient leur surveillance sur les échanges.

Les Européens jouissaient à Ouidah de privilèges extra-territoriaux. Chacune des factoreries européennes, avec sa colonie indigène alentour, formait un quartier séparé d'Ouidah. Chaque quartier avait son propre gouverneur, habituellement de nationalité européenne, bien que sous la surveillance générale du vice-roi d'Ouidah. Les indigènes de la colonie environnante étaient mis au service des Européens. A l'époque de Burton, il existait quatre quartiers d'étrangers : la ville française, la ville brésilienne, la ville anglaise et la ville portugaise (239).

Les commerçants européens à Ouidah étaient les « hommes du roi » et leurs factoreries les « Maisons du Roi », de sorte que tout délit commis contre la personne des commerçants ou leurs lieux de commerce était un délit contre le monarque lui-même. Un indigène surpris en train de les voler était mis à mort. Si le roi « était mis au courant d'un vol quelconque commis à l'égard d'un Blanc, le voleur y perdait certainement sa tête », remarque Duncan, qui ajoute cependant que « le roi du Dahomey ne souhaitait pas intervenir dans les affaires des Blancs et les marchands étaient trop humains pour solliciter l'intervention du roi », de sorte que la loi pouvait ne pas être strictement appliquée (240). Les Européens jouissaient du droit de pratiquer leur propre religion, mais les factoreries étaient protégées par les fétiches indigènes. Burton observait que le fort anglais avait deux fétiches appelés les « défenseurs des Blancs » (241). Alors que Burton s'offusquait de ce que des cérémonies fétichistes indigènes aient lieu dans la factorerie, il est évident que le fétiche conférait un cachet sacré à la paix du lieu de commerce. Le but recherché était le même que celui d'Alexandre le Grand, lorsqu'il demanda à Cléomène de construire deux temples à Héphestion divinisé aux confins de la future Alexandrie qui allait devenir le port de commerce de l'œcoumène hellène.

Ouidah jouissait d'une grande autonomie tant que la loi y était respectée. Le roi intervenait rarement dans l'administration locale ; cependant, si un mauvais rapport parvenait à la capitale, un messenger royal se rendait *sine die* à la ville, au grand affolement des autorités locales. Tandis que le vice-roi était « juge et jury » à Ouidah, le roi seul détenait le pouvoir de vie et de mort, et tous les cas qui entraînaient la peine de mort étaient portés devant la cour royale d'Abomey. Les deux groupes de fonctionnaires que l'on rencontrait à Ouidah, comme dans tout le Dahomey, permettaient de contrôler les extensions illégitimes de pouvoir. Le chacha et les superintendants du commerce « assistaient à toutes les assemblées », dit Forbes, « rendaient compte directement au roi de toute atteinte aux prérogatives royales » et jouaient le rôle « d'espions politiques » à l'égard du vice-roi et de l'administration locale (242).

Les Européens vquaient à leurs affaires en paix aussi longtemps qu'ils ne violaient pas les réglementations, mais la justice du roi punissait rapidement ceux qui enfreignaient la loi. Par deux fois les gouverneurs des forts français furent expulsés d'Ouidah, en un cas « sous l'accusation de vente d'articles de contrebande aux ennemis du Dahomey », et, sous le règne de Trudo, le

(239) BURTON, *op. cit.*, I, 64-5.

(240) DUNCAN, *op. cit.*, I, 198.

(241) BURTON, *op. cit.*, I, 64.

(242) FORBES, Frederick E., *Dahomey and the Dahomans*, I, 11, Londres, 1851.

gouverneur du fort anglais fut mis à mort par le roi pour insulte au Dahomey (243).

La justice royale, si sévère qu'elle fût, faisait efficacement régner la loi et l'ordre. Avant la conquête dahoméenne d'Ouidah, les commerçants européens s'étaient souvent plaints des «abus des puissants» et des vols des indigènes, tandis que pour le peuple d'Ouidah, comme pour l'ensemble du royaume, le roi représentait le seul recours contre l'oppression des nobles autochtones ou des Européens. Lors de sa première rencontre avec le roi du Dahomey, aussitôt après la conquête d'Ouidah, Snelgrave fit valoir au roi que

«la meilleure façon de faire prospérer le commerce était de mettre en place un système de douanes simple et de nous protéger contre les vols des indigènes et les abus des puissants, ce que ne faisait pas le roi d'Ouidah et qui portait gravement préjudice au commerce. Car le mauvais traitement que les Européens avaient récemment subi de sa part et de la part de son peuple les avait incités à envoyer moins de bateaux qu'auparavant».

Le roi répondit avec sympathie et compréhension qu'

«il avait l'intention de faire prospérer le commerce et que je pouvais me fier à lui, qu'il empêcherait tous les abus et les vols et qu'il protégerait les Européens qui viendraient dans son pays» (244).

Duncan témoigne de la justice royale lorsqu'il remarque :

«Durant mon séjour à Abomey, personne ne m'a jamais demandé quoi que ce soit, même pas un objet de valeur insignifiante, je n'ai rien perdu, sinon ce que m'ont volé mes gens de la côte. Les lois dahoméennes sont certainement sévères, mais elles produisent l'effet désiré» (245).

L'histoire de Tanga, vice-roi d'Ouidah, que nous rapporte Norris (246) illustre la nécessité de ces garanties pour la sécurité du royaume et la réalité de l'oppression exercée par les nobles parvenus de la ville. Tanga, nommé à son poste par le roi, était ambitieux et cherchait à devenir roi d'Ouidah. Il s'entoura d'un nombre important de personnes qu'il s'attacha par sa libéralité et par la protection qu'il leur accordait lorsqu'elles enfreignaient les lois royales. Norris ajoute aussi que «ses abus d'autorité le rendirent odieux à la garnison du fort». Les gouverneurs européens d'Ouidah, qui se rendaient à Abomey afin d'y remettre au roi une protestation contre les exactions du vice-roi, furent interceptés par Tanga et emprisonnés. En apprenant la tentative de Tanga pour s'emparer du fort anglais par stratagème, le roi déclara que c'était un traître, mit sa tête à prix et dépêcha ses troupes à son rencontre. Assiégé dans la maison qu'il avait fortifiée pour s'opposer aux troupes du roi, et entouré par ses centaines de femmes et les gens dont il s'était assuré la fidélité par sa prodigalité, Tanga trouva finalement la mort.

8.4 Un commerce officiel régi par traités

A Ouidah, avant la conquête dahoméenne, devaient être négociés avec le roi aussi bien les prix que les modalités d'une transaction avant que celle-ci ne puisse avoir lieu. Le roi, nous dit Barbot, «fixe le prix de toutes les espèces

de biens européens, de même que le prix des esclaves, qui doivent être appliqués entre ses sujets et les étrangers ; donc aucun Européen ne peut aller commercer là sans lui présenter ses respects avant que de prétendre acheter ou vendre». Une fois l'accord sur les conditions réalisé et les droits royaux payés, «l'agent a toute liberté de commercer, ce que proclame à travers tout le pays le crieur du roi», nous dit Barbot (247). Sous le gouvernement dahoméen, les mêmes principes étaient appliqués, mais des réglementations administratives générales remplaçaient la négociation de traités séparés. Les équivalences étaient fixées par la loi et appliquées par les fonctionnaires du roi qui résidaient à Ouidah. Selon Forbes :

«Le chacha est le principal agent du roi en matière de commerce et tout commerce doit lui être soumis, qu'il s'agisse d'esclaves ou d'huile de palme, pour qu'il puisse ou non donner son consentement. Le prix est fixé par la loi, il peut le modifier si le vice-roi et six commerçants ou superintendants du commerce, nommés par le roi, sont d'accord [...]. L'un ou l'autre de ceux-ci doit assister à toutes les ventes pour prélever les redevances au roi» (248).

Cette administration indirecte d'Ouidah fournissait les garanties nécessaires au commerce en même temps qu'elle servait à isoler Ouidah et ses affaires du Dahomey proprement dit. La politique d'isolement était encore renforcée par une série de mesures qui fermaient l'intérieur du pays aux étrangers et à leur commerce et plaçaient l'organisation du commerce intérieur entre les seules mains du Dahomey.

Des considérations semblables à celles mentionnées pour le royaume voisin d'Allada guidaient la politique dahoméenne qui consistait à imposer des restrictions rigoureuses aux mouvements des commerçants européens. Barbot note à propos d'Allada.

«[...] nous ne voyageons généralement que la nuit, à moins que nous ne soyons accompagnés du prince ou de quelques très importants notables de la cour, auquel cas nous pouvons voyager le jour ; mais les politiciens noirs nous conduisent alors le long de routes détournées et jamais à travers une ville ou un village [...] ils prétendent qu'ils agissent ainsi sur ordre rigoureux du gouvernement, de sorte qu'aucun étranger ne puisse observer la configuration du pays, ni la nature ou la situation des lieux» (249).

Les commerçants étaient évidemment toujours considérés comme des espions, et c'était un procédé courant pour un roi indigène qui envisageait d'effectuer une opération militaire que d'envoyer en territoire ennemi des espions déguisés en marchands. Cependant, même sans ces précautions stratégiques, les Européens ne pouvaient pénétrer très loin à l'intérieur. A propos de la Côte de l'Or, Barbot écrit :

«Aucun Européen habitant le littoral ne s'est jamais aventuré loin à l'intérieur [...] ce que nous en savons nous le devons aux plus intelligents des Noirs, particulièrement en ce qui concerne les pays les plus éloignés, car il est extraordinairement difficile et dangereux, sinon complètement impossible, pour les Européens, de s'aventurer aussi loin dans des pays tout à fait sauvages» (250).

Quant à Ouidah, on ne pouvait en sortir sans la permission des autorités. Le long des lagunes qui entouraient la ville, se trouvaient des passeurs, comme le raconte Duncan,

«pour vérifier tous les laissez-passer ou les permis accordés par le ministre du roi à

(243) DALZEL, *op. cit.*, p. 228-9, 58.

(244) SNEGRAVE, *op. cit.*, p. 60 et suiv.

(245) DUNCAN, *op. cit.*, II, 276.

(246) NORRIS, *op. cit.*, p. 40 et suiv.

(247) BARBOT, *op. cit.*, p. 326.

(248) FORBES, *op. cit.*, I, 110-1.

(249) BARBOT, *op. cit.*, p. 351.

(250) *Ibid.*, p. 186.

Ouidah aux personnes qui quittaient le port, et sur lesquels était spécifié le nombre de ceux qui désiraient se rendre par bateau en un autre lieu de la lagune » (251).

L'efficacité du système était remarquable ; un jour, tout un groupe dut rebrousser chemin parce qu'il comptait *une* personne qui n'avait pas l'autorisation du vice-roi. Les Européens ne pouvaient pénétrer à l'intérieur qu'avec la permission du roi. « Je dis permission », remarque Forbes, « car c'est bien de cela qu'il s'agit, puisqu'on ne peut circuler au Dahomey sans un sauf-conduit sous forme de récade message ». Cette permission était habituellement accordée en des occasions officielles, par exemple lorsque les Européens étaient invités à se rendre à Abomey pour les coutumes annuelles. Tous les voyageurs se déplaçaient sous escorte fournie par le roi et sous la protection de la « récade royale » (252). En tant qu'« étrangers du roi », ils étaient isolés de la population locale et hébergés en des lieux réservés aux voyageurs le long de la route d'Abomey. Il y avait évidemment une autre raison à ces mesures de sécurité qui entouraient le voyageur. En tant qu'étranger, il se trouvait sous la protection du roi et un accident aurait été fatal, comme le suggère Burton :

« Feu le roi avait relâché l'habituelle sévérité dahoméenne en matière de circulation et il avait donné des escortes au Docteur Dickson [...] et à Monsieur Duncan [...]. Son fils au contraire a fermé toutes les routes [...]. Il a promis qu'à mon retour, je me rendrais dans les montagnes ; il a plaidé le manque de temps et de soldats, et pour me consoler il a prétendu que j'étais un personnage trop important pour qu'on risque ma vie en brousse. Il ne s'agissait pas tout à fait de « boniments » : tout accident survenu à « l'étranger du roi » serait considéré comme un événement fâcheux et funeste » (253).

Si, par mesure de sécurité, l'intérieur du pays était fermé aux Européens, de semblables considérations inspiraient les restrictions imposées aux mouvements des commerçants indigènes des États voisins. Alors que le roi d'Ouidah à l'époque pré-dahoméenne avait ouvert le port aux Mahis, aux Nagos, aux commerçants d'Oyo et à ceux des pays de l'intérieur, le Dahomey prit apparemment le contre-pied de cette politique. Sous le régime dahoméen, ces commerçants de l'intérieur se virent refuser le passage à travers le territoire dahoméen et l'accès au port, tandis que les Européens d'Ouidah ne pouvaient commercer directement qu'avec les Dahoméens eux-mêmes. Snelgrave, qui visita Ouidah immédiatement après sa conquête par le Dahomey, observait : « Les peuples éloignés de l'intérieur n'ont plus comme auparavant de marchés pour y mener leurs esclaves » (254). Et Norris remarque que les Mahis et les autres commerçants de l'intérieur vendent leurs esclaves « aux agents du Dahomey » (255). La relation que fait Dalzel des agissements d'Adahoonzou laisse entrevoir les raisons d'une telle politique :

« A la suite de l'échec de plusieurs expéditions, le roi se mit en tête que la responsabilité en incombait aux intrigues des étrangers qui résidaient dans ses possessions. Il ordonna donc de battre le gong pour avertir tous les étrangers, à l'exception de ceux d'Oyo, de quitter immédiatement le royaume, en alléguant que lorsqu'une expédition était sur pied, les étrangers communiquaient ses projets à l'ennemi. »

Une autre raison qui justifie ces mesures de précaution prises à l'encontre

(251) DUNCAN, *op. cit.*, I, 110-2.

(252) FORBES, *op. cit.*, II, 3. La récade est un bâton de commandement, symbole de l'autorité du roi.

(253) BURTON, *op. cit.*, II, 265-6.

(254) SNELGRAVE, *op. cit.*, p. 130.

(255) NORRIS, *op. cit.*, p. 138.

des étrangers était évidemment le risque de voir tomber des armes entre leurs mains, « les fusils, la poudre et le fer dont le commerce était interdit aux étrangers au Dahomey ». A la suite du décret royal, ajoute Dalzel, « les Mahis, les Nagos et les autres marchands de l'intérieur [...] ne traversèrent plus les territoires dahoméens » (256).

L'intérieur était ainsi fermé à la fois aux commerçants indigènes habitant aux frontières du Dahomey et aux Européens d'Ouidah. Contrairement à ce qui se passait ailleurs, le Dahomey ne permettait pas aux Européens installés près de la côte d'envoyer des agents dans les lieux de commerce de l'intérieur ou même de rencontrer, comme cela se faisait sur la Côte de l'Or, les caravanes de commerçants venus de l'intérieur pour commercer sur le littoral. Les Européens étaient absolument tenus à l'écart du commerce qui se pratiquait au Dahomey proprement dit et toutes les relations commerciales directes avec les pays éloignés de l'intérieur leur étaient interdites. Ils ne pouvaient être directement en contact qu'avec les seuls commerçants dahoméens et ceci dans les limites du port d'Ouidah.

Par ces mesures, le Dahomey était coupé de l'étranger et détenait entièrement le contrôle de la circulation des biens commerciaux à l'intérieur du pays. Il est clair que cette ligne de conduite n'était pas dictée par des considérations de « profit monopoliste », mais par des intérêts politiques vitaux. Si nous considérons la nature des biens commercialisés au Dahomey, nous saisissons nettement l'intérêt politique qui déterminait cette ligne de conduite commerciale et rendait nécessaires les restrictions rigoureuses imposées aux mouvements des biens.

Les exportations du Dahomey se composaient d'esclaves et d'huile de palme ; cette dernière ne prit cependant de l'importance qu'avec le déclin du trafic des esclaves au XIX^e siècle. Dès lors que les esclaves étaient ou bien des prisonniers de guerre ou bien des criminels condamnés par la loi, ils représentaient une menace pour la sécurité intérieure et il était inconcevable qu'ils puissent circuler à travers le pays sans précautions suffisantes. Comme le disait en protestant le roi au gouverneur Abson : est-ce que ces ennemis doivent être laissés en liberté « pour couper la gorge de mes sujets » ? Les esclaves étaient en outre des biens réservés à l'élite, ce qui expliquait aussi les restrictions apportées à leurs déplacements. En principe, tous les esclaves appartenaient au roi, comme d'ailleurs tous les biens du Dahomey, et les sujets du roi ne détenaient des esclaves qu'avec son autorisation. La possession d'esclaves était un privilège accordé aux personnes de rang supérieur et le commerce des esclaves était une prérogative attachée au statut : « l'autorisation de commercer » dépendait en effet des dons d'esclaves que faisait le roi. En tant que biens réservés à l'élite, les esclaves revêtaient une grande signification politique. Le Dahomey payait un tribut en esclaves au roi d'Oyo et il arrivait fréquemment que le roi du Dahomey, par souci diplomatique de l'étiquette, offrît des esclaves aux émissaires étrangers en visite, de même qu'aux nobles de sa propre cour.

Du début à la fin, tout ce qui touchait au problème des esclaves faisait l'objet de contrôles méticuleux et les gens de l'extérieur s'en trouvaient absolument exclus. Les esclaves étaient du butin de guerre. L'opération se situait manifestement aux plus hauts niveaux de l'État et les étrangers n'y prenaient point part. Lorsque les esclaves étaient achetés à des marchands de l'intérieur, ils passaient immédiatement sous la garde du Dahomey, comme nous l'avons

(256) DALZEL, *op. cit.*, p. 213 et suiv.

vu. Toutes les cessions, tous les transferts d'esclaves faisaient l'objet d'une consignation publique. Les prisonniers de guerre étaient solennellement amenés au roi lors des coutumes annuelles, et on tenait les comptes en cauris des captifs présentés, après quoi le roi pouvait faire cérémonieusement don de quelques-uns de ces captifs aux nobles de sa cour ou aux soldats qui s'étaient distingués pendant le combat. Ces dons étaient des actes officiels immédiatement proclamés. Un témoin qui se trouvait présent, lorsque l'armée revint d'une campagne avec des prisonniers de guerre, raconte que :

« Aussitôt qu'on avait offert un esclave à quelqu'un, un officier le proclamait, et la foule qui, en grand nombre, attendait les sacrifices aux grilles du palais se faisait l'écho de la nouvelle » (257).

Ceux qui avaient reçu des esclaves de la main du roi ne pouvaient après cela en disposer qu'avec sa permission. Tandis que les cabécères qui conduisaient leurs propres armées en campagne avaient le droit de conserver les prisonniers capturés par leurs soldats, ils devaient « payer un droit nominal sur tous les esclaves de guerre lorsqu'ils les vendaient » (258). Cette taxe devait permettre de tenir les comptes et être en même temps une source de revenus pour le roi.

Lorsque les esclaves étaient transférés aux Européens à Ouidah, ce transfert faisait l'objet d'une surveillance rigoureuse. Le fait que les Européens soient confinés à Ouidah rendait le contrôle plus facile, dès lors que toutes les transactions entre indigènes et Européens ne pouvaient s'effectuer qu'au grand jour, dans les lieux de commerce autorisés des quartiers européens, et que le maniement des biens faisait l'objet d'une étroite vigilance. Voici comment les esclaves passaient des mains des indigènes à celles des Européens :

« A leur arrivée à Fida, les esclaves sont enfermés en prison, tous ensemble, et au moment où nous négocions leur achat, ils sont tous conduits dans une vaste plaine [...] Lorsque nous nous sommes mis d'accord avec les propriétaires des esclaves, ceux-ci sont remmenés à la prison, où ils demeurent à partir de ce moment-là à notre charge [...] si bien que pour éviter des frais, nous les faisons monter à bord des navires à la première occasion » (259).

Un siècle plus tard les procédés s'étaient quelque peu modifiés, mais les mesures de protection n'avaient rien perdu de leur rigueur :

« Les courtiers vont tous les matins par toute la ville demander à chaque négociant s'il lui est arrivé des esclaves. Ils le font savoir au facteur qui va avec eux, la mesure à la main, dans la maison de ces négociants noirs voir les esclaves, et s'ils lui conviennent, il les achète, donne une spécification des marchandises d'échange dont ils sont convenus et imprime sa marque à feu sur le corps des esclaves. Ceux-ci, s'ils ne sont point esclaves du roi, sont transportés dès le soir même au fort ou dans la factorerie ; mais si ce sont des Nègres du roi, ils doivent demeurer chez le marchand, jusqu'à ce qu'ils puissent être transportés de suite à bord » (260).

Du fait que le commerce se pratiquait uniquement en ces lieux déterminés et sous surveillance officielle, il est évident que les transactions privées « au coin d'une rue » demeuraient hors de question.

Quant aux importations, elles se trouvaient de la même manière soumises à l'intérêt public. La majeure partie des importations était constituée par

(257) Snelgrave, *op. cit.*, p. 39.

(258) Duncan, *op. cit.*, II, 263-4.

(259) Bosman, William, *A New and Accurate Description of the Coast of Guinea*, p. 363 et suiv., Londres, 1705.

(260) Isert, *op. cit.*, p. 136.

du matériel de guerre ou des biens réservés à l'élite et dont ne bénéficiaient que les dignitaires du royaume. Les étoffes, les ombrelles, les chaussures et les autres produits étrangers importés étaient considérés comme des attributs statutaires ; des mesures de protection spéciales entouraient la circulation de ces biens et des lois somptuaires en interdisaient la possession aux gens du peuple. Les fusils, la poudre, le fer et le corail ne pouvaient être vendus qu'au roi ou à ses fonctionnaires et le roi ne permettait pas le transit des armes à feu à travers son royaume afin d'empêcher que le matériel de guerre ne tombât aux mains de ses ennemis. Au premier abord, il peut sembler étrange que le corail soit inclus dans cette liste, mais c'était un bien précieux et certainement une sorte de gage, puisque les rois d'Oyo l'exigeaient du Dahomey en tribut. Dalzel raconte un incident où se trouva impliquée une commerçante d'Ouidah du nom de Paussie. Elle avait illégalement vendu du corail aux commerçants français (261), ce qui provoqua une crise diplomatique. Lorsque le roi d'Oyo l'apprit, il protesta officiellement auprès du roi du Dahomey. Il accusa le Dahomey de duperie, alléguant qu'il refusait de verser le tribut d'usage en corail sous le faux prétexte qu'aucun bateau n'en avait récemment apporté à Ouidah. Les messagers du roi s'emparèrent de Paussie qui fut conduite à Abomey pour y être punie comme traîtresse, sa résidence à Ouidah fut rasée et toutes ses possessions confisquées par le roi.

De même qu'ils étaient exclus de la chasse aux esclaves destinés à l'exportation, les étrangers ne participaient pas non plus au partage des biens importés. Le roi répartissait lui-même les étoffes, le rhum et les cauris importés lors des coutumes annuelles, et les hauts dignitaires du royaume en redistribuaient à leur suite à l'occasion de cérémonies. A travers le pays, les marchés locaux offraient aussi de petites quantités de biens importés à l'ensemble de la population. Le roi accordait à certains de ses fonctionnaires, comme un monopole, le droit de vendre les produits européens sur les marchés locaux. Duncan, qui fut le seul Européen à avoir jamais pu pénétrer au Dahomey et dans les pays limitrophes, observa *de visu* cet aménagement intéressant. Il nous a laissé des descriptions de ces arrangements commerciaux dans les divers villages où il s'est arrêté. Il remarqua dans chaque ville la présence de postes douaniers « qui collectaient les taxes sur tous les biens qui la traversaient, quelle que soit leur provenance ». En outre :

« Ces postes de douane sont attribués par le roi à ses cabécères pour les récompenser de leurs conquêtes [...] ; lorsqu'une guerre a lieu et que les Dahoméens sont vainqueurs, on considère que la ville conquise appartient au ministre ou au cabécère commandant les soldats qui se sont emparés de la ville ; ou plutôt on lui reconnaît le droit de monopoliser le commerce de la ville qu'il approvisionne lui-même avec tous les biens de fabrication ou d'origine anglaise. Font exception à cette règle les commerçants qui ont obtenu un permis, parce qu'ils ont acquitté la taxe. Le commerce est mis entre les mains des hommes de confiance ou des principaux collaborateurs du cabécère qui contrôle le commerce. Le roi impose aussi à tous les cabécères une légère taxe selon l'importance de leur commerce » (262).

Les intérêts vitaux du Dahomey se trouvaient donc ainsi protégés par une organisation du commerce intérieur et du commerce extérieur qui lui en plaçait entre les mains le contrôle exclusif. En instaurant une organisation autonome du commerce, le Dahomey était certain d'isoler le commerçant étranger et d'assurer l'inviolabilité de la communauté. Sans cette organisation, la reddition à l'étranger aurait été inévitable.

(261) Dalzel, *op. cit.*, p. 208 et suiv.

(262) Duncan, *op. cit.*, I, 232-3.

Le dilemme guerre-commerce était également résolu — tout au moins dans la mesure où le permettaient les limitations inhérentes à la situation — par une rigoureuse séparation institutionnelle de l'organisation commerciale et de l'organisation militaire. Par cette technique administrative, le Dahomey réussit à dissocier les affaires commerciales des affaires militaires et à assurer la neutralité du port de commerce. Les commerçants constituaient une classe à part de fonctionnaires, totalement distincte de la classe militaire tant par ses membres que par sa fonction. Les Akhi'sinos, ou « grands commerçants », occupaient le quatrième rang de la hiérarchie dahoméenne, immédiatement après les Ahwan-gans, ou fonctionnaires militaires, desquels ils étaient donc séparés. A propos de ces « grands commerçants », Burton remarque, avec mépris comme à l'ordinaire, qu'ils « mènent certainement une vie plus utile que les Ahwan-gans, ou classe militaire, qui ne font que manger, boire, danser, combattre et assister aux fêtes rituelles » (263). Quelle que soit l'opinion que l'on a sur l'utilité des militaires — et celle des Dahoméens était certainement plus nuancée que celle de Burton — il paraît évident, d'après ce récit, que les guerriers du royaume ne se souciaient nullement de commerce tandis que les commerçants se montraient indifférents aux affaires militaires. Le vice-roi d'Ouidah ne prenait jamais part à la guerre puisqu'il était censé s'occuper exclusivement des affaires commerciales d'Ouidah, mais le sous-vice-roi le représentait dans toutes les campagnes militaires. Barbot rapporte qu'au Bénin, de la même manière, les fonctionnaires commerciaux « n'ont pas le droit, sous peine de lourdes amendes ou de châtements corporels, d'interférer en quoi que ce soit dans les problèmes relatifs à la guerre » (264). Ainsi Ouidah pouvait vivre en paix, sans que son organisation commerciale ait à souffrir et que ses résidents aient à être inquiétés par les guerres qui se déroulaient à l'intérieur, tandis que le Dahomey pouvait diriger en toute liberté ses affaires militaires sans l'intervention des commerçants européens ou dahoméens (265).

(263) BURTON, *op. cit.*, I, 226.

(264) et (265) BARBOT, *op. cit.*, p. 360.

Séparation du commerce et du marché : le grand marché d'Ouidah

9.1 Zobeme, le marché indigène

L'un des lieux d'attraction d'Ouidah était le Zobeme ou grand marché. « Les lions d'Ouidah sont la maison du serpent fétiche et le marché », remarque Forbes. Il ajoute que le marché est le plus beau qu'il ait vu en Afrique (266).

Comme le lecteur l'a peut-être remarqué dans le chapitre précédent, nous n'avions nul besoin de nous référer aux marchés pour expliquer le fonctionnement du commerce. Du début à la fin, le commerce est une affaire d'État, administrée depuis le palais et conduite par les hauts dignitaires du pays selon des modalités fixées par traités. Pour les opérations commerciales décrites, il est égal qu'il y ait ou non une place de marché. L'existence d'un marché dans le port de commerce lui-même est donc une confirmation frappante de l'indépendance du commerce par rapport au marché.

Mais à quoi sert ce marché dans le port de commerce ? Quelle est son utilité ? Comment se sépare-t-il du commerce ?

Un tableau composite du grand marché d'Ouidah peut être esquissé à partir de plusieurs auteurs.

Au Sud-Ouest du temple du Boa, se trouve le Zobeme ou place du marché. Il occupe une surface d'environ six hectares et des rues transversales le divisent en plusieurs sections principales. Chacune de ces sections est spécialisée dans la vente d'un article ; poterie, quincaillerie, charmes fétichistes, huile, etc. La viande, le poisson, le maïs, la farine, les légumes, les fruits et les marchandises étrangères sont vendus dans des marchés distincts.

Les boutiques sont des baraques basses, d'environ trois mètres sur deux, installés sur des talus d'argile battue, couvertes de feuilles de palmiers et dont le sol est habituellement enduit de bouse de vache. Chaque boutique se tient sur son propre « îlot », pour ainsi dire, car, en cas de pluie, il n'est pas rare que les rues soient submergées par quinze centimètres d'eau. La vendeuse est accroupie sur le côté de sa barque, une pipe de terre noire entre les dents et parfois un bébé au sein. Le moyen d'échange est le cauri, bien que les achats importants puissent être réglés en pièces de monnaie.

Le marché se tient quotidiennement. Il est bien fourni : on y trouve

(266) FORBES, *op. cit.*, I, 108.

tous les produits de consommation indigènes et nombre d'articles de fabrication européenne.

C'est tout d'abord un marché alimentaire où l'on vend des vivres cuits. La moitié des boutiques, dit Burton, offre des provisions, crues ou cuites, et beaucoup de « travailleurs » prennent leur déjeuner et leur dîner dans les petites rues ou apaisent leur soif au « débit de boissons » où l'on sert de l'alcool.

Dans beaucoup de cases on vend des provisions prêtes à consommer, telles que des œufs, des poissons frits de la lagune, des crevettes fumées, des arachides grillées, des ignames, des patates douces. D'autres offrent de la viande déjà cuite. Dans ce cas, les vendeurs occupent généralement une case en forme d'éteignoir conique et sont accroupis sur un petit tabouret derrière une table circulaire à large rebord avec un creux au centre. Disposés de la manière la plus avantageuse sur le rebord, se trouvent des morceaux, rôtis ou bouillis, de porc, de chèvre, de poulet, de canard, etc. Pour deux cauris on peut en acheter une bouchée : le boucher découpe les tranches avec dextérité ; il en dépose un morceau sur une feuille de plantain, le parseme de piment pilé et le tend au client avec des airs de marchand londonien.

Le marché bat son plein vers quatre heures de l'après-midi. C'est alors que l'on peut y observer des scènes qui défient la description. Une foule de gens, notamment des femmes, se rencontrent pour acheter et pour vendre. Ici, une vieille mégère, les seins ridés lui pendant jusqu'à la taille, marchande avec un enfant de quatre ans un fétiche d'un sou. La placidité et l'impassibilité avec laquelle la vendeuse, qui ne prend même pas la peine d'enlever sa pipe, indique nonchalamment le prix de ses lots à deux cauris, contraste avec l'excitation bruyante des acheteurs qui savent qu'ils doivent acheter et payer ce qu'on leur demande.

Tel est le grand marché d'Ouidah. Certes rien ne peut être plus différent du monde du commerce que cette agitation du marché. Ce n'est pas là un lieu d'audience pour les rois, mais un lieu de rencontre pour la foule. Ici, ce ne sont ni les esclaves, ni l'or, ni l'ivoire, ni les étoffes précieuses qui sont exposés, mais les morceaux de viande fumants sur les tables des bouchers, les fétiches à un sou, les bouchées à deux cauris servies sur une feuille de plantain. L'étiquette de la cour, l'échange calculé des présents, la négociation diplomatique ont cédé la place à la joyeuse confusion d'une foule qui aime critiquer les produits des vieilles mégères.

On y trouve également des produits de l'artisanat, mais principalement des choses utiles — poterie et quincaillerie, étoffes de médiocre qualité. Car les étoffes précieuses, les ombrelles avec motifs appliqués, les ornements de cuivre, d'or et d'argent, ne sont pas à vendre. Ceux qui fabriquent ces objets travaillent pour la maison du roi et celles des nobles.

Les marchandises étrangères sont exposées, bien qu'en moindre quantité que les produits indigènes. Duncan dresse la liste des marchandises offertes à la vente et parmi celles-ci nous pouvons identifier celles qui semblent d'origine étrangère ; les étoffes de coton, indigènes et anglaises, dit-il, le fil, les perles, les pierres à fusil, les briquets à silex. C'est là un assortiment médiocre et tous les articles proposés sont de type utilitaire et vendus en petites quantités.

Deux marchés de moindre importance par rapport au grand marché se tiennent en d'autres points de la ville. Skertchly décrit l'un d'eux comme un petit marché, auxiliaire du Zobeme, créé pour la commodité des gens qui habitent le Nord-Ouest de la ville. Ici, les groupes de vendeurs, principalement

des femmes, se chamaillent entre eux. Chaque personne n'offre qu'un éventail réduit de produits. Ce marché ne possède pas de baraques, mais chaque vendeur est accroupi sur un minuscule tabouret derrière son assortiment. « Les produits alimentaires crus ou cuits », les perles, quelques pièces de cotonnades parmi les plus ordinaires, l'eau et le bois de chauffage sont les principaux articles. Le prix des denrées est peu élevé, aussi « un indigène peut se procurer pour environ trois pence la quantité de nourriture préparée suffisante pour un repas » (267).

Ces marchés, installés « pour la commodité des gens qui habitent alentour », font penser à ce qu'est de nos jours l'épicerie du coin ou le snack ouvert toute la nuit et où il est possible de prendre un casse-croûte tardif ou d'acheter le pain oublié en faisant les provisions quotidiennes. Les marchandises étrangères font ici complètement défaut. Les denrées alimentaires, les objets indispensables dans une maison, l'eau et le bois forment l'éventail des articles offerts.

Le marché de Cap Corso offre un spectacle tout à fait semblable. Il fonctionne tous les jours, sauf le mardi, dit Barbot, dans un grand espace à l'extrémité de la ville. Un nombre très important de gens du voisinage s'y rend chaque matin de très bonne heure « avec toutes les différentes sortes d'articles et de produits comestibles qu'offre le pays, outre les marchandises européennes que nous apportons. Ils y viennent à l'aube de cinq ou six lieues à la ronde, chargés comme des mulets, avec, chacun, une ou plusieurs espèces de produits : canne à sucre, bananes, figues, ignames, citrons, oranges, riz, millet, maïs, malaguettes ou poivre de Guinée, pain, volailles, poisson cru, bouilli, rôti et frit, huile de palme, œufs [...] poteries, bière [...] bois de chauffage, chaume pour les maisons, tabac cultivé localement, etc. Les Noirs du littoral y apportent aussi diverses marchandises européennes ».

Ici, comme à Ouidah, le marché sert principalement à approvisionner les gens de la ville en produits de la campagne. Les femmes forment la grande majorité des vendeurs, dit Barbot : elles se consacrent habituellement aux marchés parce qu'elles « sont considérées comme plus capables de le faire que les hommes ». On y trouve également « diverses marchandises européennes » apportées au marché par « les Noirs du littoral » (268). Bien que quelques lignes auparavant, Barbot parle des marchandises européennes « que nous apportons », il est évident, d'après le contexte, que les marchandises sont apportées au marché par les Noirs, mais qu'elles proviennent d'arrivages par bateaux. Mais les produits autres que les denrées alimentaires semblent de moindre importance. Barbot parle de « troc avec les femmes du marché, pour de l'ail, des épingles, de petits miroirs, des rubans, des briquets à silex et autres bagatelles du même genre ».

Nulle part dans cet inventaire d'articles offerts sur les marchés — ceci est à noter — il n'est fait mention des produits d'exportation indigènes. Les esclaves, l'or, l'ivoire, etc., ne se trouvent pas en vente dans les marchés. Il est certain qu'on y vend de l'huile de palme pour l'usage domestique ou une cuillerée pour assaisonner une bouchée de viande cuite, mais il n'existe aucun rapport entre ceci et le commerce d'exportation qui porte sur des quantités considérables. On ne rencontre nulle part de marchandises étrangères proposées par les Blancs (ni d'ailleurs par les Noirs) autrement qu'au détail, qu'en petites quantités.

(267) SKERTCHLY, J. A., *Dahomey As It Is*, p. 27, Londres, 1874.

(268) BARBOT, *op. cit.*, p. 268-9.

Le marché ne joue aucun rôle ni dans le rassemblement, ni dans la vente des produits d'exportation. Les esclaves proviennent soit du butin pris à la guerre, soit du commerce avec les peuples indigènes de l'intérieur. Ils passent des mains du roi et des capitaines de guerre à celles des commerçants européens sans jamais paraître sur le marché. Il est inconcevable qu'un officier de l'armée dahoméenne puisse installer un éventaire sur la place du marché pour y vendre son butin. Bosman nous rappelle les mesures de précaution prises lors du transfert des esclaves. Il dit, en parlant du commerce à Ouidah : « La plupart des esclaves qui nous sont offerts sont des prisonniers de guerre, vendus par les vainqueurs dont ils constituent le butin. A leur arrivée à Fida, ces esclaves sont enfermés en prison, tous ensemble, et au moment où nous négocions leur achat, ils sont tous conduits dans une vaste plaine, où nos chirurgiens [...] les examinent soigneusement [...] Les infirmes et les estropiés sont écartés [...] les autres sont comptés et on note qui les a livrés. Pendant ce temps, une tige de fer portant les armes ou le nom des compagnies chauffe dans le feu, nous en marquons les nôtres à la poitrine, afin de pouvoir distinguer nos esclaves de ceux des Anglais, des Français et des autres (qui les marquent également de leur fer) et pour empêcher les Nègres de les échanger contre des esclaves de qualité inférieure, ce à quoi ils sont habiles [...] Lorsque nous nous sommes mis d'accord avec les propriétaires des esclaves, ceux-ci sont remmenés à la prison, où ils demeurent à partir de ce moment-là à notre charge [...] si bien que pour éviter les frais, nous les faisons monter à bord des navires à la première occasion » (269).

Le commerçant européen ne se tient pas non plus sur la place du marché pour y vanter ses marchandises. Bosman, en écrivant à son correspondant dans son pays, prend soin de le détromper à ce sujet. « Je ne voudrais pas, dit-il, que vous imaginiez que nous installons un marché pour y exposer nos marchandises ou que nous les faisons vendre à l'extérieur de nos forts. Non, ce n'est pas notre affaire ; mais chaque jour les Nègres viennent à notre fort, avec leur or, en échange duquel, une fois qu'il a été pesé, analysé purifié, ils reçoivent nos produits dont aucun ne quitte jamais nos entrepôts sans avoir été payé » (270). Ce passage se rapporte au commerce de l'or à Elmina, le principal comptoir de la Côte de l'Or.

Les transactions concernant les importations et les exportations s'effectuent donc en des lieux de commerce isolés, totalement séparés de la place du marché. Les négociations commerciales avec les autorités se règlent à la cour par des conversations officielles ou en des lieux d'audience particuliers. La cession des biens a lieu dans les forts des Européens et pour les commerçants qui ne dépendent pas de compagnies à charte, en des endroits fixés pour leur usage par les autorités, ou à bord des bateaux.

Comment alors les produits européens parviennent-ils sur le marché local ? Voici certainement un point de contact crucial entre le commerce et le marché. Mais rien ne pourrait plus nettement mettre en évidence la séparation du commerce et du marché que la manière dont ces biens commerciaux font leur apparition sur le marché local du port de commerce lui-même. Puisque les tractations commerciales entre indigènes et Européens se trouvent limitées aux lieux de commerce et que les Européens n'ont accès au marché local que pour y acheter des vivres et autres objets indispensables, la distribution des biens importés à travers le pays, que ce soit par l'intermédiaire ou

non des marchés, repose entièrement entre les mains des indigènes. A chaque phase de la circulation de ces biens à l'intérieur, de même que dans le port de commerce, la séparation institutionnelle du commerce et du marché est sauvegardée par des réglementations administratives et des procédés définissant l'ensemble des opérations.

9.2 Le commerce officiel régi par traités et la répartition des denrées alimentaires locales

A Ouidah, l'isolement des lieux de commerce par rapport au marché est à la base des divisions administratives de la ville. Chacun des forts européens, avec sa colonie indigène alentour, forme une ville séparée avec son administration. A l'époque de Burton, il existait quatre quartiers européens : la ville française, la ville brésilienne, la ville anglaise et la ville portugaise. La cinquième section d'Ouidah, le Zobeme ou ville du marché, qui empruntait son nom au grand marché, comprenait le marché et ses environs. Ces différents quartiers possèdent tous leur propre gouverneur sous la juridiction du vice-roi d'Ouidah. Tandis que les villes européennes ont généralement un gouverneur européen de leurs nationalités respectives, le cabecère de la ville du marché est un fonctionnaire indigène.

Ces divisions administratives facilitent la réglementation du commerce. Seuls les indigènes autorisés à commercer peuvent, pour ce faire, accéder aux forts européens. Puisque les exportations nécessitent une permission et qu'un droit d'exportation doit être payé par le vendeur, les fonctionnaires royaux qui « détiennent le droit d'accepter ou de refuser le commerce » ont les moyens de régler les tractations entre indigènes et Européens. Tout trafic incontrôlé avec les Européens est hors de question. En cas d'infraction des Européens aux réglementations, des représailles immédiates s'ensuivent sous forme de « fermeture des routes » conduisant au fort européen, ce qui équivaut à la rupture du commerce avec le fort en question.

Cette séparation matérielle du commerce et du marché met en relief la différence de leurs fonctions. Le commerce approvisionne le palais, l'armée et les maisons des grands. Le marché pourvoit aux besoins ordinaires de la population. Les grands du pays n'ont nul besoin de fréquenter la place du marché pour se procurer des vivres. Leurs propres plantations approvisionnent leurs tables, tandis qu'en échange des esclaves, les entrepôts des Européens leur fournissent étoffes et armement.

Le marché est pour les gens du peuple et également pour les étrangers dans le port de commerce. C'est le « travailleur » qui déjeune et dîne dans la « petite rue » et la vendeuse du marché qui a besoin de bois de chauffage ou de bouchées de viande cuite à deux cauris. Les indigènes d'Ouidah, qui appartiennent à l'un ou à l'autre des forts européens et qui sont obligés de travailler pour leurs maîtres, sont « loués » aux commerçants comme domestiques et ils reçoivent leur « subsistance », partie en nature, partie en cauris qui leur permettent de se nourrir au marché.

Il faut aussi assurer la nourriture et les objets indispensables à l'importante population flottante d'une ville portuaire, qui compte des hommes sans foyer ni parents pour s'occuper d'eux à Ouidah : les bateliers et les porteurs des autres points de la côte, échoués pour un temps à Ouidah, les pêcheurs des rivières et des lagunes et, après l'abolition de la traite par l'Angleterre,

(269) BOSMAN, *op. cit.*, p. 363 et suiv.

(270) *Ibid.*, p. 91.

les esclaves libérés débarqués dans la Sierra Leone et qui retournent par étapes jusqu'à leur pays natal.

Les Européens aussi peuvent profiter du marché. A propos de celui de Cap Corso, Barbot écrit que « non seulement les gens du voisinage, mais aussi les équipages des bateaux européens en rade y trouvent en abondance de nombreux articles indispensables, de même qu'à manger ou à boire ». Les capitaines des bateaux dont les vivres s'épuisent peuvent faire des provisions pour le voyage de retour, acheter des céréales, des légumes frais et du manioc pour leur chargement d'esclaves embarqués sur le littoral. En principe, les vivres leur sont fournis par grosses quantités en vertu de traités comme on le note par exemple à Great Bandy. L'approvisionnement en eau et en bois des bateaux fait presque toujours l'objet d'un traité. De toute façon, les commerçants européens résidant à Ouidah n'ont guère besoin de se rendre au marché, puisque leurs forts reçoivent des provisions d'outre-mer et que le vice-roi d'Ouidah se montre — ou se montrait autrefois — libéral dans ses dons de vivres. Cependant, les vivres frais sont achetés au marché et les subalternes des garnisons reçoivent des « indemnités de nourriture » avec lesquelles ils achètent des denrées alimentaires et ce qui leur est nécessaire au marché local ou dans les entrepôts de la compagnie.

La distance sociale qui sépare le commerce et le marché peut se mesurer à la différence de statut qui existe entre ceux qui pratiquent le commerce et ceux qui vont au marché. Sur la place du marché, les vendeurs sont des femmes. Mais le commerce, comme la guerre, est une affaire d'hommes, et plus particulièrement « l'affaire des rois, des hommes riches et des principaux marchands, à l'exclusion des Noirs de basse extraction », comme le dit Barbot. Ne vont au marché que les femmes « chargées comme des mulets » avec les produits de la campagne, ceux qui fabriquent des objets courants tels que des houes et des ustensiles de fer, ou encore les esclaves qui trafiquent pour leurs maîtres.

Le commerce et le marché sont administrés par des groupes séparés de fonctionnaires. Parmi les fonctionnaires nommés par le roi d'Ouidah, Bosman rapporte que l'on trouve les capitaines « qui sont nombreux et qui jouent chacun un rôle spécifique : celui à qui est confié le marché est le capitaine du marché, de même un autre est capitaine des esclaves, un troisième, capitaine des prisons, un autre capitaine de la côte ». Il y a encore « le capitaine chargé de toutes les affaires européennes ». Sous le régime dahoméen, cette tradition se perpétua. Snelgrave, après sa première rencontre avec le roi du Dahomey, raconte que celui-ci avait dans son entourage un « affidé, le cabécère anglais [...] c'est-à-dire la personne désignée pour traiter avec les Anglais en particulier », ainsi que d'autres « personnages importants » pour chacune des « différentes nations ». A une époque plus récente, Forbes nous dit : « Le chacha est le principal agent du roi pour tous les problèmes commerciaux ; tout ce qui concerne le commerce doit lui être soumis, qu'il s'agisse d'esclaves ou d'huile de palme pour qu'il puisse donner ou non son consentement. Le prix est fixé par la loi, il peut le modifier si le vice-roi et six commerçants ou superintendants du commerce nommés par le roi sont d'accord [...] L'un ou l'autre de ceux-ci doit assister à toutes les ventes pour prélever les redevances au roi ».

Les esclaves ou l'huile de palme ! Tels sont les objets exclusifs du commerce. Tous les autres produits du pays passent par le marché.

Le marché, d'autre part, se trouve sous la surveillance attentive de ses propres fonctionnaires. A propos du grand marché d'Ouidah, Skertchly note : « Le marché est présidé par un officier auquel chaque vendeur doit payer

un droit d'entrée et la police indigène assure la sécurité des articles exposés pour la vente » (271). Pour chaque marché du pays, le roi nomme un chef du marché assisté d'un groupe d'auxiliaires, afin de maintenir l'ordre et de faire respecter les réglementations. En outre, des associations de vendeurs et d'artisans exercent leur juridiction sur chacune des différentes parties du marché. Skertchly nous dit qu'au marché d'Ouidah « chaque section est spécialisée dans la vente exclusive d'un article », et Forbes observe que « la viande, le poisson, le maïs, la farine, les légumes, les fruits et les marchandises étrangères sont vendus dans des marchés distincts ». Ainsi, un lieu défini du marché est assigné à la vente des marchandises étrangères, aussi bien que des produits indigènes, et elle se trouve, par là même, soumise à la surveillance de l'association des vendeurs et des fonctionnaires du marché. Etant donné cette disposition matérielle du marché, toutes les transactions se passent évidemment au grand jour et l'application des réglementations en est facilitée.

Aucun achat et aucune vente ne peuvent échapper au contrôle. Forbes note qu'il n'y a pas de magasins à Ouidah, si bien que toutes ces transactions doivent avoir lieu au marché. Il s'agit là, indubitablement, d'une disposition normative. En limitant les ventes à la place du marché, on assure la légalité des transactions.

D'après Barbot, des aménagements semblables prévalent au marché de Cap Corso. « Il est rare d'y entendre parler de querelle et de désordre », dit-il, « étant donné la manière efficace dont les cabécères, ou magistrats, dirigent le marché. » Et, comme à Ouidah, « cet endroit est disposé de telle façon et les règles prescrites pour le fonctionnement harmonieux du marché sont si religieusement observées, que tous ceux qui appartiennent à une même profession, ou qui vendent un même article, sont groupés en bon ordre » (272).

L'accès au marché n'est pas moins strictement contrôlé. Les bureaux de péage se trouvent aux entrées d'Ouidah et il en va ainsi dans chaque ville qui possède un marché. La perception de droits d'entrée auprès de toute personne transportant des marchandises n'est pas seulement une mesure visant à assurer un revenu, c'est aussi un moyen de contrôler l'entrée du marché.

Parmi tous les procédés et règlements qui maintiennent la séparation du commerce et du marché, le plus remarquable est l'aménagement d'un double marché, l'un à l'extérieur de la ville, l'autre à l'intérieur. Cet aménagement se retrouve dans tout le Dahomey.

La séparation du marché et du commerce est une caractéristique générale de l'organisation du port de commerce. On fait état, pour le royaume du Bénin, de mesures semblables à celles en vigueur à Ouidah. Barbot écrit à propos du Bénin : « Il existe quatre lieux principaux où les Européens font du commerce. » Ces « lieux de commerce », bien que situés à l'intérieur des terres, sont des ports de commerce au sens institutionnel. Ils sont isolés de la capitale du royaume dont l'accès est interdit aux étrangers. Barbot ajoute que les habitants de la capitale « doivent tous être des autochtones, car aucun étranger n'est jamais autorisé à s'y installer ».

Dans les ports de commerce, des locaux sont réservés à l'usage des commerçants européens. Dans ces divers lieux, les marchands et les courtiers, connus sous le nom de *mercadores* et de *veadores*, sont désignés par le gouvernement du Bénin pour négocier avec les Européens. « Nul en dehors des

(271) SKERTCHLY, *op. cit.*, p. 59.

(272) BARBOT, *op. cit.*, p. 269.

veadors ou courtiers ne peut traiter avec nous, et même la personne la plus importante du pays n'oserait pas pénétrer dans les factoreries ou les locaux européens, sous peine d'amendes sévères. » Les Européens n'entrent donc pas en contact avec les autochtones si ce n'est avec les courtiers nommés par le roi. Les marchés où l'on vend les produits européens à la population indigène sont interdits aux Européens. Barbot décrit très nettement cette situation. « Outre les lieux de commerce mentionnés ci-dessus », dit-il, « et qui sont destinés aux tractations avec les Européens, le roi du Bénin a créé des marchés publics en de nombreuses provinces de son royaume, pour que ses sujets y commercent ensemble, tous les trois jours ; il en existe un à Gotton où ils apportent [...] quantité d'étoffes locales [...] et les diverses marchandises européennes généralement importées dans ce pays et achetées aux Blancs par les veadors et les courtiers à Arebo. » Arebo et Gotton font partie des « lieux de commerce mentionnés ci-dessus et qui sont destinés aux tractations avec les Européens ». A Gotton qui est un port de commerce, il y a également « un marché public », d'où une situation qui s'apparente beaucoup à celle d'Ouidah. Mais ces marchés sont uniquement faits « pour que les sujets y commercent ensemble » et les importations européennes n'y parviennent que par l'intermédiaire des courtiers désignés pour négocier avec les Européens.

Les Européens n'ont pas le droit de commercer avec les peuples éloignés de l'intérieur, ceci demeure une prérogative des sujets du Bénin. « Ils ont aussi à certaines époques de l'année », explique Barbot, « des marchés publics ou foires fixes, qui se tiennent dans de vastes plaines [...] près de la grand-route et que fréquentent un nombre important de gens des alentours pour y acheter et y vendre des produits ». Ces foires ne sont pas réservées aux seuls habitants du Bénin, comme c'était le cas des marchés mentionnés ci-dessus, mais elles sont ouvertes à tous les peuples « des alentours » et elles ont lieu à certaines époques de l'année et non tous les trois jours. Ces foires possèdent d'autres caractéristiques spécifiques. « C'est la coutume », continue Barbot, « que le roi envoie ses propres officiers aux marchés en question, pour y maintenir la paix et le bon ordre parmi les gens qui y viennent, en fixant à chaque marchand une place particulière selon la nature des produits qu'il vend, etc., car, durant le marché, les magistrats habituels de l'endroit n'exercent plus aucune espèce d'autorité, mais seuls les officiers royaux en sont investis pour la durée du marché. »

Ces foires de l'intérieur ressemblent donc au port de commerce. Comme dans le port de commerce, des mesures de précaution y sont prises dans les tractations avec les étrangers et l'autorité politique y assure des garanties de neutralité. L'intention est évidemment de régler les transactions avec les étrangers, qu'il s'agisse des Européens d'au-delà des mers ou des peuples de l'intérieur.

La séparation du commerce et du marché est le principe suprême en ce qui les concerne l'un et l'autre.

Les marchés explosifs dans les montagnes berbères

La place qu'occupe le marché dans la société a habituellement été étudiée par référence à des sociétés caractérisées par le fonctionnement normal d'un gouvernement. Associer le développement des marchés à des communautés pacifiques est presque devenu une obsession. Derrière cette idée préconçue, se cachent des idéologies dénuées de réalisme en ce qui concerne le caractère institutionnel de ce que nous avons coutume d'appeler la paix du marché. Le fait est que dans les sociétés non centralisées, dont les segments ne sont reliés par aucune structure du pouvoir, notamment là où domine une atmosphère de guerre sanguinaire et de lutte tribale, les marchés existent ; mais, en l'absence de gouvernement, ils doivent, pour la paix du marché, s'en remettre à l'expédient politique de la trêve entre groupes. Chez les nomades du désert, on fait habituellement en sorte que ces trêves coïncident avec certaines saisons, de façon à profiter au maximum des chances offertes pour commercer. Mais il est évident que pareille fréquence ne saurait suffire aux besoins des tribus sédentaires des montagnes. Les marchés réguliers, qui leur permettent de s'approvisionner en vivres frais, sont pour elles une affaire de vie ou de mort. Dans les pays où, pour se nourrir, il faut avoir recours aux échanges mutuels, ceux-ci doivent être continus et non pas simplement occasionnels.

Ceci met en relief le paradoxe sociologique des marchés tenus quotidiennement dans des conditions voisines de l'anarchie. Les ambiguïtés des juridictions neutres au milieu de la complexité des relations intertribales troublent ces marchés. Pourtant, la paix du marché doit reposer sur l'équilibre des forces entre les groupes ennemis.

Le sociologue des institutions économiques a raison d'explorer de telles sociétés parce qu'elles fournissent des éclaircissements sur le fonctionnement des marchés dans un contexte social instable. A première vue, il ne trouvera ces sociétés que dans les régions du monde où des peuples vivant dans les montagnes refusent activement, par leur attitude générale, d'accepter la loi du gouvernement de la plaine. Les institutions politiques de ces peuples reflètent un esprit d'extrême indépendance. Les groupes qui composent ces sociétés, bien qu'ils puissent ne pas échapper à tout amalgame, sont dispersés à la façon d'une mosaïque. Par rapport à son voisin, chaque groupe se situe dans une relation de souveraineté hostile très semblable à celle qui prévaut entre la société de la montagne, conçue comme un tout, et la société de la plaine. Ces sociétés sont formées d'une simple juxtaposition de segments dont chacun possède une conscience aiguë de sa singularité et de sa solidarité propres.

Le trait saillant est évidemment l'absence totale d'institutions centralisatrices. Le gouvernement unifié est une exception. Occasionnellement la colère de tous les groupes dressés contre « l'intervention » du gouvernement de la plaine le fait apparaître. L'ambition d'individus marquants peut, pour un temps, briser le carcan du clan ou des attaches tribales et instaurer sa loi d'airain. Mais lorsque le chef, artisan de sa propre réussite, disparaît, les choses retombent, une fois de plus, dans leur état antérieur d'anarchie segmentaire.

Le succès éclatant de ces sociétés dans leur refus des formes de gouvernement de la plaine vient de la résistance de puissants modèles de décentralisation. Dans une écologie de montagne, l'isolement est traditionnel et une répartition clairsemée des groupes qui vivent dans des vallées très éloignées maintient les forces centralisatrices en veilleuse, qu'elles agissent de l'intérieur ou de l'extérieur.

Dans notre recherche, c'est en termes d'intégration que le procès économique est le mieux analysé. Nous pouvons alors nous rendre compte que dans une société où la centralisation politique fait défaut, l'économie ne possède pas de forme redistributive d'intégration ; que la tension politique permanente entre les segments d'une telle société empêche le développement d'une réciprocité économique entre les villages, les clans ou les tribus ; qu'en l'absence de relations de redistribution aussi bien que de réciprocité avec l'*out-group*, les échanges de marchés prennent une grande signification et jouent, en fait, un rôle intégratif qui peut dépasser la sphère économique elle-même.

10.1 Siba et makhzen

Les conditions décrites ci-dessus n'apparaissent nulle part avec plus d'évidence que dans les sociétés montagnardes du Nord-Ouest de l'Afrique. Politiquement, les Berbères de l'Atlas existent comme un vague agrégat de segments sociaux sans référence à un centre commun. La répugnance de ces sociétés à accepter les modèles du monde « d'en bas » s'est traduite par une rupture complète des liens entre la société des plaines et celle des montagnes.

C. S. Coon emploie expressément les termes marocains *bled el-makhzen* — littéralement « le pays du gouvernement » — pour désigner la région des centres urbains et des villages de la plaine qui reconnaissent l'autorité du gouvernement central. Le mot *makhzen* vient de l'arabe *khazana*, « enfermer, amasser » (273). Ce terme était synonyme de « gouvernement » et plus spécialement de « service des finances ». Il exprime certainement l'idée d'un gouvernement fondé sur la redistribution des denrées de base (274). Le français *magasin*, l'allemand *Magazin*, l'espagnol *almacén* viennent du mot *makhzen*. C'est une désignation de ce qui pourrait être décrit comme une forme de gouvernement fondée sur une économie d'emmagasiner et de taxation en nature.

Par opposition, les sociétés indépendantes des montagnes sont désignées par *bled es-siba*, « le pays de l'indépendance » (littéralement de l'« inso-

lence »). Nous utiliserons ces deux expressions, abrégées en *siba* et *makhzen*, pour parler de ces deux sociétés (275).

Le *siba* exclut toute force centralisée. Nous pouvons comparer son mode d'existence à celui des vers annelés capables de scissiparité. Même les tribus ne représentent qu'un agrégat de quelques cellules qui forment les unités de la société. Ces segments sont les cantons qui s'étendent sur huit ou dix kilomètres de large et sont peuplés par quelques centaines de familles vivant dans une douzaine environ de hameaux disséminés ou dans trois ou quatre villages plus importants et qui constituent dans la pratique de minuscules États indépendants. Au-delà des cantons, le sentiment d'appartenance s'affaiblit, si bien que la tribu (*taqbilt*) — qui regroupe de trois à douze cantons — ne représente guère plus qu'un nom, qu'un territoire défini et quelques traditions partagées en commun. Son unité n'apparaît qu'en cas de danger et, entre-temps, elle se transforme en un vague sentiment de fraternité entre gens de même tribu, qui peut être rationalisé en termes d'ascendance supposée commune.

Il n'en va pas de même pour les cantons. Ce sont des organes vitaux. Si petits soient-ils, il faut les considérer, dans la pratique, comme de vrais États. Le sentiment d'appartenance au canton est étroitement lié au territoire et il se trouve renforcé du fait que dans une zone de montagne il doit inévitablement y avoir, ne serait-ce que pour des raisons militaires, un certain ajustement de l'étendue de chaque unité sociale aux dimensions naturelles des collines et des vallées. Cependant, comme Robert Montagne s'en est rendu compte, les territoires cantonaux proprement dits tendent à occuper une étendue à peu près semblable à travers tous les pays berbères. Car les limites du canton ne coïncident pas tout à fait avec les frontières naturelles de ces aires d'habitat montagnard, mais peuvent se situer en deçà de celles-ci, un canton n'occupant que l'espace dont il a réellement besoin et ignorant l'étendue plus vaste que lui offre généreusement la nature (276). Cette dimension standard des cantons s'explique par des raisons organisationnelles. Les cantons sont gouvernés par des assemblées (*tajma'ats*) de notables (*inflas*) ou chefs des familles étendues, qui sont supposés se rencontrer régulièrement. Une distance représentant une journée de marche en terrain montagneux est donc le rayon naturel du canton.

Le gouvernement par assemblées représentatives (*tajma'ats*) est, de manière frappante, un trait typique de la société berbère. C'est une forme de démocratie républicaine qui sied à une société d'égaux. Il existe un *tajma'at* au niveau du village, un autre au niveau du canton (qui se compose des notables de tous les villages du canton) et un autre au niveau de la tribu (qui rassemble les notables des divers cantons de la tribu). Dans certaines régions, les chefs des familles puissantes peuvent détruire le processus démocratique et instaurer un gouvernement autoritaire. Ces personnalités sont appelées *amghars* (« chefs guerriers ») et comme le mot l'indique, leur origine se situe peut-être dans l'habitude que l'on avait de nommer des chefs pour gouverner les cantons lorsque la guerre était déclarée. Les réglementations locales sont consignées dans les codes villageois désignés par le terme *gānūn* — du grec *kanōn*. À l'intérieur du village, les réglementations sont observées et le *tajma'at* veille à ce que des amendes frappent ceux qui les enfreignent. L'exil est un châtiment

(273) On croit que le mot a d'abord été utilisé en Afrique du Nord comme terme officiel au II^e siècle A. H. pour désigner un coffre de fer dans lequel IBRAHIM I. al AGHLAB, émir d'IFRIQIYA, conservait les impôts collectés.

(274) Cf. E. MICHAUX-BELLAIRES, « Makhzen », *Encyclopedia of Islam*.

(275) Pour une étude des caractéristiques de ces deux mondes, cf. C. S. COON, *Caravan : the Story of the Middle East*, p. 263 et suiv., New York, 1953.

(276) MONTAGNE, R., *les Berbères et le makhzen dans le Sud du Maroc*, Paris, 1930.

plus sévère que l'on applique lorsque des guerres entre familles menacent l'existence de la commune ou du canton.

Les dissensions internes pouvaient entraîner des cantons voisins à profiter de ces moments de faiblesse pour faire la guerre. Ce danger était écarté par un procédé inhabituel, mais particulièrement efficace. Les cantons de toute une région étaient affiliés à l'un ou à l'autre des deux partis politiques qui formaient de la sorte des alliances intercantoniales. Il n'existait, comme nous venons de le dire, que deux « partis politiques », si bien que si nous délimitons sur la carte les territoires des cantons et si nous les colorons selon le parti (ou *leff*, au Maroc) auquel ils appartiennent, le résultat ressemble à un damier. Les fractions qui composent une tribu sont exactement divisées entre les *leffs*, de sorte que l'équilibre est réalisé au sein de la tribu. Lorsqu'un canton était attaqué par un autre canton de la teinte opposée, il pouvait appeler à l'aide ses alliés du *leff*. Ainsi en une nuit pouvait naître une guerre où se trouveraient impliquées de vastes zones de montagnes. Cette possibilité suffisait à elle seule à faire revenir à de meilleurs sentiments les deux partis originellement hostiles. De cette façon, le partage des cantons d'une tribu en deux partis opposés devenait une garantie de survie des cantons. L'équilibre était maintenu en dépit des guerres ; la stabilité permanente des partis opposés y contribuait autant que les marchés ou les sanctuaires communs. Les guerres locales demeuraient inoffensives même à l'intérieur des plus petites tribus, tant les forces hostiles s'équilibraient dans la réalité (277). En Kabylie, région de gros villages, les communes étaient partagées entre deux partis appelés *soffs*. Le village y était l'équivalent du canton et le *soff* jouait un rôle comparable à celui du *leff* dans les régions montagneuses.

En fait, nous nous trouvons ici devant le contraire d'un système d'autorité centralisée. Au lieu d'un pouvoir central et suprême existe un équilibre de pouvoirs. Les forces opposées se contrôlent les unes les autres et les conflits se résolvent non par une décision prise au sommet mais par un accord ou, s'il ne peut être atteint, par les efforts déployés pour réduire la guerre à un cadre local.

Dans ces conditions particulières, le marché ou *souk* est un organe essentiel de la formation de l'opinion publique (à une échelle plus vaste que celle du canton), qui oriente l'effort commun et intègre des forces autrement disparates.

La traduction courante la plus évidente du terme arabe « souk » par « marché » ne rend qu'imparfaitement le sens de ce mot. Le bazar et le souk sont tous les deux des marchés ; cependant, ils diffèrent énormément, non seulement l'un par rapport à l'autre, mais aussi par rapport au concept occidental de marché. Ceci peut-être ne se vérifie nulle part mieux que dans la région montagneuse berbère où les marchés sont par leur emplacement lui-même un répondeur du village. En fait, le souk nous met en présence d'une institution légale, sociale, politique et souvent même religieuse complexe, qui sert essentiellement des fins économiques. Les souks importants ont une origine historique. En aucun cas, la simple répétition d'échanges effectués au hasard dans un espace libre ne suffit à faire de ce dernier un souk. C'est seulement sous le couvert de l'autorité, après que proclamation en a été faite et qu'une liste des amendes a été affichée dans un endroit habituel ou désigné, qu'un rassemblement revêt, au cours d'une période déterminée, le caractère d'un souk. Les critères qui élèvent un souk, si modeste soit-il, au rang institu-

(277) *Ibid.*, p. 162-3.

tionnel des foires de Champagne du XIII^e siècle, sont complexes. Ce n'est pas l'aspect extérieur qui importe. Le souk peut être installé dans une enceinte bien aménagée, agrémentée d'importants édifices publics ; d'autres souks — et ils forment la grande majorité — se tiennent dans un lieu désert qui ne conserve pratiquement aucun indice de l'emplacement du souk une fois celui-ci terminé. De même que le siège du Parlement ne doit pas être confondu avec l'institution politique du Parlement, la place du marché ne s'identifie pas au souk. Bien que les termes « place du marché » et « souk » puissent être ici employés alternativement, il s'agit toujours de l'institution spécifique, *sui generis*.

Certaines lois kabyles frappent d'amende ceux qui, sous prétexte qu'ils n'ont rien à acheter ou à vendre, ne se rendent pas au marché (278). Aller au marché de la tribu prend, au moins en certains cas, le caractère d'une obligation, même si, en d'autres circonstances, le villageois peut se rendre à d'autres marchés. Lorsqu'en Kabylie, une tribu établit un nouveau marché, les gens de la tribu doivent le fréquenter à l'exclusion de tout autre (279).

Les observateurs insistent de façon unanime sur la signification originale du souk dans l'existence du régime berbère. Les auteurs anciens tout comme les auteurs plus récents se montrent également affirmatifs sur ce point. En 1874, Robin écrivait : « Les marchés sont les forums de la tribu. C'est là qu'une fois par semaine se traitent les idées et les affaires commerciales entre des individus habitant en des lieux très éloignés. C'est là que naissent et se manifestent les sentiments collectifs. Les villages et les familles fondent leurs émotions en ce quelque chose d'entièrement différent qui jaillit des contacts de masse. Le marché crée cette sorte d'individualité du groupe souvent si différente des sentiments des individus qui le composent. L'égoïsme de la tribu ou du village (*douar*) remplace l'égoïsme des individus » (280). Une génération plus tard, E. Doutté pouvait encore confirmer cette déclaration. Il affirme que « le marché, dans la vie arabe, est un élément de la plus haute importance ; on peut dire que l'histoire de la tribu se déroule presque tout entière sur son marché. Il est pour les indigènes le seul lieu de réunion : non seulement c'est là que par la vente de leurs produits, ils pourvoient à leur subsistance quotidienne, mais c'est encore là qu'ils échangent leurs idées, apprennent les nouvelles politiques, reçoivent les communications de l'autorité, concertent leur attitude vis-à-vis d'elle, décident de la paix ou de la guerre ; là encore s'ourdissent toutes les intrigues, se plaident toutes les affaires, là se prennent toutes les résolutions généreuses et là se complotent tous les crimes » (281). De Segonzac résume sa fonction politique avec brièveté et précision. « Ces marchés », écrit-il, « ont un intérêt politique et un intérêt commercial. Ce sont les centres de réunion où se colportent les nouvelles, où l'on discute, où l'on prend les décisions » (282).

(278) Cf. ROBIN, « Fetna Meriem », *Revue africaine*, XVIII, n° 105, mai-juin 1874, 173 ; cf. E. DOUTTÉ, *Merrakech, Comité du Maroc*, 1905, p. 141 ; également H. BASSET, *Essai sur la littérature des Berbères*, Alger, Bonel, 1920, p. 94 : « En Kabylie plus souvent qu'ailleurs il arrive que la coutume reconnaisse, à côté des individus, l'ensemble en tant qu'Etat [...]. Un citoyen n'a pas le droit de ne pas assister au marché, n'eût-il rien à acheter ni à vendre. »

(279) HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie et les coutumes kabyles*, Paris, 1872-73, III, 65.

(280) ROBIN, *op. cit.*

(281) E. DOUTTÉ, *Merrakech*, p. 144.

(282) DE SEGONZAC, *Au cœur de l'Atlas, Mission au Maroc*, Paris, 1905, p. 162.

10.2 Le marché dans le siba

Le marché aurait évidemment pu ne jamais acquérir l'importance politique qu'on lui reconnaît universellement sans le rôle qui lui incombait dans la vie quotidienne du Berbère des montagnes. De ce point de vue, il est intéressant de connaître l'organisation économique du makhzen et du siba.

Le cœur du makhzen est un pays plat avec ses agglomérations urbaines. L'économie d'emménagement, entretenue par un système de taxation qui touche toutes les classes de la population et opérée par un gouvernement central, est l'épine dorsale du service armé et du service civil. Le siba est un pays montagneux qui, bien que dépourvu de villes, n'en a pas moins une population sédentaire de fermiers qui vivent dans des villages fixes et fortifiés. En période tempérée, ils s'occupent de leurs troupeaux auprès des abris rudimentaires disséminés au milieu même des propriétés individuelles, et en hiver sur les collines peu élevées. Chaque sommet est surmonté d'un *agadir*, ainsi que l'on appelle, dans l'Atlas marocain cette forteresse carrée de pierre, solide structure à valeur militaire, dont les quatre murs abritent des petites pièces de réserve. Les céréales des chefs de famille sont enfermées à clef dans ces compartiments. L'*agadir* est le support de l'indépendance politique et militaire du village et peut-être du canton entier. Pourtant, en dépit de la défense commune qui repose sur l'*agadir*, les chefs de famille conservent leurs céréales dans des compartiments strictement séparés de l'*agadir* — démonstration remarquable d'individualisme économique.

À l'intérieur de ce cadre économique, le marché joue un rôle essentiel dans la survie des gens du siba. Leurs villages isolés ne comportent ni magasin, ni auberge ; aucun commerce régulier ne s'y effectue ; il n'existe pas d'épicerie où s'approvisionner en viande, beurre, œufs, volailles, légumes ou autres vivres frais. À part quelques épices, il y a pénurie de biens domestiques d'importation tels que café, thé, sucre ou sel. Les marchés des montagnes qui fournissent ces produits sont une nécessité vitale.

Les marchés des montagnes sont tout d'abord des endroits où l'on peut se procurer des vivres frais. Il est possible d'y acheter de la viande qui représente certainement la plus importante des transactions. « Tôt dans l'après-midi, les hommes reprennent la route de leurs villages [...] La plupart d'entre eux emportent des morceaux de viande attachés à une ficelle ou à la selle de leur âne. Le jour du marché est souvent le seul où le Kabyle a de la viande » (283).

Par ordre d'importance, le beurre vient probablement ensuite. Sur les marchés de détail, on le vend en petits pots « et c'est à l'acheteur de juger si le prix demandé correspond au poids offert » (284). Cependant, dans les marchés spécialisés dans la vente en gros du beurre, comme par exemple le Souk-el-Has de l'Ulad Jellul, on le vend au poids.

Les marchés du siba équivalent donc à des épiceries et à des boucheries situées à l'extérieur du village et où l'on peut acheter au détail, puis emporter chez soi, des vivres. En fait, la perte qu'aurait entraînée l'abattage d'un mouton chaque fois que la famille désirait de la viande au repas aurait été prohibitive. Ces marchés en sont venus à supplanter les coutumes collectives en facilitant la consommation individuelle isolée.

Ceci ne signifie pas que l'on puisse acheter de la nourriture toute préparée

dans les marchés berbères, contrairement à ce qui se passe dans le makhzen où il est de règle que les marchés offrent des aliments prêts à consommer. Par exemple, dans la petite ville d'Agadir, dans le Makhzen, on est sûr de trouver au marché de la viande fraîche à toute heure du jour et du pain sortant du four (285). On achète très peu de viande chez le boucher. On l'achète plutôt cuite, assaisonnée et prête à consommer.

Nourrir les sujets les plus pauvres, les clients ou les membres de la suite d'un chef ou d'un souverain est une nécessité inévitable qui trouve parfois sa solution dans les marchés offrant des aliments tout préparés. Un chef, ou *caïd*, tient « maison et table ouvertes » (286), notamment lors de son ascension au pouvoir. En d'autres cas, il tente d'assurer un approvisionnement à bas prix en denrées de base, lesquelles peuvent être directement distribuées, par exemple aux « portes de la ville ».

De manière générale, le siba ne connaît pas de prolétariat, car il n'a pas subi de détrébalisation et la division du travail y demeure primitive. La nécessité de nourrir les pauvres n'existe pas dans une société sur laquelle ne règne aucun souverain et où chacun est l'égal de tous. La formation d'un prolétariat dans le siba est un signe certain du développement d'une tyrannie oligarchique à caractère local et de l'apparition d'une sorte de makhzen.

La réciprocité engendre une forme importante d'assistance : le *ma' ūna* (287), distribution de nourriture à un étranger ou à un voisin dans le besoin, qui se fait lors d'une réunion publique, habituellement un soir que l'on désigne alors sous le nom de « nuit de l'entraide » (*laylat al ma' ūna*). Sous son ancienne forme arabe, le *ma' ūna* était simplement un don de nourriture aux affamés ou plutôt une part de l'aumône que l'on devait aux nécessiteux ou à Dieu. Un Berbère qui désire bénéficier du *ma' ūna* s'adresse au chef des notables du groupe dans l'effervescence d'un jour de marché. Le soir même, aussitôt que le groupe a regagné ses foyers, la nourriture est collectée dans les maisons et servie à la personne nécessiteuse et à sa famille. Le *ma' ūna* oblige les autres villages à agir de la même façon.

Le village lui-même est dépourvu de magasins. Tout ce qui n'est pas produit au sein de la famille doit donc être acheté au marché par l'intermédiaire des transactions qui s'y déroulent, car aucun échange, aucune autre activité commerciale ne sont entrepris en dehors des périodes et des lieux de marché. La place du marché détient le monopole des transactions.

Les commerçants itinérants ne se rendent d'ailleurs jamais dans les villages, mais seulement aux marchés. Ceci ne s'applique évidemment pas aux artisans ambulants qui réparent les selles, les charrues et les autres objets encombrants qui ne peuvent être transportés au marché éloigné, ni au médecin qui passe irrégulièrement et qui transporte et vend ses propres drogues et médicaments. Ceci ne s'applique pas non plus — l'exception est à noter — à une catégorie de colporteurs qui se rendent dans les villages en l'absence des hommes, car les femmes forment leur seule clientèle. En échange de produits alimentaires, épices, petits objets manufacturés, bijoux, cosmétiques, charmes et autres articles que peuvent contenir leurs sacs aux multiples usages, ils reçoivent des œufs, des chiffons de laine, des toisons, ou encore de petites quantités d'huile prélevées en cachette par les ménagères sur les provisions

(285) Ch. de FOUCAULD, *Reconnaissance au Maroc*, Paris, 1888, p. 126.

(286) Ceci s'applique aux États politiques organisés et aux sociétés tribales.

(287) Pour information sur le *ma' ūna*, cf. R. MAUNIER, *Coutumes algériennes*, Paris, Domat-Monchrestien, 1935, p. 65-6 ; également E. DUMAS, *la Vie arabe et la société musulmane*, Paris, 1869, p. 449-57.

(283) G. WYSNER, *The Kabyle People*, New York, 1945, p. 131-2.

(284) E. MICHAUX-BELLAIRE, *le Gharb*, Archives marocaines, XX, 1913, p. 229.

domestiques. Cette forme non commerciale d'échange est le privilège incontesté des femmes ; on n'y utilise pas l'argent, le troc en est le principe directeur. Face à une telle exception, le fait que le commerce se limite au souk est d'autant plus frappant.

Du point de vue matériel, l'aménagement du marché peut être assez simple. Il se tient sur un terrain plat, de préférence sablonneux, afin d'éviter la poussière en été et la boue en hiver. Élément essentiel au site du marché, la présence d'une bonne source d'eau est souvent liée à celle d'un sanctuaire, de sorte qu'au moins dans les grands lieux de pèlerinage, l'activité du marché se combine avec des pratiques religieuses et des bains rituels. On prête serment au sanctuaire en cas de litige. Les sanctuaires se situent à l'intérieur d'un périmètre sacré qui sert éventuellement de refuge, et les personnes en danger (lors de guerres sanguinaires, etc.) peuvent y trouver asile. Tout ceci contribue à accroître la sécurité conférée par le pacte du marché à cette zone agitée. Le lien entre sanctuaire et marché est trop étroit pour que l'origine en soit récente. Si le sanctuaire près de la source ou de la mosquée est renommé, le pèlerinage coïncidera très vraisemblablement avec un accroissement des marchandises offertes sur le marché (288).

Selon le volume des affaires traitées au marché et selon le nombre de personnes qui s'y rendent, on peut diviser les souks en deux catégories. Ceux de la première catégorie sont peu importants ; ils se tiennent sur le territoire d'un canton de montagne ou aux frontières de deux ou trois cantons ; quelques abris rudimentaires amovibles, qui constituent les magasins (*tahanuts*), suffisent aux quelques douzaines de personnes, une centaine tout au plus, qui fréquentent le marché. Les notables du lieu le dirigent bénévolement. Les vastes souks de la seconde catégorie se situent à des points de rencontre, en des endroits stratégiques ou en des zones importantes de communication, par exemple au pied des montagnes ou aux frontières d'aires écologiques. En certains cas, ces marchés peuvent être entourés de murs, notamment si l'on y perçoit des droits. Ils peuvent compter des centaines de magasins, semblables aux alvéoles d'une ruche, faits de pierre et de boue séchée, chacun constituant la boutique d'un marchand. A l'intérieur de l'enceinte, on trouve des édifices permanents (entrepôts, petits restaurants, mosquée, etc.). Ces marchés peuvent être fréquentés par toutes les tribus de la région et réunir plusieurs milliers de personnes chaque semaine.

De tels souks sont typiques de l'Afrique du Nord, arabe ou berbère. Si l'on excepte les seules zones désertes, ils forment un système de marchés hebdomadaires qui se tiennent tour à tour à une distance qu'il est possible de parcourir à pied depuis le village. Cette méthode ne constitue pas seulement un avantage pour le fermier qui bénéficie d'un choix plus vaste de produits, mais elle se révèle également nécessaire dans des pays sans police et sans ville proche. La proximité des villages, non par rapport à un axe mais plutôt dans une aire de rayonnement, rend possible un tel système pratiqué en fait dans tout le Moyen-Orient, car les produits de la campagne arrivent dans les bazars des villes à des jours déterminés. Mais nulle part, le système n'est aussi parfaitement élaboré qu'en Afrique du Nord (289). Les marchés

(288) W. FOGG, « A Moroccan Tribal Shrine and its relation to a near-by Tribal Market », *Man*, 1940, n° 124. Également *Folklore*, vol. 51, juin 1940. Au marché de Sidi el Yemani (Djebala), il y a chaque année après la récolte du blé, un important pèlerinage à ce sanctuaire.

(289) Cette organisation cyclique a été étudiée par E. MICHAUX-BELLAIRE, *Le Gharb* ; pour Fez, par L. MASSIGNON, *Enquête sur les corporations musulmanes*, p. 97-8, de même que pour la région des Doukkala, *le Maroc au XV^e siècle d'après Léon l'Africain*, p. 116 ; et pour les régions

y portent le nom du jour de la semaine où ils ont lieu, suivi du nom de la tribu dont ils dépendent, et les jours de marché sont si bien répartis entre places voisines qu'il est toujours possible d'en faire la tournée hebdomadaire et de rentrer chez soi le soir. On pourrait ainsi tracer le plan de toute la région à partir des groupes de marchés dont il est possible de faire la tournée chaque semaine. Leur regroupement est une source d'informations pour celui qui étudie la géographie des unités économiques. Chaque école de village a congé le jour du marché (290).

C'est par tâtonnements qu'on a dû parvenir à cette répartition des marchés dans chaque région. Des rivalités devaient inévitablement surgir si deux marchés voisins se tenaient le même jour. En Kabylie, lorsqu'une tribu désirait établir un nouveau marché, elle devait obtenir le consentement des tribus voisines et choisir un jour qui n'empêcherait pas sur leurs droits (291).

Ainsi le réseau s'est-il tissé, décision après décision, sans jamais perdre de vue l'intérêt général. Plus les marchés étaient proches et fréquents, plus les avantages étaient nombreux. Finalement, aux jours fixés, les détenteurs d'un sauf-conduit, valable pour un jour précis, convergeaient de partout sur les sentiers qui conduisaient à des marchés déterminés. Cette méthode d'évolution fragmentaire ne favorisait pas un développement national. Tandis que dans l'Arabie nomade d'avant Mahomet, le temps imparti au commerce représentait une saison particulière de l'année (*mausim* ou mois de la mousson) au cours de laquelle les guerres claniques et tribales devaient être abandonnées, la population sédentaire d'Afrique du Nord semblait, par ses propres mécanismes de commerce continu, dans l'impossibilité de parvenir à une période commune de trêve qui aurait pu agir comme facteur d'unification à l'échelle nationale.

Le plus souvent, les places de marché se situent dans les vallées à mi-chemin entre les leffs opposés qui occupent des chaînes de montagnes parallèles. Elles se trouvent ainsi totalement exposées aux conséquences de ce système particulier d'absence de pouvoir propre au régime berbère.

Dans ces zones sans police et politiquement divisées, la fréquentation des marchés, aussi bien que les voyages à travers les divers territoires, s'effectuent selon des conventions qui assurent la neutralité. L'*'anāya* berbère ou sauf-conduit est délivré soit par les tribus elles-mêmes, soit par des membres de la tribu que l'on suppose soutenus par la puissance même du groupe auquel ils appartiennent. N'importe qui peut délivrer son *'anāya* sous sa propre responsabilité et espérer que les gens de sa tribu le respectent. Ainsi toute personne qui se rend au marché se trouve être au centre d'équilibre de forces opposées et s'en remet pour sa sécurité vitale et corporelle aux garanties de la place du marché.

10.3 Sauf-conduit

Assurer la paix du marché est l'un des principaux buts du régime des montagnes. Telle est en fait une des préoccupations essentielles de la vie berbère. Les marchés sont des lieux de contacts « externes » où l'étroite solidarité de

djebala et anjera du Maroc espagnol, par Walter FOGG, « Tribal markets in Spanish Morocco », *Journal of the Royal Asiatic Society*, juillet 1939, p. 322-6 et « The importance of tribal markets in the commercial life of the countryside of Northwestern Morocco », *Africa*, XI, 4, 1938.

(290) G. WYSNER, *op. cit.*, p. 130.

(291) HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 65.

l'*in-group* du village cède la place à un comportement « plus libre » qui résulte des relations avec des individus appartenant à d'autres groupes. L'isolement cantonal trouve ainsi son équilibre et son exutoire dans la fréquentation du marché.

Psychologiquement aussi bien que matériellement, les marchés se situent « en marge » des *in-group*s. Le villageois entre ici en contact avec d'autres groupes semblables, mais extérieurs au sien. Les villages, centres de la vie et du séjour des *in-group*s, et les marchés, centres de commerce des *out-group*s, sont absolument dissociés du point de vue matériel. Par rapport au village, le souk occupe une situation à part et contrastée. Il se trouve tout à fait en dehors des centres habités, dans des lieux déserts et en contrebas, loin des terres labourées. Une fois le marché terminé, les marchands et les boutiquiers remballent leur étalage et la place du marché est abandonnée sans qu'aucun signe distinctif ne la différencie presque du paysage. Ces lieux ressemblent en fait à des *no man's lands* assignés au commerce lors des trêves hebdomadaires.

Il existe des exceptions d'importance. Dans toutes les régions, on peut arrêter les commerçants ambulants et leur demander de vendre les marchandises qu'ils transportent — commerce obligatoire — et ceci aussi bien dans les villages que sur la route (292). En fait, dans certaines zones, les marchés se tiennent juste à la périphérie du village. Finalement, dans certaines villes des oasis (*qsars*), la place du marché se trouve au centre même de la ville qui peut être considérée comme une « ville de marché », laquelle approvisionne à la fois les visiteurs nomades et les cultivateurs de l'endroit. Cependant, bien que « marchés » et « villes » s'identifient dans ce dernier cas, on y retrouve également l'empreinte de la neutralité qui caractérise la place du marché non habitée. Le qsar est généralement sous la protection de groupes de nomades qui louent des bâtiments de la ville comme entrepôts. Si le qsar occupe une position centrale par rapport à différentes tribus nomades, son indépendance peut encore être plus totale. En fait, la position du qsar des oasis semble, sous bien des rapports, se rapprocher de celle du port de commerce. Le désert et la mer se ressemblent.

La séparation matérielle du village et du marché rend possible la coexistence de deux formes importantes d'intégration dans une même société — l'échange du marché et la réciprocité dans l'*in-group*. Bien qu'à certaines époques de l'année, un dixième de la population kabyle se trouve engagé dans un commerce itinérant (principalement du style du colportage et du troc décrits ci-dessus), dans les villages eux-mêmes, on remarque l'absence de marchands professionnels (293). Toutefois, en dehors de quelques transactions concernant les biens immobiliers, la vente des arbres ou des récoltes, etc., qui peuvent se préparer au village et se conclure au marché, l'importance des transactions effectuées au village est très limitée et ne représente probablement qu'une faible proportion du volume des affaires traitées au marché. En outre, tandis que le paiement en nature, le règlement par des services, le troc, etc., prévalent au village, le paiement comptant est la règle invariable du marché.

En plus de l'*anāya* et autres conventions semblables qui permettaient d'accéder au marché en toute sécurité, les groupes qui « possédaient » un marché déléguaient leur autorité à certaines personnes ou à certaines assem-

blées. Le type du marché qui en découlait pouvait varier d'un district à l'autre, mais, comme nous le verrons, les méthodes utilisées pour déléguer l'administration et le maintien de l'ordre du marché se limitaient à quelques-unes.

Lorsque le marché était réellement un marché intertribal « appartenant » à plusieurs groupes, les représentants de chacun s'installaient évidemment les uns auprès des autres et réglaient toutes les affaires, soit en commun, soit séparément, c'est-à-dire que chaque représentant liquidait les querelles survenues entre les membres de sa propre tribu. Il existe une limite à cette méthode. Dans le Rif, par exemple, les marchés sont l'occasion de conclure des alliances tribales (*ribā-t*). Dans ces réunions, les chefs peuvent avoir à juger des litiges qui surgissent dans des assemblées composées de nombreux guerriers armés (294). Le marché de Targist, par exemple, situé à un carrefour de la haute vallée de l'oued Ghis, se trouvait sous le contrôle de trois amghars désignés par les trois tribus intéressées, les Bāni Mezduys, les Targists et les Zerquets (295). Le système des marchés intertribaux dominait les districts du makhzen où les tribus tendaient à vivre en paix les unes avec les autres et dépendaient en outre de la juridiction du gouvernement central.

Lorsque, au contraire, un marché appartenait à une seule tribu ou à un seul village, le *tajma'at* de la tribu pouvait difficilement exercer seul le contrôle du marché : c'eût été pour ainsi dire appliquer une juridiction locale à des habitants d'autres régions. En cas de distances importantes, il pouvait n'être pas commode qu'un seul *tajma'at* détienne l'administration du marché. C'est alors qu'intervenaient sur le marché des délégations d'autorité.

Or, dans les régions où des personnalités religieuses jouaient un rôle important, comme dans les zones berbères de Kabylie et du Nord du Maroc, la solution la plus simple consistait à remettre le contrôle du marché à l'une de ces personnalités (*marabout*) ou à une famille de marabouts. Dans ces marchés soumis à l'autorité d'un marabout régnait, nous dit-on, malgré l'absence de toute réglementation spécifique, une harmonie générale.

Dans les zones tribales du makhzen, les marchés gérés par les professeurs de religion (*tulbas*) appartiennent à ce même type. L'origine en est ancienne ; autrefois, dans ces lieux de réunion, des jeunes hommes ou des étudiants se rassemblaient pour discuter de questions professionnelles. Les marchands, attirés par ces rassemblements périodiques, y installèrent leurs boutiques et leurs étalages et ouvrirent un marché. Le Kjouma'a Tulba et le Thenin Tulba nous offrent des exemples où les professeurs de religion eux-mêmes vendent toutes sortes de denrées alimentaires. Les tulbas dirigent ces marchés et y maintiennent l'ordre, car il n'y a ni chef, ni caïd, ni *khalifa*. Seul un juge (*qāzī*) y vient d'une agglomération voisine pour s'occuper des problèmes judiciaires (296). Ces marchés tenus par des tulbas apparaissent très indépendants de l'autorité du makhzen. Vers 1898, le marché de Thnayn as Smid al-Mā' fut supprimé à la demande de ceux qui devaient payer un droit de place dans la ville voisine d'Al-Qsar. Ils se plaignaient de la concurrence déloyale exercée par le marché non officiel des tulbas qui détournait nombre de marchandises. Mais les habitants de la campagne continuèrent à fréquenter le marché en dépit de l'interdiction du makhzen et les personnalités religieuses s'arrangèrent sans représentant de l'autorité (297).

(294) R. MONTAGNE, *op. cit.*, p. 252.

(295) *Ibid.*, p. 253.

(296) MICHAUX-BELLAIRE et G. SALMON, « Les tribus arabes de la vallée du Lekous », *Archives marocaines*, VI, 1906, 257-8.

(297) *Ibid.*, p. 261-2.

(292) Cf. par exemple de SEGONZAC, *Au cœur de l'Atlas*, p. 68-9.

(293) HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 77.

Les marabouts à qui le marché avait été confié pouvaient être morts depuis longtemps ; le marché se perpétuait alors en tant que lieu sacré et seule demeurait la malédiction (*tagat*) du saint vénéré dans le sanctuaire pour punir les fauteurs de troubles. Puisque l'on prêtait serment au tombeau du saint, les notables n'avaient pas à intervenir dans les litiges. Les grandes foires d'automne en particulier appartenaient à ce type de marché. On nous dit que : « Ces fêtes annuelles attirent les habitants de toutes les tribus situées à plusieurs journées de distance. On comprend que dans ce cas, aucun chef, aucune réunion de notables ne puissent avoir un prestige suffisant pour imposer le respect à une telle foule divisée par le souvenir de tant de querelles. Il faut, pour faire régner la paix et la sécurité, la crainte des châtiments d'un saint dont la puissance redoutable est connue de tous » (298).

Dans les régions où ces institutions religieuses ne pouvaient assurer la neutralité, de simples particuliers étaient chargés de faire respecter l'ordre au marché. Cette méthode pourrait apparaître à première vue comme une simple variante de l'autorité exercée par le marabout, mais placée cette fois entre les mains d'un civil. En réalité, elle agissait plutôt selon le principe inverse qui était de confier le maintien de l'ordre non à une personne détentrice d'une supériorité, mais à un individu dénué d'autorité, de manière à rendre le marché plus agréable aux visiteurs étrangers en leur offrant une juridiction neutre. Néanmoins, la personne en question devait être riche et de bonne famille et devait pouvoir compter sur la fidélité de son soff ou de son leff. Ces personnes, sorte de *custodes mundinarum*, étaient désignées par l'expression « chefs du marché ». En fait, leur statut semi-officiel ne résultait que du refus du groupe d'appliquer sa juridiction territoriale au marché. Hanoteau et Letourneux affirment à juste titre que les « chefs du marché » étaient, en Kabylie, les seuls fonctionnaires comparables à nos magistrats (299). La pratique était ancienne. Robert Montagne la fait remonter, avec peut-être quelque exagération, à l'Afrique romaine, dans laquelle de riches fermiers instituaient des marchés indigènes pour leur plus grand bénéfice (300).

Une solution autre que celle de la nomination d'un notable local consistait à affermer le marché à des particuliers par voie d'adjudication. Les marchés étaient vendus aux enchères pour une période déterminée, d'un an habituellement, au plus offrant, qui se dédommageait en prélevant des droits de marché. Puisqu'il fallait intégralement verser les taxes dues au makhzen, le fermier cherchait à accroître le montant des droits afin de payer les taxes dues au gouvernement et de s'assurer un bénéfice personnel. C'était la porte ouverte aux abus dont seuls les Européens et les autres personnes influentes qu'il ne fallait pas indisposer ne faisaient pas les frais.

Ces marchés semblent généralement fonctionner sans problème. Les collecteurs de taxes sont considérés comme des personnes qui ont investi et qui sont donc en droit d'attendre un profit. De plus, les fonctions visant au maintien de l'ordre font également l'objet d'une vente aux enchères de sorte que les commissaires des marchés distribuent volontiers des amendes. En outre, dans ces marchés vendus aux enchères, il existe théoriquement une séparation de l'appareil administratif et de l'appareil judiciaire, ce qui se traduit par un meilleur fonctionnement de l'ensemble.

La méthode qui consiste à affermer les marchés à des gens du pays,

(298) R. MONTAGNE, *op. cit.*, p. 261.

(299) HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, III, 47.

(300) BOISSIER, *Afrique romaine*, p. 149, cité par MONTAGNE, *op. cit.*, p. 231.

méthode très largement répandue dans les zones tribales du makhzen, parce qu'elle permet de collecter les impôts du gouvernement central dans les régions éloignées, est presque absente dans le siba. Le paiement des impôts au makhzen ou aux caïds n'existe pas et il y a généralement une répugnance à taxer les biens qui pénètrent sur le marché. Cependant les hommes du siba ont accepté cette innovation ainsi que beaucoup d'autres pratiques économiques ou sociales qui leur sont venues du makhzen.

Tout compte fait, la direction du marché est un moyen de parvenir au pouvoir. En confiant ou en affermant le simple fonctionnement du marché à l'autorité d'un individu, il semble que l'on favorise l'accroissement de son pouvoir personnel. Dans les zones où prospère la chefferie, c'est par « la direction des marchés » qu'un amghar montre le mieux son prestige et son habileté (301). Ceci peut entraîner l'apparition d'un makhzen. Une dépendance très étroite à l'égard des marchés, notamment dans le Haut Atlas, accompagne la destruction des vieilles habitudes de démocratie et de coopération, véritable siège de la réciprocité dans l'in-group. Sociologiquement, nous nous trouvons ici en présence d'un ensemble de facteurs conjugués qui font que les marchés ne peuvent pratiquement fonctionner sans de puissants oligarques ou sans des chefs éminents, et le développement de la chefferie conduit à un nouvel accroissement des dimensions du marché. Le processus peut être cumulatif et devenir accablant : les amghars ou chefs (plus tard les caïds) dépendent de plus en plus des bailleurs de fonds juifs, ce qui détermine l'apparition d'opérations financières compliquées ; la vieille loi tribale se trouve remplacée par le *chari'a* religieux et les réglementations du marché local traditionnelles dans le siba se voient phagocytées par celles du makhzen.

Mais ceci ne représente que la dernière phase d'un type d'évolution. Dans les régions où l'oligarchie n'atteignit pas au statut de classe sociale, les assemblées de représentants (inflas) continuèrent à administrer les marchés. En Kabylie, où la chefferie n'a pas du tout progressé, bien qu'une oligarchie se soit elle-même transformée en classe, les marchés sont administrés par les membres éminents de l'oligarchie, désignés comme chefs du marché. La combinaison dangereuse du développement des échanges du marché et de la croissance de l'autorité personnelle fut évitée par la multiplication du nombre des marchés qui conservèrent les mêmes dimensions restreintes qu'auparavant. Ceci, lié aux mécanismes du soff ou du leff, qui étaient en eux-mêmes le plus grand obstacle à l'apparition du despotisme, garda intacte la structure sociale traditionnelle et le système de chefferie ne progressa pas.

10.4 Les marchés explosifs

Normalement, les divers types de contrôle — qu'ils soient d'ordre surnaturel, conventionnel ou administratif — sembleraient suffisants pour assurer la paix du marché. Mais il n'en est rien dans les conditions exceptionnelles qui règnent dans ces zones traditionnellement ravagées par les combats de groupes hostiles. Les marchés y sont des barils de poudre qui peuvent exploser au moindre choc. Il existe un nom courant pour désigner la décharge soudaine et tragique qui affecte la paix du souk : le *nafra*.

Ces marchés, souvenons-nous en, sont par supposition (302) des terrains

(301) R. MONTAGNE, *op. cit.*, p. 253.

(302) Il en est évidemment de même, à un moindre degré, des rites et pèlerinages.

neutres, et les membres de tribus ennemies peuvent s'y rencontrer même si une guerre intertribale les oppose sans merci le reste de la semaine. L'atmosphère y est surchargée d'antagonisme latent et la trêve précaire peut dégénérer en violence réciproque.

Naturellement, le *nafra* se produit plus souvent dans les grands marchés intertribaux que dans les petits marchés des cantons de montagne qui ne rassemblent pas suffisamment de gens pour donner lieu à un tel phénomène de psychologie de masse. Dans les vastes marchés intertribaux, les membres des tribus, des *leffs* ou des *soffs* opposés se rencontrent face à face. Là où la guerre sanguinaire est le droit immémorial des familles, même les contraintes les plus fortes qui découlent de la neutralité, de l'*anāya* et des conventions, ne sauraient remplacer une autorité commune et efficace. Le *nafra* n'est donc pas un phénomène exceptionnel : un *nafra* peut être intentionnellement déclenché par des bandits pour piller, mais il résulte généralement de la propagation d'un simple désaccord entre deux individus, qui se termine par une bagarre à laquelle tous participent. En 1880, au souk du dimanche d'El Had Berriada, un homme de la tribu des Aït Boudvar et un autre de la tribu des Aït Wasif se querellaient au sujet d'une peau de chevreau qui ne valait pas plus de trente centimes. Deux factions se mêlèrent à la querelle, en vinrent aux coups et se battirent la journée durant à l'aide de pierres, de hachettes et de couteaux. Les armes à feu étaient interdites dans ce souk ; chacun avait son propre poignard. Le soir, trois cents hommes jonchaient le sol, morts ou blessés (303). Au souk des Ak'bil, un homme des Aït el Arba, de la tribu des Aït Yenne, se disputait avec l'un de ses débiteurs des Aït Hikhem, de la tribu des Aït Yahyā, dont la dette s'élevait à quarante-cinq centimes. Une guerre tribale s'ensuivit (304).

La plupart de ces combats de marché et les plus sanglants se déroulent en Kabylie. Comme nous l'avons vu, c'est une région de gros villages divisés en *soffs* qui forment volontiers des alliances semblables à celles des *leffs*. La Kabylie est aussi une région de vastes marchés au cours desquels les membres des tribus se transforment en commerçants et en marchands ambulants et circulent librement sur les territoires des tribus étrangères. Si les chefs et les commissaires du marché, comme c'est souvent le cas, ne réussissent pas à séparer les combattants, seul l'épuisement met un terme à la bagarre.

La tension même de la foule du marché peut, en certains cas, agir comme mécanisme de contrôle. Les gens y prennent parfois des mesures rapides et terribles pour enrayer un *nafra* imminent par une sorte de loi de Lynch. L'action foudroyante de la foule et la férocité du châtement donnent la véritable mesure de l'instabilité de ces rassemblements.

Si l'interdiction du port d'armes est souvent respectée en ce qui concerne les fusils, l'habitude de dissimuler des pistolets demeure courante. Au souk du dimanche des Aït Iraten, Said Naid Ahmed du village d'Aït el Arba, de la tribu des Aït Yenne, était en guerre contre le clan de Kassī-ou Mrad, vieux chef de Taguemiont Ihedden, *soff* des Aït Irsten. Said voulait tuer Kassī : il suivit le vieil homme dans un coin du marché et sortit l'arme à feu qu'il tenait cachée sous son burnous. La détonation le trahit ; quelqu'un poussa un cri et, quelques minutes plus tard, il gisait mort sous le monceau des pierres par lesquelles il avait été lapidé. On pouvait laisser tels quels ces tas de pierres qui recouvraient un cadavre afin qu'ils servent de mise en garde.

Rien, si ce n'est un comportement préventif brutal ne peut assurer la neutralité du marché. La structure sociale berbère permet par des réactions en chaîne l'amplification des conflits. Dans cette société politiquement cloisonnée, il est plus important d'isoler les lieux de troubles que de punir simplement les infractions à la loi. Les *qānūns* châtent aussi sévèrement les menaces que les actes. Dégainer un yatagan dans le souk est aussi mal que de poignarder quelqu'un. La personne qui intervient dans une querelle qui ne la concerne pas ne peut échapper à une amende. Quiconque tire un coup de feu au souk de Massat, même s'il ne blesse personne, paie autant qu'un meurtrier en dehors des jours de marché. Un conseil : « Sois hardi et rapide. Donne à ton geste toutes les marques de l'inévitable. Ne tâtonne pas. »

Il n'est pas étonnant que le *nafra* engendre la xénophobie. Les étrangers ont parfois tendance à enfreindre la loi (305), ils ne participent pas au maintien de l'ordre du marché et ne subissent pas les profondes répercussions d'un *nafra*. Le *nafra* jette le discrédit sur un souk et les gens cessent de le fréquenter. En outre, si un meurtre y a été commis, le marché est fermé pour une période de purification, d'un an généralement (306).

La loi de Lynch et une législation draconienne sont donc les traits dominants d'un marché berbère de montagne. Dans un contexte d'anarchie, seules l'extrême rigueur de la loi et son application impitoyable peuvent garantir une zone de paix et de liberté comme celle que l'on observe généralement dans ces marchés.

Par ailleurs, les femmes jouent un rôle important dans le maintien de la paix du marché. Ce fait, sociologiquement bien établi, peut aussi expliquer la tradition selon laquelle, tout au long de l'histoire, les femmes du Maghreb ont agi en conciliatrices et en messagères de paix dans les guerres et les querelles privées. Chez les Arabes, cette fonction de médiation de la femme découle de l'alliance matrimoniale (*sihr*) qui agit comme facteur d'union entre deux groupes. Dans de nombreuses tribus, une femme qui épouse un étranger devient citoyenne des deux tribus. Les Aït Mesruh et leurs voisins admettent également que les femmes étrangères qui se marient dans leurs tribus deviennent automatiquement des Mesruiahs. Les Talsints n'accordent cependant la qualité de citoyenne à la femme que lorsqu'elle met au monde un garçon (307). L'*anāya* des femmes est le plus puissant des *anāyas*, véritable vêtement d'immunité et de protection qui met en jeu l'honneur d'un groupe. De plus, en tant que maîtresses de maison, les femmes sont désireuses de bénéficier de l'approvisionnement du marché et d'en tirer des profits. Leur présence au marché va de soi. Deux domaines de l'activité économique sont le privilège exclusif des femmes, à savoir le commerce des volailles, des œufs et de la poterie, de même que dans certaines limites, la vente de la laine, du charbon de bois et du henné. Elles gardent leurs gains pour elles, de sorte que le marché est une source de revenu privé pour les femmes. Elles conservent les pièces qu'elles reçoivent au cours de ces échanges comme monnaie décorative, ou bien elles les investissent en bijoux, parfums, robes, etc. Leur présence évite bien des atteintes à la paix du marché et leur intervention favorise le retour au calme.

(305) *Ibid.*, p. 79.

(306) I. BIARNAY, « Un cas de régression vers la coutume berbère chez une tribu arabisée », Archives berbères I, 1916.

(307) M. MORAND, *Etudes de droit musulman et de droit coutumier berbère*, Alger, 1931, p. 314-5.

(303) HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, III, 303.

(304) *Ibid.*

10.5 La rigueur de la loi du marché

L'islâm n'a jamais élaboré de codes spéciaux pour le commerce, puisque la loi religieuse s'applique à toutes les activités. Ceci dit, les Berbères possèdent des tarifs d'amendes pour les villages et des tarifs pour les marchés.

Il est caractéristique qu'en tant que tel le marché ne soit guère mentionné dans les qânûns des villages ; sur les vingt-cinq qânûns complets et les vingt-neuf qânûns incomplets examinés, l'auteur n'a pu rassembler qu'une douzaine de références au marché (et ceci bien que certains qânûns comptent jusqu'à cinquante et parfois cent cinquante articles). Il n'en existe presque aucun portant sur les réglementations des marchés eux-mêmes. Dans les rares cas où le qânûn du village fait allusion à un marché particulier, c'est pour ordonner des sanctions plus sévères au marché qu'ailleurs.

Le marché est l'élément vulnérable de la structure sociale. La loi y est intentionnellement appliquée dans toute sa rigueur. Le qânûn de Massat nous le confirme. Robert Montagne a étudié cette tribu de formation récente vivant au Sud du Maroc (308). Le centre matériel qui soutient la confédération nouvellement constituée de Massat est le marché. Nous pouvons suivre pas à pas l'ensemble de ses lois au fur et à mesure qu'elles s'élaborent, car dans les qânûns, il semble que les réglementations s'ajoutent année par année.

Les sanctions appliquées en cas de vol au marché indiquent les moments cruciaux de cette séquence. Dans les derniers articles — 180 et 181 — édictés quelques années après 1880, nous lisons :

« Le Souk et Tetla ayant été transféré à son ancien emplacement au Nord de Toulon, à la date du 1^{er} Moharrem 1298 (4 décembre 1880), la tribu des Ida ou Mout a décidé que tout individu pubère en âge d'agir avec discernement, qui se rendra coupable d'un vol au souk, paiera une amende de 110 mitquals.

S'il ne veut pas payer l'amende, ou si sa situation de fortune ne lui permet pas de s'en acquitter, il sera condamné à l'énucléation des deux yeux, à moins qu'il n'obtienne le pardon de la Jema'a.

Telle sera la dette du coupable envers la société. »

Et article 182 :

« L'ancienne coutume prescrivant de faire payer l'amende par sept foyers choisis parmi les plus proches parents du coupable est abolie, car c'était une mesure arbitraire qui n'avait aucun sens, tant au point de vue du Chra'a qu'au point de vue de l'orf.

Seule, l'épouse du voleur, ou le père de ce dernier, ou encore les deux ensemble, s'il n'y a pas séparation de biens entre eux et le coupable, paieront, s'il y a lieu, l'amende en ses lieu et place ; autrement, il reste seul responsable de son acte. »

Ces deux articles se renforcent mutuellement. L'abrogation du principe coutumier de la responsabilité de la famille étendue va ici de pair avec le flagrant délit et par conséquent avec la loi la plus ferme contre le vol.

En parlant de « neutralité » des marchés, on veut dire qu'ils doivent être en dehors de tous les conflits qui surgissent dans les autres contextes. Dans le qânûn de Massat (article 113), il est interdit de porter sur la place du marché les litiges autres que ceux relatifs aux problèmes commerciaux locaux. *Vice versa*, les transactions commerciales locales doivent s'accomplir et se terminer

(308) R. MONTAGNE, « Une tribu berbère du Sud marocain : Massat » ; également M. BEN DAOUD, « Recueil du droit coutumier de Massat », Hesperis, 1924, p. 437. MONTAGNE et BEN DAOUD, « Documents pour servir à l'histoire du droit coutumier du Sud marocain », *id.* 1927.

le jour même du marché et celles laissées en suspens ne peuvent être reportées au prochain jour de marché. En Kabylie, par exemple :

« Celui qui quitte le marché et laisse une dette de plus d'un réal paye une amende d'un demi-réal » (309).

De telles dispositions empêchent nécessairement l'apparition d'un système de marchés, c'est-à-dire la création de liens entre les divers marchés. Aucun système de crédit ne peut se développer ; aucun arbitrage des prix n'est praticable. Le chemin qui mène au commerce de marché est bloqué. Même les finances et les affaires se développent en dehors des marchés. Elles dépendent, non des marchés, mais du commerce et du gouvernement.

Les Berbères n'ont jamais totalement accepté les lois sur l'usure de l'islâm orthodoxe. Chez les premiers écrivains français de la conquête, il était courant d'opposer en cela Berbères et Arabes.

Au cours d'une année typique de la seconde moitié du XIX^e siècle, les Français délivrèrent de 8 000 à 10 000 passeports aux commerçants du cercle de Fort National. Si l'on considère que le nombre des habitants n'y était que de 76 616, un huitième au moins de la population se livrait de temps en temps au commerce. Les trois quarts des passeports délivrés l'étaient à des colporteurs itinérants ou « parfumeurs ». Pour se payer de leurs cosmétiques, rubans, charmes, fichus et autres bagatelles destinés à la parure féminine, ils prenaient quelques poignées de farine ou de raisins secs, des chiffons de laine ou de l'huile, ce dont on disposait dans les foyers. Si ces colporteurs ne demandaient jamais d'argent, ils n'en dépensaient pas non plus. Une des caractéristiques du colporteur prospère était de mendier avec succès. Lorsque le troc et la mendicité lui avaient permis de réunir une quantité suffisante de marchandises, il se rendait à la ville pour les y vendre. Un Aït Yenne qui se mit en route avec un capital de 25 francs revint à la fin de la saison avec 1 000 francs. Un autre Aït Yenne investit tout son capital, qui s'élevait à 10 francs, dans des marchandises de pacotille et fit un bénéfice net de 500 francs. Ces colporteurs transportaient leurs marchandises bon marché dans des sacs et on les appelait « les commerçants au sac » pour les distinguer des « commerçants à la tente » qui possédaient des bêtes de somme, des tentes et des domestiques. Les sacs pouvaient parfois peser de trente-cinq à quarante kilos, et quand le pauvre Kabyle rentrait chez lui après l'une de ces tournées, il avait le dos marqué de profondes cicatrices (310).

10.6 Anarchie segmentaire et prix « libres »

Il nous faut pour finir aborder la question de la fixation des prix dans ces marchés (311). De manière très générale, nous pouvons dire que l'organisation des marchés dans le makhzen et le siba était réglée par des principes fort différents. Dans le makhzen, les marchés faisaient l'objet d'un contrôle très

(309) Qânûn de la tribu des Aït b. Youcef (village de Taourirt Amran), HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, III, 429, art. 8.

(310) Ch. DE SEGONZAC, *Voyages au Maroc*, p. 221, Paris.

(311) Les échanges des marchés à des cours fixés (équivalences) étaient également connus en Afrique du Nord, mais uniquement dans les zones désertiques. Il semble que l'usage en était propre aux tribus arabes nomades. Le taux d'équivalence orge-dattes, par exemple, se modifiait progressivement en descendant du Nord vers le Sud.

strict ; les autorités fixaient les prix qui étaient proclamés publiquement ; ce contrôle autorisait des fluctuations d'un mois à l'autre, d'une semaine à l'autre et même d'un jour à l'autre selon les proclamations. Dans le siba, au contraire, les témoignages mettent en évidence une liberté beaucoup plus grande dans les transactions où les prix, au moins dans une certaine mesure, résultaient des marchandages entre parties (312).

Malheureusement, les informations sont unilatérales. Les documents sur le makhzen abondent ; il existe des listes de prix couvrant de longues périodes et l'organisation elle-même du commerce y est relativement bien connue. En ce qui concerne le siba, notre ignorance s'avère presque totale. Nos auteurs ne nous offrent que de vagues comptes rendus ; nous ne possédons pas une seule description détaillée des activités d'un marché typique du siba.

Dans les cités du makhzen, les prix des marchandises — notamment des denrées alimentaires, des biens de première nécessité, des textiles, etc. — sont fixés par proclamation. Un fonctionnaire, délégué par l'autorité centrale, le *muhtasib*, est chargé de cette proclamation. Les cours sont arrêtés après consultation des grossistes et prise en considération des prix payés par ces derniers aux producteurs. Une fois les cours officiels proclamés, il est interdit de vendre à un prix supérieur, mais il est permis de consentir un prix inférieur. Les prix du makhzen restent donc partiellement fonction des prix payés dans les marchés de gros. Dans ces marchés, ruraux et régionaux, les libres transactions et la vente aux enchères déterminent les prix. Quand des transactions en gros sont conclues au moyen d'opérations à long terme, on obtient des prix inférieurs, par exemple lorsque les courtiers achètent les récoltes à l'avance.

Les marchés du siba s'irritaient de la présence de ces marchés ruraux de gros qui nuisaient à leur profit, puisque souvent ils étaient eux-mêmes des marchés d'approvisionnement des villes. De plus, on pouvait à peine exiger de l'équilibre politique instable et transitoire des marchés du siba, à qui les mécanismes administratifs de contrôle faisaient en outre défaut (313), l'organisation compliquée qui, dans le makhzen, était responsable de la fixation des prix et qui impliquait la consultation des grossistes, l'examen des marchandises, le châtimement des transgresseurs et une surveillance minutieuse des marchés. Bien que quelques marchés du siba aient servi, comme nous l'avons dit, de marchés d'approvisionnement des villes, la vente en gros que les paysans berbères faisaient de leurs récoltes aux courtiers des villes ne déterminait pas la fixation des prix chez ces derniers, car les opérations de vente en gros et de vente urbaine au détail appartenaient à deux ordres de choses différents. En outre, il arrivait souvent que bien que les marchés ruraux approvisionnent les villes, leurs propres prix de détail soient plus élevés que ceux des cités du makhzen.

La spéculation par manipulation des approvisionnements n'était pas un phénomène inconnu dans le Maroc d'avant le protectorat. Ses effets se faisaient cependant assez peu sentir. Dans les cités et les villes du makhzen, l'organisation se fondait sur une politique de protection des consommateurs par la fixation du prix de détail des denrées alimentaires et des autres biens

de première nécessité. Là où cette organisation faisait défaut, comme dans le siba, il s'avérait impossible de contrôler la spéculation de la même façon ; mais les conséquences de l'accumulation et de la manipulation des approvisionnements en biens de première nécessité revêtaient, étant donné la nature des choses, une moindre importance, car la plupart des consommateurs étaient aussi producteurs de ces mêmes biens. Cependant, même dans le siba, la possibilité de spéculer apparaissait en certains cas comme virtuellement dangereuse. Les Kabyles, pour leur part, ont élaboré une solution de ce problème et il n'y a aucune raison pour que nous n'admettions pas de semblables mesures de restrictions dans nombre d'autres tribus ou districts de l'Afrique du Nord dont les liens sociaux étaient très étroits. On fait face à la rareté temporaire par le rationnement. Comme le notent Hanoteau et Letourneux : « Le commerce est presque toujours libre ; néanmoins, en temps de guerre, lorsque les communications sont impossibles ou dangereuses, le *tajma'at* délibère pour fixer le maximum de denrées que chaque habitant peut acheter sur le marché. Il en est de même lorsqu'une neige épaisse a bloqué les routes ou lorsque la disette sévit dans le pays ; dans ce dernier cas, les habitants valides ne peuvent rien acheter jusqu'à ce qu'on ait pourvu aux besoins des malades et des femmes enceintes ou récemment accouchées » (314).

Les implications de ce rationnement *ad hoc* sont d'une très grande portée. Il présuppose, en matière de marché, un degré élevé de discipline de la part du public en général ; il crée également une forte présomption en faveur de la pratique de prix fixés pour les principales denrées et les biens nécessaires à la vie.

Les atteintes à la liberté dans les transactions étaient punies. Dissuader des concurrents d'acheter, soit par des dons, soit par des promesses, n'est pas en soi un délit chez les Kabyles, mais « celui qui déprécie la marchandise d'autrui, par haine ou pour acheter lui-même à bon marché, paye 5 douros d'amende, s'il est reconnu que la marchandise n'avait pas les défauts qu'il lui reprochait » (315). Cette intéressante disposition prouve avec une plus grande évidence qu'il existait des normes d'un marchandage équitable.

En ce qui concerne les prix, nous ne pouvons affirmer que les informations soient très satisfaisantes. Nous ne possédons aucun détail précis sur les prix négociés ni sur les mécanismes spécifiques des prix en vigueur dans le siba. Cependant, nous avons suffisamment d'indications qui témoignent essentiellement, et comme d'une caractéristique très répandue, en faveur d'un type de prix « libres » et de fluctuations spontanées des prix. Néanmoins, la limitation des entreprises commerciales à celles du genre colportage avec troc montre que le bénéfice provenait plus du commerce, en tant que transport, que des marges prélevées dans le marché lui-même. Les marchés de montagne berbères restent cependant en anthropologie économique l'un des rares cas qui puisse se rapprocher des prix de marché négociés pour les biens quotidiennement nécessaires. On peut relier ce cas au fait que dans les marchés, les attitudes étaient commandées par un système implicite de conventions culturelles et sociales où la liberté pouvait se manifester dans un modèle d'action.

(312) R. MAUNIER, *Loi française et coutume indigène en Algérie*, Paris, Domat-Monchrestien, 1932, p. 137-8.

(313) Il est dommage que la majorité des voyageurs n'ait pas prêté une plus grande attention aux prix bien que cela ne leur eût pas été impossible.

(314) HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, III, p. 268.

(315) Qānūn des Alt Frawsen, art. 94, HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, III, 393.

10.7 Conclusions

La réciprocité dans l'in-group et les échanges de marchés dans l'out-group sont les deux formes les plus manifestes d'intégration qui prévalent dans cette société (316). Leur coexistence semble aller de pair avec les traits de communalisme, d'individualisme et de segmentarité d'une culture dont Hano-teau et Letourneux disent que : « Chez aucune nation on ne trouve de combinaison qui soit plus près de l'égalité et plus loin du communisme » (317). Il est certain que les échanges réciproques renforcent les sentiments villageois d'interdépendance au sein de la communauté. Les semailles ou les moissons se font souvent en commun, notamment si une famille manque de bras pour la circonstance. Celui qui bénéficie de l'aide sollicitée la rend en nature ; il nourrit également tous ceux qui travaillent pour lui. Le système qui résulte de cette coopération englobe toute la communauté. Ces rassemblements pour effectuer un travail en commun n'épuisent pas les formes de relations interpersonnelles de la société berbère. L'individu ne se trouve en aucune manière absorbé par le groupe et il peut occasionnellement être le seul bénéficiaire d'un comportement communautaire réciproque. Néanmoins le vaste domaine des échanges dans les marchés berbères est le lieu d'expression des tendances individualistes.

La combinaison berbère de réciprocité dans l'in-group et d'individualisme est possible du fait que la société est « libre », au sens où les groupes qui la composent ne sont pas liés les uns aux autres, si ce n'est « librement ». Aucun pouvoir central et supérieur ne renforce l'unité du tout. Ce trait fondamental de la société berbère : l'absence de tout centre politique, urbain ou social et le manque de centralisation, est si lourd de conséquences, qu'il nous faut marquer une halte dans l'analyse. L'idée de centralisation est tellement ancrée dans nos esprits que lorsque nous rencontrons une société où elle fait défaut, nous avons tendance à interpréter cette société avec inexactitude et à la juger à tort comme vivant dans le chaos. Ainsi que l'écrit Masqueray en parlant des Berbères : « [...] des populations qui n'ont aucune idée, *aucun sentiment, qui ne soit l'inverse des nôtres*, ne doivent pas être étudiées avec des idées préconçues » (318).

La seule comparaison qui nous vienne à l'esprit à propos de la société berbère est celle des systèmes anarchiques et utopiques des Proudhon, Bakounine ou Kropotkine. Même dans ce cas, étant donné les analogies dont le philosophe social a conscience, l'utopiste, tout comme le spécialiste moderne des sciences sociales, est toujours enclin à confondre l'organisation avec l'autorité centrale. Par exemple, il est vraisemblable qu'il présuppose qu'une modification de la densité ou du volume de la population implique nécessairement un changement complet de la constitution ou de la structure de la société. Bakounine lui-même — au moment où il fallait temporairement inciter à la révolution — jugeait nécessaire de combiner un système de fédérations de travailleurs associées entre elles par des pactes libres — dans le langage de l'époque — avec un exécutif central et révolutionnaire qui les contrôle.

(316) On peut soutenir que dans cette société, l'économie familiale est la forme la plus importante d'intégration. Mais cette intégration ne se réfère qu'à un groupe de petites dimensions et n'englobe pas tous les systèmes de relations de la société.

(317) HANO-TEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 468.

(318) E. MASQUERAY, *Comparaison des dialectes*, Introduction, p. 5.

Tel a été jusqu'à maintenant le cadre traditionnel des mouvements anarchistes qui a profondément affecté la doctrine.

Cependant, empiriquement, lorsque la centralisation fait vraiment défaut ou bien n'existe qu'à l'état embryonnaire, comme c'est ici le cas, une modification du volume de la population, par exemple, n'affecte pas, pour l'essentiel, la nature de l'organisation sociale. La société peut aussi se développer — comme le montrent fort bien les données ethnographiques — selon des directions que permet cette absence même de centralisme. Tel est le cas de la société berbère qui renaît comme le phénix. L'absence de centre favorise un système d'équilibres qui peuvent se réengendrer et qui en fait se sont souvent réengendrés. Sporadiquement, la centralisation est devenue importante chez les Berbères. Néanmoins, chaque fois que les nouvelles souverainetés ont été détruites, les institutions décentralisées et localement autonomes ont repris de la force comme si rien ne s'était passé. De nouveau, elles ont réapparu telles que dans le passé, contribuant à une vaste intégration culturelle, par leur système propre d'équilibres avec l'out-group et de réciprocités dans l'in-group. Simultanément a réapparu la constitution économique adaptée à cette décentralisation et à cette intégration équilibrée. Les échanges des marchés ont repris et finalement l'édifice fermé de la vie villageoise et cantonale s'est trouvé contrebalancé. Que les marchés soient supprimés par suite de la guerre par exemple, l'équilibre bascule de l'autre côté, renforçant les réciprocités de l'in-group villageois, parental ou cantonal.

En fin de compte, tout ceci est rendu possible parce que, par suite du manque de centralisme, existe une réaction combinée de deux types de comportement qui peuvent alterner et trouver un cadre naturel dans la dichotomie de l'in-group et de l'out-group. Une telle société possède un double *facies*, une alternance de formes de réciprocité et de formes d'individualisme. L'anthropologue social peut éprouver quelques difficultés à différencier les deux visages présentés au village et au marché. Cette dualité apparaît à l'économiste sous une forme très simplifiée : quand le premier facies celui du village, est privilégié, le comportement économique est un comportement de réciprocité, quand le second facies se manifeste, dans les coutumes de pèlerinages et, sauf-conduits, commerce et voyage, échange et marché dominant la scène. Si l'individu s'aventure à l'extérieur du district, il se trouve sous la seule sauvegarde des coutumes qui gouvernent les marchés et les places de marché et il agit lui-même en tant qu'individu dominé par l'esprit d'une économie de marché. Sa personnalité est limitée par la nature de ses conventions « libres » avec les autres membres de son groupe dans cette société et par les contextes, l'un de réciprocité et d'obligation, l'autre d'individualisme et de liberté, que sa société et sa culture lui inculquent. Il est à noter qu'on ne tolère pas au village un comportement qui risque de jeter le trouble. La législation favorise l'action individuelle au marché seulement. Que ces deux contextes de la vie berbère soient institutionnalisés dans des lieux d'action matériellement séparés, le village et le marché, est en fait important. S'ils ne l'étaient pas, ces contraires se heurteraient de front.

Si nous considérons à nouveau le marché comme nous l'avons vu, cette situation a de curieuses conséquences, et tout d'abord le manque de stipulations administratives spécifiques concernant le contrôle interne des prix, des motifs ou de l'action commerciale. C'est le contexte lui-même, la paix du marché, qui doit être sauvegardé et maintenu par des règles explicites. D'autre part, en l'absence de ces contrôles internes, on peut supposer que les marchés sont en voie de devenir des marchés libres avec des prix libres et fluctuants.

Cette hypothèse est exacte, mais en partie seulement, car les marchés sont encore essentiellement de simples endroits où les producteurs échangent en réalité des provisions contre des biens de consommation. Ce sont, en d'autres termes, des centres de transactions qui ne disposent pas par eux-mêmes d'un pouvoir particulier et où l'activité commerciale continue donc d'être limitée. Ainsi les marchés peuvent menacer l'édifice communautaire de la société, mais seulement dans certaines limites, ce qui d'ailleurs assure la permanence de la dualité du village et du marché. Avec cette réserve cruciale, les marchés sont ici des lieux extérieurs d'échanges entre des individus qui se dépouillent de la personnalité de groupe qu'ils partageaient dans la commune et le village. On peut se demander si cette combinaison de comportement individuel et de situation marginale entre les groupes n'est pas, quand elle se produit, susceptible de découler du fonctionnement de l'institution de marché.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie complète celle qui figure déjà dans les notes

- BEN DAOUD, M., « Recueil du droit coutumier de Massat. » *Hesperis*, 1924.
 BOULIFA, « Le Kanoun d'Adni, » *Travaux et Mémoires publiés en l'honneur du XIV^e Congrès des Orientalistes par l'Ecole Supérieure des Lettres d'Alger*, 1905.
 BOURRILLY, J., *Eléments d'ethnographie marocaine*. Paris, 1932.
 DAUMAS, E., *Mœurs et coutumes de l'Algérie*. Paris, 1853.
 DRESCH, J., *Commentaires des cartes sur les genres de vie de montagne dans le massif central du Grand Atlas*. Tours, 1941.
 HANOTEAU, A., *Essai de grammaire kabyle*. Alar, s. d.
 LAOUST, E., *Mots et choses berbères*. Paris, 1920.
 LUC, B., *Le droit kabyle*. Toulouse, 1911.
 MARÇAIS, W., *Textes arabes de Tanger*. Bibliothèque de l'Ecole des Langues Orientales Vivantes. Paris, 1911.
 MAUNIER, R., *la Construction collective de la maison en Kabylie*. Institut d'ethnographie de l'Université de Paris, n° 3, 1926.
 — « Recherches sur les échanges rituels en Afrique du Nord, » *Année sociologique*, nouvelle série, 1924-25. Paris, 1927.
 — « Les groupes d'intérêt en Afrique du Nord, » in *Annales sociologiques*, coll. de *L'année sociologique*, fasc. 2. Paris, 1937.
 MICHAUX-BELLAIRE, E. et SALMON, G., « El Qcar el Kabir : une ville de province au Maroc septentrional, » *Archives marocaines*, II, 1905.
 MONTAGNE, R., « Le régime juridique des tribus du Sud marocain. » *Hesperis*, 1924.
 RICHARDOT, E., *Notes sur la touiza*. Alger, 1909.
 — *La mutualité agricole des indigènes de l'Algérie*. Paris, 1935.
 UBACH, E. et RACKOW, E., *Sitte und Recht in Nordafrika*. Stuttgart, 1923.

11.

Walter C. Neale

Réciprocité et redistribution dans le village indien ; suite à quelques célèbres discussions

L'histoire économique doit prendre en considération de nombreuses régions et de nombreuses périodes dans lesquelles les activités de production et de distribution ne s'appuient ni sur l'achat, ni sur la vente, ni sur le concept d'efficacité économique. Les activités économiques de ces sociétés sans marché peuvent apparaître d'une complexité déroutante à moins que l'on ne possède quelque approche exploratrice qui serve d'alternative au théorème du marché. Dans le cas du village indien, la nécessité de se référer à autre chose qu'au marché a été reconnue par toute une série de chercheurs, mais une solution satisfaisante exige des modèles positifs, qui caractérisent l'absence de marché. Ce chapitre montrera comment quelques-uns des aspects insolubles de l'économie du village s'expliquent par les concepts de réciprocité et de redistribution.

Le village indien a été décrit comme précapitaliste, comme ayant une économie de troc, une économie de subsistance, ou encore comme étant communiste ou collectiviste. Cependant, le qualificatif « précapitaliste » indique seulement que le village indien n'est pas capitaliste, ce qui implique une série de résonances téléologiques. L'expression « économie de troc » fait allusion à l'absence de monnaie, et ceci, comme nous le verrons, est trompeur. L'expression « économie de subsistance » signifie seulement que l'agriculture est la principale occupation et elle inclut habituellement l'idée de pauvreté. En ce qui concerne l'adjectif « communiste », la signification en reste vague. Il n'est pas employé dans le sens des variantes modernes du marxisme, mais se réfère à une situation dans laquelle personne et tout le monde à la fois est propriétaire. Tandis que le terme « collectiviste » tient compte de cette difficulté en laissant entendre que les biens publics requièrent quelque organisation définie pour devenir fonctionnels ; il ne fournit encore que bien peu d'indications sur les opérations économiques spécifiques. De toute façon aucune explication ou description partant de ces concepts ne permet d'élaborer un ensemble de principes formels, montrant comment est organisée la production des biens, ni comment ceux-ci sont distribués. Tous ces termes ne servent qu'à mettre l'accent sur l'absence de certaines institutions de marché dans le système du village ; et bien que la négation de l'existence du marché soit exacte, ils n'offrent aucun cadre de référence pour une description ou une analyse positive.

Le problème de la description de l'économie du village indien fut principalement abordé par une série d'administrateurs britanniques en Inde qui visaient des objectifs pratiques, puis par Sir Henry Maine.

Depuis le début du XIX^e siècle, la communauté villageoise et sa structure économique ont été l'objet de sérieuses attentions. En 1819, Holt Mackenzie, employé du fisc dans l'administration de la Compagnie des Indes orientales, présenta une note sur les diverses formes de système foncier rencontrées dans les districts nouvellement acquis du Nord-Ouest du Bengale. Son analyse était inspirée par le désir pratique de trouver une façon simple, sûre et cependant équitable de répartir et de collecter l'impôt. Les administrateurs se trouvaient confrontés à la tâche de prélever l'impôt et devaient aussi élaborer les moyens techniques d'y parvenir. Afin d'avoir un système d'imposition efficace, il leur fallait déterminer quelles personnes ou quels groupes particuliers seraient responsables des versements. Une connaissance de la structure du village s'avérait nécessaire afin de décider quels devaient être ces personnes ou ces groupes.

Deux considérations entraient en jeu. Tout d'abord, la Compagnie ne disposait que d'un nombre restreint d'agents pour administrer un vaste territoire. Les responsabilités devaient être placées là où la répartition et la collecte de l'impôt exigeait le moins de surveillance directe ; et elles devaient être conçues de sorte que l'opération de collecte soit facile sinon automatique. Cette considération renforça un penchant naturel à modeler l'Inde sur le système qui existait dans la campagne anglaise. En second lieu, l'équité exigeait que ceux qui jouissaient des droits sur la terre et ses produits soient protégés dans ces droits. En outre, elle demandait que ceux qui devenaient responsables du paiement de l'impôt aient une chance de profiter de leur responsabilité tant que ce n'était pas aux dépens des privilèges coutumiers de ceux qui occupaient un rang inférieur dans la hiérarchie du revenu. Cette seconde considération renforça la tendance à regarder les zones rurales indiennes comme des répondants du système hiérarchique de la campagne anglaise, où l'on pouvait bien dire que les gros propriétaires protégeaient leurs fermiers tout en profitant de la situation de ces derniers. Pour parvenir à leurs fins, les agents de la Compagnie devaient savoir avec certitude qui contrôlait les produits du village et être ainsi en mesure de faire face aux exigences de l'administration fiscale ; ils devaient aussi savoir quels droits et quelles obligations s'attachaient aux autres membres de la communauté.

On ne comprit que lentement l'étendue du problème. Durant la dernière partie du XVIII^e siècle et la première décennie du XIX^e, la Compagnie avait simplement traité avec des personnalités locales puissantes, sortes de fermiers généraux, mais l'agitation et le mécontentement montrèrent bientôt que la stabilité de l'administration fiscale et économique ne pouvait se réaliser à longue échéance que si les agents de la Compagnie comprenaient les véritables relations qui existaient entre les villageois autochtones. Ce fut pour ces raisons que Holt Mackenzie exposa les droits et les devoirs traditionnels de ceux qui vivaient de la terre dans les provinces du Nord-Ouest.

Outre les considérations qui régissaient l'administration fiscale, les Anglais se trouvaient confrontés à une décision pratique, à savoir comment répartir entre la Compagnie et les autres ayants droit le profit économique provenant de la terre. Jusqu'à ce que cette question de principe fût réglée, il n'était pas possible de créer un système permanent. Le problème était posé en termes de propriété. On acceptait comme axiome qu'une personne ou un groupe de personnes « possédait » la terre et également que quiconque possédait la terre avait droit à la rente économique ou, comme on l'appelait alors, au « revenu net » qui résultait de la productivité de la terre. Ainsi, la décision à propos d'un problème pratique — quel devait être le montant de l'imposition sur le

revenu foncier ? — dépendait en grande partie de la réponse à une question de droit : qui possédait la terre ? Le gouverneur et ses successeurs ? La Compagnie ? Quelques particuliers ou quelques groupes de personnes ?

La décision ne reposait cependant pas uniquement sur le problème légal. Il n'était pas moins important de s'en tenir logiquement à un idéal pratique d'organisation rurale. Un objectif constant des Anglais fut de créer une aristocratie terrienne indigène. Le *Permanent Settlement of Bengal* montre bien que les employés de la Compagnie pensaient selon le système anglais en termes de propriétaire terrien, fermier, ouvrier agricole. Ce *Permanent Settlement* fixait à perpétuité le montant du revenu foncier dû par ceux que les Anglais reconnaissaient comme propriétaires. Ils croyaient que ces propriétaires utiliseraient les avantages de leur situation privilégiée pour favoriser le développement des campagnes et rendre l'agriculture prospère.

Les idées que les Anglais apportèrent avec eux en Inde ne correspondaient en rien aux relations véritables des cultivateurs et des artisans indiens. Les Anglais commirent erreur sur erreur et multiplièrent ainsi leurs difficultés dans l'administration d'une terre étrangère. Au lieu de propriétaires terriens et de fermiers utilisant un système de prix, de marchandage et de contrat, les Anglais trouvèrent un enchevêtrement de castes et de coutumes qui réglaient des relations interfamiliales. Là où les Anglais s'attendaient à trouver un propriétaire, ils rencontrèrent une imbrication de droits multiples.

Ces problèmes furent portés à l'attention des intellectuels par la publication de l'ouvrage de Sir Henry Maine (319). A l'origine, celui-ci s'intéressait à l'histoire des institutions juridiques romaines. Lorsqu'il commença à examiner les lois et les coutumes de l'ancienne société hindoue, il voulait simplement illustrer la structure de l'ancien droit romain. Il appuya son interprétation du droit romain comme essentiellement interfamilial par l'analogie avec la loi et la coutume hindoues, et il démontra que le village hindou était le prototype du système familial de la Rome antique et de l'Europe ancienne. Passant du droit romain au droit hindou, Maine se laissa entraîner par son intérêt jusqu'à opérer une analyse comparée des jurisprudences, qui englobait non seulement les droits romain et hindou, mais aussi l'ancien droit germanique et le code Brehons de l'ancienne Irlande.

Au fur et à mesure que Maine élargissait les aires géographiques de ses intérêts, sa pensée sociale s'étendait à un domaine plus vaste. Partant d'un intérêt pour l'évolution du droit individuel et du droit de propriété en Occident, il fut amené à travers l'étude de leurs origines à pénétrer la structure de la communauté villageoise orientale. Il apporta une contribution inestimable à l'histoire économique en prouvant que l'économie du village indien n'était pas centrée autour du marché et qu'en fait un nouveau cadre de référence devenait nécessaire pour en étudier les caractéristiques. Maine lui-même fit la différenciation fondamentale entre société de type statutaire et société de type contractuel — distinction qui se révéla extraordinairement fructueuse et qui pourtant ne fournissait pas encore d'indication sur la variété des institutions de nature statutaire ni d'explication sur les arrangements formels que les économies de type statutaire peuvent utiliser.

Maine reconnut que le village indien constituait une unité fermée avec ses droits et ses obligations propres. Il était formé de groupes de familles

(319) Sir Henry Summer MAINE, *Ancient Law*, New York, 1906, notamment les ch. 1, 5 et 8 ; *Village Communities in the East and West*, Londres, 1861 ; *Dissertations on Early Law and Custom*, New York, 1886, notamment les ch. 1 à 4.

étendues et de castes dont les relations juridiques et économiques étaient interfamiliales plutôt qu'interpersonnelles. Notre conception des droits de propriété, et par conséquent des relations d'aliénabilité, de vente et de marché n'était pas applicable à un système organisé sur des principes de nature juridico-religieuse.

La description qu'a brossée Maine a été, depuis, critiquée pour l'inexactitude de certains détails (320), mais l'orientation générale de son argumentation ne fait l'objet d'aucune mise en question. L'importance de ses découvertes résidait dans l'insistance sur l'unité organique de l'économie villageoise, sur son système de responsabilité collective, et par-dessus tout sur le statut en tant qu'explication des motivations et principe d'organisation et d'intégration de l'économie du village. Le problème de la structure de la communauté villageoise se trouvait donc centré autour de la façon précise dont le statut servait à organiser l'économie.

Tandis que l'éventail des intérêts que reflétaient le travail de Sir Henry Maine et celui des administrateurs britanniques allait des questions pratiques d'établissement de la responsabilité pour le paiement de l'impôt jusqu'à l'étude comparée des coutumes juridiques, nul ne se livra à une analyse formelle des principes d'intégration économique de l'économie villageoise. Maine et ses successeurs s'intéressaient à la loi et aux droits, tandis que les administrateurs n'éprouvaient pas le besoin d'aller au-delà des solutions à leur préoccupation immédiate, à savoir trouver un système pratique pour collecter l'impôt et pour partager le revenu tiré de la terre entre le dirigeant et les dirigés. Une fois que l'action de l'administration britannique eut modifié les conditions originelles de vie des indigènes, les problèmes d'administration furent si profondément influencés par la façon d'agir des Anglais qu'une analyse des coutumes indigènes serait apparue à l'administrateur pragmatique comme d'un intérêt purement académique.

Cette étude a pour but de montrer que la structure de l'économie villageoise et la nature du revenu foncier s'expliquent beaucoup mieux grâce aux concepts de réciprocité et de redistribution que par ceux de la théorie économique ou par les termes plus vagues encore d'« économie précapitaliste, » d'« économie de troc » ou d'« économie de subsistance ».

La réciprocité implique que les membres d'un groupe agissent envers les membres d'un autre groupe de la même façon que les membres de ce groupe, ou d'un troisième, ou d'un quatrième, agissent envers eux. Elle ne renferme aucune idée d'égalité, de justice et n'obéit pas à une règle souveraine. La réciprocité signifie plutôt et uniquement qu'il y a un écoulement à double sens ou circulaire de biens ainsi qu'en témoignent le circuit de la Kula mélanésienne ou les échanges de poissons et d'ignames entre les villages de la côte et ceux de l'intérieur chez les habitants des Iles Trobriand. Les groupes subviennent mutuellement à leurs besoins en ce qui concerne les articles entrant dans cette relation de réciprocité.

Dans la redistribution, les produits du groupe sont réunis soit matériellement soit par appropriation, puis répartis entre les membres. A nouveau, il n'existe aucune idée d'égalité de traitement, de parts équitables ou de paiement en fonction de la valeur. Le modèle social se caractérise par la centralité ; tous les points de la périphérie sont reliés au point central.

(320) Cf. B. H. BADEN-POWELL, *The Origin and Growth of Village Communities in India*, Londres, 1899, particulièrement ce qui concerne les variations de la hiérarchie villageoise selon la région géographique et l'impossibilité de dresser un type original (ou un type « pur ») de village.

Les modèles symétriques des relations de réciprocité peuvent se confondre avec le modèle centralisé des relations de redistribution comme chez les Trobriandais où le chef est le centre de redistribution d'un grand nombre de relations de réciprocité avec les frères de ses nombreuses femmes.

Si nous utilisons ces concepts pour dégager des modèles d'économies empiriques, il est nécessaire de bien comprendre que la réciprocité et la redistribution ne fournissent pas des classifications pour des économies conçues dans leur intégralité, car les deux sortes de relations peuvent se rencontrer dans la même économie, soit par rapport aux différents biens, soit par rapport aux différents groupes. Les relations variées des divers groupes peuvent être modélées selon l'un ou l'autre principe ou parfois selon les deux. La force de ces concepts tient à leur pouvoir de réduire des relations complexes à des modèles simples. Comme nous nous en rendons compte, l'enchevêtrement des relations de l'économie du village indien peut être décrit en termes de réciprocité ou de redistribution appliqués aux groupes qui constituent le village autant qu'aux principaux biens et services.

Deux points capitaux ont jusqu'ici résisté à l'analyse du fonctionnement de l'économie villageoise. Le premier concerne la structure économique du village, le second a trait à la nature du revenu foncier, à sa source et à sa place dans l'économie villageoise.

11.1 L'économie du village

Les trois principaux éléments de l'organisation sociale indienne étaient la *famille étendue* composée de personnes apparentées dont le nombre atteignait ou dépassait la centaine ; le *village* essentiellement constitué du regroupement de ces familles ; et les *castes*. La famille formait généralement une unité indépendante sous l'autorité de son chef ou de ses anciens. Lorsque des compétences particulières ou des services spécifiques étaient nécessaires, elle pouvait faire appel aux artisans, aux serviteurs ou aux prêtres du village. L'unité politique et sociale de base était le village. A l'intérieur de son territoire presque tous les besoins économiques trouvaient satisfaction. Le système des castes dépassait de beaucoup le village et ses clivages se manifestaient dans le village. Il se fondait sur la sanction religieuse. Au-dessus de ces unités de base affluaient et reflowaient les vagues de la vie politique. Parfois cette vie politique était celle d'Empires tels que ceux des Gupta ou des Moghols. Mais le plus souvent, il ne s'agissait que de la vie politique de minuscules royaumes dont la taille variait entre celle d'une commune de la Nouvelle-Angleterre et quelques kilomètres carrés.

Dans la province d'Oudh (321), au XVIII^e siècle, nous trouvons une société dans laquelle les cultivateurs sont « indépendants les uns des autres, mais se trouvent liés par un même chef de village ; les villages sont également indépendants entre eux, mais se trouvent unis par leur allégeance au Râja commun ; la base de toute la société est le tas de grain dont chaque classe constitutive reçoit sa part précise (322). Les terres n'étaient pas la propriété commune du village, mais celui-ci possédait des fonctionnaires et des employés au service de tous : garde, chef, scribe, forgeron, charpentier, boucher, blanchisseur,

(321) Elle fait actuellement partie de l'Uttar Pradesh dans le centre Nord de l'Inde.

(322) W. C. BENNETT, *Final Settlement Report on District Gonda*, Allahabad, 1878, p. 48-9.

barbier, prêtre et potier. Ces fonctionnaires et employés recevaient en rémunération une part des tas de grain des cultivateurs.

La production de la nourriture, élément essentiel de la vie indienne, incombait aux familles étendues des agriculteurs. Les fonctionnaires et les employés vquaient à leurs occupations, exécutaient leur travail respectif en fonction des besoins. En cours d'année, les services rendus ne donnaient lieu à aucun échange et à aucun paiement. Le bouvier surveillait les vaches, le forgeron fabriquait les outils et réparait toutes les charrues endommagées. Chaque activité se déroulait selon la coutume et la tradition du village, et à l'intérieur de la famille étendue en fonction de ses traditions propres, de sa condition sociale et des décisions de son chef.

À l'époque de la moisson, on distribuait les moyens de subsistance pour le reste de l'année. Le système d'attribution des parts du produit brut du village était très complexe, mais n'exigeait pourtant aucune connaissance préalable du produit brut à diviser entre les membres de la communauté. Bien que les aménagements exacts de la division et de la distribution du produit aient varié d'un endroit à l'autre, nous pouvons prendre comme exemple typique le système rapporté par W. C. Bennett (323).

Dans la région de Gonda, la distribution se déroulait en trois phases : une première distribution avait lieu lorsque la récolte était encore sur pied, une seconde s'effectuait avant que le tas de céréales de chaque cultivateur n'ait été divisé entre ce dernier et le Rāja ; enfin, lorsque le cultivateur avait apporté sa contribution au tas du Rāja, ce qui lui restait faisait l'objet d'une dernière répartition.

Dans la récolte sur pied de chaque cultivateur, le garde, le forgeron, le charpentier, le bouvier, le prêtre et souvent le cultivateur lui-même coupaient un vingtième de *bigha* (324). La récolte était ensuite moissonnée et battue par toute la communauté. Les céréales provenant des champs de chaque cultivateur étaient entassées séparément sur l'aire de la communauté. Le « laboureur-esclave » (325) prenait alors une part qui variait entre le cinquième et le septième du tas de la famille de cultivateurs à laquelle il était attaché. Il y ajoutait un *panseri* (326). Chaque personne qui avait coupé ou battu la récolte (c'est-à-dire tout le monde) prenait un seizième du riz et dans les autres récoltes la plus grosse gerbe restant dans un tas de trente. Puis le charpentier, le forgeron, le barbier, le blanchisseur et le garde prélevaient chacun douze *panseris* de grain battu chez chaque cultivateur pour toute charrue à quatre bœufs que celui-ci possédait et six *panseris* pour toute charrue à deux bœufs. Une fois ces parts retirées, le tas de grain était divisé en deux, le cultivateur en gardait une moitié, l'autre allait au Rāja et faisait l'objet de distributions complémentaires. Un *sir* (327) de chaque *maund* du tas du Rāja retournait au cultivateur, un autre *sir* était accordé au scribe, « deux poignées » au prêtre et le dixième du reste allait au chef du village. Dans le tas qui restait au cultivateur, le forgeron et le charpentier prenaient encore chacun trois *panseris*, le bouvier et un le scribe avait droit à un ou deux *sirs*.

(323) *Op. cit.*, p. 43-8.

(324) Un *bigha* est une mesure agraire dont la valeur variait d'un endroit à un autre, d'un quart d'acre au Bengale jusqu'à deux tiers d'acre dans l'Uttar Pradesh. Elle comprenait des variantes à l'intérieur comme à l'extérieur de ces provinces. Le droit à bénéficier de la récolte sur pied s'appelait *biswa*.

(325) Il semble qu'il s'agisse d'esclavage pour dette.

(326) Le vingt-deuxième d'un *maund* de 82 livres.

(327) Le quarantième du *maund*.

Le problème est certainement confus. Etant donné toutes les informations que nous possédons, il serait encore évidemment possible de calculer la fraction du total qui revenait à chaque cultivateur, à chaque employé, ou au Rāja, mais ceci exigerait plusieurs pages et ce serait en pratique une tâche extrêmement difficile. Les proportions varient en fonction du nombre, de la dimension et de la répartition des propriétés du cultivateur, du nombre, de la taille et de la répartition des charrues, du nombre de bœufs, du nombre et de la répartition des laboureurs-esclaves, aussi bien qu'en fonction du total du produit brut. Non seulement les déductions dépendent des variations de ces facteurs, mais quelques-unes de ces déductions sont exprimées en termes proportionnels, d'autres en termes absolus. Outre la longueur et la lourdeur excessives de la formulation, existe aussi le fait que la fraction ne pourrait être convertie en chiffres réels, puisque le total était inconnu. C'est d'ailleurs là que réside la véritable force du système employé.

En dépit de l'intervention de multiples facteurs et bien que la quantité totale demeurât inconnue, le système n'avait rien de déroutant pour les participants. Il était simple d'opérer avec précision, car aucune donnée globale n'était requise. Toute difficulté était éludée par le mécanisme opératoire que décrivaient des formules comme celles-ci : « un *sir* de chaque *maund* », « un septième du tas ». Chaque phase de la distribution se déroulait séparément. Si le laboureur-esclave devait recevoir un septième du tas, on comptait six mesures au cultivateur contre une à l'esclave jusqu'à épuisement du tas. On utilisait le même procédé pour chacune des divisions proportionnelles, si bien qu'à aucun moment il n'était nécessaire de savoir la quantité de grain contenue dans le tas. Les seules mesures précises nécessaires étaient les récipients correspondant au *panseri* et au *sir* (328). Pour les autres opérations de partage, on pouvait utiliser n'importe quelle mesure, car il s'agissait simplement de distribuer le tas en mettant tant de mesures d'un côté et tant de l'autre. Par ce procédé simple, un grand nombre de personnes se trouvaient servies, selon des proportions très différentes, sans qu'il soit besoin de faire de comptes. En outre, l'honnêteté était assurée, puisque le partage s'effectuait publiquement sous les yeux des villageois et du Rāja ou de son représentant.

À l'intérieur de ce système certains mécanismes garantissaient à chaque villageois un revenu minimum et tendaient aussi à égaliser les revenus de tous les villageois. Les quantités fixes qui revenaient aux employés du village leur assuraient un minimum de base même lorsque, en cas de récolte médiocre, leurs parts proportionnelles n'eussent pas suffi à leurs besoins. Quand, avant la moisson, le cultivateur coupait un vingtième de *bigha* sur sa propre terre, la proportion de l'impôt que le petit propriétaire était supposé verser se trouvait réduite et cette moisson préalable jouait le même rôle que l'exonération individuelle qui réduit la charge relative de l'impôt sur le revenu chez ceux dont les ressources sont faibles. L'apport d'un seizième du tas de riz et d'un trentième des autres récoltes au tas commun et la répartition de ce tas entre tous les villageois tendaient à niveler les revenus, puisque les riches fournissaient une contribution plus importante que les pauvres alors que chacun recevait une part égale.

On n'accordait qu'un intérêt limité à la rationalité économique de la distribution. Les parts du charpentier et du forgeron fondées sur le nombre et la taille des charrues laissent apparaître une appréciation grossière du travail

(328) De plus, le volume exact d'un *panseri* ou d'un *sir* variait d'un village à un autre et il en est encore de même aujourd'hui.

exécuté ; une telle appréciation se retrouve également dans la part du garde en fonction de l'étendue de la zone surveillée, mais ce critère ne peut servir de base aux parts du blanchisseur et du barbier. La seule véritable préfiguration d'un paiement fondé sur le service était la part du bouvier rémunéré en fonction des têtes de bétail surveillées.

Chaque villageois participait à la répartition du tas de grain. Il n'y avait pas de marchandage, ni aucun paiement correspondant à des services spécifiques. On ne faisait pas de calcul ; pourtant chaque personne apportant sa contribution à la vie du village avait un droit sur son produit et ce produit était divisé avec bonheur entre les villageois. Il s'agissait d'un système de redistribution (329).

Le modèle de redistribution se retrouvait également au niveau inférieur et au niveau supérieur à celui du village. Au niveau inférieur, la portion qui revenait à la famille étendue du cultivateur était prise en charge par le chef de la famille et distribuée aux membres de la famille. La gestion de la portion familiale constituait un problème d'administration à petite échelle et s'effectuait selon un principe de redistribution, car le grain appartenait à la communauté et la distribution du contenu de la réserve familiale en réglait la consommation.

Au-dessus du village, il pouvait y avoir une seule autorité politique ou au contraire une multiplicité, selon les dimensions du royaume et le degré du contrôle central que le roi était capable d'exercer. Que les autorités remplissent ou non quelque fonction économique, la répartition du tas de grain au niveau du village constituait le fondement sur lequel reposait l'autorité politique. Avec l'accroissement des dimensions du royaume se multipliait le nombre des autorités intermédiaires. Les rois puissants tentaient cependant d'en éliminer certaines. La part du gouvernant était distribuée entre les niveaux concurrents de la bureaucratie militaire et politique en fonction de leurs forces relatives. Dans un grand royaume doté d'un pouvoir central modéré, comme l'Empire moghol à certains moments, il y avait une hiérarchie des centres de redistribution comprenant le tas de grain du village à la base et les entrepôts du roi au sommet. Entre les deux, les pouvoirs locaux et les gouverneurs de province alimentaient leurs propres entrepôts en prenant une part du grain et en transmettant le reste au niveau supérieur. En matière de grain, toute la structure politique et sociale se fondait sur la redistribution.

Le système de castes, base d'organisation de l'artisanat et des services qui en dépendaient, se trouvait imbriqué dans le système de redistribution royaume-village-famille. Sa structure ne saurait s'expliquer en termes de contrat ou de négociation. Il se fondait sur la réciprocité. Chaque membre d'une caste contribuait par ses services et en fonction de ses compétences à subvenir aux besoins de chaque membre des autres castes. La sanction du système de castes était religieuse, tandis que la fonction en était en grande partie économique. Plutôt qu'une mutuelle réciprocité entre deux individus ou deux groupes, une réciprocité complexe sous-tendait le système de castes : un grand nombre de groupes partageaient entre eux leurs services, bien qu'agissant indépendamment. Du point de vue économique, chaque caste dépendait entièrement de l'exécution

(329) Il peut être intéressant de mentionner que les distributions en nature au moment de la récolte se pratiquent encore beaucoup en Inde. Dans le Deccan, elles sont connues sous le nom de paiements *balva*, au Pendjab de paiements au *kamins*. Il s'agit encore de partages coutumiers plutôt que de partages négociés, mais les chiffres qu'a examinés l'auteur concernant des propriétés privées indiquent que ces paiements ne constituent maintenant qu'une faible proportion du revenu des artisans et des employés.

par les autres groupes de leurs devoirs particuliers. Les membres de la société ne pouvaient survivre que si chaque caste accomplissait sa tâche pour les autres, et pourtant chaque caste demeurait « communauté autonome » et « fixait ses propres normes de vie et de conduite » (330). Du point de vue territorial, les clivages de castes coupaient les frontières villageoises et politiques et les castes fonctionnaient quelle que fût l'orientation de la vie politique.

En bref, on peut dire qu'en ce qui concernait les services, les relations étaient des relations de réciprocité et qu'en ce qui concernait le produit agricole, elles étaient des relations de redistribution.

Mais dans son ensemble, le système de réciprocité des castes formait lui-même un élément du système de redistribution du village. Les fonctions de prêtre, de garde, de barbier et de charpentier étaient des fonctions de castes et c'était en raison de l'exécution, par chaque membre de chaque caste à l'intérieur du village, de ses devoirs religieusement sanctionnés, que le tas de grain était là pour être divisé à l'époque de la moisson. On pouvait donc dire que les relations cultivateurs-artistes étaient à la fois des relations de réciprocité et des relations de redistribution. L'artisan faisait profiter le cultivateur de ses compétences et le cultivateur, à son tour, sans considération des services spécifiques rendus par l'artisan, approvisionnait celui-ci en produits agricoles. En même temps, l'artisan et le cultivateur contribuaient ensemble à la production du tas de grain du village, lequel était à son tour redistribué entre tous les habitants du village.

Cette analyse du village indien avant l'arrivée des Anglais montre que nous disposons de principes formels capables de décrire une économie sans marché. Il n'y a aucune raison pour que ce type d'économie soit décrit en caractères négatifs ou inadéquats. On n'analyse pas une économie en la plaçant dans une séquence évolutive précédant le capitalisme, non plus qu'en affirmant simplement qu'on n'y utilise pas la monnaie. L'identifier à un troc est pour le moins inexact, car aucune négociation entre familles ou entre castes ne s'y pratiquait. Si l'on ne peut nier la pauvreté du villageois indien, le système dans lequel il travaillait ne dépendait pas du fait que ce villageois assurait seulement sa subsistance. Les mêmes principes s'appliquaient au village aisé aussi bien qu'aux villages les plus pauvres, aux plus riches gouvernants aussi bien qu'aux paysans. Qualifier l'économie du village de « communiste », c'est mal poser le problème, car nos concepts actuels de propriété sont inapplicables ici. Dans le village indien, on ne possédait pas les choses en commun. Au contraire, des familles différentes (et il en allait de même pour les autres groupes), jouissaient de droits différents.

Dire que dans l'économie du village, les services étaient régis par des modèles de réciprocité et le grain par des modèles de redistribution ne fournit aucune description détaillée des procédés particuliers utilisés ni des parts reçues par les participants. Cependant ceci nous permet de connaître la structure des multiples activités du village, de sorte que nous percevons comment ces activités pouvaient s'enchaîner. De plus, nous pouvons, dans des limites raisonnables, comparer l'organisation de l'économie du village indien avec l'organisation d'autres économies : groupe par groupe, produit par produit, service par service.

(330) L. S. S. O' MALLEY, *Modern India and the West*, Londres, New York, 1941, p. 5.

11.2 Nature du revenu foncier

Les concepts de réciprocité et de redistribution permettront également de clarifier le vieux problème qui consistait à déterminer où et comment le revenu foncier s'intégrait dans la structure de l'économie indienne. Ce fut et c'est un problème d'une grande importance pratique, car l'Empire anglais tirait ses ressources du revenu foncier et aujourd'hui encore les États indiens sont tributaires de ce même revenu pour leurs programmes de développement. D'une appréciation exacte de la nature et de la fonction du revenu foncier dépendaient à la fois la simplicité et la justice de l'administration fiscale.

La question de savoir si le revenu foncier devait être considéré comme une rente ou un impôt préoccupa les administrateurs anglais pendant un siècle (331). Lorsque la Compagnie des Indes orientales commença à gouverner l'Inde au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, le revenu foncier était la principale source de revenu des gouvernants indigènes. La Compagnie adopta leur système fiscal par nécessité et entreprit de le rationaliser. Ayant succédé aux gouvernants indigènes dans leur fonction politique, la Compagnie leur succéda aussi dans leurs droits au revenu foncier. Elle voulut naturellement déterminer l'origine, la source et la nature du revenu foncier, de façon à régler correctement la répartition et la collecte de l'impôt.

Les membres de la Compagnie qui pensaient en termes européens ne voyaient que deux possibilités : le revenu foncier était ou bien une taxe sur la terre ou bien la rente de la terre ; et ils estimaient que de la réponse devait dépendre leur administration fiscale. Si le revenu foncier était un impôt, alors il fallait lui appliquer les critères de l'imposition, à savoir que l'impôt devait être aussi faible que possible une fois déduites les dépenses légitimes du gouvernement. Tout surplus provenant de la terre après soustraction des frais d'organisation, d'exploitation et d'imposition serait alors la propriété du possesseur de la terre et lui reviendrait. L'établissement du revenu-impôt poserait alors le problème d'une répartition équitable de son fardeau entre les propriétaires qui devraient le payer. D'autre part, si le revenu foncier était la rente qui provenait de la terre, alors rien ne limiterait les exigences du gouvernement, si ce n'est la capacité d'absorption du trafic de ramassage. En tant que propriétaire de la terre, le gouvernement pouvait réclamer le surplus des coûts de production et la rente foncière serait alors une source légitime de profit pour la Compagnie des Indes orientales. L'évaluation du revenu se réduirait en principe à un problème de rendement compétitif des propriétés foncières et le gouvernement n'aurait pas à se soucier de l'équité de chaque évaluation.

Telle était la question de principe qui sous-tendait les débats. Mais trois autres considérations préoccupaient beaucoup les Anglais. Jusqu'en 1790, les deux premières déterminèrent l'orientation de leur politique. L'une était l'absence d'un corps de fonctionnaires dignes de confiance. L'autre était le besoin impérieux de disposer d'un revenu.

(331) Au cours du dernier quart du XIX^e siècle, le problème était devenu du point de vue des fonctionnaires anglais purement académique. Les méthodes de fixation et de collecte du revenu avaient été établies et aucun aperçu nouveau sur l'état de choses originel n'aurait amené les Anglais à modifier leur manière d'agir. Quand Baden-Powell (*op. cit.*), qui écrivait au cours des années 1890, mentionnait l'histoire de la discussion sur la nature du revenu foncier, il insistait très largement sur le fait qu'il s'agissait d'une affaire sans importance, car il était alors clair que le revenu foncier était *de facto* et *de jure* une charge essentielle afférente à la terre et le produit en était « hypothéqué » en vertu de la législation anglaise.

L'absence de personnel rendait impossible toute tentative d'un règlement équitable du revenu dans les cas individuels, si bien que la Compagnie dut opter pour un système rudimentaire et pratique qui n'exigeait ni connaissance ni honnêteté de la part de ceux qui étaient responsables de contrôler si l'impôt rentrait dans les coffres de la Compagnie.

Le besoin impérieux d'avoir un revenu signifiait que la Compagnie sentait qu'elle devait demander autant que le trafic pouvait absorber, sans souci des questions de principe. Ceci revenait à dire que les dépenses légitimes du gouvernement absorberaient l'ensemble de la rente économique et davantage si c'était possible.

Ces deux considérations déterminèrent le système adopté au cours des premières années. Le droit de collecter l'impôt était vendu aux enchères, le fermier général indigène recevait une indemnité de 10 % pour son travail et en pratique tout ce qu'il pouvait extorquer d'autre au cultivateur. La Compagnie obtenait ainsi un taux de revenu maximum (332) et n'avait besoin que de quelques administrateurs. Cependant le système ne pouvait se justifier ni par des raisons d'équité ni par des raisons d'efficacité et il engendra certainement un vaste mécontentement et une acrimonie générale.

La troisième considération qui modifia la politique de la Compagnie fondée sur la résolution de la controverse entre revenu-rente ou revenu-impôt était la conviction qu'on pouvait créer une classe possédante stable pour diriger les zones rurales, que cette classe mettrait en valeur les ressources agricoles et naturelles de la région et que la stabilité et la prospérité ainsi acquises conduiraient à des profits commerciaux importants pour la Compagnie. C'était considérer les choses à long terme et escompter de futurs et abondants profits au prix d'un revenu fiscal actuel quelque peu réduit. Ce fut cette considération qui, combinée à la simplicité de l'arrangement et à la garantie d'un revenu minimum, conduisait au *Permanent Settlement* de 1790. Ce *Permanent Settlement* précisait que le montant du revenu était fixé une fois pour toutes, que le propriétaire conservait tout accroissement futur de son revenu foncier aussi longtemps qu'il payait le montant fixé.

La politique du *Permanent Settlement* fut abandonnée après 1795, mais jusqu'à la fin des années 1860, elle fut constamment défendue par un nombre assez important de fonctionnaires de la Compagnie et plus tard par les fonctionnaires du gouvernement. Des accords temporaires, en vertu desquels le revenu était fixé pour des périodes allant jusqu'à trente ans, furent conclus dans les régions Ouest du Bengale lorsqu'elles se trouvèrent sous la tutelle de la Compagnie et la question de savoir si le revenu foncier était une rente ou un impôt devint prioritaire.

La question de fait particulière autour de laquelle tourna la discussion sur la nature du revenu foncier était de savoir si l'Empereur de la Nouvelle Delhi était ou non le propriétaire de la terre au moment où la Compagnie lui succéda au pouvoir. Semblable problème de propriété absolue, qui ne pouvait avoir de signification que dans une économie de marché, était insoluble étant donné la nature même des choses. En divisant le tas de grain entre le Râja, les cultivateurs et les artisans, il n'était pas besoin de différencier entre rente et impôt, il suffisait seulement de connaître les procédés opératoires servant à déterminer la part du Râja. Néanmoins, le débat se poursuivait pendant des années. Dans

(332) Il existe des indices prouvant que les fermiers généraux optimistes surestimaient leur fonction de percepteur et que le revenu dépassait peut-être le maximum légitimement attendu par la Compagnie.

la pratique, la victoire revint à ceux qui soutenaient que le revenu foncier était un impôt. Le *Permanent Settlement of Bengal* tout comme les réductions progressives du montant des rentes prélevées à titre de revenu dans les districts du Nord-Ouest du Bengale sous-entendaient pareille réponse.

Le choix de l'idée d'« impôt » au lieu de celle de « rente » changea-t-il quelque chose ? Il est permis d'en douter. Quelle qu'ait été la position estimée correcte, la Compagnie avait de bonnes raisons pour réduire le fardeau du revenu de manière à permettre à la population de vivre relativement heureuse. La divergence se situait au niveau de l'attitude qui posait le problème en termes de rente ou d'impôt.

L'alternative rente ou impôt provenait d'une profonde incompréhension de la nature du revenu foncier. Les administrateurs anglais traitaient le revenu foncier comme s'il était un élément ou une partie d'un système de marché. Une fois posée cette hypothèse, le revenu foncier devait être ou bien une rente ou bien un impôt. Si c'était une rente, le revenu foncier dérivait de la capacité productrice naturelle du sol et devait être calculé en fonction de la différence entre la valeur du produit et les coûts de production, car la rente impliquait que le marché permette d'évaluer la contribution de la terre au processus de production. Mais tandis que d'un point de vue abstrait la terre produisait toujours une rente car elle contribuait au processus de production, il était impossible de déterminer le montant de cette rente en l'absence de marché par lequel les gens auraient exprimé leur appréciation sur cette contribution en offrant un prix pour l'utilisation de la terre. C'est ce qui se fait dans le paiement d'un fermage. Lorsque les administrateurs anglais s'aperçurent qu'il n'y avait pas de marché pour l'utilisation de la terre, ils s'efforcèrent de calculer le montant de la rente qui serait payée si un semblable marché existait. Ceci s'appelle une « imputation de la rente économique ». L'effort s'avéra évidemment inutile. Comment peut-on estimer la valeur d'un produit, quand le producteur en consomme une certaine quantité qui n'atteint jamais le marché ? Quelle signification peut-on attacher à ces évaluations fondées sur des prix qui varient de façon importante à l'intérieur d'une région ? Comment peut-on évaluer les coûts quand virtuellement tous ces coûts sont implicites et qu'il n'existe rien qui ressemble à un salaire type pour une main-d'œuvre agricole ? La rente économique est une quantité qui nécessite un système de marché et qui ne pouvait donc avoir de sens dans le contexte de l'économie d'un village indien.

Décider de considérer le revenu foncier comme un impôt suppose également l'existence du marché. Dès lors que les services gouvernementaux doivent utiliser des ressources économiques et dès lors qu'il peut s'avérer impossible ou indésirable de vendre ces services sur un marché, le gouvernement doit se procurer une somme à partir de la circulation des biens, soit directement par un impôt sur les paiements effectués, soit indirectement sur les valeurs créées par le marché. Ces impôts sont généralement prélevés sur le revenu, sur la propriété ou sur les transactions. Les impôts sur le revenu et la propriété sont prélevés proportionnellement à la valeur atteinte par le processus de « l'offre et de la demande » du marché. Les impôts sur les transactions ou bien sont proportionnels au prix d'échange des marchandises, ou bien revêtent l'aspect d'un taux uniforme, fonction de la quantité des marchandises échangées. S'il est vrai que le gouvernement peut se procurer de l'argent en fondant ses impositions sur des éléments non marchands (l'individu dans l'impôt par tête ou la simple existence d'un objet, telle la présence de « fenêtres dans un mur »), il est vrai en général que lorsque les Anglais parlaient d'impôts, ils pensaient aux valeurs marchandes et aux transferts de biens dans le marché.

Les premières tentatives d'évaluation du revenu foncier firent apparaître l'existence implicite du marché dans l'idée d'impôt. On essaya à maintes reprises de calculer les « gains nets » de la propriété foncière. Ceux-ci devaient être évalués par déduction des coûts de production (y compris les salaires de la main-d'œuvre et les profits sur le capital) sur la valeur brute du produit. Or, ce qui reste, le gain net, constitue par définition la rente économique. Pour les raisons esquissées ci-dessus, les tentatives de calcul des gains nets échouèrent toujours. Finalement, les Anglais revinrent à la méthode empirique. Ils tentèrent simplement de déterminer combien le propriétaire responsable du paiement du revenu foncier recueillait de ses locataires et ils prélevèrent une partie de cette rente.

Les problèmes liés aux diverses méthodes proposées pour prélever le revenu foncier illustrent bien le fait que ce revenu n'était pas un impôt simple. Les optiques fondamentales consistaient à considérer le revenu foncier ou comme une portion du produit brut de la terre, soit en nature soit en valeur monétaire, ou comme une portion en espèces du produit net de la terre (c'est-à-dire la rente économique), ou finalement comme une portion en espèces des fermages en réalité collectés par les propriétaires (333). Ces trois propositions se heurtèrent toutes à des problèmes d'administration et à des difficultés pour une juste application du principe invoqué.

Une portion en nature est difficile à collecter et pour un gouvernement moderne se pose le problème supplémentaire de la conversion du produit en monnaie. Ceci n'était pas un problème pour les anciens dirigeants. Tout d'abord le prélèvement d'une portion en nature s'insérait normalement dans la moisson et la distribution communes du village. En second lieu, c'était la preuve des prérogatives et du pouvoir du dirigeant. Troisièmement, le dirigeant n'éprouvait ni le besoin ni le désir de convertir sa part en monnaie jusqu'à une époque avancée de la période moghole. Les Anglais, d'autre part, ne désiraient pas s'insérer dans la distribution villageoise d'une manière aussi personnelle que le Râja ; en outre, ils se trouvaient simultanément engagés dans des activités d'échanges marchands et ne voulaient pas d'une portion en nature. Finalement, avec l'apparition, dans le village, des concepts du droit anglais et du produit de l'industrie anglaise, le système de redistribution perdit une grande part de son intérêt. La portion du tas de grain, en nature ou en équivalent monétaire, ne donnait pas avec exactitude une idée des sommes à payer, et les Anglais ne voulaient pas subir les fluctuations de revenu qu'un tel système de partage impliquait. Si la portion du produit brut devait être prélevée en monnaie, surgirait alors le problème d'évaluer le produit et d'arriver, en l'absence de marché, à une conversion en valeurs monétaires.

Un impôt fondé sur la rente économique était impossible à évaluer. Il est remarquable qu'après neuf ans d'efforts dans les Provinces du Nord-Ouest, les fonctionnaires de la Compagnie observaient que le calcul des rentes économiques pour le reste des provinces pourrait bien prendre un demi-siècle.

Finalement, le compromis adopté par les Anglais, à savoir le revenu foncier fondé sur les fermages réellement versés, était évidemment injuste. En outre, son calcul représentait un tel travail que les impositions n'étaient revues

(333) Au XIX^e siècle, des sommes que l'on pourrait aussi bien appeler rentes étaient versées. Elles provenaient de la conversion des parts de revenu en paiements en espèces dans certaines régions mogholes, mais principalement des conceptions légales imposées par les Anglais. Les sommes payées, que nous nommons ici rentes, combinaient diverses sortes de paiements traditionnels et les forces marchandes introduites par les Anglais.

que tous les trente ans. Au mieux, les fermages reflétaient les valeurs de l'époque à laquelle les baux avaient été conclus, mais en règle générale, les sommes réelles versées subissaient l'influence de la caste, de la coutume locale et du favoritisme pour une large part. Si l'on n'éludait pas ces considérations, les fermages réels ne reflétaient pas dans le paiement du revenu les ressources des diverses propriétés. Un ensemble complexe de réglementations vit donc le jour en vue de guider les fonctionnaires dans leurs tentatives de corriger les impôts qui avaient été fixés. Ces réglementations se conformèrent à un principe général, à savoir que le fonctionnaire qui évaluait le revenu devait essayer d'ajuster les rentes avec celles que produirait un marché authentiquement compétitif. Cependant, un impôt sur la rente économique ou sur les fermages réels n'est pas la même chose qu'un impôt sur le revenu. Aussi a-t-on critiqué le système britannique sous prétexte que les impôts sur la rente ne sont pas des impôts qui correspondent à une capacité de paiement ; d'autre part, il est impossible de justifier leur équité en fonction de quelque autre norme généralement admise.

Le problème vient de ce que le revenu foncier ne peut être prélevé de manière à satisfaire aux critères de l'imposition tels qu'ils sont conçus dans le monde moderne. Il ne s'agit ni d'un impôt sur les valeurs créées par le marché, ni d'un impôt sur les transactions. L'incidence d'un impôt devrait être prévisible s'il est juste. Cependant l'incidence du revenu foncier n'est pas prévisible. Même dans le système indigène d'origine, ce caractère de prévisibilité faisait défaut en ce qui concernait la portion incombant au Râja. On pouvait modifier les parts dans le tas de grain de manière à donner davantage à certains participants, mais le résultat final qui revenait à modifier la part du Râja était rien moins qu'évident. En conséquence, les efforts déployés pour adapter le système indigène aux conceptions anglaises de l'imposition se heurtaient à de nombreuses difficultés.

Ces difficultés continuelles auxquelles s'affrontaient les Anglais trouvaient leur origine dans une interprétation erronée du revenu foncier qu'ils considéraient comme un impôt semblable à n'importe quel impôt habituellement prélevé là où prévaut un système de marché. L'image de l'économie villageoise, telle qu'elle apparaît dans la section précédente, nous donne la réponse correcte, à savoir que le revenu foncier s'insérerait dans un système sans marché. Les impôts sont influencés par le fonctionnement du mécanisme des prix qu'ils influencent à leur tour. Mais le revenu foncier à l'époque des Moghols et antérieurement à cette période n'influait pas le choix du cultivateur en ce qui concernait ses récoltes, ses méthodes de culture et ses relations de réciprocité et de redistribution avec les artisans du village. Les décisions du cultivateur étaient prises antérieurement à l'évaluation du revenu foncier et indépendamment de celle-ci. Le revenu foncier était donc la part du produit de la terre qui revenait au dirigeant dans un système de redistribution. La solution du problème est là. Il ne s'agit pas d'un phénomène relevant d'un système de marché et il ne peut se traduire en termes de marché. Se demander si le revenu foncier était une rente ou un impôt, c'était interpréter de manière erronée l'organisation économique de l'Inde avant l'arrivée des Anglais. C'était affirmer à tort que l'utilisation de la terminologie propre à un système de marché allait éclairer le problème : en réalité, l'emploi d'une telle terminologie embrouilla la question. Pour comprendre la nature du revenu foncier, il faut comprendre le système original des autochtones ; or, à ce propos, seule l'interprétation de l'économie en termes de réciprocité et de redistribution peut nous fournir une vision adéquate.

Sir Henry Maine fut le premier à présenter aux chercheurs occidentaux

une image de l'économie villageoise. Il la caractérisa comme une économie « statutaire », par opposition à une économie « contractuelle ». Bien que l'on ne puisse qu'admirer cette intuition initiale, elle ne résolut pas la question concernant les principes sur lesquels reposaient certains problèmes apparemment insolubles des économies statutaires. Néanmoins, une fois esquissé un modèle de ces relations statutaires, les concepts de réciprocité et de redistribution éclairent les mécanismes relativement simples de distribution des services et de leurs produits.

Ces concepts éclairent également les difficultés fondamentales auxquelles se sont heurtés les efforts des administrations modernes, pour adopter et adapter les mécanismes d'une économie de redistribution dans le système de marché. Le revenu foncier qui représentait la part du Râja dans le tas de grain du village devint la référence pour les ressources fiscales prélevées par les Anglais en Inde, et constitue encore aujourd'hui une source importante de revenu pour le gouvernement. Même actuellement, aucun système absolument satisfaisant n'a encore été trouvé pour évaluer et collecter l'impôt.

Il nous faut, ainsi qu'il a été suggéré ici, un système permettant de classer les activités économiques non marchandes, si nous voulons comprendre les institutions et les mécanismes dont l'origine se situe dans des économies non marchandes.

Troisième Partie

ANALYSE INSTITUTIONNELLE

Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg
et Harry W. Pearson

*l'idée de rationalité utilitaire comme modèle de l'économie
elle correspond au fait au fonctionnement de l'économie*
Place de l'économie dans les sociétés
marxiste -

Aujourd'hui, peu de spécialistes des sciences sociales acceptent dans son intégralité la conception naïve du Siècle des Lumières concernant l'homme primitif qui jouit de sa liberté et troque ses biens dans la brousse et la jungle pour organiser sa société et son économie. Les découvertes de Comte, Quételet, Marx, Maine, Weber, Malinowski, Durkheim et Freud tiennent une place prépondérante dans l'accroissement du savoir moderne, selon lequel le processus social est un tissu de relations entre l'homme en tant qu'entité biologique et la structure unique des symboles et des techniques qui permet à son existence de se maintenir. Mais, bien que nous ayons découvert la réalité de la société, le nouveau savoir n'a pas produit une vision de cette société comparable en popularité à l'image traditionnelle de l'individualisme atomistique. Sur les points essentiels, nous retombons dans les rationalisations antérieures sur l'homme conçu comme atome utilitaire. Et nulle part cette rechute n'est plus apparente qu'en ce qui concerne nos idées sur l'économie. Dans son approche de l'économie, quel que soit l'aspect qu'il considère, le spécialiste des sciences sociales est encore gêné par une conception héritée, selon laquelle l'homme est une entité dotée d'une propension innée à troquer et à échanger une chose contre une autre. L'idée se maintient en dépit de toutes les protestations qui s'élèvent contre l'« homo oeconomicus » et les tentatives intermittentes de fournir un cadre social à l'économie.

Le rationalisme économique dont nous avons hérité pose en principe un type d'action économique *sui generis*. Dans cette perspective, un acteur — individu, famille ou société globale — est conçu en rapport avec un environnement naturel qui ne lui accorde que lentement ses éléments de subsistance. L'action économique, ou plus précisément l'action d'économiser les moyens qui représente l'essence de la rationalité, est alors considérée comme une manière d'utiliser du temps et de l'énergie, de sorte que soit réalisé un maximum d'objectifs par cette relation de l'homme avec la nature. L'économie devient le siège de cette action. Il est évidemment admis qu'en réalité l'action économique peut être influencée de nombreuses manières par d'autres facteurs à caractère non économique, qu'ils soient d'ordre politique, militaire, artistique ou religieux. Mais l'idée clef de rationalité utilitaire se perpétue comme étant le modèle de l'économie.

Cette conception de l'économie comme siège de phénomènes tels que la répartition (des biens et salaires), l'épargne, l'obtention de surplus par le mar-

ché, la formation des prix, provient du milieu occidental du XVIII^e siècle et est certainement judicieuse dans le cas des agencements institutionnels d'un système de marché, dès lors que les conditions réelles satisfont en gros les hypothèses fixées par le postulat d'économie. Mais ce postulat nous autorise-t-il à conclure à la généralité d'un système de marché dans le domaine de l'empirisme ? La prétention qu'a l'économie formelle de s'appliquer historiquement à tous les cas suscite une réponse affirmative. En fait, cette réponse suppose la présence au moins virtuelle d'un système de marché dans toute société, que ce marché existe ou non empiriquement. Toute économie humaine pourrait alors être considérée comme un mécanisme potentiel d'offre-demande-prix et les processus réels, quels qu'ils soient, expliqués comme en étant une concrétisation.

Si la recherche empirique doit un jour accroître notre compréhension des modes fondamentaux d'action économique et des différentes formes de l'économie dans les diverses sociétés, nous devons tester la pertinence de ce postulat économique. En approchant le procès économique à partir de la position privilégiée que nous a acquise notre nouveau savoir, à propos de la réalité de la société, nous pouvons dire qu'il n'existe aucune relation nécessaire entre l'action d'économiser les moyens et l'économie empirique. La structure institutionnelle de l'économie ne commande pas d'économiser les moyens comme dans le système de marché. Les implications d'un tel point de vue pour toutes les sciences sociales qui doivent traiter de l'économie sont d'une portée incalculable. Il faut à tout prix un point de départ fondamentalement différent pour l'analyse de l'économie humaine conçue comme procès social.

Dans notre recherche d'un nouveau point de départ, nous sommes passés, à propos du terme « économique », de sa signification d'« économie de moyens » à celle d'« économie substantive » (ou « de subsistance ») bien que le terme paraisse démodé. Nous n'ignorons pas l'usage populaire du mot « économique » qui combine les idées d'épargne et de matérialité ; nous mettons simplement en évidence l'application limitée de cette combinaison du sens commun. A moins qu'un homme n'ait à manger, il doit mourir de faim, qu'il soit ou non rationnel ; mais sa sécurité, en réalité son éducation, son art et sa religion exigent aussi des moyens matériels tels que des armes, des écoles, des temples, de bois, de pierre ou d'acier. Evidemment, ce fait n'a jamais été négligé. De temps à autre, on a fait valoir que l'« économie » devrait être fondée sur la satisfaction d'ensemble des besoins matériels de l'homme et il faut entendre les besoins matériels aussi bien que les moyens, matériels ou non, de satisfaire ces besoins.

Comme les experts sont unanimes à le reconnaître, tous les efforts pour justifier une telle économie naturelle sont demeurés vains. La raison en est simple. Aucun concept purement naturaliste de l'économie ne peut concurrencer, même approximativement, l'analyse économique dans l'explication des mécanismes par lesquels l'homme assure son existence dans un système de marché. Et puisque l'économie a été considérée en général comme l'équivalent du système de marché, ces tentatives naïves pour remplacer l'analyse économique par un schéma naturaliste ont été à juste titre discréditées.

Mais était-ce là un argument décisif pour rejeter l'emploi du concept d'économie substantive dans les sciences sociales ? Certes non. On oubliait que la théorie économique ou l'analyse économique ou l'économie pure n'est qu'une des disciplines qui s'intéressent à l'économie, c'est-à-dire à l'existence de l'homme du point de vue matériel. Pratiquement, elle n'est rien d'autre qu'une étude des phénomènes de marché. Mis à part quelques généralités, sa

valeur explicative pour les systèmes autres que celui de marché, par exemple dans le cas d'une économie planifiée, est négligeable. Que peut apporter, par exemple à l'anthropologue, le fait de dégager de la texture générale de la société l'élément économique (au sens moderne) dans un système de parenté ? En l'absence de marché ou de prix de marché, l'économiste ne peut aider celui qui étudie les économies primitives ; en fait, il peut même le gêner. Prenons encore le cas du sociologue confronté avec le problème de la modification de la place occupée par l'économie dans les sociétés conçues comme des tous. A moins que nous ne nous limitons à des époques et à des régions où les marchés créateurs de prix existent, l'économie ne peut lui fournir d'orientation valable. Ceci se révèle encore plus exact pour l'historien de l'économie, en dehors de cette courte période de quelques siècles durant lesquels les marchés créateurs de prix, et par conséquent la monnaie comme moyen d'échange, sont devenus généraux. La préhistoire, l'histoire ancienne et en fait — comme Karl Bücher fut le premier à le proclamer — l'histoire tout entière, en dehors de ces derniers siècles, possédaient des économies dont l'organisation différait de tout ce que connaît l'économiste. Et la différence que nous commençons maintenant à percevoir par inférence peut se résumer en une seule assertion : elles ne possédaient pas de systèmes de marchés créateurs de prix. Dans tout l'ensemble des disciplines économiques, le point d'intérêt commun est déterminé par le procès grâce auquel la satisfaction des besoins matériels est assurée. Localiser ce procès et examiner son action ne peut être réalisé qu'en déplaçant l'accent d'un type d'action rationnelle vers la configuration de mouvements de biens et de personnes qui constituent en réalité l'économie.

Se déplacer d'un cadre conceptuel à un autre dans les sciences naturelles est une chose ; y parvenir dans les sciences sociales en est une autre. C'est comme s'il fallait reconstruire une maison, fondations, murs, installations et le reste, tout en continuant de l'habiter. Il nous faut nous défaire de la notion bien enracinée selon laquelle l'économie est un terrain d'expérience dont les êtres humains ont nécessairement toujours été conscients. Pour employer une métaphore, les faits économiques étaient à l'origine encastrés dans des situations qui n'étaient pas en elles-mêmes de nature économique, non plus que les fins et les moyens qui étaient essentiellement matériels. La cristallisation du concept d'économie fut une affaire de temps et d'histoire. Mais ni le temps ni l'histoire ne nous ont donné les instruments conceptuels requis pour pénétrer le labyrinthe des relations sociales dans lesquelles l'économie est encastrée. Ceci est la tâche de ce que nous appellerons ici l'analyse institutionnelle.

*L'économie classique se ramène à une étude
des phénomènes de marché -*

*La société possédant des marchés créateurs de prix
sont des appartenances récentes. La théorie économique
classique est sans usage dans tous les autres cas.*

deux sens de l'économique

- substantif = échange entre l'homme et son environnement économique et social

- formel = choix entre \neq usages alternatifs du fait de la rareté des moyens disponibles

Définition du terme "économique"

13.

Karl Polanyi

L'économie en tant que procès institutionnalisé

Dans ce chapitre, nous nous proposons essentiellement de déterminer le sens du terme « économique », de telle sorte qu'il puisse s'appliquer uniformément à toutes les sciences sociales.

Il nous faut d'abord constater que, lorsqu'il s'agit d'activités humaines, le terme « économique » comporte deux significations aux racines distinctes que nous nommerons sens substantif et sens formel.

Le sens substantif tire son origine de la dépendance de l'homme par rapport à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie. Il renvoie à l'échange entre l'homme et son environnement naturel et social. Cet échange fournit à l'homme des moyens de satisfaire ses besoins matériels.

Le sens formel dérive du caractère logique de la relation entre fins et moyens, comme le montrent les expressions « processus économique » ou « processus qui économise les moyens ». Ce sens renvoie à une situation bien déterminée de choix, à savoir entre les usages alternatifs des différents moyens par suite de la rareté de ces moyens. Si les lois gouvernant le choix des moyens sont appelées logique de l'action rationnelle, nous pouvons désigner cette variante de la logique par un concept nouveau : l'économie formelle.

Les deux sens fondamentaux du terme « économique », le sens substantif et le sens formel, n'ont rien en commun. Celui-ci découle de la logique, celui-là du fait. Le sens formel implique un ensemble de lois relatives au choix entre des usages alternatifs de moyens insuffisants. Le sens substantif ne sous-entend ni choix ni moyens insuffisants ; la subsistance de l'homme peut ou non imposer un choix, et si choix il y a, celui-ci n'est pas obligatoirement déterminé par l'effet limitatif de la « rareté » des moyens ; en fait, quelques-unes des conditions physiques et sociales les plus importantes pour vivre, telles qu'avoir de l'air et de l'eau ou l'amour d'une mère pour son enfant, ne sont pas, en général, si limitées. La logique impérative contenue dans l'un des concepts diffère de celle contenue dans l'autre concept, comme la force du syllogisme diffère de la force de gravitation. Les lois de l'esprit gouvernent l'un tandis que celles de la nature gouvernent l'autre. Les deux significations ne pourraient être plus éloignées l'une de l'autre ; du point de vue sémantique, elles sont diamétralement opposées.

A notre avis, seul le sens substantif d'« économique » est capable de produire les concepts qu'exigent les sciences sociales pour analyser toutes les économies empiriques du passé et du présent. Le cadre général de référence que

l'apparition système moderne création du prix → notion d'économie
(action rationnelle)
(formelle)

nous essayons de construire nous oblige donc à traiter le problème en termes substantifs. L'obstacle qui se dresse immédiatement sur notre route réside, comme nous l'avons indiqué, dans ce concept d'« économique » qui renferme les deux sens, substantif et formel, à la fois. Un semblable amalgame de sens est bien sûr acceptable tant que l'on demeure conscient de ses effets restrictifs. Mais le concept courant d'« économique » coule en un seul moule les sens de « subsistance » et de « rareté » sans suffisamment se soucier des dangers que présente cette fusion pour une compréhension adéquate.

Cette combinaison de termes provenait de circonstances logiquement fortuites. En Europe occidentale et en Amérique du Nord, les deux derniers siècles donnèrent naissance à une organisation des moyens de subsistance de l'homme à laquelle les lois du choix se trouvèrent particulièrement applicables. Cette forme d'économie consistait en un système de marchés créateurs de prix. Comme les actes d'échange, tels qu'ils étaient pratiqués dans ce système, obligent les partenaires à faire un choix par suite de l'insuffisance des moyens, on pouvait réduire le système à un modèle qui se prêtait à l'application de méthodes fondées sur le sens formel d'« économique ». Tant qu'un tel système contrôlait l'économie, les sens formel et substantif se trouvaient pratiquement confondus. Les profanes acceptaient ce concept composé comme allant de soi ; des personnalités telles que Marshall, Pareto ou Durkheim l'acceptèrent également. Seul Menger critiqua ce terme dans son ouvrage posthume, mais ni lui, ni Max Weber, ni Talcott Parsons après lui, ne saisirent l'importance de la distinction pour l'analyse sociologique. En fait, il ne semblait y avoir aucune raison valable d'effectuer une distinction entre les deux sens fondamentaux qui, comme nous l'avons dit, ne pouvaient que se confondre dans la pratique.

Donc, s'il eût été pure pédanterie de différencier dans le langage parlé les deux sens du terme « économique », leur fusion en un seul concept s'avéra tout de même néfaste pour une méthodologie précise des sciences sociales. L'économie constituait naturellement une exception, puisque, dans le système marchand, ses termes devaient obligatoirement être assez réalistes. Mais en étudiant le rôle que joue l'économie dans la société humaine, l'anthropologue, le sociologue ou l'historien se trouvaient chacun confrontés à une grande variété d'institutions autres que les marchés et dans lesquelles étaient encastés les moyens de subsistance de l'homme. De tels problèmes ne pouvaient être cernés par une méthode analytique conçue pour une forme spéciale de l'économie qui dépendait de la présence d'éléments marchands spécifiques (334).

Voici posées les grandes lignes de notre discussion.

Nous commencerons par un examen plus approfondi des concepts issus des deux sens d'« économique », en nous attachant d'abord au sens formel puis au sens substantif. Nous devrions alors être en mesure de décrire les économies empiriques — qu'elles soient primitives ou archaïques — selon la manière dont le procès économique est institutionnalisé. Les trois institutions du commerce, de la monnaie et du marché nous serviront d'exemples. Jusqu'ici, elles ont été uniquement définies en termes formels de sorte que toute approche autre qu'une approche conçue en termes de marché se trouvait exclue. Leur

(334) L'emploi sans discernement du concept composé favorisa ce que l'on pourrait bien appeler un « sophisme d'économistes ». Il consistait en une identification artificielle de l'économie avec sa forme marchande. De HUME et SPENCER à FRANK H. KNIGHT et NORTHROP, la pensée sociale a souffert de cette restriction à chaque fois qu'elle abordait l'économie. L'essai de LIONEL ROBIN (1932), bien qu'utile aux économistes, dénatura définitivement le problème. Dans le domaine de l'anthropologie, l'ouvrage publié en 1952 par MELVILLE HERSKOVITS marque une régression par rapport à ses travaux d'avant-garde de 1940.

analyse en termes substantifs devrait nous rapprocher du cadre de référence universel qui est souhaité.

13.1 Les sens formel et substantif d'« économique »

Examinons le concept formel en commençant par la manière dont la logique de l'action rationnelle fait naître l'économie formelle et dont celle-ci, à son tour, produit l'analyse économique.

L'action rationnelle sera définie ici comme le choix des moyens par rapport aux fins. Les moyens représentent tout ce qui peut servir à une fin, que ce soit en vertu des lois de la nature ou des règles du jeu. Ainsi, le qualificatif « rationnel » ne s'applique ici ni aux fins ni aux moyens, mais plutôt à la relation moyens-fins. On ne suppose pas, par exemple, qu'il est plus rationnel de souhaiter vivre que de souhaiter mourir, ou que, dans le premier cas, il est plus rationnel, si l'on veut vivre longtemps, de choisir les moyens offerts par la science plutôt que ceux offerts par la superstition. Car, quelle que soit la fin, il est rationnel de choisir ses propres moyens en conséquence ; et quant aux moyens, il ne serait pas rationnel d'agir en fonction de critères autres que ceux auxquels on croit. Ainsi, dans le suicide, il est rationnel de choisir les moyens qui entraîneront la mort ; et si l'on croit à la magie noire, de rétribuer un sorcier pour parvenir à cette fin.

La logique de l'action rationnelle s'applique donc à tous les moyens et à toutes les fins concevables, englobant une variété presque infinie d'intérêts humains. Dans le jeu des échecs ou dans la technologie, dans la vie religieuse ou en philosophie, les fins peuvent couvrir toute la gamme allant des problèmes banals aux plus complexes et aux plus obscurs. De même, dans le domaine de l'économie, les fins peuvent aussi bien exprimer l'apaisement temporaire de la soif que le désir de parvenir en pleine santé à un âge avancé, tandis que les moyens correspondants impliquent respectivement un verre d'eau et une confiance reposant à la fois sur la sollicitude filiale et la vie en plein air.

Si le choix est déterminé par une insuffisance de moyens, la logique de l'action rationnelle devient cette variante de la théorie des choix que nous avons appelée l'économie formelle. Logiquement, elle n'est pas encore reliée au concept d'économie humaine, mais elle s'en rapproche d'un pas. L'économie formelle renvoie, comme nous l'avons dit, à une situation de choix découlant de l'insuffisance des moyens. C'est ce que l'on appelle le postulat de la rareté. Il implique d'abord que les moyens soient rares ; ensuite que le choix soit déterminé par cette rareté. On détermine l'insuffisance des moyens par rapport aux fins à l'aide d'une simple opération de « marquage » qui indique s'il est ou non une issue possible. Pour que cette rareté contraigne à un choix, il faut que les moyens puissent être exploités de plusieurs façons et aussi que les fins soient ordonnées, c'est-à-dire que l'on ait au moins deux fins classées par ordre de préférence. Ce sont là deux conditions de fait. Peu importe si la raison pour laquelle les moyens peuvent être utilisés en un certain cas se trouve être conventionnelle ou technologique ; il en est de même de l'ordonnance des fins.

Après avoir ainsi défini choix, rareté et insuffisance en termes opérationnels, on voit aisément que de même qu'il y a choix sans rareté, de même il y a rareté sans choix. Le choix peut être déterminé par une préférence du juste contre l'injuste (choix moral) ou décidé, lorsqu'à un carrefour, deux voies ou plus, qui possèdent des avantages et des inconvénients identiques, se trouvent

conduire à notre lieu de destination (choix déterminé opérationnellement). Dans chacun de ces cas, une multitude de moyens, loin de réduire les difficultés du choix, les augmenterait. Evidemment, la rareté peut ou non être présente dans presque tous les domaines de l'action rationnelle. La philosophie n'est pas toujours le simple produit de l'imagination créatrice, mais elle peut également favoriser une économie d'hypothèses. Ou, pour en revenir au domaine des moyens de subsistance, dans certaines civilisations, les situations de rareté semblent être presque exceptionnelles, tandis que dans d'autres elles semblent malheureusement être générales. Dans l'un et l'autre cas, l'absence ou la présence de rareté est un état de fait, que l'origine en soit la Nature ou la Loi.

Venons-en maintenant à la question finale — et non la moindre — de l'analyse économique. Cette discipline résulte de l'application de l'économie formelle à une économie d'un type défini, à savoir le système marchand. L'économie est ici concrétisée par des institutions telles que les choix individuels donnent lieu à des mouvements interdépendants qui constituent le procès économique, et ce, en généralisant l'utilisation des marchés créateurs de prix. Tous les biens et services, y compris l'utilisation de la main-d'œuvre, de la terre et du capital, peuvent être achetés sur les marchés et ont donc un prix ; toutes les formes de revenu découlent de la vente des biens et services-salaires, loyers et intérêts n'apparaissent respectivement que comme des exemples différents de prix selon les articles vendus. La généralisation, grâce à la monnaie, du pouvoir d'achat comme moyen d'acquisition transforme le processus de satisfaction des exigences en une affectation de moyens insuffisants à des fins alternatives. Il s'ensuit que les conditions du choix ainsi que ses conséquences peuvent être quantifiées sous forme de prix. On peut affirmer, en se concentrant sur le prix comme étant le fait économique par excellence, que la méthode formelle d'approche décrit l'économie tout entière comme déterminée par des choix suscités par la rareté des moyens. Les instruments conceptuels qui permettent d'arriver à ce résultat constituent la discipline de l'analyse économique.

Tout ceci détermine les limites dans lesquelles l'analyse économique peut s'avérer efficace en tant que méthode. Par l'emploi du sens formel, on caractérise l'économie comme une série d'actions consistant à économiser les moyens, c'est-à-dire comme une série de choix déterminés par des situations de rareté. Tandis que les lois qui gouvernent ces actions sont universelles, la mesure dans laquelle ces lois sont applicables à une économie particulière varie selon que cette économie est ou n'est pas en fait une série d'actions de ce genre. Pour obtenir des résultats quantitatifs, il faut que les mouvements de lieux et d'appropriation, qui constituent le procès économique, se présentent dans ce cas comme fonction des actions sociales par rapport aux moyens insuffisants et comme orientés vers les prix qui en résultent. Cette situation n'existe que dans un système marchand.

Le lien entre l'économie formelle et l'économie humaine est en effet fortuit. En dehors du système de marchés créateurs de prix, l'analyse économique perd presque toute sa pertinence en tant que méthode de recherche sur le mécanisme de l'économie. Une économie planifiée à partir d'un centre et reposant sur des prix non marchands en est un exemple bien connu.

L'origine du concept substantif provient de l'économie empirique. On peut la définir brièvement comme un procès institutionnalisé d'interaction entre l'homme et son environnement qui se traduit par la fourniture continue des moyens matériels permettant la satisfaction des besoins. La satisfaction des besoins est « matérielle » si elle implique l'usage de moyens matériels pour

l'accent est mis sur la circulation et non sur la production (cf. critique de Goddard)

satisfaire des fins ; lorsqu'il s'agit d'un type précis de besoins physiologiques, tels que la nourriture ou le logement, seuls ce qu'on appelle les services entrent en jeu.

L'économie est donc un procès institutionnalisé. Deux idées se dégagent : le « procès » et « le fait qu'il est institutionnalisé ». Voyons ce qu'elles apportent à notre système.

Le procès suggère une analyse en termes de mouvement. Les mouvements réfèrent soit à des changements de lieux, soit à des changements de possesseurs, soit aux deux à la fois. En d'autres termes, les éléments matériels peuvent modifier leur position soit en changeant de lieu soit en changeant de « mains » ; en outre, ces changements de position, de types différents, peuvent aller ou non de pair. On peut dire que ces deux types de mouvements épuisent à eux seuls les possibilités contenues dans le procès économique en tant que phénomène naturel et social.

Les changements de lieux englobent, outre le transport, la production pour laquelle le déplacement spatial des objets est également essentiel. Les biens appartiennent à un ordre inférieur ou supérieur selon leur utilité pour le consommateur. Ce célèbre « ordre des biens » oppose les biens des consommateurs à ceux des producteurs selon qu'ils satisfont les besoins, par une combinaison avec d'autres biens, directement ou seulement indirectement. Ce type de mouvement des éléments constitue une part essentielle de l'économie prise dans son sens substantif, à savoir la production.

Le mouvement d'appropriation régit à la fois ce que l'on a coutume d'appeler la circulation des biens et leur gestion. Dans le premier cas, le mouvement d'appropriation résulte de transactions, dans le second cas de dispositions. En conséquence, une transaction est un mouvement d'appropriation semblable à un changement de « mains » ; une disposition est un acte unidirectionnel de la « main » auquel sont liés, en vertu de la coutume ou de la loi, des effets déterminés d'appropriation. Le terme « main » représente ici des groupes et offices publics aussi bien que des personnes ou des entreprises privées, la différence entre eux n'étant pour l'essentiel qu'un problème d'organisation interne. Il convient cependant de remarquer qu'au XIX^e siècle, on associait habituellement l'idée d'entreprise privée à celle de transactions, tandis qu'aux entreprises publiques était généralement liée l'idée de dispositions.

Ce choix de termes implique un certain nombre d'autres définitions. Les activités sociales, dans la mesure où elles appartiennent à ce procès, peuvent être appelées économiques ; les institutions sont appelées économiques dans la mesure où elles contiennent une concentration de telles activités ; tout élément de ce procès peut être considéré comme un élément économique. Il est possible et commode de classer ces éléments en divers groupes : écologique, technologique ou social selon qu'ils appartiennent avant tout à l'environnement naturel, à l'équipement mécanique ou au milieu humain. Ainsi une série de concepts, anciens et nouveaux, s'ajoute à notre cadre de référence en vertu du caractère de procès de l'économie.

Néanmoins, si ce procès économique se limitait à une interaction mécanique, biologique et psychologique des éléments, il ne posséderait pas de réalité globale. Il ne contiendrait rien d'autre que le simple squelette des procès de production et de transport ainsi que des changements d'appropriation. En l'absence de toute indication sur les conditions sociales d'où émanent les motivations des individus, il n'existerait que peu de choses, sinon rien, qui permette d'affirmer l'interdépendance et la récurrence de ces mouvements sur lesquels reposent l'unité et la stabilité du procès. Les éléments de la nature et de l'humain

incastres à frictions institutionnelles ? ce sont les formes d'intégration

nité, en action réciproque, ne formeraient aucune unité cohérente ; ils ne constitueraient en fait aucune unité structurelle qui puisse être considérée comme ayant une fonction dans la société ou possédant une histoire. Le procès serait dénué des qualités même qui font que la pensée commune aussi bien que la pensée savante se penchent sur les problèmes de la subsistance de l'homme, considérés comme un domaine de grand intérêt, tant du point de vue de la pratique que de la théorie et de la dignité morale.

D'où l'importance fondamentale de l'aspect institutionnel de l'économie. Sur le plan du procès, ce qui se passe entre l'homme et la terre pendant le labourage d'un champ ou à la chaîne de montage pendant la construction d'une automobile est, à première vue, un simple découpage de mouvements humains et non humains. D'un point de vue institutionnel, il ne s'agit que d'une relation de termes comme le travail et le capital, le métier et la coopération, la lenteur et la rapidité, l'accroissement des risques et autres éléments sémantiques issus du contexte social. Par exemple, le choix entre capitalisme et socialisme renvoie à deux manières différentes d'instituer la technologie moderne dans le procès de production. Sur le plan de la politique, l'industrialisation des pays en voie de développement implique, d'une part, un choix des techniques, d'autre part, un choix des méthodes pour les appliquer. Notre distinction conceptuelle est primordiale si l'on veut comprendre l'interdépendance de la technologie et des institutions ainsi que leur indépendance relative.

L'institutionnalisation du procès économique confère à celui-ci unité et stabilité ; elle crée une structure ayant une fonction déterminée dans la société ; elle modifie la place du procès dans la société, donnant ainsi une signification à son histoire ; elle concentre l'intérêt sur les valeurs, les motivations et la politique. Unité et stabilité, structure et fonction, histoire et politique définissent de manière opérationnelle le contenu de notre assertion selon laquelle l'économie humaine est un procès institutionnalisé.

L'économie humaine est donc encadrée et englobée dans des institutions économiques et non économiques. Il importe de tenir compte de l'aspect non économique. Car il se peut que la religion et le gouvernement soient aussi capitaux pour la structure et le fonctionnement de l'économie que les institutions monétaires ou l'existence d'outils et de machines qui allègent la fatigue du travail.

L'étude du déplacement de l'économie dans la société n'est donc rien d'autre que l'étude de la manière dont le procès est institutionnalisé à différentes époques et en divers lieux.

Cette étude exige un ensemble d'outils particuliers.

13.2 Réciprocité, redistribution et échange

Une étude portant sur la manière dont les économies empiriques sont institutionnalisées doit d'abord s'attacher à la façon dont l'économie acquiert unité et stabilité, c'est-à-dire à l'interdépendance et à la récurrence de ses éléments. Cette recherche s'effectue au moyen d'une combinaison d'un nombre limité de modèles que l'on pourrait appeler formes d'intégration. Comme elles se produisent parallèlement à des niveaux différents et dans des secteurs différents de l'économie, il est souvent impossible de considérer une seule d'entre elles comme dominante, de sorte qu'elles permettent de procéder à une classification générale des économies empiriques. Cependant, en effectuant une dif-

→ distribution
→ échange

férenciation entre les secteurs et niveaux de l'économie, ces formes offrent un moyen de décrire le procès économique en termes relativement simples, introduisant par là même une mesure d'ordre dans ses variations infinies.

D'un point de vue empirique, nous constatons que les principaux modèles sont la réciprocité, la redistribution et l'échange. La réciprocité sous-entend des mouvements entre points de corrélation de groupes symétriques ; la redistribution désigne des mouvements d'appropriation en direction d'un centre, puis de celui-ci vers l'extérieur. L'échange se réfère ici à des mouvements de va-et-vient tels que les changements de « mains » dans un système marchand. La réciprocité prend donc comme arrière-plan des groupes symétriquement ordonnés ; la redistribution repose sur la présence, à l'intérieur du groupe, d'une certaine forme de centre ; pour que l'échange produise une intégration sociale, il faut qu'existe un système de marchés créateurs de prix. Il est clair que ces différents modèles d'intégration supposent des supports institutionnels déterminés.

A ce point de notre exposé, il convient d'apporter quelques éclaircissements à ces concepts. Les termes de réciprocité, redistribution et échange que nous appliquons à nos formes d'intégration sont souvent utilisés pour désigner des interrelations personnelles. A première vue, il pourrait sembler que ces formes d'intégration ne représentent que de simples agrégats de diverses formes de comportement individuel : si l'entraide mutuelle entre individus était fréquente, il en résulterait une intégration sous forme de réciprocité ; là où le partage entre individus serait une pratique courante, il y aurait intégration de type redistribution ; de même, le troc fréquent entre individus aboutirait à une intégration sous forme d'échange. S'il en était ainsi, nos modèles d'intégration ne seraient effectivement rien d'autre que de simples agrégats des formes correspondantes de comportement au niveau personnel. Certes, nous avons insisté sur le fait que l'effet d'intégration était conditionné par la présence d'agencements institutionnels particuliers, tels que respectivement des organisations symétriques, des structures centralisées et des systèmes de marché. Mais ces agencements semblent ne représenter qu'un simple agrégat des mêmes modèles de comportement personnel dont ils sont supposés conditionner les effets possibles. Ce qui est significatif, c'est que les simples agrégats des comportements personnels en question n'engendrent pas par eux-mêmes de telles structures. La conduite de réciprocité entre individus n'intègre l'économie que s'il existe des structures symétriquement ordonnées, tel un système symétrique de groupes de parenté. Mais un simple comportement de réciprocité au niveau personnel ne saurait donner naissance à un système de parenté.

Il en va de même en ce qui concerne la redistribution. Elle présuppose la présence d'un centre d'attribution dans la communauté. Pourtant l'organisation et la détermination de ce centre n'advient pas simplement comme conséquences de fréquents actes de partage tels qu'il s'en produit entre individus. Enfin, on peut dire la même chose du système marchand. Les actes d'échange au niveau personnel ne créent des prix que s'ils ont lieu dans un système de marchés créateurs de prix, structure institutionnelle qui n'est en aucun cas engendrée par de simples actes fortuits d'échange. Naturellement, notre intention n'est pas de laisser entendre que ces modèles de base sont le résultat de forces mystérieuses agissant en dehors du domaine du comportement personnel ou individuel. Nous souhaitons uniquement souligner que si, dans un cas donné quelconque, les effets sociaux du comportement individuel dépendent de la présence de conditions institutionnelles déterminées, celles-ci n'en résultent pas pour autant du comportement personnel en question. Au premier

abord, le modèle de base peut *sembler* être le résultat de la répétition d'un type correspondant de comportement personnel, mais les éléments fondamentaux d'organisation et de détermination sont forcément fournis par un type de comportement tout à fait différent.

Le premier qui, à notre connaissance, ait découvert le rapport de fait existant entre conduite de réciprocité au niveau interpersonnel d'une part et structures symétriques données d'autre part, fut, en 1915, l'anthropologue Richard Thurnwald lors d'une étude empirique sur le système matrimonial des Bânaros de Nouvelle-Guinée. Quelque dix ans plus tard, Bronislaw Malinowski, en se référant à Thurnwald, prédit qu'on s'apercevrait que les conduites de réciprocité socialement intéressantes reposaient toujours sur des formes symétriques de l'organisation sociale de base. Sa propre description du système de parenté trobriandais ainsi que du commerce de la Kula confirma ses dires. Cet auteur maintint sa position en considérant la symétrie uniquement comme *un* modèle de base parmi d'autres. Puis, à la réciprocité, il ajouta la redistribution et l'échange comme étant d'autres formes d'intégration ; de même, il ajouta à la symétrie la centricité et le marché comme autres exemples de supports institutionnels. D'où nos formes d'intégration et nos modèles de supports structurels.

Ceci devrait contribuer à expliquer pourquoi, dans le domaine économique, le comportement interpersonnel si souvent, en l'absence de certaines conditions institutionnelles préalables, ne réussit pas à produire les effets sociaux attendus. Ce n'est que dans un environnement symétriquement ordonné que la conduite de réciprocité peut aboutir à des institutions économiques de quelque importance ; ce n'est que lorsque sont créés des centres d'allocation que des actes individuels de partage peuvent engendrer une économie de redistribution ; et ce n'est que dans un système de marchés créateurs de prix que des actes d'échange entre individus entraînent des prix fluctuants qui intègrent l'économie. Sinon, de tels actes de troc restent inefficaces et ont donc rarement tendance à se manifester. Et s'ils se produisent tout de même, par hasard, une violente réaction affective se manifeste, semblable à celle qui survient face à des actes d'indécence ou de trahison, car le comportement marchand n'est jamais un comportement affectivement indifférent et donc n'est toléré par l'opinion que dans les limites des voies approuvées par la société.

Revenons maintenant à nos formes d'intégration.

Récapitulatif Un groupe qui, de plein gré, entreprendrait d'organiser ses rapports économiques sur une base de réciprocité, devrait, pour atteindre son objectif, se diviser en sous-groupes dont les membres pourraient s'identifier entre eux comme tels. Les membres du groupe A pourraient alors établir des rapports de réciprocité avec leurs homologues du groupe B et *vice versa*. Mais la symétrie ne se limite pas à la dualité. Trois, quatre groupes ou plus peuvent être symétriques par rapport à deux axes ou plus ; en outre, il n'est pas nécessaire que les membres des groupes aient entre eux des comportements de réciprocité, mais ils peuvent en avoir vis-à-vis des membres correspondants de groupes tiers avec lesquels ils ont des relations analogues. Un Trobriandais est responsable vis-à-vis de la famille de sa sœur. Mais il n'en est pas pour autant aidé par le mari de sa sœur ; néanmoins, s'il est marié, ce sera le frère de sa propre femme — donc un membre d'une troisième famille occupant une position correspondante — qui lui viendra en aide.

Aristote enseignait qu'à chaque type de communauté (koinônia) correspondait un type de bonne volonté (philia) parmi ses membres, qui s'exprimait dans la réciprocité (antipeponthos). Ceci se vérifiait aussi bien, pour les commu-

reciprocité / symétrique

nautés les plus permanentes telles que familles, tribus ou Etats-cités que pour les communautés de type moins permanent qui pouvaient s'intégrer aux premières et être sous leur dépendance. Pour reprendre nos propres termes, ceci implique que dans les communautés les plus importantes existe une tendance à créer une symétrie multiple par rapport à laquelle une conduite de réciprocité peut se manifester dans les communautés subordonnées. Plus les membres de la grande communauté se sentent proches les uns des autres, plus leur tendance à multiplier les comportements de réciprocité en ce qui concerne des rapports spécifiques limités dans l'espace, le temps ou d'une autre manière sera générale. La parenté, le voisinage ou le totem appartiennent aux groupements les plus permanents et les plus larges ; dans leur cadre, des associations volontaires et semi-volontaires à caractère militaire, professionnel, religieux ou social, créent des situations dans lesquelles — au moins provisoirement ou vis-à-vis d'une localité ou d'une situation type donnée — se forment des groupements symétriques dont les membres pratiquent une certaine forme de mutualisme.

En tant que forme d'intégration, la réciprocité gagne beaucoup en efficacité du fait qu'elle peut utiliser la redistribution ainsi que l'échange comme méthodes subordonnées. On peut parvenir à la réciprocité en partageant le poids du travail selon des règles précises de redistribution, par exemple lors de l'accomplissement des tâches « à tour de rôle ». De même, la réciprocité s'obtient parfois par l'échange selon des équivalences fixées afin d'avantager le partenaire qui vient à manquer d'une certaine espèce de produits indispensables — institution fondamentale dans les anciennes sociétés de l'Orient. En fait, dans les économies non marchandes, ces deux formes d'intégration — réciprocité et redistribution — se pratiquent généralement ensemble.

redistribution La redistribution prévaut dans un groupe dans la mesure où les biens sont rassemblés par une seule « main » en vertu de la coutume, de la loi ou de la décision centrale *ad hoc*. Dans certains cas, elle consiste en une collecte matérielle accompagnée d'un emmagasinage avec redistribution, dans d'autres cas, cette « collecte » n'est pas physique, mais relève simplement de l'appropriation, c'est-à-dire des droits à se servir dans la réserve physique des biens. La redistribution existe pour de nombreuses raisons et à tous les niveaux de civilisation. On la rencontre dans la tribu de chasseurs primitifs comme dans les vastes systèmes d'emmagasinage de l'ancienne Egypte, de Sumer, de la Babylonie ou du Pérou. Dans les pays très étendus, les différences de sol et de climat peuvent rendre la redistribution nécessaire ; dans d'autres cas, elle est due à un écart de temps, par exemple entre le moment de la récolte et celui de la consommation. Dans les tribus de chasseurs, toute autre méthode de distribution conduirait à la désintégration de la horde ou de la bande, puisque seule la « division du travail » peut assurer ici de bons résultats ; une redistribution du pouvoir d'achat peut être appréciée en soi, c'est-à-dire dans la mesure où elle répond à un idéal social tel que celui de l'Etat providence moderne. Le principe reste le même — rassembler dans un centre et redistribuer à partir de ce centre. La redistribution peut également être pratiquée dans un groupe moins important que la société globale, par exemple dans l'unité domestique ou le château du seigneur, indépendamment de la manière dont l'économie est intégrée dans son ensemble. Les exemples les plus connus sont le *kraal* de l'Afrique centrale, l'unité domestique patriarcale hébraïque, l'Etat grec du temps d'Aristote, la *familia* romaine, le château médiéval ou la communauté paisible qui caractérise la société paysanne avant l'apparition d'un marché général des céréales. Cependant, ce n'est que dans une forme de société agricole

nécessité de la redistribution

relativement évoluée que l'on peut pratiquer l'économie domestique qui est alors assez courante. Auparavant, le modèle très répandu de la « famille restreinte » n'est pas économiquement institué, sauf pour la cuisson des aliments ; l'utilisation des pâturages, des champs ou du bétail est encore dominée par des méthodes de redistribution ou de réciprocité pratiquées à une échelle plus vaste que la famille.

La redistribution est également en mesure d'intégrer des groupes à tous les niveaux et à tous les degrés de permanence, depuis l'Etat lui-même jusqu'aux unités à caractère transitoire. Ici encore, comme dans le cas de la réciprocité, plus sera serré le réseau de l'unité englobante et plus seront diversifiées les subdivisions où la redistribution pourra être pratiquée avec efficacité. Platon enseignait que le nombre de citoyens de l'Etat devrait s'élever à 5 040. Ce nombre était divisible de cinquante-neuf manières différentes, y compris par les dix premiers chiffres. Il expliquait que pour le calcul du montant des impôts, la formation des groupes en vue de transactions commerciales, l'exécution des tâches militaires et autres « à tour de rôle », etc., ce nombre offrait le plus grand choix de possibilités.

Pour servir de forme d'intégration, l'échange requiert le support d'un système de marchés créateurs de prix. Il convient donc de distinguer trois types d'échange : le simple mouvement spatial d'un « changement de lieu » en passant d'une « main » à une autre (échange opérationnel) ; les mouvements d'appropriation de l'échange, soit à un taux fixe (échange décisionnel), soit à un taux négocié (échange intégratif). Dans la mesure où il est question d'un échange à taux fixe, l'économie est intégrée par les facteurs qui déterminent ce taux et non par le mécanisme du marché. Même les marchés créateurs de prix ne sont intégratifs que s'ils sont reliés en un système tendant à étendre l'effet des prix à des marchés autres que ceux qui sont directement affectés.

Le marchandage a été à juste titre considéré comme étant de même nature que le comportement marchand. Pour que l'échange puisse être intégratif, le comportement des partenaires doit viser à établir un prix qui soit aussi favorable que possible à chacun d'eux. Ce comportement contraste vivement avec celui de l'échange à prix fixe. L'ambiguïté du terme « gain » tend à dissimuler la différence. L'échange à prix fixes n'implique rien d'autre que le gain de chacun des partenaires sous-entendu dans la décision d'échanger ; l'échange à des prix fluctuants vise un gain qui ne peut être obtenu que par une attitude impliquant une relation nettement antagoniste entre les partenaires. Si atténué soit-il, l'élément d'antagonisme qui accompagne cette variante de l'échange est inévitable. Aucune communauté soucieuse de protéger le fonds de solidarité existant entre ses membres ne peut tolérer qu'une hostilité latente se développe autour d'une question aussi vitale pour l'existence physique et donc capable de susciter des inquiétudes aussi vives que celles que cause la nourriture. C'est pourquoi les transactions lucratives concernant les aliments et les produits alimentaires ont été universellement bannies dans la société primitive et la société archaïque. L'interdit très répandu qui pèse sur le marchandage des vivres explique que les marchés créateurs de prix n'aient jamais existé dans les institutions antiques.

Les structures traditionnelles d'économies qui concordent approximativement avec une classification selon les formes dominantes d'intégration nous apportent des éclaircissements. Ce que les historiens ont coutume d'appeler « systèmes économiques » semble à peu près correspondre à ce modèle. On identifie ici la prédominance d'une forme d'intégration au degré auquel elle englobe terre et main-d'œuvre dans la société. La société dite sauvage est caracté-

térisée par l'intégration de la terre et de la main-d'œuvre dans l'économie à travers les liens de parenté. Dans la société féodale, les liens de féauté conditionnent le sort de la terre et de la main-d'œuvre qui l'accompagne. Dans les Empires reposant sur l'usage des crues dans l'agriculture, la terre était généreusement distribuée et parfois redistribuée par le temple ou le palais et il en allait de même de la main-d'œuvre, du moins de celle qui était dépendante. On peut déterminer l'époque à laquelle le marché est devenu une force souveraine dans l'économie en notant dans quelle mesure la terre et la nourriture étaient mobilisées par l'échange et dans quelle mesure la main-d'œuvre devenait une marchandise que l'on pouvait librement acheter sur le marché. Ceci pourrait nous aider à expliquer la pertinence de la théorie historiquement insoutenable des stades de l'esclavage, du servage et du prolétariat qui constitue la position traditionnelle du marxisme — classification résultant de la conviction que le caractère de l'économie était déterminé par le statut de la main-d'œuvre. Néanmoins, l'intégration de la terre dans l'économie devrait être considérée comme à peine moins importante.

De toute façon, les formes d'intégration ne représentent pas des « stades » de développement. Aucune succession dans le temps n'est sous-entendue. Plusieurs formes secondaires peuvent être présentes en même temps que la forme dominante, qui peut elle-même réapparaître après une éclipse temporaire. Les sociétés tribales pratiquent la réciprocité et la redistribution tandis que les sociétés archaïques se caractérisent essentiellement par la redistribution, tout en laissant parfois place à l'échange. La réciprocité, qui joue un rôle dominant dans certaines communautés mélanésiennes, apparaît comme une caractéristique non négligeable, bien que secondaire, dans les Empires archaïques de type redistributif, où le commerce avec l'extérieur (sous forme de don et contre-don) est encore très largement organisé selon le principe de réciprocité. En fait, durant une période critique de la guerre, elle fut réintroduite sur une vaste échelle, au cours du XX^e siècle, sous le nom de prêt-bail, dans des sociétés où prévalaient, en d'autres circonstances, le marché et l'échange. La redistribution, méthode prédominante dans la société archaïque et dans la société tribale, à côté de laquelle l'échange ne joue qu'un rôle mineur, prit une grande importance vers la fin de l'Empire romain et gagne actuellement du terrain dans certains Etats industriels modernes. L'Union Soviétique en est un exemple extrême. Réciproquement, il est arrivé plus d'une fois, au cours de l'histoire, que les marchés aient joué un rôle dans l'économie, sans toutefois atteindre l'échelle territoriale ou la portée institutionnelle qu'ils eurent au XIX^e siècle. Néanmoins, là encore, on constate un changement. Au XX^e siècle, après la chute de l'étalon-or, le rôle mondial des marchés enregistra une régression par rapport au XIX^e siècle. Cette modification d'orientation nous ramène incidemment à notre point de départ, à savoir l'insuffisance croissante de nos définitions du commerce de marché pour l'étude du domaine économique à laquelle se livrent les sciences sociales.

13.3 Formes de commerce, usages de la monnaie et éléments de marché

Il est symptomatique que l'approche en termes de marché ait une influence restrictive sur l'interprétation des institutions commerciales et monétaires : le marché apparaît inévitablement comme le centre de l'échange, le commerce

comme l'échange réel et la monnaie comme le moyen de pratiquer l'échange. Le commerce étant déterminé par les prix et les prix étant fonction du marché, tout commerce est un commerce de marché, de même que toute monnaie est une monnaie d'échange. Le marché est l'institution de base dont le commerce et la monnaie sont les fonctions.

En anthropologie et en histoire, ces notions ne sont pas conformes aux faits. Le commerce, ainsi que certains usages de la monnaie, sont aussi vieux que l'humanité ; par contre, bien que des lieux de réunion à caractère économique aient pu exister dès le néolithique, les marchés ne commencèrent à prendre de l'importance qu'à une époque relativement récente. Les marchés créateurs de prix, qui seuls constituent un système marchand, ne virent pas le jour, selon toutes les informations recueillies, avant le premier millénaire de l'Antiquité et ce ne fut que pour être éclipsés par d'autres formes d'intégration. Cependant, même ces faits essentiels ne purent être découverts tant que le commerce et la monnaie furent supposés se limiter à la forme d'échange de l'intégration dont elle représente l'aspect spécifiquement « économique ». Par suite d'une terminologie restrictive, les longues périodes de l'histoire au cours desquelles la réciprocité et la redistribution intégrèrent l'économie, de même que les vastes domaines à l'intérieur desquels, même à l'époque moderne, elles continuèrent d'agir dans le même sens, furent écartés.

Considérés comme un système d'échange, c'est-à-dire « catallactique », le commerce, la monnaie et le marché forment un tout indivisible. Leur cadre conceptuel commun est le marché. Le commerce se présente comme un mouvement bidirectionnel de biens passant par le marché et la monnaie apparaît comme bien quantifiable servant à l'échange indirect destiné à faciliter ce mouvement. Cette approche doit entraîner une acceptation plus ou moins tacite du principe heuristique selon lequel, là où le commerce est présent, on peut supposer l'existence de marchés, et là où la monnaie est présente, on peut supposer l'existence du commerce et donc des marchés. Naturellement, on en arrive à voir des marchés où il n'y en a pas et à ignorer le commerce et la monnaie quand ils existent, du fait de l'absence des marchés. L'effet cumulatif doit avoir pour rôle de créer un stéréotype des économies d'époques et de lieux moins bien connus, un peu dans le genre d'un paysage artificiel n'ayant que peu de ressemblance, voire aucune, avec l'original.

C'est pourquoi, il convient d'analyser séparément le commerce, la monnaie et les marchés.

13.3.1 Formes de commerce

Du point de vue substantif, le commerce est une méthode relativement pacifique d'acquérir les biens que l'on ne trouve pas sur place. C'est une activité extérieure au groupe, semblable à celles que nous avons coutume d'associer aux expéditions des chasseurs de gibier et d'esclaves ou à celles des pirates. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'acquérir et de rapporter des biens venant de loin. Ce qui distingue le commerce de la recherche de gibier, de butin, de bois d'essences rares ou d'animaux exotiques, c'est la bidirectionnalité du mouvement qui lui confère également son caractère généralement pacifique et assez régulier.

Du point de vue catallactique, le commerce est le mouvement des biens à travers le marché. Toutes les marchandises — les biens produits pour la vente — sont des objets potentiellement commercialisables ; une marchandise

va dans une direction, l'autre dans la direction opposée ; le mouvement est contrôlé par les prix : commerce et marché tendent vers un même résultat. Tout commerce est un commerce de marché.

En outre, comme la chasse, la razzia ou l'expédition, telles qu'elles sont pratiquées par les indigènes, le commerce est une activité de groupe plutôt qu'une activité individuelle, et dans ce sens, il s'apparente étroitement à l'organisation de la cour et du mariage qui ont souvent pour but l'acquisition, par des moyens plus ou moins pacifiques, de femmes d'un autre pays. Le commerce repose donc sur la rencontre de différentes communautés, dans le but, entre autres, d'échanger des biens. Contrairement aux marchés créateurs de prix, qui créent des taux d'échange, ces réunions présupposent plutôt ces taux. Elles n'engagent jamais ceux qui pratiquent le commerce à titre individuel, pas plus qu'elles n'impliquent de motivations de gain personnel. Que ce soit un chef ou un roi qui agisse au nom de la communauté après avoir collecté les biens d'« exportation » auprès de ses membres ou que ce soit le groupe qui, lui-même, rencontre ses homologues sur la grève afin de procéder à l'échange ; dans l'un et l'autre cas, le processus est avant tout de nature collective. L'échange entre « partenaires commerciaux » est fréquent, mais il en va de même entre les partenaires qui se font la cour et ceux qui se marient. Les activités individuelles et collectives se trouvent imbriquées les unes dans les autres.

Le fait que l'on souligne l'« acquisition de biens venant de loin » comme étant un élément constitutif du commerce devrait mettre en évidence le rôle dominant que joua, dans les débuts de l'histoire du commerce, l'intérêt d'importer. Au XIX^e siècle, l'intérêt que l'on portait à l'exportation venait au tout premier plan ; c'était un phénomène catallactique caractéristique.

Comme il faut transporter quelque chose sur une grande distance, et ceci dans deux directions opposées, le commerce, par la nature même des choses, implique divers éléments constitutifs, comme le personnel, les biens, l'acheminement et la bidirectionnalité, et chacun d'eux peut être subdivisé selon des critères sociologiquement ou technologiquement significatifs. En examinant ces quatre facteurs, nous pouvons espérer apprendre quelque chose sur la place changeante du commerce dans la société.

Tout d'abord, intéressons-nous aux individus qui pratiquent le commerce.

L'« acquisition de biens venant de loin » peut être une pratique relevant soit de motivations dues à la place que le marchand occupe dans la société et qui comporte en général des éléments de devoir ou de service public (motivation de statut) ; soit du désir de profit matériel que le marchand retire personnellement par ses transactions d'achat et de vente (motivation de profit).

Malgré de nombreuses combinaisons possibles de ces stimulants, l'honneur et le devoir d'une part, le profit de l'autre apparaissent comme des motivations nettement distinctes mais fondamentales. Si « la motivation de statut » se trouve renforcée, comme c'est très souvent le cas, par des bénéfices matériels, ceux-ci, en général, ne se présentent pas sous la forme de gain acquis par l'échange, mais plutôt comme un trésor ou un don de terre accordé au marchand par le roi, le temple ou le seigneur, à titre de récompense. Les choses étant ce qu'elles sont, les gains obtenus par l'échange ne représentent en général jamais qu'une maigre somme, sans comparaison avec la fortune que le seigneur accorde au marchand astucieux et plein d'audace. Ainsi, celui qui pratique le commerce au nom du devoir et de l'honneur s'enrichit, tandis que celui qui l'entreprend par amour sordide du gain demeure pauvre. C'est une

raison supplémentaire pour que les motivations fondées sur le profit soient dépréciées dans la société archaïque.

Une autre manière d'aborder le problème des acteurs consiste à le considérer sous l'angle du niveau de vie que la communauté estimait convenir au statut des marchands.

La société archaïque en général ne connaît pas d'autre type de marchand que celui qui se situe soit au sommet soit au bas de l'échelle sociale. Le premier est en relation avec l'autorité et le gouvernement comme l'exigent les conditions politiques et militaires du commerce, le second n'a pas d'autres moyens pour assurer sa subsistance que de transporter les marchandises au prix d'un dur labeur. Ce fait revêt une grande importance pour la compréhension de l'organisation du commerce dans les temps anciens. Il ne peut y avoir de marchand de la classe moyenne, du moins parmi les citoyens. En dehors de l'Extrême-Orient, que nous devons ici écarter, nous ne connaissons, avant les temps modernes, que trois exemples importants de commerce pratiqué par la classe moyenne : le marchand de l'époque hellénistique, le plus souvent d'origine métèque, des Etats-cités de la Méditerranée orientale ; le marchand islamite qui se trouvait partout et qui a greffé les traditions maritimes hellénistiques sur les pratiques du bazar ; enfin, en Europe occidentale, les descendants de ceux que Pirenne appelait « la lie de la société » et qui étaient des sortes de métèques continentaux dans le second tiers du Moyen Age. Dans la Grèce classique, la classe moyenne que louait Aristote était une classe de propriétaires fonciers et en aucun cas une classe de commerçants.

Il existe une troisième manière de considérer la question sous un angle plus purement historique. Parmi les types de marchands de l'Antiquité, on distinguait le tamkâroum, le métèque ou résident d'origine étrangère et l'« étranger ».

Le tamkâroum domina la scène mésopotamienne des débuts de l'ère sumérienne jusqu'à l'avènement de l'islam, c'est-à-dire pendant quelque 3000 ans. L'Égypte, la Chine, l'Inde, la Palestine, la Mésopotamie d'avant la conquête ou l'Afrique occidentale indigène ne connurent pas d'autre type de marchand. Historiquement, c'est tout d'abord à Athènes et dans quelques autres cités grecques que se manifesta le métèque comme un marchand de classe inférieure ; il prit de l'importance avec l'hellénisme pour finalement devenir — de la vallée de l'Indus aux colonnes d'Hercule — le prototype d'une classe moyenne de marchands parlant le grec ou originaires du Levant. Naturellement, l'étranger est partout. Il pratique le commerce avec des équipages étrangers et sous pavillon étranger ; il n'appartient pas à la communauté et il ne bénéficie pas du demi-statut accordé aux résidents d'origine étrangère. Il fait partie d'une communauté totalement différente.

Une quatrième distinction est de nature anthropologique. Elle permet de comprendre ce personnage singulier de l'étranger qui pratique le commerce. Bien que le nombre des « peuples marchands » auxquels appartenaient ces « étrangers » ait été relativement restreint, leur existence expliquait l'institution fort répandue du « commerce passif ». En outre, un point important distinguait ces peuples marchands entre eux : les peuples marchands proprement dits, comme nous pouvons les appeler, vivaient exclusivement du commerce auquel, directement ou indirectement, se consacrait toute la population — les Phéniciens, les habitants de Rhodes, ceux de Gadès (l'actuelle Cadix), et à certaines époques les Arméniens et les Juifs appartenaient à cette catégorie ; chez les autres peuples, plus nombreux, le commerce n'était qu'une des occupations à laquelle, de temps à autre, une partie importante de la population

se consacrait en allant dans d'autres pays, quelquefois par familles entières, pour des périodes plus ou moins longues. Les Haoussas et les Mandings du Soudan occidental en sont des exemples. Ces derniers sont également connus sous le nom de Dioulas, mais uniquement, comme nous l'avons récemment appris, lorsqu'ils se trouvent à l'étranger pour exercer leur commerce. Autrefois, ceux qu'ils visitaient lors de leurs voyages commerciaux les prenaient pour une population différente des Mandings.

Venons-en à notre second facteur. Dans les temps anciens, l'organisation du commerce devait différer selon la nature des biens transportés, la distance à parcourir, les obstacles à franchir, les conditions politiques et écologiques dans lesquelles s'insérait l'entreprise. Pour toutes ces raisons au moins, tout commerce est spécifique à l'origine. Les biens et leur transport l'exigent. Dans ces conditions, il ne peut y avoir de commerce « en général ».

Il est impossible de comprendre l'évolution originale des institutions marchandes si l'on ne souligne pas suffisamment ce fait. La décision d'acquérir certains types de biens en provenance d'un lieu déterminé situé à une certaine distance sera prise dans des circonstances différentes de celles dans lesquelles d'autres types de biens d'une autre provenance seront acquis. C'est pourquoi les expéditions commerciales constituent une opération discontinue. Elles sont limitées à des entreprises concrètes menées à bien une à une et elles ne tendent pas à évoluer vers un engagement permanent. La *societas* romaine, comme plus tard la *commenda*, était une association commerciale limitée à une seule entreprise. Seule la société des publicains (*societas publicanorum*) pour l'affermage des impôts formait une corporation — ce fut la seule grande exception. Avant les temps modernes, les associations commerciales permanentes étaient inconnues.

La spécificité du commerce est naturellement accrue par la nécessité d'acquérir les biens importés avec des biens exportés. Car, dans des conditions non marchandes, les importations et les exportations tendent à appartenir à des régimes différents. Le processus par lequel les biens sont collectés pour l'exportation est généralement séparé et relativement indépendant de celui par lequel les biens importés sont distribués. Dans un cas, les biens affluent vers le centre : ils peuvent provenir du tribut, de l'impôt, des dons faits au seigneur par ses sujets ou d'une autre source quelle que soit sa désignation, tandis que les biens importés peuvent suivre des réseaux différents. La « seisachthéie » d'Hammourabi semble avoir fait une exception en ce qui concerne les biens *simus* qui pouvaient en certains cas être constitués par des importations transmises par le roi — en passant par le tamkâroum — aux fermiers désirant les échanger contre leurs propres produits. Une certaine partie du commerce à longue distance pratiqué par les pochtecas, chez les Aztèques de Mésopotamie avant la conquête, semble présenter des caractéristiques analogues.

Ce que la nature différencie, le marché l'homogénéise. Même la différence qui existe entre les biens et leur transport peut disparaître puisqu'il est possible de les acheter et de les vendre au marché : les premiers au marché des produits, le second au marché du fret et des assurances. Dans les deux cas, il y a offre et demande et les prix sont constitués de la même manière. Le transport et les biens, ces deux éléments du commerce, acquièrent un dénominateur commun en termes de coût. Ainsi, les préoccupations concernant le marché et son homogénéité artificielle contribuent à l'élaboration d'une bonne théorie économique plutôt qu'à une bonne histoire de l'économie. En fin de compte, nous nous apercevons que les itinéraires commerciaux eux aussi, de même

que les moyens de transport, peuvent revêtir une importance non moins décisive pour les formes institutionnelles de commerce que les types de biens transportés. Car, dans ces différents cas, les conditions géographiques et technologiques s'imbriquent dans la structure sociale.

L'analyse raisonnée du mouvement bidirectionnel nous met face à trois types principaux de commerce : le commerce de dons, le commerce de gestion, le commerce de marché.

Le commerce de dons lie les partenaires dans des relations de réciprocité, ainsi les amis invités, les partenaires de la Kula, les groupes en visite. Pendant des millénaires, le commerce entre Empires a été un commerce de dons, et aucune autre logique de la bidirectionnalité n'aurait pu aussi bien satisfaire les besoins de la cause. Dans ce cas, l'organisation du commerce est généralement de type cérémoniel et implique des offrandes réciproques, des ambassades, des tractations politiques entre chefs ou rois. Les biens sont des trésors, des objets de prestige ne circulant que dans l'élite ; dans le cas extrême de groupes en visite, ils peuvent être de caractère plus « démocratique ». Mais les contacts sont limités et les échanges rares et espacés dans le temps.

Le commerce de gestion repose sur une base solide : les relations par traités qui sont plus ou moins officielles. Comme des deux côtés, l'intérêt de l'importation est généralement déterminant, le commerce suit des voies sous contrôle gouvernemental. Le commerce d'exportation est habituellement organisé de semblable manière. En conséquence, l'ensemble du commerce est pratiqué selon des méthodes administratives. Elles s'exercent jusque dans la manière de traiter les affaires, y compris dans les arrangements concernant les « taux » ou proportions d'unités échangées ; les installations portuaires ; le pesage ; la vérification de la qualité ; l'échange physique des biens ; l'emmagasinage ; la sécurité, le contrôle du personnel commercial ; la réglementation des « paiements » ; les crédits ; les compensations de prix. Certains de ces problèmes sont naturellement liés à la collecte des biens d'exportation et à la répartition des biens d'importation, qui toutes les deux appartiennent au domaine de la redistribution de l'économie domestique. Les biens qui sont importés de part et d'autre sont normalisés en ce qui concerne la qualité et l'emballage, le poids et certains autres critères faciles à vérifier. Seuls ces « biens commerciaux » peuvent faire l'objet d'un commerce. Les équivalences sont fixées selon des relations d'unités simples ; en principe, le commerce est d'un contre un.

Le marchandage est absent de ces pratiques ; les équivalences sont fixées une fois pour toutes. Mais comme on ne peut éviter les ajustements, pour faire face aux modifications des circonstances, le marchandage se pratique, mais uniquement sur *des éléments autres que le prix*, tels que les mesures, la qualité ou les moyens de paiement. On peut discuter sans fin sur la qualité des produits alimentaires, la contenance et le poids des unités utilisées, le cours des monnaies s'il en existe plusieurs à la fois. Les « profits » eux-mêmes sont souvent « marchandés ». La raison d'être de cette pratique est, naturellement, de maintenir des prix inchangés ; s'ils doivent être ajustés aux conditions réelles de l'offre, dans un cas d'urgence, on parle d'un commerce à deux contre un ou à deux et demi contre un, ou, comme nous dirions, d'un commerce avec 100 % ou 150 % de profit. L'authenticité de cette méthode de marchandage sur les profits à prix fixes, qui fut peut-être assez générale dans la société archaïque, est bien établie pour le Soudan central où elle se perpétua jusqu'au XIX^e siècle.

Le commerce de gestion présuppose des groupes commerciaux relative-

ment permanents tels que les gouvernements ou au moins les compagnies qui les représentent. L'accord avec les indigènes peut être tacite, comme dans le cas de relations traditionnelles ou coutumières. Cependant, entre les groupes souverains, le commerce prend la forme de traités officiels même dans les temps relativement anciens du second millénaire avant J.-C.

Une fois instaurées dans une région, sous la protection solennelle des dieux, les formes administratives du commerce peuvent être pratiquées sans aucun traité préalable. La principale institution, ainsi que nous commençons à nous en rendre compte, est le port de commerce, comme nous appelons ici ce site de tout commerce de gestion avec l'extérieur. Le port de commerce offre la sécurité militaire au pouvoir établi à l'intérieur des terres ; la protection civile au commerçant étranger ; des installations de mouillage, de débarquement et d'entreposage ; des services judiciaires ; une convention concernant les marchandises commercialisées et les « proportions » des différents biens commerciaux entrant dans les lots mixtes ou « assortiments ».

La troisième forme caractéristique de commerce est le commerce de marché. Ici, l'échange constitue la forme d'intégration qui associe les deux parties l'une à l'autre. Cette variante relativement moderne de commerce fit affluer d'immenses richesses matérielles vers l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. Bien qu'elle enregistre actuellement une régression, elle demeure encore, et de loin, la plus importante de toutes. L'éventail des biens commercialisables — les marchandises — est pratiquement illimité et l'organisation du commerce de marché obéit au mécanisme offre-demande-prix. Le mécanisme de marché révèle son immense champ d'application par le fait que non seulement il s'adapte à la manipulation des marchandises, mais aussi à tous les autres éléments du commerce — l'emmagasinage, le transport, les assurances, le crédit, les paiements, etc. — en constituant des marchés spéciaux pour le fret, les assurances, le crédit à court terme, les capitaux, les lieux d'entreposage, les services bancaires, etc.

Les questions qui, aujourd'hui, préoccupent le plus l'historien de l'économie sont les suivantes : quand et comment le commerce s'est-il trouvé lié aux marchés ? A quelle époque et en quel lieu le phénomène général connu sous le nom de commerce de marché s'est-il manifesté ?

A vrai dire, ces problèmes sont éludés par suite de l'influence qu'exerce la logique catallactique, qui tend à fondre commerce et marché en une entité indissociable.

13.3.2 Les usages de la monnaie

Catallactiquement, la monnaie est définie comme un moyen d'échange indirect. La monnaie d'aujourd'hui est utilisée comme mode de paiement et comme « étalon », précisément parce qu'elle est moyen d'échange. Ainsi, notre monnaie est une monnaie à « tous usages ». Les autres usages de la monnaie ne sont que des variantes sans importance de son rôle dans l'échange ; et tous les usages de la monnaie sont fonction de l'existence des marchés.

La définition substantive de la monnaie, comme celle du commerce, est indépendante des marchés. Elle découle d'usages déterminés que l'on attribue à des objets quantifiables. Ces usages sont le paiement, le rôle d'étalon et l'échange. La monnaie est donc définie ici en termes d'objets quantifiables qui sont employés pour un ou plusieurs de ces usages. Il s'agit de savoir s'il est possible d'avoir des définitions indépendantes de ces usages.

Les définitions des divers usages de la monnaie comportent deux critères : la situation sociologiquement définie dans laquelle apparaît un de ces usages et l'opération accomplie avec les objets-monnaie dans cette situation.

Le paiement est l'opération qui consiste à s'acquitter d'obligations et au cours de laquelle les objets quantifiables changent de mains. Dans cette situation, il ne s'agit pas d'un seul type d'obligation, mais de plusieurs, puisque ce n'est que si un objet sert à l'acquittement de plus d'une obligation que nous pouvons en parler comme d'un « moyen de paiement » au sens spécifique du terme (autrement, seule une obligation acquittable en nature peut être ainsi acquittée).

L'usage de la monnaie pour le paiement est l'un de ses emplois les plus courants dans les temps anciens. Dans ce cas, les obligations ne tirent pas habituellement leur origine des transactions. Dans la société primitive non stratifiée, les paiements sont régulièrement effectués en liaison avec les institutions du prix de la fiancée, de la dette de sang et des amendes. Ces paiements sont toujours pratiqués dans la société archaïque, mais ils sont éclipsés par les taxes, les impôts, les rentes foncières et le tribut traditionnels qui donnent lieu à des paiements à l'échelon le plus important.

L'usage étalon de la monnaie, c'est-à-dire en tant qu'unité de compte, consiste à égaliser des quantités de divers types de biens destinés à des fins précises. La « situation » est soit celle du troc soit celle de l'emmagasiner et de la gestion des denrées de base ; l'« opération » consiste à attribuer des étiquettes numériques aux divers objets afin de faciliter leur manipulation. Ainsi, dans le cas du troc, on réussit finalement à égaliser la somme des objets des deux parties ; dans le cas de la gestion des denrées de base, on parvient à planifier, équilibrer et établir un budget ainsi qu'une comptabilisation générale.

L'usage étalon de la monnaie est essentiel à l'élasticité d'un système de redistribution. L'établissement d'une équivalence pour des denrées de base telles que l'orge, l'huile et la laine, qui doivent servir à payer les impôts ou les rentes foncières ou sur lesquelles on peut prélever des rations ou des salaires, se révèle fondamental, puisqu'il assure à celui qui paie de même qu'à celui qui demande la possibilité d'un choix entre les différentes denrées de base. En même temps, est créée la condition préalable d'un système de financement à grande échelle « en nature » qui sous-entend la notion de fonds et de bilans, en d'autres termes l'interchangeabilité des denrées de base.

L'usage de la monnaie dans l'échange est né du besoin d'objets quantifiables pour l'échange indirect. L'« opération » consiste à acquérir des unités de ces objets par l'échange indirect afin d'obtenir ultérieurement, par un autre acte d'échange, des objets désirés. Parfois, les objets-monnaie sont immédiatement disponibles et de double échange ne vise qu'à rassembler une quantité accrue de ces mêmes objets. Cet usage des objets quantifiables n'est pas né d'actes fortuits de troc — selon l'idée chère aux rationalistes du XVIII^e siècle — mais doit son origine au commerce organisé, notamment dans les marchés. En l'absence de marchés, l'usage de la monnaie dans l'échange n'est rien d'autre qu'un trait culturel secondaire. L'étonnante répugnance des grands peuples commerçants de l'Antiquité, tels ceux de Tyr et de Carthage, à adopter les pièces de monnaie, cette innovation tout à fait appropriée à l'échange, venait peut-être de ce que les ports des Empires commerciaux n'étaient pas organisés en marchés mais en « ports de commerce ».

On pourrait noter deux significations dérivées du terme « monnaie ». La première étend la définition du terme « monnaie » à autre chose qu'à

l'objet physique, à savoir à des unités idéales ; la seconde englobe, outre les trois usages conventionnels de la monnaie, l'emploi d'objets-monnaie comme moyens opérationnels.

Les unités idéales ne sont que de simples mots ou des symboles écrits utilisés comme des unités quantifiables, essentiellement pour le paiement ou comme étalon. L'« opération » consiste en la manipulation des comptes débiteurs selon les règles du jeu. Ces comptes sont chose connue dans la vie primitive, et non pas, comme on l'a souvent cru, une particularité des économies monétarisées. Les plus anciennes économies des temples de Mésopotamie de même que les premiers marchands assyriens pratiquaient l'acquittement des dettes sans qu'entrent en jeu les objets-monnaie.

À l'autre extrême, il semblait opportun de ne pas oublier, parmi les usages de la monnaie, ses emplois comme moyens opérationnels, aussi exceptionnels soient-ils. La société archaïque a parfois utilisé des objets quantifiables dans des buts arithmétiques ou statistiques, dans des problèmes d'imposition ou d'administration ou à d'autres fins non monétaires en liaison avec la vie économique. Au XVIII^e siècle, à Ouidah, la monnaie-cauri était employée à des fins statistiques et les fèves *dambas* (qui ne furent jamais utilisées comme monnaie) servaient d'étalon-or et en cette qualité étaient astucieusement utilisées dans la comptabilité.

La monnaie primitive est, comme nous l'avons vu, une monnaie à usage spécifique. Différents objets correspondent à des usages différents de la monnaie ; en outre, ces usages sont institués indépendamment les uns des autres. Leurs implications sont d'une très grande portée. Par exemple, il n'y a aucune contradiction dans le fait de « payer » à l'aide d'un moyen avec lequel on ne peut pas acheter, ni dans celui d'employer comme « étalon » des objets qui ne servent pas de moyen d'échange. Dans la Babylonie d'Hammourabi, l'orge était le moyen de paiement ; l'argent-métal était l'étalon universel ; pour l'échange, qui était très rare, tous deux étaient utilisés en même temps que l'huile, la laine et quelques autres denrées de base. Il devient ainsi évident que les usages de la monnaie, comme les activités commerciales, peuvent atteindre un niveau presque illimité de développement non seulement en dehors des économies dominées par les marchés, mais en l'absence même des marchés.

13.3.3 Les éléments de marché

Passons maintenant au marché lui-même. Catallactiquement, le marché est le centre de l'échange ; le marché et l'échange sont coextensifs. Car selon le postulat catallactique, la vie économique se réduit à des actes d'échange effectués par le marchandage et elle se concrétise dans les marchés. L'échange est donc décrit comme la relation économique et le marché comme l'institution économique. La définition du marché découle logiquement des prémisses catallactiques.

Selon les définitions substantives, le marché et l'échange ont des caractéristiques empiriques indépendantes. Quelle est donc ici la signification de l'échange et du marché ? Et dans quelle mesure sont-ils nécessairement liés ?

L'échange selon la définition substantive est le mouvement réciproque d'appropriation des biens entre diverses mains. Ce mouvement, comme nous

l'avons vu, peut se produire soit à des taux fixes soit à des taux négociés. Seuls ces derniers résultent du marchandage entre partenaires.

Ainsi, à chaque fois qu'il y a échange, il y a taux. Ceci reste vrai, que le taux soit négocié ou fixe. Il est à noter que l'échange à des taux négociés est identique à l'échange catallactique ou « échange en tant que forme d'intégration ». Seule cette sorte d'échange est spécifiquement limitée à un type défini d'institution de marché, à savoir les marchés créateurs de prix.

Les institutions de marché seront définies comme des institutions comprenant un groupe d'offre ou un groupe de demande ou les deux à la fois. Les groupes d'offre et les groupes de demande seront en outre définis comme une multiplicité de « mains » désireuses d'acheter ou alternativement d'écouler des biens par l'échange. Bien que les institutions de marché soient donc des institutions d'échange, le marché et l'échange ne tendent pas vers une même fin. L'échange à des taux fixes a lieu dans le cas où réciprocité ou redistribution constituent les formes d'intégration ; l'échange à des taux négociés, comme nous l'avons dit, se limite aux marchés créateurs de prix. Il peut sembler paradoxal que l'échange à des taux fixes soit compatible avec toute forme d'intégration sauf celle de l'échange ; ceci est pourtant logique, puisque seul l'échange négocié représente l'échange au sens catallactique du terme, sens dans lequel il constitue une forme d'intégration.

La meilleure manière de cerner le monde des institutions de marché semble être l'approche en termes d'« éléments de marché ». Finalement, cette méthode ne servira pas seulement de guide à travers les diverses configurations que l'on inscrit sous les termes de « marchés » et d'« institutions de type marchand », mais aussi d'instrument pour disséquer certains des concepts conventionnels qui encombrant notre compréhension de ces institutions.

Deux éléments du marché devraient être considérés comme spécifiques, à savoir le groupe de l'offre et celui de la demande ; si l'un ou l'autre est présent, nous parlerons d'une institution de marché (si tous les deux sont présents, nous parlerons de marché ; si l'un des deux seulement est présent, d'une institution de type marchand). Vient ensuite l'élément d'équivalence, c'est-à-dire le taux d'échange ; selon le caractère de l'équivalence, les marchés sont des marchés à prix fixe ou des marchés créateurs de prix.

La concurrence constitue une autre caractéristique de certaines institutions de marché, telles que les marchés créateurs de prix et les ventes aux enchères, mais contrairement aux équivalences, la concurrence est limitée aux marchés. Enfin, il existe des éléments que l'on peut qualifier de fonctionnels. Normalement, ils se manifestent en dehors des institutions marchandes, mais s'ils apparaissent en même temps que les groupes d'offre et les groupes de demande, ils modèlent ces institutions d'une manière qui peut présenter un grand intérêt pratique. Parmi ces éléments fonctionnels, citons l'emplacement physique, les biens présents, la coutume et la loi.

Cette diversité des institutions de marché fut à une époque récente obscure au nom du concept formel du mécanisme offre-demande-prix. Il n'est donc pas étonnant que ce soit par rapport aux termes pivots d'offre, de demande et de prix que l'approche substantive conduise à un élargissement de notre perspective.

Nous avons parlé ci-dessus des groupes d'offre et des groupes de demande comme d'éléments séparés et distincts du marché. Cette distinction s'avèrerait inadmissible dans le marché moderne ; il existe là un seuil au-delà duquel la baisse des prix se transforme en hausse et un autre seuil au-delà duquel se produit le phénomène inverse. C'est ce qui a entraîné un grand nombre d'écono-

mistes à négliger le fait que les acheteurs et les vendeurs sont séparés dans tout autre type de marché que le marché moderne. Ceci a favorisé en outre un double malentendu. En premier lieu, « l'offre et la demande » apparaissent comme des forces élémentaires combinées, tandis qu'en réalité chacune se composait de deux éléments très différents l'un de l'autre, à savoir, d'une part une quantité de *biens* et d'autre part un certain nombre de *personnes* liées à ces biens en tant qu'acheteurs et vendeurs. En second lieu, « l'offre et la demande » semblaient inséparables tels des frères siamois, alors qu'en réalité elles constituaient des groupes distincts de personnes selon que celles-ci disposaient des biens en tant que ressources ou les recherchaient en tant que biens nécessaires. Les groupes d'offre et ceux de demande n'ont donc pas besoin d'être présents en même temps. Quand par exemple le général victorieux vend le butin aux enchères au plus offrant, seul le groupe de la demande est en évidence ; de même, seul un groupe d'offre entre en jeu lors de l'attribution des contrats à la soumission la moins élevée. Et pourtant, les ventes aux enchères et les soumissions étaient très répandues dans la société archaïque ; dans la Grèce antique, les ventes aux enchères sont apparues comme les précurseurs des marchés proprement dits. Cette distinction existant entre « offre » et « demande » a modelé l'organisation de toutes les institutions de marché antérieures à l'époque moderne.

Quant à l'élément de marché communément désigné par le terme de « prix », il a été classé dans la catégorie des équivalences. L'usage de ce terme général devrait contribuer à éviter les malentendus. Le prix suggère la fluctuation, alors que cette idée n'existe pas dans l'équivalence. L'expression même de prix « fixe » ou « établi » sous-entend que le prix avant d'être fixé ou établi était susceptible de changement. Ainsi le langage parvient difficilement à exprimer le véritable état de choses, à savoir que le « prix » est à l'origine une quantité fixée de façon rigide et en l'absence de laquelle il ne peut y avoir de commerce. Les prix fluctuants ou changeants à caractère concurrentiel sont une notion relativement récente et leur apparition est l'un des plus importants centres d'intérêt de l'histoire économique de l'Antiquité. Traditionnellement, on supposait que les choses s'étaient déroulées à l'inverse, c'est-à-dire que l'on concevait le prix comme le résultat du commerce et de l'échange et non comme leur condition préalable.

Le « prix » désigne les rapports quantitatifs que détermine le troc ou le marchandage entre des biens de types différents. C'est cette forme d'équivalence qui caractérise les économies intégrées par l'échange. Mais les équivalences ne sont en aucun cas limitées aux relations d'échange. Elles existent aussi habituellement lorsque la redistribution est la forme d'intégration. Elles y désignent le rapport quantitatif existant entre des biens de types différents qui servent à payer les impôts, loyers, redevances, amendes ou qui qualifient un statut civique fondé sur le recensement de la propriété. L'équivalence peut également déterminer dans quelle mesure on peut prétendre à des salaires ou à des parts en nature au choix du bénéficiaire. L'élasticité d'un système financier référant à des denrées de base — planification, équilibre, et comptabilité — s'articule sur ce dispositif. Dans ce cas, l'équivalence signifie non pas ce qui devrait être donné *contre* un autre bien, mais ce à quoi l'on peut prétendre *à la place* de ce bien. Lorsque la réciprocité est la forme d'intégration, les équivalences déterminent la quantité qui est « appropriée » par rapport à la partie qui occupe une place symétrique. Il est évident que ce contexte comportemental est différent à la fois de l'échange et de la redistribution.

Les systèmes de prix, tels qu'ils se développent avec le temps, peuvent

contenir des types d'équivalences dont l'origine historique doit être recherchée dans différentes formes d'intégration. Les prix marchands de l'époque hellénistique prouvent avec assez d'évidence qu'ils résultent d'équivalences redistributives des civilisations cunéiformes qui les ont précédés. Les trente pièces d'argent, que reçut Judas comme prix d'un homme pour avoir trahi Jésus, sont une variante très proche de l'équivalence d'un esclave signalée dans le code d'Hammourabi quelque 1.700 ans auparavant. Par ailleurs, les équivalences redistributives soviétiques reflétèrent pendant longtemps les prix des marchés mondiaux du XIX^e siècle. Ceux-ci avaient également leurs prédécesseurs. Max Weber fit remarquer que par suite de l'absence d'une base d'établissement des prix, le capitalisme occidental n'aurait pas été réalisable, sans le réseau médiéval des prix définis statutairement et réglementés, des fermages traditionnels, etc., héritage de la guilde et du manoir. Ainsi, les systèmes de prix peuvent avoir une histoire institutionnelle qui leur est propre en fonction des types d'équivalences qui contribuèrent à leur formation.

C'est à l'aide de concepts non catallactiques du commerce, de la monnaie et de marchés de ce type que des problèmes aussi fondamentaux de l'histoire économique et sociale que l'origine de la fluctuation des prix et le développement du commerce de marché peuvent être saisis, et, nous l'espérons, finalement résolus.

Pour conclure, l'examen critique des définitions catallactiques du commerce, de la monnaie et du marché devrait nous fournir un certain nombre de concepts qui forment les données de base des sciences sociales sous leur aspect économique. La portée de cette reconnaissance vis-à-vis des problèmes de théorie, de politique et de perspective devrait être considérée à la lumière de la transformation graduelle des institutions qui s'est opérée depuis la Première Guerre mondiale. En ce qui concerne le système marchand lui-même, le marché comme seul cadre de référence est quelque peu désuet. Pourtant, il conviendrait de comprendre, avec un peu plus de lucidité que dans le passé, que le marché ne peut être remplacé en tant que cadre général de référence à moins que les sciences sociales ne parviennent à élaborer un cadre de référence plus vaste auquel le marché lui-même pourrait se rapporter. Telle est aujourd'hui notre première tâche intellectuelle dans le domaine des études économiques. Comme nous avons essayé de le démontrer, une telle structure conceptuelle devra être fondée sur la définition substantive de l'économie.

Terence K. Hopkins

La sociologie et la conception substantive de l'économie

Pour désigner la science alors nouvelle de la société, Comte employa le premier le terme de « sociologie ». Depuis lors, ce mot sert à nommer la discipline qui a pour sujet les interrelations entre les divers procès sociaux qui constituent la société. Parmi ces procès, l'un des plus importants est l'économie grâce à laquelle les membres de la société reçoivent de façon continue les moyens matériels de satisfaire leurs besoins. Pourtant, les sociologues ont fait preuve de peu d'originalité dans l'élaboration des conceptions de base de ce procès. Ils se sont contentés de prendre la théorie économique comme point de départ et ils ont ainsi posé sans aucun discernement l'hypothèse selon laquelle l'action rationnelle et le marché sont respectivement l'origine et la forme du procès économique. En conséquence, les économies qui ne se situent pas dans le cadre du modèle de marché sont écartées à l'avance de tout examen sérieux, car elles sont considérées ou bien comme des illustrations simplement curieuses de la manière dont le « traditionalisme » archaïque réfrène l'expression de la rationalité, ou bien, par les plus sceptiques, comme justifiant la conviction que pour un certain nombre de problèmes « économiques », la théorie orthodoxe doit être complétée par des propositions sociologiques.

Ces interprétations libres de nombreuses « déviations » par rapport au modèle de marché ont trop longtemps marqué les discussions sociologiques en économie. Une perspective plus critique est maintenant nécessaire. Car, si en certains cas, les économies empiriques ne sont pas caractérisées par des actions visant à économiser les moyens, de quelle manière se distinguent-elles des autres procès sociaux ? Ou plus fondamentalement, qu'entend-on par le terme même d'« économie », lorsqu'il s'applique à un ensemble d'activités dans lesquelles le processus d'économie des moyens ne joue qu'un rôle secondaire, si tant est qu'il y soit présent ? Ainsi qu'il a été expliqué dans le chapitre 13, la réponse une fois donnée apparaît presque comme allant de soi ; le terme « économie » indique alors les procès par lesquels les gens assurent leur survie. En bref, le mot « économie » désigne deux concepts tout à fait différents : dans un cas, il a le sens formel, celui d'« économiser les moyens » ; dans le second cas, il a le sens substantif, celui d'« assurer la survie ». Habituellement les deux sens se trouvent combinés si bien que l'« économie » désigne l'idée composite d'une économie des moyens pour assurer la survie. La théorie économique ne fournit donc un modèle explicatif satisfaisant que si ce concept composite est une description adéquate des économies réelles.

Les deux concepts ne diffèrent pas seulement d'un point de vue logique. Les procès réels auxquels ils se réfèrent interviennent aussi indépendamment : les généraux peuvent économiser dans la disposition de leurs troupes et les gens peuvent assurer leur survie sans économiser. Cependant, dans ce que nous appelons un système de marché, les deux procès non seulement apparaissent conjointement, mais déterminent l'objet de l'analyse économique : phénomènes de fluctuation des prix et actions qui les conditionnent. Ce sont nos observations concernant ces phénomènes (de forme essentiellement mathématique) que la science économique essaie d'ordonner. L'aspect restrictif de ce raisonnement revêt une certaine importance pour les sociologues, car il implique que la « généralité » de la théorie économique ne se situe pas dans la direction substantive, c'est-à-dire ne s'oriente pas vers d'autres économies que des économies de type marchand. Mais plutôt, comme le suggèrent de récentes applications de la *théorie des jeux* à des activités aussi diverses que le combat aérien et le comportement administratif, il suppose que la « généralité » de la théorie économique se situe dans la direction formelle, c'est-à-dire s'oriente vers d'autres actions que des actions rationnelles impliquant l'idée de prix.

Pourtant, à ma connaissance, aucun sociologue n'a présenté d'interprétation systématique de l'économie, si ce n'est en termes formels. Plus la théorie est compliquée, plus l'élément d'« économie des moyens » est important, à tel point que dans certaines théories le sens substantif du concept composite disparaît complètement. Avec lui s'efface la distinction élémentaire entre d'une part les procès par lesquels sont produits et distribués les moyens matériels de satisfaire les besoins et d'autre part la « production » et la « distribution » du pouvoir politique ou du prestige social.

Notre discussion a pour objet d'opérer un changement de perspective. Ce n'est pas l'élément formel des « moyens d'existence », mais l'élément substantif dans toute son imprécision apparente qui devrait être au centre des théories *sociologiques* sur le procès économique. Dans ces théories l'économie est considérée comme un des procès sociaux génériques parmi d'autres.

Nous ne tentons pas, dans ce chapitre, d'examiner en détail les diverses interprétations du fonctionnement et de la place de l'économie humaine dans la société, proposées par la vingtaine de sociologues qui se sont sérieusement préoccupés de ces problèmes. Nous allons plutôt étudier trois des conceptions qui ont eu le plus d'influence pour des raisons de clarté conceptuelle, de références empiriques et de consistance logique. Après ce bref survol et pour conclure le chapitre, nous proposerons une manière d'introduire dans la pensée sociologique courante l'économie conçue comme procès substantif.

Pour éviter les malentendus au départ, nous avons inclus dans cette introduction de brèves remarques sur deux sujets qui ne sont pas explicitement débattus par ailleurs. Il s'agit en premier lieu de la signification des actions visant à économiser les moyens dans le cadre d'une approche substantive et en second lieu du problème connexe des rapports entre la science économique et la sociologie.

L'un des grands attraits de la conception substantive de l'économie pour les sociologues vient de sa comptabilité évidente avec la théorie fonctionnelle. Dire, à propos du procès économique, que son fonctionnement se traduit, dans toutes les sociétés, par l'apport continu de moyens matériels servant à satisfaire les besoins équivaut à définir ce procès à travers un ensemble particulier de conséquences, sans spécifier à l'origine les caractéristiques des relations sociales grâce auxquelles s'opère cet apport. Cependant, il s'agit là d'une lacune de la définition, non d'une lacune du savoir comme le montrent d'autres

parties de cet ouvrage. Par exemple, on a noté à diverses reprises que plusieurs types d'arrangements sociaux, tels le port de commerce et l'échange de dons, facilitaient l'apport de moyens matériels. Mais ce que nous savons de ces mécanismes ne représente que bien peu de choses en comparaison de l'étendue de nos connaissances ordonnées concernant les structures qui réalisent l'approvisionnement dans les économies organisées en fonction du marché. Tant que les limites de notre savoir dans sa forme actuelle sont reconnues, nous sommes en voie de combler les lacunes de la définition du procès économique. Dans la mesure où les structures des actions visant à économiser les moyens réalisent l'apport de moyens matériels servant à satisfaire les besoins, elles entrent ainsi dans la conception substantive de l'économie de la même manière que n'importe quel autre type de structure facilitant cet apport.

En ce qui concerne le second problème, les sociologues ont beaucoup à apprendre de la théorie économique (qui, selon ses postulats, se préoccupe d'action visant à économiser les moyens) pour la connaissance des économies organisées en fonction du marché. Mais l'utilisation correcte, par les sociologues, des théories et découvertes de la science économique présuppose, de leur part, une reconnaissance plus claire que celle qui se manifeste parfois des différences entre ce qui est sociologique et ce qui est économique, au niveau de la théorie. Pour ce qui est du problème en question, l'épithète « sociologique » ne s'applique pas à des événements mais à des concepts, à des problèmes et à des propositions, et il en va de même du terme « économique » (là encore au niveau de la théorie) (335). Il n'est donc pas possible de traiter les problèmes sociologiques de manière adéquate simplement en généralisant à la société conçue globalement les propositions de l'offre et de la demande (336). Si on doit utiliser de telles propositions, il est nécessaire de reformuler leur contenu en termes sociologiques.

Dans ses « Marshall Lectures » de 1953 (337), Talcott Parsons tenta cette reformulation, mais d'une manière telle que les distinctions conceptuelles qui, en fait, séparent les problèmes et les propositions de la sociologie de ceux des économies, en arrivent à accentuer dangereusement les divergences au lieu d'opérer des rapprochements. En bref, Parsons considère les relations entre économie et société comme analogues à celles qui existent entre la science économique et sa version de la théorie de l'action ; puisqu'il démontre que l'économie est un sous-système d'un ensemble plus vaste : la société et puisque la théorie générale s'applique à la société conçue comme un tout, la science économique (qu'il semble prendre ici comme la théorie de l'économie) doit être un cas particulier de la théorie générale.

Pour inclure de la sorte le corpus de la science économique dans sa théorie générale, Parsons doit non seulement limiter les formes du procès économique à celles rencontrées dans les économies de marché modernes et planifiées, mais il doit aussi jongler avec le concept de « société » afin de le rendre compatible avec les prémisses posées par la théorie économique. Quel que soit le profit que retire la science économique de cette incorporation, le résultat se révèle de valeur douteuse pour la sociologie. Car si le marché devient un phénomène

(335) Cf. par exemple Wilbert MOORE, MOORE, *Economy and Society*, Garden City, 1955, notamment 5.

(336) Comme exemple de généralisation, cf. Kingsley DAVIS et Wilbert MOORE, « Some principles of stratification », *American Sociological Review*, 10, 1945, 242-9 ; repris dans Logan WILSON et William L. KOLB : *Sociological Analysis*, New York, 1949, 434-43.

(337) *The Integration of Economic and Social Theory*, 1953, Archives de la Social Relations Library, Harvard University.

sociologiquement pertinent, il devient également, par là même, le prototype de l'institution économique à l'intérieur de la théorie générale. En conséquence, la généralité de la théorie est considérablement réduite. En bref, l'« économie » en tant que procès social se trouve confondue ou intentionnellement identifiée avec l'objet de la science économique en tant que discipline. (De ce fait, la place de l'économie de marché dans la société moderne est le véritable problème de ces conférences, et celui auquel elles semblent apporter une contribution substantielle disparaît presque complètement aux yeux du lecteur). *Vice versa*, afin que les catégories de sa théorie soient conformes à celles élaborées par les économistes pour décrire les structures sociales assez exceptionnelles auxquelles elles se rapportent, les procès par lesquels se définit la « société » selon Parsons deviennent pratiquement des équivalents formels ou des reformulations métaphoriques du procès créateur de prix dans l'économie de marché.

Cependant, d'une manière plus générale, il semblerait que demeure en suspens la question de savoir si la possibilité de caractériser les relations entre la structure sociale et le procès économique dépend de la possibilité de décrire les rapports existant entre la sociologie et la science économique. Si les deux activités sont liées, logiquement l'ordre de dépendance apparaît être l'inverse de celui que suppose Parsons. Car, pour expliquer les liens entre deux disciplines, il faut d'abord être capable de montrer comment elles diffèrent dans leurs descriptions d'événements analogues. Mais une conception sociologique de la manière dont les économies fonctionnent, élaborée indépendamment de l'analyse économique, voilà précisément ce qui fait actuellement défaut. Parsons n'a donc pas relié deux disciplines indépendantes, mais il a défini ce que signifie l'« économie » pour la sociologie et ce que signifie la « société » pour la science économique. Aussi séduisante que puisse apparaître cette dernière perspective au regard du sociologue quelque peu impérialiste, il convient que celui-ci s'arrête longuement, soit circonspect et rejette finalement la définition que l'on a ainsi dégagée d'une « économie » au contenu fort restreint.

Donc, en dépit de la similitude partielle qui existe entre les problèmes traités dans ce chapitre et ceux abordés par Parsons, notre approche diffère considérablement de la sienne, notamment dans le domaine des hypothèses concernant les rapports entre la sociologie et la science économique. Passer ce sujet sous silence ne revient pas à nier que de tels rapports sont une préoccupation intellectuelle valable. Mais le déchiffrement des liens entre les disciplines est une opération qui diffère considérablement de l'élaboration d'un concept spécifiquement sociologique de l'économie.

Quant aux commentaires critiques qui suivent à propos des sociologies modernes de l'économie (et les suggestions finales en vue d'une révision), ils ne sont pas supposés contenir d'implications quelconques pour la théorie économique ou présenter un intérêt autre que fortuit pour les économistes. La discipline qu'est la science économique peut avoir ses problèmes théoriques et certains d'entre eux peuvent inclure le concept de société, mais ils n'en constituent pas pour autant la préoccupation immédiate des sociologues. Le sociologue, en tant que tel, s'il doit supposer la théorie économique adaptée à la solution de ses propres problèmes, doit aussi considérer avec scepticisme et ses revendications à l'universalité et le pouvoir qu'on lui attribue de faire passer la pousse viable mais frêle qu'est la sociologie à son stade d'arbre adulte.

14.1 Critique des conceptions sociologiques courantes de l'économie

Parce que le sociologue considère l'économie comme un élément ou un procès de la société, il existe deux conceptions essentielles de l'économie correspondant à deux des principales conceptions de la société. Dans un cas, l'économie est définie à travers « la division du travail », dans l'autre cas, elle est le loyer de la rationalité (338). Avec le développement et l'élaboration de l'analyse fonctionnelle en sociologie (339) cependant, certains théoriciens en sont venus dans leurs définitions initiales à mettre l'accent moins sur le contenu de l'économie que sur ses conséquences pour la société, tout en conservant néanmoins le préjugé selon lequel le terme « économie » désigne principalement « le processus qui économise les moyens ». On peut donc distinguer une troisième grande conception de l'économie qui fut élaborée à partir de la perspective de l'action rationnelle pour tenter de donner à celle-ci un fondement fonctionnel. Il s'agit de la conception qui s'appuie sur la « rareté » et dans laquelle l'économie est définie comme le procès par lequel se résout le prétendu problème de la « rareté » dans la société.

14.1.1 Conception fondée sur la division du travail

La définition de l'économie fondée sur la division du travail s'insère dans une théorie assez familière de la société. Cette théorie considère la société comme un agrégat d'atomes individuels qui se déplacent plus ou moins librement, se rassemblent, se séparent ou s'évitent, selon les lois de la nature et de la rationalité. Cependant, la coutume, la morale et la loi peuvent modifier les effets de la nature et l'expression de la rationalité, de sorte que la société devient la résultante de trois « ordres de réalité » : l'ordre physique et chimique de la nature, l'ordre psychologique et biologique des tendances et de la rationalité, l'ordre social et culturel des « conventions ». Cette idée, propre aux théories qui prétendent expliquer les régularités « dans leur totalité concrète » (par opposition à celles qui tentent d'expliquer des aspects sélectifs de ces régularités par les relations abstraites qu'on dit exister entre les éléments caractéristiques du comportement), ajoutée au transfert de la distinction classique entre société et individu du niveau de procédé heuristique à celui du principe cardinal, confère à la théorie atomistique de la société le sceau de la pensée sociale du XIX^e siècle.

L'économie, envisagée comme le foyer d'une « division du travail » et d'un réseau corrélatif d'« échange » entre des individus conçus de manière atomistique, est considérée comme évoluant à travers une séquence fixe de « stades ». Les économies réelles sont classées comme représentant tel ou tel stade de développement en fonction du degré de spécialisation, du mode dominant de production et de l'étendue du réseau d'échange. (Parmi ces séquences

(338) A l'origine le concept de rationalité peut être introduit de plusieurs manières, par exemple comme type d'action, comme norme de référence dans certains types de relations sociales ou comme valeur culturelle générale.

(339) On trouvera dans Robert K. MERTON, « Manifest and latent functions, » in *Social Theory and Social Structure*, Glencoe, 1949 (traduction française : *Éléments de théorie et de méthode sociologiques*, Paris, 1953) la présentation la plus systématique des concepts fonctionnels en sociologie.

évolutives, la plus familière est peut-être celle qui va des économies de chasse et de cueillette jusqu'à la manufacture, en passant par les économies d'élevage et d'agriculture.) Comme les stades décrivent des situations assez concrètes qui résultent plus de facteurs physiques et biologiques que de facteurs sociaux, les valeurs culturelles et leurs contreparties psychosociologiques (c'est-à-dire les motivations) n'occupent au mieux qu'une place secondaire dans cette conception. Le stade d'agriculture par exemple peut aussi bien s'accorder avec un système de paysannat libre qu'avec un système de servage. En ce sens, dans l'approche fondée sur la « division du travail », l'économie est fondamentalement considérée comme entité « non culturelle ». Sa structure, constituée par les relations entre individus conçus comme entités psychobiologiques, repose sur une dépendance vis-à-vis d'autrui pour la satisfaction des besoins organiques et son fonctionnement est essentiellement une question d'« échanges » manifestes qui interviennent entre les producteurs spécialisés et qui contribuent à « satisfaire » chacun d'entre eux. Finalement, la « réalité » de l'économie est attestée par le « flux » matériel et visible d'objets utiles et par le comportement manifeste d'individus en relation avec ce mouvement visible. Donc, dans leur totalité, les éléments sur lesquels se concentre l'intérêt apparaissent plus fréquemment dénués que dotés de caractère social.

Les nombreuses tentatives visant à définir l'économie à travers la « division du travail » se sont cependant généralement heurtées à deux difficultés fondamentales. La première a trait à la délimitation des frontières de l'économie conçue comme un élément distinct de la société, la seconde à l'intégration des différentes parties de l'économie.

La difficulté suscitée par la référence à la « division du travail » pour délimiter les frontières de n'importe quelle sphère sociale vient de ce que l'universalité, qui constitue certes la principale vertu du concept, en est également le grand défaut, ainsi que Durkheim le faisait remarquer (340). Quant au problème de la séparation de l'économie du reste de la société, la « division du travail » ne le résout pas, car l'emploi de ce concept comme point de départ empêche de détacher les questions qui sembleraient expressément économiques de celles qui ne le sont pas. Ceci apparaît avec évidence si l'on examine le contenu empirique du « travail » qui est divisé.

Lorsque le « travail » se réfère à toutes les activités sociales, l'« économie » n'a pas de contenu spécifique, mais vise les mêmes fins que la « société ». Si le « travail » désigne la même chose que le « comportement humain », alors il n'est pas plus que ce dernier en mesure de délimiter les frontières de l'économie. Dans ce cas, la prière, le jeu comme la production sont des activités « économiques ».

Cependant, de manière générale, l'idée de « travail » n'est pas supposée se référer à toutes les activités sociales, mais à un groupe délimité de ces activités. Alors on est renvoyé implicitement, mais nécessairement, aux activités spécifiées et non au degré de « division du travail ». *Ce qui est conceptuellement important à l'origine, ce n'est pas que le travail soit plus ou moins divisé — ce qui en un sens est vrai des activités dans toutes les sphères de la vie sociale — mais que certaines activités et non d'autres constituent le « travail », c'est-à-dire l'économie.*

Cette spécification du « travail » ne représente pas un aspect mineur que l'on considère pour ainsi dire incidemment avant d'aborder des sujets plus importants. Il s'agit peut-être du problème capital. L'intelligibilité d'un débat

sur l'économie — quelle que soit son étiquette — dépend de la délimitation des frontières de l'économie. Cependant, là où nous en sommes, il suffit simplement de noter qu'en fait sont habituellement données des précisions sur la nature du « travail » divisé et que ces précisions, même si elles sont mal conçues, appuient notre assertion selon laquelle la « division du travail », à elle seule, est un point de départ insuffisant pour conceptualiser l'économie.

La seconde difficulté qui s'attache à cette conception de l'économie a trait à la manière dont se regroupent les éléments du travail « divisé ». Dans la théorie de la « division du travail », ce problème d'intégration est surmonté de façon typique par le recours au concept d'« échange », de sorte que les individus « spécialisés » forment une unité à travers la multiplicité des relations d'« échange » qui existent entre eux.

Or, il est très vrai que si une économie composée d'individus indépendants doit avoir une unité quelconque, il faut que ces individus soient « reliés » les uns aux autres de quelque manière. Et si l'on veut employer le terme d'« échange » pour désigner toutes les relations sociales qui empiriquement structurent le flux continu des moyens matériels visant à satisfaire les besoins, cela est certainement possible, mais peut-être quelque peu trompeur. Cependant on ne peut alors considérer ce terme d'« échange », si on le prend dans le sens opérationnel de simple changement de lieu des objets matériels, par exemple lorsqu'ils se déplacent entre différents individus, comme équivalent de l'« échange » au sens marchand. Ce concept, en particulier, n'est pas le prototype de « l'échange marchand » et n'implique même pas une idée d'« échange » conçu comme une transaction à l'intérieur d'un système institutionnalisé de relations de marché (341). *Le mouvement des choses peut très bien intervenir autrement qu'à travers des arrangements marchands et, d'autre part, un système de marché peut fonctionner sans que se manifestent des changements de place matérielle des objets.* Mais, évidemment, une fois ces deux sens de l'échange considérés comme équivalents, on peut introduire, sans autre difficulté, l'ensemble des valeurs propres à l'économie organisée en fonction du marché — et la méthode historique peut, du fait même, se réduire à l'élaboration des diverses phases qui marquent l'expression graduelle de l'économie de marché.

Ainsi, d'une part, cette conception ne fournit aucune méthode systématique pour distinguer dans quelles parties de la société s'insère l'économie et, d'autre part, elle est beaucoup trop spécifique en ce qui concerne les manières selon lesquelles ces parties sont reliées à l'intérieur d'une économie, en supposant que celle-ci puisse être cernée (342).

(341) Dans ce dernier cas, l'« échange » désigne un concept qui non seulement est opérationnellement indépendant des mouvements observables de va-et-vient d'objets utiles entre des personnes, mais qui au contraire est théoriquement dépendant d'une conception exclue du schéma de base des sociologies atomistiques, à savoir les anticipations mutuelles des conduites attendues d'autrui. Car c'est dans le contexte de telles anticipations que se situent les calculs rationnels, comme Adam Smith le percevait intuitivement quand il parlait de la « certitude d'une possibilité d'échange » (*The Wealth of Nations*, livre 1, ch. 2). Naturellement le problème complexe des phénomènes socioculturels manifesté par les diverses formes que revêtent les activités humaines n'est pas résolu par la simple hypothèse selon laquelle chaque mouvement discret de matière, organique ou non, est en corrélation avec un type particulier de relation sociale définie de façon normative.

(342) A la base des deux difficultés que sont la délimitation des frontières de l'économie et l'intégration de ses parties, il y a la conversion d'un problème méthodologique (les valeurs culturelles ne sont pas « observables » de la même manière que les formes manifestes d'activité) en une orientation théorique (les formes d'activité doivent être comprises sans référence aux valeurs). Tandis que cette séparation radicale entre les formes externes et les formes internes de comportement ne se retrouve en fait ni dans les concepts spécifiques d'activité et de valeur ni dans les impli-

(340) E. DURKHEIM, *De la division du travail social*, Paris, 1893, Introduction et ch. 1.

14.1.2 Conception fondée sur l'action rationnelle

Nous nous étendrons plus sur la conception moderne de la société fondée sur l'action que sur la conception atomistique plus familière, d'une part, parce qu'elle est moins bien connue et, d'autre part, parce qu'elle constitue le fondement du débat qui clôt ce chapitre.

Des différences fondamentales séparent très nettement les deux points de vue : (1) dans la théorie de l'action de T. Parsons, les unités de la société ne sont pas des individus, mais des modèles d'interaction ; (2) la société formée par ces unités n'est pas un agrégat concret, mais un système abstrait. Ces deux points : « modèles d'interaction » et « société conçue comme un système », qui sont des idées clefs dans le cadre de référence de l'action, seront examinés successivement (343).

Considérons tout d'abord la notion d'un complexe de *modèles d'interaction*. L'idée importante est donc comparable à une œuvre théâtrale : de même que les vers de Shakespeare dans leur totalité sont la source fondamentale d'unité dans n'importe quelle représentation d'*Hamlet*, quelles que soient les conditions matérielles de mise en scène ou l'état psychologique des acteurs, de même les modèles d'interaction sont regardés comme la source fondamentale de la cohérence qui caractérise les sociétés humaines. Dans le cas du modèle le plus simple, celui d'un système totalement intégré, ce que les « gens » veulent faire n'est ni plus ni moins que ce que l'on « exige » ou « attend » d'eux. Cette identité des préférences personnelles et des exigences du rôle social apparaît dans le « postulat de l'institutionnalisation », l'une des prémisses fondamentales de la sociologie contemporaine. A l'inverse de ce qu'exprime la conception atomistique, les valeurs culturelles sont d'importance primordiale, car elles sont institutionnalisées dans les deux systèmes de la société et de la personnalité (344). Dans le système d'action sociale, les valeurs définissent en général ce que l'on attend des gens dans différentes situations et quelles seront les conséquences de la conformité ou de la déviance. Elles constituent donc le principal contenu définitoire des rôles sociaux. Dans le système de la personnalité, les valeurs deviennent, par les procès de socialisation, des parties inté-

grantes de la personnalité, en ce sens que ces valeurs « intériorisées » ne sont pas moins essentielles aux individus en tant qu'hommes que ne leur sont leurs poumons en tant qu'organismes. Donc, tout « rôle » qui est totalement institutionnalisé forme une partie des deux systèmes — de la société et de la personnalité — de sorte que du point de vue du système social conçu comme un tout, il n'est habituellement pas douteux que la motivation de l'adulte soit de se conformer aux exigences du rôle.

Aucun groupe réel n'est évidemment « totalement intégré » ; peu de rôles, s'il en est, sont « totalement institutionnalisés » et l'« identité de la préférence personnelle et des exigences du rôle social » précédemment affirmée est une assertion rarement exacte empiriquement. Cependant, dans la plupart des groupes, l'« accord » entre préférences et exigences est suffisamment étroit pour que l'image présentée par le postulat de l'institutionnalisation soit habituellement une approximation beaucoup plus proche de l'état réel des choses que ne l'est sa négation. Cependant, en dehors des écarts empiriques, il existe des raisons théoriques variées qui expliquent pourquoi la déviance par rapport aux exigences des rôles sociaux se rencontre généralement dans tous les groupes. Ce comportement fait jouer, dit-on, les « mécanismes de contrôle social » qui vont de l'opinion officieuse d'autrui aux agents officiels d'exécution et qui agissent pour maintenir ou accroître le degré d'institutionnalisation du système de valeurs culturelles.

Si nous établissons une comparaison avec l'autre conception de la société, nous nous trouvons ici en face d'éléments culturels de première importance et d'« individus » d'importance secondaire. En fait, ceux-ci n'entrent même pas dans la théorie sociologique, si ce n'est pour jouer des rôles et être ainsi les « points » où plusieurs rôles se combinent. On ne suppose évidemment pas que la conjonction des rôles de l'individu caractérise totalement celui-ci du point de vue social. Cependant, pour les sociologues qui s'intéressent aux situations sociales typiques et récurrentes plutôt qu'aux situations idiosyncrasiques et uniques, ce qui se retrouve dans les diverses interprétations du rôle d'*Hamlet* revêt une importance plus grande que ce qui distingue le jeu d'un Gieguld de celui d'un Olivier ou d'un Evans dans la pièce de Shakespeare.

Venons-en à la seconde idée de la *société conçue comme un système*. En ce qui nous concerne, nous pouvons considérer qu'un certain ensemble de procès, ceux qui sont « intérieurs » au système, fonctionnent *relativement* indépendamment des autres procès, c'est-à-dire de ceux qui sont « extérieurs » au système. Mais la société est généralement conçue comme un type de système « autostabilisateur », ce qui signifie que le fonctionnement des procès internes qui forment le système varie peu, même si les procès externes auxquels ils sont liés de manière causale manifestent d'importantes modifications (345). Il existe donc deux aspects primordiaux de la société auxquels peuvent être fonctionnellement reliés les procès sociaux qui la composent. On peut les juger en fonction de leur contribution aux relations internes entre les parties du système, c'est-à-

ventions sociales de prémisses asociales, elle constitue cependant un principe fondamental de la sociologie atomistique. Karl MARX notait implicitement les graves erreurs qui découlent de cette dichotomie (*le Capital*, I, 4^e Partie, ch. 14, sec. 4), lorsqu'il reprochait à Adam SMITH d'avoir considéré comme équivalentes la division du travail dans les usines et la division dans la société : les conséquences sociales et psychologiques du travail divisé diffèrent énormément selon la manière dont ce travail est intégré. La distinction entre les deux formes interne et externe de comportement ne peut être une distinction de théorie sociologique fondamentale, mais au plus une simple distinction de procédure : il n'est pas possible de laisser sans réponse la question des valeurs et des motivations spécifiques associées aux types d'activité économique, identifiables par ailleurs ; cependant on ne peut écarter les catégories de valeur et motivation comme hors de propos.

(343) Comme notre discussion, nécessairement brève et dans cette mesure imparfaite, peut involontairement induire en erreur, nous conseillons au lecteur intéressé d'étudier les ouvrages suivants qui présentent en détail le cadre de référence général de l'action : Talcott PARSONS et Edward A. SHILS, *Toward a General Theory of Action*, Cambridge, 1952 ; Talcott PARSONS, *The Social System*, Glencoe, 1951 ; Pitirim A. SOROKIN, *Social and Cultural Dynamics*, New York, 1937-41, 4 vol. ; Pitirim A. SOROKIN, *Society, Culture and Personality : their Structure and Dynamics*, New York, 1947 ; Florian ZNANIECKI, *Cultural Sciences*, Urbana, 1952 ; et Robert M. MAC IVER, *Social Causation*, Boston, 1942.

(344) Ces trois sphères de la culture, de la personnalité et de la société sont considérées comme des systèmes de modèles d'action relativement indépendants, qui ne représentent pas des entités distinctes, car les activités humaines sont les points de référence concrets et communs, mais des façons différentes et distinctes de percevoir ces activités et de souligner les uniformités que laissent apparaître les activités.

(345) Cf. Ernest NAGEL, *A Formalization of Functionalism*, 1953, archives de la Burgess Library Columbia University. La logique de l'analyse fonctionnelle en sociologie n'est pas encore bien élaborée. Outre NAGEL, que l'on doit éclairer par MERTON, « Manifest and latent functions », outre plusieurs commentaires éparpillés dans les ouvrages de Parsons, voir le bref exposé sur l'arimatie de Morris ZELDITCH, Jr., « A note on the analysis of Equilibrium Systems », Appendix B, in Talcott PARSONS et Robert F. BALES, *Family, Socialization and Interaction Process*, Glencoe, 1955. Cf. également Talcott PARSONS, Robert F. BALES et Edward A. SHILS, *Working Papers in the Theory of Action*, Glencoe, 1953, ch. 3-5.

dire à l'« intégration », ou aux relations externes entre le système conçu comme un tout et son environnement, c'est-à-dire à l'« adaptation ». Des procès sociaux primordiaux, tels que l'économie, contribuent de façon essentielle au maintien du système tant du point de vue de l'adaptation que du point de vue de l'intégration.

Comme nous l'avons précédemment noté, on peut distinguer deux formulations de l'économie à l'intérieur de cette conception générale de la société conçue comme un système de modèles d'interaction, puisque, dans la définition de l'économie, après avoir mis l'accent sur les modèles d'interaction, on s'est ensuite attaché à la pertinence fonctionnelle de l'économie pour le système tout entier. Initialement, on considérait que l'économie se composait d'actions rationnelles — ou de relations contractuelles à l'intérieur desquelles intervenaient ces actions ; le modèle de marché de l'économiste y était explicitement introduit comme le prototype fonctionnel et structurel de toutes les économies. Par la suite, on insista moins sur le contenu de l'économie que sur ses conséquences pour la société. Il en résulte que la définition de l'économie est actuellement fonctionnelle, mais elle se réfère aux fonctions qu'un sous-système de l'action rationnelle peut remplir dans la société, à savoir résoudre le prétendu problème de la « rareté ». Il serait peut-être préférable pour présenter la conception initiale et son développement de choisir, parmi la multitude des thèses à valeur représentative, le point de vue soutenu par Max Weber (346).

Une antithèse de la conception évolutive et non sociologique de l'économie, telle que celle présentée par l'école de la division du travail, serait une conception « idéaliste » (par exemple celle de Sombart) dans laquelle on met l'accent sur la nature unique des cultures empiriques et de leurs structures sociales et économiques dérivées (347). Si ce déterminisme extrême a rencontré peu de sympathie chez les sociologues américains, la conception fondée de l'économie sur l'action inclut, comme nous l'avons dit, les valeurs culturelles comme concept fondamental, et Weber figure parmi les deux ou trois personnages importants qui ont introduit les valeurs culturelles dans les définitions de l'économie. L'approche de Weber en matière d'institutions sociales consistait pour l'essentiel à en ignorer les aspects traditionnels et à les reconsidérer par un biais à partir duquel il établissait les versions idéales de plusieurs types d'action sociale intervenant dans les sphères religieuse, politique et économique. Il distinguait ces types en fonction (1) de diverses dispositions psychologiques qui par leur généralisation constituent les valeurs culturelles, et (2) du contexte relationnel et social des actions dans lesquelles ces dispositions deviennent des forces motivantes adéquates. La société est donc implicitement mais fondamentalement considérée comme composée de diverses structures de relations sociales dans lesquelles interviennent plusieurs types d'action. Dans la société, l'économie représente la partie constituée d'actions rationnelles dans le contexte de relations impersonnelles.

Weber n'inséra pas ses conceptions sur l'économie dans l'élaboration d'une théorie générale (qu'il estimait impossible ou au moins stérile), mais il les développa en vue d'aider à résoudre un problème historique particulier :

(346) Parmi les ouvrages de WEBER traduits en anglais, le plus intéressant à ce sujet est *The Theory of Social and Economic Organization*, trad. par A. M. HENDERSON et Talcott PARSONS, New York, 1947.

(347) Le sujet est débattu dans Talcott PARSONS, *The Structure of Social Action*, Glencoe, 1949, ch. 10, « The Idealistic Tradition. »

celui des conditions sociales nécessaires au développement et au maintien du capitalisme moderne. Tandis que ses analyses et ses conceptions s'incorporaient graduellement à la sociologie américaine, son opinion concernant l'inutilité d'une théorie générale était totalement rejetée et avec elle le rôle restreint qu'il avait voulu faire jouer à sa conception de l'économie. Il en résulte une confusion de deux questions fondamentalement différentes. On ne distinguait pas clairement la préoccupation concernant les conditions de l'action rationnelle de celle concernant les divers types de structures qui interviennent dans des économies variées. Cette confusion de l'histoire et du fonctionnement d'un type d'économie avec le problème de la comparaison des économies conduisit au préjugé, que nous tenons ici pour gratuit, selon lequel l'économie de marché est le prototype structurel et fonctionnel de l'économie en général.

Cette absence de distinction claire entre les divers types de problèmes aurait probablement disparu sans la forte préoccupation pour les questions économiques, que les Américains héritèrent de la sociologie européenne. Cette orientation continue encore actuellement à imprégner la pensée sociologique en matière d'économie. En substance, selon cette orientation, dans la mesure où l'action rationnelle est le principe constitutif des économies, la théorie économique est pertinente en tant que forme de sociologie. Cependant certaines économies n'apparaissent pas comme essentiellement constituées par l'action rationnelle et les contextes institutionnels des autres se caractérisent de façon prédominante, par des valeurs différentes de la rationalité. Donc, selon cette perspective, certains problèmes économiques, situés aux confins du champ de l'action rationnelle, s'ils sont de quelque importance dans l'étude de la société, ne peuvent être totalement analysés dans le cadre de la science économique. De tels sujets relèvent plutôt de l'analyse sociologique et l'étude de ces problèmes doit constituer la sociologie de l'économie.

Il résulte de cette orientation et de l'extrapolation de la conception weberienne une extension du modèle d'économie proposé par l'économiste et conçu comme une formulation approximativement exacte de l'économie. De la sorte, les économies non marchandes deviennent de simples appendices ou des éléments déviants d'une économie essentiellement marchande. Cependant une telle approche s'apparente beaucoup à l'application que l'on pourrait faire à tous les types de constructions des principes utilisés pour édifier par exemple des maisons en bois. Procéder de la sorte conduirait à un échec parce que les maisons de briques, de terre et de bois sont construites de manière très différente. Néanmoins, c'est ainsi qu'ont été formulées les deux versions de l'économie s'appuyant sur l'action. Les critiques de ces deux versions seront présentées séparément, mais celles qui s'adressent à l'approche fondée sur l'action rationnelle s'appliquent également à l'approche fondée sur la « rareté », puisqu'en fait cette dernière n'est guère plus qu'une justification fonctionnellement formulée de l'assimilation du procès économique en général à sa forme de marché. Cependant, pour cette raison même, la conception fondée sur la « rareté » contient des implications théoriques plus importantes.

14.1.2.1. PERSPECTIVE FONDÉE SUR LE MODÈLE DE MARCHÉ. — Les valeurs utilisées pour caractériser l'« action économique » peuvent être résumées par les termes de « rationalité » et d'« utilitarisme ». Au sens formel, le premier se définit par l'attribution des moyens en vue d'obtenir des résultats maximaux, tandis que le second revient à considérer comme des moyens et non comme des fins en eux-mêmes les objets, les personnes aussi bien que les

choses (348). Evidemment, en ce qui concerne le modèle de marché, peu importe que l'économie soit définie comme constituée d'actions orientées par ces valeurs ou de relations sociales à l'intérieur desquelles ces actions sont permises sinon imposées par les définitions des rôles. Dans ce dernier cas, les relations « contractuelles » impersonnelles s'opposent habituellement au caractère communautaire (Gemeinschaft) des relations « de parenté » ainsi qu'au caractère unilatéral, voire sociétal (Gesellschaft), des relations « d'obligations » (349).

Bien sûr, on reconnaît qu'aucune économie empirique n'est entièrement constituée soit par des « actions économiques » soit par des « relations contractuelles ». Ce sont là des types « purs » ou « idéaux ». Mais c'est justement le fonctionnement d'une telle version « idéale » de l'économie qu'explique le modèle de marché. En s'appuyant sur cette conception les sociologues peuvent donc englober presque sans modification le modèle proposé par l'économiste, qui consiste en une description détaillée de la manière dont les économies sont supposées fonctionner. En outre, parce que toute économie réelle ne se conforme que plus ou moins à la description de l'économiste, on opère, dans des cas donnés, des ajustements du modèle de base. En définitive, on considère qu'une théorie économique généralisée, avec ses correctifs empiriques adéquats, constitue les débuts d'une sociologie de l'économie. Il faut noter que ceux qui s'acheminent ainsi vers une théorie sociologique de l'économie ne nient pas le rôle extrêmement restreint joué par une rationalité centrée sur elle-même dans ce qu'on appelle les « économies traditionnelles ». Mais que la rationalité soit ou ne soit pas en fait présente, ils estiment pouvoir tirer des conclusions sur la part de l'« économique » dans chaque action (opération assez formelle) et ils jugent que ces conclusions conduisent à une théorie sociologique générale de l'économie.

Le fait de partir des postulats fondamentaux selon lesquels (1) le « processus qui économise les moyens » est, ou devrait être, au centre de toutes les activités économiques substantives, (2) le modèle de marché offre un paradigme explicatif, entraîne pour la théorie divers types de conséquences. Nous n'en étudierons que deux en détail et nous en mentionnerons brièvement une troisième.

La première de ces conséquences est que les concepts utilisés dans l'analyse sont originellement des concepts propres à la science économique et non à la sociologie. Il en résulte, outre la conception selon laquelle la théorie économique décrit des activités à l'intérieur de la forme « pure » des relations contractuelles (350), que la « théorie » sociologique dérivée n'est guère plus qu'une série de constructions métaphoriques erronées dans leurs principes comme dans leurs conclusions. Les faits qui sous-tendent les affirmations sont extraits de leur contexte significatif au sein de la société, et les termes utilisés pour les interpréter sont tirés de leur contexte au sein de la théorie économique (351). Les différents sens du mot « choix » peuvent servir à illustrer cette idée.

(348) Cf. The Motivation of economic Activities, in Talcott PARSONS, *Essays in Sociological Theory*, Glencoe, 1949, notamment p. 202.

(349) Cf. par exemple SOROKIN, *Social and Cultural Dynamics*, III, ch. 1 ; le compte rendu de Hans SPEIER dans *American Sociological Review*, 2, 1937, 924-9 ; et la révision de ces trois types par SOROKIN dans *Society, Culture and Personality*..., 99-110.

(350) Par exemple ZNANIECKI, *Cultural Sciences*, 322-3.

(351) On trouve un exemple de cette affirmation dans plusieurs des études auxquelles se réfère Wilbert MOORE dans « La sociologie de l'organisation économique », in GURVITCH et MOORE,

Dans la théorie économique, les rôles et les relations sociales ne sont que des objets de choix parmi d'autres : du point de vue des satisfactions nettes que l'on peut en attendre, s'insérer dans des relations sociales ou en sortir, ne représente que l'une des diverses alternatives parmi lesquelles les « individus » peuvent choisir. Par exemple les « satisfactions » que l'on peut retirer de l'appartenance à un groupe particulier de travail sont traitées comme théoriquement comparables aux « satisfactions » que peut procurer un dollar supplémentaire par jour. Cependant, sociologiquement, le terme de « choix » implique une relation comportementale des moyens par rapport aux fins, relation qui est établie par l'acteur en accord avec une norme généralement reconnue et que lui-même reconnaît probablement, étant donné ses rôles et les valeurs relatives à ses rôles qu'il a intériorisées. Ainsi, en sociologie, le choix d'un individu n'a de sens que s'il existe une référence explicite aux valeurs qui définissent les obligations des rôles habituels ou aux valeurs intériorisées dans la personnalité. En économie, non seulement le choix est significatif indépendamment de ces références, mais les valeurs et les obligations peuvent constituer les objets même du choix. Traiter ces concepts comme équivalents, c'est relativiser l'idée de « choix » au point qu'elle perd toute signification.

La façon tout à fait différente dont les spécialistes abordent l'analyse économique et l'analyse sociologique peut servir à illustrer les différences contextuelles qui séparent les deux disciplines. Les économistes peuvent dépouiller les individus de leurs croyances et les isoler de leurs relations sociales, car seuls les spectres résiduels leur sont nécessaires pour ordonner les processus qui les intéressent en tant qu'économistes. Ce n'est pas là une « erreur » des économistes ; au contraire, en simplifiant la situation, il leur devient possible de concentrer leur attention sur l'action qui « économise les moyens » et sur ses résultats ; il leur est possible d'ignorer dans l'ensemble les nombreux « facteurs de complication » qui ne peuvent être négligés dans la plupart des autres perspectives. Néanmoins, presque toutes les contributions apportées à la pensée sociologique au cours des cinquante dernières années constituent, dans une certaine mesure, un défi à la justesse de cette optique. La conception courante selon laquelle la société est un système de modèles d'interaction résulte de ces apports. Il est vrai que dans l'étude des sociétés contemporaines le degré de rationalité dans les interactions représentées par des modèles est une préoccupation de stratégie. Mais il ne possède aucune prééminence intrinsèque sur les autres valeurs institutionnalisées. Les individus, bien que principalement considérés en tant qu'ils assument divers rôles, sont pris dans des relations sociales et doivent au moins adhérer à certaines croyances, notamment ils doivent croire aux valeurs par lesquelles se définissent les obligations de leurs principaux rôles. Les hypothèses de la sociologie moderne diffèrent donc très nettement de l'assise « individualiste » de la science économique.

La perspective de l'économie fondée sur le marché entraîne un second groupe de conséquences relatives à l'interprétation des interrelations existant entre l'économie et les diverses autres sphères institutionnelles de la société. En bref, ces relations sont fréquemment très mal interprétées, autant dans la construction des théories sociologiques générales que dans les explications

la *Sociologie au XX^e Siècle*, Paris, 1947. Cependant, MOORE lui-même mentionne explicitement que des termes tels que « demande », « travail », « prix » perdent presque toute leur précision lorsqu'on les transfère de l'économie à la sociologie.

des cas empiriques qui se veulent pertinentes. Les questions relatives aux structures sociales autres que celles des agencements du marché sont rarement soulevées, tandis que sont élevées au rang de propositions à valeur générale pour l'économie les implications fonctionnelles du système de marché. Par exemple, si les « indigènes » ne réagissent pas à une offre de paiement supplémentaire par un accroissement de travail, ceci ne tient pas habituellement à ce qu'ils ont des besoins « limités » — quelle que soit la signification que l'on puisse attribuer à une telle proposition dans une situation aussi instable que celle dans laquelle un système de salaire s'oppose à une économie villageoise — mais cela tient à ce que dans la plupart des économies « indigènes », des systèmes de distribution autres que l'échange marchand satisfont les besoins. Ces systèmes ne sont pas, il est vrai, des *équivalents structurels* des modèles de marché, mais des *équivalents fonctionnels* (352). C'est par leur intermédiaire de même que c'est par l'intermédiaire des agencements du marché que le procès économique est en partie assuré. Ainsi, le don en tant qu'activité présente partout ne doit pas être considéré comme une anomalie. Bien que son contenu ne se caractérise habituellement ni par le calcul rationnel, ni par les éléments sous-jacents d'un antagonisme concurrentiel, ses conséquences pour le procès économique sont identiques à celles de l'échange marchand.

De même, les contributions que les autres structures sociales fournissent à l'économie sont passées sous silence s'il ne s'agit pas de contributions à l'économie de marché. Les règles de l'obligation parentale ou de l'obéissance politique deviennent des formes « primitives » de la loi contractuelle, tandis que l'on peut toujours prétendre que les processus de socialisation favorisent chez les individus l'attitude « économique » par excellence, c'est-à-dire l'intérêt personnel, puisque dans toutes les sociétés une certaine place est en fait accordée aux décisions individuelles.

Le fait que de nombreuses activités économiques soient organisées à travers des structures non marchandes non seulement masque les contributions de ces activités à l'économie réelle, au cas où celle-ci est considérée dans la perspective d'un système de marché, mais néglige aussi la signification de ces activités par rapport aux autres sphères institutionnelles. Les activités de réciprocité qui sont organisées à travers des relations de parenté constituent dans la plupart des cas une réaffirmation de ces liens. Elles contribuent ainsi directement à la stabilité du système de parenté. Un tel résultat n'existe pas du tout dans un système de marché. Au contraire, les conséquences historiques de l'économie de marché sur la structure familiale ont fréquemment conduit à l'hypothèse erronée d'une incompatibilité intrinsèque entre les activités économiques et les activités liées à la parenté.

C'est une généralisation gratuite de ce genre qui, dans une autre sphère institutionnelle, caractérise la reprise par MacIver de l'opposition entre État et économie établie par Spencer.

« Le système politique est [...] une organisation des moyens visant à assurer le contrôle de ces moyens. C'est un organisme autoritaire pour la réglementation sociale des techniques fondamentales. Le système économique est également une organisation des moyens visant à assurer le contrôle de ces moyens et qui dirige dans les conditions déterminées par l'État la production, l'échange et la distribution des biens et des services. Le système économique remplit cette fonction non par une réglementation autoritaire, mais par l'interajustement des divers intérêts en conflit qui négocient et se concurrencent selon le poids respectif de chacun sur la monnaie et le crédit. Le système politique et le système économique forment

(352) Cf. MERTON, *Social Theory*, ch. 1, notamment 35-8.

un complexe institutionnel coordonné, dont le caractère change continuellement selon que des fonctions régulatrices plus ou moins nombreuses sont exercées par l'un ou l'autre système » (353).

L'idée contenue dans cette citation est que l'État et l'économie constituent des structures fonctionnelles alternatives qui servent à assurer l'ordre dans la société. Il est d'un intérêt plus que relatif de noter qu'Herbert Spencer, bien que son orientation de base soit si éloignée du point de vue de l'action, fut peut-être le premier à donner à l'opposition de ces deux instances une place fondamentale en sociologie. Si pour Comte, l'État se révélait nécessaire pour contrebalancer les effets désintégrants de la spécialisation professionnelle, pour Spencer, beaucoup plus que pour Engels, il pouvait en fait disparaître puisque la libre entreprise deviendrait en définitive, en s'organisant, le support du système. De toute façon, la manière élégante dont est exprimée le contraste dans la citation ne doit pas dissimuler qu'il s'agit d'une généralisation à partir des relations perçues comme capitales entre l'État libéral et l'économie de marché.

Examinons avec clarté le problème fondamental qui se pose ici et dans les paragraphes précédents. Toutes les sociétés, considérées comme des systèmes sociaux autostabilisateurs, ont certaines exigences fondamentales qu'il faut satisfaire pour qu'elles continuent à fonctionner (354). L'une de ces exigences est que les membres d'une société reçoivent un approvisionnement continu en moyens matériels visant à satisfaire leurs besoins. En outre, toute société possède en fait des structures de relations sociales qui assurent cet approvisionnement et dans n'importe quel cas donné cette structure (ou ces structures) constitue son économie. Mais, d'une part, il existe de nombreuses combinaisons sur le thème structural qui peuvent assurer un approvisionnement, d'autre part, dans un cas donné, la structure remplira pour sa société des fonctions que ne réalisera pas son répondant dans une société différente. Si, comme dans l'exemple rapporté ci-dessus, l'« État » est identifié à un certain type de structure et si dans certaines sociétés existantes il joue un rôle mineur dans l'approvisionnement en moyens matériels, ce fait ne permet pas d'inférer de son rôle dans toutes les autres sociétés. De même, si dans certaines sociétés, on observe qu'un certain type de structure réalise cet approvisionnement, on ne peut en induire que cet approvisionnement est invariablement assuré par cette structure.

Il nous faut aussi mentionner brièvement une troisième conséquence de la perspective marchande de l'économie. Il s'agit d'un biais idéologique par lequel la théorie sociologique adopte sans discernement la voie de l'économiste comme un raccourci vers une sociologie de l'économie. Par définition, on attribue ainsi des résultats intégrateurs à la forme marchande de l'économie, comme l'indique la citation de MacIver. Il est vrai que beaucoup d'économistes, avant et après Adam Smith, ont reconnu que le commerce, par sa fréquence,

(353) *Social Causation*, 284-5.

(354) On trouvera dans les références précédemment citées sur la logique de l'analyse fonctionnelle, des discussions à propos du concept d'« exigences fonctionnelles ». Cf. également PARSONS, *The Social System*, ch. 2 et 5 ; KINGSLEY DAVIS, *Human Society*, New York, 1949, 29-50 ; et DAVID ABERLE, et coll. « The functional Prerequisites of a Society », *Ethics*, 60, 1950, 100-11. Nous débordons le cadre de notre étude en cherchant si l'assertion selon laquelle ces « exigences doivent être satisfaites » s'explique par référence à la logique (les exigences dérivent de la société conçue comme un système), par référence à la théorie (les satisfactions des exigences découlent des quelques postulats fondamentaux) ou par référence empirique (toutes les sociétés connues satisfont en fait ces besoins).

accroissait la solidarité. Mais la contribution occasionnelle d'un type d'économie à l'intégration n'est pas suffisante pour affirmer que ce type réalise une fonction universelle d'intégration. Une telle affirmation risque de susciter des critiques semblables à celles que Merton adressait à ceux qui considèrent « la religion comme intégrative, sans préciser la gamme des structures sociales dans lesquelles cette intégration se produit réellement ». Si, lorsqu'il s'agit de la religion, est effacée « l'histoire entière des guerres de religion, de l'Inquisition (qui affecta les sociétés l'une après l'autre), des conflits meurtriers parmi les groupes religieux » (355), de même, lorsqu'il s'agit du commerce, les guerres de conquête, les conflits de classes et les soulèvements agraires sont également rayés du registre historique. La sociologie de l'économie prend alors le caractère d'une apologie involontaire de l'exploitation.

14.1.2.2 L'ÉCONOMIE DÉFINIE EN TERMES DE « RARETÉ ». —

Avec le développement des formulations fonctionnelles, l'attention s'est détournée en apparence du contenu structurel de l'économie pour s'attacher à ce qu'elle apporte à la société conçue comme un système de modèles d'interaction. Je dis qu'il s'agit d'une apparence, car ce sont les fonctions du système de marché que l'on a généralisées et érigées en explication de toutes les économies. Etant donné la prédominance de l'élément formel dans le concept composite d'« économie », généraliser de la sorte revient seulement à fournir une explication fonctionnelle des actions qui économisent les moyens. C'est donc sur la base d'une version revue du « postulat de rareté », émis par la théorie économique, qu'est élaborée cette explication.

Cependant, comme on l'a récemment fait remarquer, le prétendu « postulat de rareté » n'est pas un postulat, mais un ensemble soigneusement construit de prémisses qui définissent une situation d'où découle logiquement l'acte de choix (ainsi se débarrasse-t-on des hypothèses douteuses concernant les motivations). En bref, une « situation de rareté » devrait être définie comme une situation dans laquelle les moyens d'une part comportent des alternatives quant à leur utilisation et, d'autre part, sont insuffisants pour réaliser tout un ensemble de buts. Puisque les buts doivent être classés par ordre de préférence et que l'on suppose quelque action, il en découle logiquement un choix entre les moyens à employer. Cependant, lorsque ce « postulat » est introduit en sociologie, les prémisses qui le spécifient sont laissées de côté, de sorte que la « rareté » ne signifie rien d'autre qu'une insuffisance :

« En raison du fait primordial selon lequel les objets — sociaux et non sociaux — utiles en tant qu'instruments ou possédant une valeur intrinsèque sont rares par rapport à la quantité requise pour satisfaire totalement l'étendue des besoins de chaque acteur, un problème de répartition se pose. Ce problème consiste à déterminer qui va avoir quoi, qui va faire quoi, de quelle façon et dans quelles conditions » (356).

Mais dépouillé des prémisses qui le spécifient — à savoir que les moyens comportent des alternatives quant à leur utilisation et que les buts sont ordonnés selon une échelle de priorité — « le postulat de rareté » n'implique rien d'autre qu'une condition d'« insuffisance ». Il s'agit là d'une modification importante de sens, car le simple « phénomène de rareté », qui après tout n'est que la prémisse mineure d'un syllogisme, n'implique logiquement aucune

conséquence et certainement pas un acte de choix. Il faut donc que soient posées certaines hypothèses pour que la « rareté » en tant que contexte entraîne quelques conséquences. Ces hypothèses varient selon que la « rareté » est considérée comme caractérisant la situation de l'individu ou celle de la société conçue comme un tout. Cependant il est nécessaire que, dans l'un et l'autre cas, la manière dont l'individu ou la société se comporteront face à la « rareté » fasse l'objet d'une assertion ou d'une supposition.

En ce qui concerne le premier cas, celui de l'individu, les deux citations suivantes définissent, avec la même clarté en dépit des trois siècles de réflexion qui les séparent, la prémisse naturaliste habituellement associée au « postulat de rareté » lorsqu'il caractérise la situation de l'individu :

« Si deux hommes désirent la même chose dont ils ne peuvent cependant bénéficier tous les deux, ils deviennent ennemis, et pour parvenir à leur fin (c'est-à-dire principalement leur propre conservation et parfois leur plaisir seulement), ils s'efforcent de détruire où de soumettre l'autre » (Hobbes).

« Les conditions favorables nécessaires à l'exécution des fonctions de même que les récompenses qui jouent un rôle important dans la motivation des acteurs individuels sont naturellement rares. Donc leur répartition ne peut être laissée à un procès concurrentiel non réglementé sans que s'ensuivent de grandes frustrations et de grands conflits » (Parsons et coll.) (357).

Repris sous forme de syllogisme, cet argument naturaliste se traduit ainsi : s'il y a insuffisance, il y aura guerre ; il y a insuffisance (cf. « le postulat de rareté ») et donc il y a guerre — ou, selon la version de Hobbes, il y aurait guerre, si le gouvernement n'imposait des restrictions au comportement impulsif des hommes.

A la base de cet argumentation, il y a l'hypothèse selon laquelle ce pourquoi les hommes luttent se trouve dans la nature, indépendamment de leur vie en société. Donc, puisque les hommes doivent vivre « en société », les sociétés doivent leur fournir des solutions à ce conflit d'intérêts naturels. Mais, avec Rousseau, la théorie sociologique moderne refuse catégoriquement la « solution » de Hobbes — les contrôles sociaux fondamentaux ne sont pas « gravés sur des tablettes de marbre ou de cuivre, mais dans le cœur des citoyens (358) » — et par là même, elle refuse également la prémisse majeure. La prémisse sociologique devient au contraire : « S'il y a insuffisance, les hommes agiront en accord avec les valeurs institutionnalisées ». C'est évidemment ainsi qu'ils agiront, qu'il y ait ou non insuffisance. Il est nécessaire de bien comprendre dans quel esprit cette affirmation radicale est formulée. Il n'est pas question de nier que la rareté prise au sens technique et dans certaines conditions sociales puisse être de quelque importance pour la théorie sociologique. Mais pour les sociologues actionalistes, le concept de « société » n'a de sens que dans la mesure où il renvoie à un système de modèles d'interaction. La représentation de l'interaction par des modèles et l'intégration des modèles dans un système résultent de la présence d'un ensemble cohérent de valeurs culturelles. En outre, ces valeurs sont présentes de manière précise, comme éléments fondamentaux à la fois des définitions de rôles et de la personnalité des acteurs jouant les rôles. *Indépendamment de valeurs institutionnalisées dans ce double sens, il ne peut exister de conception d'un système de modèles d'interaction et donc de conception de la société.* La « rareté en tant

(355) *Social Theory...*, 81.

(356) Talcott PARSONS, Edward A. SHILS et James OLDS, « Values, Motives and Systems of action », in PARSONS et SHILS, *Toward...*, 197.

(357) *Leviathan*, 1^{re} Partie, ch. 13 ; Talcott PARSONS et coll., « Some fundamental Categories of the Theory of action », in PARSONS et SHILS, *Toward...*, p. 25.

(358) *Le Contrat social*, livre 2, ch. 12.

que fait de la nature » ne peut donc être pertinente, mais seule peut l'être la « rareté » conçue soit comme pénurie critique soit comme *définition culturelle de situations*. Ni dans un cas ni dans l'autre, la « rareté » n'est universelle, puisque ni les famines, ni les crues, ni la monnaie comme moyen généralisé d'échange ne sont des caractéristiques qui se retrouvent dans toutes les sociétés.

Venons-en au second cas, c'est-à-dire à la « rareté » considérée comme caractérisant la situation de la société conçue comme un tout. Nous sommes face à un type de formulation qui n'est malheureusement que trop fréquent dans les sciences sociales. Car poser la question de savoir comment « la société agira » dans des conditions de pénurie chronique — ou dans n'importe quelles autres conditions — et y répondre de façon littérale, c'est commettre l'erreur de réification. Le concept de « société » renvoie à un système de modèles variés de comportement, mais le concept d'« action » exige un agent réel, un agent auquel on puisse attribuer des états subjectifs, tels que des « finalités » ou des « attitudes ». La « société » ne peut donc, au sens littéral, exécuter une « action ».

Mais si une interprétation littérale de la question portant sur la manière dont la société réagit à la « rareté » est logiquement erronée, une interprétation métaphorique se traduit par une élimination de la « rareté ». On suppose que la société répond à la condition de « rareté » par la « répartition ». Ce terme renvoie soit au procès de distribution des objets, soit à l'état de choses qui découle d'une telle distribution. Dans l'un et l'autre cas, le terme de « répartition » implique ce que nous savons déjà, c'est-à-dire que les membres de la société reçoivent un approvisionnement continu en moyens matériels ou qu'à n'importe quel moment donné ils en possèdent une provision. Le processus d'approvisionnement, sous l'angle évoqué par le concept synthétique de « répartition », consiste en une multiplicité d'actions de « répartition » qu'accomplissent des individus jouant leurs rôles sociaux respectifs et en accord avec les valeurs institutionnalisées. Il est possible de dire que la « rareté » détermine ce procès uniquement si on reconnaît qu'elle provoque les actions des individus par lesquelles est assuré le procès. Et nous avons déjà vu que, du point de vue sociologique, cet argument, à l'exception de cas très particuliers, est insoutenable.

Nier la pertinence universelle de la « rareté » pour expliquer le fonctionnement de l'économie n'équivaut évidemment pas à nier la pertinence de *situations de rareté* dans certaines conditions sociales spécifiques. De même, s'il est vrai que le concept composite d'« économie » est certainement peu satisfaisant en tant que conception du procès économique générique, il est également vrai qu'il se révèle de grande importance dans certains genres de situations. Les conditions réelles dans lesquelles interviennent les situations de rareté et dans lesquelles s'applique le concept composite demeurent encore en grande partie un sujet de recherche. Mais deux conditions semblent d'une importance évidente : la première est la présence de la monnaie en tant que moyen généralisé d'échange et la seconde est la mesure dans laquelle les définitions culturelles et le contrôle social permettent aux « choix libres » de s'exercer. En l'absence de la première condition, les utilisations auxquelles on peut soumettre les moyens matériels sont considérablement limitées. Leurs limites sont au moins celles des caractéristiques techniques culturellement reconnues des objets. On peut dire qu'un moyen généralisé est invariablement « rare », parce que le terme « généralisé » renvoie aux possibilités multiples d'utilisation d'un moyen. Mais parce que le blé, par exemple, a un éventail

nettement limité d'utilisations, il peut aussi bien y avoir excédent qu'insuffisance. En outre, quel que soit l'éventail connu des utilisations auxquelles un objet peut être soumis à un moment ou à un autre, les individus peuvent n'être pas libres à tel moment donné de choisir parmi ces alternatives techniques. Si, en particulier, des règles automatiques président en tout temps et en tout lieu à l'utilisation d'un objet et si la plupart des objets sont inclus dans ces règles, alors personne n'exerce de « choix » quant à la manière d'utiliser ces objets quelle qu'en soit la quantité disponible. (Une variation sur ce thème est celle où le choix concernant l'utilisation des objets matériels est une prérogative des situations d'autorité, de sorte que là encore la masse de la population ne fait pas de choix.)

Ainsi, la présence de situations de rareté semblerait être une affaire de degré. Et la mesure réelle dont ces situations affectent l'approvisionnement en moyens matériels semblerait résulter en partie de l'« usage général » de la monnaie, en supposant évidemment qu'elle soit présente en tant que moyen d'échange, ainsi que de la latitude accordée aux individus pour faire leur choix parmi les utilisations auxquelles on peut soumettre les moyens. Mais l'usage de la monnaie comme moyen d'échange aussi bien que la fréquence du choix et la latitude de ce choix se situent à l'intérieur de la sphère des activités culturellement définies et socialement sanctionnées. Aucun de ces éléments ne se retrouve dans toutes les sociétés et donc il est impossible d'utiliser les situations de rareté pour définir ce qui existe dans toutes les sociétés, à savoir le procès économique. En même temps, ils se retrouvent ensemble dans certaines sociétés, et dans celles-ci les activités sociales qui contribuent au procès économique sont organisées de manière typique par des arrangements du type marchand ; et pour ces sociétés, l'« économie » prise dans son sens composite est la conception initiale adéquate.

Le point fondamental reste cependant que l'« économie » fonctionnellement définie par rapport à certaines exigences du système est un procès, un sous-système ou une institution différant de l'« économie » définie par les actions qui la constituent. Présumer que l'on puisse utiliser la « rareté » comme explication d'ensemble et introduire de ce fait l'idée d'un processus d'économie des moyens, c'est ou bien dépouiller le concept de sa signification et lui substituer des hypothèses naturalistes, ou bien conserver les hypothèses de l'économie formelle et faire de toutes les économies des variations sur le thème du marché en niant ainsi le but même de la formulation fonctionnelle. Les formulations de l'« économie » fondées sur l'action fonctionnelle et celles fondées sur l'action rationnelle peuvent en fait coïncider — dans les conditions spécifiques où les situations de rareté sont institutionnalisées. Mais il ne s'agit là que d'un seul type d'économie.

14.1.3 Conclusion de la première partie

La description de l'économie qui est une version généralisée de la théorie du marché n'est qu'un exemple supplémentaire de l'éclectisme aveugle qui a occasionnellement marqué l'évolution de la théorie sociologique moderne. Cette fois, la lentille de la lunette empruntée à l'économie était trop puissante et les sociologues, faute d'avoir opéré les ajustements nécessaires, ont ignoré les phénomènes économiques là où ils existaient ; ils ont postulé des phénomènes de marché là où il n'en existait pas et confondu les questions concernant les conditions historiques et fonctionnelles des structures de l'action

rationnelle avec les questions concernant les types de structure sociale qui constituent les différentes sortes d'économie. Plus préoccupés, sous l'angle théorique, des relations entre science économique et sociologie que des relations entre économie et société, ayant limité leurs recherches aux zones situées aux confins de l'analyse économique, ils ont négligé le problème fondamental de la comparaison des économies, à savoir la conceptualisation d'un procès économique générique. En effet, les problèmes sociologiques à l'intérieur de la sphère de l'économie ont été définis par des économistes, et l'un des résultats est qu'aujourd'hui nous ignorons presque tout des économies autres que la nôtre. Et, en l'absence d'une sociologie du marché, même notre compréhension de cette dernière n'est que partielle.

14.2 La conception substantive de l'économie

En dépit de la popularité du thème *Gemeinschaft-Gesellschaft*, a subsisté, dans les milieux sociologiques, l'hypothèse selon laquelle le seul procès économique « réel » est celui que l'on observe dans les économies de type marchand. Il y a quelques années, on a montré qu'il était utile de prendre au pied de la lettre la distinction *Gemeinschaft-Gesellschaft* et de ne pas supposer que les économies des sociétés de type communautaire ou de type centralisé étaient organisées à partir de relations limitées juridiquement et spécifiées contractuellement, ces relations s'établissant entre ce que Max Weber appelait des individus « formellement libres ». Depuis la publication de *The Great Transformation* (359), on s'est efforcé de développer ce qui, dans cet ouvrage, est désigné sous le nom de conception substantive de l'économie. La seconde partie de ce chapitre sera consacrée à l'élaboration, en termes sociologiques, des principaux points de cette conception. La discussion se déroulera en deux temps : nous nous attacherons, dans un premier temps, à la manière dont est institutionnalisé le procès économique dans toutes les sociétés ; puis, dans un second temps, aux diverses façons dont il peut être organisé dans différentes sociétés. Il semblait doublement utile d'entreprendre un débat sur ces deux questions. Non seulement il se peut que nos réponses soient un pas en direction d'une théorie sociologique de l'économie, mais elles montreront également la portée sociologique des affirmations récurrentes qui suivent : d'une part, le procès économique est un procès institutionnalisé et, d'autre part, il peut être institutionnalisé de diverses manières significatives. L'utilité des idées présentées dépend cependant moins des points par où elles convergent avec la théorie sociologique contemporaine que de la mesure dans laquelle elles s'accordent avec les connaissances actuelles concernant les économies anciennes et modernes. Il ne nous est cependant pas possible de fournir de preuves dans le cadre restreint de ce chapitre, de sorte que les conceptions avancées ici le sont à titre d'essai.

14.2.1 Le procès économique et la société

Le procès économique — qui se traduit par un approvisionnement continu en moyens matériels visant à satisfaire les besoins — *n'est pas seulement,*

n'est même pas essentiellement un objet de préoccupation sociologique. Des facteurs physiques, chimiques, biologiques et psychologiques, ainsi que des facteurs sociaux, apportent leur contribution à la subsistance des hommes, de sorte que le procès global est un réseau complexe de causalités qui opèrent cet approvisionnement. Cependant le tissu causal n'est pas d'une seule pièce. Il ressemble plutôt à une chaîne dont chaque maillon possède des propriétés distinctes. Il est, pour ainsi dire, fractionné en plusieurs segments dont chacun forme pour une part l'objet d'une discipline particulière. Mais chaque segment ne peut constituer un tel objet que parce que ses activités sont en relative indépendance par rapport aux activités des autres segments ; ou parce que les propriétés d'un de ces segments ne déterminent ni les propriétés des autres segments ni le procès global. En ce qui nous concerne, il suffit de distinguer trois segments ou niveaux : le niveau strictement social, le niveau psychologique et le niveau naturaliste.

D'un point de vue purement naturaliste, les aspects psychologique et social du procès économique global n'apparaissent que comme de simples épiphénomènes dans la relation fondamentale qui existe entre l'organisme humain en tant que système biologique et les procès biologique, physique et chimique de l'environnement qui satisfont les besoins de l'organisme. Les aspects psychologique et social n'interviennent, si tant est qu'ils interviennent, que comme des maillons de complication dans une chaîne qui autrement se compose de phénomènes tels que la respiration : de pareils processus impliquent une relation d'échange direct entre les besoins organiques et les objets de l'environnement qui les satisfont.

De notre point de vue, il est intéressant de constater que la relation biologique est fondamentalement la même à l'intérieur d'une gamme extrêmement variée d'activités humaines. L'indépendance relative du biologique et des aspects spécifiquement humains du procès économique signifie que quiconque s'intéresse particulièrement à ces derniers peut les abstraire du procès économique global. Car les phénomènes biologiques reliés à ce procès de manière causale ne peuvent expliquer aucune des *différences* que l'on aperçoit lorsque l'on représente les activités sociales par des modèles. Donc, les aspects non sociaux du procès économique apparaissent en grande partie, du point de vue social, comme des procès constants qui ne déterminent en aucune façon les variations des activités humaines, bien qu'ils soient certainement présents dans toutes les actions concrètes.

On introduit généralement ces aspects sociaux relativement indépendants du procès économique en disant que les besoins organiques et les objets de l'environnement qui les satisfont sont « socialement définis », mais en ce sens que les besoins deviennent des « exigences » (ou des « besoins ressentis ») et que les objets doivent être « perçus ». L'éclairage psychologique projeté sur l'ensemble du sujet a été une source constante d'ennuis pour le sociologue, puisqu'il a dû se préoccuper de ce qui, du point de vue des économies substantives, est le pseudo-problème d'un type spécifique de « motivation économique ». Il est exact, bien entendu, que dans ce procès économique existe un niveau psychologique qui est intermédiaire entre le niveau social et le niveau sous-social, et qui les unit. Mais les procès spécifiquement psychologiques (par exemple, la mémoire, la perception, etc.) présentent comme le procès naturaliste une relative constance dans une large gamme d'activités humaines. Nous pouvons donc pour cette raison avancer d'un pas. L'expression « socialement défini » peut être interprétée comme renvoyant à la conception selon laquelle les définitions des rôles — qui sont dans la perspective de la personne

(359) Karl POLANYI, *The Great Transformation*, New York, 1944, notamment ch. 4.

jouant le rôle, les anticipations du rôle — spécifient les buts socialement acceptables ou socialement exigés qui doivent être poursuivis, ainsi que les significations également acceptables ou exigées qui doivent être attribuées aux objets matériels.

Ainsi, tandis que le *procès économique* contient bien plus que les activités humaines socialement définies qui contribuent à l'approvisionnement en moyens matériels, c'est cependant cet ensemble d'activités qui, dans le processus global, intéresse essentiellement le sociologue. Cet aspect social, désigné ici par le terme courant d'*économie*, est relativement indépendant des aspects non sociaux et psychologiques du processus économique global, en ce sens que ceux-ci demeurent relativement constants alors que l'aspect spécifiquement social présente de nombreuses variations. Pour expliquer ces variations dans les activités économiques de l'homme, il faut alors se tourner vers le système plus vaste des actions sociales, la société, dont l'économie en tant que processus social constitue un élément. Car, tandis que ces activités économiques s'harmonisent avec les conditions environnantes, elles ne sont pas essentiellement le produit de ces conditions, mais celui des manières organisées de vivre en groupe, c'est-à-dire des modèles d'interaction ; et la cohérence que manifestent clairement ces activités découle principalement de leur appartenance à ce système de modèles d'interaction.

Le processus économique est donc un « processus institutionnalisé » en ce sens évident qu'une partie essentielle de ce processus — la partie composée par des activités humaines qui contribuent à l'approvisionnement en moyens matériels — constitue également une partie du système social. L'élaboration de modèles d'« activités économiques » découle de la même source que l'élaboration de modèles dans n'importe quel groupe d'actions sociales ; cette source est le processus d'institutionnalisation. Ainsi les buts poursuivis, soit par rapport au processus économique, soit autrement, et la manière dont les objets matériels sont définis (c'est-à-dire les significations qu'on leur attribue) peuvent être considérés comme modelés par les définitions des rôles sociaux. Ce n'est donc pas le processus économique dans sa totalité qui est institutionnalisé, mais seulement la partie composée par les actions humaines. Les autres parties du processus économique, notamment les parties « naturelles » ou non sociales, bien qu'elles puissent être « contrôlées » très diversement d'ailleurs par les hommes, ne peuvent jamais être institutionnalisées au sens strict du concept. Donc, aussi longtemps que les seules convictions morales ne suffiront pas à assurer la vie des hommes, il y aura une source constante d'instabilité dans leurs systèmes d'action, aussi bien intégrées que puissent être ces convictions. Car certaines des propriétés de la situation dont dépend causalement la stabilité des systèmes d'action dépendent à leur tour causalement de processus naturels extérieurs aux systèmes sociaux, et sont ainsi une source d'instabilité.

Cette formulation des aspects sociaux du processus économique fournit une base pour l'élaboration d'une conception fonctionnelle de l'économie, car l'économie est évidemment l'un des mécanismes grâce auxquels cette instabilité en puissance est maintenue à son minimum. S'il est vrai que les objets matériels reçoivent leur signification des définitions de rôles, il est également vrai que la stabilité du système des définitions de rôles, et donc des actions exécutées en accord avec celles-ci, dépend pour être définie de la présence des objets souhaités à l'intérieur du champ de l'action. Un cordonnier doit « avoir » du cuir afin de fabriquer des chaussures, mais le « fait d'avoir » le cuir ne découle qu'en partie des processus internes au système des rôles. La croissance

du veau et l'action de l'acide sur la peau sont aussi importantes que l'alimentation de l'animal et l'application de l'acide. Mais ces processus externes au système social, qui interviennent de façon causale, varient continuellement et dans des conditions qui détruiraient l'équilibre des anticipations, si l'économie, à la fois partie du processus économique et du système social, n'agissait comme facteur d'atténuation, en transformant les fluctuations importantes de la partie non sociale du processus économique en des variations de moindre importance, avec lesquelles peuvent s'harmoniser les anticipations des rôles. Cette fonction est une fonction logiquement nécessaire, si l'on veut que le système social soit considéré comme un centre d'investigation relativement indépendant. Si toutes les fluctuations de la nature entraînaient des fluctuations correspondantes dans la société, l'hypothèse selon laquelle les processus sociaux constituent un système suffisamment indépendant pour faire l'objet d'une discipline scientifique serait sans valeur.

Ainsi, une manière possible de considérer fonctionnellement l'économie est de la concevoir comme un processus agissant à l'intérieur d'une « sphère frontière » entre le « purement » social et le « purement » naturel. En sa qualité de processus frontière, elle sert à maintenir la séparation entre les processus sociaux qui sont internes à la société et qui la composent, et les processus naturels qui sont extérieurs à la société et qui sont reliés aux processus sociaux de manière causale. Elle remplit cette fonction en empêchant les fluctuations de l'environnement naturel d'affecter les processus sociaux sous des formes ou selon des degrés qui ne seraient pas prévus par l'ensemble institutionnalisé des anticipations de rôles.

14.2.2 L'institutionnalisation du processus économique

L'analyse qui précède suggère que l'économie se compose de toutes les actions sociales qui contribuent à l'approvisionnement en moyens matériels et que la fonction déterminante, pour la société, de cet agrégat d'actions, est de maintenir la limite entre les processus internes à la société et les processus externes de l'environnement naturel. La question qui se pose ensuite concerne la manière dont cet agrégat d'actions fonctionnellement identifié arrive à manifester la stabilité et la récurrence qui caractérisent à divers degrés toutes les économies. En utilisant le modèle de marché les sociologues ont dû supposer en fait, sinon explicitement, que le système des prix a été la source directe la plus importante de cette stabilité et de cette récurrence. Comme le laissent entrevoir de façon plus détaillée les paragraphes suivants, le problème est beaucoup plus complexe. La stabilité et la récurrence d'activités économiques découlent de sources si diverses que même une formulation simple de la question conduit directement à des problèmes sociologiques fondamentaux.

L'hypothèse qui sous-tend toute explication de la stabilité et de la récurrence de l'ensemble des actions économiques fonctionnellement définies est que celles-ci ne constituent pas seulement un agrégat d'actions, classe logique, mais aussi une « économie », groupement naturel. On suppose que les actions interviennent selon des séquences ordonnées et qu'il existe des relations définies entre ces séquences elles-mêmes et entre ces séquences et des séquences d'actions non économiques. Le problème est donc de situer dans diverses sociétés les agencements sociaux typiques dont les actions économiques forment une partie et dont découle leur récurrence ordonnée.

Cependant, il s'agit là d'un problème complexe. Ces agencements sociaux,

qui confèrent stabilité et récurrence à des ensembles d'actions économiques, sont des unités sociales dont les éléments sont plus ou moins nombreux et complexes et qui existent dans une société à des « niveaux » divers. Par exemple, ce sont peut-être les rôles dont les modèles d'action économique constituent une part ; les organisations dont les rôles économiques forment une partie ; ou encore les structures plus vastes dans lesquelles les organisations économiques elles-mêmes entrent comme éléments (360). Il résulte, entre autres, de cette complication, que nous devons nous attendre à observer d'une société à l'autre des variations considérables quant au « niveau » où les modèles d'action économique sont intégrés aux modèles d'action non économique. Nous ne mentionnerons ici que les quatre niveaux les plus manifestes.

Au premier niveau, les actions économiques sont réalisées dans des rôles constitués en majeure partie d'actions dont les effets sur le procès économique sont négligeables. Il est peu vraisemblable que les valeurs fondamentales qui, dans de tels rôles, définissent l'activité et donc ordonnent les séquences de l'action soient primordialement orientées vers le procès économique, de sorte que les actions économiques sont intégrées et guidées par des considérations non économiques. On peut citer comme exemple d'intégration à ce niveau la distribution de nourriture (action économique) aux pauvres par un prêtre (contexte de rôle non économique). Au second niveau, les actions économiques peuvent constituer les principaux éléments des rôles, mais ces rôles économiques eux-mêmes peuvent être les unités de structures qui se composent essentiellement de rôles non économiques. Le tamkâroum, au rôle spécifiquement économique que l'on retrouve dans toutes les sociétés du Proche-Orient antique, est presque toujours un élément d'une structure politique dans son organisation globale et sa ligne de conduite fondamentale. De même, l'intendant d'une université moderne joue un rôle économique dans un contexte organisationnel qui originellement est non économique. Les rôles essentiellement économiques peuvent cependant être groupés ou organisés pour constituer des organisations économiques permanentes telles que des plantations, factoreries, guildes, etc. Le troisième niveau auquel les modèles d'action économique et non économique sont intégrés se rencontre lorsque ces organisations opèrent dans des contextes structurels non économiques, comme dans une commune israélienne. Enfin, la structure des relations entre les organisations économiques peut être elle-même économique comme dans un système de marché ou dans l'économie planifiée d'une société moderne complexe. Dans la mesure où les actions économiques sont toutes des éléments à l'intérieur de cette structure englobante, l'économie est un sous-système relativement indépendant de la société et est intégré avec des sous-systèmes non économiques *principalement* par cet ensemble de valeurs institutionnalisées communes à tous les rôles (secondairement par des moyens tels que les rôles multiples qui sont des modes structurels d'interdépendance).

Utiliser le modèle de marché comme théorie explicative du fonctionnement de toutes les économies, c'est donc supposer que la cohérence que manifestent indubitablement les activités économiques dans toutes les sociétés découle surtout de l'intégration des actions économiques au quatrième niveau du système, et cette cohérence est *relativement indépendante* de l'organisation des modèles d'action dans les autres sphères institutionnelles. En général, cela signifie que

l'on suppose que la cohérence intervient parce que les actions sont orientées vers les conditions d'un système de marché créateur des prix ; mais, après certains ajustements du modèle, cela peut également signifier que l'on suppose que la cohérence résulte de l'orientation des actions vers les conditions d'une économie moderne « nationale ». De toute façon, l'hypothèse sous-entendue est la raison fondamentale pour laquelle, en l'absence de ces marchés ou de cette planification, il est impossible en utilisant ce modèle de comprendre la structuration des activités économiques.

C'est également ici que prend sa signification la distinction entre économies « encastrées » et économies « non encastrées » (361). Comme le laisse supposer la description qui précède concernant les niveaux du système, le caractère « encastré » d'une économie est affaire de degré : à une extrémité se situent les économies dont les actions constitutives sont modelées par le fait qu'elles se produisent à travers des rôles non économiques, à l'autre les économies organisées à travers des institutions économiques telles que les prix fluctuants et la planification centralisée. Tandis que le modèle de marché peut expliquer la cohérence des actions dans les économies dont le caractère « encastré » est pratiquement nul, il lui est impossible de jamais expliquer la cohérence des actions économiques accomplies soit en tant qu'aspects secondaires de rôles non économiques (tels ceux des prêtres), soit à l'intérieur de rôles économiques qui constituent les éléments secondaires d'organisations non économiques (telles l'Université ou l'État).

Il n'existe donc pas à proprement parler « différentes manières » d'institutionnaliser le procès économique, puisque fondamentalement toutes les actions sont institutionnalisées d'une seule manière. L'expression « différentes manières » signifie que le procès économique est institutionnalisé à différents *niveaux* sociaux, en ce sens que l'explication de son degré d'unité et de son degré de stabilité dans une société peut être un problème d'intégration des actions dans des rôles, tandis que dans une autre société ce peut être un problème d'intégration des rôles dans des organisations et dans une autre encore d'intégration des organisations dans des systèmes.

Une autre façon d'exprimer les limites du modèle de marché consiste à dire qu'une condition nécessaire de son application est l'organisation de presque toutes les activités économiques en un sous-système cohérent et relativement indépendant de la société. Dans la mesure où l'économie, définie comme l'agrégat des actions qui contribuent à l'approvisionnement en moyens matériels, n'est pas organisée comme un sous-système structurellement distinct de la société, alors le modèle de marché est non seulement inutile, il est réellement trompeur.

14.2.3 Les changements de lieu et les mouvements d'appropriation comme types d'action économique

Cependant l'analyse substantive des économies est complexe non seulement parce que le procès économique peut être institutionnalisé à différents niveaux

(360) Les lecteurs au courant de la sociologie à Columbia, reconnaîtront ici les formulations de MERTON à qui j'ai emprunté l'idée exprimée dans les conférences qu'il a données à Columbia University sur : « The Functional Analysis of Social Structure. »

(361) Cf. POLANYI, *The Great Transformation*, ch. 4. La distinction est comparable, bien qu'elle ne soit pas tout à fait équivalente, à celle que le sociologue fait entre les termes « différencié » et « non différencié ».

dans différentes sociétés, mais parce qu'il peut en être de même à l'intérieur de n'importe quelle société. Puisque toute économie empirique se compose sous son aspect social d'un agrégat d'actions, certaines d'entre elles peuvent être organisées dans des rôles non économiques tandis que d'autres constituent les éléments de rôles qui interviennent à l'intérieur d'organisations économiques. (C'est là la principale différence dans notre société entre les actions économiques de la ménagère et celles de son mari.) Cette affirmation très générale laisse supposer que les actions économiques peuvent ne pas former un simple agrégat non différencié, mais qu'il est possible de les classer selon des types que l'on trouve fréquemment institutionnalisés à différents niveaux à l'intérieur de n'importe quelle société. S'il reste encore à établir la liste des caractéristiques permettant de distinguer les types d'action économique qui varient selon le niveau d'institutionnalisation, on peut au moins indiquer une distinction qui semble fondamentale. Les deux types d'action économique qui sont pris en considération sont susceptibles de varier selon le niveau, ou au moins selon les agencements sociaux concrets, où ils sont institutionnalisés. Pour développer cette dichotomie, il nous faut faire appel à une autre distinction entre deux types de changements qui interviennent dans le procès économique.

Jusqu'ici nous avons traité le procès économique comme essentiellement composé d'aspects sociaux et d'aspects non sociaux, mais c'est une simplification qu'il nous faut maintenant abandonner, car selon une autre perspective les objets matériels qui entrent constamment en circulation sont caractérisés par deux types fondamentaux de mouvements. Le premier consiste en changements dans les relations d'un objet par rapport aux autres objets, désignés par l'expression « changements de lieu ». L'autre consiste en changements dans les relations d'un objet par rapport aux rôles sociaux, désignés sous le nom de « mouvements d'appropriation ». Ce dernier type comporte souvent, mais pas toujours, des « droits » (le terme « droit » est pris ici en son sens sociologique large, et non pas au sens juridique).

Correspondant à ces deux types de mouvement des objets, il existe deux types d'action économique, c'est-à-dire deux types d'action sociale, qui contribuent à l'approvisionnement en moyens matériels. Le premier se compose d'actions d'appropriation qui incluent presque tous les mouvements d'appropriation, que ceux-ci consistent en dispositions unilatérales ou en transactions bilatérales, qu'il s'agisse de choses, de droits ou de ce que Max Weber appelait les « opportunités ». L'autre est formé des actions qui entraînent directement des changements de lieu. En remuant de petites ou de grandes quantités de matière, selon la formule de Locke, « les hommes unissent leur travail et leur production ». Les actions de ce genre, ainsi que les procès naturels, expliquent tous les changements de lieu. Elles impliquent l'« effort » contrairement à la redéfinition de la situation sociale contenue dans les actions d'appropriation.

Avant de discuter de ces types d'action économique par rapport aux niveaux d'institutionnalisation, nous voudrions noter qu'ils correspondent à la distinction habituelle entre « production » et « distribution » (« circulation », « répartition »). Ils sont cependant plus précis. Le terme « distribution » en particulier tend à être utilisé de deux manières très différentes, l'une renvoyant à des changements de lieu comme dans le transport, l'autre à des mouvements d'appropriation comme dans la distribution au détail. Du point de vue des économies substantives, la « distribution » se compose uniquement de mouvements d'appropriation. Les changements de lieu, d'autre part, incluent à la fois le transport et ce que l'on entend habituellement par le terme « produc-

tion », la différence entre les deux étant essentiellement une différence dans l'échelle du cadre de référence spatial à l'intérieur duquel s'effectuent les opérations de changement de lieu.

L'analyse du village indien traditionnel par Walter Neale illustre le fait que ces deux types d'action peuvent être institutionnalisés à différents niveaux. Dans ce village, le « travail », ou de façon plus stricte les actions qui entraînent des changements de lieu (à l'exception du labourage), est institutionnalisé dans le système des castes. Les contributions (à l'exception du grain) d'un individu à l'approvisionnement en moyens matériels sont organisées à travers son rôle particulier dans la caste. D'autre part, les mouvements d'appropriation (qui prend quelle quantité et dans quel tas ?) ne semblent pas être fonction des clivages de castes. A l'intérieur de la communauté tout entière, ils sont organisés à travers les différents rôles communautaires, tels que ceux de cultivateur, prêtre, boucher, etc., tandis qu'à l'intérieur de la famille étendue, ils sont organisés à travers la structure patriarcale de cette unité sociale, le chef de famille distribuant les parts aux membres de la famille.

La distinction entre les deux types d'action économique, empiriquement utile pour décrire la structure d'une économie, ne repose cependant pas uniquement sur la conception substantive selon laquelle le procès économique se compose de deux types de mouvements. Elle est également liée à la conception sociologique précédemment formulée d'après laquelle l'économie est une sphère frontière qui empêche le fonctionnement des procès naturels de se heurter au système global des procès sociaux. Car les actions économiques qui entraînent des changements de lieu constituent les échanges spécifiques qui relient les aspects sociaux et les aspects non sociaux du procès économique global. Les actions d'appropriation d'autre part constituent les échanges spécifiques qui relient l'économie en tant que procès social aux autres procès sociaux — et aux autres économies ; mais nous n'aborderons pas ici le problème du « commerce » entre sociétés.

Ces deux dimensions, le degré auquel une économie est « encastrée » et les types de mouvements, sont fondamentales pour une conception substantive de l'économie vue sous son angle sociologique. Pourtant, il faut mentionner en outre un troisième aspect, les modèles que font apparaître les ensembles intégrés de mouvements économiques. Jusqu'ici ils ont été désignés par les termes de « réciprocité », « redistribution », « échange » et groupés sous le chef « formes d'intégration ». Le problème de savoir s'il existe d'autres modèles fondamentaux, ou si ceux-là constituent les principaux types « purs », appartient encore au domaine de la recherche. Qu'une semblable distinction tripartite caractérise à la fois les mécanismes régulateurs du « flux de la répartition » dans la monographie de Parsons, Shils et Olds et les types de relations sociales de Pitirim Sorokin, prouve que les formes d'intégration sont plus que de simples principes *ad hoc* (362). Les « mécanismes de répartition » comportent des dispositifs fort analogues à savoir : une répartition provenant de décisions sélectives prises par ceux qui détiennent l'autorité, une application automatique des règles culturelles et une concurrence impersonnelle entre des individus « libres ». Cependant les sous-structures théoriques des « formes d'intégration » n'ont pas été clairement définies — si bien que ces « formes » ren-

(362) « Values, motives and systems of action, » 207 ; *Social and Cultural Dynamics*, III, ch. 1 ; cf. également Margaret MEAD, « Public Opinion Mechanisms Among Primitive Peoples, » *Public Opinion Quarterly*, 1, 1937, 5-16, qui opère une trichotomie étonnamment analogue dans le champ quelque peu différent de l'« opinion publique ».

voient parfois à des changements de lieu des objets, parfois à des changements d'appropriation, et occasionnellement aux deux. Si les concepts doivent servir d'outils de base de même que de désignations utiles dans la pratique, il convient de préciser ces sous-structures.

Nous avons suggéré jusqu'ici que le procès économique est institutionnalisé à travers l'intégration des actions économiques humaines répondant à des modèles lesquelles constituent son aspect social à des actions non économiques. Nous avons remarqué qu'à l'intérieur d'une même société, le procès peut être institutionnalisé à différents niveaux du système, en ce sens que la stabilité et la récurrence des actions économiques peuvent découler de leur intégration à n'importe quel de ces niveaux ; et que les actions de « production » et de « distribution », telles qu'elles ont été définies ci-dessus, sont particulièrement susceptibles d'être institutionnalisées à différents niveaux ou tout au moins dans différents systèmes d'ajustement social. Dans cette présentation conceptuelle, nous avons peut-être tenté avec trop de rigueur d'éviter toute référence à des dispositions subjectives ou psychologiques particulières comme le requiert la définition des actions économiques. Il ne faudrait pas croire pour autant que de telles dispositions soient ou purement aléatoires ou constantes au contraire. Non seulement nous pouvons présumer l'existence de variations, mais nous devons attendre à des variations *typiques*. Cependant, comme la plupart des auteurs contemporains ont mis l'accent sur un type particulier d'élément subjectif (la rationalité), nous avons voulu montrer que de nombreux types étaient potentiellement compatibles. Des élaborations conceptuelles complémentaires s'imposent d'elles-mêmes, portant par exemple sur les diverses composantes qui motivent les types d'action, quand ces actions sont insérées dans différentes sortes de structures sociales. Mais les hypothèses que nous émettrions nous conduiraient hors des limites du savoir actuellement acquis, il se peut même que nous soyons déjà allé trop loin.

14.2.4 Conclusion

Dans ce chapitre nous avons tenté de montrer que les perspectives sociologiques actuelles de l'économie constituent des formulations inadéquates d'un procès économique générique et qu'elles sont donc mal adaptées en tant que conceptions fondamentales dans une théorie générale des systèmes sociaux. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une conception fondée sur la signification substantive de l'« économie ». Dans la perspective fondée sur la « division du travail » comme dans celle qui considère l'économie comme une sphère d'actions rationnelles (ou de relations contractuelles), nous avons vu que le modèle du marché proposé par l'économiste a été l'image directrice. Dans le premier cas, on supposait que l'« échange » était la seule manière d'unir le prétendu travail divisé ; dans le second cas, l'« échange » était le seul mode de distribution. Dans le cas d'une définition fonctionnelle de l'économie, on a émis l'hypothèse selon laquelle l'économie consiste en un processus qui économise les moyens, si bien que le problème clef du système par lequel on définit fonctionnellement l'économie, est celui de la « rareté ». Il a été démontré que ce concept avait une signification ambiguë, qu'il possédait des implications naturalistes hors de propos et qu'au mieux il ne servait qu'à définir le système de marché. Ces formulations fonctionnelles, qui ne sont guère plus que des moyens d'introduire une économie de marché, sont passibles des mêmes critiques que la conception selon laquelle l'économie est composée d'actions rationnelles. Ces critiques

portent sur la confusion conceptuelle, sur l'étroitesse de vues et sur le parti pris idéologique implicite.

Partant du fait que l'« économie » est habituellement prise dans son sens composite de procès par lequel on s'approvisionne en moyens matériels à travers des actions qui économisent les moyens, j'ai suggéré qu'une formulation fonctionnelle de l'économie, fondée sur l'élément substantif de l'approvisionnement en moyens matériels, serait plus féconde. En s'appuyant sur cette idée fondamentale qui incluait la définition du sens de l'institutionnalisation du procès économique, deux aspects fondamentaux de l'économie ont été développés : le niveau du système auquel les actions économiques sont intégrées et la distinction de ces actions en deux types fondés sur les mouvements de lieu et d'appropriation.

Comme la plupart des conceptions exposées par les sciences sociales contemporaines, la validité de celles présentées ici dépend peut-être plus de l'aide qu'elles apportent, pour s'interroger sur des problèmes théoriquement importants mais qui font l'objet de recherche, que de leur cohérence logique ; nous espérons néanmoins que cette qualité ne leur fait pas absolument défaut. Les idées directrices pour une approche substantive de l'économie ont déjà démontré leur utilité en histoire économique et en anthropologie, comme en témoignent d'autres parties de cet ouvrage. Peut-être aideront-elles aussi au développement d'une théorie sociologique de l'économie. Cette théorie devrait s'appliquer à un ensemble de problèmes plus vastes que ceux délimités par l'économie occidentale du XIX^e siècle.

Harry W. Pearson

L'économie selon Parsons et Smelser

La publication d'une version revue et considérablement augmentée des *Marshall Lectures* (363) de Talcott Parsons confirme puissamment notre conviction qu'une discipline que l'on pourrait appeler la « sociologie économique » est en train de naître aux États-Unis. Le nombre croissant des problèmes empiriques rencontrés par tous les spécialistes des sciences sociales qui doivent saisir les économies en tant que systèmes sociaux sert d'impulsion aux vastes efforts actuellement accomplis en direction d'une sociologie économique. Les problèmes surgissent dans deux zones différentes d'intérêt. Il y a ceux qui concernent les économies prémarkandes, avec ou sans écriture, et ceux que posent les déviations contemporaines par rapport au modèle d'un système autorégulateur de marchés. Les tentatives entreprises pour traiter systématiquement ces problèmes empiriques incontestablement distincts se rejoignent dans leur intérêt commun qui est de créer une théorie universellement pertinente de l'organisation et du développement économiques.

C'est cet intérêt que nous avons présent à l'esprit lorsque nous tentons d'évaluer les apports de Talcott Parsons et de Neil Smelser dans leur nouvel ouvrage *Economy and Society*, car bien que les problèmes empiriques que traite ce livre découlent d'une économie ordonnée en fonction du marché, il représente un tour de force théorique dirigé dans le sens d'une théorie générale. Partant d'une position opposée, l'ouvrage dans lequel s'insère notre essai s'intéresse aux problèmes posés par les économies primitives, par les économies du monde antique et par les économies non occidentales, cependant il est également considéré comme fournissant une modeste contribution qui suit une direction identique. Nous accueillons avec plaisir l'occasion qui nous est donnée de discuter, sur des bases générales la position prise par Talcott Parsons. Nous nous proposons de clarifier les points sur lesquels nous sommes d'accord, les différences qui séparent nos approches et nos désaccords fondamentaux, dans la mesure où nos efforts respectifs se trouvent aux prises avec le problème qui consiste à déterminer la place changeante de l'économie dans la société humaine.

(363) Talcott PARSONS et Neil SMELSER, *Economy and Society*, Glencoe, 1956. L'auteur exprime ses remerciements sincères à T. PARSONS et à N. SMELSER qui lui ont procuré le manuscrit d'*Economy and Society* afin que cette critique puisse paraître dans le présent ouvrage. La pagination lui a aussi été aimablement communiquée de sorte que lorsque référence est faite à *Economy and Society*, chacun peut se reporter à la page correspondante de l'ouvrage.

Il est encourageant de noter qu'il existe entre ces deux ouvrages d'importants points d'accord. Une approche « fonctionnelle » leur est commune. La sociologie de Talcott Parsons envisage la société par rapport à certaines exigences fonctionnelles qu'il faut totalement satisfaire si cette société doit survivre et prospérer. Toutes les unités spécifiques de la société — les « collectivités », les institutions et les rôles — sont considérées comme contribuant nécessairement à la satisfaction de ces prérequis fonctionnels, bien qu'on puisse évidemment les différencier selon la primarité de leur fonction. Le problème analytique central est que toutes les unités de la société globale « *participent* à l'économie », mais, parce que chaque unité concrète est multifonctionnelle, aucune n'est « purement économique » (p. 14). Donc, bien que nous sentions que l'analyse des auteurs s'appuie sur une quasi-identification erronée de la théorie économique et de la sociologie, l'ouvrage de Parsons et de Smelser conçoit, dans son principe, le problème de l'économie et de la société de la même manière que nous le faisons. L'utilisation fructueuse des outils conceptuels fondamentaux de la sociologie moderne dans l'approche de l'économie — notamment la conception des valeurs culturelles incluses dans les institutions, les rôles et les personnalités (c'est-à-dire la « réalité » de la société) — apparaît clairement dans la facilité avec laquelle ce nouveau livre est capable de résoudre quelques vieux problèmes de la théorie économique qui proviennent de « l'atomisme psychologique et sociologique » de cette théorie (p. 23). Une économie définie fonctionnellement est considérée comme fonctionnant à l'intérieur du contexte structurel de la société. Donc, « le but de l'économie n'est pas simplement la production d'un revenu pour l'utilité d'un agrégat d'individus ; c'est la maximisation de la production eu égard au complexe global des systèmes de valeurs et des fonctions institutionnalisées de la société et de ses sous-systèmes » (p. 22). Nous estimons que le principe de maximisation infléchit la définition de la fonction de l'économie, mais là encore il y a en principe accord avec la plupart des idées fondamentales contenues dans le présent ouvrage.

Tandis que nous notons d'importants points d'accord sur l'essentiel et que les concepts sous-jacents pour l'articulation d'une sociologie économique sont clairement présentés, nos efforts respectifs se séparent dans leurs tentatives de traiter systématiquement les problèmes. En fait, ils semblent prendre des directions presque opposées. Cette divergence peut en grande partie provenir de ce que les problèmes empiriques que les deux ouvrages se proposent d'examiner se présentent dans des sociétés différentes. Mais dans la mesure où chacun d'eux a quelque prétention à la généralité, cette raison ne peut être acceptée comme décisive. Plus significatif est le fait qu'une fois le problème défini, nous l'attaquons dans des perspectives opposées.

L'histoire des tentatives visant à déterminer la place de l'économie dans la société — ou plutôt des économies dans les sociétés — laisse entrevoir deux approches distinctes. Toutes les deux partent de l'apparition du système de marché sur la scène historique.

L'une de ces approches procède au moyen de ce que l'on pourrait appeler l'analyse « institutionnelle ». Le sujet d'intérêt est ici l'économie dans ses manifestations concrètes. Aristote, Marx, l'« École historique » allemande, Menger dans son œuvre posthume, les « institutionnalistes » américains, pour n'en citer que quelques-uns, eurent recours à cette approche avec plus ou moins de succès. C'est également la méthode utilisée dans l'ouvrage où s'insère ce chapitre. Ce fut l'apparition du système de marché avec sa tendance inhérente à séparer le procès économique de son enveloppe sociale qui posa

d'urgence le problème des différentes manières selon lesquelles l'organisation des moyens d'existence affecte la communauté. Tel est l'intérêt directeur de tous ceux qui ont suivi cette ligne d'approche. L'objectif essentiel et primordial de cette méthode (c'est là que la plupart des tentatives ont échoué) est une définition de l'économie qui permette une distinction analytique entre ce qui est économique et ce qui ne l'est pas. Pour ce faire, on a besoin d'une définition de la fonction de l'économie et des opérations nécessaires à cette fonction. L'analyse de n'importe quelle économie particulière, de son développement au cours des années, ou la comparaison de différentes économies, repose sur l'observation de la manière dont les opérations économiques sont institutionnalisées. Et il s'agit là d'un problème empirique. Avec cette méthode, la possibilité de généraliser et de prédire dépend de l'émergence de modèles communs dans les opérations institutionnalisées. Les formes d'intégration — réciprocité redistribution et échange, telles qu'elles sont employées dans le présent ouvrage par exemple — sont typiques de tels modèles dérivés empiriquement.

Il existe une autre tradition de pensée sociale qui fut amenée à considérer notre problème à partir de l'orientation *Zweckrational* selon Weber, de la société occidentale moderne, c'est-à-dire par rapport à son souci intense d'agir rationnellement quelles que soient les fins ultimes. Représenté en particulier par Weber, Marshall, Pareto et Parsons, ce courant de pensée s'est donc principalement intéressé à un certain « aspect » du comportement social, à son développement et à ses conséquences organisationnelles. Le lien entre cet intérêt et la situation des économies empiriques dans les sociétés se noua autour de l'avènement du système de marché qui institutionnalisa l'action d'économiser les moyens, de telle sorte que les mouvements de biens et de personnes de l'économie empirique tendirent à être ordonnés par des individus choisissant rationnellement parmi des usages alternatifs de moyens rares. L'intérêt des intellectuels appartenant à cette tradition tourna donc très largement autour de l'économie dans sa forme marchande.

Si l'on poursuit logiquement cette approche, il devient évident, comme Parsons l'a clairement montré, que le processus d'économie des moyens n'épuise pas l'expérience rationnelle de l'homme, mais qu'il est inévitablement accompagné par d'autres attitudes orientées vers une manière d'agir qui soit juste, agréable, modérée, politique, etc. (364). Logiquement, la démarche finale dans l'élaboration de cette approche serait l'identification exacte de *tous* les « aspects » de l'action sociale. Si cette tentative se révélait possible — Weber lui-même refusa de l'entreprendre — il semblerait alors réalisable d'utiliser ces « aspects » universels pour l'analyse des systèmes sociaux en fonctionnement, qu'ils soient économiques ou non économiques. La possibilité de relier de manière significative ces « aspects » universels à la structure sociale réelle prise en considération s'avérerait cruciale pour que l'approche soit féconde dans l'analyse des problèmes empiriques. Par exemple, si l'on examine l'« aspect » comportemental d'économie des moyens, il faut d'abord le situer dans telle ou telle structure — la famille, le gouvernement, l'économie.

Economy and Society représente logiquement l'ultime démarche dans la tradition de cette seconde tentative pour situer l'action qui économise les moyens dans son cadre social. T. Parsons rejeta, il y a longtemps, l'approche

(364) Cf. Talcott PARSONS, *The Structure of Social Action*, Glencoe, 1949. Voir également Paul DIESING, « The Nature and Limitations of Economic Rationality », *Ethics*, vol. 61, octobre 1950 ; A. L. MACFIE, « What Kind of Experience is Economizing ? », *Ethics*, vol. 60, octobre 1949 ; Paul STREETEN, *Programs and Prognosis*, *Quarterly Journal of Economics*, vol. 68, août 1954.

« institutionnelle ». Sa décision naquit du « dilemme » tel qu'il le voyait posé par l'école « institutionnaliste » américaine en économie, notamment dans l'œuvre de Veblen (p. 5-6). Parsons considérait que les « institutionnalistes » rejetaient la théorie économique (c'est-à-dire la théorie du comportement qui économise les moyens) en raison de son échec à expliquer les faits concrets de la vie économique et qu'ils tentaient de proposer à sa place « une théorie complète du développement social ». Il ressentait fortement que dans une telle théorie, l'« aspect économique » de l'action sociale « perd complètement sa spécificité théorique » ; d'où son rejet de l'« institutionnalisme » (p. 6). Malheureusement, sa nouvelle définition du problème ne résout pas et ne fait que porter à un autre niveau le « dilemme » posé non seulement par le mouvement « institutionnaliste » américain, mais par toute la tradition de la pensée sociale occidentale dans ses tentatives d'interprétation de l'économie.

Le but de Parsons et de Smelser, tel qu'ils le définissent dans leur ouvrage, est de formuler « la relation de la théorie économique aux aspects non économiques de la vie sociale » (p. 5), posée comme équivalant à « la relation de l'économie à la société totale » (p. 16). La direction est la même que celle fixée par Parsons dans *The Structure of Social Action*. Pourtant, dans un autre sens, comme on nous le laisse entendre, la position est ici « nettement différente » (p. 6). Dans son ouvrage antérieur, T. Parsons avait choisi comme alternative à l'approche institutionnelle de suivre Pareto (365), en maintenant la validité générale de la théorie économique, mais en admettant qu'elle ne traitait que « quelques-unes des variables » qui déterminent le comportement social concret dans la sphère économique comme dans les autres sphères » (p. 6). Le progrès formel de ce nouveau point de vue par rapport à celui de Pareto se situe dans l'identification de tous les « aspects » de l'action sociale « à un niveau analogue » d'abstraction (p. 5-6), et leur insertion dans une théorie générale de l'action applicable à tous les systèmes et sous-systèmes de l'interaction sociale. Il n'existe donc plus de variables spéciales propres aux économies en tant que systèmes sociaux, mais uniquement des « variables générales » de la théorie sociale, qui en sont les « aspects » universels. L'aspect économique de la théorie générale ne se distingue qu'au sens où « les structures concrètes des différentes sociétés » y sont « empiriquement plus favorables à l'analyse purement économique ». C'est-à-dire que l'action qui économise les moyens tend à se situer dans l'économie. Les auteurs ont conscience qu'il existe des économies empiriques où la structure sociale ne favorise pas de façon notoire la rationalité de l'économie des moyens et en outre que « la plupart des prétendus procès économiques doivent être considérés comme résultant de facteurs économiques et de facteurs non économiques ». Cependant, la première question est celle de l'économie « fonctionnant entièrement par routine », de l'économie « non différenciée » et celle-ci ne les intéresse pas au premier chef ; la seconde, c'est-à-dire les effets combinés des facteurs « économiques » et des facteurs « non économiques », constitue vraiment le sujet de l'ouvrage (p. 6, n. 4 ; p. 42).

Au cours de l'élaboration de leur thèse, les auteurs identifient quatre caractéristiques de l'action sociale qu'ils estiment représenter les exigences fonctionnelles universelles des systèmes et des sous-systèmes sociaux. L'aspect « économique » naît, disent-ils, de l'exigence d'« adaptation » à un environnement extérieur, de sorte que les buts du système puissent être atteints. La fonction de cet aspect est « la généralisation des conditions favorables à la

réalisation des divers buts du système et des sous-systèmes ». Ils précisent que ces « conditions favorables » sont la « richesse » et le « revenu » (p. 18 et suiv.). Leur trait principal est « leur adaptabilité à [...] divers usages » (p. 48). Ainsi l'« économie » devient une sorte de sphère d'action à valeur neutre qui sert exclusivement à assurer la disponibilité des moyens. Parmi les « facteurs non économiques » dont se composent les procès « économiques », on trouve la « poursuite des buts », exigence également issue de la relation entre système et environnement. Elle se distingue cependant de l'« adaptation » par sa fonction particulière, à savoir « la mobilisation des prérequis nécessaires à la poursuite de l'ensemble des buts fixés par la société » (p. 48). Les auteurs tentent donc une distinction entre moyens et fins en en faisant des catégories séparées d'action sociale. En outre, le fait que ces catégories opèrent nécessairement dans un environnement social plus vaste entraîne deux autres exigences du système. Le procès par lequel des buts spécifiques sont atteints et des moyens rendus généralement disponibles doit s'accorder avec les valeurs du système social global et être coordonné aux autres procès de manière à éviter entre les parties d'inutiles conflits internes. On désigne respectivement ces deux exigences complémentaires sous les noms de « stabilité normative » et d'« intégration ».

La distinction fins-moyens constitue évidemment depuis longtemps un élément fondamental de l'analyse de l'action sociale de T. Parsons, lequel a toujours situé l'action « économique » à une « place intermédiaire dans la vaste chaîne des moyens et des fins » (366). C'est-à-dire que l'action économique était considérée comme orientée vers une maximisation de l'approvisionnement en moyens généralement disponibles (367). Mais T. Parsons a eu soin, dans le passé, de faire remarquer que le processus d'économie des moyens est une norme d'action ; sa pertinence empirique repose sur « le fait que les hommes essaient effectivement d'économiser les moyens » (et n'y tendent pas seulement) » (368). Et l'on a distingué ce processus des autres types d'action en fonction des différentes normes en jeu dans chaque cas. Ainsi l'action politique a été définie comme « un procès rationnel visant à atteindre des fins par l'acquisition et l'exercice du pouvoir coercitif sur d'autres individus et d'autres groupes » (369). Il est donc important de mettre en relief (nous y reviendrons plus loin) que dans cette nouvelle élaboration de sa position, T. Parsons a, en compagnie de N. Smelser, effectué un pas important par rapport à sa position précédente. Car tandis que les actions économique (d'« adaptation ») et politique (de « poursuite des buts ») sont pour l'essentiel définies de la même manière que précédemment, elles acquièrent maintenant une signification entièrement nouvelle par leur classification non seulement comme types d'action, mais comme exigences fonctionnelles de n'importe quel système social et de tous les systèmes sociaux.

La « proposition la plus générale » formulée par les auteurs à propos de ces catégories est que « les sociétés globales tendent à se différencier en sous-systèmes (structures sociales) spécialisés pour remplir chacune des quatre fonctions essentielles » (p. 47). Ils affirment donc que l'économie empirique tend à satisfaire l'exigence d'« adaptation » de la société conçue comme un

(365) Cf. *Structure of Social Action*, p. 757 et suiv.

(366) PARSONS, « Sociological Elements in Economic Thought », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 49, mai 1935, p. 421. Voir également PARSONS, « Some Reflections on « The Nature and Significance of Economics » », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 47, mai 1934, 522-529.

(367) PARSONS, « Some Reflections », p. 526.

(368) *Ibid.*, p. 520.

(369) *Ibid.*, p. 528.

tout, en maximisant le flux des « moyens temporairement disponibles » pour le système social global. C'est là que se situe l'« utilité » (p. 20-1). En d'autres termes, bien que, comme tous les autres systèmes sociaux « concrets », l'économie empirique soit un composé de *tous* les « aspects » de l'action sociale, elle tend à se différencier structurellement selon sa fonction primordiale qui consiste à économiser des moyens rares.

Nous nous trouvons dans la position suivante : la rationalité de l'économie des moyens a été identifiée comme l'un des aspects universels du comportement social humain. Cependant, l'apparition réelle d'un tel comportement dépend, dit-on, de l'existence préalable de structures sociales qui favorisent l'action ainsi orientée. Si nous nous intéressons essentiellement à déterminer la place des types de structure sociale dans lesquels on rencontre le processus d'économie des moyens, tout ceci paraît irrécusable. Mais si la méthode vise à accroître notre compréhension du système grâce auquel les hommes s'assurent les moyens de leur subsistance, il devient alors nécessaire d'établir un lien entre le processus d'économie des moyens et l'économie elle-même. Parsons et Smelser le font bien, mais en se fondant sur des conjectures et non sur l'analyse comparative de cas empiriques. Il semble qu'en vertu d'une loi de l'évolution bien connue, qui implique la tendance à une plus grande division du travail et ce que l'on croit être son corrélatif, l'échange (p. 104-41), l'économie humaine fasse preuve, dit-on, d'une tendance à se différencier selon l'exigence d'« adaptation » de la société, qui est définie en fonction de l'économie des moyens rares. Elle s'identifie à un procès d'activité instrumentale destinée à maximiser la « valeur économique » des moyens naturellement rares (370). En faisant fusionner ainsi une catégorie formelle d'action, le processus d'économie des moyens, et une entité empirique, l'économie, les auteurs ont commis une erreur fatale. L'économie tend inévitablement à s'identifier avec sa forme marchande. Il semble que la source de l'erreur se situe dans le fait qu'ils aient *confondu l'exigence fonctionnelle d'adaptation* à l'environnement dans le procès qui vise à réaliser les buts du système, avec *un des modes d'adaptation, à savoir l'économie des moyens*.

Ceci nous conduit à suggérer que la sociologie économique de ce nouvel ouvrage se fonde sur la confusion de deux méthodes d'approche tout à fait différentes. Le « tableau de Columbia », au moyen duquel les auteurs tentent de situer les aspects universels des systèmes sociaux, peut être interprété de deux manières nettement différentes et ces deux interprétations n'ont pas été convenablement distinguées.

L'une de ces interprétations implique, pour des raisons d'analyse, une séparation entre les états terminaux et les moyens de les atteindre. Il s'agit d'une généralisation de la distinction fins-moyens. Dans cette interprétation, la « fonction » essentielle de n'importe quel système particulier est définie par rapport aux « buts » spécifiques du sous-système. Par exemple, à un certain moment, on nous dit que « le but de l'économie est de fournir biens et services

(370) A propos de la rareté naturelle des moyens en jeu dans le procès d'adaptation, voir également T. PARSONS, Robert F. BALES et Edward SHILS, *Working Papers in the Theory of Action*, Glencoe, 1953, p. 210 ; E. PARSONS et Edward SHILS, *Toward a General Theory of Action*, Cambridge, 1954, p. 25, 197. Voir aussi dans cet ouvrage le chapitre 14. Il existe des exceptions à cette interprétation de l'adaptation. Par exemple, lorsque les auteurs débattent des « exigences d'adaptation » des « structures économiques concrètes », ils disent que l'économie doit « s'adapter » à son environnement écologico-technologique et socioculturel. La nature de cet environnement socioculturel doit expliquer alors la différenciation de l'économie en ses éléments structurels (industries, etc.) (ch. 2). En d'autres termes, le mode d'adaptation est ici abandonné à la recherche.

pour la consommation » (p. 42). Nous ne trouvons ici aucune hypothèse concernant *la manière* dont le but va être réalisé. Puisque toute structure sociale doit de quelque manière faire apparaître l'exigence d'« adaptation » à son environnement, naturel et social, on ne peut rien objecter à cette interprétation du « tableau ». Et les « exigences » de cet environnement façonneront nécessairement la structure sociale. Ainsi, les valeurs sociales laisseront leur empreinte et la nécessité d'intégration avec les autres unités structurales apparaîtra. Ce sont là des exigences de la situation sociale. La caractéristique importante de cette interprétation est qu'elle ne nécessite pas d'hypothèses gratuites. Les buts spécifiques du système et leur mode de réalisation constituent ici un objet d'investigation. On identifie un système social en fonction de ses buts, tandis que sa forme sociale véritable est déterminée par l'étude de la situation dans laquelle il fonctionne.

Néanmoins, une autre interprétation considère cette même classification de « Columbia » par rapport à certains types d'action sociale. L'« adaptation » et la « poursuite des buts » y sont définies comme le centre et du processus d'économie des moyens et du pouvoir, qui sont désignés respectivement par les termes d'« économie » et de « gouvernement » (p. 47-8). Il peut être utile pour certaines fins d'isoler analytiquement de telles sphères. De ce fait, elles ne sont pas de simples fantômes ; *leur apparition réelle présuppose des structures sociales précises*, c'est-à-dire que la structure sociale qui sous-tend l'action d'économiser les moyens peut être clairement définie. Elle comporte des exigences précises. Un système parfait de marché constitue une incarnation, parmi d'autres il est vrai, de ces exigences. On peut dire la même chose en ce qui concerne l'exercice du pouvoir, bien que dans ce cas évidemment, la structure sociale typique soit différente. De toute façon, la correspondance entre ces types et les structures sociales réelles, l'économie ou le gouvernement, par exemple, pose un problème. Or tel est précisément le cas avec cette méthode d'approche. Dire que l'économie empirique se spécialise inévitablement et de plus en plus dans le processus qui économise les moyens, c'est poser en principe une relation entre le procès de subsistance et un type de rationalité qui, il faut bien le souligner, n'est pas naturel.

La critique qui précède n'a de pertinence que dans la mesure où les auteurs tendent à généraliser la rationalité économique en tant que procès économique typique. Admise comme vraie, cette identification erronée porterait un coup fatal à une sociologie économique générale, mais étant donné le sujet principal de l'ouvrage lui-même, l'erreur est moins grave. En effet, les auteurs se préoccupent essentiellement des aspects « non économiques » de l'économie *de marché*, et il est exact que dans ce cas leur sous-système analytique, l'« économie » en général, et l'économie empirique *tendent* en fait à coïncider.

Il nous semble cependant qu'une réification abusive nuit à l'ensemble de l'interprétation. Le « tableau de Columbia », en fonction duquel sont identifiés tous les aspects du système social global, sert à « situer » de manière spécifique l'environnement social non économique avec lequel l'« économie » (c'est-à-dire l'action « qui économise les moyens ») doit en quelque sorte s'accorder dans son fonctionnement. En tant que système social, l'économie elle-même doit, dit-on, faire face à ses propres exigences de stabilité normative, d'intégration, d'adaptation et de poursuite des buts (p. 40-3). Elle est donc elle aussi composée de sous-systèmes analytiques qui, retenons-le, peuvent ne être assimilés aux entreprises, aux syndicats, aux banques, etc. de l'économie empirique. L'économie ainsi différenciée est limitée par les trois autres sous-systèmes de la société globale. Afin que l'économie remplisse sa fonction

globale, chaque membre de son système doit en quelque sorte s'accorder avec le membre correspondant du sous-système social connexe. Cet « accord » avec un répondant dans un sous-système connexe est considéré comme une série d'*inputs* et d'*outputs* et comme un « échange » entre les membres du système. Autrement dit, on estime que chaque sous-système « produit » un *output*, l'échange avec l'*output* de son système frontière pour leur avantage mutuel, et qu'ainsi il contribue incidemment à l'équilibre du système global (Cf. ch. 3). Les sous-systèmes de la société se comportent les uns vis-à-vis des autres comme des personnes dans un marché créateur de prix.

Les détails de ce schéma analytique sont beaucoup trop complexes pour qu'on les note ici, mais celui-ci constitue réellement une tentative très formelle pour illustrer la subordination de l'économie aux exigences fonctionnelles de la société tout entière. Tandis que tous les spécialistes des sciences sociales doivent se réjouir qu'un tel objectif soit visé, et même convenir qu'il est possible que se dégagent d'importantes intuitions à partir de semblables esquisses schématiques, il faut adresser aux détails de cette sociologie de l'économie de marché les mêmes critiques qu'au schéma général lui-même. Apparemment, la tentation de réifier les catégories purement analytiques est trop grande pour qu'on y résiste. Donc, les auteurs insistent sur le fait qu'il doit y avoir « *quelque* correspondance entre ces différenciations économiques et celles de la structure sociale [...] bien que les structures sociales concrètes varient d'une société à l'autre » (p. 52). Mais c'est là précisément la conclusion que l'on ne peut tirer de leur schéma. Ils disent par exemple que le « gouvernement » représente cette sphère où le pouvoir sert à réaliser les buts collectifs du système (p. 48). L'importance du « gouvernement » par rapport à l'« économie » vient de ce qu'il donne des facilités de crédit à des fins d'investissement du capital. En d'autres termes, la monnaie est un instrument « politique ». Formellement, ceci s'exprime en termes d'échange entre l'« économie » et le « pouvoir politique » à travers leurs frontières d'« adaptation », les « droits d'intervenir » étant échangés contre la « décision » du gouvernement d'accorder des facilités de crédit pour l'investissement du capital (Cf. ch. 3). Si l'on élude la difficulté qui consiste à distinguer entre les catégories analytiques et les structures concrètes, ce que l'on peut objecter en premier c'est l'identification de l'intérêt *général* du « pouvoir politique » dans le procès économique avec *un seul* des marchés du système global, à savoir le marché financier. A ce stade de l'analyse où l'on affirme que chacun « des quatre sous-systèmes sociaux a une frontière où s'opèrent essentiellement des échanges avec l'un des trois autres sous-systèmes analogues » (p. 297), le « tableau de Columbia » risque de devenir un lit de Procuste. Est-ce que le « pouvoir politique » par exemple ne possède pas *nécessairement* un « intérêt » identique à réglementer l'utilisation de la main-d'œuvre et de la terre dans le procès de production, c'est-à-dire dans la sphère de « poursuite des buts » de l'économie ?

L'aspect le plus important de ce nouvel énoncé de T. Parsons et de N. Smelser se situe peut-être dans l'accent qu'ils mettent sur la priorité d'un état d'équilibre pour la société conçue comme un tout, par rapport à un état d'équilibre de l'économie considérée isolément. C'est dans cette voie que le problème de la sociologie économique trouvera sa véritable définition. Néanmoins, nous nous rendrons compte que dans leur analyse du problème, ils ont conservé la « spécificité théorique » de la science économique au prix d'une confusion entre le processus d'économie des moyens et l'économie. Mais, qui plus est, leur interprétation du mode d'interrelation entre les aspects « économiques » et les aspects « non économiques » de la vie sociale, c'est-à-

dire la sociologie économique elle-même, est infléchie par un parti pris qui semble dérivé de la théorie économique formelle. Ils prétendent même, et c'est un point fondamental de leur analyse, que « la somme de contribution à l'exécution d'un acte est fonction de l'anticipation (et à longue échéance de la réception) de la sanction [...] Réciproquement, la somme de sanction ou de récompense est fonction de la somme de contribution à l'exécution d'un acte » (p. 10). Cependant, ils suggèrent alors que la « structure conceptuelle qui dans la science économique définit les éléments impliqués dans l'acte d'échange peut être généralisée à tous les cas d'équilibre entre exécution et sanction » (p. 13). C'est une prise de position théoriquement audacieuse que d'appliquer le concept de l'équilibre des *inputs* et des *outputs* à toute la société, mais quel que soit le verdict définitif de la science à propos de cette prise de position, il est certainement prématuré d'appliquer la terminologie du schéma offre-demande de la théorie économique à l'équilibre général des exécutions et des sanctions dans l'interaction sociale.

Le caractère « économistique » de la sociologie apparaît peut-être avec plus d'évidence dans le chapitre 3 où les auteurs tentent d'élaborer une sociologie des marchés. Ils montrent que l'économie traitant de la concurrence imparfaite est limitée par l'étroite gamme des imperfections prises en considération. Ils suggèrent que les degrés d'« imperfection » des marchés sont mieux compris si on analyse leurs différences qualitatives. Et ces différences ont un caractère sociologique. Les vendeurs du marché financier par exemple se situent à un autre point de l'espace sociologique que les vendeurs du marché du travail. Ces suggestions, si elles ne sont pas nouvelles, sont présentées avec une clarté qui fait naître le désir d'en savoir davantage. Mais dans l'analyse construite sur ces intuitions, un penchant pour les formalismes de la théorie économique nuit à tout l'ensemble du schéma. Les concepts de propriété, de contrat et de marché sont étendus de manière à inclure respectivement « les propriétés » ou « possessions » existant dans les sous-systèmes non économiques, les éléments « non contractuels » du contrat et les modifications non économiques du comportement marchand. Les imperfections qui persistent dans le marché « économique » sont alors expliquées par allusion à un marché hypothétique plus vaste qui doit toujours être en équilibre si le marché économique n'y est pas.

Voilà certainement un exposé ingénieux et il est impossible de lire l'ouvrage sans en dégager les aspects importants pour la sociologie d'une économie de marché. Mais qu'avons-nous appris sur les mécanismes réels de transformation des différents marchés par les situations sociales à l'intérieur desquelles ils fonctionnent ? Au lieu de maintenir la spécificité de la théorie économique, les auteurs l'ont appliquée à tant de sous-systèmes fantômes, sans forme ni consistance, que même l'économiste se doit de soulever des objections. Un marché n'est pas un système social autosuffisant, mais il nous offre au moins un mécanisme concret en mesure de valider les abstractions de la théorie économique. Il semblerait que Parsons et Smelser nous aient en effet un peu libérés du rationalisme étroit des théoriciens de l'économie, mais n'ont-ils pas fait surgir des catégories sociologiques vides pour remplacer d'autres catégories économiques non pertinentes ?

Les faiblesses que nous avons rencontrées dans *Economy and Society* nous conduisent à conclure que Parsons et Smelser n'ont pas résolu le prétendu problème du « dilemme institutionnaliste », mais qu'ils l'ont seulement porté à un autre niveau. Comme les théoriciens de l'économie les plus abscons, ces auteurs n'entreprennent pas de détailler le fonctionnement des systèmes éco-

nomiques concrets. A plusieurs reprises, ils prennent grand soin de signaler le manque de correspondance entre leurs catégories et les unités réelles et concrètes du système économique. Néanmoins, là encore, comme la plupart des théoriciens de l'économie, ils font preuve d'une tendance opiniâtre à supposer que cette correspondance doit exister. Une fois posée, cette hypothèse entraîne une confusion de l'analyse et empêche de comprendre comment se présente en fait l'interaction sociale dans l'économie.

Considérant à nouveau les deux traditions selon lesquelles les spécialistes occidentaux des sciences sociales ont tenté de situer l'économie dans la société, nous suggérons que le « dilemme » se réduit essentiellement à la question : que voulons-nous savoir ? S'il s'agit du problème qui préoccupait Weber et Pareto, à savoir le degré d'existence dans la société de la rationalité du processus d'économie des moyens rares, c'est un point. Si nous désirons généraliser notre compréhension de la manière dont les procès économiques substantifs sont institutionnalisés, c'en est un autre. Chacun d'eux exige une méthode appropriée. Les deux points de vue ont été très largement confondus en raison de leur convergence dans le cadre de l'économie marchande des XVIII^e et XIX^e siècles, jugée très rationnelle. Le système de marché dans sa forme idéale est l'incarnation même de cette rationalité dont le processus d'économie des moyens rares est l'essence. L'analyse économique, sous sa forme élaborée à la fin du XIX^e siècle constitue l'exposé théorique parfait d'une telle action rationnelle, *quelle que soit la place réelle de celle-ci dans la société*. Mais la convergence unique du procès économique substantif, de la rationalité qui économise les moyens et de la théorie économique est un événement historique insuffisant pour justifier qu'il en est ainsi en tout lieu et en toute circonstance. Et la tentative visant à situer la place des économies dans les sociétés, qui débute par le problème de la relation entre la théorie économique et la théorie des autres « aspects » de l'action sociale, est vouée à l'échec si l'on ne reconnaît pas clairement qu'il s'agit d'un cas particulier.

la rareté n'explique rien en elle-même
car les choix s'effectuent sur
des bases sociales

Harry W. Pearson

L'économie n'a pas de surplus : critique d'une théorie du développement

Dans les chapitres qui précèdent, on a montré que le concept de rareté appliqué à l'économie a pour origine le système de marché et la conception atomistique de la société au Siècle des Lumières. Il est vrai que les conditions institutionnelles et idéales sont en l'occurrence remplies pour que le postulat de rareté ait une signification opérationnelle. Mais l'hypothèse courante selon laquelle l'existence de moyens naturels rares déclenche, partout et toujours, une série d'actions visant à économiser les moyens, pêche par une omission capitale : elle laisse de côté la condition sociale de l'homme lorsqu'elle considère son action sur la nature pour se procurer des moyens d'existence. Le concept de rareté n'est fructueux que si la limitation naturelle des moyens entraîne une série de choix concernant l'utilisation de ces moyens, et cette situation n'est possible que s'il existe diverses alternatives pour utiliser les moyens et que s'il y a une gradation préférentielle des fins. Mais ces dernières conditions sont déterminées socialement ; elles ne dépendent en aucune façon des simples faits de la nature. Postuler la rareté comme une condition absolue d'où dérivent toutes les intuitions économiques, c'est donc opérer une abstraction qui ne sert qu'à obscurcir le problème concernant la manière dont l'activité économique est organisée.

Aucune théorie formelle du développement des institutions économiques n'a atteint un niveau de généralité comparable à celui de la théorie économique formelle. Néanmoins, il est un concept d'usage très courant en anthropologie, en préhistoire et en histoire économique, dont la relation avec l'analyse du développement économique est analogue à celle qui existe entre le postulat de rareté et l'analyse économique. C'est le concept de surplus selon lequel l'apparition d'un « surplus » par rapport aux besoins de simple subsistance constitue l'élément critique et déterminant dans l'évolution des institutions sociales et économiques du simple au complexe. Ainsi, une surabondance de moyens entraîne, dit-on, le développement d'institutions économiques tout comme l'insuffisance des moyens renforce, dit-on, la gestion utilitaire des ressources, c'est-à-dire l'économie au sens formel.

La thèse développée dans ce chapitre est la suivante : même lorsque le concept de surplus est utilisé de cette façon, il représente une abstraction inadmissible par rapport aux conditions sociales dans lesquelles se déroulent les tâches quotidiennes qui visent à assurer les moyens matériels permettant de satisfaire des besoins. Comme le concept de rareté, le théorème du surplus

n'est utile que là où les conditions d'un surplus spécifique sont institutionnellement définies. En outre, comme le postulat de rareté, le concept d'un surplus général naît de ce complexe idéal et institutionnel dans lequel l'homme est considéré comme un atome qui économise les moyens, qui a « tendance à troquer, à trafiquer et à échanger » (371) et qui organise ensuite à cette fin tout un système de marchés. On a dit que dans un système de marché, le procès économique est organisé à travers des situations de rareté. On pourrait ajouter que le comportement marchand est nécessairement orienté vers la création de surplus. Cependant, c'est une erreur de supposer que ces caractéristiques institutionnelles d'une économie de marché sont un trait naturel de la vie économique.

Revêtu de vraisemblance comme l'est toute proposition de bon sens, le théorème populaire du surplus a jusqu'à présent suscité peu de méfiance quant à son parti pris rationaliste. Examinons-en le contenu.

Lorsqu'il est utilisé comme clef d'explication du changement, le théorème du surplus se compose de deux parties essentielles. Il y a tout d'abord le concept lui-même de ce surplus, c'est-à-dire la représentation de cette quantité de ressources matérielles qui existe au-delà des exigences de subsistance de la société en question. Ces surplus sont supposés se produire à mesure que se développent la technologie et la productivité et ils servent à distinguer un niveau d'organisation sociale et économique d'un autre. Le théorème du surplus comporte un second aspect selon lequel ce surplus a pour effet de permettre des développements sociaux et économiques de première importance. Ainsi remarque-t-on, le commerce et les marchés, la monnaie, les villes, les différenciations de classes sociales et au fond la civilisation elle-même, suivent l'apparition d'un surplus (372).

« Le surplus » tel que le définit Melville Herskovits, par exemple, est « un excédent de biens par rapport aux exigences minimales du nécessaire » (373). Le même auteur, à l'instar de Thorstein Veblen (374), estime que l'idée de surplus ouvre d'importantes possibilités de compréhension du changement économique dans les sociétés primitives, bien que « le pourquoi exact de ce surplus demeure obscur » (375). Comparant les Boschimans d'Afrique du Sud et les Hottentots, Herskovits remarque que les Hottentots sont parvenus à plus de spécialisation dans les fonctions dirigeantes. Il estime que « la raison (de cette différence) est simple : les Boschimans ne produisent aucun surplus » (376).

Gordon Childe définit le « surplus social » comme « l'excédent de nourriture par rapport aux besoins domestiques » (377). Et pour lui, le développement

(371) Adam SMITH, *The Wealth of Nations*, 1776, (trad. franç. *la Richesse des Nations*), livre 1, ch. 2.

(372) Par exemple, Melville J. HERSKOVITS, *Economic Anthropology*, New York, 1952, notamment ch. 18 ; Gordon CHILDE, *What happened in History*, New York, 1946 ; *Social Evolution*, 1951 ; « The Birth of Civilization », *Past and Present*, II, novembre 1952 ; « Trade and Industry in Barbarian Europe till Roman times », *Cambridge Economic History of Europe*, II, Cambridge, 1952 ; Leslie WHITE, *The Science of Culture*, New York, 1949 ; Melville JACOBS et Bernhard J. STERN, *Outline of Anthropology*, New York, 1947, notamment ch. 6 ; R. H. HILTON, « The Transformation from Feudalism to Capitalism », *Science and Society*, automne 1953 ; Shephard B. CLOUGH, *The Rise and Fall of Civilization*, New York, 1951, p. 6-7 et suiv.

(373) HERSKOVITS, *op. cit.*, p. 395.

(374) *Ibid.*, p. 396-7. A propos de l'utilisation du concept de surplus par VEBLEN, voir *The Instinct of Workmanship and the State of the Industrial Arts*, New York, 1914, ch. 4.

(375) *Ibid.*, p. 413.

(376) *Ibid.*, p. 399.

(377) CHILDE, *Past and Present*, p. 3.

du commerce néolithique et l'émergence de la civilisation dépendent de l'apparition de ce surplus (378).

La signification du concept est assez claire. Il existe un niveau de subsistance qui, une fois atteint, sert de mesure ; par-dessus ce barrage, pour ainsi dire, s'écoule le surplus. Ce surplus qui dépasse les besoins, quelle que soit la manière dont ceux-ci sont définis, est en un certain sens disponible : il peut être commercialisé à l'étranger ou utilisé pour faire vivre les artisans, une classe oisive ou d'autres membres non productifs de la société. En d'autres termes, il devient la variable clef dans l'émergence d'institutions sociales et économiques plus complexes.

Dans le débat qui suit, nous discuterons les implications du concept de surplus lorsqu'il est introduit comme le facteur décisif dans le procès du changement social et économique ; les origines doctrinales et les développements du concept, afin d'éclairer sa charge de rationalisme ; et brièvement la manière dont un concept institutionnel, celui de surplus spécifiques (y compris la création et l'utilisation de ces surplus), peut être appliqué avec profit à l'analyse du développement économique.

16.1 Une construction rationaliste

Réexaminons tout d'abord la signification du terme même de « surplus ». Il s'applique à ce qui existe au-delà des besoins de subsistance. La première exigence pour qu'il puisse être utilisé en tant que concept est donc de définir les besoins liés à la subsistance.

Logiquement il n'y a que deux manières de définir ces besoins. Ou bien ils peuvent être déterminés par référence à une exigence biologique concernant la quantité de nourriture indispensable à la vie humaine. Ou bien ils peuvent être considérés comme d'origine sociale, auquel cas la nécessité biologique ne peut servir d'instrument de mesure.

Si les besoins de subsistance sont biologiquement déterminés, alors le surplus qui est dit exister après satisfaction de ces besoins sera un surplus absolu : c'est-à-dire que cette quantité en plus de ce qui est biologiquement nécessaire émergera sans but socialement défini ; elle sera ainsi disponible, et dans un sens formel, aura un effet causal propre. Suivant l'ordre naturel, on passe alors de la disponibilité d'une quantité de biens ou de services à la décision concernant leur emploi pour favoriser l'apparition de nouvelles institutions économiques ou sociales, telles que le commerce, les marchés ou une classe oisive. Le surplus est parfois considéré comme le facteur causal, mais le plus souvent il semble être regardé comme une cause nécessaire sinon suffisante de développement. A notre avis, on ne saurait admettre ces deux usages du concept.

Si l'on estime que les besoins de subsistance ne sont pas biologiquement mais socialement définis, il n'y a plus alors de place pour le concept de surplus absolu, car dans ce cas la répartition des ressources économiques entre la subsistance et les autres exigences est déterminée à l'intérieur du contexte *global* des besoins ainsi définis. Il n'est pas possible de dégager les besoins que crée la simple subsistance des exigences fonctionnelles globales que la société impose à son économie.

(378) *Ibid.*, p. 4 et *Cambridge Economic History of Europe*, II, 2 et suiv.

Si le concept de surplus doit jamais être utilisé ici, il faut qu'il le soit dans un sens relatif ou constructif. En bref, une quantité donnée de biens ou de services ne constituerait un surplus que si la société mettait, d'une certaine manière, ces quantités de côté et déclarait qu'elles peuvent être utilisées dans un but spécifique. Dans cette catégorie, pourraient alors se ranger des choses telles que les provisions pour cérémonies rituelles ou pour parer à une disette future, les réserves de guerre, les surplus budgétaires ou les biens d'épargne quelle qu'en soit la destination. Le point essentiel est que les surplus relatifs sont constitués sur l'initiative de la société en question. Il est vrai que ces surplus peuvent apparaître en correspondance avec un accroissement inespéré des moyens matériels ou avec une augmentation plus constante de la capacité de production ; mais ils peuvent être également créés sans qu'intervienne aucune modification de la quantité des moyens de subsistance, simplement par une nouvelle affectation dans l'usage des biens et des services. Dans la Bible, l'histoire des réserves de grain faites par Joseph en Egypte est une illustration de ce dernier cas. Donc, plus importants que les conditions naturelles liées à la création de surplus relatifs, sont l'attitude envers les ressources et les moyens institutionnels qui permettent de les inventorier, de les emmagasiner et de les remettre en circulation.

L'immense confusion qui entoure l'utilisation actuelle du concept de surplus en tant que clef d'explication du développement économique et social résulte de ce que l'on n'opère pas de distinction entre les deux significations possibles. La confusion se traduit par l'attribution aux surplus relatifs d'effets qui ne pourraient découler que du surplus absolu si son existence et sa pertinence pouvaient être établies. Puisque le surplus relatif est une simple construction, il doit être clair que seul le sens absolu du surplus peut être utilisé pour expliquer le changement économique et social. Ce sont donc les implications de ce sens que nous devons examiner plus en détail.

Si le niveau de subsistance constitue la mesure de ce qui est censé être le surplus, il doit être possible de déterminer, dans n'importe quel cas particulier, où se situe exactement ce niveau. Logiquement, tout se passe comme s'il devait y avoir une exigence minimale biologiquement déterminée en ce qui concerne la quantité de nourriture nécessaire à la vie d'un homme. Il est certain qu'un individu mourra à brève échéance s'il ne reçoit aucune nourriture. Mais combien de temps un homme peut-il vivre avec une alimentation déficiente ? Et s'il est difficile d'établir le minimum nécessaire à la subsistance d'un individu, il devient impossible de le déterminer pour une société. Il n'existe dans l'histoire aucun exemple montrant qu'une société tout entière ait vécu à ce niveau. En fait quel témoignage accepterions-nous ? Nous savons que dans chaque société une partie plus ou moins importante de la population vit à un niveau de subsistance que la science a établi comme étant insuffisant. En conséquence, la mortalité infantile est élevée, les espérances de vie faibles en raison des maladies, mais cela signifie-t-il que tous les membres de ces groupes soient de ce fait occupés à produire de la nourriture durant toutes leurs heures de veille ? Il n'existe aucune confirmation de cette hypothèse dans les sociétés primitives contemporaines, même chez les plus pauvres, car leurs membres dansent et chantent, font la guerre, employant ainsi leurs faibles ressources de manière non utilitaire. Le témoignage muet de l'archéologie ne nous aide pas davantage. Ce qui semble être un fait objectif de la nature perd sa consistance après un examen approfondi. Le fait est que « l'homme ne vit pas seulement de pain », quelle que soit la carence de celui-ci.

L'hypothèse selon laquelle il existe, pour une société, un niveau biologique

minimal de subsistance omet de prendre en considération l'élasticité d'un niveau de subsistance culturellement déterminé et donc le pouvoir qu'a une société d'employer ses ressources matérielles suivant des façons que l'on peut considérer comme éventuellement plus importantes que la satisfaction d'un niveau donné de subsistance. L'Inde moderne, par exemple,

« est l'un des pays où la population croît relativement rapidement, au moins depuis 1921. Malgré les carences alimentaires du peuple indien, et bien que son niveau de vie moyen soit extrêmement bas, le pays a nourri, tant bien que mal, une population qui est passée de 306 millions en 1921 à environ 438 millions en 1951 (Inde et Pakistan réunis) [...] Même les experts ne comprennent pas vraiment comment cela a été possible et les indices concernant l'amélioration ou la détérioration du niveau de vie des gens sont contradictoires. En d'autres termes, nul ne peut dire avec certitude combien de personnes supplémentaires l'Inde peut nourrir à un certain seuil alimentaire, ou dans quelle mesure l'alimentation actuelle peut se dégrader au-dessous des bas niveaux habituels sans provoquer un taux de mortalité qui équilibre celui de la natalité » (379).

On peut cependant arguer que l'idée d'un niveau de subsistance n'est après tout qu'un procédé heuristique. Qu'il puisse ou non être objectivement déterminé, il existe en principe, et il peut servir à établir l'apparition d'un surplus. En raison de l'impossibilité évidente de déterminer, pour une société tout entière, le minimum biologique nécessaire à la subsistance, c'est dans ce sens heuristique que le concept de surplus a été le plus souvent employé.

Mais cette utilisation heuristique soulève des difficultés encore plus sérieuses. Elle s'appuie sur l'hypothèse *a priori* que les surplus économiques absolus sont la force génératrice du changement social. On a recours au fait que la société particulière soumise à l'examen n'emploie ni tout son temps ni toutes ses ressources à assurer sa simple subsistance, pour prouver qu'il a dû y avoir production d'un surplus.

« Le fait même qu'il existe des moyens permettant la circulation des biens à l'intérieur des tribus et entre les tribus signifie qu'est disponible quelque chose de plus que ce qui est absolument nécessaire pour nourrir, habiller et abriter un peuple, tandis que des phénomènes tels que l'échange différé des biens sur une base rituelle, ou la prorogation du crédit accordé par un individu à un autre membre de sa tribu, prouvent que non seulement les groupes pris dans leur ensemble mais aussi les individus à l'intérieur de ces groupes possèdent un surplus par rapport au besoin immédiat » (380).

Le postulat heuristique prouve donc l'existence du surplus. Et il s'ensuit que plus la société est complexe, plus le surplus a dû être considérable. Evidemment, il est important d'effectuer des recherches pour légitimer ce postulat.

A la base du théorème du surplus ainsi employé se place l'hypothèse de la primauté temporelle et de l'urgence prioritaire de la nutrition par rapport à la pensée, à la socialisation, au gouvernement, à l'artisanat, au commerce et au jeu. Comme l'a noté Engels, elle exprime « le simple fait [...] que les êtres humains doivent en premier lieu pouvoir manger, boire, s'habiller et s'abriter, avant qu'ils ne soient capables de s'intéresser à la politique, à la science, à l'art, à la religion, etc. » (381). C'est là un déterminisme économique bien simpliste qui fonde le développement social et économique sur « la capacité res-

(379) Joseph S. DAVIS, « Adam Smith and the Human Stomach, » *Quarterly Journal of Economics*, vol. 68, n° 3, mai 1954, 283.

(380) HERSKOVITS, *op. cit.*, p. 395. Cf. G. CHILDE, *Cambridge Economic History of Europe*, II, 2.

(381) Oraison funèbre d'ENGELS sur la tombe de MARX, le 17 mars 1883 ; citée dans Otto RUHLE, *Karl Marx, his Life and Work*, trad. angl. 1929, p. 366.

l'homme qui vit en société ne produit pas de surplus à moins
qu'il le désigne de la sorte ; alors l'effet de ce surplus dépend de la
manière dont il est institutionnalis

treinte de l'estomac humain » (382). Dans la sphère des exigences vitales et sociales, ces dernières n'apparaissent qu'une fois les premières satisfaites. Il suffit sans doute de signaler que telle est la conception de la subsistance et de la société qui, au fond, sous-tend l'idée de surplus. En fait, très peu d'auteurs, même parmi ceux qui l'emploient, souscriraient à cette formulation (383). De toute façon, l'exemple moderne qui pèse de tout son poids sur la psychologie sociale et la sociologie de l'activité économique va à l'encontre de cette conception de l'économie et de la société. Il suffit de faire remarquer que l'économie à tous les niveaux de l'existence matérielle est un procès *social* d'interaction entre l'homme et son environnement au cours duquel biens et services se transforment, se déplacent et changent de mains. Ils sont produits et distribués. La configuration de ce procès, c'est-à-dire sa forme institutionnelle et les motifs qui le font se dérouler ne sont pas déterminés par un facteur unique ayant son origine dans la nature ou dans l'homme, mais résultent de plusieurs niveaux interdépendants de l'existence humaine : les niveaux écologique, technologique, social et culturel. Et les questions concernant la nature des objets produits par une société donnée, le montant et la responsabilité de cette production, la quantité consommée et la proportion absorbée par les divers groupes de la société, la quantité économisée ou détournée de la consommation immédiate, les buts de ce détournement, ne sont résolues que par l'interaction complexe de ces variables. L'homme qui vit en société ne produit pas de surplus à moins qu'il ne le désigne de la sorte ; alors, l'effet de ce surplus dépend de la manière dont il est institutionnalis.

Mettre en relief la complexité du nexus causal dans une situation donnée ne revient pas à nier que d'importantes conséquences sociales peuvent découler de l'accroissement des moyens de subsistance. Les changements technologiques et la productivité jouent leur rôle dans le cours du développement institutionnel. Nous voulons simplement dire qu'ils ne créent pas habituellement de surplus, car une telle création implique une séparation du développement technologique par rapport au complexe institutionnel dont il ne constitue qu'une partie. Appliquer le concept de surplus à des moyens économiques nouveaux qui résultent de l'amélioration de la productivité, c'est sous-entendre que ces moyens se situent à l'extérieur des forces sociales qui intègrent et contrôlent le procès économique. Ces moyens deviennent ainsi une sorte d'entité fonctionnant « en roue libre » à laquelle on peut faire appel pour expliquer n'importe quel développement allant du commerce au chamanisme (384), selon les préférences du chercheur.

C'est cette invitation à rationaliser les problèmes économiques complexes du développement et du changement qui constitue l'aspect le plus troublant de cette idée très largement répandue de l'action déterminante du surplus. Un inventaire des institutions économiques attribuées à l'apparition d'un surplus à des stades critiques du développement de la société humaine inclurait la propriété privée, le troc, le commerce, la division du travail, les marchés, la monnaie, les classes commerçantes et l'exploitation (385). Mais il n'existe pas

(382) Adam SMITH, *The Wealth of Nations*, livre 1, ch. 11, 2^e partie.

(383) Cf. G. CHILDE, Introduction à *What Happened in History*, et HERSKOVITS, *op. cit.*, ch. 22 et p. 294.

(384) Cf. Paul RADIN, *Primitive Religion*, New York, 1937, notamment p. 40-58, (trad. franç. *la Religion primitive*, GALLIMARD).

(385) F. ENGELS, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Paris, Editions Sociales, 1954, cité d'après l'édition américaine, New York, 1942, p. 6, 48, 146, 149, 160 ; Lewis H. MORGAN, *Ancient Society*, New York, 1877, 4^e partie, (trad. franç. *la Société archaïque*, Paris, Anthropos,

la moindre évidence pour appuyer ces constructions. La seule justification de ces assertions que l'on puisse concevoir est le postulat selon lequel le cours logique du développement économique, une fois qu'il y a suffisamment de moyens disponibles, est orienté vers le système de marché de l'Europe occidentale du XIX^e siècle. Cette séquence présumée d'événements se fonde sur une confusion grossière de l'économie et de l'état de la technologie. L'économie, répétons-le, est un procès social, ce qui signifie que la production, le mouvement et le transfert des biens économiques peuvent être organisés de diverses manières. C'est précisément la manière dont ces éléments des économies archaïques étaient organisés et intégrés qui constitue l'objet de la recherche. A moins que nous puissions prouver que l'homme possède « une tendance intrinsèque à troquer, à trafiquer et à échanger », il n'existe aucune justification de l'hypothèse selon laquelle son économie doit suivre le modèle de marché.

En fait, comme l'ont indiqué de nombreuses contributions à cet ouvrage, les témoignages que nous offrent les économies des sociétés primitives et archaïques prouvent exactement le contraire. Neale a montré par exemple que la distribution du tas de grain dans un village indien suit le modèle du partage mutuel qui est institutionnalis

16.2 Réification du concept de profit

Au cours du débat qui précède, nous avons tenté d'indiquer les faiblesses fondamentales du concept de surplus et de signaler quelques-unes des rationalisations du développement institutionnel qui découlent de son emploi. Nous nous attacherons maintenant aux origines doctrinales et à la construction de l'idée de surplus, car c'est de cette manière seulement que nous pouvons connaître la source de cette invention d'un surplus absolu.

Il fait peu de doute que le théorème du surplus couramment utilisé résulte de la convergence de deux lignes distinctes de recherche. L'une est la théorie générale de l'évolution sociale et économique de Lewis H. Morgan (386). L'autre est l'investigation du capitalisme par Karl Marx dont le centre de l'analyse était une théorie de la « plus-value ». Mais la théorie de Marx découlait des théories économiques antérieures de l'école des physiocrates et de l'école classique, et c'est donc dans la théorie de la valeur substantive de ces économistes plus anciens qu'il nous faut chercher les origines du concept de plus-value. Le point de convergence fut l'adaptation de l'œuvre de Morgan par Friedrich Engels dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, publiée pour la première fois en 1884. Les théories de la famille et du développement de l'Etat élaborées initialement par Morgan, et reprises dans l'interprétation de Morgan par Engels, ont fait l'objet de vastes critiques, et le schéma relativement simple et dogmatique de l'évolution linéaire de ces institutions que l'on y présente n'est désormais retenu par personne ou presque. Cependant, la théorie de Morgan et d'Engels comporte un schéma d'évolution économique,

1971) ; Thorstein VEBLEN, *op. cit.*, p. 150-1 ; CHILDE, *Cambridge Economic History of Europe*, II, 4-5 ; HERSKOVITS, *op. cit.*, p. 395 ; JACOBS et STERN, *op. cit.*, p. 141 ; HILTON, *op. cit.*, p. 347.

(386) *Ancient Society*.

notamment des institutions d'échange, qui n'a pas reçu la même attention critique que les théories plus explicites concernant la famille, l'État et la propriété privée.

Morgan a fait de « l'extension des sources de subsistance » la variable indépendante d'une séquence évolutive (387). Ainsi, d'après lui, la famille monogame, la propriété privée et le gouvernement territorial émanèrent de la *gens* aborigène et de la propriété tribale. Comme la richesse réelle augmenta avec l'apparition du pastoralisme, « le désir ardent de posséder » crût également, et la propriété privée devint une réalité significative (388). Cette apparition de la propriété privée au stade du « barbarisme » encouragea les motivations individuelles à l'accumulation et au gain, l'inégalité économique et en général les « principes qui gouvernent la société maintenant » (389). Ainsi, bien que Morgan fût plus préoccupé de l'émergence de la propriété privée que de la gamme complète des institutions économiques, il n'en est pas moins clair que l'accroissement des moyens de subsistance conduisit à l'accumulation de richesses « échangeables » et qu'une fois ce pas franchi les institutions d'échange de toute société civilisée furent supposées n'être pas qualitativement différentes de celles de la société occidentale moderne.

A la théorie de Morgan, Engels ajouta le concept de surplus qui découla évidemment de la plus-value de Marx. Engels disait qu'en même temps que : « se développe de plus en plus la productivité du travail » dans la société « sauvage » organisée selon un système de parenté, il vient un moment où « la force du travail humain » est capable de produire « un surplus au-delà des coûts de subsistance » (390). Engels explique le rôle crucial de ce surplus de la manière suivante :

« Au stade moyen de la barbarie, nous constatons que, chez les peuples pasteurs, le bétail est déjà une propriété qui, si le troupeau prend une certaine importance, fournit régulièrement un surplus par rapport aux besoins de la tribu, lequel entraîne une division du travail entre les peuples pasteurs et les tribus retardataires ne possédant pas de troupeaux ; d'où deux stades de production différents, existant l'un à côté de l'autre ; d'où encore les conditions d'un échange régulier. Le stade supérieur de la barbarie nous apporte une nouvelle division du travail entre l'agriculture et l'artisanat, et par suite la production directe pour l'échange d'une portion toujours croissante des produits du travail, de sorte que l'échange entre producteurs individuels accède au rang de nécessité vitale pour la société » (391).

Au fur et à mesure qu'augmente l'importance du surplus, une autre division du travail intervient, les villes se développent et c'est alors qu'apparaît, avec la monnaie, une classe de marchands. La terre elle-même devient un bien (392). Et comme le surplus « échappe au contrôle des producteurs [...] (il fait) surgir devant eux le spectre de forces étrangères comme c'est régulièrement et inéluctablement le cas dans l'ère de la civilisation » (393). Ainsi le surplus sert également de base à la division en classes et à l'exploitation.

Cette application du théorème du surplus à l'évolution des institutions économiques cèle une confusion entre deux concepts totalement différents du surplus : un surplus absolu qui dérive de la nature et n'est qu'une illusion et un surplus relatif dont l'origine est sociale. Cette même confusion était au centre

de la théorie de la valeur de l'école classique anglaise et de ses précurseurs immédiats, les physiocrates français. C'est donc vers l'œuvre de ces premiers économistes qu'il nous faut nous tourner pour trouver l'origine de l'idée selon laquelle l'activité économique, non seulement procure l'utile, mais également produit en quelque sorte un surplus.

Un des présupposés du surplus absolu, comme nous l'avons signalé dans la première partie, est l'existence d'un niveau objectivement vérifiable des besoins de subsistance au-delà duquel apparaît le surplus. Nous avons suggéré que si logiquement un niveau minimum de besoin biologique pouvait sembler satisfaire cette exigence, il ne pouvait être posé qu'à des fins heuristiques. Toutefois, dans la définition du surplus d'Engels, le niveau objectif est donné par l'expression clef de « coûts de subsistance ». Lorsqu'il est possible de mesurer les « coûts » de production, on peut en effet considérer que ce qui est produit au-delà de ces coûts constitue un surplus général. Mais il existe un autre présupposé. Il ne peut y avoir de droit socialement sanctionné concernant un produit, au-delà des coûts de subsistance. A ce propos aussi, nous avons affirmé dans la première partie qu'une telle hypothèse est contraire au fait, car le procès économique fournit les moyens matériels nécessaires à l'accomplissement de tous les rôles sociaux, que ce soit celui de consommateur ou celui de destructeur de biens matériels dans le cadre du potlatch totémique. Le théorème du surplus a été accrédité, parce que ces deux présupposés étaient satisfaits par le cadre institutionnel et philosophique de la science économique de naguère. Les coûts de production mesurables ont fait leur apparition avec l'avènement du système de marché qui a fixé en équivalents monétaires les prix de la terre et du travail. Il s'agit là des « coûts ». Et puisque la première règle du jeu du marché est le maintien d'une différence entre ces coûts et le prix de vente, le système de marché peut sembler créer automatiquement un surplus. De toute manière, il en était ainsi vu la position philosophique qui ne reconnaissait aucun droit légitime sur le produit au-delà de ses coûts de production.

L'importance croissante, au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, du marché en tant qu'arbitre relativement indépendant de la production et de la distribution donna naissance à la nouvelle discipline qu'est la science économique. Car la présence du marché entraînait de nouveaux mystères qu'il fallait expliquer. Les ressources entraient maintenant dans le procès de production et les biens finis passaient du producteur au consommateur sous le couvert du prix. Le mystère se situait au niveau de ce qui déterminait en définitive le prix, ou la valeur, d'une journée de travail, d'un tonneau de vin, d'un manteau de laine. Tel fut le problème qui préoccupa les premiers économistes, et puisqu'ils croyaient que la valeur doit avoir une origine naturelle, liée soit à la terre, soit au travail, ils étaient convaincus que tout produit qui apparaissait au-delà de ces coûts de production devait être un surplus.

Ce fut dans les travaux des physiocrates français du XVIII^e siècle, appelés *économistes* (394), que la production a été conçue pour la première fois comme

(387) *Ibid.*, p. 19.

(388) *Ibid.*, p. 547.

(389) *Ibid.*, p. 550.

(390) *Op. cit.*, préface de la première édition, texte américain, New York, 1942, p. 6.

(391) *Ibid.*, p. 150-1.

(392) *Ibid.*, p. 152.

(393) *Ibid.*, p. 159.

(394) A dire vrai, l'idée n'a pas fait son apparition pour la première fois avec les physiocrates. Elle était pour ainsi dire dans l'air ; tous ceux qui cherchaient à résoudre le problème de la valeur d'échange concluaient à l'existence d'un surplus. On rencontre l'idée sous une forme embryonnaire dans l'œuvre de Sir William Petty (1623-1687) et sous une forme plus élaborée dans Richard CANTILLON (1680-1734), *Essai sur la nature du commerce en général*. Cf. Joseph SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, New York, 1954, p. 209-23 ; et J. J. SPENGLER, Richard CANTILLON : First of the Moderns, » *Journal of Political Economics*, vol. 62, n° 4 et 5, août, octobre 1954. En ce qui concerne les physiocrates, voir SCHUMPETER, *op. cit.*, p. 223-49 ; Norman J. WARE, « The Physiocrats », *American Economic Review*, XXI, n° 4, décembre 1931 ; et la discussion de MARX dans *Théories de la plus-value*.

une activité créatrice de surplus. Leur orientation était loin d'être purement académique. L'école des physiocrates représentait les aspirations de la classe des propriétaires fonciers français qui commençaient à se préoccuper du marché. Le premier présupposé du concept de surplus était satisfait par la commercialisation croissante affectant l'agriculture française et par l'intérêt qui en découlait pour les coûts de production. La prospérité de l'agriculture commerciale reposait à la fois sur le *bon prix* du grain et sur le *bas prix* des articles manufacturés. Les physiocrates étaient donc opposés au système mercantile de Colbert qui favorisait au contraire le bas prix du grain afin de maintenir de bas salaires et d'exiger, à l'exportation, un prix élevé pour les produits sortis des manufactures bénéficiant de protections. En accord avec la croyance du Siècle des Lumières en l'ordre naturel des choses, ils concluaient que la source de toute valeur économique était la Nature et que la division du travail entre l'agriculture et la manufacture, ainsi que la circulation des biens par le truchement de l'économie qui faisait vivre les classes non productives ou « stériles », n'étaient possibles que grâce à la capacité unique de la terre de produire un surplus par rapport aux coûts de la production agricole. Ils appelaient ce don de la nature le *produit net*. Turgot, le membre le plus influent peut-être de l'école, expliquait très clairement ce qu'est le *produit net*.

« Le produit de la terre se divise en deux parts : l'une comprend la subsistance et les profits du laboureur, qui sont la récompense de son travail et la condition sous laquelle il se charge de cultiver le champ du propriétaire ; ce qui reste est cette partie indépendante et disponible que la terre donne en pur don à celui qui la cultive au-delà de ses avances et du salaire de ses peines, et c'est la part du propriétaire ou le revenu avec lequel celui-ci peut vivre sans travail et qu'il porte où il veut » (395).

À partir de leur analyse du surplus en circulation, les physiocrates émettaient des suggestions précises sur la politique à suivre : ils préconisaient le *laisser-faire*, le *laisser-aller* qui permettrait d'exporter librement le grain et d'atteindre par le fait même le *bon prix*, ainsi que l'impôt unique prélevable sur le *produit net*. Ce qui nous intéresse ici, c'est que le *produit net* était une illusion. Le pouvoir mystérieux, que les physiocrates attribuaient à la Nature, de produire un surplus n'était rien d'autre que la mesure sur le marché de la différence entre le coût de production et le prix de vente. Si par le fonctionnement normal des forces du marché, le *prix du grain* tombait au niveau du coût de la main-d'œuvre de production, le *produit net* disparaissait. En raison de leur préoccupation à trouver la loi naturelle de la circulation des biens, ils ne voyaient pas que la production de la valeur économique était un phénomène social et que dans ce cas le surplus provenait des caractéristiques institutionnelles du marché (396).

Traversant la Manche, le concept de surplus occupa une place importante dans l'œuvre d'Adam Smith, le premier des économistes classiques. Smith refusa la thèse des physiocrates selon laquelle la terre était la procréatrice du surplus, et il lui substitua le travail en tant que source de la valeur économique.

L'enchaînement du raisonnement est presque trop familier pour qu'on le reprenne. On en trouve l'essentiel dans la dissertation de Locke sur la pro-

priété dans le *Second traité du gouvernement civil*, de même que dans les deux premiers livres de la *richesse des nations* d'Adam Smith. La terre est donnée en commun à toute l'humanité, mais l'homme est un individu. Il doit, entre autres, se nourrir ; il lui faut donc travailler. La combinaison de l'énergie de l'individu et du don commun de la nature, permet d'extraire une part du fonds commun et donne à la partie ainsi soustraite le caractère de propriété privée. D'où le droit naturel à la propriété privée. Mais l'individu s'aperçoit bientôt qu'il peut cueillir plus de glands et tuer plus de cerfs que n'en requiert sa propre subsistance. Comme il est inspiré par un utilitarisme rationnel, il échange son surplus avec celui d'un autre individu pour leur avantage mutuel. Tel est le surplus naturaliste ou encore le surplus que nous avons appelé absolu, construction qui était ici inévitable étant donné le point de départ : l'homme conçu comme atome utilitaire. Si l'homme est considéré comme un atome, alors, une fois ses besoins biologiques satisfaits, tous les biens matériels qui restent doivent être rangés parmi les surplus. La conception atomistique n'admet pas l'existence de droits d'origine sociale sur le produit. Et l'hypothèse utilitaire affecte le surplus à des fins d'échange.

Mais ce n'est pas là la fin de l'histoire du surplus, car les économistes classiques ont continué à confondre cette notion erronée d'un surplus absolu avec la différence entre coûts et prix du marché. Le problème économique était de déterminer les termes de l'échange entre les individus qui échangeaient leur surplus. La réponse évidente, puisqu'ils étaient considérés comme des individus libres et égaux, détachés du réseau de valeurs que tisse la société, était de calculer les surplus en fonction de la quantité de travail qui entrait dans la production des biens échangés. Mais tandis que la théorie de la valeur-travail était peut-être une construction évidente pour les sauvages individualistes de Locke, elle créa des problèmes logiques aussi bien que moraux pour les économistes classiques lors de son application à l'économie complexe des XVIII^e et XIX^e siècles (397).

Smith arguait que, logiquement, une fois le procès en cours, l'échange du surplus conduit à la spécialisation et donc à des relations d'échange plus larges qui finalement exigent l'utilisation de la monnaie pour faciliter à la fois la division complexe du travail et l'échange en progression constante. Au fur et à mesure que la société avance « au-delà de ce stade primitif et fruste qui précède à la fois l'accumulation du capital et l'appropriation de la terre », certains individus utilisent « naturellement » le surplus qu'ils ont accumulé

« pour faire travailler des gens industriels à qui ils fournissent les biens matériels et les moyens de subsistance, afin de tirer profit de la vente de ce que ces gens produisent, ou de ce que leur travail ajoute à la valeur des biens matériels » (398).

Le dilemme logique était d'expliquer le prix du marché tout en conservant la théorie substantive de la valeur, car il était clair que le prix se composait maintenant de plus d'un facteur de production et qu'il ne reflétait donc pas uniquement la quantité de travail. Le problème moral était de faire accorder le fait d'un véritable revenu de la terre (rente) et du capital (intérêt ou « profit ») avec la conviction selon laquelle le capitalisme représentait le système naturellement juste où chaque individu était libre de recevoir les seules grati-

(395) TURGOT, *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, in *Œuvres de Turgot*, t. 1, Paris, Guillaumin, 1844, p. 14.

(396) Cf. KARL MARX, *Théories de la plus-value*, op. cit., p. 56 : « Leur erreur provient de ce qu'ils confondent l'accroissement des biens matériels [...] avec l'accroissement de la valeur d'échange. »

(397) On trouvera une discussion sur ces problèmes dans TALCOTT PARSONS, *The Structure of Social Action*, Glencoe, 1947, ch. 3 ; ELIE HALEVY, *la Formation du radicalisme philosophique*, Paris, 3 vol., 1901-1904 ; A. D. LINDSAY, *Karl Marx's Capital*, Londres, 1925, notamment ch. 3.

(398) *The Wealth of Nations*, 1776, livre 1, 4^e partie.

Pour critiquer, voir propos de Goldstein

fictions auxquelles son travail lui donnait droit. Malgré son brio, David Ricardo ne réussit pas à résoudre ces contradictions.

L'essentiel de la difficulté provenait d'une lourde confusion, celle d'une conception naturaliste du surplus et d'une différence socialement déterminée entre le coût du travail et le prix dicté par les exigences du marché. La « subsistance » que le capitaliste paie au travailleur constitue le salaire, mais le taux des salaires est fixé par les forces de l'offre et de la demande qui opèrent sur le marché. Il n'existe aucune mesure objective de la subsistance qui détermine le salaire ni aucun surplus absolu. Les autres facteurs de production reçoivent également en raison de leurs rôles respectifs (que l'on peut moralement approuver ou désapprouver) des rémunérations que fixe le marché. Pour le fonctionnement du marché ces divers éléments revêtent une égale importance. L'idée selon laquelle l'économie produit automatiquement un surplus absolu découlait de l'application d'une position philosophique atomistique aux problèmes fonctionnels du système de marché. Aussitôt que la théorie économique reconnut, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, qu'une marchandise vaut le prix qu'elle atteint sur le marché, elle cessa de se tourmenter du problème logique, sinon du problème moral, du surplus (399).

Cependant, pour ceux qui moralement étaient opposés à la distribution de la richesse dans un système capitaliste, le dilemme classique du surplus était un outil trop commode pour le négliger. Ce fut à Karl Marx qu'échut le rôle de transformer les contradictions de « ce véritable Éden des droits de l'homme » (400) en une théorie de l'exploitation. Mais Marx dégagait la théorie classique de la valeur-travail de son contexte naturaliste originel et la plaça dans un cadre social précis : celui de la production capitaliste. Marx pas plus que Ricardo ne put résoudre avec succès les contradictions logiques contenues dans la théorie de la valeur-travail. Mais le point important qu'il faut souligner ici est que Marx indiqua de façon parfaitement claire que le surplus n'est pas quelque chose qui résulte comme une conséquence naturelle du procès de travail lui-même.

« La faveur des circonstances naturelles fournit, si l'on veut, la possibilité, mais jamais la réalité du surtravail, ni, conséquemment, du produit net ou de la plus-value [...] Au milieu de notre société européenne, où le travailleur n'achète la permission de travailler pour sa propre existence que moyennant surtravail, on se figure facilement que c'est une qualité innée du travail humain de fournir un produit net [...] La productivité du travail, qui lui sert de point de départ, est l'œuvre, non de la nature, mais d'un développement historique dont les périodes se comptent en milliers de siècles » (401).

La prétendue « accumulation primitive » de capital, qui fournit le point de départ du capitalisme et de la plus-value, n'est pas l'apparition progressive de surplus nés du progrès technique ; ce « n'est que le procès historique de séparation du producteur et des moyens de production » (402). Marx railla l'idée d'un

(399) Ceci est exact en ce qui concerne le surplus objectif des économistes classiques, mais des économistes inventèrent « l'utilité marginale » ou surplus subjectif pour le remplacer. Cf. par exemple A. MARSHALL, *Principles of Economics*, 8^e édition, New York, 1920, p. 124-33 et appendice K. Pour la critique voir F. H. KNIGHT, *Risk, Uncertainty and Profit*, New York, 1921, p. 69-73.

(400) Karl MARX, *Le Capital*, I (1867), cité d'après l'édition anglaise Modern Library Edition, p. 195.

(401) *Ibid.*

(402) *Ibid.* MARX fut peut-être le premier à souligner l'origine institutionnelle des surplus relatifs dans une économie de marché en attirant l'attention sur la relation contractuelle entre travailleur et capitaliste. Les économistes marginalistes de l'utilité modifièrent l'idée en faisant ressortir la signification fonctionnelle de tous ceux qui apportaient au procès de production leur contribution en moyens « rares ». J. SCHUMPETER, *The Theory of Economic Development*, Cam-

Il ne faut pas perdre de vue que le surplus n'est pas une valeur, mais une relation sociale entre le travailleur et le capitaliste.

surplus naturel et ne parla que de la « plus-value » qu'il attribua aux caractéristiques institutionnelles du seul capitalisme. Il est donc assez curieux (et finalement contradictoire) que l'on ait pu tirer de la plus-value de Marx l'idée simpliste selon laquelle le développement des institutions économiques a été déclenché par l'apparition de surplus.

16.3 Le surplus, aspect économique du changement institutionnel

Jusqu'ici la discussion a nécessairement pris un tour négatif. Nous avons entrepris d'évaluer de façon critique le concept de surplus afin de dissiper la vieille confusion entre le surplus absolu et le surplus relatif. Pratiquement, personne n'accepte plus désormais l'ensemble de la position philosophique atomistique sur laquelle reposait le théorème du surplus. Mais cette position, renforcée par une mauvaise compréhension du système de marché avec ses nombreux surplus relatifs et par une interprétation erronée du théorème de la plus-value de Marx, a entraîné une confusion des deux sens de « surplus » et il en est résulté que des problèmes importants concernant le changement institutionnel ont fait l'objet d'inquiétantes rationalisations.

Nous nous sommes élevés contre l'idée d'une norme absolue qui détermine automatiquement la disponibilité des ressources matérielles pour le développement institutionnel. La question qui se pose se rapporte plutôt aux usages relatifs des ressources dans des agencements sociaux précis et à l'utilité d'employer le terme « surplus » pour distinguer un usage d'un autre. Nous pensons que cette distinction est judicieuse, car bien qu'elle puisse être entièrement arbitraire de la part du chercheur, elle attire l'attention sur un phénomène d'importance fondamentale que l'on pourrait appeler l'aspect économique de la croissance institutionnelle. Considérés en ces termes, les surplus relatifs ne sont que des moyens matériels et des services humains qui, dans un certain sens, sont mis de côté ou mobilisés indépendamment des exigences fonctionnelles existantes qu'une unité sociale donnée — une famille, une entreprise, une société — impose à son économie. Puisque nous ne tentons pas de découvrir des niveaux absolus de consommation au-delà desquels apparaissent automatiquement les surplus, notre intérêt s'oriente vers la recherche du facteur positif qui, dans les moyens institutionnels, modifie le cours du procès économique pour soutenir les exigences matérielles des rôles sociaux nouveaux ou élargis, que ce soit celui de consommateur, de producteur, de général ou de prêteur.

Si l'on considère le problème de ce point de vue, il devient clair qu'il existe des exigences institutionnelles précises pour la création de surplus relatifs. En bref, les facilités opérationnelles, aussi bien que la motivation pour séparer, inventorier, emmagasiner et mobiliser les moyens matériels et les

bridge, 1934, en franç. *la Théorie du développement économique*, Dalloz, 1935 et F. H. KNIGHT (*Risk, Uncertainty and Profit*) montrèrent qu'une fois attribuées des valeurs aux divers facteurs fonctionnels du « coût », il restait encore un « profit », et ils expliquaient ce « surplus » en fonction des caractéristiques institutionnelles du système de marché. Pour un approfondissement de ces conceptions, voir Jean MARCHAL, « The Construction of a new Theory of Profit », *American Economic Review*, vol. 61, n° 4, septembre 1951 ; également Peter DRUCKER, *The New Society*, New York, 1950, ch. 4.

les surplus relatifs sont le résultat des exigences institutionnelles

services humains, doivent provenir du cadre institutionnel de l'économie, si l'on veut que les surplus soient disponibles pour des fins spécifiques.

Le contexte institutionnel de la monnaie et du marché offre évidemment un ensemble de conditions très favorables à la formation de surplus. Là où la monnaie est utilisée comme un moyen généralisé d'échange, les qualités substantives nombreuses et variées de l'économie sont quantitativement évaluées par rapport à une mesure unique ; elles sont donc substituables et librement interchangeables. On a toute facilité pour séparer, inventorier, calculer. En outre, la séparation institutionnelle de l'économie et des autres aspects de l'existence sociale dans un système de marché rend pour ainsi dire « conscient » le procès économique, lequel dirige l'attention de tous les participants vers la signification économique de toutes les décisions. Les outputs sont calculés en fonction des inputs. Et la caractéristique individualiste et contractuelle d'une économie organisée en fonction du marché comporte des incertitudes inévitables pour les rôles de producteur et de consommateur, incertitudes qu'on ne peut pallier que par la création de surplus (403). Les familles tout comme les sociétés commerciales économisent, les entrepreneurs cherchent le profit. Telles sont les caractéristiques du système qui orientent nécessairement le comportement marchand vers la création de surplus.

Les contextes du marché et de la monnaie apparemment favorables à la création de surplus spécifiques ne devraient pourtant pas nous conduire à conclure à l'absence de moyens institutionnels visant à la formation de surplus dans les économies non marchandes. Et d'ailleurs le marché ne devrait pas non plus être considéré comme le paradigme de la production de surplus. Raymond Firth a souligné que l'homme primitif ne vit pas simplement « de la satisfaction au jour le jour de ses besoins, mais qu'il fait preuve de prévoyance et qu'il pratique des formes d'abstinence » (404). La difficulté, continue-t-il, est de découvrir comment sont en fait exécutées ces décisions concernant l'utilisation des moyens économiques. Puisque dans la plupart des économies non marchandes, on rencontre le procès économique inséré dans des institutions essentiellement non économiques, il semblerait évident de suggérer que les motivations et les moyens institutionnels d'accumulation des surplus doivent également avoir un caractère non économique. La question qui se pose alors est de savoir quelles dispositions institutionnelles pour l'utilisation exceptionnelle des moyens matériels nous trouvons dans les économies où la continuité fondamentale du procès est assurée par des modèles de réciprocité et de redistribution.

Dans le cas où la circulation des personnes et des biens dans le procès économique s'effectue par le canal d'institutions de redistribution, les moyens de créer des surplus semblent être directs et évidents. Puisque dans cette forme d'intégration, les changements de lieu et les mouvements d'appropriation sont sanctionnés par un pouvoir localisé dans une institution centrale, ce même pouvoir peut exiger un tribut, prélever des impôts, mobiliser une main-d'œuvre, décréter des normes de consommation, etc. Et dans une direction analogue, un des moyens les plus communs d'accumuler des surplus a été la puissance militaire qui permettait de piller et de s'assurer un butin. La corvée, les journées de travail gratuit, la dîme, le cens, l'affermage des impôts, les ventes aux

enchères, les marchés fixés par décret, tels sont quelques-uns des éléments de l'appareil de mobilisation des surplus dans les économies de redistribution. L'intérêt se porte également ici sur ces procédés opératoires qui rendent plus aisées la totalisation, la comparaison et la balance des comptes en l'absence d'un moyen général d'échange. Un exemple en est l'usage de la « monnaie » comme étalon qui facilitait beaucoup les opérations de planification et d'équilibre du budget dans les économies de redistribution du Proche-Orient antique où le système financier référait à des denrées de base (405).

Mais si les moyens de créer des surplus dans les formes d'organisation fondées sur la redistribution sont directs, qu'en est-il de ceux qui existent dans les économies ou dans les opérations économiques inscrites dans les réciprocitys de la parenté, du voisinage ou de la communauté ? La pratique du partage mutuel obligatoire qui caractérise la réciprocité n'est certainement pas favorable à la formation de surplus par l'individu, puisqu'elle garantit contre les incertitudes personnelles elles-mêmes qui poussent à épargner. Chez les Bantous Bembas d'Afrique, par exemple, on ne rencontre que peu de tentatives pour remédier à la disette périodique par l'épargne et l'échange marchand des surplus. Le procès économique opère dans ce cas à l'intérieur des unités de parenté : « Ils n'ont pas l'habitude de ce genre de commerce » (406). Cette absence d'épargne et de prévoyance individuelle ne s'avère désastreuse qu'au voisinage des villes de Blancs, là où l'unité de parenté a été détruite. La même tribu de Bantous Bembas élève cependant des poulets, mais « ils ne s'en nourrissent pas, excepté lors des cérémonies rituelles ; les poulets servent aussi de cadeaux en témoignage de respect. Ils ne consomment jamais d'œufs. Ils élèvent des pigeons mais en mangent rarement, même en temps de famine. « Nous aimons les voir voler dans le village » disent les indigènes, « ils indiquent la présence d'un homme de haut rang » » (407). Nous avons peut-être ici l'explication d'un des moyens les plus importants pour la formation des surplus en l'absence de méthodes de marché ou de centres de pouvoir capables d'assurer la production de surplus. Nous faisons allusion à ce catalyseur, partout présent dans la société humaine, que l'on appelle habituellement le facteur prestige.

La persistance et la puissance du facteur prestige dans les sociétés primitives et archaïques sont universellement attestées, mais la complexité de sa fonction et notamment sa signification économique demeurent encore, pour le moins, une énigme. Considérant ce phénomène dans l'optique privilégiée que nous offre un univers axé sur le marché, il se peut que nous éprouvions des difficultés à comprendre la pertinence économique des institutions de prestige dans les sociétés archaïques. Dans un système de marché le prestige découle en grande partie d'une activité marchande prospère. La richesse est le symbole exclusif du prestige, et la richesse résulte de ventes bien réussies. Que cet état de chose conduit à une « consommation ostentatoire » et même déforme l'économie substantive dans le sens d'un « gaspillage manifeste », nous le savons maintenant grâce à la critique mordante de Veblen. Néanmoins, le prestige n'est rien d'autre qu'un épiphénomène du fonctionnement de l'économie marchande idéale.

(405) Le bétail était utilisé comme « monnaie » dans la Grèce d'Homère. Cf. M. I. FINLEY, *The Word of Odysseus*, New York, 1954, p. 65 (trad. fr. *le Monde d'Ulysse*, Maspéro, 1969).

(406) A. I. RICHARDS et E. M. WIDDOWSON, « A dietary Study in Northeastern Rhodesia », *Africa*, n° 9, 1936, p. 196.

(407) *Ibid.*, p. 174.

(403) Cf. Jean ROBINSON, « Mr. Wiles' Rationality : a Comment », *Soviet Studies*, VII, janvier 1956, 269 : « La fonction première du prix dans les deux sortes d'économie (capitaliste et socialiste) est de rendre possible l'accumulation. »

(404) *Primitive Polynesian Economy*, Londres, 1939, p. 9.

Il semble que dans les sociétés primitives et archaïques, la fonction du prestige soit plutôt l'inverse de ce qu'elle est dans notre économie. Car elle y apparaît comme un modèle culturel *sui generis* avec sa raison d'être et ses agencements institutionnels propres, capable de stimuler du point de vue de l'économie des mouvements fébriles de biens et de personnes dont le but peut être soit la destruction brutale de richesses au cours des cérémonies du potlatch chez les Kwakiutls, soit les paisibles échanges réciproques du « jeu du commerce » chez les Trobriandais (408). Les biens de prestige, qu'il s'agisse des colliers rouges (*sulawas*) ou des brassards blancs (*umwalas*) chez les Trobriandais, des plaques de cuivre chez les Kwakiutls, des coupes de fer, de bronze ou d'or, des trépieds et des chaudrons dans la Grèce d'Homère, ne circulent que parmi les dieux, les rois et les chefs (409). Ils peuvent faire l'objet de transfert en échange d'autres objets de prestige ou d'autres articles symboles de l'honneur, du pouvoir ou de la sécurité, mais ce transfert équivaut à une circulation de biens de prestige entre membres de l'élite. Soulignant la fréquence des paiements, l'importance du calcul, de l'intérêt, du profit, de l'association dans les affaires, de la comptabilité et du marchandage avisé dans cette sphère d'activité, Cora Du Bois a utilisé l'expression judicieuse d'« économie de prestige » pour désigner cette circulation des biens de prestige entre membres de l'élite (410). Mais tandis que cette circulation met en jeu une certaine quantité de moyens matériels et nécessite parfois une somme de temps et de ressources exorbitante, elle n'est pas la caractéristique qui revêt un intérêt primordial dans la mobilisation des surplus. Aussi étrange que cela puisse paraître à l'esprit moderne, les biens de prestige représentent un titre régulier à l'obtention de services et de ressources matérielles dans des communautés au niveau de subsistance même très bas.

Le prestige est le prix de toute cette activité qui peut elle-même comporter l'accumulation de richesses symboliques, mais indirectement il agit également comme facteur mobilisateur de quantités relativement importantes de moyens matériels ainsi que de services humains qui seront utilisés de manières variées utilitaires ou non, mais qui, en tous les cas, deviennent utilisables par toute la communauté, alors qu'ils ne le seraient pas autrement. C'est ici que nous découvrons la fonction créatrice de surplus du facteur prestige dans les sociétés antiques. Car le prestige acquis dans l'économie de prestige s'accompagne de charges honorifiques et de fonctions d'administrateur public, qui se traduisent par la mise à la disposition de la communauté de services et de moyens matériels qui autrement ne seraient pas utilisés. De la nourriture doit être accumulée en prévision des largesses qui accompagnent les cérémonies du potlatch ou la fête du commerce de prestige chez les Indiens Pomo. Chez les Tolowa-Tututnis, l'« homme riche » doit agir comme suppléant de l'État, il règle les querelles et redresse les torts en payant les amendes de tous ses parents dans le village. Et l'exemple le plus net nous vient probablement de l'Athènes classique où c'était le privilège coûteux des riches d'assurer les services de l'État à leurs propres frais : c'est ce qu'on appelait les *liturgies*. L'une d'elles consistait à

armer et à commander un vaisseau fourni par l'État (*triérarchie*) ; une autre à exercer les gens pour les cérémonies religieuses annuelles (*chorégie*) ; une troisième à faire entraîner physiquement les jeunes (*gymnasiarchie* et *lampadarchie*) ; une quatrième à donner des fonds qui permettraient d'importer du grain qui était distribué librement ou à bas prix aux citoyens (*sitêsis*).

Prestige et économie sont imbriqués de façon si complexe que notre discussion ne fait guère plus que suggérer les directions à suivre par la recherche. Cependant, un point est clarifié : les institutions de prestige ne sont pas simplement issues d'une sorte de réflexion sociale après coup, consécutive à l'émergence d'un surplus conçu comme l'au-delà des moyens de subsistance. Elles sont tissées dans la trame même de la société. Lorsque le procès économique mêle ses fils au même tissu, elles peuvent se confondre avec lui au point de le rendre indistinct.

Les institutions de prestige, pas plus d'ailleurs que les cités, les pyramides, les marchés, la monnaie, l'exploitation ou la civilisation, ne résultent de surplus qui apparaîtraient à certains stades du développement social. Les relations entre les aspects matériels et les aspects sociaux de l'existence sont telles que ceux-ci ne peuvent être divisés en séquences d'apparition. Et le système de marché avec sa séparation institutionnelle de l'économique et du social n'est qu'une exception apparente. Même dans ce cas, les surplus qui semblent se former « au-delà du contrôle des producteurs » ne s'expliquent que par les traits institutionnels de l'économie de marché. Il ne sert à rien non plus d'accepter une partie seulement de l'argument du surplus en admettant que le surplus est une cause nécessaire mais non suffisante du changement, car c'est poser en axiome ce que l'on veut prouver. Il existe toujours et partout des surplus potentiels disponibles. Ce qui importe, ce sont les moyens institutionnels qui leur donnent vie. Et ces moyens qui suscitent un effort particulier, qui permettent de mettre de côté la quantité excédentaire, qui règlent l'utilisation des surplus, sont aussi vastes et variés que l'organisation du procès économique lui-même.

(408) R. T. THURNWALD, *Werden, Wandel und Gestaltung der Wirtschaft*, Berlin et Leipzig, 1932, p. 121.

(409) Voir B. MALINOWSKI, *Argonauts of the Western Pacific*, New York, 1922, (trad. franç. *les Argonautes du Pacifique occidental*, Gallimard, 1963) ; Cora Du Bois, « The Wealth Concept as an integrative Factor in Tolowa-Tututni culture, *Essays in Anthropology*, Berkeley, 1936 ; HERSKOVITS, *op. cit.*, ch. 21 ; FINLEY, *op. cit.*, p. 58-9 et suiv., A. P. VAYDA, « Notes on Trade among the Pomo Indians of California », *Projet Interdisciplinaire de Columbia University*, 1954.

(410) *Op. cit.*

Daniel B. Tusfeld

Un mauvais usage de la théorie économique : son application à la société primitive

Ce chapitre examine quelques-uns des problèmes méthodologiques qui se sont posés dans l'étude de l'économie primitive. Une attention particulière est accordée à l'application de la théorie économique aux études anthropologiques. La première partie fait ressortir comment les types de problèmes que doivent affronter l'anthropologue et le théoricien de l'économie diffèrent essentiellement et comment ils exigent des approches différentes ; la seconde partie a pour objet les contributions des principaux auteurs qui ont étudié l'économie primitive sans avoir recours à la théorie économique formelle comme instrument d'analyse ; la troisième partie est une critique de ceux qui ont utilisé la théorie économique formelle dans des études de cultures comparées et elle signale les problèmes méthodologiques qui en sont nés ; enfin, la quatrième partie résume les principaux problèmes méthodologiques et suggère qu'une approche de la vie économique, plus large que celle offerte par la théorie économique moderne, est nécessaire pour l'étude de l'économie primitive si l'on veut parvenir à des résultats significatifs.

17.1 L'anthropologie économique

Bien que l'étude de la vie économique des peuples primitifs n'ait pas été une préoccupation majeure des anthropologues modernes, la plupart d'entre eux reconnaissent que l'analyse d'une culture ne saurait être complète sans que quelque attention soit accordée à la production et à la distribution des biens et des services. Non seulement l'homme doit se nourrir, se vêtir, se loger, mais les institutions qu'il a élaborées pour faire face à ses besoins matériels forment une partie intégrante de sa vie sociale. Pour comprendre la nature de la société, il s'avère essentiel de reconnaître que les institutions sociales constituent un réseau intégré dans lequel l'économie revêt une grande importance. Et pour comprendre la nature de l'homme, il est essentiel de reconnaître que ses motivations sont toutes déterminées par le réseau des institutions sociales à l'intérieur duquel il agit. Grâce à l'anthropologue ces idées font désormais partie du patrimoine intellectuel de notre époque : il a de la sorte favorisé l'étude des motivations économiques dans le contexte plus large de la société conçue comme un tout.

D'autre part, la théorie économique moderne cherche à séparer l'écono-

mique des autres aspects de la société. Pour ce faire, elle utilise habituellement deux concepts simplificateurs : le principe de maximisation et le principe d'attribution. On conçoit l'individu comme maximisant ses satisfactions par l'utilisation des moyens permettant de satisfaire ses besoins, et on lui attribue donc un ensemble de motivations que l'on peut considérer comme purement économiques et séparées des autres types de motivations qui peuvent exister simultanément. Afin de définir un aspect spécifique du comportement, on fait abstraction de l'individu global qui agit dans un réseau d'institutions sociales. Tandis que cette technique de simplification a pu se traduire par d'importants développements de la théorie économique, elle comporte de graves inconvénients si le chercheur conçoit les motivations comme un modèle dans lequel chaque partie est influencée par la configuration d'ensemble. Il semble à l'anthropologue qui travaille avec ce dernier type de concept, que la conception des motivations avancée par le théoricien de l'économie est étroite et qu'elle tend à obscurcir plutôt qu'à éclairer les questions qu'il veut poser.

Tout comme le principe de maximisation isole les motifs économiques, le principe d'attribution fait abstraction du complexe institutionnel. On conçoit l'économie comme la répartition rationnelle de moyens rares pour réaliser des buts donnés, et on estime que ce type d'activité doit s'exercer dans n'importe quel ensemble d'institutions socio-économiques, à n'importe quel moment, et dans n'importe quel cadre. On soutient que la logique du choix doit donc être applicable à n'importe quelle société. Mais l'anthropologue a découvert que l'activité économique doit être essentiellement expliquée en fonction des institutions sociales d'une société donnée. La rareté elle-même est présente ou absente à divers degrés par suite de la structure de la société et des attitudes sociales, et le choix est souvent strictement limité par la structure sociale à l'intérieur de laquelle l'individu agit. Les assises mêmes de la théorie du choix sont conditionnées socialement et abstraire ces assises de leur matrice sociale, c'est obscurcir les problèmes essentiels.

Non seulement la théorie économique cherche à séparer l'économique des autres aspects de la société, mais elle a élaboré un cadre conceptuel caractéristique de l'économie moderne de marché qu'il est difficile d'appliquer à des économies non marchandes. Les concepts analysés dans la théorie économique — la monnaie, les prix, l'offre et la demande, le capital, la rente, l'intérêt, le profit, etc. — sont caractéristiques du cadre institutionnel du système autorégulateur des marchés. Leur analyse théorique a son véritable fondement dans la structure réelle des institutions. Mais dans les économies non marchandes, ces concepts n'ont pas de contrepartie institutionnelle. L'application des concepts du marché, dans l'étude de cultures comparées, à un cadre institutionnel dans lequel ils n'existent pas, se traduira par une image erronée de la structure réelle et du fonctionnement de l'ordre social (411).

(411) Voir J. H. BOEKE, *The Structure of Netherlands Indian Economy*, New York, 1942, p. 3-6, à propos du débat sur la difficulté d'appliquer la théorie économique moderne à l'économie rurale orientale. On trouvera dans Raymond Firth, *Malay Fishermen : their Peasant Economy*, Londres, 1946, un point de vue contraire — mais il est à noter que la discussion de Firth se limite à l'industrie de la pêche en Malaisie, laquelle fonctionne dans un cadre de marché.

Simon ROTTENBERG a récemment affirmé que dans les économies primitives le manque de réponse des travailleurs aux incitations salariales n'implique pas l'absence d'un marché efficace du travail, mais plutôt que l'offre de travail manque d'élasticité. Cf. sa « Discussion », *American Economic Review*, vol. 65, n° 2, mai 1955, p. 194. Une telle conclusion est le résultat inévitable de la méthode du théoricien qui consiste à faire abstraction du cadre institutionnel. Que nous apprend-elle sur le fonctionnement de l'économie primitive ? Voir également Simon ROTTENBERG, « Income and Leisure in an underdeveloped Economy », *Journal of Political Economy*, vol. 60, n° 2, avril 1952.

Pour des raisons pratiques, le théoricien de l'économie ne se tourmente pas des limites de sa discipline parce qu'il l'applique uniquement à une économie marchande ; elle se révèle un instrument très utile pour atteindre ses buts et résoudre ses problèmes. Mais le spécialiste des sciences sociales qui traite de cultures comparées s'intéresse inévitablement aux institutions, et il ne peut efficacement utiliser un ensemble d'instruments qui font délibérément abstraction du cadre institutionnel.

Le problème vient de ce que l'anthropologue pose un type de question différent de celui que pose le théoricien de l'économie : il veut connaître les relations qui existent à l'intérieur du complexe social et il cherche à expliquer le fonctionnement de la société conçue comme un tout. Le théoricien de l'économie affronte un problème d'un autre ordre : il s'intéresse aux principes logiques selon lesquels les ressources rares peuvent être réparties pour maximiser la poursuite des buts désirés — et en abordant ce problème il isole sa recherche du complexe institutionnel qui constitue le centre d'intérêt de l'anthropologue.

17.2 L'approche sociale

Pendant de nombreuses années, les anthropologues ont très peu utilisé la théorie économique. Lorsqu'ils ont commencé à étudier la vie économique des peuples primitifs, ils ont presque exclusivement concentré leur attention sur l'écologie et la technologie. L'économie était considérée sous un angle étroit, en fonction des techniques utilisées pour produire les objets utiles. Il y avait à cette approche une justification, car les différences dans la technique sont souvent liées à des différences importantes dans la structure sociale fondée sur la chasse, l'élevage, l'horticulture, l'agriculture, l'artisanat et autres moyens d'assurer la subsistance. Cette approche avait au moins l'avantage de porter l'attention sur les problèmes substantifs de l'économie — la production de choses matérielles — plutôt que sur les problèmes théoriques et formels de maximisation et d'attribution.

Le caractère limité de cette première approche de la vie économique prit de l'ampleur avec les travaux de pionnier que firent Boas, Thurnwald et Malinowski, au cours des années 1910-1935. Ces auteurs considéraient l'économie comme le procès de satisfaction des besoins matériels et ils traitaient les motivations et les institutions économiques comme des parties intégrantes du procès social tout entier. De manière fort significative, ils montraient que le désir d'acquiescer qui caractérise la vie économique dans la société moderne était en général absent chez les peuples primitifs, et que les institutions marchandes de la société moderne ne représentaient certainement pas la règle dans la société primitive. On s'apercevait que l'économie autorégulatrice des marchés du monde occidental était unique dans l'histoire de l'humanité.

L'étude en plusieurs volumes de Malinowski sur les habitants des îles Trobriand (412) fut peut-être le travail individuel le plus important. Il montrait comment la production des biens et des services s'insérait tout à fait dans les

(412) Bronislaw MALINOWSKI, « The primitive of Economics the Trobriand islanders », *Economic Journal*, XXXI, 1-16 ; *Argonauts of the Western Pacific*, New York, 1950, (trad. franç. *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Gallimard, 1963) ; *Crime and Custom in Savage Society*, Londres, 1926, (trad. franç. « le Crime et la coutume dans les sociétés sauvages », dans *Mœurs et coutumes des Mélanésien*, Payot, 1953) ; *Coral Gardens and their Magic*, Londres, 1935.

institutions politiques, religieuses, sociales et parentales. Les activités économiques individuelles étaient motivées par des obligations sociales et politiques, par des liens de parenté et d'amitié, par des rites et des croyances magiques. L'échange s'effectuait sous forme de don-contre-don et de distributions rituelles de biens ; le troc n'existait qu'avec les personnes extérieures à la tribu ; l'achat et la vente étaient complètement inconnus. Les Trobriandais étaient un type de peuple non marchand, ayant un système économique et des motivations à peine compréhensibles pour l'homme moderne conditionné par le marché.

Les études effectuées par les disciples de Boas, notamment celles de Ruth Benedict et de Margaret Mead (413), complétèrent le travail de pionnier de Malinowski. Bien que partant d'une base méthodologique différente de celle de Malinowski, quelques-unes de leurs conclusions n'en sont pas moins étonnamment identiques. La confirmation du point de vue Malinowski, selon lequel les institutions des économies primitives sont si totalement liées aux autres institutions sociales que l'on peut à peine parler de motifs économiques au sens moderne du terme, revêt une importance capitale. La description par Margaret Mead du don-contre-don chez les Arapeshs est un exemple classique des obligations issues des liens de parenté et d'amitié, en tant que motivations de l'activité économique. En fait, les nombreuses descriptions du *potlatch* chez les Indiens de la côte Nord-Ouest illustrent un principe général ; les motifs inspirés par le désir d'acquiescer sont habituellement orientés vers des activités autres que l'approvisionnement en biens et en services visant à faire face aux besoins matériels. Dans cette même direction, le travail de Cora Du Bois présente un grand intérêt. Il met en relief l'importance des éléments de prestige, c'est-à-dire de facteurs « non économiques », dans l'orientation de l'activité économique de la société primitive (414).

Le travail de Thurnwald est particulièrement pertinent pour expliquer le développement des institutions économiques (415). À partir de ses études ethnologiques en Afrique de l'Est, il élaborait une théorie du passage des sociétés simples à des systèmes sociaux stratifiés, tels que le féodalisme et le despotisme. Il fit ressortir qu'une société stratifiée avec des classes sociales nettement distinctes est habituellement le résultat de contacts culturels entre d'une part des peuples pratiquant l'horticulture, l'artisanat, ou la pêche et la chasse, et d'autre part des peuples pasteurs, les pasteurs tendant à former une aristocratie. Cette société peut évoluer en direction d'un féodalisme, si les chefs de clan des pasteurs demeurent relativement égaux malgré leur rivalité, dans le sens d'un despotisme si le pouvoir est centralisé entre les mains d'une seule dynastie, ou vers la tyrannie si un individu extérieur à l'aristocratie traditionnelle réussit à s'emparer du pouvoir. L'ancien État despotique, d'Égypte par exemple, représente un développement typique de ce schéma (416). Non seulement l'économie est étroitement liée à la structure sociale dans le schéma de Thurnwald, mais il décrit l'évolution de l'une et de l'autre comme étant en relation dynamique.

(413) Ruth BENEDICT, *Patterns of Culture*, New York, 1934 (trad. franç. *Echantillons de civilisations*, Gallimard, 1950) et Margaret MEAD, *Cooperation and Competition among Primitive Peoples*, New York, 1937 constituent les meilleures introductions à cette école « configurationnelle » d'anthropologues.

(414) Cora Du Bois, « The Wealth Factor as an integrative Factor in Tolowa-Tututui culture, » in *Essays in Anthropology Presented to A. L. Kroeber*, Berkeley, 1936, p. 49-66.

(415) Résumé dans Richard THURNWALD, *Economics in Primitive Communities*, Londres, 1932.

(416) La théorie de l'État de Thurnwald montre une étroite affinité avec celle de Frans OPPENHEIMER (*The State*, New York, 1914), mais va au-delà de la conception d'OPPENHEIMER.

L'importance de la théorie du développement économique de Thurnwald est double. En premier lieu, il relie directement les études anthropologiques modernes sur les sociétés simples aux origines des États anciens. Que les études futures confirment ou infirment son schéma, il n'en reste pas moins qu'il a dressé un pont entre l'anthropologue et l'historien, ce qui mérite d'être étudié plus à fond.

En second lieu, la théorie de Thurnwald suggère que l'insistance actuelle de la recherche historique sur le développement progressif et évolutif de la société des formes simples aux formes les plus complexes est peut-être injustifiée. Selon cette théorie, les sociétés homogènes ne se transforment pas en sociétés stratifiées sans l'influence de forces exogènes, telles que le contact culturel, et son schéma du développement par évolution aboutit au féodalisme et au despotisme. La société marchande du monde moderne n'est pas considérée comme une excroissance naturelle des formes féodales de la société. Pour l'historien de l'économie du monde occidental, ceci implique une reconsidération du néo-darwinisme qui imprègne une grande partie de la recherche historique. Par exemple, est-ce que l'économie marchande moderne s'est progressivement développée à partir des activités commerciales de la bourgeoisie médiévale, comme beaucoup d'historiens le croient, ou est-ce que tout l'ensemble de la société féodale n'a pas été détruit par de nouvelles méthodes de guerre, par l'avènement d'États nationaux, par les grandes découvertes et par la Réforme, avant que le capitalisme moderne ne puisse faire son apparition (417) ?

Thurnwald insista beaucoup également sur le don-contre-don, ou don réciproque, en tant qu'élément que l'on rencontre dans toute la vie économique primitive. Ce modèle s'éloigne fort de l'économie de marché motivée par le désir d'acquisition, puisqu'il exige pour fonctionner une symétrie de relations sociales. En fait, Mauss a suggéré que l'échange de don est le principe fondamental qui sous-tend toute la vie économique primitive (418).

Des anthropologues tels que Malinowski, Benedict, Mead, Thurnwald, n'ont pas vu l'utilité de recourir à la théorie économique, parce que d'une part quelques-unes de leurs cibles principales étaient les postulats que posait la théorie économique d'une nature humaine guidée par son désir d'acquiescer, par son prétendu dégoût pour le travail et par sa rationalité économique. Ces chercheurs tentaient de construire un concept de nature humaine différent de l'*homo æconomicus* proposé par la théorie économique. D'autre part, ils s'intéressaient à la structure sociale tout entière et non pas simplement à l'aspect qualifié d'économique, car ils avaient conscience que la vie économique de l'homme primitif ne fonctionnait pas au moyen d'institutions économiques séparées des autres institutions sociales. Ces auteurs reconnaissaient la difficulté méthodologique : leurs buts étaient différents de ceux du théoricien de l'économie, il leur fallait donc user d'un ensemble différent d'instruments d'analyse.

(417) L'approche évolutionniste de l'histoire économique domine particulièrement parmi les penseurs anglais et américains. Les auteurs allemands, quant à eux, ont mis en relief les discontinuités et les irrégularités du développement économique, notamment Karl MARX, Gustav SCHMOLLER, Werner SOMBART et Max WEBER.

Depuis THURNWALD, les anthropologues se sont abstenus de considérer les problèmes du changement social par réaction contre les premières théories du développement par « stades ». Jusqu'à une date récente, on a malheureusement laissé de côté l'ensemble des problèmes examinés par THURNWALD.

(418) Marcel MAUSS, « Essai sur le don. Formes et raisons de l'échange dans les sociétés archaïques », *l'Année sociologique*, 2^e série, 1923-1924, t. 1.

17.3 L'usage de la théorie économique (419)

Au cours des quinze dernières années, l'étude de l'économie primitive a pris une direction différente, utilisant les concepts de l'économie moderne beaucoup plus largement que ne l'avaient fait les premiers anthropologues. Le résultat du mariage de ces deux disciplines ne s'est pas révélé être un succès.

Les travaux antérieurs comportaient un inconvénient de taille. Du fait de leur insistance primordiale sur la relation entre les institutions économiques et la structure sociale globale, ils avaient tendance à laisser de côté l'étude détaillée des procès économiques eux-mêmes. Lorsqu'ils examinaient la distribution de biens par un chef aux membres de sa tribu, par exemple, les anciens anthropologues mettaient l'accent sur le cadre social de la distribution, sur les motifs socio-politiques en jeu et sur l'insertion de la vie économique dans l'ensemble de la vie tribale. L'économie n'était considérée que comme un aspect de la société, et bien que d'un point de vue méthodologique cette position soit inattaquable, elle occasionna un certain mépris à l'égard des détails de la vie économique. Il est pourtant important de savoir quels biens le chef distribue aux membres de sa tribu, en quelles quantités et dans quelles circonstances. En général, cela permettrait de procéder à des comparaisons avec les autres peuples. Semblable démarche impliquerait que l'attention soit portée moins sur la matrice sociale de la vie économique que, sur les faits détaillés eux-mêmes.

Cette lacune des premières études de l'économie primitive a déterminé l'apparition d'une nouvelle « école » d'anthropologues qui se sont consacrés à l'examen très détaillé de la vie économique primitive, utilisant la terminologie de la théorie économique afin de pouvoir comparer différentes sociétés. L'accent placé auparavant sur le caractère unique de chaque société s'est déplacé vers des points tels que les incitations, les échanges, le commerce et le troc, la monnaie, l'emploi du capital, la propriété foncière, etc. Le nouveau groupe d'anthropologues a pour but de dégager quelques principes généraux du comportement économique chez les peuples primitifs, à partir de l'étude détaillée de la vie économique quotidienne. Les principaux représentants de cette tendance sont Melville Herskovits, Sol Tax, Raymond Firth et D. M. Goodfellow (420).

Herskovits représente l'exemple type de ce groupe d'anthropologues. Son *Economic Anthropology* (1952) tente de rassembler toutes les données du savoir empirique concernant l'économie primitive et de les analyser dans le cadre de la théorie économique orthodoxe. Les principaux sujets abordés sont la production, la distribution, l'échange, la propriété et le surplus économique (il se pourrait bien que le plan ait été emprunté à John Stuart Mill) et le but visé est la compréhension de l'économie des peuples primitifs en fonction des catégories de la théorie économique moderne, de sorte que les principes généraux puissent être dégagés de l'étude de peuples particuliers.

(419) Certaines parties de ce passage reprennent des critiques parues dans *Journal of Economic History*, XIII, n° 2, printemps 1953, p. 219-21, et *Explorations in Entrepreneurial History*, VI, n° 3, février 1954, p. 190-1.

(420) Melville HERSKOVITS, *Economic Anthropology*, New York, 1952, originellement publié sous le titre *The Economic Life of Primitive Peoples*, New York, 1940 ; Sol TAX, *Penny Capitalism : a Guatemalan Indian Economy*, Washington, 1953 ; Raymond FIRTH, *Primitive Polynesian Economy*, Londres, 1939 et *Malay Fishermen : their Peasant Economy*, Londres, 1946 ; D. M. GOODFELLOW, *Principles of Economic Sociology*, Londres, 1939 ; New York, 1950.

anthropologie Herskovits

En essayant de comprendre la vie économique en termes économiques plutôt qu'en termes sociaux, Herskovits accepte au départ la définition de l'économie adoptée par la plupart des économistes orthodoxes, à savoir que l'économie est l'étude de l'attribution de moyens rares afin de parvenir à des fins données. Toute société, affirme Herskovits, se trouve confrontée à ce problème de choix et élabore un système économique pour le résoudre. En fait, « on peut aussi considérer comme acceptable, dans l'approche de cultures comparées, l'idée selon laquelle, dans l'ensemble, l'individu tend à maximiser ses satisfactions en fonction des choix qu'il fait » (p. 18). Même si ces choix peuvent nous apparaître comme irrationnels ou inutiles, par rapport à une matrice et à des attitudes sociales différentes, ils seront considérés comme rationnels.

Cette définition contient évidemment un principe universel qui s'applique à beaucoup d'autres aspects de la vie en dehors de l'aspect économique. Mais elle ne peut conduire à des résultats analytiques valables en économie que lorsqu'elle s'applique à un ensemble d'institutions marchandes qui permet, par le marché, de réaliser directement des buts économiques. Dans l'économie marchande moderne, l'attribution des ressources dépend des profits, et la maximisation de cette somme chiffrable constitue le but de l'entreprise commerciale (421). C'est le complexe des marchés et des prix, des profits et de l'avoire, qui fournit un moyen institutionnalisé de faire des choix dans notre économie. C'est dans ce cadre institutionnel que la théorie du choix a conduit à l'élaboration de la théorie économique moderne.

Mais là où la vie économique est insérée dans une matrice institutionnelle autre que celle d'un système de marché, la théorie du marché ne nous sert pas à grand-chose. Par exemple, lorsque l'économie d'une tribu se fonde sur le don-contre-don, le système dominant de la parenté et de l'amitié est le cadre institutionnel de la production et de la distribution ; et les activités économiques se combinent avec des motifs qui tendent à maintenir et à promouvoir les liens de parenté et d'amitié. Les « motifs sociaux » prennent le pas sur les « motifs économiques » qui visent à l'acquisition de biens ; les ressources sont utilisées pour réaliser des « buts sociaux ». En de telles circonstances, la théorie du choix ne conduit qu'à une vague généralisation selon laquelle les satisfactions ont été maximisées.

Du point de vue méthodologique, le trait le plus frappant de l'ouvrage d'Herskovits est que le cadre conceptuel le pousse à insister sur les phénomènes de marché et à ignorer en grande partie le reste de la vie économique primitive. Par exemple, il affirme que le don et l'échange rituel sont « non économiques » parce qu'ils visent l'acquisition du « prestige » ; il ne leur consacre donc qu'un court chapitre (ch. 8), bien qu'il reconnaisse que ce sont les formes d'échange utilisées « dans de nombreux cas, et peut-être dans la majorité des cas » pour distribuer les biens (p. 181). D'autre part, le commerce et le troc y sont traités en détail (ch. 9-11), bien qu'Herskovits admette que le commerce « est habituellement intertribal et s'applique à l'acquisition de biens non disponibles à l'intérieur du groupe » (p. 181). Voilà une étrange manière de traiter l'économie en ignorant pratiquement les institutions qui orientent la distribution à l'intérieur du système économique et en portant l'attention sur des relations économiques intertribales.

(421) Ceci est vrai au moins en ce qui concerne les modèles théoriques de l'économie de marché, mais s'applique mal au monde réel.

On retrouve une faiblesse méthodologique identique dans la manière dont Herskovits traite la monnaie. L'économiste moderne définit la monnaie comme tout objet généralement accepté pour effectuer des paiements. Il lui attribue aussi d'autres fonctions : elle est un moyen d'emmagasiner des richesses, elle sert de mesure des valeurs et de point de référence dans les paiements par versements échelonnés. Dans l'économie marchande moderne, toutes ces fonctions ont été institutionnalisées en un simple objet que nous appelons l'argent. Mais dans les sociétés primitives, les diverses fonctions de la monnaie sont institutionnalisées séparément, c'est-à-dire que des objets différents sont utilisés pour effectuer des paiements d'ordre différent, tandis que d'autres objets sont des « objets de valeur », que d'autres encore constituent le signe du statut social de l'individu et que d'autres enfin servent à faciliter l'échange là où les marchés existent. C'est à cette dernière fonction de la monnaie qu'Herskovits limite son propos ; il définit la monnaie comme « le plus petit dénominateur commun de la valeur de quelque espèce qu'il soit — aussi longtemps qu'il est considéré comme appartenant à un système d'équivalents gradués, et qu'il sert au paiement des biens et des services » (p. 245). La monnaie ainsi définie est l'unité monétaire : l'objet-monnaie, et c'est d'elle que parle Herskovits. Mais il ignore ou il ne traite qu'incidemment toutes ces fonctions monétaires qui ne sont pas le propre de l'objet-monnaie : réserves de richesses sous forme de bétail ou d'« objets de valeur », paiements en nature ou en services, etc. En résumé, Herskovits n'a pas compris que l'objet-monnaie ne joue qu'un rôle relativement insignifiant dans les sociétés primitives, que la grande masse des paiements ne s'effectue pas au moyen de l'objet-monnaie, et que la majeure partie des richesses thésaurisées revêt une autre forme (422).

Le caractère inadéquat de la méthodologie d'Herskovits vient de ce qu'il utilise le cadre conceptuel de l'économiste. Des sujets tels que la monnaie, le crédit, la valeur, l'entreprise commerciale, la formation du capital, etc., constituent les principales préoccupations de l'économie moderne et c'est sur elles qu'Herskovits concentre toute son attention. Dans une économie marchande, ces divers aspects sont aussi institutionnalisés séparément. Inutile de dire qu'un tel cadre conceptuel n'est pas approprié pour discuter d'économies dans lesquelles les phénomènes de marché n'ont qu'une importance relativement faible pour l'orientation de la production et de la distribution. Pour parler en clair, Herskovits tente de loger les formes multiples de la vie économique non marchande dans les catégories de l'économie marchande, sans tenir compte de ce qui ne peut y entrer. Il en résulte une image déformée et inexacte de la vie économique primitive (423).

Lorsque Herskovits se dégage des problèmes d'échange et de distribution, il laisse de côté sa terminologie empruntée aux institutions de marché, et c'est alors que son travail prend sa réelle valeur. L'économie moderne considère l'institution de la propriété privée comme allant de soi, et elle n'a pas élaboré

(422) FIRTH reconnaît cette difficulté et souligne que la vraie monnaie n'est pas très répandue chez les peuples primitifs, mais il omet aussi de prendre en considération, comme il convient, la vaste diffusion des fonctions de la monnaie et le problème de son institutionnalisation. Il adopte la définition de la monnaie proposée par les économistes modernes ; ce faisant, il exclut de son étude une grande partie des réalités de la vie économique primitive, et il ignore le problème le plus important, à savoir comment les diverses fonctions de la monnaie arrivent à être institutionnalisées en un élément particulier de la culture. Cf. Raymond FIRTH, « Currency, Primitive, » *Encyclopedia Britannica*, 14^e édition.

(423) En ce qui concerne la conception opposée qui loue l'emploi du cadre conceptuel de l'économie moderne par HERSKOVITS, voir K. F. WALKER, « The study of primitive economics, » *Oceania*, XIII, 1942-1943, p. 131-42.

de terminologie spéciale à propos de cet aspect de la vie économique. N'étant pas artificiellement enfermé dans une terminologie de marché, Herskovits donne une description très réaliste de la tenure des terres et de la propriété chez les peuples primitifs. Comme nous le savons, la propriété foncière privée n'existe pas, mais la terre appartient à une unité sociale et l'individu a des droits sur elle ; la nature complexe des droits fonciers rend impossible tout marché de la terre ; néanmoins, toutes les sociétés primitives reconnaissent quelques formes de propriétés individuelles qui sont donc susceptibles d'aliénation. La généralité du don-contre-don et de l'échange rituel serait impossible sans cette propriété.

L'ouvrage de Tax sur le village guatémaltèque de Panajachel souffre de difficultés méthodologiques analogues (424). Tax décrit « une économie monétaire organisée autour de petites entités domestiques qui sont les unités à la fois de consommation et de production, avec un marché très développé (pour les denrées) qui tend à être parfaitement compétitif », en somme une authentique « économie de marché » (p. 11-3). Mais selon la description qu'il en fait, l'économie de Panajachel ne possède que des marchés très rudimentaires pour les facteurs de production : bien que la terre puisse être librement transférée, la vente en est très limitée par une attitude qui tend à conserver les biens fonciers à la famille ; l'absence de tout groupe important de travailleurs libres et sans terre empêche le développement d'un véritable marché du travail et le marché des capitaux existe à peine bien que des prêts soient parfois consentis à des fins de consommation. Les fondements institutionnels essentiels de l'économie de marché et les différences énormes qui séparent les modèles institutionnels marchands et les modèles institutionnels non marchands ne sont pas compris. La difficulté sous-jacente dans le travail de Tax vient de l'emploi du cadre conceptuel de l'économie de marché et de l'analyse de l'économie de Panajachel en termes de maximisation et d'attribution. Une fois encore il en résulte une image déformée et des conclusions inexactes.

D. M. Goodfellow se montre beaucoup plus averti qu'Herskovits et que Tax dans l'utilisation de la théorie économique. Il applique le concept fondamental de choix entre des alternatives à l'analyse de la vie économique des peuples bantous de l'Afrique du Sud et de l'Est, afin de montrer que le choix individuel est le phénomène universel de l'activité économique et qu'il en résulte une échelle de valeurs économiques en fonction desquelles les biens matériels peuvent être comparés (425). Il soutient que les concepts de la théorie économique ont une « valeur universelle » (p. 3) et qu'« il n'y a pas de fossé entre les peuples civilisés et les peuples primitifs ; un niveau culturel recouvre imperceptiblement l'autre » (p. 5). Tandis qu'il affirme que « l'individu exerce constamment un choix économique » (p. 11), il reconnaît que « les ressources sont en réalité employées selon les exigences des valeurs et des règles sociales de comportement que l'on peut décrire en termes de coutume » (p. 15). C'est sur la base de ces principes qu'il examine l'économie bantoue. La société est composée de familles patriarcales, où les relations de parenté créent des obligations réciproques, mais dans laquelle chaque famille gère ses propres affaires. Dans l'ouvrage de Goodfellow, l'attention porte essentiellement sur la gestion domestique aux dépens des autres aspects de la vie économique dans la société bantoue. Parmi ces aspects négligés de la vie économique bantoue, on peut signaler les relations économiques de

(424) Sol TAX, *Penny Capitalism*, Washington, 1953.

(425) D. M. GOODFELLOW, *Principles of Economic Sociology*, Londres, 1939 ; New York, 1950.

réciprocité fondées sur la parenté, la redistribution par le chef, et les relations économiques qui dépassent le complexe foyer-parenté-chef. Ici encore se pose la difficulté méthodologique qui apparaissait dans l'ouvrage d'Herskovits : le cadre conceptuel a empêché d'étudier l'ensemble du sujet. Ce qui cependant rachète le travail de Goodfellow, c'est son choix, comme objet d'étude, d'une économie dans laquelle le principe du foyer domestique est le caractère dominant de la vie économique, et il est évident que la gestion économique doit s'opérer dans ce cadre. Cependant, même à l'intérieur de ce type d'économie, Goodfellow a sélectionné les aspects qui impliquaient un choix et négligé ceux qui n'en comportaient pas, aussi est-il parvenu à la conclusion que l'économie formelle — la théorie du choix — est applicable dans une approche de cultures comparées. Le lecteur, quant à lui, tire la conclusion suivante : si des choix peuvent être effectués à l'intérieur de l'économie bantoue, une compréhension complète de cette économie nécessite une approche plus large.

Bien plus utiles que les travaux d'Herskovits, de Tax ou de Goodfellow, se révèlent ceux de Raymond Firth (426). Dans son étude de l'économie de l'île polynésienne de Tikopia, il utilise les concepts de l'économie moderne, mais à aucun moment il ne leur permet de masquer les relations entre la vie économique et la parenté, la magie, le rituel et l'autorité politique, non plus que les formes de l'activité économique fondées sur la réciprocité ou la redistribution. S'il montre la recherche de l'avantage individuel, il souligne comment cette activité est étroitement limitée et définie par les modèles traditionnels de comportement et comment les sanctions sociales ne permettent pas à l'individu de poursuivre ses intérêts propres au-delà d'un secteur circonscrit. En réalité, plutôt que de cadre d'analyse de l'économie, les concepts de la théorie économique servent essentiellement à montrer que le Polynésien est à la fois réaliste et rationnel dans sa vie économique.

Cependant, lorsqu'il est possible d'appliquer la théorie économique et ses concepts sans déformer les faits, Firth n'hésite pas à le faire. Dans son ouvrage sur l'industrie de la pêche en Malaisie, il décrit une économie de pêche en milieu rural, dans laquelle il existe des marchés locaux et régionaux, des marchés d'exportation pour le poisson séché, des grossistes et des détaillants et un système complexe de crédit. Le commerce du poisson est un commerce à orientation marchande, et il est possible de l'analyser de manière significative en termes de propriété, de gestion de capital, de crédit, d'organisation marchande, de distribution, d'output et de niveaux de revenu. Mais Firth reconnaît avec franchise que cette analyse ne s'attache pas aux relations entre les activités de la pêche et les autres aspects de la vie sociale et économique à l'intérieur de la société. C'est essentiellement l'étude d'une industrie particulière à orientation marchande au sein d'une économie rurale, et ceci montre que la théorie économique moderne, si l'on sait reconnaître ses limites, peut être appliquée avec succès à des aspects marchands de la vie économique primitive.

Tandis que la faiblesse du travail d'Herskovits et de celui de Goodfellow provient d'une acceptation sans discernement de la théorie économique, le succès de Firth est dû en grande partie à une utilisation sélective de ses concepts et de ses principes. Il a conscience des pièges méthodologiques que contient la théorie économique comme il le laisse entendre lorsqu'il dit : « l'anthropologue reconnaît la validité de l'ensemble de la doctrine économique », mais

« il ne peut en introduire qu'une infime partie dans l'appareil conceptuel qui lui sert à étudier la société primitive » (427).

17.4 Une économie de cultures comparées

En résumé, l'emploi de la théorie économique moderne en tant qu'instrument d'analyse dans l'étude de l'économie primitive comporte deux inconvénients principaux. En premier lieu, les catégories et les définitions des économies modernes ne peuvent être appliquées aux études anthropologiques de cultures comparées. La raison fondamentale en est que les phénomènes isolés pour l'étude : monnaie, capital, profit, salaires, rente, entreprises commerciales, marchés, etc., non seulement remplissent des fonctions économiques, mais ont dans l'économie moderne une réalité institutionnalisée qui peut être identifiée et habituellement mesurée. Ils résultent d'un développement historique unique qui ne s'est pas reproduit dans d'autres cultures. Le capital, par exemple, ne représente pas seulement les biens utilisés pour la production d'autres biens, mais dans l'économie moderne, il peut être identifié et mesuré comme faisant partie des institutions commerciales ; il entre dans les calculs des hommes d'affaires grâce à des procédés de comptabilité adoptés un peu partout. Dans l'économie primitive, les fonctions économiques du capital peuvent être analysées et décrites, mais il n'est pas possible de les traiter comme des parties séparées et distinctes de la structure institutionnelle de la société. Les fonctions économiques du capital sont généralement institutionnalisées en tant que parties d'autres institutions sociales — la parenté, l'unité familiale, la religion et la magie, la structure politico-tribale, etc. — et non pas séparément : une analyse du capital dans l'économie devient une analyse de la société tout entière. Si on limitait l'analyse à ces seuls traits culturels nettement identifiables comme représentant le capital en tant qu'élément institutionnalisé séparément, on laisserait échapper la plupart des données pertinentes.

En second lieu, l'économie formelle des principes de maximisation et d'attribution — théorie du choix — ne représente qu'une partie de l'objet de l'économie (428). L'économie s'occupe de la production et de la distribution des biens matériels et des services. D'un côté, elle est très proche de l'étude de la technologie et des procès de production. De l'autre, elle s'intéresse aux attitudes et aux motivations, aux classes et aux relations sociales, ainsi qu'au cadre institutionnel dans lequel interviennent la production et la distribution. La théorie du choix entre les alternatives ne représente qu'une part relativement peu importante de l'objet de l'économie — et les choix eux-mêmes sont conditionnés par les possibilités technologiques et la structure sociale. Si l'attention se concentre uniquement sur la logique du choix, un large secteur de l'économie sera passé sous silence.

Il en résulte pour l'anthropologue une difficulté méthodologique d'une extrême gravité. L'utilisation des outils de la théorie économique n'offre que des avantages limités, car elle concentre l'attention sur les choix individuels, tandis qu'elle entrave l'analyse institutionnelle qui est au cœur de l'étude anthropologique. L'anthropologue qui étudie l'économie primitive ne peut

(426) Deux de ses ouvrages sur l'économie primitive sont *Primitive Polynesian Economy*, Londres, 1939 et *Malay Fishermen : their Peasant Economy*, Londres, 1946.

(427) Raymond FIRTH, *Elements of Social Organization*, Londres 1951., p. 129-30.

(428) Voir John R. HICKS, « Economic Theory and the Social Sciences, » dans *The Social Sciences : Their Relations in Theory and Teaching*, Londres, 1936, p. 129-40.

chercher dans une autre discipline déjà développée son cadre conceptuel, sa problématique ou ses questions. Il faut au contraire que soit élaboré un schéma théorique plus large qui soit assez vaste pour englober à la fois l'économie moderne de marché et les économies des peuples primitifs, un schéma dans lequel l'économie formelle de marché ne sera qu'un cas particulier. La tâche n'est pas facile. Elle exige non seulement des études empiriques de la production et de la distribution, qui mettent l'accent sur les institutions économiques et leurs relations avec la structure sociale plus vaste, mais aussi une volonté d'élaboration théorique concernant la place du système économique dans la société et non pas seulement les choix individuels (429). Les idées maîtresses qu'il faut développer sont celles des Malinowski, Thurnwald, Benedict, Du Bois, Mead, et non celles des théoriciens de l'économie. La tâche réelle n'est autre que la construction d'une science économique des cultures comparées fondée sur les problèmes substantifs de production et de distribution plutôt que sur les problèmes formels de choix.

(429) Un bon exemple récent de cette approche est celle d'Eleanor LEACOCK, « The Montagnais « Hunting territory » and the fur trade, » *American Anthropologist*, vol. 56, n° 5, 2^e partie (Memoirs of the American Anthropological Association, n° 78). D'autres anthropologues qui ont traité du problème du développement économique ont donné à leur travail une orientation analogue.

Walter C. Neale

Le marché des points de vue théorique et historique

On s'appuie souvent sur la présence d'un marché pour démontrer l'existence d'un système de marchés au sens moderne de marchés créateurs de prix et pour faire croire à la pertinence de l'ensemble de la théorie économique dans l'analyse de la situation où se rencontre un marché. En conséquence, on introduit une économie moderne de marché dans les organisations sociales de nombreuses sociétés historiques et primitives où il n'existe aucun indice qui confirme l'existence d'un système semblable au nôtre, si ce n'est la présence de quelque forme de marché. Un tel raisonnement ne soulèverait pas d'objection si le terme « marché » avait un sens unique et précis, mais ce n'est pas le cas.

Pour l'économiste, le marché est une institution spécifique avec ses règles propres sur lesquelles il a édifié un système d'analyse très serré. Pour l'historien et pour l'anthropologue, le marché est souvent « la place du marché », c'est-à-dire un lieu de rencontre où les biens changent de mains. Cette place de marché ne constitue pas nécessairement le fondement de la théorie économique que les économistes ont créée. L'adoption des termes courants de la science économique comporte un grand danger, car les significations les plus ambiguës que les économistes attachent à ces termes peuvent se glisser dans la description de sociétés autre que la nôtre. En conséquence, l'usage inadéquat des termes de la science économique dissimule au chercheur les véritables mécanismes institutionnels de la société qu'il analyse.

Considérant donc les différences réelles entre le marché tel qu'il est conçu par les économistes et la place du marché telle que les anthropologues et les historiens de l'économie la décrivent, il semble utile d'explicitier les différents sens que comporte le terme « marché » et d'éviter ainsi des erreurs graves dans l'interprétation des indices témoignant d'un commerce, d'une monnaie et d'éléments de marché, dans des sociétés sans système marchand.

18.1 Les marchés créateurs de prix

Pour l'économiste, le marché est un mécanisme qui crée les prix. La fonction des prix du marché est de réglementer l'offre de biens (430) par rapport à la

(430) En l'occurrence, le terme « biens » est utilisé pour remplacer l'expression un peu lourde de « biens et services ». Il en sera ainsi tout au long de ce chapitre. De même, lorsque nous parlerons d'économies non marchandes, le terme technique (c'est-à-dire le mot « biens ») pour désigner une marchandise a été retenu au lieu de l'expression plus correcte de « moyens matériels permettant de satisfaire les besoins ».

demande et d'orienter la demande de biens par rapport à l'offre disponible. On peut donc dire que le marché est un mécanisme d'offre-demande-prix. Comme nous le verrons, tout ce qui entre dans une économie de marché peut être classé sous l'un de ces termes.

18.1.1 L'offre

L'offre est la quantité de biens qui se trouve sur le marché à un moment donné ou qui entre sur le marché au cours d'une période donnée de temps. Une caractéristique du marché est que la hausse du prix d'un bien détermine un accroissement de la quantité mise en vente par l'offre, et ceci pour deux raisons :

- Un prix élevé entraîne l'apparition sur le marché de producteurs dont le coût de production est supérieur.
- Lorsque les prix montent, les détenteurs d'un bien qui n'avaient pas l'intention de vendre celui-ci peuvent changer d'avis parce que s'est accru de ce fait leur contrôle sur d'autres biens.

Il y a donc une relation précise entre le prix en vigueur et les biens que les fournisseurs offrent sur le marché. Les prix règlent l'entrée des biens sur le marché.

18.1.2 La demande

La demande représente la quantité de biens que les acheteurs prendront à un certain prix, par exemple, tant de livres de beurre par mois si le prix est, disons, de 50 cents. En tenant compte des préférences manifestées par les consommateurs, on prévoit qu'un marché enregistrera une hausse au niveau de la demande d'un bien si les prix des autres biens montent par rapport au prix de ce bien et une baisse si les prix des autres biens descendent. Ainsi, les prix règlent la sortie des biens sur le marché.

La demande figure surtout sous deux rubriques dans le schéma économique du marché. Il y a d'une part demande de biens de consommation, tel le beurre, et d'autre part demande des divers éléments nécessaires à la production du beurre. Les prix relatifs jouent un rôle décisif dans chacun des deux cas. Les consommateurs se trouvent face à un éventail de biens avec un pouvoir d'achat limité. Puisque, pour obtenir les biens désirés, ils se voient limités par leur pouvoir d'achat, leurs achats dépendront évidemment des prix. Les producteurs demandent des facteurs de production, car ils peuvent en obtenir un profit en les utilisant comme éléments de production. Dans les limites fixées par la technologie, la demande des producteurs va aux éléments de production les moins chers plutôt qu'aux onéreux. Si le prix du travail augmente, les producteurs essaieront d'utiliser davantage de biens d'investissement comme substituts du travail. Là encore, les prix font la loi, car le producteur ne réussira que dans la mesure où il maximisera la différence entre coûts et prix.

18.1.3 Le mécanisme du marché

Le mécanisme du marché renvoie aux réactions systématiques qui affectent les prix et les quantités lorsque des changements interviennent. Les prix font

entrer les biens sur le marché (offre) et les font sortir du marché (demande). En même temps, les prix eux-mêmes sont affectés par l'offre et la demande. Quand les conditions de l'offre — rareté relative — ou de la demande — préférences relatives — se modifient, ces changements se reflètent sur les prix. Une préférence accrue pour un bien signifie que les acheteurs en prendront plus qu'auparavant quel qu'en soit le prix. Les vendeurs n'en vendront pas davantage à l'ancien prix, donc le prix doit augmenter jusqu'à ce qu'il ait suscité une offre accrue. En même temps, l'augmentation de prix éliminera une certaine incitation à acheter qui existait lorsque le prix était inférieur. Cette double action de fluctuation des prix détermine les mouvements permanents d'offre et de demande jusqu'à ce qu'une situation d'équilibre soit atteinte. C'est-à-dire que les prix relatifs sont constamment en mouvement jusqu'à ce qu'ils atteignent le niveau auquel la quantité de chacun des biens offerts par les fournisseurs au prix du marché correspond exactement à la quantité que les acheteurs achèteront à ce prix. C'est ainsi qu'est passé un marché.

Ce mécanisme d'autoéquilibre est présent à l'esprit de l'économiste lorsqu'il utilise le terme de « marché ». Puisque toutes les décisions économiques sont fondées sur les prix et que tous les événements d'importance économique se décident en fonction des prix, ce concept de marché fournit un instrument simple, mais à vaste portée, pour expliquer tous les mouvements de biens et de services qui entrent en jeu dans le processus complexe de la production et de la distribution. Le choix concernant les biens à produire, les moyens pour les produire et conséquemment la répartition des ressources productives entre divers usages, la distribution du revenu, le choix entre la consommation immédiate et future (ou entre la somme à épargner et la somme à investir) et même les effets des facteurs sociaux et politiques sur l'économie — tous ces choix peuvent être expliqués dans le cadre du concept de marché.

Pour illustrer l'étendue du concept proposé par l'économiste et pour donner un caractère concret aux principales subdivisions du système auto-régulateur de marchés, il est peut-être utile de présenter une vue d'ensemble des différents types de marchés.

18.2 Les types de marchés selon la conception de l'économiste

18.2.1 Les marchés des produits

Les marchés des produits sont des marchés où sont offerts des biens qui, dans une certaine mesure, ont subi une transformation. Les marchés des produits, que nous influençons en tant que consommateurs et qui nous influencent constamment, sont les innombrables marchés où nous achetons pour nous-mêmes et pour nos familles les biens et les services. Nous pouvons les appeler *marchés des biens de consommation*. Nous pouvons établir une sous-classe pour les biens finis et semi-finis que les entreprises achètent afin de les réutiliser dans la production et la distribution, car ces marchés des produits recoupent ceux des biens de consommation. Il s'agit des marchés dans lesquels les entreprises achètent les bâtiments, les machines, les matières premières ayant subi des transformations, les biens finis et semi-finis.

18.2.2 Les marchés des facteurs de production

Les marchés des facteurs de production sont les marchés de la propriété foncière, du travail et des capitaux. Tous les éléments fondamentaux qui entrent dans la production se classent sous l'un de ces trois chefs, selon qu'il s'agit de ressources naturelles, de travail humain, manuel ou intellectuel, de constructions et d'équipements nécessaires à la production et à la distribution. Chacun de ces marchés comporte ses caractéristiques propres.

18.2.2.1 LE MARCHÉ DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE est le marché dans lequel on peut acheter ou vendre les droits ou titres à la terre et à ses caractéristiques naturelles. Ici, le concept de « terre » est employé dans un sens large, il ne comprend pas seulement la superficie en jeu, mais aussi les avantages de son climat, de sa situation et de ses richesses minérales. Cependant, le concept de terre se limite aux formes et au contenu que la nature ou le hasard ont bien voulu accorder à la parcelle en question ; l'économiste dirait que les modifications apportées par l'homme sont véritablement des investissements ajoutés à la terre. Tandis qu'il existe un prix d'achat pour le titre de souveraineté — ou droit de propriété — on prend généralement, sur le marché de la propriété foncière, la rente perçue pour l'usage de la terre au cours d'une période, comme étant le prix de la terre. La caractéristique spécifique de ce marché est que l'offre est fixée au départ et que les variations de la rente ne peuvent modifier la quantité offerte. Si la demande de terre s'accroît, il y a hausse du prix, mais la hausse est incapable de susciter une offre supérieure. A l'inverse, le prix peut se réduire à néant sans qu'il y ait diminution de l'offre (431).

18.2.2.2 LE MARCHÉ DU TRAVAIL est le marché qui permet de louer tous les êtres humains nécessaires au procès de production. Contrairement à ce qui se passe sur le marché des produits et sur le marché de la propriété foncière, l'acheteur ne peut acheter l'homme, mais uniquement l'usage de son cerveau et de ses muscles au cours d'une période. Dans ce cas, on désigne habituellement le prix sous le nom de salaire (mesuré par unité de temps), terme qui inclut les traitements et les primes des directeurs. La caractéristique spécifique de ce marché est qu'il implique l'achat et la vente du temps et des activités des personnes qui composent la société. Du côté de la demande, une seule considération entre en jeu dans la location d'un individu : son travail apportera-t-il ou non au procès de production une contribution égale ou supérieure en valeur au salaire qu'il perçoit ? Cette considération est exactement analogue à celle qui gouverne la demande sur n'importe quel autre marché des facteurs de production. Mais du côté de l'offre, des éléments humains particuliers entrent en jeu. Un homme doit manger pour vivre et

(431) On peut soulever la question de l'accroissement de l'offre avec l'augmentation du prix en citant les efforts importants et couronnés de succès entrepris pour trouver d'autres terres porteuses de gisements pétrolifères une fois que fut découverte l'utilité du pétrole. Cependant, il ne s'agit pas ici d'un accroissement de l'offre des ressources naturelles, mais seulement d'un accroissement de nos connaissances à propos de ces ressources et des hausses du prix de la terre qui en découlent. En fait, cette question illustre l'idée suivante : la terre porteuse de gisements pétrolifères a toujours fait l'objet d'une offre à un certain prix, et ce prix a varié en réponse à une demande qui ou bien ignorait les utilisations du pétrole ou bien les connaissait et savait que la parcelle en question contenait du pétrole. L'économiste dirait que les efforts de recherche illustraient le caractère productif de l'emploi des ressources d'investissement pour accroître nos connaissances.

pour manger il doit travailler, c'est-à-dire qu'il doit louer son travail. Plus un individu est efficace ou qualifié, plus il peut prétendre à un salaire élevé, mais en dehors du petit nombre de gens qui peuvent vivre du produit de leurs titres sur la terre ou sur le capital, tout le monde doit réussir à trouver un emploi pour un certain salaire, ce qui signifie que sur le marché du travail, l'offre présente un point commun avec l'offre sur le marché de la propriété foncière. Suivant les variations de salaires, il se peut que les gens âgés, les jeunes, les femmes et autres travailleurs irréguliers viennent accroître ou diminuer l'offre sur le marché du travail, mais la masse la plus considérable de l'offre est déterminée par l'importance de la population et par la répartition des âges.

18.2.2.3 LE MARCHÉ DES CAPITAUX ne renvoie pas aux constructions et équipements qui constituent en réalité le capital utilisé dans le procès de production, mais au marché de l'argent (au pouvoir d'achat), grâce auquel on peut faire les investissements d'équipement ou bien acheter l'usage de la terre et du travail. Nous avons donc divisé le marché des capitaux en deux parties distinctes : l'une correspond à un marché des produits semblable au *marché des biens de consommation*, à la seule différence que ce n'est pas l'attrait, mais le profit chiffrable qui le régit ; l'autre correspond à un marché de l'argent permettant d'acheter ces produits. Le marché des capitaux se subdivise en un certain nombre de *marchés financiers* : par exemple la *Bourse* pour les emprunts permanents de capitaux en échange d'une part des profits de l'entreprise qui utilise ces capitaux, le *marché monétaire* pour les emprunts temporaires de fonds en échange d'une rémunération fixe de l'argent jusqu'à son remboursement. Le prix payé pour l'utilisation de l'argent sur le marché monétaire s'appelle l'intérêt ; et comme le marché monétaire et la Bourse constituent deux sources pour se procurer de l'argent, les économistes ne traitent du taux d'intérêt que lorsqu'ils parlent du prix de l'argent. A son tour, le marché monétaire se divise évidemment en divers secteurs très étroitement liés : le *marché des hypothèques* où les fonds sont immobilisés pour de longues périodes, tout comme dans le *marché des obligations à long terme* ; le *marché monétaire à court terme* qui permet d'emprunter de l'argent pour un temps très court, une nuit par exemple, et divers autres marchés intermédiaires.

Les caractéristiques distinctives des marchés monétaires, lesquels constituent l'institution centrale du marché plus général des capitaux, se situent encore du côté de l'offre. La demande d'argent et par conséquent les biens et les facteurs que contrôle l'argent ne dépendent, comme les demandes de terre, de travail ou de biens d'équipement, que de ce que les entreprises peuvent payer en retour tout en augmentant, ou tout au moins en maintenant, leurs profits. L'offre d'argent, comme l'offre de terre et de travail, n'est pas principalement sensible au prix, c'est-à-dire ici au taux d'intérêt offert pour son usage, bien que ceux qui ont de l'argent aient tendance à prêter davantage quand l'intérêt augmente, parce que les autres usages possibles de l'argent, par exemple la thésaurisation avec la sécurité qu'elle engendre, ne présentent qu'un moindre attrait. Cependant, nous pouvons distinguer deux conditions fondamentales de l'offre sur le marché monétaire.

● L'offre de monnaie est déterminée par l'offre de métaux précieux, c'est-à-dire par l'or, à la fin du XIX^e siècle. Les Etats-Unis, au cours des trente-cinq années qui ont précédé le Federal Reserve Bank Act (1879-1914), offrent peut-être l'exemple le plus typique de cette utilisation de l'étalon-or. Il existait alors une réaction aux variations de prix, car plus le prix de l'argent était

élevé, plus il était avantageux d'exploiter les mines d'or, même à des coûts élevés, mais cette réaction (que les économistes appellent élasticité) ne revêtait qu'une importance très relative par rapport aux découvertes fortuites d'or qui eurent lieu en Californie (1849), en Australie (au cours des années 1850) et en Afrique du Sud (dans les années 1880). L'offre de monnaie qui se fonde sur les métaux précieux est essentiellement une affaire de découvertes fortuites.

● L'offre de monnaie peut être déterminée par l'autorité de l'État, plus ou moins directement à travers l'émission de papier monnaie par le Trésor, le contrôle de la Banque Centrale et du système bancaire. Il n'est pas nécessaire de décrire les techniques de contrôle. Il suffit de reconnaître que, dans ce cas, ce sont les autorités monétaires qui décident de l'augmentation ou de la diminution de l'offre de monnaie. Il s'agit inévitablement d'un contrôle du marché, et non d'une partie du mécanisme formel de marché, car il ne peut y avoir une offre de monnaie déterminée par le marché si l'offre de monnaie dépend d'une autorité.

On peut donc dire que l'offre de monnaie est relativement indépendante du prix offert.

C'est de ces marchés que traite l'économiste. On peut brièvement en résumer les caractéristiques :

Les prix sur *les marchés des biens de consommation* sont déterminés par l'équilibre d'une demande fondée sur des goûts et des prix relatifs et d'une offre fondée sur les prix et les coûts — c'est-à-dire sur la rentabilité.

Les prix sur *les marchés des biens de production* (biens d'équipement) sont déterminés par l'équilibre d'une demande fondée sur les perspectives de profit (le prix du produit final moins le prix des éléments entrant dans la production) et d'une offre que gouvernent les mêmes considérations que celles indiquées *supra*.

Les prix sur *les marchés des facteurs de production* sont déterminés par l'équilibre d'une demande là encore fondée sur les perspectives de profit et sur une offre résultant de considérations extérieures au mécanisme offre-demande du marché. Cette dépendance finale de l'offre des facteurs de production par rapport à la nature, par rapport au sexe ou au gouvernement, constitue la caractéristique spécifique des marchés des facteurs de production.

18.2.3 Le marché autorégulateur

Le marché autorégulateur est essentiellement le type de marché dont nous avons débattu jusqu'ici. C'est un système fermé. Il n'est pas besoin d'entrer dans des considérations autres que celles déjà mentionnées pour en comprendre le mécanisme, ni de développer les implications théoriques de quelque autre ensemble d'hypothèses sur les conditions de la demande ou du coût. Si l'on veut déterminer les effets de la politique gouvernementale sur ce mécanisme, il n'est pas nécessaire d'étudier les institutions politiques, mais uniquement de poser l'hypothèse qu'une certaine politique est mise en application et d'examiner ensuite ses effets sur l'offre et sur la demande, donc sur l'ensemble du mécanisme. Par exemple, les questions relatives à la constitution politique, à la morale religieuse, ou à la structure familiale, ne présentent aucun intérêt. Tout ce que l'économiste doit faire, c'est considérer les effets de ces éléments sur la demande et sur les coûts et suivre le type d'analyse présenté ci-dessus.

Un système de marché se compose d'un groupe de marchés autorégulateurs reliés les uns aux autres. On peut concevoir l'existence d'un marché pour un seul produit, par exemple pour un bien particulier de consommation. Dans un tel marché, l'interaction offre-demande-prix aurait peu d'occasions de se manifester, mais en fait l'économie occidentale moderne est constituée d'un grand nombre de marchés, chacun pour un bien ou un service. Ces marchés sont étroitement reliés entre eux, car chaque bien possède quelque substitut qui sera choisi en plus ou moins grande quantité selon son prix relatif. La répartition particulière des dépenses entre les biens à n'importe quel moment dépend des prix relatifs pratiqués sur tous les marchés des produits (marchés des biens et marchés des services). Les marchés des produits peuvent à leur tour être reliés aux marchés des facteurs de production par le mécanisme offre-demande-prix, si bien que le marché du lait affecte les marchés des autres produits (par exemple de la bière), les marchés des biens de production (par exemple des bouteilles) et les marchés des facteurs de production (par exemple de la terre cultivable, du travail et de l'argent pour construire les granges et acheter le fourrage).

Le système autorégulateur de marché est un système répondant à ce qui vient d'être esquissé dans les deux paragraphes ci-dessus. Toute modification des conditions de l'offre ou de la demande réagit sur l'ensemble du système jusqu'à ce que chaque marché et tous les marchés aient retrouvé un nouvel équilibre, dans lequel les fournisseurs apportent exactement la quantité que prendront les acheteurs au prix en vigueur, et sans qu'aucune autre pression soit exercée sur l'un ou l'autre partenaire pour modifier ce prix (432).

Il est à noter que ce qui fait la force même de l'analyse économique dans le contexte du marché détermine ses limites dans l'analyse des économies non marchandes. C'est la précision du concept de marché qui permet à l'économiste d'analyser notre système de marché d'une manière aussi détaillée qu'il le fait, et c'est cette précision qui fixe la limite de son analyse, quand l'économie en jeu n'est pas fondée sur un marché créateur de prix.

Tout ceci revient à dire que l'analyse économique s'appuie sur les institutions de marché : des gens prennent des décisions indépendantes, ils achètent, vendent, produisent pour vendre au moyen d'éléments de production achetés sur le marché ; la loi protège leurs droits contractuels et ils prennent leurs décisions en vue d'un profit monétaire ou d'un bénéfice. Lorsque ces conditions et les institutions spécifiques qui les incarnent (entreprises commerciales, sociétés, banques, travail salarié libre, aliénabilité de la terre) font défaut, l'analyse économique ne peut être d'aucune efficacité.

Nous laisserons de côté pour l'instant les possibilités qu'ont certains biens et certains facteurs de production, à l'exclusion d'autres biens et d'autres facteurs de production, de se combiner dans un système de marché. Nous supposons que tout ce qui est rare par rapport aux usages possibles se vend et s'achète sur un marché. Nous ferons également abstraction pour le moment de la possibilité qu'a le système de n'être qu'en partie autorégulateur, ou de

(432) Il se peut que l'économiste pense que nous avons traité trop lestement le problème de la portée de la théorie économique. Cependant, notre but est de donner une image des caractéristiques formelles du « marché » *sui generis* tel que l'entend la théorie économique. Nous n'avons pas l'intention d'insinuer que la science économique est incapable d'apporter une importante contribution aux analyses des marchés qui ne sont pas autorégulateurs ou qui ne sont pas créateurs de prix. Le point capital est que les économistes partent d'un modèle de système autorégulateur de marché et travaillent à partir de celui-ci, et notre but est ici de faire ressortir les limites et non la richesse de ce concept.

combiner en quelque sorte un secteur autorégulateur avec un secteur qui ne l'est pas (433).

La première conséquence significative concerne les personnes. Dans un système autorégulateur de marché, le complexe global de la vie des individus n'offre pas d'intérêt. La foi religieuse, le statut social, l'allégeance politique, la vie familiale, l'amour, la haine, les commérages, n'influencent pas les décisions qui se prendront, si ce n'est en ce sens qu'ils appartiennent au complexe des motifs et des émotions qui crée la demande de produits. Au contraire, le marché autorégulateur, dépourvu de contrainte par une instance supérieure, tend à diriger la vie des individus. La demande de main-d'œuvre a un effet direct sur la région où vit l'individu (là où il est employé), sur le genre d'activité économique dans laquelle il s'engage (celle pour laquelle la demande offre la rémunération la plus élevée par rapport à ses capacités) et sur la sécurité de sa survie corporelle, c'est-à-dire sur le fait de pouvoir manger, dormir à l'abri, avoir chaud. Cette survie dépend, dans un système autorégulateur de marché, de l'existence d'une demande de main-d'œuvre assez importante pour assurer un salaire qui permette de vivre. Une absence de demande entraîne, au mieux, une rupture temporaire du fil des satisfactions vitales, et au pire, la mort de faim. Elle est due soit à la baisse de la demande de biens de la part du consommateur comme de la part du producteur, ce qui provoque le cercle vicieux des régressions du revenu et de la demande, comme cela arrive dans les nations occidentales les plus riches, soit à l'abondance de main-d'œuvre, de sorte que le gain que représente, pour la productivité, la location d'un homme est pratiquement nul, comme c'est le cas dans l'Asie du Sud-Est. Même sans arriver à de telles catastrophes, les variations des demandes relatives peuvent nécessiter le déplacement de la main-d'œuvre d'un endroit à un autre, et se traduire par des changements dans le revenu relatif et le statut social des diverses catégories de travailleurs.

Une autre conséquence significative concerne les institutions politiques et sociales non économiques. La gestion de l'aire et des ressources de la nation (marché de la propriété foncière) et la gestion des ressources productives de la nation (marché des capitaux) résultent du fonctionnement du marché autorégulateur. Lorsque le marché autorégulateur est international, la liberté d'action nationale s'en trouve sérieusement réduite. Du point de vue social, l'unité familiale et la vie communautaire sont sujettes à des changements incessants du fait que les personnes sont très facilement entraînées dans le mouvement.

Donc, un système de marché autorégulateur accapare une large partie de l'activité humaine, la met à l'écart de toutes les autres activités, lui donne un ensemble de règles à observer — lesquelles ne sont susceptibles d'aucun contrôle par une instance supérieure — et permet que l'ensemble de cette activité soit régi par le mécanisme offre-demande-prix. Parce que les activités économiques et les autres aspects de la vie sont étroitement liés, un marché autorégulateur tend donc à façonner toutes les autres activités dans une mesure bien plus importante que ne le ferait l'économie dans d'autres types d'organisation économique.

18.3 Les marchés dans l'histoire de l'économie

Aucune institution sociale n'est la copie parfaite de son modèle idéal, mais on peut dire que le système autorégulateur de marché a existé sous une forme assez proche de l'idéal type au cours de la dernière partie du XIX^e siècle et de la première partie du XX^e siècle. En beaucoup d'endroits et à peu de chose près, c'est encore un modèle utilisable pour la solution de nombreux problèmes économiques. S'il tient compte des limites du modèle et s'il les accepte, l'économiste peut encore s'en servir comme d'un outil très utile dans la discussion des problèmes concernant le choix, l'efficacité économique, les prix, la distribution des biens et les usages particuliers auxquels sont soumises les ressources. Nous allons maintenant passer à d'autres types de marchés nettement différents, et certains à un tel point qu'il serait inimaginable de les classer parmi les marchés dont nous avons parlé jusqu'ici.

Tout d'abord, nous distinguerons les marchés au sens où l'entend l'économiste des marchés entendus comme places de marché. Dans le premier cas, le marché ne requiert pas d'emplacement physique, bien qu'il puisse évidemment en avoir un. Tandis que le Chicago Board of Trade fournit une salle pour les transactions du grain, le marché monétaire international est un réseau mondial de connaissances et de communications entre de nombreux centres et de nombreuses personnes. Contrairement au Chicago Board of Trade, il n'a aucune existence géographique concrète ; il existe en raison de nombreuses demandes et offres de change. C'est une sorte de mécanisme vague offre-demande-prix, « sans adresse fixe », qui produit les phénomènes connus sous le nom de marchés mondiaux et de prix mondiaux.

Une place de marché est quelque chose d'entièrement différent. Nous avons dans ce cas un emplacement spécifique où les gens se rencontrent pour opérer entre eux des transferts de biens. Le terme « échange » a en réalité trois significations différentes.

Si on le définit de manière opératoire, l'échange inclut *tout* transfert de biens à double sens, à un prix fixé ou selon une proportion indéterminée ou inconnue, comme dans le cas des cadeaux de Noël. Dans ce sens large, il inclut la réciprocité et la redistribution. Dans un sens plus restreint, l'échange signifie l'achat et la vente à un prix défini ou fixé. Ici, le choix se fait entre l'acceptation ou le refus de ce qui est offert. Ce sens inclut l'échange qui sert à décrire l'achat et la vente à un prix négocié. Alors intervient un élément supplémentaire de liberté dans l'option : la négociation du prix qui détermine l'option finale. Tel est le sens de l'échange dans un système autorégulateur de marché.

Il est maintenant clair que dans le premier et le second cas, il peut y avoir « échange » ou « place de marché » sans qu'il y ait de marché au sens où l'économiste l'entend.

Sur une place de marché, le mécanisme offre-demande-prix ne se révèle pas nécessaire. Tandis que dans les marchés de l'économiste, les individus peuvent être indifféremment acheteurs ou vendeurs et passer d'un groupe à l'autre (434), ceci n'est pas obligatoire sur la place de marché. Par exemple, les fermiers peuvent se rendre au marché de la ville simplement pour y vendre

(433) Un sens concret sera donné à cette possibilité dans la section ci-dessous intitulée : « Les marchés dans l'histoire de l'économie. »

(434) Sur les véritables marchés de spéculation, tels que la Bourse des valeurs ou la Bourse du coton, chaque individu a un prix *auquel*, ou *au-dessous duquel*, il achètera, et un *prix plus élevé auquel*, ou *au-dessus duquel*, il vendra.

des biens alimentaires, tandis que les citadins y viennent uniquement pour acheter. En outre, les fermiers peuvent apporter une quantité fixe de biens alimentaires et la vendre totalement quel qu'en soit le prix ; de même les citadins peuvent acheter sans se préoccuper du prix. Le prix lui-même peut être fixé par quelque fonctionnaire ou simplement par la tradition. Dans un cas comme dans l'autre, le prix ne détermine ni la quantité offerte ni la quantité demandée. Le marché alimentaire médiéval se rapprochait fort de ce type.

La place de marché peut même exister sans qu'il y ait de prix. Par exemple, un lieu de rencontre peut servir au seul transfert d'une espèce de biens d'un premier groupe à un autre moyennant versement au premier d'une autre espèce de biens. Il n'est pas nécessaire qu'intervienne un élément de troc, car les équivalences peuvent être déterminées selon des principes entièrement différents. L'échange des poissons contre des ignames que pratiquent les habitants des îles Trobriand, se range dans ce type de transfert et les lieux de rencontre du cercle de la Kula dans ce type de marché. Il est clair qu'une telle place de marché n'a que peu de rapport avec le mécanisme offre-demande-prix.

Un marché peut avoir un emplacement fixe et être ouvert tous les jours ou seulement certains jours. Les jours de marché d'une ville anglaise en constituent un excellent exemple. Un autre exemple est celui de la foire médiévale qui se tenait une fois par an. Ces exemples nous présentent aussi un contraste entre la place de marché qui possède des installations matérielles permanentes, telles que des éventailes ou une étendue pavée à découvert, et la place de marché qui reprend son aspect habituel une fois le marché terminé.

Le type de marché qui se fait sur une place de marché peut avoir lieu en différents endroits à différents moments. A chaque jour de marché correspond un endroit particulier. L'endroit peut varier d'un jour à l'autre, selon un roulement établi entre quelques villes.

En outre, une foire ou différentes foires peuvent, tout en rassemblant le même personnel, se déplacer d'une place de marché fixe à une autre. Les foires agricoles d'automne représentent l'exemple type de ce genre de situation.

Dans ces divers cas de marchés ayant lieu sur une place, il y a un rassemblement de personnes pour le transfert ou l'échange de biens, mais il n'y a pas nécessairement de mécanisme offre-demande-prix. Le Chicago Board of Trade dont nous avons déjà parlé, et, depuis un siècle et demi, les marchés des villes anglaises fonctionnent selon ce mécanisme. Mais savoir si une place de marché particulière est ou non le foyer réel d'un mécanisme offre-demande-prix est un problème de fait relevant de l'histoire. Ce qui importe, c'est que l'emploi du terme « marché » dans un document historique ou dans une simple description *peut ne pas impliquer le fonctionnement d'un mécanisme offre-demande-prix.*

On peut illustrer de plusieurs manières la différence entre les marchés autorégulateurs et les autres marchés :

La vente aux enchères est un marché qui comporte une offre, un groupe de personnes (représentant la demande) et des prix, mais ce n'est pas un marché autorégulateur. L'offre est déterminée par des éléments extérieurs au système économique. Par exemple, l'offre de captifs de guerre vendus aux enchères comme esclaves est, d'un point de vue économique, une conséquence fortuite de l'action politique. De nos jours, la vente aux enchères des biens domestiques des disparus ne constitue pas une offre répondant à un prix qui résulte de la demande et du coût de production, mais c'est une offre fortuite due à la mort. L'important, c'est que le prix élevé des enchères n'entraînera pas une offre

supérieure (c'est-à-dire qu'il ne provoquera ni d'autres guerres, ni bien sûr d'autres victoires, ni d'autres morts). Le prix des enchères n'a pas non plus de répercussion du côté de la demande (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de mécanisme d'équilibre à long terme). C'est une occasion unique en ce qui concerne un lot particulier de biens. Dans un marché autorégulateur, l'existence de prix élevés pour un bien incite les demandeurs à se tourner vers des substituts moins chers, tandis que de bas prix poussent à une consommation accrue de ce bien. Il existe un processus permanent d'adaptation dans la circulation des biens. Mais ce n'est pas le cas dans la vente aux enchères. Il n'y a pas alors de flux de biens. On achète ce que l'on veut si on offre l'enchère la plus élevée. Un point c'est tout. Après la vente, le consommateur retourne à ses sources habituelles d'approvisionnement.

Dans les villages indiens, on vend le lait pour de l'argent. Les femmes, dont les familles possèdent des vaches, apportent à la place du marché le lait que ne consomment pas les familles. En général, le prix du lait est un prix traditionnel ; il ne varie pas bien que le prix des autres biens agricoles commercialisés sur le marché mondial subissent d'importantes fluctuations. Il est également clair que les familles qui possèdent des vaches n'en augmentent pas le nombre selon les fluctuations de l'écart entre le prix traditionnel et le coût de l'élevage des vaches.

Il existe des marchés qui se rapprochent davantage du marché autorégulateur. Ils forment des classifications intermédiaires (mais *non* des stades). Ainsi, on peut avoir un marché dans lequel le prix est fixé par un acte officiel, et les groupes de l'offre et de la demande s'adaptent au prix fixé, un peu comme ils seraient censés le faire dans l'optique de l'économiste. Le contrôle des prix en temps de guerre illustre ce cas, de même que le font certains efforts mercantilistes pour fixer les prix. Il se peut encore que la demande déjoue les schémas de l'économiste, alors que les prix de l'offre y répondent. Lors d'une guerre sans contrôle des prix, la demande d'armes, sans considération du prix, formulée par un gouvernement ou encore les achats stratégiques de stocks de réserve par les Etats-Unis sur le marché international illustrent ce second cas. Dans une certaine mesure, tous les achats gouvernementaux sur tous les marchés présentent une telle particularité.

Il y a eu et il y a encore de nombreux exemples de marchés dans lesquels un ou plusieurs des éléments considérés comme économiques par l'économiste lui-même sont gouvernés par des considérations qui n'ont rien à voir avec le marché autorégulateur. On peut citer comme exemples la demande illimitée, déterminée par l'instance politique et fixée à un certain prix, que le gouvernement des Etats-Unis a formulée pour certains produits agricoles, et la demande soviétique d'une quantité minimale de produits agricoles dont le prix peu élevé a été précisé.

Dans le marché autorégulateur, seuls interviennent la demande, le coût de l'offre et les prix, lesquels résultent d'un accord réciproque. L'introduction d'éléments extérieurs qui affectent le mécanisme d'équilibre peut détruire cette caractéristique. Du *xvi^e* au *xviii^e* siècle, les gouvernements mercantilistes modifièrent l'équilibre auquel le marché seul serait parvenu en subventionnant certaines industries, en interdisant l'exportation de certains biens et l'importation de certains autres. La liberté de minimiser les coûts était limitée par les réglementations gouvernementales des techniques de production.

Ces exemples font ressortir une différence significative entre les marchés autorégulateurs et les autres marchés. Dans un marché autorégulateur, les participants agissent sur la base des prix relatifs qui découlent du méca-

nisme d'offre-demande-prix. S'ils veulent survivre dans le jeu du marché, il leur faut suivre la règle qui consiste à maximiser le rendement et à minimiser les coûts. Dans un marché qui n'est pas autorégulateur, les participants peuvent agir en partie sur des « bases économiques rationnelles » (c'est-à-dire par rapport aux prix relatifs), mais ils peuvent aussi prendre des décisions en fonction d'autres considérations différentes ou complémentaires.

Les économistes considèrent généralement les marchés autorégulateurs comme faisant partie d'un vaste système de marchés autorégulateurs. S'il est vrai que certains marchés sont autorégulateurs et que d'autres ne le sont pas, il est juste d'ajouter qu'aucun marché ne peut être vraiment autorégulateur, car les éléments limitatifs des marchés sous contrôle affectent le fonctionnement de tous les marchés. La question de savoir si les éléments limitatifs détruisent ou non la validité de l'analyse fondée sur l'hypothèse des marchés autorégulateurs dépend du degré d'approximation que l'on exige par rapport à l'idéal, de la fréquence et de l'étendue des limitations. Pour l'historien de l'économie, c'est un problème d'intérêt primordial de savoir si les marchés, à un moment et en un lieu donnés, se rapprochent des marchés autorégulateurs, ou si les limitations et les interférences revêtent une importance telle que l'analyse économique s'avère ou bien totalement inapplicable ou bien applicable moyennant de très grandes précautions. Si les limites qui affectent l'autorégulation sont considérables, l'histoire de l'économie doit séparer ces marchés des marchés autorégulateurs et établir leurs caractéristiques indépendamment des déductions que l'économiste tire du marché autorégulateur.

L'histoire de l'Europe occidentale du ^{xv}^e au ^{xix}^e siècle a souvent été interprétée de façon erronée en raison de l'impuissance à saisir la distinction entre un système autorégulateur de marché et un certain nombre de marchés qui disposent certes de quelque liberté pour s'autorégler, mais qui ne forment pas pour autant un système autorégulateur. L'ancien marché anglais de la laine nous en offre un exemple : les prix internationaux y subissaient des fluctuations et le comportement des marchands y ressemblait fort à celui des marchands modernes. Cependant, la production de la laine qui provenait de l'élevage des moutons se trouvait encore aux mains de personnes qui vivaient dans un régime foncier féodal, tandis que la main-d'œuvre était organisée en guildes, lesquelles possédaient une hiérarchie très strictement réglementée d'apprentis et d'ouvriers. Si nous considérons cette période que l'on appelle habituellement la période de la révolution commerciale ou la période mercantile, nous découvrons que les principaux marchés des produits tendaient, dans la mesure du possible, à se rapprocher du marché autorégulateur, mais qu'ils faisaient l'objet de contrôles d'une efficacité et d'une importance variables, tandis que les marchés des facteurs de production, au sens où les entend l'économiste, n'existaient pas encore à l'exception du marché des capitaux (435). Logiquement (et historiquement), il s'agissait là d'une étape située entre les places de marché sans mécanisme d'offre-demande-prix et le marché autorégulateur qui se caractérise par ce mécanisme. En ce qui nous concerne, nous pouvons prendre cela comme exemple d'un système de marché d'une nature particulière couvrant une partie seulement de l'économie, c'est-à-dire comme un système distinct d'un système de marché autorégulateur.

(435) Là encore, il n'y avait pas de place pour une autorégulation libre, puisque les gouvernements pratiquaient une politique bullioniste qui consistait à restreindre l'exportation d'or et d'argent en pièces en ou lingots. Au cours de la première partie de cette période, pesaient encore sur les taux d'intérêt des restes d'interdits provenant de la doctrine religieuse sur l'usure et l'avarice. Or cette idée, les gouvernements la renforçaient.

Nous avons considéré un grand nombre de types de marchés qui sont apparus dans l'histoire de l'économie. Ils vont

des marchés autorégulateurs dans lesquels la demande, le prix et le coût déterminent réciproquement et exclusivement ce qui sera produit, comment ce sera produit et à qui ira la production,

jusqu'aux places de marché qui n'ont rien de commun avec les marchés autorégulateurs, si ce n'est le transfert des biens d'une personne à une autre. Les divers systèmes de réglementations en vigueur sur ces places de marché constituent un sujet de recherche. L'économiste ne peut alors apporter une contribution supérieure à celle des autres chercheurs. Le seul avantage que l'on puisse lui reconnaître vient de ce qu'il est capable de mettre en garde ceux qui attribuent inconsciemment des caractéristiques d'autorégulation à ces places de marché.

Entre ces deux types extrêmes, il existe d'autres marchés qui possèdent certaines caractéristiques des marchés autorégulateurs. Ce sont par exemple des marchés créateurs de prix, mais où les considérations autres que la demande, le prix et le coût, affectent l'objet de la production, la manière de produire et la distribution de la production. Ce sont par exemple les places de marché où la monnaie est utilisée, mais où les prix sont fixés. Plus ces marchés se rapprochent des types de marchés autorégulateurs et créateurs de prix, plus la théorie économique devient utile. Cependant, la théorie économique n'a de valeur explicative que lorsque les faits sont établis. Elle n'explique pas *a priori* l'activité sur une place de marché.

L'existence, sur les places de marché, d'institutions ou de mécanismes qui ressemblent à ceux des marchés autorégulateurs, représente un sujet d'intérêt particulier pour l'historien de l'économie et ceci pour deux raisons : il est intéressant, d'une part, de voir avec quelle force ces institutions et ces mécanismes imposent à l'économie les autres caractéristiques des marchés autorégulateurs, et d'autre part, de savoir comment on peut faire fonctionner ces institutions de manière différente et dans des buts différents de ceux définis par l'économiste.

Un autre point d'intérêt particulier pour le théoricien de l'économie est de découvrir quels systèmes, en dehors du marché, ont été élaborés au cours de l'histoire pour atteindre le même but fondamental que celui réalisé par le marché autorégulateur qui caractérise le système économique dans lequel vivent certains d'entre nous. Ce but est l'approvisionnement en moyens matériels permettant de satisfaire nos besoins et nos désirs. On s'explique ainsi notre intérêt pour les systèmes de réciprocité et de redistribution.

En conclusion, il est sans doute bon d'ajouter que les spécialistes des sciences sociales qui ont rédigé cet ouvrage adoptent, au moins à titre d'hypothèse, la conception selon laquelle les marchés autorégulateurs sont l'exception plutôt que la règle et sont uniquement le propre des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles. En outre, ils considèrent l'apparition des marchés créateurs de prix comme un événement exceptionnel dans l'histoire et ils tendent à croire que la majeure partie de l'humanité, depuis ses débuts, a vécu avec des marchés à prix fixés, avec des places de marché non créatrices de prix, et peut-être le plus souvent avec des systèmes économiques qui seraient mieux analysés en termes d'institutions de réciprocité et de redistribution, dont le caractère essentiel doit être établi indépendamment de la théorie économique orthodoxe et avec l'aide d'autres disciplines plus familiarisées avec les institutions non marchandes.

Conclusion

Dans la préface, nous avons parlé de l'élaboration progressive du présent ouvrage. Jetons un coup d'œil rapide sur le chemin parcouru et sur la position à laquelle nous sommes ainsi parvenus.

Les fruits des recherches empiriques sur le commerce et les institutions de marché présentés dans les deux premières parties n'apportent, il faut bien le reconnaître, qu'une faible assise à l'édifice théorique et méthodologique construit dans la troisième partie. Les données historiques et anthropologiques de ces deux parties ne réussissent pas à couvrir le domaine conceptuel délimité dans la dernière partie. Il peut donc sembler que nous nous soyons encombres d'un grand nombre d'outils qui n'ont pas fait leurs preuves.

En fait, cependant, ces considérations théoriques et les faits qui les précèdent sont plus étroitement liés que l'objet de cette suite décousue de chapitres pourrait le laisser croire.

Les auteurs voient dans le préjugé du marché l'obstacle intellectuel à l'élargissement qu'ils préconisent de notre vision de l'économie. La découverte par Adam Smith du marché en tant que pivot de l'économie était plus qu'une intuition pratique d'extrême importance ; plus que l'indication précise de l'élément à partir duquel pouvait être théoriquement maîtrisée la vie économique en train de naître. Son concept du marché comme stimulant de la concurrence donna l'impulsion décisive à la conception de la société qui devait résulter d'une telle économie. Ce concept de marché fut finalement considéré comme l'outil universel de l'histoire et de la théorie de l'homme conçu de manière atomistique. Le marché façonna donc à la fois l'organisation de notre existence matérielle et les perspectives qui nous ont prétendument rendu capables de saisir *toutes* les formes de l'organisation sociale.

C'est dans cette clef qu'il faut trouver l'unité d'argumentation de notre ouvrage. Le fait que le marché donne sa forme à notre économie et à notre société a été considéré comme l'obstacle majeur à la compréhension de l'économie dans les sociétés primitives. Seule une séparation radicale du processus économique et du complexe du marché pouvait permettre d'avancer. La séparation conceptuelle du commerce et des institutions de marché, qui en d'autres circonstances aurait pu sembler pédante, sinon artificielle, était justifiée par la découverte du « port de commerce », ce prédécesseur presque universel des organes modernes du commerce avec l'étranger. D'ailleurs, les équivalences, ces éléments précurseurs des « prix », ne sont devenues intelligibles que sur

cet arrière-plan. De même en ce qui concerne la question purement théorique de savoir ce qui est « économique », ce qui est « surplus », ce qui est « rare » et ce qui ne l'est pas, le rôle joué par le marché dans l'évolution de notre pensée est apparu comme le centre du problème. Ainsi, l'isolement du contexte de marché, à la fois en théorie et en fait, était la condition nécessaire pour parvenir à la lumière.

L'exploration de nouveaux sentiers, l'expérimentation inévitable de nouveaux outils le long du chemin, n'équivalent évidemment pas à une théorie générale de l'interaction de l'économie et de la société. On ne peut prétendre avoir réalisé ici autre chose qu'une approche, qui peut aider à faire percevoir des éléments identifiables dans les institutions économiques, sans considération de motifs « économiques » ou de rationalité « économique ». Cependant, en posant cette condition préalable à des études comparatives et développées dans ce domaine, il se peut que nous soyons parvenus au seuil d'une recherche beaucoup plus vaste dans les sciences sociales. Nous croyons en effet que c'est dans cette optique que s'élaborera, en temps opportun, la représentation adéquate de la réalité sociale qui est en train de remplacer actuellement l'image pâlisante d'un atomisme individualiste.

Index des notions et des concepts

autarcie (*autarkeia*), 105, 107, 113.

caste, (en Inde), 219-221.

centralisme (absence de), 215.

choix (concept de et théorie du), 241, 320, 329.

clan, 143-144, 171.

classe sociale, 252.

colonisation / « aventures côtières », 73.

commerce, 250, 254.

à longue distance, 89, 99, 137, 144, 162, 259.

avec marché, 95, 97.

exemples : Aztèques, 140.

Mayas, 152 et ss.

expéditionnaire (ex. des Hitites), 76-77.

(fonction d'intégration du), 196.

officiel ou institutionnalisé,

144, 147, 153, 159, 163, 173, 180 et ss.

(réglementation du), 178, 193.

communautés selon Tönnies, 97, 105-107.

communauté villageoise, 218, 224-225.

contrat, 97-98.

don, 100-101, 254, 325.

disposition (commerce par), 59, 243.

distribution, 286.

échange, 244 et ss., 251, 258, 339.
(définition substantive de l'), 262-263.

économie, 106, 296-300, 306, 312-313.

formelle, 242, 276.

monétaire, 44.

naturelle, 44.

marchande et prémarchande, 53, 247.

non marchande, 320, 326.

sans marché, 231.

substantive, 236, 242, 261, 280 et ss.

économique, 239 et ss.

équivalent fonctionnel, 132-133.

esclaves (vente des), 146-147, 153, 169-170, 189-190.

Etat-cité, 48, 67.

évolution culturelle, 132.

famille étendue (en Inde), 221-224.

foire, 194, 198-199.

foncier (rente et revenu), 226 et ss.

indépendance des villes côtières, 84-88, 91-92.

individualisme, 215, 219 et ss.

institutionnalisé (économie comme procès), 243-244, 282.

institutionnaliste (dilemme), 294, 299-300.

intégration, 196, 246-250, 258.

interdit, 248.

- marché**, 98, 257 et ss., 320, 339 et ss.
 (absence de place de), 66.
 (commerce de), 255.
 (commerce sans), 57-59.
 (définition substantive du), 257 et ss.
 (fonction du), 196.
 (modèle de), 307.
 monétaire, 335.
 (ni place ni système de), 54.
 (place de), 331, 339, 343.
 (système de), 245, 309.
 (système sans), 53, 229.
- marchand**, 248, 252.
- moderniste** (perspective), 47-49.
- monnaie**, 250, 255 et ss., 326, 335.
 (définition substantive de la), 255.
 exemples : Aztèques, 148-149.
 Mayas, 154.
- néo-darwinisme**, 323.
- neutralité/autonomie** des ports de commerce, 88, 91-92, 175, 179, 210.
- oikos**, 45 et ss., 51-52, 105-106.
- physiocrates**, 309-310.
- planification**, 170.
- ports de commerce**, 82 et ss., 138-139, 157 et ss., 169, 174, 179, 255.
 (administration indirecte des), 181-185.
 (fonctionnement des), 83-84.
- prestige** (fonction de), 315-317.
- primitiviste** (perspective), 45-47, 93.
- prix**, 57, 242, 259-261, 331 et ss.
 (détermination des), 114.
- production**, 286-287.
- profit**, 57.
 (motivation du), 251-254.
- propriété**, 101-102, 225, 227-229.
 (marché de la), 334.
- rareté**, 106, 240 et ss., 265, 276, 278, 301.
- réciprocité**, 64, 100-101, 116, 214, 220-221, 225, 230, 245 et ss., 259, 314-315.
- redistribution**, 66, 221, 224-225, 245 et ss., 260, 314-315.
 (économie de), 171, 314.
 (système de), 68.
- répartition**, 278, 286-287.
- société**, 266-270.
 archaïque, 249, 252.
 non centralisée, 199 et ss.
 tribale, 249.
- souk**, 138 et ss.
- souverain-commerçant**, 162.
- spéculation**, 212-213.
- status ou statut**, 97-98.
- subsistance**, 304-305.
 (besoins de), 303.
 (coûts de), 309.
 (économie de), 236.
- surplus**, 302 et ss.
 absolu, 303-304.
 relatif, 304, 313.
 selon les physiocrates, 310.
- transaction**, 98-100.
- tribut** (comme succédant au commerce), 142.
- travail** (division du), 265 et ss.
- valeur-travail** (théorie de la), 312.